

HISTOIRE

POLITIQUE ET SOCIALE

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

PAR M. ÉLIAS REGNAULT

P. L.

PARIS

PAULIN ET LE CHEVALIER, ÉDITEURS,

[illegible]

[illegible]

HISTOIRE

POLITIQUE ET SOCIALE

DES

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

PARIS. — IMPRIMERIE DE COSSON, RUE DU FOUR SAINT-GERMAIN, 43.



HISTOIRE

POLITIQUE ET SOCIALE

DES

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

PAR M. ÉLIAS REGNAULT.



PARIS,
PAULIN ET LE CHEVALIER, ÉDITEURS,
RUE RICHELIEU, 60.

1855.


BRITISH MUSEUM

INTRODUCTION.

Depuis trente ans la question d'Orient est le constant souci des cabinets européens, et depuis trente ans, la diplomatie cherche en vain la solution de ce formidable problème. Pour ne parler que de la France, que de contradictions, de méprises, d'aveugles expédients ! A Navarin, elle se fait complice des Russes ; en 1840, elle se fait complice du pacha d'Égypte. Rappellerons-nous les confusions de cette dernière époque, les malentendus, les bravades et les terreurs! Chacun menace et chacun a tellement peur de trop oser, que tous cherchent un correctif à leur propre audace ; enfin, par le traité du 13 juillet 1841, on imagine pour formule l'intégrité de l'empire ottoman, dont, à l'exception de la Prusse, tous les contractants détiennent un lambeau.

Mais sur ce qui en reste, sur ce débris d'empire dont

on garantit l'intégrité, il y a encore la race conquérante et les races conquises, la minorité ottomane qui commande et les majorités chrétiennes qui obéissent (1). Il y a donc là un double problême, le problême musulman, qui est celui de la domination, et le problême chrétien, qui est celui des nationalités. Les grands arbitres de la diplomatie ne se sont occupés que du premier, et ils ont garanti ce que la Providence avait condamné : la domination. La domination n'est qu'un fait né de la force, et, lorsque la force est absente, la domination doit disparaitre; toute garantie qui a pour objet de la conserver est immorale. Que l'on garantisse une nationalité faible contre l'oppression d'un vainqueur puissant, rien de mieux; mais garantir le conquérant déchu contre l'affranchissement des nationalités devenues plus fortes que lui, c'est insulter aux lois de la logique et de la justice.

C'est ainsi qu'en ne voyant dans la question d'Orient que le problême musulman, on n'a fait de cette question qu'une formule vide, sans intérêt, sans vérité, sans avenir. Tandis qu'en tenant compte du problême chrétien des nationalités, on en faisait la question fondamentale de la politique moderne, d'où seraient sorties, avec une géographie nouvelle, les nouvelles destinées de l'Europe. Et elles en sortiront, quoiqu'on fasse, avec ou sans

(1) Nous ne parlons pas de la Turquie d'Asie, parce qu'elle est en dehors de la question politique qui s'agite aujourd'hui.

le concours des diplomaties. La guerre est à peine commencée et déjà elle dépasse les proportions qu'on avait prévues et les fins qu'on s'était proposées; déjà les empereurs et les rois obéissent aux évènements qu'ils croyaient diriger, et ne voient plus les limites où s'arrêteront les pas de leurs armées.

Que l'on examine la question qui a servi d'occasion à la guerre : l'intégrité de l'empire ottoman. Eh bien! il est facile de le voir aujourd'hui, l'acceptation des propositions outrageantes de Menschikoff aurait été moins mortelle à la Turquie que l'intervention amicale des armées européennes et des réformes européennes. Selon nous, la Turquie n'avait à choisir qu'entre deux genres de mort; elle a choisi la mort la plus honorable, mais aussi la plus prompte. Aussi, ne s'agit-il plus d'elle au fond du débat. Et, de fait, il importe peu à la civilisation que l'empire ottoman reste debout. Ce qui importe, c'est qu'un autre représentant de la barbarie ne prenne pas sa place; ce qui importe, c'est que le czar, en qui se personnifie l'absolutisme, ne vienne pas, avec un surcroît de puissance, menacer les espérances de la liberté européenne; ce qui importe, c'est que dans la lutte engagée, les armées françaises, envoyées à mille lieues de leurs foyers, trouvent autour d'elles un appui qui leur assure la victoire. Et cet appui, elles ne le trouveront que dans le réveil des nationalités.

La Russie elle-même a si bien conscience de la force

des nationalités, qu'elle s'en est fait un instrument pour saper par la base cet empire ottoman dont elle a, comme les autres, garanti l'intégrité.

Le panslavisme, ce mot nouveau dans la diplomatie, qu'est-il autre chose qu'un appel aux nationalités? Et l'Hétairie ne s'est-elle pas nommée philhellénisme? Sans doute, le czar, en conviant les Grecs et les Slaves à s'affranchir du joug ottoman, n'a d'autre but que de les courber sous le joug moscovite. En cela, il pourrait bien se tromper, et c'est aux puissances occidentales à le lui prouver. Mais, au moins, a-t-il eu l'habileté de séparer l'élément chrétien de l'élément musulman, et son œuvre sera plus féconde qu'il ne l'aura voulu. La liberté ne se prend pas à demi, et les nationalités une fois réveillées, voudront autre chose qu'un changement de maître. Toujours est-il que dans cette voie, même en ne s'y avançant que par le mensonge, les czars ont fait de si rapides progrès, que ce doit être pour tous un solennel avertissement.

Le panslavisme, qui naguère ressemblait à un mystère religieux, a dépouillé ses formes symboliques, et apparait dans sa réalité menaçante; il descend dans le monde des faits, les dirige et les accommode à ses desseins : ou bien, s'il conserve encore le caractère idéal et mystique, il offre pour souverain pontife le czar armé du double glaive; pour adeptes, toutes les races slaves qui s'étendent du nord de la Sibérie à la pointe de l'Adriatique,

depuis le paysan d'Astrakan jusqu'au Dalmate du quai des Esclavons à Venise; et pour temples, les chaînes des Karpathes, qui, après avoir lancé en Macédoine et en Bulgarie leurs plus hautes cimes, franchissent le Danube, vont répandre sur la Volhynie, la Gallicie, la Podolie et l'Ukraine leurs dernières ramifications septentrionales correspondant aux défilés des Thermopyles, de l'Attique et de la Morée, et enveloppent ainsi dans une vaste circonférence les campements des Cosaques au nord et les murs de Lacédémone au midi.

Les peuples de ces régions, malgré les espaces qui les séparent, sont étroitement unis dans un même culte, dans une même espérance, et appellent Constantinople *Tzarigrade* (la ville des Tzars ou des Césars), comme la future métropole où doit les conduire la puissance moscovite.

Cependant au milieu de toutes ces races slaves, slovaques, slovènes, se trouve au confluent de l'Occident et de l'Orient, un peuple d'origine latine, parlant une langue aussi voisine du latin que l'italien et l'espagnol, s'appelant lui-même du nom de Roumain, et portant sur ses bannières la légende de l'ancienne Rome (S. P. Q. R.) Ce peuple est celui qu'en Occident nous appelons improprement le peuple moldo-valaque.

La race roumaine s'étend au de là des deux principautés et occupe tous le pays compris entre la Theiss, le Dniester et le Danube. Mais les Moldo-Valaques ayant

seuls conservé leur autonomie, ont seuls conservé leur nom de Roumains, et ils appellent leur pays *Tzara-Roumanesca* (Terra Romana.)

Si l'on veut faire le dénombrement exact de la population roumaine, on arrive au chiffre de 10 millions d'habitants, divisés ainsi qu'il suit :

Roumains	de la Valaquie.	2,500,000
—	de la Moldavie.	1,500,000
—	de la Transylvanie. . . .	1,486,000
—	du Banat de Temeswar. .	1,085,000
—	de la Bukovine.	300,000
—	de la Bessarabie. . . .	896,000
		7,767,000

Il faut y ajouter environ 2,000,000 de Roumains disséminés par groupes de 50 à 60 mille en Bulgarie, en Serbie, en Podolie, en Hongrie et en Macédoine, conservant fidèlement leur nationalité, leur langue et leurs coutumes.

Or, dans cette grande lutte qui se prépare entre l'Occident et le Nord, et qui, si elle s'arrête aujourd'hui, se renouvellera demain, n'est-ce pas une bonne fortune que de rencontrer à l'embouchure du Danube, 10 millions de Latins, formant la seule barrière possible entre les Slaves du Nord et ceux du Midi, empêchant seuls dans cette région karpathienne l'unité greco-slave

qui menace le monde, et devenant, si notre politique est intelligente, nos premiers auxiliaires? Leur histoire passée peut donner la mesure de leur énergie. Car, si les Roumains, placés depuis trois siècles entre les convoitises des Turcs et des Russes, ont su résister aux attaques de ce double courant, il faut qu'il y ait en eux une vitalité qui ne s'est rencontrée chez aucune des populations voisines. Ni le Dniester, en effet, ni le Pruth, ni le Danube ne sont des frontières selon la géologie et la géographie. Mais si depuis si longtemps le Pruth d'un côté, le Danube de l'autre, ont servi de barrières, c'est que, du Pruth au Danube, il y a une nationalité opiniâtre qui résiste aux entreprises des envahisseurs, et survit même aux invasions accomplies.

Le moment est venu de fortifier cette nationalité et d'en assurer l'avenir par le concours énergique des puissances occidentales.

Tant que les populations latines du Danube resteront debout, le panslavisme morcelé au Nord et à l'Orient, manquera de l'unité qui doit le faire redoutable. La Russie le sait trop bien; tout en appelant les Roumains à elle par de fausses promesses, elle n'a rien négligé pour arriver à l'effacement de la nationalité roumaine, et ses constants efforts montrent assez sa pensée.

Depuis qu'en 1711 elle a mis le pied dans la Moldo-Valaquie, elle a employé tous les moyens pour en faire sa proie : l'or, l'intrigue, la guerre, la religion et par des-

sus tout les fausses sympathies. Ses traités sont plus perfides que ses guerres ne sont cruelles ; chaque stipulation de garantie est un piége, chaque faveur est un mensonge. Par les Phanariotes, ses complices, elle avilit la nation ; par les consuls, ses missionnaires, elle envahit l'administration ; ses agents se glissent dans les emplois, occupent tous les postes, rédigent toutes les lois, disposent de toutes les ressources, de façon qu'au moment où ses armées, franchissant une limite imaginaire, pénètrent au cœur du pays, elle se trouve comme chez elle.

Depuis cent cinquante ans la Russie s'est avancée d'étape en étape des bords de la Newa aux rives du Pruth. La dernière étape est en Moldo-Valaquie, et de là, le czar s'est cru assez fort pour jeter un défi à l'Europe. Mais puisque son audace a enfin dissipé l'incroyable aveuglement des cabinets de l'Occident, puisque les armées de la France et de l'Angleterre ont été appelées sur ce terrain, l'occasion se présente de donner à la question d'Orient sa véritable solution. Que de la Moldo-Valaquie parte le premier signal de l'affranchissement des nationalités. Que l'on commence par les populations latines du Danube pour finir sur les bords du Niémen et de l'Adige. Que le cri d'indépendance retentisse des Karpathes à l'Olympe, et des Alpes au Monténégro. Tout se tient dans la question de liberté. Le partage accompli de la Pologne n'a été que le pré-

lude du partage prémédité de la Turquie. Que les défenseurs actuels de la Turquie deviennent donc les régénérateurs de la Pologne!

Loin de nous la pensée de nous jeter dans des voies hasardeuses, d'invoquer des théories d'une application incertaine. Le réveil des nationalités est le fait le plus réalisable dans la guerre d'aujourd'hui; c'est un fait obligé qui sortira des circonstances, s'il ne sort pas des combinaisons politiques; qui sortira des chancelleries russes, s'il ne sort pas des chancelleries occidentales. Déjà, en effet, l'action de la Russie se reconnaît dans les insurrections de l'Albanie et de la Thessalie, dans les mouvements du Monténégro et de l'Herzégowine, et dans la fière attitude des Serbes. Déjà le czar compte sur l'appui du Croate Jellachich, et de ces Illyriens dont un jour Napoléon médita l'affranchissement. Les Bohêmes n'attendent qu'un signal de Saint-Pétersbourg, les Hongrois eux-mêmes oublieront les ressentiments de 1849, aussitôt qu'il leur sera donné un espoir d'indépendance, et Venise, avec ses lagunes peuplées de Slaves, ne refuserait peut-être pas de répondre à l'appel de l'autocrate. Les nationalités, en effet, sont prêtes; elles sentent que leur jour est arrivé, et elles vont devenir autant d'auxiliaires pour qui leur tendra la main. Ah! sans doute, elles aimeraient mieux entendre sonner la liberté dans des fanfares françaises; elles aimeraient mieux marcher à la guerre de délivrance sous le drapeau français. Que la France donc

comprenne sa mission ! Elle, du moins, n'opprime aucune nationalité, et c'est ce qui lui donne le droit de prendre le premier rôle dans cette sainte croisade, comme elle l'occupait dans les croisades d'autrefois.

Dans les évènements qui se préparent, l'imprévoyance des gouvernements s'est si hautement révélée, que c'est l'esprit de paix qui a présidé aux préparatifs de guerre, et que les champs de bataille ont été ouverts avant que les protocoles fussent clos. Ah! c'est que dans ces conférences de Vienne, dans ces rencontres d'empereurs, il y a le pressentiment de ce qui doit venir. Ils voudraient circonscrire le terrain des combats, afin que les nationalités n'y pussent pénétrer. Insensés! qui après avoir soulévé les tempêtes, se croient assez forts pour prononcer le *quos ego!* Non, le mouvement est donné, il s'accomplira jusqu'au bout. La guerre actuelle ne peut avoir d'autre issue que l'affranchissement des nationalités opprimées. On aura beau essayer d'une paix mal cimentée, un nouvel essor n'en sera que plus violent. C'est la justice qui le veut, c'est la paix du monde qui le commande. En un mot, la question d'Orient n'a pas d'autre solution qu'une géographie nouvelle, un nouveau droit européen, et l'anéantissement des traités de 1815.

C'est en vain que les gouvernements, pris au dépourvu, veulent enrayer les évènements qui les entraînent; leur antique char est attelé à une locomotive qui les précipite au souffle de ses poumons enflammés. Ils ne peuvent

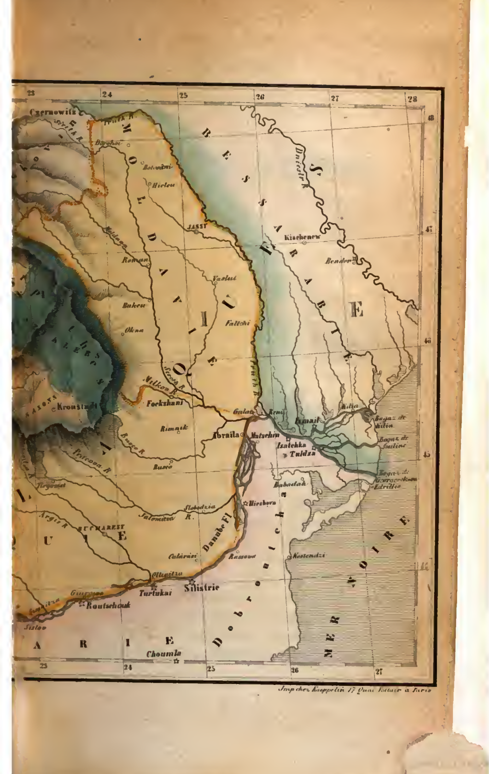
plus mesurer ni les heures ni les distances, et les vieilles dominations iront se briser contre les murs d'airain de la destinée, et se perdre dans les abîmes de la Providence.

La mort de l'empereur Nicolas ne modifie aucune de nos appréciations; la politique de la Russie ne tient ni aux hasards d'un jour, ni aux projets personnels d'un prince.

Les périls de l'Occident restent les mêmes; les mêmes précautions sont à prendre après comme avant l'événement du 2 mars.



Longitude compteé du Méridien de Paris
CARTE
du Pays
DES ROUMAINS
par A. H. Dufour
Kilomètres
Debretzin
Kolosvar
TRANSYLV
Hermanstadt
SAXONS
Temesvar
Banat
Semlin
Belgrade
Semendria
SERBIE
Danube Fl.
Widdin
Kalafat
Craïova
Caracal
Danube Fl.
Rahova
Olto R.
Maros R.
Theiss R.
Szamos R.
Gravé chez Erhard 42 rue Bonaparte



23
24
25
26
27
28
Czernowitz
Pruth R.
MOLDAVIE
BESSARABIE
Dniester R.
Kischenew
Bender
Hirlou
JASSY
Roman
Vasluï
Bakeu
Okna
Faltchi
Sereth R.
Milkov R.
Kronstadt
Fockshani
Galatz
Reni
Ismail
Kilia
Bogaz de Kilia
Rimnik
Ibraila
Matschin
Isatchka
Tuldza
Bogaz de Souline
Busco R.
Busco
Babadak
Hirshova
Slobodzia
Jalomitza R.
BUCHAREST
Danube Fl.
Calarasi
Rassova
Kostendzi
Oltenitza
Silistrie
Turtukai
Routschouk
Sistov
Choumla
Dobroutch
MER NOIRE
Imp. chez Kaeppelin 17 Quai Voltaire à Paris

HISTOIRE

POLITIQUE ET SOCIALE

DES

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

CHAPITRE PREMIER.

Moldavie et Valaquie. — Aperçus géographiques. — Rivières. — Origine du mot Valaque. — Bucharest, Corté d'Argis et Tirgovist. — Strophes de Jean Héliade. — Giurgevo, Ibraïl, Galatz. — Navigation du Danube. — Avenir des deux principautés.

Les deux principautés danubiennes, la Moldavie et la Valaquie, premier théâtre de la guerre actuelle, ne sont qu'un démembrement de l'ancienne Dacie trajane, peuplée par des paysans venus de Rome et de l'Italie. Outre ces deux provinces, la Dacie romaine comprenait les contrées que nous appelons Transylvanie, banat de Temeswar, Bucovine et Bessarabie. La guerre et les traités ont livré les trois premières à l'Autriche, la dernière à la Russie; et les principautés danubiennes d'aujourd'hui se trouvent resserrées entre le Danube, le Pruth et les monts Karpathes ou Krapacks. Le cours du Milkov, qui descend de ces montagnes pour se jeter dans le Séreth, puis le cours du Séreth jusqu'à son embouchure dans le Danube entre Ibraïl et Galatz, fixent les limites qui séparent la

1

Moldavie de la Valaquie. Fockshani, ville intermédiaire, à cheval sur le Milkov, appartient à l'une et à l'autre province, valaque sur la rive droite, moldave sur la rive gauche. Elle fut, en 1684, bâtie conjointement par Basile le Loup, hospodar de Moldavie, et Mathieu Bessaraba de Valaquie, afin de mettre un terme à de longues querelles sur le district de Putna, lequel s'étend du Séreth au Milkov. Ce district fut partagé en deux, et Fockshani élevée sur la ligne de séparation ; de là lui vint son nom qui signifie *limitrophe.*

La capitale de la Dacie romaine, Sarmisœgethusa, était située sur la frontière méridionale de la Transylvanie, dans la vallée de Haczeg, arrosée par le Sztrigy, non loin du défilé appelé aujourd'hui Porte de Fer. Cette ville avait été fondée par le roi Sarmis, qui fut battu par Alexandre le Grand. Des colons venus de la Grèce l'appelèrent Ægethusa. Trajan trouva les deux noms réunis, et les effaça tous deux; la capitale de sa conquête fut nommée Ulpia-Trajana. Mais peu à peu le vieux nom Dace reparut, et il figure même dans les inscriptions romaines (1). Résidence du propréteur et de l'une des garnisons des légions impériales, Ulpia-Trajana conserve encore dans ses ruines des souvenirs de grandeur. Sur un espace de douze cents pas le sol est couvert de murs à fleur de terre, de débris de colonnes, de pierres sculptées, derniers restes des bains, des aquéducs, des temples qui l'ornaient. Le village qui couvre aujourd'hui cet emplacement s'appelle Varhely (lieu du fort), et à la porte d'une étable ou dans la cour d'un paysan, on peut

(1) De Gérando, la Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 372.

retrouver un chapiteau de colonne, des statues mutilées et des pierres tumulaires (1). Une route romaine, dont on croit reconnaître les restes, conduisait d'un côté à la porte de Fer, de l'autre vers le nord de la Dacie. Les Valaques l'appellent *Drumu Trajan* (chemin de Trajan).

Depuis le traité de Bucharest, la Moldavie démembrée ne présente plus qu'une langue de terre de quatre-vingt-dix lieues de longueur, resserrée entre le Pruth et le Séreth.

La Valaquie offre à peu près la forme d'un demi-cercle, dont l'arc est le Danube et la corde les monts Karpathes. Sa plus grande longueur est d'environ cent vingt lieues sur soixante de largeur. Des rives du Danube au centre s'étendent de vastes plaines; vers le milieu, des vallées onduleuses, puis des collines ornées d'une riche végétation, qui s'élèvent insensiblement en montagnes.

Le terrain de la Moldavie, inégal et d'un aspect riche par ses diversités, s'étend en belles plaines du côté de la Bessarabie, se relève en collines et en hautes montagnes vers l'extrémité qui touche à la Transylvanie.

Parmi les rivières de la Moldavie, le Pruth et le Séreth sont également navigables; celles de la Valaquie ne portent que des bateaux plats. Les plus considérables sont :

Le Buseo, bruyant et fougueux, qui menace toujours de ses crues subites les pays d'alentour. Dans sa marche précipitée, il entraîne d'énormes quartiers de granit; le cheval le plus vigoureux ne pourrait le traverser à gué;

(1) De Gérando, la Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 372.

La Jalomitza, souriante et capricieuse, diversifiée par mille jeux de la nature, cascades écumantes, îlots, récifs, masses de verdure, bouquets de fleurs : tout cela disposé avec les harmonies et les contrastes d'une œuvre d'art ;

La Dambovitza qui embellit Bucharest et se fait remarquer par la salubrité de ses eaux et l'excellence de ses poissons : avec elle rivalise sur ce dernier point le Rimnik dont les eaux sont salées;

Le Milkov, encaissé entre deux rives escarpées, couvertes de sapins, de grands chênes et de mélèzes, et circulant avec effort à travers une nature sauvage et pittoresque ;

L'Altau ou Olto, qui forme la lisière entre la Valaquie proprement dite et la petite Valaquie ou Banat de Craïova ;

Enfin la Pracova, qui, venant du sein des Karpathes, se trouve tant de fois contrariée dans son cours par les ravins, les éboulements, les rochers et les sources, qu'elle se replie continuellement sur elle-même de droite à gauche, d'avant en arrière, fuyant les obstacles par ses ondulations multipliées et les enveloppant de contours si nombreux, que, pour pénétrer dans la Valaquie par le chemin de Cronstadt, il faut en traverser soixante-dix fois les eaux bruyantes et tortueuses.

Outre les cours d'eaux, on rencontre dans les deux principautés beaucoup de lacs, et de nombreux ruisseaux sillonnent les plaines. Tous les voyageurs célèbrent les beautés du paysage et la fécondité du sol.

« J'ai traversé, dit Thornton, les deux principautés dans toutes les directions, et c'est avec un plaisir bien

vif que je retrace ici les impressions que m'ont laissées leurs sites grands et romantiques : les torrents se précipitant dans des gouffres et serpentant ensuite dans les vallées, le parfum délicieux du tilleul fleuri, les herbes aromatiques foulées par les troupeaux paissants, la cabane solitaire du berger sur le sommet du coteau, les montagnes s'élevant au-dessus des nuages, couvertes dans toute la surface inférieure aux neiges, d'un lit profond de terre végétale, et ornées de toutes parts par l'éclat d'une riche verdure ou par la majesté des forêts antiques et sombres; cet assemblage de beautés, qui s'est présenté tant de fois à mes yeux, a gravé dans ma mémoire un tableau qui ne cessera jamais de m'intéresser (1). »

Carra n'est pas moins enthousiaste :

« J'ai vu presque toutes les contrées de l'Europe ; je n'en connais aucune où la distribution des plaines, des collines et des montagnes soit aussi admirable pour l'agriculture et la perspective qu'en Moldavie et en Valaquie (2). »

Nous avons dû, conformément aux habitudes occidentales, donner aux deux principautés les noms de Valaquie et de Moldavie. Mais les habitants n'acceptent pas les dénominations de la géographie officielle. Ils s'appellent Roumains et leur pays Roumanie. Quant au nom de Valaquie, de Valaque, il n'existe pas dans leur langue. C'est un mot slave servant à désigner les populations latines ou italiennes : *Wlah* (Italien), *Wlasko* (Italie), *Wlaky*

(1) État actuel de la Turquie, t. II, p. 463.

(2) Histoire de la Moldavie et de la Valachie, p. 134. Paris, 1718.

(Romain). C'est ainsi qu'après les invasions germaines en Italie, en Gaule et en Espagne, les Deutches donnaient le nom commun de Welches à toutes les anciennes populations romaines, gauloises ou espagnoles.

M. Vaillant donne une autre origine au mot Valaquie.

« Si l'on fait attention, dit-il, que la Valaquie est couverte de petits lacs, d'étangs, de marécages et arrosée par plus de cent quarante courants; si l'on remarque, en outre, que ces courants se rendent tous du nord au sud dans le Danube; que les Romains, qui s'avançaient transversalement de l'ouest à l'est, étaient obligés de les franchir à chaque pas, on sentira qu'ils n'avaient pas d'autre nom à lui donner que celui de *Val des eaux*, Vallis aquæ ou aquarum (1). »

Quelques historiens prétendent que le mot Valaque vient de Flaccus, propréteur romain, que Trajan envoya dans cette contrée avec 30,000 hommes destinés à la défricher.

D'autres enfin, veulent que le mot Vlaque ou Valaque tire son origine du grec βλὰξ ou βλακός (mou, paresseux).

Nous laissons au lecteur le choix entre toutes ces étymologies.

Les Turcs appellent la Valaquie *Iflak*, et la Moldavie *Cara-Iflak* (Valaquie noire). Ils donnent aussi à cette dernière province le nom de *Bogdania*, probablement en souvenir de Bogdan, premier prince moldave qui ait traité avec eux.

Certains auteurs prétendent que la Moldavie tire son

(1) La Romanie, t. Ier, p. 76.

nom de la petite rivière Moldova. M. Vaillant veut que ce nom vienne du latin, soit parce que la masse des Daces ou Daves (*moles Dava*) vint s'y retrancher après ses revers, soit parce que, après avoir été le rempart des Daves (*moles Davorum*) contre les Romains, elle servit de digue à ces derniers contre les Daves (*moles Davis*) (1).

M. Vaillant tient surtout à prouver qu'aucun mélange de population slave n'a altéré la pureté de la nationalité roumaine. Cette préoccupation du savant auteur s'explique par la prétention contraire des Russes, qui voudraient justifier leurs occupations par des droits de parenté. Un si dangereux honneur ne repose sur aucun titre.

L'introduction des mots slaves dans la langue usuelle des Roumains ne vint pas à la suite de conquêtes, et ne tient pas à la présence de familles slaves. Mais lorsque dans la religion s'accomplit le schisme grec, le slavon, adopté comme langue de l'Église, pénétra naturellement dans le pays avec le rite religieux. De là vint aussi le titre slave de Voïvode, donné souvent au chef du gouvernement. Hospodar, ou Gospodar, est encore un nom slave correspondant à celui de seigneur. Mais les indigènes conservent leur vieil idiome romain à peine transformé, et appellent leur prince *Domnu* (dominus) et la principauté *Domnie*. De là vient le mot *domnul* (monsieur).

Cette fidélité à l'antique langage et à l'origine de la race est un signe caractéristique d'une grande importance dans l'histoire des Principautés; car elle donne l'explication de bien des luttes; et ce n'est pas sans rai-

(1) La Romanie, p. 75.

son que les Roumains repoussent les théories russes qui voudraient leur attribuer des ancêtres parmi les Slaves.

S'il est un fait digne de remarque, c'est que la Roumanie, placée sur la grande route des invasions, traversée en tous sens par des flots d'émigrants armés, conserve une population presque sans mélange, et reste toujours semblable à elle-même, quand le monde entier se transforme et se renouvelle. L'empire romain disparaît, et la colonie romaine reste debout. L'empire grec s'écroule, et l'envahisseur ottoman s'arrête aux frontières de la Roumanie, comme s'étaient arrêtés, sur le Danube, les descendants d'Attila, et aux bords du Dniester les Slaves de la Pologne. C'est ainsi qu'au milieu du cataclysme universel, lorsque toute nation était en proie, les colonies de Trajan maintenaient le type de l'antique nationalité et nous transmettaient les derniers vestiges de l'idiome populaire romain, l'ancien dorique, qu'on ne parlait déjà plus à Rome du temps de Cicéron et de Virgile (1).

Le siége du gouvernement en Valaquie est Bucharest ; en Moldavie, Jassy.

Située dans une plaine basse et marécageuse, à 70 lieues de la mer Noire, 18 du Danube et 100 de Jassy, la ville de Bucharest était autrefois la station principale, le point de repos, pour ainsi dire, officiel des diplomates qui se dirigeaient vers Constantinople. Dernière limite de l'Occident, première porte de l'Orient, elle était pour les ambassadeurs le vestibule du nouveau monde où ils s'engageaient, et comme l'école primaire où ils s'ini-

(1) *Drumu* (δρόμος), chemin ; *frica* (φρίκη), terreur ; *pandure* (δοῦρα), forêt. Voyez *le Protectorat du Czar*, par J. R. Paris, 1850.

tiaient aux mystères des intrigues lévantines. L'aspect des habitants révélait tout d'abord le caractère multiple d'une ville frontière de deux mondes. Parmi les riches, les uns portent des calpacs et des pelisses, les autres des chapeaux et des fracs; parmi les pauvres, les uns ont le vieux costume des Daces, les autres un costume sans nom, approprié aux fantaisies ou aux dénùments de la misère. Au milieu de ces indigènes disparates, des hommes de toute race, Hongrois avec leurs invariables attilas, Albanais avec leurs blanches tuniques, Arméniens et Turcs aux robes flottantes; puis des Russes, des Italiens, des Allemands, des Bulgares, des Serbes, des Juifs, des Dalmates, des Galliciens et des Tziganes (Bohémiens), chacun s'exprimant dans son dialecte, et renouvelant le prodige de la confusion des langues.

Mais aujourd'hui que la navigation du Danube a changé l'itinéraire des interprètes de la diplomatie, aujourd'hui que les longues plaines de la Valaquie n'assistent plus au passage des arbitres des nations, Bucharest, déchue de son ancienne importance, n'est plus que le chef-lieu d'une province ignorée, et ne doit le peu d'éclat qui lui reste qu'au séjour d'éphémères hospodars et de boyars vaniteux.

Il s'y est fait cependant une révolution dans les costumes. Parmi les classes riches et marchandes, hommes et femmes portent l'habit européen; le calpac et la pelisse n'appartiennent plus qu'à quelque vieillard obstiné, qui proteste à sa manière en faveur de la nationalité. Ce changement tient aux nombreux séjours des garnisons russes, et surtout à l'introduction des modes françaises qui dominent en souveraines aux

bords de la Dambovitza. Les dernières nouveautés de Paris y pénètrent avec une merveilleuse rapidité, et on y a plus tôt adopté les changements du jour que dans une province française limitrophe de la capitale.

La langue française règne également dans les salons de Bucharest, et les élégantes ne veulent pas d'autre idiome pour leurs réceptions et leurs galanteries. Il ne faut peut-être pas leur en faire compliment, car elles n'en ont pris le goût qu'avec les officiers russes, et c'était un hommage de plus à l'aimable envahisseur. Si les russes ont mérité à plus d'un titre la haine du peuple valaque, ils ont trop souvent rencontré parmi les boyaresses de charmantes compensations.

Le nombre des habitants de Bucharest s'élève à 120,000 âmes et ne correspond pas au vaste emplacement de la ville, qui a quatre lieues de circonférence. Cela tient à de nombreux jardins, et même à de vastes terrains incultes qui environnent les maisons. Beaucoup d'habitations sont isolées, cachées derrière de grands arbres ou perdues au milieu d'immenses *meïdans* (1). Les rues irrégulières, presque toutes sans nom, longues, étroites, tortueuses, sont, dans les *mahalas* ou faubourgs, bordées de haies ou de planches brutes, derrière lesquelles s'entrevoient de chétives maisonnettes et plus souvent de sales chaumières. En somme, Bucharest a moins l'aspect d'une ville que d'un grand village, ou plutôt d'une réunion de villages, ayant chacun son église. On n'en compte pas moins de cent trente, construites en briques et affectant le style byzantin. Chacune

(1) Places publiques.

de ces églises est surmontée de deux ou trois clochers, lesquels, vus de loin, au nombre total de trois cent soixante-dix, semblent annoncer une capitale de premier ordre.

Bien peu de ces églises peuvent passer pour des monuments, et il n'y a guère d'édifices à Bucharest qui méritent ce nom, si ce n'est l'hospice Brancovano, l'hôpital de Coltsa et sa tour en ruine, bâtie en 1715 par des soldats de Charles XII.

Quelques rares maisons de grands boyars affectent des allures de palais. Ornées de colonnes qui soutiennent des frontons couverts de bas-reliefs, elles semblent révéler l'élégance et la grandeur. Mais pour conserver l'illusion, il ne faut pas en approcher. Ces orgueilleuses colonnes ne sont que des troncs d'arbre couverts d'une argile blanchie au lait de chaux, et les bas-reliefs que de mesquins moulages en plâtre. Triste et fidèle image du boyarisme avec ses vanités prétentieuses et ses fausses majestés!

L'édilité de Bucharest ne se fait remarquer ni par ses soins ni par sa vigilance. Pour l'éclairage de la ville on compte sept cent vingt-deux lanternes, garnies de chandelles; mais la plupart du temps il n'y brille aucune lumière, les vitres cassées donnant accès au vent, qui par un souffle économique permet souvent à la chandelle de durer toute une année.

Il y a quelques années, les rues, sans pavé, étaient garnies de madriers à peine équarris jetés transversalement d'un côté à l'autre. Mais la nature primitive du sol marécageux ne pouvait être facilement changée, et les eaux ménagères de la ville, les immondices, les

pluies, s'amoncelant sous le plancher des rues, y formaient des lacs fétides. Aussi les habitants donnaient-ils aux rues le nom de *ponti*, car elles n'étaient réellement que des ponts flottants sur des rivières de fange. En hiver, la boue rejaillissait continuellement à travers les interstices des planches mal jointes, et en été, elle se transformait en nuées de poussière noire et pestilentielle. Ce n'est qu'en 1826 que le prince Gregoire Ghika fit paver les rues. Mais l'amélioration est encore bien incomplète. Les pavés, placés sans règle, dépourvus de soubassement, s'enfoncent sous le poids des charriots, et forment de profonds récipients, envahis à l'époque des neiges, par une vase dont la surface fangeuse résiste aux rayons du soleil. Il faut que les habitants, pour circuler librement, comblent ces fondrières avec des fascines ou de la paille, d'où s'échappent bientôt de nouvelles exhalaisons. Aussi est-il fort heureux que les tremblements de terre empêchent d'élever les maisons au delà d'un étage. La libre circulation de l'air peut au moins combattre tant de causes réunies d'insalubrité.

Bucharest est une ville tout orientale par les contrastes incessants de l'opulence et de la misère, du luxe et de la malpropreté. De hideuses cahutes à côté de maisons seigneuriales, des tziganes presque nus en face de boyars chamarrés; de lourds arroubas traînés par des buffles heurtant de splendides équipages; des troupeaux de porcs se vautrant dans la fange des rues, au milieu des hennissements de coursiers magnifiques; les cris des Albanais qui escortent un haut dignitaire, se mêlant aux pleurs des mendiants ou aux chants des tziganes, tous les de-

grés de la douleur et de la joie, de l'abaissement et de l'insolence, de l'ordure et de la splendeur, et l'image de la faim en présence des plus monstrueuses prodigalités, telle est la physionomie de Bucharest.

Pour compléter le tableau, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la description pittoresque que fait de cette ville un homme qui, pendant plusieurs années, en a vu toutes les magnificences et toutes les poussières.

« On y voit, dit M. Vaillant, des marais où coassent la grenouille et le crapaud, des meïdans où le scindrôme (bohémien) vient poser sa tente, des quartiers bas submergés à chaque printemps; un pavé défoncé et recouvert d'un pied de boue, des chemins intérieurs où l'on marche mollement sur le fumier jusqu'à ce qu'on se trouve arrêté par un abime; quelques beaux hôtels, des métairies plutôt que des demeures seigneuriales; et au milieu de tout cela des équipages magnifiques, traînés par des chevaux superbes; dedans, des femmes élégantes, des dandys, des lions; derrière, des unguréni en jaquette, des Albanais drapés de la toge romaine; partout des chariots de bois et de foin, des bœufs amaigris de besoin et de travail; partout des paysans vêtus de toisons de brebis, des scindrômes demi-nus ou couverts de haillons; des bouges près des palais; les riches en carrosse, les pauvres dans la boue; mais tous dans la poussière qui, durant l'été, enveloppe la ville comme un symbole de vanité (1). »

La ville de Jassy a sur Bucharest l'avantage d'une

(1) La Romanie, t. III, p. 101.

position salubre et pittoresque. Assise sur la pente d'une charmante colline, d'où elle semble glisser dans les eaux du Baklui, comme pour s'y baigner les pieds, elle voit se dérouler en face d'elle le versant oriental du mont Bordeiu, dont les teintes forment un vaste tableau de beautés changeantes, de constantes richesses. Elle offre aussi un aspect moins obstinément oriental que Bucharest; le centre est plus européen; les rues sont mieux coupées. Il est vrai que ces perfectionnements sont dus à trois incendies, dont le dernier, en 1827, détruisit en grande partie les vieilles habitations, et contraignit le paresseux boyar à se loger plus à l'aise. Mais on voit que c'est une révolution forcée; tout ce qu'a épargné le feu est resté fidèle à l'antique sans-façon, et la ville a pris une double physionomie, avec des vestiges de l'Orient et des promesses de l'Occident. Ce n'est plus l'un, ce n'est pas encore l'autre. « Jassy, dit M. Vaillant, me fait l'effet d'un jeune officier qui, lors de la formation de la milice moldo-valaque, se tenait fièrement en avant des lignes, la casquette sur la tête, une pelisse sur son uniforme et des babouches par dessus ses bottes à éperons (1). »

L'éclairage de la ville n'est pas comme à Bucharest, une mystification; cinq cent cinquante réverbères garnis d'huile fournissent une lumière véritable. Les églises, moins nombreuses, soixante environ, y sont plus élégamment construites et plus somptueusement décorées. La plus remarquable, celle des *Trois Saints*, fondée en 1622, par Basile le Loup, est placée sous l'invocation de

(1) La Romanie, t. III, p. 437.

saint Basile, saint Jean-Chrysostome et saint Grégoire.

De même que la capitale de la Valaquie, Jassy est entrecoupée de nombreux jardins qui flattent agréablement la vue, surtout dans une ville construite en amphithéâtre.

Comme séjour du prince et du gouvernement, la position de Jassy est des plus désavantageuses. Située à quatre lieues de la frontière, elle est toujours la première ville occupée par l'envahisseur russe, la dernière évacuée.

L'importance de Bucharest comme capitale de la Valaquie, est de date assez récente. Trois autres villes avaient, auparavant, servi successivement de métropoles : Kimpolongo, Corté d'Argis et Tirgovist.

Kimpolongo ou Campulungu (Campus-longus) fut pour ainsi dire, le berceau de la principauté de Valaquai. C'est là qu'en 1241, Radu Negru (Rodolphe le Noir) descendant des Karpathes, s'arrêta avec ses compagnons au pied des montagnes, pour y établir sa première résidence. Kimpolongo n'est plus aujourd'hui qu'un médiocre village ; mais de vieux débris de murailles attestent son ancienne étendue, et la beauté du paysage environnant justifie le choix du chef des bandes qui allait devenir le chef d'un nouvel empire.

Radu, en effet, s'avança rapidement dans le pays et y fonda de nouveaux établissements. A neuf lieues sud-ouest de Kimpolongo, sur les bords de la rivière d'Argis, au milieu de coteaux riants et fertiles, le terrain offrait un emplacement favorable pour une ville de défense et d'agrément. Là les Karpathes forment deux chaînes qui, courant en sens contraire, laissent entre

elles un vaste territoire qui compose la contrée pittoresque de la Haute Valaquie. A l'angle où les montagnes se divisent, Radu éleva une ville qu'il appela Corté d'Argis, et qui devint après lui la résidence du chef de l'Etat. Réduite aujourd'hui aux proportions d'une petite ville, Corté d'Argis ne conserve de sa première splendeur, que la beauté de son site et son église. Cet édifice, placé au centre d'un monastère bâti sur une éminence, ferait honneur aux pays les plus avancés dans les arts. Tout l'extérieur est en marbre ciselé avec une remarquable perfection; depuis le socle jusqu'à la corniche, pas une pierre qui ne soit sculptée avec toute la richesse, toute la finesse, toute la délicatesse de l'art. Cette église est construite en carré, sur le modèle de toutes les églises grecques, avec un dôme au centre, surmonté d'une flèche en forme d'obélisque. Aux angles du monument, sont quatre petites tourelles élégantes et légères, deux à facettes octogones, deux autres à col tors. Ces dernières semblent toujours prêtes à tomber l'une sur l'autre. Cette singulière illusion est produite par des bandes en spirale qui, les entourant de bas en haut, les font paraître inclinées, quoiqu'elles soient parfaitement perpendiculaires. A l'intérieur, les murs sont décorés de peintures à fresque et de sculptures dorées comme on en rencontre dans toutes les églises grecques. Le nom de l'architecte Manoli a été conservé dans des légendes populaires, où le diable joue nécessairement un grand rôle.

L'histoire ne nous a transmis ni le nom du premier fondateur de Tirgovist, ni celui du premier domnu qui y fixa sa résidence. Nous savons seulement que cette nouvelle capitale fut le séjour des plus illustres parmi

les princes nationaux, Mircea, Vlad et Michel le Brave. Située dans une contrée délicieuse, ayant d'un côté pour limites une chaîne de charmantes collines, et de l'autre une belle et vaste plaine au milieu de laquelle serpente la Dambovitza, Tirgovist n'est plus qu'un amas de sombres et vastes ruines. Pour retrouver le vieux palais des souverains, il faut pénétrer dans une grande cour de cent toises carrées, environnée de murs délabrés, à travers lesquels on aperçoit des souterrains à demi comblés, des voûtes affaissées, des corridors obstrués par l'éboulement des pierres. Une tour seule est restée debout; mais l'escalier qui conduit aux créneaux en a été enlevé. Elle a soixante pieds de haut, trente pieds carrés à la base et s'élève en talus jusqu'à une hauteur égale, d'où elle monte arrondie sur un diamètre de quinze pieds. Un de nos compatriotes qui visitait le monument, s'indigna de voir adossé au pied de la tour un étal de boucher tout souillé des dépouilles de bœufs et d'agneaux. « C'est ainsi, s'écrie-t-il, que les Roumains respectent la plus belle relique de leur passé (1)! »

Tous les Roumains n'ont pas cependant cette coupable indifférence. Un poète, enfant du pays, a rappelé en strophes mélancoliques les anciens souvenirs de Tirgovist. Nous en citerons quelques passages, non pas seulement en raison du mérite poétique, qu'il est difficile d'apprécier dans une traduction, mais à cause du nom de l'auteur, Jean Héliade, que nous aurons occasion de rencontrer souvent dans l'histoire moderne des Italiens du Danube.

Les passages suivants sont extraits d'une invocation intitulée : *Une nuit sur les ruines de Tirgovist.*

(1) M. Vaillant, Histoire de la Romanie, t. III, p. 318.

« Ombres de nos aïeux, je ne viens pas troubler vos » cendres; mes mains ne sont point armées du glaive » qui, tant de fois vengeur de la Valaquie, fut déposé » sur votre cercueil. Je viens, dans le calme des nuits, » tresser des guirlandes de lauriers pour orner vos tom- » beaux, et je raconte à vos fils épris de votre gloire, les » exploits qui ont fait votre renommée. »

« Ces plaines m'ont rappelé vos succès; ces monts » parlent encore de vos victoires, et le ruisseau ne cesse » de me dire que ses ondes furent teintes du sang de » nos ennemis. Je les vois là, devant moi, ces héros de » Kimpolongo, de Corté d'Argis, de Bucharest, de Jassy, » depuis Trajan jusqu'à ces jours terribles où les ves- » tiges de notre grandeur se sont effacés. . . . .
» . . . . »

« Édifices pompeux qu'avaient élevés nos ancêtres, » ô tour d'où l'œil a vu tant de fois la victoire couron- » ner leurs exploits, quelle éloquence ont pour moi vos » antiques débris! La mousse verdoyante, le granit » écroulé, l'arbuste qui gémit au souffle du vent qui le » balance, me parlent gloire et liberté. Ces souvenirs » confus d'une antique nature, le sourd gémissement » des vents, héros, ce sont vos noms que le fleuve du » temps répète dans ces vieux monuments. (1) »

Ce fut sans doute une singulière inspiration, qui porta le hospodar Constantin Brancovano à préférer la plaine marécageuse de Bucharest aux belles collines de Tirgo-

(1) Cette traduction est empruntée au livre de M. Stanislas Bellanger, intitulé *le Keroutza.*

vist. Au mois de mars 1690, il transporta dans la première ville le siége du gouvernement; les boyars le suivirent, et depuis ce temps, Tirgovist déchue et solitaire, n'a plus que la beauté ravissante de ses environs pour protester contre le caprice des souverains. C'est de Tirgovist que Charles XII partit pour regagner la Suède, après ses singuliers loisirs en Turquie. On peut voir à Bucharest, en la possession de M. Michel Ghika, une grande et forte épée trouvée à Tirgovist et sur laquelle est gravée l'inscription suivante : CAROLUS XII, SUECORUM REX.

La première ville valaque où l'on aborde en arrivant par le Danube, est Giurgevo. Elle a pris son nom d'un fort autrefois bâti par les navigateurs génois sous le patronage de saint George, *santo Giorgio.* Ainsi se retrouvent les vestiges de ces hardis matelots dans toutes les mers du Levant et jusqu'aux centres des plus grands fleuves, presque ignorés alors par l'Europe continentale. Aux douzième et treizième siècles, c'étaient les républiques commerçantes qui révélaient aux rois les trésors de l'Orient. Avant le traité d'Andrinople, Giurgevo était une forteresse turque. Contraints de l'abandonner en 1829, les Musulmans, en se retirant, renversèrent les remparts; ce qui fait encore aujourd'hui de cette ville un mélange de ruines et de constructions nouvelles. Des rues inachevées et des terrains obstrués de décombres contrastent avec quelques tentatives de symétrie moderne. Le quartier voisin du Danube commence néanmoins à prendre une physionomie européenne; on y rencontre quelques jolies maisons ré-

cemment bâties et une église dédiée à saint Pierre.

Une autre ville, qui était naguère une forteresse turque, Ibraïla, Brahila ou Brahilof, est destinée à un grand développement commercial dès que la navigation du Danube sera dégagée de ses entraves matérielles et politiques. Ibraïla, située sur le Danube, est le port commercial de la Valaquie. Sous la domination turque, on n'y comptait que quatre ou cinq cents habitants. Depuis 1829, leur nombre dépasse six mille. Il s'y rencontre toute l'activité d'une ville qui commence et qui a le pressentiment d'un heureux avenir.

Non loin d'Ibraïla, sur le promontoire d'une presqu'île formée par le Pruth et le Séreth, qui ont leurs embouchures à peu de distance l'une de l'autre, s'élève Galatz, le port de la Moldavie. La ville nouvelle est située sur une colline qui domine le Danube, et d'où l'on découvre dans une magnifique perspective la dernière branche des Balkans, séparant le Danube de la mer Noire, et rejetant le fleuve au Nord; à gauche s'étendent le Pruth et le lac Bratesh; à droite, la ligne du Danube et les plaines de la Valaquie; aux pieds de la colline, le port qui n'attend que la solution des questions politiques pour devenir le centre d'une grande activité commerciale.

Que le haut Danube soit dégagé de ses brisants, appelés cataractes par l'imagination des riverains, et Galatz, ainsi qu'Ibraïla, acquerront l'importance des entrepôts les plus renommés. Le Danube, en effet, dans son cours supérieur, lie les principautés avec l'Europe centrale; dans son cours inférieur, avec la mer Noire et la Méditerranée; et les deux ports recevant les riches

productions de la Serbie, de la Hongrie, du Banat et de l'Autriche, renvoyant en échange les brillantes créations de l'industrie française, anglaise, italienne ou espagnole, participeront bientôt aux richesses et à la civilisation de nos contrées.

Cette heureuse révolution, il est vrai, ne ferait pas le compte de la Russie, et pourrait compromettre la fortune d'Odessa; car le commerce d'Odessa et des principautés comprend à peu près les mêmes objets, le blé, la laine et les cuirs. Déjà ces objets sont moins chers à Ibraïla qu'à Odessa. Lorsque le blé d'Odessa vaut 22 roubles sur la place de Marseille, celui d'Ibraïla est offert à 18. La Hongrie et le Banat pourraient en livrer encore à meilleur compte, si le débouché était ouvert. Dans leur l'état actuel, ces deux contrées ne savent où verser le trop-plein de leurs récoltes (1).

Ajoutez encore que la Podolie et la Volhynie, épuisées par une longue culture, soutiendraient difficilement la concurrence des terres jeunes et vigoureuses des principautés. De plus, le transport des grains au Dniester est plus cher que le transport au Danube; car le Danube, coulant autour de la Valaquie, et lui faisant, selon l'heureuse expression de M. Saint-Marc Girardin (2), comme un chemin de ronde, se trouve, pour ainsi dire, au bout de chaque champ.

Nous parlerons plus tard des immenses ressources que peuvent offrir les deux principautés, et il sera fa-

(1) M. Saint-Marc Girardin, *Souvenirs de voyages*, t. I[er], p. 242.

(2) *Ibidem*.

cile d'expliquer les opiniâtres convoitises de la Russie. Si les principautés sont par leur position les portes de Constantinople, elles sont par leur fleuve les grandes routes du commerce, et par leur sol les fécondes nourrices de l'industrie.

CHAPITRE II.

Dacie. — Expédition de Trajan. — Établissement des colonies romaines. — Invasion des Barbares. — Dacie aurélienne. — Empire bulgare. — Retour des colons italiens. — Premiers établissements. Radu-Negru et Bogdan, Valaquie et Moldavie. — Premier état social. — Capitulations consenties avec les Ottomans.

Au siècle d'Auguste, la domination des Daces s'étendait de la mer Noire aux frontières de la Germanie. Lorsqu'après de longues années, les enfants d'Arminius durent enfin renoncer à lutter avec Rome, l'Empire rencontra aux limites de sa conquête un nouveau monde de barbares, devant lesquels s'arrêta l'essor des aigles victorieuses. Assis sur le Danube et adossés au Dniester, les Daces bravèrent longtemps tous les efforts des Césars; les expéditions dirigées contre eux venaient se briser sur les rives du grand fleuve, et, sous Domitien, Rome affaiblie ressentit l'épouvante qu'elle avait inspirée, et ne put arrêter les barbares du Danube qu'en achetant la paix à prix d'or. La résurrection passagère de l'Empire sous la main d'un grand prince effaça les hontes de ce marché, et fit cruellement expier aux Daces les triomphes d'un jour. Trajan, pour assurer en même temps la frontière la plus menacée et tirer vengeance d'une humiliation dont l'exemple était mortel, conduisit lui-même vers la Dacie ses plus vaillantes légions. Un large pont de pierre joignit par ses ordres les deux rives du Danube, le premier rempart des barbares se trouvait franchi sans combat; un travail intelligent accomplissait ce que

n'avait pu faire le glaive; la Dacie devenait terre romaine à l'achèvement de la dernière arche du pont, qui reste encore aujourd'hui debout, comme un vieux débris du berceau des Roumains actuels.

Les Daces prouvèrent du reste que cette guerre n'était pas indigne de la renommée de Trajan. Pendant cinq ans, sous la conduite de leur roi Décébale, ils fatiguèrent les assaillants par une résistance héroïque ; il fallut leur disputer le terrain pied à pied, les mener combattant jusqu'au Dniester d'un côté, jusqu'aux Karpathes de l'autre, pousser leurs derniers bataillons au-delà du fleuve, au-delà des montagnes, et prendre possession d'une terre dépeuplée.

L'importance et les gloires de cette guerre sont témoignées par Trajan lui-même sur cette colonne qui fait encore de nos jours la plus éclatante parure du Forum Romain, et les détails de la lutte sculptés sur le monument semblent un hommage rendu à l'énergie des vaincus non moins qu'aux efforts des vainqueurs.

Cependant ces riches contrées si chèrement achetées ne pouvaient demeurer vides. La sûreté même de l'empire ne voulait pas que des provinces frontières fussent abandonnées au premier occupant. Pour que la victoire ne fût pas stérile, il fallait remplacer une population hostile par une race amie, reculer ainsi les limites de l'empire et placer une vaste garnison romaine en face du monde barbare. C'est ce que fit Trajan, achevant ainsi sa conquête par la civilisation, et fécondant par l'agriculture et l'industrie les ruines qu'il avait faites. Avec les facilités que lui donnait le pouvoir absolu, il transporta sur les bords du Danube de nombreuses populations

détachées de l'Italie et qu'une terre opulente devait consoler du déplacement. Le désert se peupla bientôt de villes embellies par les arts de l'Italie ; toutes les connaissances du monde romain se retrouvèrent au bord de la mer Noire, et dans cette antique Tauride où Ovide, pleurant les amertumes de l'exil, se plaignait de n'être compris par personne, on pouvait désormais entendre le dernier des pâtres parler la langue du Capitole. Des voies consulaires traversant les défilés des Karpathes se prolongeaient jusqu'au territoire occupé aujourd'hui par Bender ; les métaux précieux renfermés dans le sein des montagnes étaient exploités par d'habiles mineurs ; une Italie nouvelle se fondait aux extrémités du monde occidental, alors que l'antique Italie s'affaissait sous le poids de ses vices.

La grande pensée de Trajan porta ses fruits. L'Italie virile et guerrière du Danube arrêta durant plus d'un siècle les envahisseurs qui cherchaient le chemin de la vieille Italie. Mais trop de peuplades barbares se déchaînaient à la fois contre le monde romain ; les plus éloignées poussaient en avant les plus rapprochées, et celles-ci se voyaient contraintes d'envahir pour échapper à l'invasion. C'est ainsi que, sous Aurélien, les Goths fuyant devant les Huns vinrent s'établir dans la Dacie italienne. Aurélien les accepta comme un nouveau rempart, leur abandonna la souveraineté des provinces au-delà du Danube, et en retira les troupes et les colonies romaines pour les placer dans la Mœsie (Bulgarie), qui fut nommée depuis Dacie aurélienne. Le pays d'au-delà du Danube prit le nom de Dacie trajane ; car beaucoup de colons y étaient restés se mêlant avec les Goths, sans cependant

perdre leur nationalité; la langue italienne resta dominante dans le pays, malgré la présence des étrangers. Retrempés toutefois par l'adjonction de ces fortes races, les Italiens opposèrent longtemps encore une barrière aux incursions.

Mais les Huns s'avançaient toujours; les Goths, acculés entre le Pruth et le Danube, prirent l'épouvante, sollicitèrent de l'empereur Valens et obtinrent la permission de passer le fleuve; les colons italiens se réfugièrent dans les bois et les montagnes.

Alors se levèrent pour la Dacie les jours de ruine et de désolation. Toutes les invasions des barbares se faisant de l'est à l'ouest, chacun vint successivement fouler les provinces du Danube, dévastant à tour de rôle, Huns, Gépides, Avares, Lombards, Koumans et Khazars, semant aussi sur leur route les cadavres de leurs compagnons dont on peut suivre les traces dans tous les movilas (tumuli), qui arrondissent les gazons, comme autant de jalons de la marche des barbares de l'Orient à l'Occident, depuis la grande muraille de la Chine jusqu'aux Karpathes. Les plaines du Danube formaient la dernière station avant l'entrée dans l'empire romain.

Les colons de la Dacie aurélienne furent promptement délivrés des Goths qui, s'étant portés en avant pour attaquer Valens lui-même, l'avaient battu et tué à Andrinople, et s'étaient ouvert une route au cœur de l'empire. Mais d'autres barbares franchirent le Danube, et la Dacie aurélienne, traversée en tous sens, n'eut aucun repos jusqu'à ce que les colons se fussent alliés aux Bulgares, avec lesquels ils fondèrent l'empire vlacho-bulgare. Cet empire, plus tard détruit par les Grecs, fut

rétabli un instant, puis renversé par les Turcs pour ne plus se relever. Les débris de la colonie aurélienne se réfugièrent dans la Thrace et la Macédoine, où ils ont continué de vivre en tribus séparées, au milieu des Gréco-Slaves, sous le nom de Vlaques, Kutzovlaques et Morlaques.

Les colons de la Dacie trajane, quoique soumis aux mêmes souffrances, surent mieux résister au malheur. Pendant trois ou quatre siècles, tantôt retranchés dans les montagnes et les bois, ils vivaient des produits de leurs troupeaux, tantôt armés en guerre et organisés en bandes de pillards, ils harcelaient les hordes envahissantes; et, détachés désormais de l'empire, ils dévastaient ses terres à la suite des barbares. Passant le Danube dans leurs canots faits de troncs d'arbre, ils marquaient par le sang et le ravage le chemin de leurs incursions, que souvent ils poussaient jusqu'aux faubourgs de Constantinople. La vie qui s'en allait de l'empire, se réveillait au cœur des Italiens de la Dacie trajane, devenus forts en devenant barbares; et c'est sans doute à ces rudes épreuves de trois siècles de misère qu'il faut attribuer cette opiniâtre puissance de nationalité qui a maintenu les Roumains toujours semblables à eux-mêmes, au milieu des nouveaux désastres qui devaient les assaillir plus tard. Car jamais cette terre ne connut le repos; c'était le rendez-vous de toutes les grandes invasions. Après Attila viennent Djengiz-Khan, Tamerlan, Bajazet, Mahomet II, et de nos jours Souwaroff, puis la campagne russe de 1806, puis l'occupation russe de 1828 à 1834; puis la rentrée en 1848, et enfin l'invasion de 1853. Toujours les plaines du Danube ont été la première proie des barbares.

Mais reprenons.

Après le passage des Avares en Pannonie, au septième siècle, les plaines, tant de fois labourées par les pieds des hommes et des chevaux, restèrent silencieuses et désertes; le grand flot des migrations avait passé. Comme le corbeau de l'arche après le déluge, quelques Roumains s'avancèrent hors des bois; d'autres, les sachant en sécurité, les suivirent; l'asile de la montagne fut abandonné; les sombres forêts se repeuplèrent; les familles roumaines reprirent possession des belles plaines qui avaient été le patrimoine de leurs aïeux; la colonie italienne renaissait avec les traditions de Trajan, avec la langue du forum, déjà altérée cependant par les dialectes de tant de populations qui avaient foulé le sol.

Les premiers temps du retour furent sans doute des jours de désordre; des réfugiés, condamnés si longtemps à une vie d'aventures et de pillage, pouvaient bien avoir oublié les délicatesses de la vie sociale. Cependant le péril et le malheur servaient de lien à ces familles qui retrouvaient une patrie. Les envahisseurs, d'ailleurs, occupaient toutes les contrées voisines, et une perpétuelle menace avertissait les Roumains que leur sûreté, aussi bien que leur devoir, demandaient une communauté d'efforts. Ces bandes guerrières se rapprochèrent, et formèrent plusieurs petits États indépendants dans différentes parties de la Dacie. Le plus considérable de ces établissements primitifs était situé entre l'Olto et le Danube, sous un chef nommé Bessaraba, qui avait le titre de ban ou régent. Le pays, sous sa juridiction, fut appelé Banat et porte encore aujourd'hui le nom de banat de Craïova ou de petite Valaquie. Mais vers le milieu du onzième

siècle, les Oygours ou Madgyars, débris de la grande nation des Huns, partis du fond de l'Asie septentrionale, étaient venus s'établir sous le nom de Hongrois, au nord-ouest de la Dacie, entre la Theiss et le Danube : ils s'avancèrent sur tous les pays environnants, et bientôt le Banat devint leur tributaire. Ils en confièrent le gouvernement aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, à la charge par eux de protéger les pélerins qui passaient d'Allemagne en Terre-Sainte. On trouve en effet, encore aujourd'hui, dans la petite Valaquie, beaucoup de pierres où se voit sculptée la croix de cet ordre religieux et militaire.

Ceux des Roumains placés entre les Karpathes et la Theiss, dans le pays appelé Transylvanie, durent aussi reconnaître la supériorité des Hongrois, à l'exception de quelques chefs guerriers qui avaient établi des colonies dans les retraites des Karpathes. Les plus importantes de ces colonies étaient Fagarash et Maramosh, situées dans les chaînes qui séparent la Valaquie de la Transylvanie.

En l'année 1241, Battou-Khan, petit-fils de Djengyz-Khan, suivi de cinq cent mille Tartares, traversa la Russie et la Pologne, et vint s'abattre en Hongrie, où il s'arrêta trois années, mettant tout à feu et à sang. La présence de ce redoutable envahisseur contraignit les Roumains de Fagarash à quitter leurs demeures. Ils traversèrent les montagnes, sous la conduite de leur chef Radu-Negru, et prirent possession de cette partie du pays qui est appelée haute Valaquie. Ils y rencontrèrent des frères qui se mirent avec empressement sous la protection d'un fameux chef de guerriers. Radu se montra di-

gne de leur confiance, et bientôt un gouvernement régulier constitua les Roumains de la Valaquie en corps de nation.

A la même époque et par les mêmes causes, Bogdan, chef de la colonie de Maramosh, émigra avec tous les siens en Moldavie, qui fut, comme la Valaquie, érigée en *domnie;* chacun des chefs prit le titre de *domnu.*

Après l'édification de plusieurs villes importantes, Radu partagea la principauté en douze districts, à l'exemple des douze tribus d'Israël. Quelques années plus tard, il arracha le banat de Craïova aux Hongrois et à leurs représentants les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem; ce pays forma cinq autres districts, et depuis ce temps, la division territoriale de Radu-Negru a toujours été conservée.

La Moldavie, qui s'étendait alors jusqu'au Dniester, se divisait en vingt districts; mais depuis que la Bucovine en a été séparée au profit de l'Autriche, depuis que les empiétements de la Russie en ont marqué les limites au Pruth, on n'en compte plus que dix-sept.

Enfin, après dix siècles d'efforts, les Roumains reprenaient rang parmi les nations. La patrie, qui avait été si longtemps pour eux un asile dans les bois ou un campement dans la plaine, se relevait avec tous les caractères d'une grande communauté; les deux provinces obéissaient aux mêmes lois, au même culte, aux mêmes institutions, et quoiqu'ayant chacune un chef et un gouvernement à part, elles étaient deux sœurs d'une même origine, ayant deux tuteurs différents. Elles sont restées confondues dans l'unité de leur race, de leur langage, de leurs destinées et de leurs souffrances, et

l'histoire ne peut invoquer les droits de l'une sans consacrer ceux de l'autre; de même que, dans la pensée ambitieuse qui les convoite, en occuper une seule, c'est les posséder toutes deux.

En ces temps de renaissance, tout homme est guerrier, tout homme est laboureur; et, à la première apparition de l'ennemi, chacun accourt à la voix des hommes forts choisis pour commander la mêlée. Car, chez ces populations à peine sorties des forêts, il n'y a ni noblesse, ni prérogative; le malheur a fait l'égalité, et les institutions sociales sont conformes aux leçons du malheur. Tout est soumis à l'élection, même le suprême commandement, et le chef de la nation (domnu) est pris indifféremment parmi les hommes de toutes professions, boyars, prêtres ou paysans.

Le boyar, du mot *boïu* (bellum), ne signifiait d'abord que belligérant, militaire. Plus tard on réserva ce titre au militaire ayant un grade; mais le fils du boyar, s'il n'acquérait aucun grade, n'était pas boyar pas plus que chez nous n'est officier le fils de l'officier.

Toute carrière était ouverte à tous, et, chacun se classant selon son mérite; on voyait des paysans s'élever aux plus hauts commandements, et des enfants d'illustres boyars descendre au rang des paysans.

A la reprise de possession, la propriété territoriale, commune à tous, fut partagée entre les villages, chaque villageois recevant sa parcelle du sol communal. Les villageois propriétaires s'appelaient moschneni (vieillards), d'ou le verbe roumain *mos'tenire* (hériter, tenir de ses pères), et *mosteni* ou *mosneni*, propriétaires communaux.

Souvent aussi des guerriers, en récompense de leurs services, recevaient une terre, soit de la munificence populaire, soit de la main des chefs. De là des propriétés particulières *gradistea*, et les propriétaires *gradisteni* (1).

Pour les propriétés, soit particulières, soit communales, l'hérédité est admise; mais elle n'existe pour aucune fonction. Aussi, dans les temps où partout régnait la féodalité, on n'en trouve aucune trace chez les Roumains; ils ont un gouvernement électif, le suffrage universel, une armée nationale, et forment un peuple d'hommes libres, tous soldats et tous propriétaires.

On comprend dès lors comment, au milieu du déchaînement des hordes de toute race, les Roumains trouvèrent en eux-mêmes des forces suffisantes pour résister tour à tour aux Hongrois, aux Polonais, aux Tartares. Les Hongrois surtout, prétendant toujours faire valoir des droits de suzeraineté, ne cessaient d'attaquer les Roumains comme des sujets rebelles qu'il fallait ramener au devoir. Les Polonais, à leur tour, invoquant un droit fondé sur les conquêtes qui les avaient mis en possession momentanée de quelques districts, avaient la prétention de réduire les Roumains en vasselage. L'ancien nom de la Bucovine est un témoignage de sanglantes luttes. On l'appelait *Dumbrava-Roschine* (rouges bocages), parce que le sang des Polonais avait souvent rougi ses forêts. N'oublions pas, d'ailleurs, qu'aujourd'hui encore, les empereurs d'Autriche prétendent à un droit de suzeraineté sur la Moldo-Valaquie, au double titre de rois de Hongrie et d'héritiers des droits de la Pologne.

(1) Protectorat du Czar, par J. R., p. 6.

La forte organisation sociale des Roumains, appuyée sur la liberté individuelle et la propriété territoriale, leur assurait dans les guerres une puissance d'action que ne pouvaient avoir les autres populations chrétiennes affaiblies par le servage. Dans les pays de féodalité, les nobles seuls étant exercés aux armes, la contrée se trouvait sans défense partout où ne flottaient pas les bannières des chevaliers. En Roumanie, tout homme étant soldat, des légions de défenseurs se levaient au premier signal d'invasion, marchant sous des chefs choisis, et choisis non moins souvent dans la chaumière que dans le château. Il se formait ainsi des armées animées d'un même esprit, d'une même ardeur, bien supérieures aux armées féodales, faites de toutes pièces, à l'appel d'un suzerain, que l'on ne connaissait souvent que par ses actes d'oppression.

Aussi, dans ces temps où les châteaux, les principautés, les royaumes tombaient sous le glaive des Turcs-Seldjoukides, les Roumains des principautés de Valaquie et de Moldavie opposaient une invincible barrière à la conquête musulmane. Quoique détachés de l'Église latine par le schisme oriental, ils figurèrent parmi les plus fameux champions de la chrétienté, et les noms de Mircéa, d'Étienne le Grand et de Michel le Brave sont restés parmi les plus brillants souvenirs des guerres religieuses du moyen âge.

Les Roumains, cependant, avaient non moins à souffrir des continuelles attaques des slaves Polonais et Hongrois; il leur fallait se défendre d'un côté contre les musulmans, de l'autre contre des barons chrétiens, souvent plus féroces que les sectateurs de l'islam.

Ce furent les dangers de cette double lutte qui portèrent les Roumains de la Valaquie à traiter avec l'ennemi le plus à craindre, pour se maintenir en sûreté contre les autres.

Bajazet Ier avait, par ses victoires, agrandi et fortifié l'empire ottoman, enlevant aux Grecs la Thessalie, la Macédoine et la Bulgarie, et gagnant sur les Hongrois, mêlés aux croisés français et polonais, la grande bataille de Nicopolis. Lutter avec ce redoutable voisin eût été difficile pour les Roumains, harcelés sur leurs flancs par les Hongrois et les Polonais. Ils préférèrent assurer leur indépendance par un traité volontaire. En 1392, le prince de Valaquie reconnut la suzeraineté de la Porte, et le Sultan s'engagea de son côté à respecter les droits, la religion et la nationalité des Valaques, sans s'immiscer en rien dans leur gouvernement intérieur. Il n'avait d'autre droit que la perception d'un tribut annuel.

En 1460, la capitulation fut renouvelée sous Mahomet II en des termes qui garantissent encore mieux tous les droits nationaux.

L'article premier porte : « Le Sultan consent et s'engage, pour lui-même et pour ses successeurs, à protéger la Valaquie, et à la défendre contre tout ennemi, *sans exiger autre chose* que la suprématie sur la souveraineté de cette principauté, dont les Voïvodes seront tenus de payer à la Sublime-Porte un tribut de dix mille piastres.

Art. 2. « La Sublime-Porte n'aura aucune ingérance dans l'administration locale de la dite principauté, et il ne sera permis à aucun Turc d'aller en Valaquie sans un motif ostensible. »

Par l'article 4, l'élection du prince est laissée à la nation, la Porte se réservant seulement le droit d'investiture.

La nation valaque continuera de jouir du libre exercice de ses propres lois (art. 5).

Aucune mosquée musulmane n'existera jamais dans aucune partie du territoire valaque (art. 10).

Enfin, pour bien marquer la différence qui existe entre les Valaques signataires d'un traité et les sujets de la Porte soumis par les armes, l'art. 11 offre les garanties suivantes :

« La Sublime-Porte promet de ne jamais délivrer un firman à la requête d'un sujet valaque, pour ses affaires en Valaquie, de quelque nature qu'elles puissent être, et de ne jamais s'arroger le droit d'appeler à Constantinople ou dans aucune autre partie des possessions ottomanes, un sujet valaque, sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Ainsi c'est au moment du plus grand éclat de la puissance ottomane que les droits des Roumains sont reconnus et consacrés. C'est le vainqueur de Constantinople, le destructeur de l'empire de Trébizonde, le conquérant de la Grèce centrale, de la Bosnie, de la Serbie et du Négrepont, qui promet le respect à leurs lois, à leur religion, à leur territoire.

Nous appelons toute l'attention du lecteur sur ces capitulations ; car elles sont pour ces contrées le point de départ de l'histoire moderne ; elles forment aujourd'hui les vraies bases du droit public des principautés.

La Moldavie n'avait encore pris aucune part à ces transactions. Quelques années encore, elle osa lut-

ter contre les Ottomans, et son énergie semblait s'accroître avec son isolement. Sous la conduite de leur plus illustre chef, Étienne le Grand, les Roumains de la Moldavie livrèrent de nombreux combats à Bajazet II, fils et successeur de Mahomet II. On raconte qu'après une bataille perdue, Étienne venant chercher un refuge dans la forteresse de Niamzo, en fut repoussé par sa mère, qui, suivie de ses femmes, lui en fit fermer les portes. « Je prends le ciel à témoin, dit-elle, que ces portes ne se rouvriront devant mon fils que lorsqu'il reviendra vainqueur des Turcs. » Cette rude leçon valut aux Roumains la victoire de Niamzo, dans laquelle 10,000 soldats chrétiens battirent 70,000 infidèles.

Mais quelques années plus tard, Étienne le Grand, près de mourir, soit qu'il reconnût l'inutilité de plus longs efforts, soit qu'il se défiât de l'énergie de son fils Bogdan, lui conseilla de suivre l'exemple de la Valaquie, et d'offrir un tribut à Constantinople en conservant les droits nationaux. Un traité portant les mêmes garanties que ceux de la Valaquie, fut consenti, en 1513, entre Bogdan et Bajazet II, et dès lors les deux provinces, reprenant leur unité d'existence, continuèrent à marcher de concert avec les mêmes droits et les mêmes destinées.

Répétons-le : il n'y a là rien qui ressemble à l'adjonction des autres provinces turques; la Moldavie et la Valaquie ne sont pas devenues terres musulmanes; car il n'y a ni pachalicks ni mosquées : un Turc même, selon les traités, n'y peut entrer sans permission, tant on y maintient avec un respect jaloux la liberté du territoire; un Turc ayant un procès dans les principautés avec un sujet du pays, est jugé par les magistrats chrétiens, con-

formément aux lois locales, chose contraire à toutes les habitudes de l'empire ottoman. Partout ailleurs, en effet, les Sultans étaient entrés le glaive à la main, ici ils se présentent avec un traité; partout ailleurs leur souveraineté reposait sur la conquête, ici elle ne vit que par un contrat.

Sans doute, le contrat ne fut pas toujours respecté par le suzerain ; il y eut des violations, des empiétements, d'épouvantables abus ; mais le droit existe, même lorsqu'il est violé, et en établissant le droit, nous pourrons rencontrer la solution des questions qui s'agitent aujourd'hui; car les principautés vont entrer dans une phase de luttes nouvelles, et notre histoire nous conduit en face d'un nouvel oppresseur.

CHAPITRE III.

Premiers effets de la suzeraineté turque. — Ravages et dépeuplement. — Physionomie du pays. — Les steppes. — Introduction de l'esclavage et du servage. — Adoption du schisme grec. — Première apparition des Russes. — Pierre le Grand et Cantimir.

Pour bien apprécier la situation que faisaient aux Roumains les capitulations des sultans, il faut avant tout, connaître le caractère général de la conquête musulmane. La loi du Coran divise la terre en deux parties, le *dar-ul-islam*, la maison ou le pays de l'islamisme, et le *dar-ul-harb*, la maison de la guerre, le pays des infidèles. De là le *djihad*, ou état de guerre permanent du vrai croyant contre le *dar-ul-harb*, état qui peut être suspendu par des traités, mais jamais anéanti (1).

Ainsi, dans les pays conquis, les raïas chrétiens étaient protégés dans leurs personnes et leurs propriétés, dans le libre exercice de leur religion et de leurs lois', puisqu'ils habitaient la maison de l'islamisme *dar-ul-islam*. Mais entre les raïas et les *harbi*, c'est-à-dire les habitants de la maison de guerre, auxquels on n'accorde aucune merci, les tributaires, *zimeni*, formaient une classe intermédiaire. Les traités avec eux ne donnaient pas la paix, mais suspendaient la guerre; c'était un état de trêve. Telle était à l'égard de la Turquie la position des

(1) M. Ubicini, *Des races dans l'empire ottoman*, Revue de l'Orient, avril 1853.

Roumains. On peut s'en convaincre par le passage suivant du *Siéri-kébir* (Code de droit international). « Si les habitants d'un pays *harbi* nous demandent de leur accorder la paix, s'engageant à nous payer, chaque année, un tribut déterminé, mais à la condition qu'ils ne seront pas soumis aux lois musulmanes, ce pays ne fait pas partie du *dar-ul-islam ;* il continue d'être, comme auparavant, *dar-ul-harb*, parce que ce qui rend un pays *dar-ul-islam*, c'est uniquement qu'il soit soumis aux lois de l'islamisme (1). »

Or, les Roumains, indépendants du pouvoir politique, des lois civiles et pénales de l'islamisme, gouvernés par leurs princes, conservant leur autonomie, n'étaient pas précisément *harbi*, puisqu'il y avait trêve; mais leur pays était toujours *dar-ul-harb*, maison de la guerre.

Aussi la suzeraineté des Turcs ne fut-elle pas pour les principautés danubiennes une pacification; elle fut à peine un soulagement. Les longues et sanglantes guerres des Hongrois contre l'Autriche, de l'Autriche contre les Turcs, des Turcs contre tous les princes de la chrétienté, jetaient sur les bords du Danube des masses de combattants qui dévastaient tour à tour une terre de passage. Les Roumains, toujours en armes, repoussaient souvent ces incommodes visiteurs; mais la victoire elle-même avait ses souffrances, et si le glaive en des mains vigoureuses remplaçait avec gloire la charrue, il n'en compensait pas l'abandon.

La Porte, d'ailleurs, en guerre de tous côtés, oubliait facilement ses promesses de protection, et, satisfaite de

(1) M. Ubicini. Revue de l'Orient, mai 1853.

percevoir un tribut annuel, traitait avec indifférence un pays *dar-ul-harb*. Cette apathie du pouvoir central fut mise à profit par les chefs turbulents qui, en deçà du Danube, tenaient les avant-postes de la Bulgarie. Loin de l'action de Constantinople, sûrs d'une impunité qu'ils achetaient avec l'or du pillage, les pachas de Widdin, de Roustchouk, de Silistrie traversaient le fleuve, se répandaient dans les campagnes de la Roumanie, enlevaient les troupeaux et les habitants, et accusaient par le sang et l'incendie les déceptions du protectorat. C'était une terre chrétienne, et, en dépit des traités, c'était toujours une proie. Quelquefois les sultans avertis gourmandaient leurs trop farouches lieutenants; d'autres fois, ils étaient contraints d'envoyer des troupes pour arrêter leurs débordements. Mais dès que les soldats impériaux étaient éloignés, les courses recommençaient. Les profits étaient certains et rapprochés, les risques éventuels et lointains. Les Roumains eussent moins souffert d'une guerre régulière à laquelle ils se seraient préparés, que de ces brigandages qui les surprenaient dans leurs demeures, malgré les stipulations d'une paix achetée.

Bientôt même la Porte viole officiellement le traité. En dépit des clauses qui interdisaient à tout Ottoman le séjour dans les principautés, il s'y élève des forteresses turques, Giurgevo et Ibraïla sur le Danube, Bender et Choczim sur le Dniester. Ce sont autant de repaires d'où s'élancent les janissaires à la recherche d'une proie.

Longtemps la physionomie du pays a raconté les infortunes de cette époque de désastres. Les bords du Danube, dans un vaste rayon autour des forteresses, demeurèrent sans culture, sans habitants. Le vide s'était fait

en face du rivage turc, et le voisinage du protecteur avait créé le désert.

Dans nos campagnes de l'Occident, la grande route appelle les populations ; les habitations s'élèvent là où doivent se rencontrer les hommes. En Valaquie, la grande route a chassé les habitants ; aucune demeure humaine ne se voit à ses abords. C'est par là qu'arrivait le Turc : on s'en est écarté avec terreur ; et les maisons et les villages se sont placés bien loin, dans le creux d'un vallon ou sur le flanc d'une montagne.

Quand les dévastateurs, poursuivant leurs recherches, atteignaient un village détourné, les habitants qui survivaient à l'invasion se hâtaient d'enlever leur pauvre mobilier et allaient refaire leurs tanières dans un endroit plus écarté. Par des migrations continuelles, les villages changeaient de place ; les courses des barbares créaient sur la surface du pays une géographie mobile.

Si par hasard on aperçoit au bord des routes non une habitation, mais un abri humain, c'est un petit toit de paille et de boue qui recouvre un trou creusé en terre, où s'entasse une famille de Tziganes ou de misérables paysans. Mais ce toit, à peine au-dessus du sol, se fond dans la teinte générale pour ajouter à la tristesse du tableau.

Du reste, la plaine, surtout au delà de la capitale valaque, dans la direction du nord-ouest, se présente avec un caractère de sombre monotonie, fait pour exciter un étonnement mêlé d'épouvante. Car la plaine n'est que le prolongement de ces steppes immenses qui s'étendent du Danube au Caucase, et de là jusqu'aux frontières de la Chine ; gigantesque trouée, porte toujours ouverte aux invasions de l'Asie en Europe.

Les steppes des principautés qui dépendent des steppes de la Russie méridionale, étendent leurs grandes lignes de Bucharest à Galatz.

La terre sans limites, hérissée de petits monticules, ressemble à une mer houleuse; pas un arbre ne s'y rencontre pour arrêter la vue, et ce dépouillement absolu de la nature donne à l'horizon de mystérieuses profondeurs.

De loin en loin des puits isolés témoignent qu'il y a encore des hommes sur cette terre, et leurs grands bras, semblables à des potences, servent de perchoirs aux cigognes.

Citons quelques lignes d'une femme qui a vu les steppes avec l'enthousiasme d'un artiste, et a exprimé cet enthousiasme dans le langage d'un poète.

« Le steppe est, comme Rome et Palmyre, à l'état de ces beautés poétiques que nul ne peut définir, parce que chaque imagination les voit à sa manière, et que là où tout relève de l'impression de l'individu, la vérité absolue ne saurait être formulée.

» Au grand jour, c'est le désert avec son infini. La lumière tombe avec tout son éclat; le ciel, au chaud coloris, s'unit à la terre dans cette ligne ombreuse, qui partout ailleurs les sépare. Au coucher du soleil, l'espace prend une teinte azurée qui lui fait comme un cadre de montagnes. Le crépuscule est rapide; et quand la lune se lève sur ce silence, sur cette immobilité, on dirait le lieu de repos de dix générations (1). »

(1) *La Valachie moderne*, par madame la princesse Aurélie Ghika, Paris, 1850.

Le même auteur ajoute quelques réflexions auxquelles les événements d'aujourd'hui donnent un accent de prophétie.

« Il est impossible que ces plaines immenses que l'incurie de l'homme laisse au hasard, ne soient pas le théâtre d'un de ces jeux de la providence qui changent la destinée des nations.

» L'interminable question d'Orient se dénouera peut-être sur ce grand champ de bataille, qui n'attend pour produire que d'être vivifié par le sang humain, engrais du sol et de la pensée ! »

Les mêmes pressentiments s'étaient rencontrés chez un habile diplomate, qui n'a cessé d'appeler l'attention du gouvernement français sur les dangers du protectorat russe, et qui, grâce aux intrigues de la Russie, a été récompensé par un rappel.

« Le steppe, dit-il, sera, au jour d'un conflit européen, infailliblement le lieu où se livrera la bataille.

» Là, en effet, est un océan de terre où l'agriculture n'entravera jamais la marche rapide des canons et encore moins la droite portée des boulets.

» On dirait que, déjà préparées par Dieu, et à un jour qui n'est pas loin, au duel qui devra enfin se livrer entre les armées de la pensée libre et celles du despotisme, ces vastes arènes se savent prédestinées aux combattants de ces litiges, qu'elles ne veulent alors d'autre soc que le sabre, d'autre engrais que le sang humain.

» C'est là que se réglera le sort du monde (1) ! »

(1) *Album moldo-valaque*, par M. Billecocq, ancien agent politique et consul général à Bucharest. Paris, Paulin et Le Chevalier.

Il serait providentiel, en effet, que les Russes rencontrassent un vainqueur dans ces solitudes faites par les Turcs; mais cette justice tardive n'absoudrait pas l'imprévoyante cruauté des Turcs, dévastateurs de provinces qui leur servaient de remparts.

Les infortunes de ces temps sont écrites dans des contrats qui révèlent de profondes modifications dans les conditions sociales. Des paysans mosneni dont les terres avaient été ravagées et les moissons incendiées, vendent leurs propriétés, et le pays se couvre de nombreux prolétaires, détachés du sol et perdant leur dignité en perdant leur avoir.

Puis, la détresse augmentant, le prolétaire, qui avait vendu ses services, se vend bientôt lui même. Quelques mesures de froment ou de maïs deviennent le prix d'une tête humaine, tant est profonde la misère, tant est rapide la dégradation. Voici la teneur de ces contrats :

« N'ayant plus de quoi nourrir moi et ma famille, » dans ce temps de calamité et d'expiation, et trouvant » le sieur N., qui a bien voulu avoir la charité de me » fournir en échange X mesures en..., je me suis donné » à lui et à ses descendants, moi, ma femme et mes en- » fants, et les enfants de mes enfants à perpétuité, es- » claves, etc. »

Enfin, les découragements et la faiblesse d'esprit se manifestent par une dévotion outrée qui tente d'apaiser le ciel par des sacrifices. Des propriétaires, grands et petits, font donation de leurs terres à des couvents; l'inféodation cléricale s'étend sur le pays jusqu'à ce que les monastères possèdent près d'un tiers du territoire. Nouvelle cause d'affaiblissement, permanente aujour-

d'hui, et aujourd'hui encore féconde en désastres. Quel contraste entre ces Roumains et ceux qui traitèrent avec Bajazet II et Mahomet II! Au lieu d'un peuple de soldats propriétaires, un peuple de prolétaires ou d'esclaves, avec des boyars énervés et des moines pour seigneurs.

Quelques chefs cependant tentèrent de relever le pays et de contraindre les Turcs au respect des traités. L'histoire cite parmi eux Radu-Tsepes, Radu-d'Affumati et Michel le Brave. Ce dernier surtout fit revivre les beaux jours de gloire et d'indépendance. Allié à l'empereur d'Allemagne Rodolphe II, il livra plus de vingt batailles contre les Turcs, les Tartares, les Hongrois de Transylvanie, et, toujours vainqueur, réunit sous sa domination la Valaquie, la Transylvanie et la Moldavie. La patrie roumaine se réveillait forte, unie et compacte. L'Autriche s'en alarma. Michel fut assassiné dans sa tente par un des capitaines de l'empereur Rodolphe.

Sa mort fut le signal de nouveaux démembrements. La Transylvanie se sépara des principautés, occupée tantôt par les Turcs, tantôt par les Autrichiens; deux chefs différents se partagèrent encore la Moldavie et la Valaquie. Serban Ier, qui occupa cette dernière province, en acheva la ruine, en y introduisant le régime féodal. Des magnats, comme ceux de la Hongrie et de la Pologne, furent créés avec des droits seigneuriaux. Les paysans, non mosneni, furent attachés à la terre sur laquelle ils se trouvaient. Le servage de la glèbe se créait à côté de l'esclavage.

La funeste constitution de Serban, promulguée en 1594, éteignit chez les villageois les dernières étincelles

de l'esprit guerrier. L'immense majorité du peuple n'avait plus à défendre ni liberté ni foyer. Les boyars, marchant au combat, n'avaient plus à leurs côtés des frères d'armes, dévoués aux mêmes intérêts. Les princes cherchèrent vainement autour d'eux une nation; leurs soldats étaient des serfs ou des étrangers mercenaires.

Et comme s'il n'y avait pas assez de causes d'affaiblissement, les deux chefs de Valaquie et de Moldavie, se livrèrent entre eux de cruelles guerres, et ajoutèrent à tous les autres maux les déchirements des haines civiles.

Dans ces temps encore barbares, les droits du pouvoir suprême, comme ceux de la guerre, s'exerçaient avec une férocité qui était dans les mœurs de tous, et les princes chrétiens, sous ce rapport, n'avaient rien à reprocher aux musulmans. Le hospodar de Valaquie, Vlad V, le même qui signa la capitulation avec Mahomet II, avait fait massacrer en un jour cinq cents boyars que mécontentait sa tyrannie. Une autre fois, il fit jeter au feu quatre cents missionnaires de la Transylvanie, et ordonna d'empaler cinq cents tziganes, dont il convoitait les richesses. Profitant de son absence, les habitants de Tirgovist implorent l'intervention du sultan. Vlad en est informé, accourt à Tirgovist, surprend les habitants au milieu des fêtes de Pâques, en fait empaler trois cents autour des murailles, et envoie leurs femmes et leurs enfants servir de manœuvres à la construction d'une forteresse. Des ambassadeurs turcs viennent lui apporter les remontrances du sultan; mais, comme ils refusent d'ôter leur turban pour le saluer, il le leur fait clouer sur la tête. Enfin, pour mieux braver le puissant Va-

homet, il passe le Danube, dévaste la Bulgarie, ramène vingt-cinq mille prisonniers, hommes, femmes et enfants, et les empale tous dans une vaste plaine, appelée Prœlatu. Lorsque Mahomet, accourant pour le punir, rencontra cet horrible spectacle, et vit s'élever devant lui cette forêt de pieux, chargés de chair humaine, il fut épouvanté de cette audace dans le crime. « Comment, s'écria-t-il, dépouiller de ses États un homme qui ne ré-» pugne pas à de tels actes pour les sauver? »

A la même époque, Étienne le Grand, hospodar de Moldavie, prend dans une bataille Carsick, fils du khan des Tartares. Des envoyés de celui-ci viennent réclamer le prisonnier. Pour toute réponse, il fait, en leur présence, trancher la tête de Carsick; puis, saisissant les envoyés eux-mêmes, les fait tous empaler, à l'exception d'un seul, qu'il renvoie après lui avoir fait couper le nez et les oreilles. Il est vrai qu'en même temps, il bâtit à Putna un monastère, qu'il dédia à Jésus et à la Vierge Marie.

Telles étaient les mœurs générales. Par les traitements réservés aux grands, on peut juger du sort fait aux humbles.

Les querelles religieuses apportent aux souffrances de nouveaux aliments. Longtemps les deux provinces se partagent entre le rite grec et l'orthodoxie latine, le peuple tenant pour le premier, les princes et les boyars restant attachés à Rome. En 1440, l'archevêque métropolitain de Moldavie, Grégoire Zamblic, décide la question en faveur du schisme, fait brûler tous les livres latins, et traduire la Bible ainsi que les livres liturgiques en lettres cyrilliennes; la messe est dite en langue sla-

vonne, que ni le peuple ni les prêtres eux-mêmes ne comprennent. Funeste révolution qui prépare la venue des Grecs fanariotes, et offre un prétexte religieux à l'intervention de la Russie!

Les Turcs profitent de ces divisions pour usurper de nouveaux droits; le tribut consenti est successivement augmenté. Bajazet le porte à 10,000 ducats pour la Valaquie, et se fait livrer cinq cents enfants par an. Son fils Mohamed l'augmente de 3,000 ducats, et s'empare, en outre, du revenu des salines et des douanes. Bientôt les chefs moldo-valaques deviennent les premiers instruments de ruine; tout ambitieux veut être hospodar, et l'élection étant une gêne, on s'adresse à Constantinople. La Porte profite de toutes ces hontes, et met le trône à l'enchère. Quelquefois elle vend à plusieurs à la fois, recevant de toutes mains et laissant les acheteurs vider leurs querelles aux dépens des malheureux Roumains. Par suite de ces honteux marchés, le tribut annuel de la Valaquie avait été porté, en 1577, par le hospodar Pierre II, à 260,000 ducats. Les compétiteurs qui se présentent dans la suite imitent ce triste exemple. La misère du peuple s'accroît avec le luxe des princes.

Si la Turquie ne s'empara pas définitivement des deux provinces pour en faire des pachalicks, c'est qu'elle était trop occupée ailleurs, et que son ancienne puissance commençait à décroître. L'Autriche lui portait alors de rudes coups, avec l'appui de la Hongrie, de la Pologne et de la puissante république de Venise.

Un nouvel ennemi venait d'apparaître aux extrêmes frontières de l'empire ottoman. Cet ennemi comptait à peine alors, et nul n'aurait pu présager qu'un jour Cons-

tantinople aurait à trembler devant ce dernier venu. Les Cosaques de l'Ukraine et de la Podolie, harcelés par les Moscovites, affaiblis par les Polonais, envoyèrent en 1672 à Constantinople solliciter la protection de la Porte. Mahomet IV prit les armes en leur faveur, remporta de brillantes victoires, prit possession de Kamaniecz, et acquit, par un traité, la souveraineté de la Podolie et de l'Ukraine.

Cantimir fait remarquer (1) que c'est la dernière victoire dont les suites aient procuré quelque accroissement à la Turquie. Singulier rapprochement, qui fait dater de la première rencontre avec la Russie les premiers signes de la décadence ottomane !

En effet, les succès des Turcs dans ces régions du Nord ne furent pas de longue durée. Les Cosaques, bientôt las d'un nouveau joug, retournèrent à la protection des Russes, et chassèrent avec leur aide les armées du Sultan.

Déjà les Etats chrétiens, jusque-là réduits à une pénible défensive, intervenaient par des négociations et se prêtaient un mutuel appui. En 1689, le Czar envoyait au sultan Soliman II un ambassadeur porteur d'une lettre, dans laquelle il l'invitait à s'abstenir de déclarer la guerre à la Pologne, lui faisant connaître que les Moscovites et les Cosaques étaient décidés à la protéger et à faire alliance avec les autres puissances chrétiennes. Ce fut le grand-vizir, Mustapha-Kioprogli, qui fit réponse : « Ce » sont là, dit-il, de vilaines paroles ; ce langage inconvenant pourra coûter cher au Czar. La résolution de la

(1) Histoire ottomane, p. 265.

» Porte est prise au sujet de la Pologne, et le Czar aurait » dû s'y prendre plus tôt et en termes conciliants. Au » reste, ajouta-t-il, si le Czar et les autres princes chré» tiens ne sont pas contents de la Sublime-Porte, elle » s'en soucie fort peu. »

Le vizir oubliait qu'une aussi insolente attitude n'était plus permise à la Porte affaiblie. Une ligue se forma entre la Pologne, la Russie, Venise et l'empereur d'Allemagne. L'empire ottoman, attaqué de tous côtés, déploya encore une incomparable énergie; les Turcs couvrirent de massacres l'Autriche et la Hongrie, secondés d'ailleurs par la puissante diversion des armées françaises qui avaient envahi le Palatinat.

Mais déjà la discipline européenne assurait aux chrétiens des avantages que ne pouvait balancer la fougue des bandes orientales. Après plusieurs années de sanglantes rencontres, le sultan Mustapha II fut témoin de la défaite et du massacre de sa plus puissante armée à Zeuta, en Hongrie. Cette grande victoire de la chrétienté amena un congrès général à Carlowitz, en 1699. C'était la première fois que la Turquie reconnaissait, comme principe de droit international, la médiation de négociations dans un intérêt général. Au surplus, elle paya cher la leçon. La Hongrie, l'Esclavonie et la Transylvanie furent cédées à l'Empereur, le Péloponèse et la Dalmatie à Venise, Kaminiecz et la Podolie à la Pologne. La Russie était alors trop peu de chose pour être admise à prendre sa part des dépouilles. Cependant, un an plus tard, elle obtint la paix de la Turquie et la cession de la forteresse d'Azoff.

A cette occasion on vit à Constantinople le premier bâtiment de guerre russe venu par la mer Noire. La

surprise fut extrême ; l'alarme eût été plus de saison.

Le traité de Carlowitz est une page funeste dans l'histoire des Roumains. L'occupation de la Transylvanie par l'Autriche est le premier démembrement des colonies latines du Danube, et ce triste précédent ne sera pas oublié.

Mais voici que, dans les régions du Nord, se révèle un homme de génie. Pierre Alexiowitz combattant une éducation sauvage, était allé demander à l'Occident les secrets de la civilisation, plus curieux cependant de la mécanique que des arts, de l'utile que du beau. Pélerin de l'industrie, quittant le manteau impérial pour la veste de l'ouvrier, il s'était senti plus digne de la couronne au sortir d'un chantier. Pour la première fois, sous sa main, les bandes moscovites s'étaient mesurées avec les troupes les mieux disciplinées du Nord ; et pour son coup d'essai dans les affaires européennes, la Russie avait triomphé d'un héros. La Pologne, naguère pleine de mépris pour les Moscovites, avait reçu un roi de leurs mains ; les cosaques de l'Ukraine s'étaient soumis ; l'influence du Czar s'étendait jusqu'au Dniester ; rien ne le séparait plus de la Turquie, que les provinces roumaines du Danube. Celles-ci, de leur côté, pour qui la protection turque n'était plus qu'une cruelle tyrannie, renfermaient assez de mécontentements pour encourager un puissant voisin. Les princes de Valaquie et de Moldavie n'étaient plus les gardiens jaloux des droits de la nation. Vassaux obéissants de Constantinople, ils vivaient à la manière des pachas fastueux et endormis, et faisaient contraste par un luxe effréné, avec la misère des populations asservies. L'éclat des pompes orientales brillait dans leurs

palais; mais le paysan n'avait pas même une cabane; car on ne pouvait donner ce nom à des tanières creusées sous le sol et recouvertes de fumier. C'était la civilisation des barbares, toute d'or à la surface, toute de boue à l'intérieur.

Les richesses des hospodars peuvent se mesurer par l'inventaire des trésors de Constantin Brancovano qui gouvernait la Valaquie à la venue de Pierre le Grand. Voici le procès-verbal de saisie fait par ordre du Sultan : Un service en or; l'ancienne couronne des voïvodes, estimée trois cent mille écus; une ceinture d'or enrichie de pierreries, valant deux cent mille écus; un collier de cent mille écus; deux mille pièces d'or du prix chacune de dix ducats, à l'effigie du hospodar; quatre-vingt mille ducats de Cremnitz; soixante mille sequins de Venise; cent mille écus de Hollande; trente mille pièces de monnaie de différents États; quatre-vingt-douze livres de perles; quatre cent cinquante livres d'argenterie; douze harnais brodés d'or et cloués de pierreries; trente-six autres harnais brodés d'argent. Enfin différents placements dans les banques de Vienne et de Venise portaient sa fortune à plus de trente millions d'écus.

Et cependant Brancovano avait prodigué les cadeaux à Constantinople. Le tribut qu'il payait était de deux cent cinquante mille piastres. Il en obtint en 1705 la réduction à cent soixante-huit mille; mais, pour prix de cette faveur, le vizir Kioprogli lui en demanda cent huit mille en don personnel. Ahmet Kalaïli devient grand visir; il lui en faut cent mille. Trois mois après, il est remplacé par Mohamed Baltadji; ce dernier en reçoit encore cent mille.

Cependant les tyranniques contributions, les menaces perpétuelles de la Porte, l'incertitude d'une existence qu'il fallait toujours acheter par des paiements renouvelés, donnaient aux hospodars la conscience de leur abaissement. Ils cherchaient un appui qui pût les relever, et tournaient les yeux vers le Nord, attendant avec impatience que la victoire vînt leur montrer le protecteur qu'ils devaient appeler, Charles XII ou le Czar.

La journée de Pultawa décida leur choix. Brancovano de Valaquie et Demetrius Cantimir de Moldavie, quoiqu'ennemis jurés et dissimulant avec soin leurs démarches, eurent tous deux la même pensée; tous deux négocièrent avec le vainqueur. Pierre était trop habile pour ne pas profiter de mécontentements qui lui ouvraient avec ces riches provinces la navigation du Danube. Il promit d'assurer l'indépendance des pays roumains, et les Russes se mirent en campagne.

A leur entrée dans les belles plaines de la Moldavie, ces hommes arrivant des déserts du Nord, furent saisis de joie et d'admiration. Ces champs si fertiles, malgré une mauvaise administration, cette végétation luxuriante, ce beau ciel, si différent de leur brumeuse athmosphère, offraient à la conquête de brillantes récompenses, et devaient laisser de ces souvenirs qui ne s'effacent pas. Ce sera désormais pour les Russes une terre promise. Les officiers moscovites reçus dans le palais de Cantimir à Jassi, contemplaient avec ébahissement les somptuosités qui les environnaient, et comparaient d'un œil d'envie leur modeste accoutrement avec le luxe des boyars roumains.

A table, l'étonnement redoubla, et les pompes du fes-

tin les enivrèrent même avant les excès. Mais ceux-ci ne firent pas défaut. On sait que la sobriété n'était pas une des vertus de Pierre le Grand. Après plusieurs heures de débauche, le Czar, le hospodar, les officiers russes et roumains gisaient à tous les coins de la salle, ensevelis dans le sommeil et le vin. Quelques officiers russes se réveillèrent les premiers, et leurs yeux furent tout d'abord frappés par un objet qui déjà la veille avait excité leur admiration ; c'étaient les bottes des boyars, bordées d'un large galon d'or. L'occasion était heureuse pour de vives convoitises. S'approchant doucement des dormeurs, ils les déchaussèrent avec adresse, et coururent à leurs tentes orner leurs jambes de ces bottes merveilleuses.

On connaît le résultat de la campagne de Pierre le Grand sur le Pruth. Cantimir ne peut lui amener les secours promis; les boyars moldaves soulèvent le peuple en lui disant qu'on veut le vendre à une puissance étrangère, et l'entraînent au camp des Osmanlis avec les armes et les provisions destinées au Czar. Brancovano tremblant, dénonce Cantimir à la Porte, et, doublement traître, continue de négocier avec le Russe, mais sans lui envoyer aucun aide. Le Czar, acculé au Pruth, manquant de vivres, enveloppé de toutes parts, est trop heureux d'obtenir la paix par l'adresse de Catherine. Le traité lui enlève Azoff et ses dépendances; mais la Turquie perd une occasion qu'elle ne devait jamais retrouver.

Cependant la défaite devint pour le Czar une source nouvelle d'enseignements politiques. Cantimir, réfugié en Russie, comblé des faveurs de Pierre, qui trouvait avec lui beaucoup à apprendre, exerça bientôt sur l'esprit de son hôte une influence qui devait rejaillir sur tout

l'avenir de la Russie. Faisant entendre pour la première fois à l'oreille du barbare étonné les leçons de la haute diplomatie levantine, il lui révèle l'action puissante qu'il peut exercer, par le dogme, sur les nombreuses populations de religion grecque soumises à Constantinople. Connaissant d'ailleurs le fort et le faible de la Porte, que protége encore un grand prestige, il avertit le Czar que ce prestige est trompeur, que l'empire ottoman n'est pas une nation, mais un amalgame de peuplades attelées au char d'une race conquérante, et n'attendant qu'un libérateur pour briser le joug; que, parmi ces peuplades, les chrétiens du rite grec sont les alliés naturels d'un souverain de même religion, et doivent bénir sa venue. Enfin, il présente Sainte-Sophie comme un autre tombeau à délivrer des mains des infidèles, et ouvre la voie à cette croisade que, depuis ce temps, les czars n'ont cessé de diriger vers Constantinople (1).

Ce fut pour le génie de Pierre le Grand une nouvelle initiation. Comprenant tout aussitôt l'importance de cette astucieuse politique, il en fit désormais le sujet de ses méditations, et la transmit, par son testament, à ses successeurs, qui y sont restés fidèles. Car le principal caractère de l'ambition moscovite est la patience et la ténacité. Jamais chez les Czars d'empressement qui puisse les compromettre, mais jamais d'occasion qu'ils laissent échapper; leur orgueil sait attendre, ne sait pas oublier; et s'ils s'arrêtent quelquefois, ils ne se détournent jamais. Toutes leurs actions, même, en apparence, les plus indifférentes, toutes leurs guerres, toutes leurs négociations, ont en vue Constantinople.

(1) Album moldo-valaque, par M. A. Billecocq, p. 7.

Autre caractère de leur diplomatie, l'invariabilité. Depuis Pierre le Grand, ils n'ont rien imaginé ; toute la pensée des règnes suivants est dans le testament du fondateur. Pierre a tout dit, et la parole de Pierre est l'évangile politique (1).

Avec les perfides leçons de Cantimir, le Czar comprit sans peine que, pour arriver à Constantinople, la première station se trouvait aux provinces danubiennes. Dans ces contrées fertiles, chargées de blé et de maïs, couvertes de nombreux troupeaux, on campait au centre d'un magasin d'approvisionnements; comme position stratégique, on avait par les Karpathes une ligne de défense contre l'Autriche; par le Danube, une ligne d'attaque contre la Turquie; enfin, par le Dniester, une ligne de communication avec la Russie. Désormais la pensée de Saint-Pétersbourg ne se détournera plus de cette proie, que lui ont révélée les rancunes du réfugié moldave. Hâtons-nous de dire que Cantimir n'était pas de race roumaine; il descendait d'une famille tartare qui, fuyant les persécutions des Turcs, en 1627, avait trouvé en Moldavie, un asile et des honneurs.

(1) Il importe peu que ce manuel politique, appelé testament de de Pierre le Grand, ait été écrit par lui ou par un habile héritier de sa pensée. Toujours est-il que la diplomatie moscovite n'a pas d'autre catéchisme.

CHAPITRE IV.

Dépossession des princes indigènes. — Venue des Phanariotes. — Première introduction des Grecs dans les principautés; leur expulsion; leur retour. — Panayotaki Nicosias. — Les drogmans de la Porte. — Alexandre et Nicolas Maurocordato. — Tyrannie des Phanariotes. — Abaissement des boyars. — Souffrance des paysans. — Réforme de Constantin Maurocordato. — Scutelnici. — Dépopulation du pays. — Dilapidation des princes phanariotes. — Intérieur du palais.

La première alliance des Moldo-Valaques avec la Russie devait être expiée par un siècle de hontes. La Porte jusqu'alors, tout en violant les droits d'élection, avait au moins respecté la nationalité roumaine, en choisissant toujours les princes parmi les indigènes. La trahison de Brancovano lui offrit un prétexte à de nouvelles usurpapations; et quoique les populations roumaines fussent demeurées fidèles, elles se virent enlever le plus sacré de leurs droits, celui d'être commandées par des chefs de leur race. Désormais leurs dépouilles vont enrichir l'étranger, l'étranger sans patrie, le Grec bâtard, que renie la Grèce, que méprise le Turc; le Grec parasite, *Græculus esuriens*, qui, pour avoir un nom, l'emprunte à un quartier de Constantinople (1), le lâche et arrogant, le rapace et vil phanariote. Les principautés danubiennes n'auront plus de princes, mais des fermiers généraux, des exacteurs en robes de soie, des *gabelous* couronnés. Pour comble d'avilissement, les seigneurs valaques et moldaves se font les flatteurs de ces tyrans, les esclaves de ces valets. Fiers du titre de boyars, qui n'est

(1) Le Phanar ou Phanal.

plus qu'un titre de servitude, ils font du nom de *Roumain* un terme de mépris, qu'ils jettent à la face du paysan. Mais le paysan s'en venge en créant pour ces hommes rampants la flétrissure d'un mot, *ciocoï* (chien couchant). Depuis ce temps, le mot *ciocoïsme* est passé dans la langue politique des Roumains, pour désigner le parti vendu à l'étranger.

Avant la venue des Phanariotes, les Grecs avaient déjà pénétré dans les deux provinces, pour y laisser d'implacables haines. Il faut raconter sommairement l'histoire de leurs premières apparitions.

Les Grecs de Constantinople, méprisés par les Turcs, étaient descendus à l'état de dégradation civile et morale de nos Juifs au moyen-âge. Mais comme eux, rusés et patients, ils trouvaient dans des gains licites ou illicites une compensation à leur abaissement. Commerçants, escompteurs, artisans ou entremetteurs, ils arrivaient, par l'argent gagné, à un certain équilibre d'influence qui les vengeait des mépris de l'osmanli. On verra des pâtissiers et des marchands de limonade devenir hospodars; et ce fait se reproduit assez souvent pour qu'à la naissance d'un enfant grec, les accoucheuses de Constantinople lui souhaitent, en forme de présage, de devenir un jour *pâtissier, marchand de limonade et prince de Valaquie* (1).

Esprits souples et déliés, les Grecs avaient d'ailleurs sur le Turc ignorant et fier de son ignorance, les avantages que donne le savoir, même incomplet. Les uns,

(1) M. Desprez, *la Moldo-Valachie et le mouvement roumain*, Revue des Deux Mondes, 1er janvier 1848.

médecins, s'introduisent dans les familles; les autres, *grammaticoi*, *logothètes* (secrétaires), sont maîtres des correspondances, et portent à leur ceinture le *calemare* (écritoire), signe de leur importance.

Rebutés cependant à Constantinople, où il ne leur est permis d'autre monture que l'âne, ils se répandent dans les provinces, se font accueillir de leurs coreligionnaires, s'insinuent dans la faveur des princes, se glissent dans les emplois; et bientôt, dans les pays roumains, il n'est bruit que de leurs exactions. Michel le Brave les exclut, par une loi expresse, de toute fonction publique. Mais les Grecs savent attendre et retrouver les occasions; ils mettent en pratique le plus fameux axiôme du Phanar: « Lèche la main que tu ne peux mordre; » et ils lèchent si bien, qu'on les retrouve, quelques années après, en Valaquie sous Radu XII, en Moldavie sous Tomsa II, possesseurs de tous les emplois de finance et maîtres de la fortune publique. Les peuples ne tardèrent pas à s'en apercevoir: les Turcs usaient de violence et pillaient à découvert; les Grecs employaient la ruse et s'engraissaient de rapines secrètes. C'était une extorsion savante à côté d'un brigandage déréglé; et il est bien reconnu que la méthode dans le vol est plus oppressive que le désordre.

L'excès des dilapidations réveilla les anciennes colères; on se souvint des lois de Michel le Brave. Neuf boyars de la Valaquie complotèrent le renversement de Radu et de ses indignes acolytes; mais, soit imprudence, soit trahison, la conspiration fut découverte, et Radu livra les têtes des neuf boyars à la vengeance des Grecs. Les ressentiments populaires s'en accrurent; les plaintes

retentirent jusqu'à la Porte ; Radu, déposé, fut remplacé par Élias I[er].

Celui-ci ne sut pas profiter de la leçon; le privilége du pillage resta aux mains des Grecs : les complots recommencèrent. Après un premier échec qui contraint une foule de Roumains de se retirer en Transylvanie, ils reviennent en armes sous la conduite du paearnic Lupu, chassent Élias du pays, entrent à Tirgovist, et massacrent tous les Grecs qui s'y rencontrent ; puis un ordre d'extermination générale est transmis dans tous les districts de la Valaquie, et le peuple joyeux s'empresse d'obéir. Les Grecs sont égorgés jusqu'au dernier. Ces nouvelles Vêpres-Siciliennes s'accomplirent en 1617.

De tels enseignements ne s'oublient pas vite, et cependant, en 1650, nous retrouvons un grec de la Roumélie, Guina, grand-vistiar (trésorier) du hospodar Mathieu Bassaraba. Cet homme, qui avait été potier, était venu chercher fortune en Valaquie, et s'était élevé par un riche mariage. Suffisant et plein de faconde, il avait séduit Mathieu par ses projets financiers. Le trésor était épuisé par de longues guerres; Mathieu livra son peuple à exploiter. Guina fut fidèle à ses engagements; les caisses de Mathieu se remplirent, mais toute la population fut dépouillée. « A peine installé, dit le » chroniqueur Greceano, Guina se mit à tourner la roue » du gouvernement comme il avait tourné celle du potier, si vite qu'elle cassa. » Son infernale habileté trouva partout matière à extorsion. « Il n'était dans le pays coin de terre, place ou plage, village ou hameau, champ ou prairie, plaine ou montagne, étang ou forêt,

dont il ne connût l'étendue, la culture, les produits, les bénéfices, et qu'il ne sût imposer de toute sa valeur, souvent au delà (1). »

Un autre parvenu, Radu, ancien jardinier, partageait avec Guina les faveurs du prince. Celui-là maltraite les grands, pendant que le Grec pressure le peuple. Un boyar a-t-il de grands biens, Radu l'accuse de quelque crime, le fait condamner et s'empare de son patrimoine. Il se plaît à humilier tout homme de qualité, veut que l'on s'incline quand il tousse, et que l'on se cache la tête dans les mains quand il lève sa hache d'armes. Les rues, les places publiques sont pleines de gens auxquels il a fait couper le nez et les oreilles.

L'excès de ces tyrannies en amèna enfin le terme. Au commencement de 1654, Guina avait diminué des deux tiers la solde des dorobantz valaques. Cette mesure devient le signal d'une insurrection à laquelle tout le monde devait prendre part. Les dorobantz se soulèvent, courent au palais du prince, en enfoncent les portes, se répandent dans les appartements, en criant: « Mort au potier! Mort au planteur de choux! » — « A bas Mathieu! Il n'est bon qu'à faire un moine! » pénètrent dans la chambre du prince où le retenait une blessure, l'accablent de leurs insultes, et le somment de livrer ses indignes favoris. Furieux de ne pas les rencontrer, ils brisent les portes de la salle du trône, et n'y trouvant encore ni Radu, ni Guina, rentrent dans la chambre de Mathieu, la fouillent en tous sens, et découvrent enfin les deux coupables sous le lit même où était couché le prince. Arra-

(1) M. Vaillant, *Histoire de la Romanie.*

chés aussitôt de cette retraite, ils sont dépouillés de leurs habits et fouettés en présence de Mathieu; puis, entraînés hors de la ville, où attend le reste de l'armée, ils sont, aux applaudissements de tous, hachés en morceaux. Le peuple, de son côté, court à la maison d'un autre exacteur nommé Cornucéano, le surpend au lit et l'égorge.

Une fois encore la Valaquie est délivrée des Grecs.

Mais les voici qui vont revenir, non plus humbles et suppliants, mais impérieux et dominateurs, non plus serviteurs des princes, mais princes eux-mêmes, impitoyables persécuteurs, spoliateurs sans vergogne, souillant ceux qu'ils épargnent, et couvrant toute une nation de la fange de Constantinople.

Rappelons en quelques mots l'origine des Phanariotes.

Vers le temps même où les Valaques donnaient à Michel Bassaraba une si cruelle leçon, le grand vizir Kioprogli avait pour médecin un Grec nommé Panayotaki Nicosias, homme adroit et insinuant, empressé à se faire bien venir non-seulement par les soins de sa profession, mais aussi par des services diplomatiques. Ayant accompagné Kioprogli au siége de Candie, il avait, par ses négociations, plus contribué à la reddition que le vizir par ses armes, et cet important service lui avait valu à la cour de Constantinople un crédit sans exemple pour un chrétien. Il sut habilement en profiter. Jusque-là les fonctions de grand drogman de la Porte avaient été remplies par des renégats polonais ou italiens. Panayotaki signala au divan le danger de se confier à des réfugiés dont ni la probité ni le savoir n'étaient certains; les secrets de l'État pouvaient être compromis, les notes diplomatiques inexac-

tement reproduites ; le poste de grand dogman, ajoutait-il, voulait une fidélité à toute épreuve et une science égale à la fidélité. Le divan, déjà dominé par l'influence de Panayotaki, rendit hommage à la prudence de ses conseils, en le nommant lui-même à cet important emploi. Dès lors, sa puissance fut égale à celle des plus grands pachas. Il eut un appartement dans le palais, put laisser croître sa barbe, se couvrit la tête d'un calpac d'hermine, fut décoré d'un cafetan et put sortir à cheval. On lui adjoignit des *grammaticoi*, et ses compatriotes, fiers et envieux de tant d'honneur, se promirent de profiter de l'exemple. Désormais, tout grec ambitieux applique ses enfants à l'étude des langues turque, italienne, française. Quelques-uns sont envoyés à l'étranger pour se perfectionner, et, à leur retour, ces jeunes gens se mettent sur les rangs pour le drogmanat. Mais, contempteurs à leur tour de leurs plus humbles compatriotes, ils se font une existence séparée, se groupent dans le quartier du Phanar, où ils se donnent des airs d'une insolente aristocratie. De là leur nom de phanariotes : bientôt ils se lancent dans l'intrigue et les grandeurs.

Après Panayotaki vint Alexandre Maurocordato, fils de Panteli, colporteur à Constantinople : il était allé à Padoue, en était revenu docteur, avait épousé la fille de Scarlatos, boucher de la Porte, et autant par son habileté que par la protection de son beau-père, avait été jugé digne de remplacer Nicosias, et comme médecin de Sa Hautesse, et comme grand drogman.

Envoyé bientôt après à Carlowitz avec le reis-effendi pour la rédaction du traité, il s'y conduisit avec tant d'adresse qu'il se concilia la faveur des deux parties

contractantes. Après la signature du traité, l'empereur d'Allemagne lui donna vingt-cinq mille écus, et lui fit présent du corps complet de l'histoire byzantine; le Sultan le créa muharemi esrar (garde-des-sceaux) et l'autorisa à prendre le titre d'Illustrissime, ἐλαμπρότατος. De ce moment, le fils de Panteli le colporteur, le gendre du boucher Scarlatos domina dans Constantinople.

La fuite de Cantimir, la mort de Brancovano, décapité à Constantinople, offrirent aux Phanariotes une nouvelle occasion de fortune. Nicolas Maurocordato, fils d'Alexandre, fut nommé hospodar de Valaquie; Michel Racoviça, créature des Phanariotes, reçut en partage la Moldavie. Tous deux entrèrent dans les principautés en traînant à leur suite une foule de Grecs de bas étage, parasites éhontés, accourant à la curée des places. Pour satisfaire tous ces appétits, et en même temps pour environner sa dignité de cet éclat superficiel qui plaît à la vanité des Grecs, Nicolas Maurocordato transforma les fonctions domestiques en grandes charges d'honneur, et l'on vit se former la hiérarchie ridicule d'une noblesse d'antichambre. Parmi les histrions, les marchands de limons ou de nougat qu'il a ramassés dans les rues de Constantinople, les uns deviennent devictar (garde-écritoire), caftandji (chef de la garde-robe), thsohodar baschi (grand valet chargé de présenter les babouches), rahtivar baschi (grand distributeur de chaises); les autres cafedji baschi (grand cafetier), scherbedji baschi (grand donneur de sorbets), tschubukdji baschi (grand allumeur de pipes), peschkirdji baschi (grand porte-essuie-main). C'est un gouvernement de mascarades et de frivoles accoutrements.

Il est de règle que la vanité dans les petites choses ait pour compagne la tyrannie : la faiblesse d'esprit est toujours cruelle. Aussi les boyars indigènes furent-ils indignement sacrifiés aux allumeurs de pipes et aux porte-essuie-mains. Il est vrai qu'on les a d'abord séduits en allongeant leurs titres avec de pompeuses épithètes. Ils sont divisés en trois classes ; la troisième ne donne que le simple titre de boyar; dans la seconde ils s'appellent boyars-archondas, dans la première boyars-archondas-protipendadas. Mais à la grandeur du titre correspond bientôt la rigueur des persécutions ; car le protipendada offre de plus riches dépouilles que l'archonda, l'archonda que le simple boyar.

Parmi les grands, ceux en qui espérait le parti national furent les premiers frappés. Radu Dudesco et Michel Cantacuzène, saisis chez eux, furent envoyés à Constantinople et décapités. Ils avaient de grands biens ; Maurocordato s'en empara. Il comptait sur des mécontentements pour sévir et piller encore. Mais les boyars se taisent, et leur silence est pris pour une menace. Tous ceux qui ne flattent pas, passent pour conspirateurs. Les victimes ne s'offrent pas d'elles-mêmes : le prince dresse des listes de proscription ; proscription de ceux qui regrettent, de ceux qui espèrent, de ceux qui cachent leurs pensées, et surtout de ceux qui possèdent. Les plus riches boyars sont jetés en prison, et bâtonnés sous la plante des pieds, jusqu'à ce qu'ils livrent les titres de leurs domaines. Puis ils sont chassés du pays, nus et dépouillés. Déjà plusieurs d'entr'eux, exilés volontaires, s'étaient réfugiés en Transylvanie. Là, du moins, ils n'avaient à redouter que la misère.

Racoviça en Moldavie use des mêmes persécutions envers les partisans de Cantimir. Dans les deux provinces, tout ce qu'il y a d'énergique chez les boyars, abandonne une terre souillée. Parmi ceux qui restent, les plus honnêtes cherchent à s'effacer; les autres font concurrence aux misérables valets de Constantinople, copient les Grecs dans leurs costumes comme dans leurs bassesses, se drapent en longues robes orientales, chaussent les babouches, se coiffent de l'ischlik, et passent leurs journées étendus sur des sofas, éventés par des esclaves, et s'enivrant des vapeurs parfumées du narguilé. Le boyar n'est plus qu'un oisif voluptueux, déguisé en Grec. Seulement il gémit de ne pouvoir garnir de drap rouge l'intérieur de ses babouches; c'est une distinction réservée au seul hospodar.

Mais il se console dans l'énormité de son calpac, bonnet composé de sept à huit fourrures d'agneaux noirs, écorchés avant la naissance (1). Ce bonnet en forme de ballon, est débordé à la sommité par une banderolle rouge, qui indique la classe à laquelle appartient le boyar.

La circonférence ordinaire de ces calpacs est de cinq pieds. Mais comme le rang et le mérite d'un boyar se jugent à l'ampleur des bonnets, c'est à qui leur donnera les plus vastes proportions. On voit des boyars ne pouvoir admettre à côté d'eux un ami dans leur voiture, tant leur coiffure ridicule occupe d'espace (2).

Les descendants de Michel le Brave et d'Étienne le

(1) On éventre les brebis pour avoir ces peaux précieuses.
(2) Zallony, Essai sur les Phanariotes.

Grand, n'ont plus de pensées que pour les raffinements de luxe. Le prix de leur garde-robe représente un capital qui ferait vivre plusieurs familles; les équipages, les bijoux, la vaisselle, le mobilier équivalent à de grands patrimoines. De son côté, le Grec de la suite du prince, lutte avec eux d'éclat et de vanité, se fait donner le titre de boyar, et prend souvent jusqu'au nom de l'homme qu'il a volé.

Mais les paysans roumains qui ne reçoivent aucun rayon du soleil grec, ne sont pas flétris dans la serre chaude de la corruption. Ils maudissent les boyars, ils maudissent les Phanariotes, et, appelant de leurs vœux le secours de l'étranger, de quelque côté qu'il vienne, ils saluent avec enthousiasme les victoires du prince Eugène. Après la journée de Péterwaradin, les impériaux se présentent à la frontière valaque; les paysans les accueillent comme des libérateurs, et la nouvelle s'en étant répandue dans Bucharest, un cri de joie retentit dans toute la ville : « Les Allemands! les Allemands! » Malheureux pays, pour qui, durant près d'un siècle, l'invasion doit être une espérance! Après les Allemands, il invoquera les Russes, pour ne rencontrer encore que de plus cruelles déceptions. Le dernier protecteur fera regretter le premier; et les dernières haines ne seront que trop justifiées.

Cependant le colonel autrichien Dettin pénètre dans le pays à la tête de douze cents hommes. Les paysans valaques le rejoignent en foule; les boyars réfugiés les suivent, et leur exemple entraîne quelques-uns de ceux qui servaient Maurocordato. Le boyar Golesco, commandant de la cavalerie, passe avec ses troupes du coté des réfu-

giés, et tous ensemble, Allemands, paysans et boyars, pénètrent dans Bucharest, massacrent les Turcs, et surprennent le fermier-général Maurocordato en robe de chambre. L'officier autrichien l'arrache à la vengeance des Roumains, et le fait transférer à Hermanstadt, avec ses quatre enfants. Mais tous les dilapidateurs grecs que l'on rencontre sont sacrifiés sans pitié. Jean et Dimitri Chrysesco, l'un médecin de Nicolas, l'autre son grand postêlnic (maréchal), et tous deux ses cousins germains, se sauvaient, cachés sous des habits d'artisans; les paysans valaques les reconnaissent à leurs allures efféminées, et les mettent en pièces.

Les boyars moldaves, encouragés par le succès de leurs frères, appellent aussi les Allemands; et il leur suffit de l'appui de trois cents hussards pour mettre en fuite Racoviça, qui va chercher un asile chez le khan des Tartares.

Les Moldo-Valaques sortaient de leur léthargie, lorsque malheureusement les Turcs obtinrent la paix de l'Autriche. Ce fut encore la population roumaine qui fut offerte en sacrifice. Par le traité de Passarowitz, en 1718, l'Autriche prit possession du banat de Temeswar, qui renfermait douze cent mille Latins. La Dacie trajane s'en allait par lambeaux, et les Moldo-Valaques purent encore une fois reconnaître ce que vaut un protecteur.

La paix rendit la liberté à Nicolas Maurocordato; il revint en Valaquie avec le souvenir des affronts qu'on lui avait faits, et la persécution s'accrut par le ressentiment. Il a vu se réveiller la nationalité roumaine: il faut que cette nationalité disparaisse, et qu'il n'en reste plus de traces ni dans les lois, ni dans les écoles. Guerre à la grammaire

nationale ! Les boyars doivent renoncer à la langue de leurs pères. Avec les raffinements de l'hellénisme, les archondas et les protipendadas oublieront mieux leur origine. Rien ne rappellera plus les soldats de Trajan. Les écoles nationales sont fermées ; la langue roumaine est bannie de la cour comme un honteux jargon ; la proscription se poursuit dans les salons, gagne jusque dans les boutiques ; l'atticisme du phanar si bien de mise dans le beau monde, offre aussi plus de ressources aux friponneries du commerce. Le paysan seul reste fidèle aux souvenirs de l'Italie, et son opiniâtreté, que l'on traite d'abrutissement, conserve la parole des aïeux ; la langue roumaine a pour asile le dur sillon trempé de larmes et de sueurs, d'où elle devra un jour ressortir comme un signe de rédemption.

Mais l'œuvre serait incomplète, s'il restait encore des milices nationales : elles sont licenciées, et le tyran prend pour gardes des Turcs et des Albanais.

Grégoire Ghika, autre drogman de la Porte, est installé en Moldavie. Racoviça revenu des bords du Dniester à Constantinople, demande en compensation le fermage de la Valaquie ; car Nicolas vient de mourir, et c'est son neveu Constantin Maurocordato qui occupe sa place. Mais à Constantinople tout est question d'argent ; Racoviça offre de doubler le tribut et compte d'avance cent cinquante mille piastres ; il obtient sa nomination. Maurocordato accourt à Constantinople, fait une riche surenchère, regagne sa dignité et rentre à Bucharest quatre mois après en être sorti. Ainsi se faisait le trafic des principautés, et c'était le peuple valaque qui payait les frais du marché. La Porte trouvait son compte aux

changements, et comme le terme du bail n'était point fixé, on l'annulait volontiers pour le céder de nouveau. C'est ainsi que Constantin Maurocordato fut dépossédé six fois, et six fois replacé, payant chaque fois sa bienvenue aux dépens du pays. Enfin, le changement était si productif pour la Porte, qu'il devint une règle. Aucun règne hospodaral ne dura plus de trois ans; beaucoup finirent plus tôt.

Cependant les phanariotes rencontraient encore des résistances chez quelques boyars indigènes, qui, dédaignant de se mêler aux courtisans de Bucharest, vivaient retirés dans leurs domaines, et luttaient par leurs richesses contre l'influence étrangère. Ces richesses consistaient surtout dans le nombre des paysans en servage qui cultivaient leurs vastes propriétés. Constantin Maurocordato voulut affaiblir les boyars en les appauvrissant, et, pour mieux réussir, il se donna des apparences de réformateur. Par une loi du 5 août 1746, il décréta l'abolition du servage, et annonça aux paysans qu'ils étaient délivrés de leurs tyrans. Mais les paysans virent bientôt ce qu'étaient les bienfaits d'un Grec.

D'abord ceux qui restèrent cultivateurs furent soumis aux obligations suivantes :

Travailler vingt-quatre jours pour le propriétaire du sol;

Lui donner la dîme des semailles, foins, fruits et ruches;

Lui payer certains droits de pâturage; demander la permission de l'autorité pour changer de domicile.

Constantin, en même temps qu'il enlevait aux boyars indigènes la propriété de leurs serfs, faisait de ces prétendus affranchis la propriété de l'État, c'est-à-dire du hos-

podar. Soixante mille paysans furent classés à part sous le nom de *scutelnici*. Les scutelnici sont des hommes attachés à tel ou à tel boyar, auquel ils sont tenus de donner tout le produit de leur travail, chacun jusqu'à concurrence de quatre-vingts piastres par an, ou environ trois cent vingt francs. C'est ainsi que se réalise l'affranchissement de la glèbe. Mais le but politique est atteint, et la comédie a son véritable dénouement. Les boyars indigènes sont dépouillés et les boyars phanariotes s'enrichissent de leurs dépouilles. Car c'est le prince qui en dispose, et le servage renaît sous une autre forme au profit de ses favoris.

Les scutelnici ne sont pas des esclaves, mais des machines à récoltes. Leur corps est libre, mais leurs bras appartiennent à un autre. Ils sèment et ne recueillent pas ; ils produisent et ne consomment pas. Partout ailleurs, l'esclave est nourri par son maître; ici c'est le maître qui reçoit sa nourriture ; les scutelnici paient chaque jour le prix de leur servitude, ainsi que Tacite le disait de la Bretagne : *servitutem suam quotidie emit, quotidie pascit.*

Monstrueuse invention du génie phanariote ! Il livre un homme comme une quotité de rentes, et appelle cela le rétablissement de la liberté.

Chaque boyar, selon sa classe, perçoit un certain nombre de têtes; dix pour le simple boyar, cinquante pour le protipendada. C'est le minimum légal, compensation pour l'abolition du servage. Mais le maximum est illimité; de sorte que les phanariotisés en reçoivent par troupeaux, selon le degré de leur dévouement à l'étranger. Jamais on n'imagina ressource plus infâme pour récompenser ou corrompre.

Toute fonction publique donne aussi droit à des scu-

telnici; et comme, pour multiplier leurs créatures, les phanariotes ont multiplié les fonctions, on augmente en proportion le nombre des hommes-machines. Le banat de Craïova a cent cinquante scutelnici; le grand vornic (juge), cent vingt; le grand logothète (chancelier), quatre-vingts; le spathar (général en chef), quatre-vingts; le vistiar, quatre-vingts, etc. Tout cela indépendamment du traitement fixe, qui varie de trois à soixante mille piastres. Or, les fonctionnaires étant en Valaquie au nombre de onze cent soixante, qui reçoivent, terme moyen, chacun cinquante scutelnici, il s'en trouve cinquante huit mille répartis parmi eux, produisant, à raison de quatre-vingts piastres par tête, la somme de dix-huit millions cinq cent soixante mille francs. Monstrueuse taxe des pauvres, perçue par le riche!

Autre résultat de l'iniquité : les scutelnici étant exempts de toute contribution envers l'État, puisque leurs contributions appartiennent aux particuliers, on augmente, pour faire équilibre dans les coffres du trésor public, la capitation des paysans colons ou fermiers. Ceux-ci, ne pouvant satisfaire aux exigences du fisc, émigrent par milliers. Beaucoup cherchent un refuge dans le brigandage, et redemandent à la violence ce que la violence leur a ravi. Un recensement, fait peu de temps après cette prétendue réforme, est le plus sanglant acte d'accusation contre le gouvernement des phanariotes. Au lieu de 147,000 familles contribuables en Valaquie et de 112,000 en Moldavie, il ne s'en trouve plus dans le premier pays que 70,000, et 50,000 dans le second (1). Quelques années ont suffi pour cet immense dépeuplement.

(1) M. Vaillant, La Romanie.

Auprès de tout autre que le phanariote, cette leçon eût été assez significative pour amener un soulagement. Mais le phanariote n'entend pas diminuer ses revenus : le déficit de la population est de moitié ; il double la capitation, et la balance se fait. Il imagine, en outre, un nouveau moyen de contrainte par l'établissement du *ludé;* c'est la division des contribuables par corps de dix familles, toutes solidaires les unes des autres.

Cette intolérable tyrannie met le comble aux mécontentements ; le peuple, à bout de patience, menace de se soulever. Pour le calmer, les phanariotes semblent lui offrir des garanties, en nommant auprès de l'agent fiscal de chaque cercle un autre agent chargé de le contrôler ; l'un des deux est Grec, l'autre est Roumain. Le peuple place son espoir dans l'intervention de son compatriote. Mais bientôt les deux collègues, las d'une surveillance réciproque, d'une hostilité qui les tient en éveil, se rapprochent, s'entendent, se serrent la main, font la paix, et la ratifient dans une malversation commune. Chaque cercle y gagne d'avoir deux exacteurs au lieu d'un.

Le peuple valaque croyait avoir depuis quarante-huit ans épuisé toutes les souffrances humaines. Etienne Racoviça, fils de Michel, lui fait voir que la tyrannie phanariote est féconde en ressources. Comme le Satan de Milton, elle creuse dans l'enfer un enfer plus profond :

« And in the deepest hell a deeper hell. »

Avec Satan encore elle aurait pu répéter : « Je suis moi-même l'enfer. »

« Myself am hell. »

Mais la patience, la léthargie même a ses limites. Le

peuple de Bucharest sort de son opprobre, abandonne ses tanières, s'arme de pioches, d'épieux, de haches et de pierres, court aux églises, sonne le tocsin, enfonce les prisons, délivre les victimes du fisc et inonde de ses masses furieuses toutes les rues de la ville; ses cris énergiques ébranlent les fenêtres du palais : « A bas les « phanariotes ! paix au peuple! grâce aux boyars! » Racoviça tremblant veut composer avec la foule. Les phanariotes réfugiés au palais l'en dissuadent; ils savent que toute concession serait pour eux un signal de mort, et l'exhortent à faire charger le peuple par ses Albanais. Les ordres d'exécution sont aussitôt transmis à ces féroces satellites. Ils se précipitent sur les masses compactes, y font par leurs nombreuses décharges de sanglantes trouées, et la foule, sans armes, quoique luttant avec désespoir, se disperse meurtrie et décimée, laissant aux portes du palais des milliers de cadavres. L'insurrection est comprimée; mais le bruit en retentit jusqu'au Bosphore; Racoviça est rappelé, et bientôt après il reçoit le cordon fatal (1765). Les Valaques sont vengés, mais sans aucun soulagement.

D'ailleurs les Grecs qui les gouvernaient n'étaient pas seuls à s'engraisser de leurs dépouilles ; ceux de Constantinople venaient encore périodiquement les dévorer. Par suite de ses usurpations successives, la Porte s'était attribué le monopole de toutes les productions du pays. Les paysans étaient en conséquence obligés d'envoyer tous leurs grains à époque fixe sur les marchés de Galatz et d'Ibraïla. Il en résultait un ruineux déplacement qui n'était que le moindre de leurs maux ; car ils étaient à la discrétion des *capenléis*, marchands grecs formant une corpo-

ration privilégiée, qui avait le commerce exclusif des denrées et comestibles. Ceux-ci se présentaient munis de firmans du grand seigneur, qui fixaient arbitrairement le prix de chaque denrée. Ce prix ne s'élèvait jamais audessus du tiers de la valeur réelle de l'objet acheté.

Ce premier vol n'était pas suffisant. Le marchand grec trompait encore sur le poids, sur la mesure, et sur la qualité de la monnaie, faisant souvent ses paiements en espèces altérées. Si le paysan réclamait, il recevait des coups de bâton, trop heureux de regagner sa chaumière sans mutilation et avec un peu d'argent.

Les ruses commerciales du prince phanariote ne sont pas moins éhontées que celles des capenléis. Les décrets du sultan ont désigné la Valaquie et la Moldavie parmi les provinces qui doivent fournir aux approvisionnements de Constantinople. Suivant l'habitude, le hospodar reçoit un firman qui fixe la quantité des objets à fournir, avec le maximum du prix ; or, chaque firman est pour lui l'occasion d'une profitable spéculation. Si, en effet, l'ordre du grand seigneur contient une demande de cent mille charges de blé et de quarante mille moutons, le prince impose une fourniture de cinq cent mille charges et de deux cent mille moutons ; il expédie à Constantinople la quantité demandée ; pour le surplus qu'il a payé selon le tarif du firman, c'est-à-dire au tiers de la valeur, il le revend dans le pays au prix courant, et réalise ainsi des bénéfices considérables.

De même, si la Porte veut construire dans le pays, ou réparer une forteresse, elle demande par un firman dix mille ouvriers. Le prince phanariote s'arrange avec l'entreprencur nommé par la Porte : quinze cents ouvriers

seulement sont employés, et les habitants paient le salaire de dix mille.

La monnaie turque est rare dans les principautés, et presque toutes les transactions se font en monnaies étrangères. Le phanariote, par un decret, diminue la valeur représentative de ces dernières au moment où il va percevoir les impôts, et la rétablit par un autre décret à l'époque de ses paiements (1).

Faut-il s'étonner qu'avec de pareils moyens d'action, la fortune des hospodars fût assurée, malgré la courte durée de leur puissance? Aussi voyait-on à chaque nouvelle nomination, accourir autour de l'heureux élu, dans la maison du phanar, tout ce que Constantinople renfermait d'usuriers, de regrattiers, de marchands des rues, Grecs, Turcs, Arméniens et Juifs. M. Vaillant a résumé en quelques lignes le langage de ces vendeurs de services.

« Son illustre Grandeur a-t-elle besoin des économies » de son esclave, dit le juif; elles sont à elle, et son es- » clave ne lui demande que le fermage du tabac et du » ramonage. — Notre très haut Seigneur, dit le regrat- » tier, voudra bien accepter de son humble compatriote, » son indigne serviteur, ces limons et ces olives de Smyrne, » ce caviar de Thessalie, ces savons onctueux de Stam- » boul, et l'autoriser à le suivre dans ses États. — J'ai » des châles magnifiques qui ceindraient à merveille la » taille et la tête de mon grâcieux maître, des tsaqhirs et » des anteris qui lui donneraient un air de padischah, dit » un jeune Arménien beau et pudique comme une vierge, » et si sa Grandeur n'est pas satisfaite de son zaraf, je

(1) Zallony. Essai sur les Phanariotes.

» lui jure qu'elle n'aurait pas à se plaindre de moi.—Effendim, dit un Turc en fronçant le sourcil de honte de » courtiser un Giaour, j'ai du tabac d'Andrinople comme » tu n'en as jamais *bu*, des jasmins de Perse à t'en faire » un turban, des noix de No comme tu n'en as jamais » goûté, des imamès (embouts d'ambre), tels que tu pouvais les rêver à dix-huit ans; je veux être ton fournisseur, et je te traiterai en frère (1). »

Le phanariote accepte tout, et emmène tous ces fripons qui se paient avec usure en pillant le Roumain.

Chose triste à confesser! Les boyars surveillent avec une sollicitude non moindre les changements des hospodars, et s'empressent avec non moins de soumission auprès du favori du jour. Tâchant de se devancer mutuellement pour gagner ses bonnes grâces, ils lui transmettent à son avénement des présents magnifiques. Quelques-uns lui envoient à Constantinople les splendides équipages qui doivent servir à son entrée dans les principautés. D'autres lui offrent des sommes considérables. Les plus adroits ou les plus vils ont pour l'ordinaire en dépôt, chez les banquiers de Constantinople, de l'or qui doit être remis le jour même de la nomination, quel que soit le phanariote élu; courtisans par avance, et saluant le succès sans tenir compte de l'homme.

Quant aux boyars grecs, qui forment la suite ordinaire du prince, et président au service intérieur du palais, ils franchissent les dernières limites de la servilité. Ils n'approchent de sa personne que dans des postures d'adoration. S'il se lève pour traverser ses appartements,

(1) La Romanie, t. II, p. 246.

deux ou trois d'entre eux le saisissent à chaque bras, et le soulèvent de telle façon, qu'à peine il appuie à terre la pointe de ses pieds, tandis que d'autres portent avec révérence la queue de sa robe; et il s'avance ainsi sans faire agir un seul muscle. On le prendrait volontiers pour un paralytique, s'il ne roulait paresseusement entre ses doigts les grains d'un chapelet de haut prix.

A table, même inertie dans l'exercice de ses muscles; tous les mets lui sont servis découpés par morceaux; le pain même est fractionné en bouchées. Le coupary (officier-échanson) est debout derrière lui, tenant toujours à la main un verre à demi rempli, qu'au moindre signe il approche des lèvres du prince automate.

Il est une heure, le repas est terminé. A l'instant même un grand cri se fait entendre dans la salle où est le prince. Ce cri, poussé par un tchaouche (1) d'une voix de Stentor, appelle le café et le cafedji baschi (grand donneur de café); celui-ci à demi prosterné, présente la brune liqueur, dans une petite tasse enrichie de diamants. En même temps le tchaouche, se penchant à la fenêtre pousse un autre cri retentissant, qui informe la cité que son Altesse prend le café, et que l'instant qui va suivre est consacré au sommeil. Dès lors tout doit faire silence; Bucharest retient son haleine, afin qu'aucun bruit du dehors n'interrompe un auguste repos; et toute affaire est suspendue dans l'intérieur du palais. Trois heures se passent ainsi dans une torpeur générale; trois heures d'intermittence dans la tyrannie.

A quatre heures, le bruit des innombrables cloches de Bucharest annonce au peuple et aux grands, la solennité

(1) Maître de cérémonie en sous-ordre.

du réveil hospodaral et le droit pour tous de suivre ce grand exemple.

Il est difficile qu'un pays tant abaissé, ne se ressente pas longtemps de son abaissement. Ce ne sont pas les tortures matérielles, les vols, les dilapidations qui font périr un peuple. Ces plaies-là se guérissent : mais les plaies faites à l'honneur, à la dignité humaine, à l'estime de soi-même, déposent au fond de l'organisme des germes corrupteurs; la vitalité est atteinte dans ses meilleures parties, et le cœur, flétri par une longue atonie, n'a plus assez d'élasticité pour donner l'impulsion à un sang libre et généreux. Le règne des phanariotes a été pour la Moldo-Valaquie quelque chose de plus triste que la ruine, le deshonneur.

CHAPITRE V.

Nouvelle guerre entre la Porte et la Russie. — Intrigues des Russes avec les phanariotes. — Paix de Belgrade. — Propagande russe. Papaz-Oglou, Piccolo Stéphano et Germano. — Reprise de la guerre. — Traité de Kaïnardji. — Première apparition du protectorat russe. — La Bucovine incorporée à l'Autriche. — Prise de la Crimée par Catherine. — Nouvelle guerre. — Énergie de Maurojeni, hospodar de Valaquie. — Les chevaux faits boyars. — Mort de Maurojeni.

A défaut du sentiment moral, les souffrances matérielles ont leur côté efficace ; elles réveillent les colères par la douleur, et la douleur qui veut un soulagement excite à la révolte. Accablé, épuisé, affamé, le peuple roumain cherche à qui s'adresser. Le moscovite se présente avec des promesses trompeuses, le roumain tend la main au moscovite. Bientôt encore le peuple roumain sera cruellement puni de n'avoir pu se suffire à lui-même.

Au commencement de 1736, la guerre recommence entre la Porte d'un côté, la Russie et l'Empire de l'autre. Les provinces roumaines du Danube vont être le théâtre des combats ; elles sont pour les deux puissances chrétiennes le véritable objet de la guerre. Leur pensée se trahit aux premières négociations qui se font à Niemirow au mois d'août 1737. L'empereur consent à la paix

moyennant la cession des principautés; la Russie plus adroite demande « que les principautés soient déclarées indépendantes sous sa protection. » Première expression officielle de la politique du protectorat dont elle doit user avec une si constante perfidie !

La Porte rejette avec dédain l'une et l'autre proposition.

C'est alors que la Russie commença ses intrigues avec les phanariotes, qui seront presque toujours désormais ses auxiliaires secrets. Le colonel Repnin fut envoyé à Constantinople auprès de Grégoire Ghika cousin et délégué du hospodar de Moldavie. Dans de secrètes conférences, il demeura convenu entre eux qu'au printemps de l'année suivante, Grégoire ferait ouvrir la Moldavie aux Russes, et faciliterait l'entrée des Impériaux dans la Valaquie. Ils avaient pour complice le chef des fourreurs de Constantinople, Janaké Ypsilanti. Mais des phanariotes rivaux veillaient sur les conspirateurs; ils furent dénoncés au divan, qui fit étrangler Ypsilanti et décapiter Grégoire Ghika.

La Russie cependant n'avait pas besoin de conspirer. Le meilleur appui pour elle était le malheur du pays. A son entrée dans la Moldavie, au printemps de 1739, le feld-maréchal Munich vit accourir au-devant de lui les paysans et les boyars; l'archevêque métropolitain Antoine marchait à leur tête. Tous le saluaient de leurs félicitations, l'accompagnaient de leurs vœux, l'aidaient de leurs services. Son armée reçut des vivres en abondance, ses soldats furent accueillis en frères dans toutes les maisons, et des bataillons de volontaires roumains vinrent grossir ses rangs.

Cependant la paix se fit à Belgrade en 1740, et aucune garantie contre la vengeance des Turcs ne fut stipulée en faveur des Roumains. Bien plus, Munich, accueilli en libérateur, livra leurs campagnes à la déprédation de ses soldats, leva en se retirant une contribution de guerre sur Jassy, en la menaçant des flammes, et lorsqu'il franchit le Pruth, envoya ses bandes dans les districts de Choczim et de Cernowitz, pour enlever des milliers d'habitants à titre d'esclaves, lesquels furent partagés et vendus, hommes, femmes et enfants, au profit des pillards.

La paix n'empêcha pas toutefois la Russie de poursuivre ses ténébreuses menées. Catherine profondément pénétrée de l'esprit du testament de Pierre le Grand, mit en jeu la propagande religieuse dont Cantimir avait révélé la puissance. De mystérieuses révélations vinrent à l'appui des intrigues cléricales. En ces temps circulait à Constantinople le bruit d'une prophétie, probablement inventée par les Russes, qui annonçait que Stamboul devait être prise par *les enfants de la couleur jaune*. De leur côté les popes de la Russie répandaient une prophétie analogue : « Les chrétiens seront délivrés par un peuple de race blonde : » De secrets émissaires propageaient cette formule, se répandaient dans les contrées où domine le rite grec, exaltaient les esprits, annonçaient l'heure prochaine de la délivrance, et appelaient tous les chrétiens à l'espoir et à la révolte.

Outre les agents secondaires qui agitent les campagnes, trois émissaires, de plus haute importance, apparaissent à la fois sur trois points différents.

L'un est un Grec thessalien, Papaz-Oglou, capitaine

d'artillerie au service de la Russie, qui, sous le prétexte d'un congé pour régler des affaires de famille, parcourt les côtes de l'Adriatique, la Thessalie et le Péloponèse. Il est chargé de préparer l'insurrection grecque, insurrection qui doit satisfaire en même temps l'ambition de Catherine et ses affections de cœur. Un de ses amants, Stanislas Poniatowsky, vient d'être élevé au trône de Pologne. Orloff, qui a les mêmes états de service, voudrait le trône de la Grèce.

Le second émissaire doit agir sur la Serbie, la Croatie et le Monténégro. Celui-là est tout mystère; on ne sait d'où il vient, ni qui il est. Il a fait son apparition subite, en habit de moine, dans les montagnes du Monténégro, guérissant les malades, conciliant les familles, prêchant l'oubli des discordes, au profit d'une plus sainte cause. Il se donne le nom de Picolo Stéphano; mais les Monténégrins se persuadent que ce nom cache celui d'un grand personnage, et parmi les bruits qui circulent sur son compte, le plus accrédité le désigne comme Pierre III de Russie, échappé aux poignards des assassins.

L'étranger, dans ses discours, ne contredisait pas cette supposition, et semblait même vouloir l'encourager par ses manières. Les traits de son visage étaient cachés sous l'ampleur d'un bonnet fourré, comme s'il eût craint d'être reconnu; et dès lors on crut le reconnaître. Plusieurs officiers monténégrins, qui avaient servi en Russie, affirmaient l'identité. Malgré l'énorme bonnet, ils avaient cru entrevoir au milieu du front cette veine remarquable qui signalait le prince.

Cette illusion favorisait les projets de Stéphano; et il s'en servit pour prêcher ouvertement en faveur de la

Russie. « Reconnaissez, disait-il, la race blonde qui doit vous sauver. En vérité, en vérité, je vous le dis, moi qui suis Stéphano, petit avec les petits, méchant avec les méchants, bon avec les bons.» Son crédit devint bientôt si grand, qu'il put, par des édits, lever des contributions qui lui étaient apportées avec le plus joyeux empressement. Il promettait, en retour, de faire entrer ses partisans dans les murs de Constantinople, avant une année révolue. « Là, disait-il, on saura qui je suis. »

On s'étonnait cependant dans le monde politique de voir Catherine impassible, elle qui avait montré de sérieuses alarmes à la venue d'un autre faux Pierre III, Pugatscheff, qu'avaient favorisé les cosaques du Don. C'est que Catherine avait le secret du moine. Le fantôme, cette fois, était son ouvrage.

Enfin, le troisième émissaire doit soulever les principautés roumaines. C'est aussi un Grec, un soldat couvert du frac. On le croit colonel au service russe; il se nomme Germano. Sous prétexte d'un pèlerinage religieux aux monastères, il visite tout le pays. Partout il est reçu avec empressement par les moines et les boyars, et partout ses discours sont des accents de compassion sur les malheurs des Roumains, des promesses d'indépendance prochaine et des paroles de confiance en la puissante Russie. « Frère, disait-il à l'archimandrite du monastère d'Argis, frère, l'Europe vous a oubliés, vous ne pouvez lutter à la fois contre les Hongrois, les Turcs et les Tartares; la Pologne, près de sa ruine, ne peut plus rien pour vous. Pourquoi ne pas vous jeter dans les bras de la Russie? Elle est chrétienne, vous le savez, elle est orthodoxe ; avec elle,

» vous conservez votre langue, votre nationalité, votre
» foi. Croyez-moi, la Russie veut vous sauver, elle veut
» être votre mère et elle le sera malgré vous. »

En même temps, Germano se lève, tire de son sein un médaillon suspendu à un large cordon rouge, le baise, et s'incline avec respect. C'était le portrait de Catherine. « Permettez-moi, dit-il en le passant au cou de
» l'archimandrite, de vous décorer du portrait de notre
» mère, et veuillez l'accepter comme un témoignage de
» son estime et de la confiance qu'elle a daigné mettre
» en votre sainteté (1). »

L'archimandrite ému, promet son concours, prête serment à Catherine, et tous deux vont à Bucharest chercher des prosélytes. Ils ne pouvaient manquer d'en trouver. Les boyars indigènes, éloignés des emplois, appauvris par les confiscations, appellent le peuple à la révolte. La misère le rend prompt à saisir toute occasion : en un instant, tous les paysans sont debout, saccageant les domaines des phanariotes, arrachant les vignes et les blés, mutilant les arbres et détruisant les biens dont la jouissance leur est interdite. Les phanariotes, consternés, fuient ou se cachent, et dans le premier moment de surprise, les Turcs n'osent agir. Mais il n'y avait dans ce mouvement que le désordre de la colère. Aucun chef régulier, aucune main prévoyante ne dirigeaient les insurgés; et les Russes, en qui l'on comptait, étaient encore bien loin. Quelques troupes turques apaisèrent une tentative mal engagée, mal conduite, et la

(1) M. Vaillant, La Romanie, t. II, p. 218.

propagande de Germano ne fit qu'amener un redoublement de persécutions.

Les résultats furent semblables dans le Péloponèse; au lieu d'un trône, Orloff dut se contenter de la moitié du lit impérial; et encore partageait-il avec une foule de concurrents, car il y avait chez Catherine la Grande beaucoup d'appelés et beaucoup d'élus.

Dans le Monténégro, l'insurrection fut mieux conduite. Piccolo Stéphano fortifiant les passages des montagnes, élevant des redoutes sur les hauteurs, fit pendant quatre ans, aux Turcs, une guerre opiniâtre, régnant en souverain, et ne perdant rien de son prestige. Mais l'explosion d'une mine lui ayant fait perdre la vue, ses compagnons découragés se dispersèrent, et il fut égorgé la nuit par un de ses serviteurs, Grec de naissance, gagné par le pacha de Scutari.

Cependant ces insurrections, agissant à la fois par les mêmes instruments, sous la même direction, éveillent l'indignation du Sultan. Dans toutes ces menées, il a reconnu la main des Russes. « Allah! s'écrie-t-il avec colère, je saurai bien punir ces infidèles. » Il fait aussitôt enfermer aux Sept-Tours l'ambassadeur de la Czarine, et donne ordre à son grand-vizir de partager ses troupes en trois corps d'armée, de diriger l'un sur la Pologne, l'autre sur l'Ukraine, le troisième vers le Caucase.

La Moldavie devint le théâtre de la première lutte; mais cette fois les Russes s'étaient ménagé la coopération du hospodar Constantin Maurocordato. Ils n'avaient pas besoin d'ailleurs de l'appui de ce traître; l'abominable régime phanariote disposait trop bien le peuple à courir vers l'étranger. Les Russes furent reçus en libérateurs;

dans un mémoire, adressé à la Czarine, les Moldaves implorèrent sa protection et lui firent offre de contributions en hommes et en argent. Le pays tout entier se mit à la discrétion des Russes ; leurs soldats furent traités en frères, les Roumains s'enrôlèrent sous leurs drapeaux, et l'énergique concours des habitants facilita leurs triomphes. Les Turcs furent entièrement chassés de la Moldavie.

Dans la Valaquie se rencontrent les mêmes sympathies. En y pénétrant, l'avant-garde des Russes voit marcher à côté de ses commandants l'archimandrite du monastère d'Argis et le spathar Parvu Cantacuzène, devenu général de Catherine. Partout les portes sont ouvertes aux libérateurs, et ils pénètrent dans Bucharest sans brûler une amorce. La garde albanaise du hospodar Grégoire Ghika s'est enfuie, et ce dernier, après s'être tenu caché pendant trois jours au fond d'une boutique, est découvert dans sa retraite, et envoyé à Saint-Pétersbourg.

A la nouvelle de cette marche triomphale, et surtout de la part joyeuse qu'y prenaient les Roumains, le Sultan fut saisi d'une telle colère, qu'il rendit un fetva par lequel il menaçait d'esclavage tous les habitants des principautés, et livrait comme une double proie à ses armées la Valaquie et la Moldavie, avec pleine liberté de dépouiller, d'incendier et d'égorger. Ce fetva n'eut d'autre résultat que de raffermir les Roumains dans leurs dispositions.

La petite Valaquie cependant est encore aux mains des Turcs, et le ban de Craïova, Manuel Rosetti, les seconde avec énergie. Même lorsqu'après plusieurs défaites, ils l'abandonnent à ses propres ressources, il se défend avec

une opiniâtre résistance; il faut pour le dompter toutes les forces réunies des Russes. Il est enfin obligé de gagner les montagnes, et se retire à Hermanstadt.

A la fin de 1770, il ne restait plus un seul Turc dans les deux principautés, et l'administration demeurait aux mains des généraux russes. Le feld-maréchal Romanzoff composa, avec quelques boyars de chaque capitale, un haut divan ou conseil suprême chargé de la direction des affaires. Il se réservait d'indiquer lui-même les réformes à introduire, les abus à combattre et les hommes à employer. Le divan était composé de deux grands-vornics pour la justice, du grand-spathar pour l'entretien des routes et le service des postes, du grand-vistiar pour le recouvrement des fonds publics, enfin du grand-logothète de l'intérieur pour les différentes branches de l'administration (1). L'archevêque métropolitain et les évêques furent aussi, suivant les usages du pays, admis à faire partie du divan.

Les choses durèrent ainsi jusqu'à la paix de Kaïnardji; ce fut quatre années d'occupation militaire, et cependant, auprès de l'affreux régime des phanariotes, ce fut pour le pays quatre années de soulagement. Il y avait des contributions de guerre, des corvées personnelles, mais il y avait des limites à l'arbitraire; l'étendue des sacrifices pouvait se mesurer, et la barbare discipline des Russes avait au moins une apparence d'ordre, que faisait apprécier le souvenir d'effroyables déréglements.

Catherine, empressée de recueillir le fruit de ses succès, faisait des offres de paix au commencement de 1772,

(1) M. Vaillant, La Romanie, t. II, p. 229.

à la condition que le trône de la Moldo-Valaquie serait donné à Stanislas Ponyatowski, et qu'à la mort de celui-ci les deux provinces seraient mises sous la protection de la Russie. Le premier partage de la Pologne venait d'avoir lieu, et l'infortuné Sigisbé avait besoin d'une compensation.

La Porte ne voulut pas écouter ces propositions. Elle était d'autant mieux encouragée dans sa résistance, que Marie-Thérèse venait de lui faire déclarer par son ministre Kaunitz qu'elle ne souffrirait jamais que la Russie prît possession des principautés. Elle ne disait pas, il est vrai, les motifs de cette magnanime résolution. Comme héritière du royaume de Pologne, elle prétendait avoir des droits sur la Moldavie; comme reine de Hongrie, des droits encore plus directs sur la Valaquie.

Cependant la Russie ne se rebuta pas. Au congrès tenu à Foekshani, au mois d'août 1772, elle offrit de nouveau une paix perpétuelle, à la condition que les principautés seraient déclarées indépendantes sous la garantie de plusieurs puissances de l'Europe. L'exemple de la Pologne était encore trop récent pour que la Turquie pût ignorer ce que voulait dire une telle garantie : elle refusa encore.

Mais les deux empires avaient, depuis un demi-siècle, marché en sens inverse, la Turquie vers la décadence, le Russie vers le progrès. Partout les Ottomans éprouvent des revers, et à leurs désastres extérieurs se joignent des déchirements intérieurs. Les janissaires, en pleine révolte, déposent le sultan Mustapha III; le palais est le théâtre de sanglants désordres; les finances sont épuisées; les pachas de la Roumélie et des provinces asiati-

ques sont en insurrection; la ruine de l'empire ottoman semble imminente; la Porte demande merci.

Les conférences eurent lieu à Kaïnardji. Ainsi l'avait ordonné, dans une insolente pensée, le feld-maréchal Romanzoff, parce que là était tombé, sous les coups des Ottomans, un de ses meilleurs généraux, le brave Weiszemann.

Le traité de Kaïnardji, conclu en 1774, doit faire époque dans les annales de l'Orient. C'est de là que date la suprématie de Saint-Pétersbourg sur Constantinople.

Les clauses générales sont significatives : la liberté de la navigation dans la mer Noire et la Méditerranée, avec des avantages considérables pour le commerce russe; le droit de consulat dans les provinces de l'empire ottoman; la construction d'une église grecque à Péra; le droit pour la Czarine de protéger la religion et les églises grecques. C'est cette dernière clause surtout qui doit féconder les intrigues et offrir de constants prétextes aux agressions. La guerre actuelle en est une dernière preuve.

Le baron de Thugut, qui assistait à la rédaction du traité comme représentant de l'Autriche, ne se dissimulait pas les dangers que préparaient de si graves concessions.

« Ce traité, écrivait-il, est un modèle d'habileté de » la part des diplomates russes et un rare exemple de » simplicité de la part des négociateurs turcs. Aux ter- » mes de ce traité, la Russie sera toujours maîtresse, » quand elle le jugera à propos, d'opérer des descentes » sur la mer Noire. De sa nouvelle frontière de Kirtch, » elle pourra conduire en quarante-huit heures un corps

» d'armée jusque sous les murs de Constantinople. Une » conjuration concertée avec le chef de la religion schis- » matique éclatera sans nul doute dans ce cas, et le » Sultan n'aura plus qu'à fuir au fond de l'Asie, en aban- » donnant le trône de l'empire ottoman à un possesseur » plus habile. La conquête de Constantinople par les » Russes pourra se faire à l'improviste, et avant que la » nouvelle en soit portée aux autres puissances chré- » tiennes (1). »

Le traité de Kaïnardji est aussi une date funeste pour les provinces de la Moldo-Valaquie ; car la Russie y introduit un droit de remontrances qui, sous des apparences d'amitié, doit être une voie ouverte à des usurpations successives.

L'art. 10 est ainsi rédigé :

« La Sublime-Porte consent encore que, suivant les circonstances où se trouveront les deux susdites principautés, les ministres de la Cour impériale de Russie puissent parler en leur faveur ; et la Sublime-Porte promet d'écouter ces remontrances avec l'attention et les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées. »

Qui croirait que sous ces paroles de modeste bienveillance se cachent les plus sinistres complots de la diplomatie ? La Russie seule en comprend le sens, la Turquie n'y voit qu'une banale formule ; les Roumains y lisent de riches promesses d'avenir, et leur aveugle reconnaissance les tient en disponibilité pour seconder toutes les entreprises des czars.

(1) M. Francisque Benoît : La Turquie et les cabinets de l'Europe.

Ils sont d'autant mieux trompés, que tous les autres articles sont faits en leur faveur : amnistie absolue et éternel oubli en faveur de ceux qui auraient nui aux intérêts de la Porte (art. 1[er]) ; liberté religieuse (art. 2); restitution des biens aux couvents et aux particuliers dépouillés (art. 3); droit d'émigration (art. 5); quittance des contributions arriérées (art. 6) ; exemption de toute contribution de guerre ; exemption de tout impôt pendant deux ans (art. 7); rétablissement du droit d'élection (art. 8); reconnaissance de l'autonomie (art. 9) ; telles sont les bienfaisantes stipulations qu'obtient en leur faveur la Russie victorieuse.

Mais tout cela n'est que trompeur; aucun article ne sera exécuté, excepté le 10[e], qui est pour la Russie le premier mot de tout un système. Qu'importe au Russe que la Porte soit fidèle à ses promesses? Il serait bien empêché, au contraire, si, à l'abri du traité, le calme et la liberté étaient rendus aux Roumains; car il ne pourrait pas faire usage de l'article 10. Il n'entre pas dans sa pensée de produire sérieusement le bien ; il veut seulement faire étalage de ses magnanimes intentions, afin que les opprimés aient encore recours à lui. L'article 10 est tout ; le reste est lettre morte.

On ne fut pas longtemps à s'en convaincre. En dépit de l'article 8 qui rétablit le droit d'élection, deux hommes du phanar sont encore nommés par la Porte, Ypsilanti en Valaquie; Grégoire Ghika en Moldavie. Les Roumains s'efforcent au moins d'exclure les Grecs qui viennent à leur suite pour s'emparer des places lucratives. Boyars et paysans s'opposent à l'entrée de ces faméliques, et invoquent l'assistance du colonel Peterson,

ministre de la Russie. Celui-ci feint de les seconder; mais les Grecs sont trop accessibles aux intrigues moscovites, pour que Peterson ait la maladresse de réussir. Les oiseaux de proie continuèrent à s'abattre sur les principautés.

Il faut avouer toutefois que les deux nouveaux princes comprirent mieux que leurs prédécesseurs le respect des propriétés et des personnes; mieux aussi que leurs successeurs. Ghika surtout cherchait à développer l'industrie et à introduire dans le pays des améliorations matérielles que n'avait jamais rêvées aucun phanariote. Il fonda des fabriques de drap à Piperig et à Nou-Philipesci, aux portes de Jassi, accueillit une colonie d'horlogers allemands auxquels il permit de bâtir un temple luthérien, fit rouvrir les collèges, construisit de nombreuses fontaines, et par un aqueduc amena les eaux de Cilica au monastère de Golia d'où elles approvisionnèrent toute la ville. Enfin, chose inouïe pour un phanariote! il se sacrifia à la défense d'une question nationale.

Pendant la guerre, les Russes avaient occupé la Bucovine. Le traité de paix les obligeant à restituer toutes leurs conquêtes, ils livrèrent cette province, en se retirant, aux troupes de l'Autriche, sans droit, sans conventions, sans rien qui pût autoriser ce manque de foi. La Porte réclama en vain : il eût fallu recommencer la guerre, et, après beaucoup de protestations inutiles, elle dut céder. Par trois conventions successives des 7 mai 1775, 12 mai 1776 et 25 février 1777, l'usurpation fut confirmée. Ce nouveau démembrement des populations latines enlevait à la Moldavie, outre de nombreux villages, les villes de Czernowitz, de Séret, ancien évêché catholique, et de Su-

ciava, dont Dragos, fils de Bogdan, avait fait sa capitale.

Grégoire Ghika, furieux de se voir dépouillé, proteste avec bruit, réclame par ses agents, sème l'argent parmi les impériaux et les osmanlis ; des deux parts l'argent est accueilli, mais non la réclamation. Grégoire s'emporte en menaces et en imprécations, et déniant au sultan le droit de disposer de la terre Roumaine, il refuse sa signature à l'acte de spoliation. On rapporte aussi que, pour donner une leçon aux ravisseurs, il suborna l'intendant de l'agent d'Autriche, pour qu'il lui vendît les chevaux et le carrosse de son maître. L'agent, mis à pied, ne put s'empêcher de comprendre cette leçon. « Vous avez raison, dit-il à Grégoire; mais prenez-y garde » (1) !

La menace ne resta pas vaine. Peu de temps après, un capidji-baschi est envoyé à Jassi avec des ordres secrets. Il surprend Ghika, le poignarde, fait embaumer sa tête et l'envoie à Constantinople. Elle y est clouée aux murs du sérail. La Porte voulait en faire un témoignage de trahison, et ce n'était pour elle qu'un témoignage de honte. En sacrifiant à l'Autriche un fidèle vassal, la Turquie provoquait elle-même la trahison, et prononçait sa propre déchéance (1777).

Grégoire Ghika a laissé dans les souvenirs des Roumains un nom exceptionnel parmi les phanariotes; c'est la seule victime que le phanar ait offerte à la cause nationale. Quatorze autres hospodars cependant furent étranglés ou décapités dans le cours d'un siècle ; mais ce fut à cause de leurs infidélités ou de leurs richesses.

Le droit de consulat stipulé par le traité de Kaïnardji

(1) M. Vaillant, La Romanie, t. II, p. 244.

n'avait pas encore été mis en vigueur. La Porte inquiète reculait l'accomplissement de cette clause. Ses alarmes n'étaient que trop fondées. Un diplomate russe est plus à redouter qu'une armée russe; c'est l'ennemi à l'intérieur, manœuvrant sous le drapeau de la paix. Mais Vienne joignait ses réclamations à celles de Saint-Pétersbourg; chacun des deux rivaux voulait s'introduire à demeure dans les provinces convoitées. La Turquie dut céder à cette double pression. Les consuls de la Russie et de l'Autriche s'établissent à Bucharest et Jassy dans le cours de l'année 1782; et, suivant l'usage des Musulmans, qui donnent à leurs hôtes la nourriture et le logement, ces agents reçus à contre-cœur, obtiennent cependant un *taïn* (subvention) proportionné à leur rang. Ce taïn est payé en scutelnici, hommes de divers états, bouchers, boulangers, porteurs d'eau, tapissiers, carrossiers, maréchaux ferrants, etc., qui doivent fournir la viande, le pain, l'eau, restaurer les meubles, entretenir les équipages, ferrer les chevaux, etc.; on y ajoute des *poslusnici* (1) chargés d'approvisionner la maison consulaire de grains, de foin, de volaille, de beurre, de fromage, etc.

Chaque consul a en outre le droit de se faire suivre de douze janissaires armés et de faire courir la nuit, à cheval, devant sa voiture, deux *massaladji* (porte-flambeaux (2).

Le premier soin des deux consuls fut de rivaliser d'ef-

(1) Les poslusnici étaient des paysans étrangers bulgares, serbes ou transylvaniens établis dans le pays. Les scutelnici étaient tous indigènes.

(2) M. Vaillant.

forts en faveur des principautés; ils appellèrent des améliorations, sollicitèrent des réformes, et firent, chacun de leur côté, si grand éclat de leur zèle, que la Porte les pria de se consulter pour formuler leurs demandes. De toutes ces spéculations sympathiques, il ne résulta que de faibles apparences de soulagement, entre autres la détermination fixe des redevances annuelles. La Valaquie paiera désormais à la Porte 349,500 piastres, la Moldavie 252,944. Ce n'était, à vrai dire, qu'une entrave à l'arbitraire de la Porte, mais non à l'arbitraire du prince phanariote. Celui-ci, en effet, ne diminua rien aux charges du pays; elles étaient en Valaquie de 3,350,000 piastres, en Moldavie de 2,587,006. Ainsi, cette prétendue réforme, en laissant moins à la Turquie, donnait davantage au prince et enlevait tout autant à la bourse du contribuable.

Aussi, la misère du paysan était-elle intolérable; on considérait comme riche, dit M. Vaillant, celui qui n'avait pas hypothéqué ses bœufs et sa charrue, qui portait blaude de toile, obiale de camelot, cuciula (coiffure) d'agneau, qui couchait sur une natte et mangeait avec un couteau sur des assiettes de bois. Les émigrations continuèrent, et des milliers de paysans de la Valaquie se retirèrent dans les montagnes et s'y tinrent cachés. Premières déceptions du protectorat russe.

Ailleurs le protectorat se démasquait encore mieux.

L'indépendance de la Crimée avait été demandée et obtenue par la czarine, au traité de Kaïnardji. C'était une mystification politique, assez semblable aux mystifications libérales dont elle amusait d'Alembert et Voltaire. Elle savait bien que l'indépendance du faible fait l'isole-

ment ; et dans ce pays, devenu libre par elle, ses agents semèrent le trouble, alimentèrent les haines entre les diverses branches de la famille souveraine des Khans, et couvrirent toute la Péninsule de désordres. Un Khan, protégé par la Porte, fut déposé ; celui qui le remplaça était une créature de la Russie, instrument aveugle, qui ne monta sur le trône que pour signer la cession de la Crimée à l'impératrice de toutes les Russies. Catherine fit trêve à ses idées philosophiques, et s'empara du pays qu'elle avait affranchi (1787).

L'indignation éclata à Constantinople ; le peuple entier demandait la guerre ; le divan ne put reculer. Mais l'empire ottoman était tellement affaibli que, pour ses ambitieux voisins, chaque prise d'armes semblait une occasion de partage. L'empereur Joseph II mit ses troupes en campagne, afin que la Russie ne tombât pas seule sur la proie.

En ce temps, les hospodars étaient Ypsilanti en Moldavie, Maurojeni en Valaquie. Le premier, d'accord avec les Russes, leur ouvre la Moldavie; car le dévouement aux Russes devient une tradition chez les Ypsilantis. Maurojeni est tout autre. C'est un Grec, mais étranger au phanar. Drogman de Hassan, capitan-pacha, c'est par son appui qu'il gagne le trône hospodaral. Avec toute l'intelligence du phanariote, il n'en a ni la cupidité ni la bassesse; avec tout l'orgueil du musulman, il en a conservé la féroce énergie. Pétraki, phanariote, avait été son compétiteur au trône de Valaquie. Au moment du départ, à la tête de son cortége, Maurojeni ordonne à son rival de baiser son étrier, et, apres l'avoir ainsi humilié, il lui fait trancher la tête en sa présence.

En Valaquie, sa venue est annoncée avec terreur : il semble dédaigner lui-même d'inspirer d'autres sentiments; car il méprise les boyars, il méprise les phanariotes et ne dissimule pas sa haine pour les partisans des Russes et des Autrichiens.

Au premier bruit de guerre, il se décide à repousser vigoureusement l'invasion. Un firman vient de l'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires, lorsqu'il apprend que les Autrichiens s'apprêtent à traverser le Séreth. Il assemble aussitôt les principaux boyars, leur fait lecture du firman, et les invite à prendre les armes et à monter à cheval. Ceux-ci, plus habitués aux cérémonies des antichambres qu'aux exercices des camps, s'excusent, l'un sur son inexpérience, l'autre sur son âge, un troisième sur sa dignité. « Faites amener trente chevaux, » dit Maurojeni à un homme de sa suite; et cinq minutes après, trente chevaux piétinent dans la cour.

Il descend; les boyars le suivent en silence. « A cheval, » leur dit-il. Aucun ne répond; tous baissent les yeux et s'inclinent. Maurojeni leur tourne le dos avec mépris; puis, s'adressant à chacun des chevaux : « Toi, dit-il, je te fais grand-bano; toi, grand-vornic, toi, grand-logothète; toi, grand-spathar, » et ainsi de suite, les titrant jusqu'au dernier. Puis, se retournant vers les boyars : « Allez, archondas, allez, protipendadas, il est l'heure de diner! »

Cependant, il sait que ce n'est pas la crainte seule qui les fait reculer. Plusieurs réservent leur concours aux Russes; il fait saisir ceux qu'il soupçonne, et les envoie à Constantinople. Les chefs des plus grandes familles phanariotes ou phanariotisées sont relégués dans

les îles de l'Archipel, dans les couvents de la Bulgarie, de l'Albanie et du mont Athos.

Sept boyars seulement marchent avec lui contre les Autrichiens, deux Cantacuzène, deux Campiniano, un Carlova, un Golesco, un Brailoïu (1).

Les actes de Maurojeni le montrèrent digne du commandement. Dans plusieurs rencontres successives, il triompha des Autrichiens; mais le capitan-pacha qui devait le seconder, battu à Fockshani par les Russes, à Martinesci par les Autrichiens, repassa le Danube et laissa Maurojeni et sa petite troupe seul aux prises avec les deux puissants envahisseurs. Maurojeni lutta pendant six mois; jusqu'à ce qu'enfin, accablé par le nombre, il se vit contraint de se retirer à Pelinu dans la Bulgarie, pour y attendre les ordres de la Porte. Un capidji-bachi lui apporta un firman de mort. Le stupide gouvernement turc méconnaissait toujours ses plus fidèles serviteurs.

Le divan, en présence de tant de revers, traita d'abord avec l'Autriche, et la paix de Sistow, au mois d'août 1791, rétablit les choses comme avant la guerre.

A peine les Autrichiens ont-ils évacué la Valaquie, que les Russes s'y présentent commandés par Souwaroff. Ce féroce partisan livre le pays à l'incendie et au pillage; les Roumains jugent aux flammes d'Ibraïla les douceurs du protectorat russe. Déjà les plus clairvoyants comprennent qu'ils sont dupes de menteuses promesses.

La paix d'Iassy, conclue le 29 décembre 1791, mit enfin un terme aux sanglants exploits de Souwaroff. Le divan confirma par sa signature la prise de la Crimée;

(1) M. Vaillant.

cela suffisait pour le moment à l'ambition de la Russie. Quelque temps avant la guerre, elle avait obtenu de la Porte le droit de censure sur l'emploi des deniers publics en Moldo-Valaquie. Elle pénétrait ouvertement dans l'administration.

CHAPITRE VI.

Envoi d'un consul français à Bucharest. — Les Valaques font appel à la république française, et à Bonaparte, premier consul. — Leurs espérances déçues. — Conduite adroite de la Russie. — Nouvelle invasion des Russes.—Traité de Bucharest.—L'hétairie. —Propagande russe.—Alexandre Ypsilanti, chef du mouvement gréco-russe. — Théodore Vladimiresco, chef du mouvement national. — Enthousiasme des paysans. — Inintelligence des boyars. — Assassinat de Vladimiresco. — Défaite et fuite d'Ypsilanti.

Au milieu des luttes de la Russie et de l'Allemagne, pour arracher quelque lambeau à la Turquie, de concert ou séparément, on a pu s'étonner de ne rencontrer nulle part l'intervention de la France, la plus ancienne alliée de la Porte. C'est que les premiers développements de la Russie ont commencé vers la mort de Louis XIV ; c'est que, depuis ce temps, la France, a perdu cette haute suprématie extérieure qui en faisait l'arbitre le plus important dans les querelles des rois. Durant son long et funeste règne, Louis XV ne songea guère à se détourner de ses débauches pour jeter les yeux sur les provinces éloignées du Danube, et Louis XVI était trop empêché par les difficultés que lui avait léguées son prédécesseur.

Mais la république vient d'être proclamée, et, malgré les terribles déchirements de l'intérieur, la France veut reprendre le rang qu'elle avait au dehors. En 1792, Emile Gaudin, consul de la république, se présente à Bucharest ; il est porteur d'un bérat, ou brevet impérial, qui enjoint aux hospodars de lui assurer, comme repré-

sentant de la nation française, la prééminence sur tout autre consul.

La nouveauté de cette grande intervention, le bruit qui se fait sur les victoires des armées républicaines, le mouvement général des idées, le bouleversement du monde européen, les vaines tentatives de la Prusse et de l'Autriche, bientôt appuyées par l'Angleterre, la Turquie et la Russie, ces combats d'un seul peuple contre tous, ces prodiges, ces entraînements, ces triomphes font naître chez les Roumains une immense espérance. Le dévastateur de la Valaquie, l'incendiaire d'Ibraïla, l'orgueilleux Souwaroff, fuit devant les légions françaises; les Valaques sont vengés aux bords de la Trébie. Tous les regards des opprimés du Danube se tournent vers la France, et le consulat de Bonaparte les décide à faire un appel direct à ses sympathies. Ghika, ban de Craïova, Preda Brancovano et Charles Campiniano, grands boyars de la Valaquie, Catadji, Sturda et Beldiman de la Moldavie transmettent au premier consul une adresse collective, dans laquelle ils lui demandent l'assistance de la France, et l'autorisation, pour les deux provinces, de se constituer en républiques. Mais la pensée de Bonaparte était distraite par d'autres soins; il savait à peine d'ailleurs ce qu'étaient les Moldo-Valaques, et leur appel devint ce que deviennent les pétitions des infortunés qui implorent.

Mais la Russie, mieux informée, profita de la leçon. Elle vit que, malgré tant d'années d'abaissement et de souffrances, la nationalité roumaine survivait encore; elle vit que parmi les boyars indigènes, il en était qui conservaient les vieux souvenirs de la patrie, et, que pour ga-

gner de l'influence, elle avait besoin d'un autre appui que l'âme vénale des phanariotes. La Russie comprit qu'il y avait intérêt à s'occuper des droits nationaux. Son action sur le Divan était irrésistible. Elle obtint en 1802 un hatti-schérif qui devait prouver aux Roumains qu'elle était aussi puissante pour le bien que pour le mal. Ce hatti-schérif fixait à sept années le règne des hospodars, bienfait immense; car les changements continuels étaient une source de troubles et de dilapidations. Il est vrai qu'en même temps la Russie faisait nommer deux hospodars de son choix, Mourousi et Ypsilanti, assurant ainsi, pendant sept ans, sa propre domination.

Le même acte ordonnait l'impôt proportionnel, au lieu de l'odieuse capitation, concédait aux boyars indigènes le soin des écoles, des chemins et des hôpitaux, comme aussi le droit d'aviser conjointement avec le hospodar à l'organisation et à l'entretien d'un corps de troupes, et les laissait maîtres de fixer le nombre des négociants turcs auxquels était réservé le droit de pénétrer dans le pays. Mais, en distribuant ces bienfaits, la Russie n'avait garde de s'oublier elle-même: un des articles reconnaissait à cette puissance *le droit de surveillance* sur l'intégrité des priviléges garantis aux principautés. La surveillance remplaçait la remontrance; c'était un pas fait en avant.

Elle ne borna pas là ses témoignages de sollicitude. Le siége archiépiscopal de Moldavie étant vacant, deux compétiteurs se présentaient: l'un était Grec, l'autre Roumain. Ce fut ce dernier qui obtint l'appui de la Russie, et il fut élu. Enfin, attentive aux plaintes élevées contre les Phanariotes, elle usa avec éclat de son droit de censure et obligea les hospodars d'établir un règlement financier,

Toutes ces faveurs sans doute étaient loin d'être désintéressées ; mais alors, il faut le reconnaître, l'ambition russe avait son utilité, et quelle que fût la véritable pensée des réformes, le pays en profita, et obtint des soulagements.

Bientôt cette facile domination va être interrompue. Napoléon, élevé à l'empire, reprend à Constantinople l'ancienne influence de la France. Son ambassadeur, Sebastiani, tout-puissant au Divan, exige le renvoi des hospodars Mourousi et Ypsilanti. Ils sont remplacés par Alexandre Soutzo et Charles Callimachi, tous deux dévoués à la cause française. Les Roumains malgré leurs sympathies pour la France, voient avec peine un changement qui viole si tôt le hatti-schérif de 1802 et fait renaître l'instabilité, cause de tant de maux. C'est la Russie qui en ce moment semble avoir le beau rôle.

Mais en vain elle a menacé la Porte ; en vain l'ambassadeur anglais, sir Charles Arbuthnot, exige le rappel de Mourousi et d'Ypsilanti, le sultan Selim reçoit les inspirations énergiques de Sebastiani, et accepte avec courage la déclaration de guerre des Russes.

Bientôt la grande journée d'Austerlitz punit l'orgueil du czar ; mais l'armée russe du Danube remporte sur le grand-visir, Hafiz-Ismaïl-Pacha, des avantages considérables, qui ramènent Mourousi et Ypsilanti. Le général Michelson occupe Jassy et dépêche sur Bucharest, défendue par dix mille Turcs, le général Miloradowitch à la tête de six mille hommes. Celui-ci en arrivant trouva sa besogne faite par les Roumains : ils avaient pris spontanément les armes, chassé les Turcs, et accouraient au devant des Russes, joyeux et pleins d'enthousiasme.

La Russie put alors croire sa conquête définitive, tant elle rencontrait de sympathies, tant les cœurs étaient d'accord pour s'élancer vers elle. Les dames de Bucharest donnaient l'exemple de l'entraînement, et célébraient leurs héros dans des fêtes où régnait plus de gaîté que de retenue.

« Les femmes Valaques, dit M. Vaillant, raffollent des galons, des plumets, des épaulettes, des écharpes à grosses torsades, de tout ce qui reluit, argent ou or. De leur côté les Russes se pâment d'aise à la vue des calpacs, des ischliks, des djubès, des babouches, de tout l'habillement féminin des hommes, et, pour s'empêcher de rire, reportent les yeux sur les femmes dont ils aiment le visage ovale, les grands yeux noirs, les sourcils arqués, les longs cheveux qui retombent sur la poitrine, les *tulpans* (turbans) de mille couleurs, enlacés de pierreries ou de fils d'or, et les couleurs tranchantes de leur ajustement. Russes et Valaques, ils sont tous contents (1). »

Cependant, alors que les Roumains se livraient avec tant d'abandon à une aveugle reconnaissance, le czar à Tilsitt mendiait leur territoire. Mais c'était trop près de Constantinople, et Napoléon ne voulait pas livrer la clef des deux continents. Constantinople cette fois sauva les principautés.

Le traité de Tilsitt stipulait donc l'évacuation de la Valaquie et de la Moldavie ; mais les Turcs ne pouvaient les occuper qu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre les deux puissances. Cette der-

(1) La Romanie, t. II, p. 281.

nière clause rendait la première illusoire ; car Alexandre, se chargeant d'empêcher l'occupation des Turcs, ne pouvait mieux faire que d'occuper lui-même. Aussi ses troupes demeurèrent-elles dans les principautés, sans que Napoléon y prît garde.

L'insouciance de celui-ci alla bientôt jusqu'à l'abandon. A la conférence d'Erfurth, il donna son consentement à l'annexion des deux principautés à l'empire russe, bien qu'en même temps il refusât obstinément de permettre aucune tentative sur Constantinople. Il eût été plus sage de ne pas en ouvrir le chemin. Entre les concessions de Napoléon et ses refus, il y avait un vice essentiel de logique ; car ce qu'il donnait conduisait à ce qu'il ôtait ; et dans la politique du czar, ce qu'il ôtait rendait inutile ce qu'il donnait.

Heureusement pour la nationalité roumaine, ces deux grands alliés devinrent bientôt ennemis. L'invasion française appelait le concours de toutes les forces russes ; Napoléon était à Dresde, dirigeant vers le Niémen ses innombrables bataillons ; Alexandre avait besoin de l'armée du Danube. Il offrit la paix aux Turcs. Ceux-ci, battus dans toutes les rencontres, chassés depuis dix ans de la Valaquie et de la Moldavie, s'estimèrent heureux de recouvrer les deux provinces, même en sacrifiant la moitié de cette dernière. Par le traité du 28 mai 1812, la Porte Ottomane renonça, en faveur de la Russie, aux pays situés sur la rive gauche du Pruth, et formant ce qu'on appelle la Bessarabie, entre le Pruth et le Dniester. Les populations latines passèrent sous le joug du Scythe. Nouvel exemple de la sincérité du protectorat russe !

Aux yeux du droit et de la morale, la cession accomplie

par le traité de Bucharest, demeure radicalement nulle. La Turquie ne pouvait céder ce qui ne lui appartenait pas; car jamais elle ne fut souveraine des pays roumains. Toutes lés capitulations en font foi. Elle-même l'avouait lorsque, pressée par les Polonais, à Carlovitz, de leur céder les principautés moldo-valaques, elle répondit qu'elle ne se reconnaissait pas le droit de faire aucune cession de territoire, les capitulations ne lui donnant qu'un droit de suzeraineté.

L'occasion est peut-être venue de déchirer l'acte de Bucharest, nul dans son origine, et de repousser les Russes au-delà du Dniester, qu'ils n'ont franchi que par le stellionnat.

Avec le gouvernement turc reviennent les Phanariotes, Charles Callimachi en Moldavie, Jean Caradja en Valaquie, et avec les Phanariotes les exactions. Par ses traités avec la Russie, la Porte avait renoncé au droit de fixer le prix des denrées destinées à l'approvisionnement de Constantinople. Mais l'abus renait sous une autre forme. Le contrat se passe entre le hospodar et le Divan, et tout est livré au quart du prix courant. Or, le prix courant, après le départ des Russes, est tombé si bas, qu'il est impossible au cultivateur de vivre sur le produit de son travail. Le pain se vend trois centimes le kilogramme, la viande quatre, la laine de première qualité quarante à soixante, un dindon de six à sept kilogrammes soixante centimes, un lièvre trente-cinq (1). Qu'on juge de la misère du paysan, lorsque sur de tels prix, dont le prince vole les trois quarts, il lui faut, en 1812, livrer à la Porte deux

(1) M. Vaillant.

cent cinquante mille moutons, trois mille chevaux, cent cinquante mille kiles de blé. (Le kile équivaut à trois cents kilogrammes.)

D'un autre côté, les scutelnici étaient devenus tellement nombreux, par la prodigalité des titres qui y donnaient droit, que les contribuables, réduits à une faible partie de la population, ne pouvaient suffire au paiement de l'impôt. Caradja tenta de remédier au mal en promulguant une loi qui classait en *lude* de l'Etat tous les scutelnici qui n'appartenaient pas à la première classe des boyars. Alors ce sont les boyars eux-mêmes qui luttent pour maintenir l'abus. Ceux de Craïova se soulèvent, invoquent l'appui du pacha de Widdin, et contraignent Caradja à revenir sur la seule bonne mesure dont pût se vanter un Phanariote. De quel droit les boyars indigènes oseront-ils désormais faire entendre des plaintes, lorsque non-seulement ils se montrent complices du tyran, mais plus tyrans que lui ?

Les opprimés ne savaient plus en qui espérer. Après les premiers succès de Napoléon à Smolensk et à la Moskowa, ils avaient compté sur la France ; mais l'Europe entière s'est armée contre elle, et le grand ennemi de la nationalité roumaine, le czar, a dominé dans Paris ; c'est lui encore qui fait la loi au congrès de Vienne, et c'est lui qui en fait écarter les représentants de la Porte. Dans cette assemblée générale des États de l'Europe, qui doit établir entre eux la solidarité, l'absence de la Turquie la prive d'une protection collective qui garantirait l'intégrité de son territoire. Alexandre ne perd pas de vue la Moldo-Valaquie.

Mais le temps est passé où les Roumains saluaient

avec espérance le drapeau moscovite. Pendant leur dernière occupation, les Russes se sont révélés ; les libérateurs ont repris leur véritable caractère, celui de spoliateurs, et l'occupation de la Bessarabie a dissipé toutes les illusions ; les haines ont succédé aux sympathies, la terreur à l'espérance. Le Russe n'est-il pas d'ailleurs le complice des Phanariotes, le protecteur de cette race maudite associée à toutes les douleurs du Roumain? « Mort aux Limondji! » (1) murmure le paysan, au fond de sa tanière ; « mort aux Limondji ! » crie le peuple sur la place publique de Bucharest, chaque fois que l'excès de la douleur lui rend le courage et la voix. Les boyars eux-mêmes, quand ils sortent de leur torpeur, deviennent les échos des haines populaires.

Une occasion se présenta de les exprimer ouvertement. Caradja, près de finir les sept années du hospodarat, vit arriver à Bucharest un capidji-bachi. Tout Phanariote a fait assez de mal pour trembler à la venue de cet agent redoutable. Au lieu de recevoir le capidji, il donna des ordres secrets à ses serviteurs et intimes, et le lendemain on apprit que Caradja avait disparu avec sa famille et ses trésors. Il emportait dix-huit millions de piastres, et put gagner l'Italie, où il établit sa résidence.

A cette vacance inattendue du trône, les boyars de Bucharest s'assemblèrent le 12 octobre 1818. Toutes les plaintes se firent jour contre l'exécrable gouvernement des Phanariotes ; le moment sembla favorable pour les porter aux oreilles du sultan ; une pétition fut rédigée et

(1) Limonadiers.

transmise à Constantinople. Les Valaques suppliaient avec instance sa hautesse de les délivrer du joug insupportable du phanar.

Mais la Russie dominait aux conseils du Divan, et la Russie trouvait son compte au gouvernement de ces Grecs qu'elle dirigeait. De concert avec la Porte, elle fit donner les deux principautés à Michel et à Alexandre Soutzo, complices dont elle était sûre, et qui ne tardèrent pas à justifier les faveurs de Saint-Pétersbourg.

Depuis quelques années, une mystérieuse association se développait en silence parmi les têtes exaltées de l'Italie et de l'Allemagne, les rayas de la Turquie, les fanatiques ou les spéculateurs de la Russie. Les paroles de liberté et d'affranchissement circulaient de proche en proche; on échangeait des serments, on faisait des cotisations, on préparait des armes. Il est difficile de dire si ce fut la Russie qui donna la première impulsion au mouvement. Toujours est-il qu'il se manifesta au moment des malheurs de la France, alors que le czar prenait sur les affaires de l'Europe une influence que deux ans auparavant il n'aurait pas osé rêver. Si toutefois le czar ne provoqua pas le mouvement, il sut en profiter.

L'association avait pris le nom d'*Hétairie*. Le but ostensible était l'affranchissement des Grecs, par l'action commune des populations slaves et helléniques. Le moyen était habilement trouvé pour agir sur les esprits enthousiastes; les noms d'Athènes et de Sparte renaissaient avec leurs glorieux souvenirs: les adeptes accoururent en grand nombre, prêts à tous les sacrifices, dévoués à la défense d'une cause sacrée, et impatients de se mettre à l'œuvre. Mais les meneurs, pour calmer leur fougue et dis-

cipliner leur zèle, feignaient de prendre des inspirations dans les hautes régions de la chrétienté, parlaient avec mystère d'une puissance occulte de qui tout émanait; de mains invisibles qui traçaient le plan et conduisaient l'exécution de cette glorieuse entreprise. Pour lui donner cependant un nom et sortir un peu d'un vague qui troublait les esprits, ils appelaient la puissance directrice *arké*, ἀρχὴ, l'âme de l'association. Sans sortir de l'abstraction, ils contentaient les imaginations ardentes; et si des esprits plus calmes demandaient des explications, ils étaient accusés de tiédeur, de défiance, presque de trahison.

Quant aux Grecs, amis du merveilleux et se plaisant aux conjectures, ils étaient séduits par les attraits mêmes de l'inconnu, persuadés que derrière ce nuage était le soleil qui devait apporter la liberté.

Dans toute société secrète, la foule, de bonne foi, marche vers le but qui est montré à tous; les meneurs en ont un autre, c'est celui qui n'est révélé qu'à de rares confidents. Ainsi en était-il de l'association hétairiste. Les nombreux adeptes, répartis sur différents territoires, se croyaient destinés seulement à combattre le despotisme de Constantinople; ils n'étaient réellement que les agents du despotisme de Saint-Pétersbourg. La Russie, en effet, sinon au commencement, du moins après le développement de l'association, en tenait tous les fils, en remuait tous les ressorts; placée au centre des opérations, derrière des agents discrets, assez cachée pour désavouer en cas de mauvaise aventure, assez engagée pour faire son profit du succès. Dans ces conditions de prudence pour elle, de hasard pour les autres, elle pou-

vait laisser carrière aux témérités qui lui servaient d'épreuves, et risquer quelques têtes comme des ballons d'essai.

Les hommes habiles, d'ailleurs, auraient pu la reconnaître au jargon mystique qui accompagnait la propagande révolutionnaire, et aux formules moitié barbares, moitié orientales des mystères. Les émissaires s'intitulaient *apôtres*, mêlaient le nom de la Vierge à celui de Minerve, adoptaient des pratiques d'une rigueur inquisitoriale, et frappaient même dans l'ombre ceux qui voulaient trop savoir. Puis, pour agir sur les faibles, toutes les jongleries des sociétés maçonniques, l'adoption de certaines couleurs, les statuts, les serments, les anneaux, les hiéroglyphes.

La propagande avait été active et féconde, se recrutant chez les Grecs de toutes classes, étendant ses ramifications depuis les montagnes du Pinde et de l'Olympe jusqu'aux faubourgs de Vienne, de Livourne et de Trieste : les chances semblèrent assez bonnes pour prononcer le nom de la Russie, et bientôt, dans les conciliabules, le czar fut mis à la place de l'*arké*. Pour quelques adeptes, mais en très petit nombre, ce fut une déception; pour les autres, un surcroît d'espérance : les premiers voyaient une intrigue en place d'un principe; les seconds, au lieu d'une abstraction, étaient heureux de rencontrer une force matérielle suffisante à renverser les obstacles · peu leur importait l'instrument de délivrance, pourvu que l'instrument fût solide, et quand on leur offrait la liberté, ils ne tenaient à discuter ni les agents, ni les moyens.

En 1819, la plupart des primats de la Morée comp-

taient parmi les hétairistes : cette même année, les primats des îles se joignirent à eux, firent rentrer leurs navires, et dans l'attente d'une prochaine commotion, suspendirent leurs spéculations commerciales. Le comte Capo d'Istria, résidant à Corfou, avait le secret de la Russie; c'est vers cette puissance qu'il dirigeait les pensées et les espérances.

Cependant un mouvement si général, composé de tant d'éléments divers, ne pouvait rester ignoré du gouvernement qu'il menaçait. Les hétairistes mettaient peu de mesure dans leurs propos, dans leur conduite ; et les agents diplomatiques des puissances amies de la Porte lui avaient donné l'éveil. On vit tout à coup les Turcs réparer les forteresses du Danube, établir de nouvelles batteries et faire de grands préparatifs militaires. Il était temps pour l'hétairie de frapper ou de se disperser, lorsque, aux derniers jours de 1820, parut à Kissenief, en Bessarabie, Alexandre Ypsilanti, major-général dans les armées de la Russie.

Ce jeune homme, né au Phanar, en 1795, était fils du hospodar qui, en 1806, s'était réfugié en Russie pour échapper aux coups de ses rivaux et de la Porte. Élevé dans les connaissances européennes, bien accueilli du czar, Ypsilanti avait pris du service dans la guerre contre la France, s'était distingué dans la bataille de Culm, où il perdit la main droite, et avait mérité par son dévouement à la cause russe d'être élevé, dans l'armée, à un grade supérieur. Depuis la paix, il vivait au sein de sa famille, établie à Odessa. Le prétexte de son arrivée à Kissenief était une visite à son beau-père, Constantin Catacasi, gouverneur civil en Bessarabie.

Mais bientôt il se présenta ostensiblement comme chef aux hétairistes qui habitaient cette nouvelle conquête du czar, envoya des ordres et des émissaires aux conspirateurs plus éloignés, qui tous l'accueillirent comme celui qu'on attendait. Les mêmes meneurs qui avaient imaginé l'arké, érigèrent un simulacre de trône militaire, sur lequel ils placèrent Alexandre Ypsilanti, avec le titre de *commissaire du gouvernement général.*

Si près de la Moldo-Valaquie, Ypsilanti devait nécessairement y pratiquer des intrigues. Le pays était plein de Grecs et de Phanariotes déjà gagnés à la Russie. Quelques indigènes même, séduits par un espoir d'affranchissement, correspondaient avec lui : Constantin Négri, Alexandre Philipesco, et l'évêque de Romnic-Vulcea, tous hommes honorables, amis de la cause nationale, mais égarés dans une fausse route. D'autres, au contraire, en garde contre la Russie, se tenaient sur la réserve, attendant une occasion d'agir par eux-mêmes. Quant au paysan roumain, qui avait le plus souffert de l'occupation, il n'avait pour le *Mouscal* (Moscovite) que des paroles de haine.

Mais les assurances des Phanariotes, la complicité des hospodars, persuadent Ypsilanti qu'il n'a qu'à se présenter pour devenir maître des deux principautés. Le 6 mars 1821, il franchit le Pruth, escorté d'une centaine d'Albanais. Le même jour, il est à Jassy, dans le palais de Michel Soutzo. Celui-ci, entré de bonne heure dans le secret de la conjuration, le reçoit comme un hôte attendu. Déjà son frère Nicolas Soutzo, et son beau-frère Jean Schinas, avaient eu le temps de s'échapper de Constantinople et d'arriver à Odessa. Les Hantzeri et le prince

Caradja, fils aîné de l'ancien hospodar de Valaquie, avaient eu le même bonheur, à l'aide d'un déguisement pris chez l'ambassadeur de Russie.

Michel Soutzo et Ypsilanti rédigèrent ensemble une proclamation aux habitants, pour les rassurer; aux Grecs, pour les appeler aux armes. Car le mot d'ordre de l'hétairie restait le même : l'affranchissement de la Grèce.

Les boyars moldaves et le peuple, qui ne comprenaient guère pourquoi l'on choisissait leur pays pour théâtre d'une insurrection hellénique, cherchaient le véritable sens de ces proclamations, et attendaient les événements avec une curiosité mêlée d'inquiétude. Par contraste à cette flegmatique réserve, les Grecs et les hétairistes éclataient en transports d'enthousiasme, célébrant par avance le triomphe de la liberté et invoquant les souvenirs de Thémistocle et Léonidas. La jeunesse accourait de toutes parts se ranger sous la bannière de l'hétairie. Des Bulgares, des Serbes, des Albanais, grossirent les rangs. Chacun s'empressait autour du libérateur de la Grèce, et le consul russe allait chez Ypsilanti chercher des ordres ou prendre des instructions. Pour mieux constater l'alliance moscovite, les proclamations du prince furent lues publiquement à Odessa, aux applaudissements de tout le peuple.

Mais le moment était mal choisi. Les agents de la Russie, plus empressés qu'intelligents, avaient agi sans attendre le mot d'ordre du chef de la conspiration, et plaçaient ainsi le czar dans une position analogue à celle de Louis XI, lors de l'insurrection de Liége. En effet, les souverains ou leurs représentants étaient assemblés à Laybach, pour conjurer les périls des menées révolutionnai-

res, et voilà que des révolutionnaires, inspirés par Alexandre, compromettent son rôle et le mettent en suspicion. Ce n'est pas tout. Le Grec Cantacuzène, dépêché par Ypsilanti, vient à Laybach, lui demander ses ordres. Furieux de cette visite inopportune, le czar signifie au malencontreux envoyé l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures, et dit plaisamment au congrès: « C'est une bombe que les révolutionnaires nous lancent; » mais elle n'éclatera pas. » Il trompait encore; car il savait à n'en pas douter que la bombe éclaterait.

Il voulut néanmoins se mettre en mesure avec la sainte-alliance, et ce fut en trahissant ses complices.

En arrivant à Fockhsani à la tête de quatre mille Albanais et de quelques centaines de soldats en uniforme, Ypsilanti fut informé que le consul russe de Jassy venait, par ordre de son souverain, de proclamer la haute réprobation dont l'insurrection était frappée. Sa majesté faisait déclarer qu'elle ne pouvait considérer l'entreprise d'Ypsilanti que comme un effet de l'exaltation insensée qui caractérisait l'époque, ainsi que de l'inexpérience et de la légèreté de ce jeune homme. En même temps Ypsilanti était privé de son grade de major général, et rayé des contrôles de l'armée. Cet hypocrite manifeste était pour le chef des insurgés une véritable déchéance, une accusation de mensonge. Voilà donc la valeur de ses promesses! Voilà les secours inattendus de l'arké, de la grande puissance! Un désaveu et une menace! Ypsilanti n'était plus qu'une dupe ou un imposteur.

Pour mieux couvrir sa dissimulation, la cour de Russie fit connaître à Constantinople sa résolution de faire garder leurs cantonnements aux troupes qui se trouvaient

sur le Pruth, d'observer la plus stricte neutralité dans les principautés, enfin de maintenir les traités existants.

A l'appui de ces promesses, les hétairistes, qui se trouvaient en Bessarabie, en furent chassés par les autorités qui les avaient encouragés à s'armer.

Ces retours mensongers n'abusaient personne. Chacun avait vu partir des états du czar la plupart des Grecs réunis au quartier-général d'Ypsilanti. Mais la Turquie feignit de croire ; trop heureuse de voir son adversaire contraint à l'hypocrisie.

La première victime du désaveu de la Russie fut son complice Phanariote, Michel Soutzo. Les boyars moldaves, conduits par le métropolitain Benjamin, se présentèrent chez lui et l'invitèrent à partir. Le malencontreux hospodar ne se fit pas prier, et quittant Jassy dans la nuit du 11 avril, il se retira avec sa famille en Bessarabie. La Russie, en effet, lui devait un asile (1).

Les événements de Bucharest étaient pour l'hétairie plus compromettants encore.

Callimachi, nommé à la place d'Alexandre Soutzo, venait d'annoncer l'arrivée prochaine de ses caïmacans (lieutenants), et on les attendait d'un jour à l'autre, lorsque tout à coup on apprend la marche d'Ypsilanti. Pris à l'improviste et peu habitués aux promptes résolutions, les boyars courent les uns chez les autres, s'interrogent, se consultent, s'agitent, se disputent et ne décident rien. Incertains sur le sens du mouvement, sur son origine, sur son but, ils ignorent s'il apporte des espérances ou

(1) C'est ce même Michel Soutzo qui, au printemps dernier (1854), était le chef des hétairistes à Athènes, et dirigeait de là l'insurrection grecque.

des dangers. Les uns voient une occasion pour les Roumains; les autres une occasion pour les Russes; dans le doute, ils composent entre eux une régence provisoire.

D'autres, dans Bucharest, étaient mieux informés. Giorgaki, chef des milices de la province, depuis longtemps d'intelligence avec Ypsilanti, avait réuni sous main des bandes de partisans, Albanais, Bulgares, Pandours, aventuriers de toute race. Un de ses principaux affidés était le serdar Théodore Vladimiresco, Valaque obscur, âgé de 35 ans, qui avait autrefois été sous-lieutenant de Pandours au service de la Russie. Avant qu'Ypsilanti eût passé le Pruth, Théodore était sorti de Bucharest à la tête d'une centaine d'Albanais, chargé secrètement par Giorgaki de soulever la petite Valaquie et de convier aussi les Serbes à l'insurrection. Il se trouvait donc à Tchernetz, sur les frontières de la Serbie, attendant les événements.

Mais il y avait en lui de secrètes pensées, qui le portaient bien au-delà des projets de son capitaine. Vladimiresco s'était nourri, dans le silence, des vieilles traditions de la nationalité roumaine, et son cœur énergique s'était maintes fois indigné au spectacle des abaissements et des malheurs de la patrie. L'occasion se présentait de la venger, de la relever peut-être, et il avait reçu les confidences de Giorgaki comme une voie ouverte à de grandes entreprises. Mais ce n'était au profit ni du Phanariote Ypsilanti, ni des Russes protecteurs du Phanariote, ni des Grecs qui lui importaient peu, qu'il voulait armer son bras ou donner son sang. Un autre intérêt l'occupait, la patrie si longtemps oubliée, le réveil de la nation roumaine, l'expulsion de l'étranger. Ce n'était pas non plus sur les

boyars qu'il faisait foi ; trop longtemps endormis dans les salons du phanar, ils ne pouvaient apporter à l'œuvre qu'il méditait des bras assez robustes, des cœurs assez fermes. C'était le paysan qui devait lui faire une armée, le paysan endurci au travail, éprouvé par la douleur, fortifié par de longues colères.

A peine Vladimiresco eut-il appris les premiers mouvements d'Ypsilanti, qu'il appela aux armes les montagnards de la petite Valaquie, invoquant dans ses proclamations les souvenirs de patrie et de liberté, et, bientôt suivi de robustes auxiliaires, il descendit à Craïova, rassembla le peuple et l'associa à ses projets de délivrance. « Roumains ! leur dit-il, l'heure est venue de secouer le joug » des coicoï et des archondas du phanar ; suivez-moi, et » je mettrai fin à leurs spoliations, et je vous rendrai vos » droits et votre gouvernement national. » Ces paroles si nouvelles, après tant d'années de servitude, réveillèrent tous les cœurs; chacun promit appui au chef populaire. En peu de jours, Vladimiresco fut maître de tout le Banat de Craïova.

Son premier acte d'autorité fut la réforme des lois fiscales qui écrasaient le cultivateur. Il réduisit la capitation au taux des anciennes lois et supprima le *vinarit* et le *vacarit*, impôts sur les vignes et sur les troupeaux. Les paysans, pleins d'espoir, accouraient en foule autour du libérateur et ne le nommaient plus que *Toudour Voda*, le prince Théodore.

Sa troupe s'était considérablement accrue, non-seulement par l'adjonction des volontaires paysans, mais encore par celle de bandes armées venues des montagnes. Nous avons dit plus d'une fois que des paysans poussés

à bout avaient abandonné leurs champs pour trouver dans le brigandage une dernière ressource. Aussi y avait-il toujours dans les retraites des forêts et des montagnes des troupes plus ou moins nombreuses d'hommes désespérés, qui exerçaient sur leurs oppresseurs de cruelles représailles. En 1821, on signalait, parmi ceux qui s'étaient le plus fait redouter, une bande de trois cents hommes qui avaient pour chefs Kirdjali, albanais, Swedko, serbe, et Mikalaki, roumain. L'albanais Kirdjali n'avait de haine que pour les Turcs, et réservait pour eux toutes ses vengeances. A cette époque le commerce des deux principautés était exploité presque exclusivement par leurs marchands, appelés *tchorbadji*. Kirdjali leur faisait une guerre à outrance, les détroussant sur les routes, les tuant après les avoir dépouillés, et livrant leurs cadavres aux bêtes fauves. Mikalaki et Swedko, de leur côté, portaient de rudes coups aux boyars et aux Phanariotes, attaquant hardiment les châteaux, et forçant à restitution les oppresseurs du paysan.

Pendant quatre ans, ces énergiques associés tinrent la campagne, secrètement favorisés par plus d'un paysan. Les insurrections simultanées d'Ypsilanti et de Vladimiresco leur ouvrirent une nouvelle carrière. Mais ils se rendaient difficilement compte de ce double mouvement. D'un côté, Ypsilanti et ses Grecs n'excitaient guère leurs sympathies ; d'un autre, Vladimiresco et ses paysans marchaient avec des Turcs ; et Kirdjali ne pouvait se faire à l'idée de suivre le même drapeau que ses éternels ennemis. Ne sachant que résoudre, Kirdjali assembla ses hommes.

« Frères, leur dit-il, voici quatre ans que nous parta-

geons les mêmes dangers et les mêmes joies. Si vous êtes contents de votre frère, il est content de vous. Mais le moment est venu de prendre une résolution qui va peut-être nous séparer ; car l'heure de l'indépendance vient de sonner pour les chrétiens de la Turquie. Ypsilanti s'avance sur Fockshani. Théodore est à Craïova, et va marcher sur Bucharest. Lequel voulez-vous suivre? Pour moi, je ne marcherai jamais dans les mêmes rangs qu'un Turc. Qui m'aime est avec moi ! »

Deux cents hommes avec Mikalaki, se rangèrent sous ses ordres et allèrent vers Ypsilanti ; les cent autres avec Swedko rejoignirent Vladimiresco.

Au moment de la séparation, Kirdjali tendit la main à Swedko. « Adieu, camarade, lui dit-il, si le sort des armes nous sépare, n'oublions pas que nous sommes frères ! »

Vladimiresco vit accourir d'autres bandes accoutumées aux combats désespérés, et bientôt sa troupe grossie se mit en route vers Bucharest, en suivant les bords de l'Olto. A son approche, les boyars de la régence provisoire prenant l'alarme, firent marcher à sa rencontre quelques centaines d'Albanais qui, au lieu de le combattre, se réunirent à lui. Leur chef, abandonné, revint tout seul à Bucharest.

Alors on députa vers Théodore le boyar Samourkassi qui était bien connu de lui. Mais le chef patriote ne voulut entendre aucune proposition, si l'on ne consentait d'abord les réformes déjà introduites dans le Banat de Craïova, la réduction de la capitation et la suppression du vacarit et du vinarit. Peut-être eût-on accordé ces réformes, sauf à les révoquer ensuite, si Vladimiresco n'eût de-

mandé, comme mesure supplémentaire, les têtes de douze boyars, genre de concession qui n'admet pas de révocation ultérieure.

Pendant les négociations, Vladimiresco poursuivait sa marche et disposait ses troupes sur les chemins qui conduisent de Bucharest en Transylvanie. A cette nouvelle, les boyars tremblant de se voir enfermés dans la ville et livrés à la discrétion d'un homme qui n'était à leurs yeux qu'un féroce aventurier, prirent la fuite dans toutes les directions. Le prince Brancovano leur donna l'exemple, et les agents des puissances étrangères quittèrent également leurs résidences.

La régence, en partant, confia la garde de la ville à Caminari Sava, chef d'Albanais, qui commandait à deux mille cavaliers.

Sur ces entrefaites, arrivèrent Négri et Vogoridi, caïmacans de Callimachi, annonçant la prochaine venue d'une armée turque, destinée à châtier les rebelles. Mais, voyant les progrès de Théodore, ils lui envoyèrent porter des propositions conciliatrices. « Dis aux caïmacans, » répondit Théodore à l'envoyé, de faire savoir à leur » maître que je ne lui permettrai pas de franchir le Da- » nube avant que la principauté ait obtenu une constitu- » tion fondée sur les droits nationaux. » Cette fière réponse effraya les caïmacans; ils sortirent de Bucharest avec les derniers Turcs qui s'y trouvaient, et se hâtèrent de repasser le Danube.

Rien n'arrête plus Théodore; il s'avance vers Bucharest accompagné des vœux de tous les paysans qui, beaucoup mieux que les boyars, comprennent sa mission. Sava, cependant, qui commande dans la ville, peut lui

faire obstacle. Théodore échange plusieurs courriers avec lui, pour connaître ses intentions. Sava, créature de Callimachi, et fidèle aux traditions du hospodarat, dissimule néanmoins sa pensée, évite de se prononcer, mais s'engage à ne pas troubler la venue du chef national. Vladimiresco n'hésite plus à pénétrer dans la ville.

Son entrée eut lieu le 27 mars. La veille, Sava parcourait la ville suivi de ses Albanais, rassurait le peuple, l'invitait à la tranquillité, puis se retirait avec ses troupes dans le couvent de la cathédrale. Ce bâtiment, entouré de fortes murailles, est situé sur une hauteur, et domine la ville comme une citadelle. Il y avait dans ces précautions quelque chose d'hostile, qui semblait annoncer un désaccord. Les habitants inquiets ne comprenaient rien aux événements.

L'entrée de Vladimiresco dissipa les alarmes. A sa droite marchait un prêtre portant la croix; à sa gauche, son lieutenant, le Macédonien Théodore; derrière lui, un corps de pandours, suivis immédiatement d'une troupe albanaise commandée par le capitaine grec Formaki, renommé pour sa rare intrépidité. Deux mille hommes en tout accompagnaient Théodore dans Bucharest. Le reste de sa troupe, composé de montagnards du Banat de Craïova et de paysans de la Valaquie, au nombre de cinq mille, avait été caserné dans des monastères en dehors de la ville.

Théodore s'empare aussitôt de l'administration, fait connaître par des proclamations la pensée nationale de l'insurrection, appelle autour de lui les boyars indigènes, et les invite à s'associer à ses efforts pour reconquérir les droits du pays. Les plus courageux s'exaltent à sa

parole, les timides se rassurent, et bientôt la population entière se réveille à l'espoir de retrouver une patrie.

Il n'entrait pas cependant dans les intentions de Vladimiresco de disputer à la Turquie ses droits de suzeraineté, et de donner un prétexte aux armées ottomanes. Pour lui, l'ennemi c'étaient le Russe et ses créatures phanariotes; pour lui, le but de la guerre était le retour aux capitulations de Bajazet et de Mahomet, le rétablissement du droit d'élection, le gouvernement des princes indigènes, et le soulagement des cultivateurs. Aussi adressa-t-il à la Porte des assurances de fidélité, en même temps que des protestations contre les actes d'Ypsilanti et de Cantacuzène, se déclarant résolu à les chasser du pays et à renouveler l'accord des Roumains avec les Turcs, aussitôt que justice serait faite des agents de la Russie.

Pendant ce temps Ypsilanti s'avançait avec lenteur. Troublé de la singulière position que lui a faite la Russie, inquiet de l'apparition du parti national, il voyait croître autour de lui les incertitudes et les contretemps. Il n'y avait pas en lui, d'ailleurs, la force d'âme qui prend conseil des difficultés mêmes, et qui sait puiser dans l'obstacle de magnanimes résolutions. Faible et irrésolu, Ypsilanti avait, dans les armées russes, appris à obéir, non à commander ; ambitieux de second ordre, ne sachant plus décider lorsque se retirait la main qui donnait l'impulsion. Les chefs de bandes qui l'accompagnaient étaient incapables de lui donner des conseils; mais déjà ils apprenaient à ne plus lui en demander, et il n'y avait pas un seul d'entre eux qui n'eût plus d'énergie dans l'indiscipline que lui dans le commandement.

Cependant autour de lui l'enthousiasme ne faisait pas

défaut, surtout parmi les jeunes Grecs formant une troupe d'élite, qu'ils avaient nommée le bataillon sacré. Ceux-là étaient de bonne foi, étrangers aux menées de Saint-Pétersbourg, et guidés seulement par de généreuses pensées. Accourus de tous les coins de l'Europe, sortis des grandes écoles de Paris, de Vienne ou de Berlin, remplis d'instruction et de courage, ils n'avaient embarrassé leur rôle d'aucune intrigue politique. Combattre ou mourir pour l'affranchissement de la Grèce, voilà toute leur mission, grande, parce qu'elle est simple.

Parmi eux, enflammés des mêmes désirs de liberté, jaloux peut-être de réhabiliter des noms maudits des Roumains, étaient enrôlés les fils de quelques Phanariotes, Duca, Soutzo, Maurocordato. Les couleurs du bataillon sacré sont rouge, blanc et noir; l'emblème est le Phénix renaissant de ses cendres; l'uniforme est noir; la coiffure, un bonnet décoré sur le devant d'une tête de mort avec des os en sautoir; appareil exagéré peut-être, mais en accord avec les inspirations de la jeunesse et d'une révolution qui commence.

Ypsilanti ayant autour de lui dix mille hommes, en laisse quatre mille à Cantacuzène pour agir en Moldavie, et s'avance avec le reste sur Bucharest; mais, inquiet de l'attitude du parti national, il s'arrête à Colentina, maison de plaisance située à une lieue de la ville. Vladimiresco s'y était établi lui-même depuis une semaine. Ypsilanti, pour le sonder ou le gagner, l'invite à une conférence. Mais c'est en vain que le rusé Phanariote veut l'entraîner à faire cause commune avec lui : la brusque franchise du chef patriote déjoue tous les artifices;

il repousse l'alliance russe, et n'admet rien de commun entre la cause des Grecs et celle des Valaques. Les deux chefs se séparent mécontents l'un de l'autre, Théodore pour se retrancher dans le monastère de Cotrotchéni, d'où il domine tout le pays, Ypsilanti pour gagner Tirgovist dans l'attente des événements.

Le pays se trouvait alors dans d'étranges incertitudes. D'un côté Ypsilanti et Cantacuzène, Grecs en apparence, Russes en réalité, avec eux Giorgaki ; de l'autre Vladimiresco avec les paysans et quelques boyars indigènes, mais accompagné de bandes de même race et de même habit que celles de ses rivaux ; enfin Caminari Sava penchant secrètement pour les Turcs, mais prêt à se prononcer pour les décisions de la fortune.

Pour suivre résolûment la bonne voie au milieu de ces éléments disparates, il aurait fallu plus d'habitude des affaires que n'en pouvaient avoir les Roumains. Théodore leur offrait des espérances ; mais les pandours et les Albanais de sa suite inspiraient l'inquiétude. Sava se tenait immobile dans Bucharest ; mais qu'allait-il décider ? Les jeunes Grecs faisaient entendre des paroles d'affranchissement qui flattaient bien les cœurs ; mais ils étaient de cette race qui avait épuisé le sang et les trésors des principautés. Enfin, on annonçait l'arrivée des Turcs, et cette annonce apportait d'autres anxiétés.

Tant de complications refroidissaient l'élan des indigènes, et Vladimiresco n'était pas secondé ainsi qu'il le méritait. Les cœurs, attiédis par les méfiances, perdaient le temps en vœux stériles, et quand l'occasion se présentait à de nobles efforts, les Valaques la laissaient passer, pour en attendre une plus facile. Mais les occasions faciles

ne viennent pas aux opprimés ; et les reproches ne doivent pas être épargnés aux Valaques pour n'avoir ni compris, ni dignement aidé Vladimiresco. Quelques montagnards, quelques paysans furent plus intelligents et plus courageux que les boyars. Ce n'est qu'après coup que ceux-ci l'ont apprécié; ce n'est qu'après la mort du grand chef national, qu'ils ont su lui rendre hommage par de tardifs regrets, dernière expression de faiblesse; car les regrets n'appartiennent qu'aux faibles.

Dans les premiers moments de l'insurrection hétairiste, la Porte s'était épouvantée. Elle aussi croyait à la complicité de la *grande puissance* annoncée aux initiés, et se sentait prise au dépourvu par les stratagèmes de son opiniâtre rivale. Mais lorsqu'elle entendit le désaveu, lorsqu'elle reçut les assurances de sympathie de tous les cabinets chrétiens, lorsqu'elle vit l'insurrection de Valaquie sans avenir, les chefs, sans entente, disposés à se faire la guerre, et le parti national prêt à lui tendre la main, elle résolut d'agir.

Kiaya-Méhémed, pacha de Silistrie, reçut l'ordre de franchir le Danube à la tête de dix mille hommes et de se porter sur Bucharest; Hadji-Achmet, pacha de Widdin devait envahir la petite Valaquie; Jussuf, pacha d'Ibraïla, marchait sur la Moldavie; ces trois corps d'armées étaient forts d'environ trente mille hommes; leurs mouvements simultanés s'exécutèrent dans les premiers jours de mai.

Immobile à Tirgovist, Ypsilanti semblait ne pas soupçonner les dangers qui le menaçaient. Son temps se passait en fêtes, en bals, et en festins; on eût dit le repos après la victoire. Nulle précaution contre les surprises, nul soin de la discipline. Invisible aux soldats, il se re-

tranchait dans une majestueuse oisiveté, et se dérobait aux fatigues du commandement; insurgé sans conviction et révolutionnaire par ordre supérieur, il se montrait indigne de la liberté avant de l'avoir conquise.

Une armée de partisans ainsi abandonnée à elle-même, ne pouvait qu'imiter et dépasser de mauvais exemples. Pendant que les chefs dansaient, les soldats pillaient; les campagnes étaient ravagées comme dans une invasion, les habitants maltraités, les maisons mises à sac. On avait promis aux Roumains le repos et la liberté ; on renouvelait chez eux les plus cruels excès des Turcs.

Pendant que l'hétairie faisait de si tristes débuts, les Turcs entraient à Bucharest. Vladimiresco, à leur approche, s'était éloigné avec sa troupe, se portant sur Kimpolongo, d'où il débordait la droite de l'armée d'Ypsilanti. Celui-ci s'imagina que Théodore voulait couper sa ligne de retraite vers les montagnes. Plus préoccupé des desseins du chef national que des manœuvres des Turcs, Ypsilanti tremblait de voir derrière lui, sinon un adversaire déclaré, au moins un allié suspect. Fidèle aux traditions phanariotes, il cherchait une ressource dans la trahison.

Par ses ordres, Giorgaki demanda une conférence à Vladimiresco; leur ancienne liaison le fit bien accueillir. Il se présenta, suivi de trois cents soldats, et, en présence des officiers de Théodore, il lui reprocha ses relations avec les Turcs, produisant à l'appui de l'accusation des lettres enlevées à un courrier. Théodore ne prétendit pas nier le fait : il cherchait, disait-il, à obtenir par la voie des négociations, mais, tout en gardant les armes, une amélioration au sort de ses compatriotes. « Il n'en-

» tre pas dans ma pensée, ajouta-t-il, de trahir les Grecs.
» Mais leur cause n'est pas la nôtre. Que les Grecs pas-
» sent le Danube, comme ils doivent le faire, qu'ils com-
» battent sur leur propre terrain, et, je promets, en cas
» de revers, de leur garder toujours un asile en Vala-
» quie. »

Afin de calmer cependant les méfiances, Vladimiresco consentit à se porter plus loin, et à prendre une position moins inquiétante pour Ypsilanti.

Il n'avait pas eu, du reste, à se louer de l'attitude de ses capitaines pendant la conférence. Ces chefs Albanais ou Bulgares ne comprenaient guère la question roumaine, et la cause nationale les intéressait peu. La plupart avaient cherché dans l'insurrection une occasion de fortune, et s'ils avaient un principe, c'était la haine envers le Turc. Aussi avaient-ils témoigné leur mécontentement à la vue des lettres produites par Giorgaki. Vladimiresco jugea qu'il ne pouvait compter sur eux : obéissant aux nécessités des guerres civiles, et, il faut le dire aussi, aux habitudes du pays, il en fit secrètement pendre neuf des plus suspects.

Il n'avait pas, d'ailleurs, tout dit à Giorgaki. Son intention bien décidée était d'expulser Ypsilanti et les hétairistes, et de faire cause commune avec les Turcs, plutôt que de laisser renaître le règne du Phanar et la suprématie des Russes.

De nouvelles lettres écrites dans ce sens furent encore surprises par les hétairistes. Giorgaki, furieux, jura de se venger.

Mille cavaliers qu'il commandait furent chargés d'occuper, dans le plus grand silence, les postes les plus im-

portants autour du nouveau campement de Théodore; et, quand ces dispositions furent prises, il se présenta, suivi d'une nombreuse escorte, au quartier général de ce dernier, demandant une seconde conférence au nom d'Ypsilanti, en présence des officiers de Théodore, afin qu'ils eussent connaissance des communications importantes qu'il avait à faire. Vladimiresco manda ses capitaines, au nombre d'environ quarante.

Lorsqu'ils furent assemblés, Giorgaki entra suivi d'une dizaine des siens. Théodore était assis sur un sopha. « Le » prince m'envoie, dit Giorgaki..... — Peu m'importe » votre prince, interrompit fièrement Vladimiresco. — » Le prince m'envoie, reprit Giorgaki, pour vous signaler » à vos officiers comme un traître; et voici, ajouta-t-il en » tirant les lettres de son sein, les preuves de votre tra- » hison. » Puis, faisant lecture à haute voix de plusieurs extraits des lettres, il s'adressa aux capitaines assemblés : « Avez-vous donc, braves guerriers, pris les armes en » faveur des Turcs? — Non, dirent-ils, non. — C'est » pourtant ce que veut votre chef. » Et, comme ils semblaient encore irrésolus. — « Demandez à ce traître, » ajouta-t-il, ce qu'il a fait des neuf capitaines qui furent » présents à notre précédente entrevue. » Et Giorgaki rappela successivement leurs noms. « Il les a fait pendre, » s'écria-t-il, et chacun de vous est réservé au même » sort. » A ces mots, l'indignation éclata parmi les capitaines; ils s'agitaient autour du chef, vomissant des reproches et des menaces. Giorgaki jugea le moment favorable, et sur un signe de lui, les hommes de son escorte se jetèrent sur Vladimiresco, lui lièrent les mains, et le conduisirent au quartier général d'Ypsilanti. Confié à la garde

du chef de bandes, Basile Caravia, Vladimiresco ne savait ce qu'on allait décider de lui, lorsque le secrétaire et deux aides de camp d'Ypsilanti vinrent le réclamer et l'emmenèrent avec eux. — « Où me conduisez-vous? » leur demanda, chemin faisant, Vladimiresco. — Voir » tes soldats, répondirent-ils. — Me croyez-vous donc » assez aveugle, reprit-il, pour penser que ce chemin con» duise à mon quartier? — Avance toujours, » dirent-ils, en le poussant avec brutalité. A peu de distance de là, ils s'arrêtèrent : on était en présence d'une fosse récemment creusée; les officiers tirèrent leurs sabres. Alors Vladimiresco se redressa fièrement, s'enveloppa la tête de son manteau, en leur disant avec colère : « A vous » trois, n'avez-vous pas au moins un pistolet. » Sans lui répondre, les assassins le frappèrent à coups redoublés. Mais leurs mains tremblantes ou malhabiles prolongèrent son agonie; il respirait encore que déjà il était en lambeaux.

L'exécution finie, les bourreaux dépouillèrent le cadavre ; ils craignaient que le chef patriote ne fût reconnu à ses vêtements, et que leur abominable assassinat n'appelât sur eux les vengeances. La veste de Théodore étant très serrée au bout des manches, dans leur lâche précipitation, ils lui coupèrent les poignets.

Ainsi périt, abandonné des siens, mutilé par d'infâmes sicaires, le dernier Roumain qui ait su prendre les armes pour la cause nationale. Sa mort fut une tache non moins pour les boyars qui l'avaient méconnu, que pour les Phanariotes qui l'avaient immolé. Ceux-ci du moins étaient en accord avec leurs traditions de meurtres et

de lâchetés ; les autres trahissaient par leur faiblesse les droits du pays et l'espérance d'une régénération.

Par l'assassinat de Vladimiresco, Ypsilanti faisait les affaires des Russes, mais n'avançait guère celles des Grecs. Il était en grave dissentiment avec Cantacuzène, et les forces de l'insurrection, déjà diminuées par la dispersion des compagnons de Vladimiresco, étaient encore amoindries par la discorde. Bientôt on apprit que Cantacuzène, après avoir gagné les montagnes de la Moldavie et les bords du Pruth, avait disséminé ses soldats et traversé la rivière avec quelques officiers, pour aller se jeter dans les bras des Russes qui l'attendaient sur l'autre rive.

Il laissait derrière lui le capitaine Athanase, palicare du mont Olympe, avec une troupe réduite à six cents hommes. Celui-ci fut rejoint par Kirdjali et Mikalaki auxquels il restait cent cinquante compagnons, après la bataille de Dragachan, où dix Musulmans étaient successivement tombés sous la main de Kirdjali. Le vaillant bandit traînait avec lui une pièce de quatre, enlevée du palais hospodaral de Jassy, où elle ne servait qu'à célébrer les jours de fête.

Les Turcs, encouragés par la mort de Vladimiresco, par l'inertie d'Ypsilanti et la désertion de Cantacuzène, s'étaient mis partout en mouvement. Athanase apprit qu'un corps de six mille hommes, après avoir traversé Jassy, accourait pour le combattre. Retiré à Stinga, petit village sur la rive gauche du Pruth, il fit élever à la hâte quelques retranchements qu'il appuya sur la rivière. En face de lui, sur la rive droite, campaient trois régiments russes.

Les retranchements étaient à peine achevés, que les Turcs se présentèrent à l'attaque. Pendant toute la journée, à des assauts furieux répondit une résistance opiniâtre. La bravoure d'Athanase et de Kirdjali faisait beaucoup; la perfidie des Russes fit davantage. Rangés en bataille sur l'autre bord du Pruth, dans la direction du feu, ils avaient, au commencement de l'action, fait signifier aux Turcs que « les balles qui arriveraient jusqu'à eux tueraient la neutralité; » les assaillants placés ainsi sous le feu sans oser riposter, et contraints d'attaquer des retranchements le sabre à la main, firent des pertes considérables. Le lendemain, la lutte reprit avec le même acharnement, et les acclamations des Russes encourageaient la défense. Mais sur le soir, la troupe d'Athanase, réduite de moitié, ne combattait plus que faiblement. Kirdjali se porte en avant avec son canon : la mèche à la main, devant sa pièce, il attend l'approche des Turcs, et chaque fois qu'ils font un mouvement, il les foudroie et les culbute.

Bientôt, cependant, ses munitions s'épuisent.

« Compagnons, crie-t-il à une vingtaine de blessés couchés autour de lui, à moi toutes vos armes, vos yatagans, vos cimeterres. »

Kirdjali les brise, charge sa pièce avec leurs débris et continue le feu. Ces munitions consommées, il arrache sa giberne d'argent, prend dans ses poches tous les *thalaris* et les *beschlis* (1) qui s'y trouvent, et parvient encore par un dernier coup à renverser quelques Turcs. Puis, blessé à la tête, le bras gauche brisé, n'ayant plus que son yatagan et ses pistolets : « Frères, s'écrie-t-il, sauve qui

(1) Pièces de monnaie.

peut! » Et il se précipite dans le Pruth suivi de Mikalaki et du reste de ses compagnons. Athanase et les siens imitent son exemple : tous passent heureusement à la nage, accueillis par les Russes avec des cris d'enthousiasme.

Qu'est-il besoin de raconter ensuite la triste issue de la campagne d'Ypsilanti? Campé sur les bords de l'Olto, il voit massacrer presque sous ses yeux le bataillon sacré, l'élite de son armée, sans faire un pas pour le défendre, et s'enfuit après la bataille livrée sans lui, abandonnant même ses Albanais et ses Cosaques, qui vont reprendre leurs brigandages et se venger de leur honte sur le paysan roumain.

Une pompeuse proclamation annonçait aux Grecs qu'il avait compromis, aux Roumains qu'il avait trahis, la dis solution de son armée, et contenait un essai de justification qui ne trompa personne.

Ainsi se termina une entreprise que nous admirions en France comme une tentative d'affranchissement, et qui n'était qu'une ténébreuse inspiration de la diplomatie moscovite. L'Autriche, mieux informée, savait à quoi s'en tenir; aussi s'opposa-t-elle avec énergie aux desseins du czar, qui, sous prétexte de pacifier, voulait traverser le Pruth ; et, lorsque Ypsilanti fuyard gagna son territoire, elle le fit enfermer dans la forteresse de Montgatz.

CHAPITRE VII.

Rétablissement des princes indigènes. — Insurrection de la Grèce. Convention d'Akerman. — Réveil de la nationalité roumaine en Transylvanie. — Littérature indigène. — Soulèvement des paysan contre les magyars. — Hôra et Clasca. — Leurs premiers succès. Leur défaite par les armées autrichiennes. — Conséquences politiques de cette insurrection. — Littérature roumaine en Moldo-Valaquie. — Georges Lazar, Jean Héliade et Constantin Golesco. — Colléges nationaux. — Insurrection de la Grèce, Navarrin, campagne de Morée. — Traité d'Alexandrie. — Nouvelle guerre de la Russie contre les Turcs. — Occupation des principautés. — Souffrances des Valaques. — Abaissement des boyars. — Traité d'Andrinople.

Les principautés danubiennes, victimes d'une guerre qu'elles n'avaient pas appelée, expiaient cruellement la vaine tentative de l'hétairie. Les champs sans culture, les villages brûlés, les vignes foulées aux pieds des chevaux, les églises converties par les Turcs en écuries, les villes livrées aux excès des janissaires, la fuite ou le massacre des boyars, même de ceux qui, avec Vladimiresco, combattaient l'insurrection hétairiste; les déchirements d'une guerre civile née d'éléments confus, de Grecs patriotes, d'hétairistes russes, de Roumains indigènes, enfin toutes les causes de désordre réunies, faisaient de la contrée une image de misère et de désolation.

Et cependant, l'espoir renaissait au cœur des Roumains. La trahison des Phanariotes avait éclairé le Divan, la fidélité de Vladimiresco avait été comprise. La Porte rendit aux Roumains leurs princes indigènes et le droit

d'élection. Ils furent invités à nommer dans chaque province sept candidats. Le choix du sultan tombe sur Jean Stourdza pour la Moldavie, sur Grégoire Ghika pour la Valaquie. Le premier était de pure race roumaine, descendant de Vlad III; le second d'une famille grecque naturalisée depuis plus de cent cinquante ans.

Cependant les plus fanatiques parmi les Musulmans avaient compté qu'après la victoire, les deux principautés seraient converties en pachalicks. Il en avait été même question au Divan; soit respect des traités, soit crainte des puissances chrétiennes, on ajourna l'usurpation.

Mais les janissaires et les hordes tartares qui occupaient les villes des principautés, croyant y être fixés à jamais, s'indignèrent de les voir rendre à la domination des chrétiens. Éclatant en imprécations contre le sultan et en menaces contre les Moldo-Valaques, leurs colères se traduisirent bientôt en actes de fureur. Le 12 août 1822, les habitants de Jassy sont réveillés par des cris de détresse et de mort. Les janissaires ont mis le feu à tous les coins de la ville, et se précipitent dans les habitations incendiées, pour piller et massacrer. Plus de deux mille maisons sont consumées; les flammes du palais dominent l'incendie; le sang des habitants ruisselle; plusieurs sont jetés vivants sur le bûcher; ceux qui échappent au feu et au sabre s'enfuient dans les campagnes, sans pain et sans abri. La rage des janissaires ne s'arrête que devant les ruines et la solitude. Cent soixante-quinze d'entre eux avaient péri, entraînés dans les flammes par la soif du sang et du pillage.

Les janissaires de Bucharest s'empressèrent de suivre cet affreux exemple, presque jaloux de n'avoir pas pris

l'initiative. Mais les maisons, dans cette ville, sont moins rapprochées, la population est plus nombreuse ; l'incendie fut limité à un seul quartier, et le massacre s'arrêta devant la multitude des victimes. Ce fut au milieu des ruines, des murs démantelés, des décombres noircis, que les nouveaux hospodars firent leur entrée, l'un à Bucharest, l'autre à Jassy, trop bien instruits des maux qu'ils avaient à réparer, et presque téméraires en osant accepter une pareille tâche.

Cependant, l'hétairie, si honteusement battue sur le Danube, reprenait dans la Grèce une initiative plus heureuse. L'apparition d'Ypsilanti avait éveillé l'espérance ; ses premières réussites avaient commandé l'exemple, et le mouvement une fois donné ne pouvait s'arrêter. Tout le monde chrétien, à l'exception du czar, fut étonné d'apprendre que la Grèce se réveillait de sa longue léthargie, que le Péléponèse était en armes, que les îles apportaient à l'insurrection le secours de leurs vaisseaux, que l'Argolide, la Laconie, l'Attique et la Messénie envoyaient des défenseurs à la cause de l'indépendance. Un long cri d'enthousiasme partit des bancs de la jeunesse occidentale ; dans son naïf amour du bien et du beau, elle croyait entendre les voix augustes des Aristide, des Épaminondas sortir de leurs tombeaux, elle croyait voir refleurir les génies de Phidias et de Platon. Comment, dans un éveil qu'elle appelait sublime, aurait-elle pu reconnaître la main du czar ? Il y a tant de grandeur dans une résurrection nationale, qu'on répugne d'y chercher autre chose qu'un sentiment. Beaucoup d'hommes mûrs en Europe partagèrent les illusions de la jeunesse. C'est ainsi que les souvenirs classiques des arts et de la liberté de-

vinrent les meilleurs auxiliaires des barbares du Nord.

Mais les hommes initiés aux mystères diplomatiques ne se laissaient pas tromper aux apparences. Si parmi les insurgés il y avait de grands cœurs et de nobles désintéressements, il se mêlait avec eux des éléments impurs. Si beaucoup obéissaient à la voix de la patrie, d'autres recevaient un mot d'ordre venu de Saint-Pétersbourg, et puisaient leurs inspirations dans les cénacles de l'hétairie.

Bientôt, en effet, pour tout observateur attentif, l'insurrection se présenta sous différentes physionomies, variant selon le principe moteur. Démétrius Ypsilanti et Alexandre Maurocordato représentaient l'hétairie, la ruse, la demi-civilisation, le déguisement moscovite; Odyssée, Botzaris, Colocotroni la passion de l'indépendance, le patriotisme du montagnard; patriotisme ardent, sincère, mais devenu sauvage à force d'oppression, sans pitié à force de douleur. Enfin, le bataillon Philhellène, mélange de toutes les nations de l'Occident, couvrait de son drapeau l'esprit d'aventure, le souvenir des grands siècles et l'enthousiasme poétique, ce dernier sentiment figurant mieux encore dans l'éclatante apparition de lord Byron.

Pendant ce temps, Alexandre, au congrès de Vérone, s'évertuait à nier tout projet de conquête. Le révolutionnaire de l'Orient, le grand pontife de l'hétairie se faisait, dans les conseils de la Sainte-Alliance, modeste et désintéressé. « La Providence, disait-il, n'a pas mis » à mes ordres huit cent mille hommes pour satisfaire » mon ambition, mais pour protéger la religion, la mo- » rale et la justice, pour faire régner les principes d'or- » dre sur lesquels repose la société humaine. »

Pour mieux voiler ses hypocrisies, il feint de compatir aux souffrances des Roumains, et demande à la Porte de délivrer les principautés des troupes qui les occupent. Le Divan répond, le 25 février 1823, que l'évacuation a eu lieu en même temps que l'installation des hospodars. Inutile mensonge qui ne trompait personne; car on ne pouvait dissimuler la présence de trente-cinq mille hommes, qui dévoraient les deux provinces. Mais Alexandre, gêné par la Sainte-Alliance, ne voulait pas risquer une rupture; d'ailleurs, la première insurrection de l'hétairie le rendait suspect, et quoiqu'il eût fait désavouer par le baron Strogonoff l'*entreprise criminelle d'Ypsilanti*, il n'avait plus d'ambassadeur à Constantinople, et son influence sur le Divan s'était beaucoup amoindrie. Il persista néanmoins, heureux de paraitre généreux à si bon marché et d'avoir les bénéfices d'une tutelle sans en avoir les charges. La Turquie, toujours aveugle, abandonnait aux Russes le mérite des apparences.

Au plus fort des négociations, en décembre 1825, Alexandre mourut à Taganrog, assez subitement pour faire croire à un crime de famille. Ses principes de duplicité furent religieusement continués par son successeur Nicolas. Il y avait cependant entre les deux frères cette différence, que le premier, admirateur des formes polies de l'Occident, cherchait à conformer ses habitudes et sa conduite extérieure aux exemples des salons de Paris et de Vienne; ses sympathies à l'étranger, ses raffinements de gentilhomme, blessaient même les préjugés des vieux Moscovites, qui appelaient la rudesse énergie et l'entêtement patriotisme. C'était à leurs yeux déroger que de se faire imitateur des races efféminées du

Midi. Mais Alexandre tenait plus à l'opinion de Paris qu'à celle de Moscou, et ce fut peut-être ce qui hâta sa mort.

Nicolas, au contraire, affecta un retour vers les traditions antiques, caressa le vieux patriotisme, se donna des allures de Tartare, et, pour complaire aux souvenirs moscovites, fit souvent prendre à l'impératrice, dans les bals de la cour, le costume des paysannes de Moscou. C'est de lui surtout que datent les mépris de Saint-Pétersbourg pour les populations latines, et les orgueilleuses prophéties annonçant aux Slaves leur domination prochaine. Son ambition ne dépasse pas celle d'Alexandre, mais elle se montre plus à découvert, avec une brutalité plus conforme à son rôle; si parfois il a recours à la ruse, c'est pour lui un expédient, et non, comme chez Alexandre, une habitude. L'un est dissimulé par calcul, l'autre l'était par caractère.

Aussi les instances de Nicolas pour l'évacuation des principautés se montrèrent-elles plus vives et plus menaçantes. Le conseiller d'État Minziaki, envoyé extraordinaire à Constantinople, pressait le Divan d'exécuter ses promesses. Enfin les conférences s'ouvrirent à Akerman le 1er août 1826, et la Porte put se convaincre que désormais il ne lui serait plus permis d'avoir une volonté autre que celle de son dangereux allié. Le traité d'Akerman, en effet, ne fut pas une convention réciproque, mais un acte de soumission aux volontés de la Russie. Elle exigeait une réponse définitive pour le 7 octobre, menaçant de passer le Pruth en cas de refus ou de délai. Les embarras de la guerre hellénique contraignirent la Porte de céder à ces hautaines injonctions, et plusieurs clauses du nouveau traité appelèrent le czar au

partage d'une suzeraineté désormais illusoire. Ainsi « dans le cas où, par des raisons graves, la nomination du candidat élu (à l'hospodarat) ne se trouve pas conforme au désir de la Sublime-Porte, après que ces raisons graves auraient été avérées *pour les deux cours*, on devra procéder à une nouvelle élection..... Si, pendant la durée de leur administration, les hospodars commettent quelques délits, la Sublime-Porte en informera *le ministre de Russie*, et, lorsque après vérification *de part et d'autre*, il sera constaté que le hospodar est effectivement coupable, la destitution sera permise, mais dans ce cas seulement... S'il arrive qu'un des hospodars abdique avant l'accomplissement du terme de sept années, la Sublime-Porte *en donnera connaissance à la cour de Russie*, et l'abdication pourra avoir lieu d'après *un accord préalable des deux cours*..... Les hospodars auront égard aux représentations du ministre de S. M. I. et à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres..... »

Chacune de ces dispositions plaçait les principautés sous la dépendance de la Russie, et devenait pour le Sultan un acte d'abdication. Toute mesure qui appelle le consentement commun de deux parties inégales en forces, n'implique que le consentement du plus fort. En politique, deux volontés d'accord ne sont d'ordinaire qu'une volonté qui domine.

La Russie au surplus ne laissait pas en oubli les hommes qui l'avaient servie. Beaucoup de boyars moldaves affiliés à l'hétairie, avaient fui en même temps que Michel Soutzo. Un article les rappelait et leur rendait leurs droits et leurs propriétés, encouragement d'un bon effet sur les partisans du czar.

Enfin, par une dernière clause du traité, une amorce était offerte à l'esprit de liberté par la promesse d'une constitution nationale. « Les hospodars seront tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins, et ces mesures seront l'objet d'un règlement général pour chaque province. »

Voilà certes une reconnaissance authentique du droit d'autonomie, qui ne saurait mieux se constater que par l'exercice du pouvoir constituant. Remarquons néanmoins l'étrange rédaction de l'article : « Les hospodars *seront tenus.* » Cette forme impérative, cette contrainte en matière de bienfait, n'accuse-t-elle pas ouvertement ou la négligence des princes ou l'indifférence des boyars? Et en effet, l'histoire de la Moldo-Valaquie n'est pas seulement le récit des intrigues moscovites, mais aussi des complicités intérieures; et pour être juste, il faut peut-être moins accuser l'ambition qui usurpe, que la faiblesse qui vient en aide à l'usurpation.

Sans doute, la convention d'Akerman cachait des piéges, mais l'intelligence et l'énergie pouvaient les éviter; et si les Russes y introduisaient assez d'éléments de bien pour en déguiser le mal, il appartenait aux Roumains de se garder du mal en fécondant le bien. Eh quoi! on leur donnait le pouvoir constituant, le gouvernement indigène, la souveraineté électorale, la liberté du commerce, et tout cela est resté stérile! A qui donc la faute? si ce n'est aux hommes qui n'ont su rien faire de grand avec de telles conditions de grandeur. En vain ils s'excusent sur l'oppression extérieure. Le secret de l'oppression est

trop souvent dans le cœur de l'opprimé autant que dans la volonté de l'oppresseur.

Que firent, en effet, les boyars chargés de la rédaction du règlement organique? Au lieu de s'accorder entre eux pour régénérer le pays, ils usèrent leur temps et leurs forces dans des luttes personnelles, dans de puériles rivalités; leurs stériles débats rendirent vaines les promesses d'un traité bienfaisant, et chacun de son côté, pour faire triompher son opinion, invoqua l'appui et les inspirations du consul russe Minziaki. Ce n'était pas sur les délibérations de Bucharest ou d'Iassy que se formulait le règlement organique, mais sur les instructions venues de Saint-Petersbourg. Minziaki était l'arbitre suprême, décidant tout, revisant tout, et consultant, comme de raison, bien plus les intérêts de son gouvernement que les besoins du pays. Ce fut ainsi que les boyars, les uns par vanité, les autres par impuissance, immolèrent les droits les plus sacrés, et livrèrent d'eux-mêmes la nation à l'étranger. Ils n'avaient pas même l'excuse du poltron, la contrainte, la présence des baïonnettes, les menaces de la force. Non, ce fut volontairement, avec préméditation, qu'ils abdiquèrent toute volonté; et ils se firent concurrence pour courir à la servitude.

De leur côté, les hospodars ne faisaient pas preuve d'une plus grande indépendance. Un article du traité d'Akerman consacrait le droit de réélection après sept années écoulées. C'est par là que la Russie dominait. Plus soucieux d'eux-mêmes que de la nation, les hospodars tendaient à mériter un nouveau bail par leurs complaisances, et se prosternaient devant la puissance qui disposait des trônes. Leurs coupables connivences sont assez haute-

ment attestées dans le passage suivant d'une lettre écrite à Grégoire Ghika par l'ambassadeur de Russie à Constantinople, M. de Ribeaupierre, en date du 9 juillet 1827 : « Je place ma confiance dans votre zèle à remplir fidèle» ment les fonctions honorables que la Porte vous a con» fiées et que la Russie voudrait sanctionner par ses suf» frages. Plus l'époque approche où un changement du » chef de l'administration pourra avoir lieu, plus je vou» drais vous devoir de la reconnaissance pour vos soins » assidus. »

On ne saurait trop admirer tant de cynisme dans la corruption.

Les hospodars toutefois profitaient du peu d'initiative qui leur était laissé, pour introduire des améliorations dont on a gardé le souvenir. Ce qui doit leur mériter surtout la reconnaissance publique, c'est qu'ils remirent en honneur la langue roumaine, tant méprisée par les beaux parleurs du Phanar.

Il restait encore au cœur de la nation des ressources intellectuelles, qui, dans la main d'un prince habile, pouvaient être heureusement mises à profit. Pendant que la nationalité roumaine s'éclipsait dans les luttes politiques, elle renaissait dans la littérature. Les traditions de liberté se réveillaient aux accents de la langue indigène ; et plus d'un écrit fut publié, qui n'avait besoin que d'un plus vaste théâtre pour conduire à la célébrité.

Le mouvement littéraire remontait au dix-huitième siècle, mais il s'était manifesté en dehors des deux principautés. Alors que la langue roumaine étouffée en Moldo-Valaquie par les écoles grecques et les dédains des Phanariotes, ne trouvait plus d'asile que dans la tanière

du paysan, les Roumains de la Transylvanie conservaient avec fidélité la parole des ancêtres, en dépit des Allemands qui les dominaient, des magyars qui les tenaient en vasselage. D'humbles travaux de grammaire et d'histoire entretenaient les souvenirs, et perpétuaient la patrie; lorsqu'une explosion plus vive du sentiment national vint féconder les imaginations, et donner à la littérature roumaine de plus larges développements.

Les magyars étaient des maîtres cruels, soumettant le paysan aux plus rudes corvées, vivant de ses sueurs et de son sang, et l'abrutissant à dessein dans une profonde misère. A la fin du dix-huitième siècle, en 1784, un paysan énergique se rencontra, qui osa méditer la délivrance de sa race. Il était gardien de troupeaux, dans le comitat de Zarand, et se nommait Hôra. Un compagnon de misère, pâtre comme lui, nommé Clasca, reçut ses premières confidences et devint son lieutenant. Chacun d'eux recruta dans les champs et les bois quelques paysans roumains exaspérés par de longues oppressions et ardents à la vengeance. Les premières réunions se firent sous un chêne séculaire, qui est debout encore dans la forêt de Korosbanya; et bientôt on vit éclater des incendies nocturnes dans les plus riches métairies des magyars. Ceux-ci, du reste, n'eurent pas à chercher longtemps les ennemis invisibles qui multipliaient autour d'eux la destruction. Les bandes de Hôra se grossissant à la voix d'émissaires actifs, il ne craignit pas d'attaquer en plein jour les châteaux fortifiés, en prit plusieurs d'assaut, égorgeant sans pitié les seigneurs magyars, n'épargnant ni les femmes, ni les enfants de la race oppressive, et dépassant avec orgueil les leçons de cruauté qu'il avait si longtemps reçues

Avec le succès, la sanglante jacquerie se propagea dans les campagnes ; une armée de Roumains s'organisa par les soins de Hôra, à laquelle il sut donner un certain aspect de discipline. Le premier jour de l'insurrection cinq cents hommes seulement le suivaient. Cinq jours après, c'est-à-dire le 5 novembre 1784, il en réunissait cinq mille.

Les pensées du gardien de troupeaux n'étaient pas seulement des conceptions de vengeance et de désordre ; elles grandissaient avec son rôle. Après avoir satisfait ses premiers ressentiments par de terribles exécutions, il songea au rétablissement de la patrie roumaine, non de la patrie morcelée par les traités, mais concentrée dans une grande unité, ainsi que l'avait constituée Trajan, ainsi que l'avait méditée Michel le Brave ; et pour bien faire connaître sa pensée, il prit le titre d'empereur de la Dacie. Vainqueur des magyars de la Transylvanie et de la Hongrie orientale, il voulait compléter son œuvre en attaquant les Phanariotes de la Moldo-Valaquie.

Pour augmenter le nombre de ses partisans, Hôra se prétendit investi du commandement par l'empereur d'Allemagne, dont on connaissait les démêlés avec les magyars ; et il montrait en preuve de sa mission une médaille à l'effigie de Joseph II, et un parchemin, qui n'était en réalité que la charte de l'église de son village. Les paysans le crurent sans vérifier les titres. Les succès, d'ailleurs, et la haine contre le magyar étaient d'assez forts encouragements. Hôra se vit bientôt à la tête de quinze mille insurgés. Les armes leur manquaient, il est vrai, mais la prise de quelque forteresse pouvait leur en fournir.

Les premières nouvelles de cette insurrection, avaient

été accueillies par l'empereur Joseph II avec indifférence, sinon avec une secrète joie. La turbulente fierté des magyars avait plus d'une fois excité ses ressentiments, et il n'était pas mécontent de les voir châtier par des bandes de paysans. La politique autrichienne se montre en tout temps la même. Les scènes de la Transylvanie se sont renouvelées de nos jours dans les massacres de la Gallicie, encouragés et récompensés par Vienne. Metternich a été fidèle aux leçons du vieux Kaunitz. Cependant lorsque Joseph II vit que le mouvement roumain n'était pas seulement un terrible holocauste, mais une résurrection nationale; non plus simplement une effusion de sang hongrois dont on faisait bon marché à Vienne, mais une menace pour sa propre couronne, il mit ses troupes en campagne. Les détails nous manquent sur les péripéties de cette lutte engagée dans un coin des Carpathes, entre des paysans armés pour la plupart de fourches et de faux, et les soldats équipés et disciplinés de l'Autriche. La résistance ne pouvait pas être longue. Beaucoup même d'entre les paysans en furent détournés par les prêtres, qui redoutaient les vengeances de Joseph. Les plus énergiques suivirent dans les montagnes Hôra et Clasca, qui luttèrent avec désespoir contre les forces de l'Empire. Enfin, traqués dans leurs dernières retraites, ils furent pris avec les débris de leur petite troupe, et, le 28 février 1785, tous deux expièrent sur la roue leur audacieuse entreprise.

Mais de si énergiques mouvements ne s'accomplissent pas sans laisser derrière eux des traces. L'idée de relever et de réunir toute la nation roumaine dans le territoire de l'ancienne Dacie, demeura dans les esprits; les sen-

timents de fraternité nationale se réveillèrent sur les deux versants des Carpathes, et les légendes populaires conservèrent les souvenirs d'une lutte mémorable. Hôra devint le héros des récits du foyer; l'empereur de la Dacie était mort, mais la Dacie pouvait renaître.

On voit encore dans quelques chaumières du comitat de Zarand le portrait de Hôra cloué au mur. Il est richement vêtu : la figure est empourprée, et il tient un vase rempli de vin. Au-dessous on lit ces vers :

Hora be si hodineste
Tiara plange si plateste.

Hora bibit et quiescit
Patria plangit et solvit (1).

Ces touchants regrets des chaumières, ces espérances naïves furent reproduites par les poètes des villes, et la littérature roumaine se développa au milieu des émotions du désastre, comme une protestation nationale contre les triomphes des Allemands. Parmi les noms les plus distingués de l'école roumaine de la Transylvanie, on cite Giorgovici, Chichendela, Pierre Maïor, Shincaï et Samuel Cleiu. Giorgovici s'est occupé spécialement de grammaire, Pierre Maïor a traité des origines roumaines, Chichendela a publié des fables qui sont devenues populaires (2).

La Transylvanie ouvrait la carrière aux écrivains de la Moldo-Valaquie; les esprits se réveillèrent dans les deux principautés : ces accents des vieux âges avaient

(1) De Gérando, la Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 322.
(2) M. Desprez, Revue des Deux Mondes, *ut supra*.

tout le charme d'un refrain longtemps oublié, et ramenaient des souvenirs de jeunesse et de gloire. L'idiome roumain avait perdu tout droit politique au profit du grec; de jeunes écrivains s'essayèrent à le réhabiliter dans le monde intellectuel.

En 1816, Georges Lazar alla s'établir dans les ruines du couvent de Saint-Sava à Bucharest, y ouvrit des cours de mathématiques et de philosophie en langue nationale, et, mêlant à l'étude des sciences les souvenirs de l'ancienne patrie, fit connaître à ses disciples l'origine des Roumains, et les ramena au culte du vieux latin que l'on parlait aux jours de liberté. Dans l'espace de cinq ans, il avait formé une vingtaine de disciples enthousiastes, qui se répandirent en Valaquie et en Moldavie, afin d'y poursuivre, chacun dans sa profession, l'œuvre patriotique du maître.

Ce mouvement littéraire ne fut pas étranger à l'insurrection nationale de Vladimiresco, et après la mort de l'illustre patriote, après le retour des princes indigènes, la langue roumaine reprit un vigoureux essor, comme une plante vivace longtemps recouverte par les inondations. Dans les *plaintes de la Romanie*, Paris Mumulèno accable les Phanariotes d'énergiques inspirations; Beldiman, dans la *sanglante tragédie*, fait un récit passionné de l'insurrection Moldo-Valaque; Assaki célèbre la Moldavie renaissante; J. Vacaresco chante l'amour dont l'influence est puissante en Valaquie. La résurrection intellectuelle devient un heureux présage de résurrection politique; car les lettres ne sont pas chez un peuple de vains jeux d'esprit, elles sont l'expression de sa vie morale : l'éclat ou la décadence des littératures coïn–

cident constamment avec la grandeur ou la chute des empires.

Parmi les disciples de Georges Lazar s'était signalé Jean Héliade Radulesco. Né d'une famille originaire de Tirgovist, Héliade avait, comme tous ses contemporains, été élevé dans la culture de la langue hellénique. A l'apparition de Lazar, il quitta les classes de rhétorique et de poésie grecque, et alla étudier les sciences auprès du professeur national. Lazar mourut en 1822. Héliade, contre la volonté de ses parents, le remplaça dans les ruines de Saint-Sava, où il exerça gratuitement le professorat pendant six années.

Se concentrant désormais, pour ainsi dire, dans les vieux murs du monastère, ce jeune homme convia ses compatriotes à se régénérer par l'étude, à reconquérir la langue de leurs pères pour avoir droit à leurs libertés. Travailleur infatigable, il remplissait plusieurs chaires, parcourait tous les degrés de l'enseignement, depuis la grammaire, la géographie et l'histoire, jusqu'à la rhétorique, la logique et les mathématiques transcendantes. Pour faciliter cette dernière étude, il traduisit Francœur, et dotait la langue roumaine de termes techniques appropriés à ces nouveautés. Poète non moins distingué que savant mathématicien, il reproduisait en vers roumains les œuvres de Byron et plusieurs méditations de Lamartine, et enrichissait de poésies originales la littérature renaissante.

En 1826, Constantin Golesco revint de l'exil que lui avait mérité une noble complicité avec Vladimiresco. Fidèle à son passé, il se joignit à Héliade pour travailler à la réorganisation roumaine, et tous deux, de concert, ré-

digèrent les statuts d'une société de progrès en Valaquie. Ces statuts contenaient en projet :

1° L'établissement de colléges nationaux à Bucharest et à Craïova ;

2° L'établissement d'écoles normales dans chaque chef. lieu de district, par les premiers élèves sortis des colléges ;

3° L'établissement d'écoles primaires dans chaque village ;

4° La fondation de journaux dans la langue nationale ;

5° L'abolition du monopole typographique ;

6° Les moyens d'encourager la jeunesse à traduire et à écrire des ouvrages dans la langue nationale ;

7° La formation d'un théâtre national (1).

Ce programme ne pouvait déplaire au hospodar Grégoire Ghika ; mais il s'y révélait des tendances nationales trop prononcées pour ne pas exciter les méfiances du consul russe Minziaki. Ghika ne put donner aux novateurs que de timides encouragements ; tout ce qu'il osa se permettre fut de consacrer le premier établissement de Lazar, en élevant le collége national de Saint-Sava sur les ruines du couvent. Quant aux autres articles, le moment n'était pas venu de les mettre à exécution. Mais le programme circulait dans le public, objet de commentaires et d'espérances, et à défaut d'un appui supérieur, chacun voulait concourir à l'œuvre, dans la mesure de ses forces. Les deux patriotes avaient mieux fait que d'intéresser un prince ; ils mettaient en mouvement les esprits de tous, et ouvraient carrière aux ardeurs nationales.

Grâce à cette généreuse impulsion, un second collége

(1) Héliade Radulesco. Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

national put être établi à Craïova. Un des élèves d'Héliade, Campatineano, en fut le premier professeur. La voix des aïeux semblait se réveiller dans les chaires publiques, comme un premier signe d'affranchissement; les Roumains, en l'entendant, croyaient retrouver une patrie.

Entre Golesco, Héliade et Campatineano, se forma dès-lors un triumvirat politique, dont les projets devaient se développer avec les évènements, mais dont le premier moyen d'action était la littérature. Par un pacte secret, ils s'engagèrent à organiser la propagande nationale, et à travailler à la réalisation de tous les articles du programme. Donnant à leur alliance tout le caractère d'une solennité religieuse, ils s'unirent par un serment en face des autels, dans la chapelle du manoir de Goleschti, situé au district de Monticello.

Les hospodars, de leur côté, s'occupaient activement de travaux d'utilité générale. Les grands hôpitaux de Bucharest étaient restaurés, des fontaines publiques étaient établies à Jassy; le peuple tout entier s'associait au mouvement de rénovation. Le paysan, délivré des garnisaires étrangers, avait reconstruit sa cabane; les boyars, revenus de l'émigration, relevaient leurs palais; le commerce se faisait avec sécurité, l'agriculture reprenait son essor; un bien-être inaccoutumé s'annonçait au pays, lorsque de nouvelles calamités vinrent détruire ces promesses.

L'insurrection en Grèce avait fait de rapides progrès. Encouragés par les vœux de l'Europe classique, aidés par les souscriptions publiquement annoncées, soutenus plus secrètement par l'or de la Russie, les Hellènes luttaient depuis cinq ans contre toutes les forces de l'em-

pire ottoman. Les sympathies des populations chrétiennes les accompagnaient dans leurs efforts héroïques; mais les cabinets de la sainte-alliance ne voyaient pas sans inquiétude l'exemple d'une révolte triomphante. Le gouvernement anglais lui-même, quoique resté en dehors de la ligue des rois, pressentait les dangers qu'offrait à l'équilibre européen l'affaiblissement de la Turquie. Peu chevaleresque d'ailleurs, et attaché invariablement à la politique d'intérêt, le cabinet de Saint-James n'avait guère souci de défendre une puissance grecque qui pouvait devenir une puissance maritime. L'Autriche, reconnaissant, aux coups qui se frappaient, la main du czar, se tenait dans une méfiante réserve, et dissimulait mal ses vœux pour la Turquie. L'astuce de Saint-Pétersbourg sut triompher de toutes ces répugnances.

La guerre qui se faisait, avait, de part et d'autre, un caractère sauvage qui soulevait en Europe l'épouvante et l'indignation. Tous les organes de la publicité en France et en Angleterre accusaient l'indifférence des gouvernements; les orateurs de la tribune tonnaient des deux côtés de la Manche, et sommaient les ministres de mettre fin à ce spectacle de sang. D'un autre côté, les dernières campagnes avaient été funestes aux Grecs; pressés entre les armées turques et égyptiennes, accablés dans une lutte désespérée, il ne leur restait plus de salut que dans la soumission; les longues intrigues de la Russie allaient échouer. C'est alors qu'elle fit appel aux sentiments généreux de la France et de l'Angleterre. Les sympathies publiques lui venaient en aide. Entraînés par des considérations plus sentimentales que politiques, émus peut-être par les vœux des populations, oubliant que les mots

d'humanité et de liberté dans la bouche du czar devaient cacher un piége, les cabinets des Tuileries et de Saint-James reconnurent en principe l'indépendance de la Grèce par un traité avec la Russie, le 6 juillet 1827.

Dans cette première convention, qui consacrait par avance le démembrement de la Turquie, la Russie seule restait fidèle à sa vieille politique; Paris et Londres étaient dupes de leurs généreuses sympathies, et croyaient rendre hommage aux principes de liberté, alors qu'ils faisaient les affaires de l'absolutisme moscovite.

Cette inexplicable fascination fut habilement mise à profit par le czar Nicolas; et l'on vit les deux nations les plus civilisées du monde dirigées par les conseils d'un barbare contempteur du droit des gens. En pleine paix avec la Turquie, les vaisseaux réunis des trois puissances surprirent dans la baie de Navarin la flotte des Musulmans; et tel était l'aveuglement de cette époque, que toute l'Europe applaudit à un odieux guet-à-pens, qui aurait dû faire rougir les hommes honnêtes et trembler les hommes habiles; car la Russie gagnait une partie décisive, sans rien risquer au jeu. La France et l'Angleterre avaient tenu pour elle les cartes, acceptant pour leur compte les hontes d'une tricherie, dont le czar empochait les bénéfices.

La joie fut grande à Saint-Pétersbourg. D'un seul coup détruire la marine turque et duper les grandes puissances! Quelle bonne fortune pour de patientes intrigues!

La campagne de Morée, conséquence logique des mêmes aveuglements et des mêmes artifices, acheva d'abattre la Turquie. Seule contre tous, elle dut sous-

crire à la cession d'une de ses plus belles conquêtes ; par le traité d'Alexandrie signé le 8 avril 1828, la Grèce reprit son rang parmi les nations; mais la Grèce impuissante, resserrée dans d'étroites limites, séparée de l'Épire et de la Thessalie, dépouillée des rives ioniennes, des îles commerçantes qui auraient pu en faire une puissance maritime. C'est l'Angleterre qui s'oppose au développement des côtes, de peur que le nouveau royaume ait un peuple de matelots; c'est la Russie qui mutile les possessions continentales, parce qu'elle veut bien céder ce qu'il faut pour affaiblir la Turquie, non ce qu'il faut pour fortifier une nation régénérée. D'autres vues, d'ailleurs, la guidaient. En conservant à l'empire ottoman les montagnes de l'Olympe et du Pinde, retraites des Palicares insoumis, elle avait toujours sous la main des éléments d'insurrection qu'elle pouvait faire agir au besoin ; en lui laissant les îles, elle maintenait des asiles de piraterie, d'où, en toute occasion, de hardis forbans pouvaient s'élancer à la voix des agents moscovites. Ce qui se passe aujourd'hui n'est que la réalisation de ces calculs.

Quant à l'Autriche, malgré ses répugnances, elle signa au contrat, parce qu'on la consolait en donnant à la Grèce un roi de race allemande. La France seule fit acte de désintéressement; seule, elle assista sans arrière-pensée au baptême du peuple naissant; elle avança même ses millions pour subvenir aux premiers besoins de son pupille. Sa conduite, sans doute, ne fut pas de l'habileté; mais elle avait du moins pour elle la sanction de la morale. Ce fut une faute peut-être, mais une de ces fautes

qui font honneur, et l'histoire aimera toujours rendre hommage à de nobles maladresses.

On aurait pu croire que la Russie, d'ordinaire si patiente, ne s'empresserait pas de dévoiler à ses alliés la mystification dont ils venaient d'être dupes, et qu'au moins, par ménagement pour ses complices déçus, elle laisserait passer quelque temps avant de porter la main sur la Turquie épuisée. Attendre est dans ses habitudes, et quand elle se démasque, ce n'est qu'après de longues tromperies. Mais, en 1828, le czar se trouva, malgré lui, entraîné à une prompte décision. Une grande révolution s'était accomplie à l'intérieur de l'empire ottoman. Le sultan Mahmoud, novateur intrépide, avait, au mois de mai 1826, dissout les janissaires. Cette milice tyrannique, qui tant de fois avait disposé du trône, rencontrait à la fin un maître plus terrible qu'elle. Deux jours de combats dans Constantinople, deux jours de massacres et de sang, l'avaient anéantie. Mahmoud délivré d'une barbare tutelle, libre d'accomplir les réformes qu'il méditait, voulut emprunter à la civilisation européenne la discipline militaire qui la rendait si forte. Des officiers appelés de l'Occident, des réfugiés de tous pays, victimes des troubles civils, de hardis aventuriers, amis des nouveautés, présidaient à l'organisation des troupes musulmanes. Tout s'agitait, tout marchait au progrès dans la Turquie si longtemps immobile. Encore quelques années, et les soldats du croissant pouvaient mouvoir leurs lignes avec la froide régularité des soldats de la chretienté, et manœuvrer avec science le canon, ce grand arbitre des batailles. L'Europe regardait avec étonnement; le czar

avec effroi. Pour lui, la réforme était une menace ; l'occasion allait lui échapper.

Les appréhensions du czar sont clairement révélées dans une dépêche du comte Pozzo di Borgo, alors ambassadeur à Paris. Voici ce qu'il écrivait au mois de novembre 1828, alors que la résistance énergique des Turcs arrêtait les premiers pas de l'agresseur : « Lorsque » le cabinet impérial examina la question si le cas était » arrivé de prendre les armes contre la Porte, il aurait » pu exister des doutes relativement à l'urgence de cette » mesure, aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez » médité sur les effets des réformes sanglantes que le » chef ottoman venait d'exécuter avec une force terrible... » Maintenant l'expérience que nous venons de faire doit » réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été » adopté. L'empereur a mis le système turc à l'épreuve, » et sa majesté l'a trouvé dans un commencement d'or- » ganisation physique et morale qu'il n'avait pas eu » jusqu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une » résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait » à peine réuni les éléments de son nouveau plan de » réforme et d'amélioration, combien l'aurions-nous » trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps » de lui donner plus de solidité (1) ! »

Cette naïve confession, destinée à rester dans le cercle des confidences diplomatiques, donne la mesure de la moralité du czar Nicolas. Il entreprend la guerre non à cause d'une offense, mais à cause d'un progrès qui permettra de repousser l'offense. La Turquie discipline son armée ;

(1) Porto-Foglio.

il faut l'écraser avant que ses conscrits ne deviennent des soldats. Le malade va guérir; il faut le tuer de peur qu'il ne reprenne la force avec la santé. N'est-ce pas le même homme qui disait naguère à sir Hamilton Seymour: « Le malade va mourir : partageons son héritage. »

Tout prétexte manquait à l'agression; mais qu'importe à la Russie un prétexte? Une sorte de manifeste hypocrite tel qu'on les rédige à Saint-Pétersbourg vint apprendre à l'Europe que les Turcs opprimaient les Serbes, les Valaques, les Moldaves, et que le czar était le défenseur des opprimés.

Misérable patelinage, qui fut relevé avec dignité par le sultan.

« Toutes les accusations élevées par la Russie contre » la sublime Porte, disait-il, sont fausses et injustes. » Elles n'ont d'autre but que de couvrir l'amour insatia- » ble de conquêtes et d'usurpations qui distingue le ca- » binet de Saint-Pétersbourg. Si des traités ont été » violés, la Russie seule est coupable!... »

Ce fut alors que les cabinets de l'Occident comprirent la faute qu'ils avaient faite au congrès de Vienne, en refusant à la Turquie, sur les perfides conseils d'Alexandre, les bénéfices d'une garantie mutuelle. Pendant qu'ils se livraient à de tardifs regrets, les Russes passaient le Pruth sur trois points différents, et, le 7 mai 1828, cent cinquante mille hommes inondaient la Moldo-Valaquie.

Jean Stourdza, surpris par cette soudaine invasion, fut obligé de se constituer prisonnier; Grégoire Ghika eut le temps de se réfugier à Cronstadt en Transylvanie.

Cependant le maréchal Wittgenstein, commandant des troupes russes, s'annonce aux Roumains comme un libé-

rateur, et ses proclamations ne sont pas avares de belles promesses.

« Habitants de la Moldavie et de la Valaquie, dit-il, sa majesté l'empereur, mon auguste maître, m'a ordonné d'occuper votre territoire avec l'armée dont il a daigné me confier le commandement. Les légions du monarque protecteur de vos destinées, en franchissant les limites de votre terre natale, y apportent toutes les garanties du maintien de l'ordre et d'une parfaite sécurité.....

» Une discipline sévère sera maintenue dans tous les corps de l'armée. Il sera fait prompte justice des moindres désordres..... »

Les leçons du passé avaient appris aux Roumains ce qu'étaient l'ordre et la sécurité dans la bouche d'un général russe. Les nouveaux enseignements allaient être plus terribles. Dans ses réclamations, en 1826, contre l'occupation turque, la Russie s'apitoyait sur les malheurs du pays; elle prouva, en 1828, la valeur de ses doléances. Ce n'était autre chose que le dépit de ne pas faire elle-même le mal qu'elle reprochait aux autres. Il lui fallait le privilége exclusif de la rapine et des égorgements. Les Turcs au moins s'avançaient en ennemis, et n'avaient pas scrupule à persécuter une race d'infidèles; les Russes se présentent en amis, et se font les bourreaux de frères en religion. Il est impossible de raconter les horribles excès des envahisseurs; les expressions manquent et la langue fait défaut. « Les souffrances, dit M. Saint-Marc Girardin, sont au-dessus de toute description. Jamais il n'y a eu une plus épouvantable destruction de créatures vivantes (1) ». Contributions de toutes sortes, denrées, fourra-

(1) Souvenirs de voyages, t. I[er], p. 255.

ges, bestiaux, corvées, ce sont là les maux ordinaires de la guerre; il faut y ajouter la barbarie du soldat russe, et surtout les traditions les plus effrontées du vol parmi les officiers. Les uns vendent les rations du soldat, et le mettent ensuite à la charge des villages; les autres désignent pour les corps de cavalerie les lieux de cantonnement, y font transporter le fourrage, le vendent à leur profit, et se portent ailleurs. Puis, l'imprévoyance, le gaspillage, l'insouciance des voleurs, qui comptent toujours sur le vol du lendemain.—Combien vous reste-t-il des trente-six mille bœufs que vous venez de tirer des principautés? demandait, vers le milieu de la campagne, le grand-duc Michel au général qui avait la direction de ce service. — Pas même de quoi faire un beefsteack à votre altesse, répondit le général (1).

Ailleurs on vint prévenir le général Zeltouchine que les boyars n'avaient plus de bœufs pour faire les transports. — « Eh bien, répondit-il, qu'on attèle les boyars! » Le mot brutal est resté dans les souvenirs ; mais ce n'est qu'un mot. Ce qu'il faut ne pas oublier, c'est que si les boyars ne furent pas attelés, les paysans le furent. Hommes et femmes furent accouplés aux chariots, ayant pour conducteurs des cosaques, qui ne ménageaient ni le bâton, ni la pointe de leurs lances. Plus de trente mille Roumains furent arrachés à la culture, pour servir de bêtes de somme. Les plus heureux s'enfuyaient dans les montagnes, où ils n'avaient d'autre nourriture que des écorces d'arbres. Et au milieu de tant d'iniquités, un sombre découragement étouffait toute plainte. L'archevêque

(1) M. Saint-Marc Girardin.

métropolitain de Valaquie, Grégoire, pour avoir fait appel à la compassion des envahisseurs, fut aussitôt exilé en Bessarabie ; il est vrai qu'il s'était opposé à ce que le clergé fût enlevé des autels pour aller porter les munitions de guerre. Le gouvernement russe répondit aux remontrances qui lui furent faites : *Il n'importe pas de savoir qui des hommes ou des bêtes font le service, pourvu que les ordres soient exécutés* (1).

Les désordres et les dilapidations avaient amené la famine; la peste s'y joignit, apportée par la misère, par les chariots remplis de blessés, et par l'effroyable mortalité des bœufs amoncelés sans prévoyance, ou tombant de fatigue sur les grandes routes, qu'ils encombraient de leurs cadavres décomposés.

Tels étaient les bienfaits promis par Wittgenstein, au nom de son auguste maître : le brigandage, la famine et la peste, trinité moscovite, offerte à l'adoration des Roumains.

Les Russes ne pouvaient pas repousser la responsabilité de tous ces maux ; car dès leur entrée dans les provinces, ils s'étaient emparés du gouvernement. Le comte Pahlen, délégué du Czar, avait institué une administration centrale provisoire dont il était le chef sous le titre de président plénipotentiaire des divans de Valaquie et de Moldavie. Malheureusement, il rencontra de lâches complaisances qui lui permirent de déguiser ses usurpations sous une apparence d'acquiescement national. Les partisans de Ghika s'étaient retirés ; mais il se trouvait assez de boyars serviles pour composer un divan aux ordres

(1) M. Vaillant, t. II, p. 349.

de Pahlen, et, cinq jours après l'entrée des Russes à Bucharest, ce divan improvisé envoyait au Czar une adresse que l'on peut citer comme un modèle des plus basses flatteries, des plus dégradants mensonges.

« Sire,

» Depuis cinq jours l'avant-garde de l'armée victo-
» rieuse de V. M. I. se trouve parmi nous. Par la marche
» la plus habile et la mieux combinée, elle a épargné à
» la population entière les désastres affreux dont elle était
» menacée, et a sauvé la capitale de Valaquie d'un danger
» imminent.

» Sire, le divan de Valaquie, *interprète des sentiments*
» *de tout le peuple*, s'empresse de déposer au pied du
» trône de V. M. I. l'hommage de sa profonde reconnais-
» sance et de sa fidélité inviolable. Pénétrés de l'étendue
» de ces devoirs, nous rivaliserons tous de zèle pour le
» service des troupes impériales, qui sont les défenseurs
» naturels de notre patrie...

» Sire, tous les obstacles qui s'opposent encore à notre
» prospérité vont disparaître devant votre auguste protec-
» tion ; votre main puissante empêchera qu'on ne trouble
» plus nos destinées...

» Ainsi, votre majesté, devenue la bienfaitrice de
» l'humanité souffrante, gravera son auguste nom dans
» l'histoire en caractères aussi brillants qu'immortels. »

Le même jour, 12 juin, une députation de Moldaves apportait à M. de Nesselrode, sous les murs d'Isaktscha, un acte de soumission orné de la même rhétorique.

De sanglants démentis furent promptement donnés à ces tristes idylles. Mais que devaient penser les puissan-

ces étrangères, en voyant les boyars si bien d'accord avec l'oppresseur? Aux réclamations des cabinets on pouvait opposer l'assentiment du divan national, et s'il y avait des mécontents, leur silence parlait contre eux. C'est ainsi que la lâcheté de quelques hommes avilissait la nation et désarmait l'étranger.

Nous n'avons pas à retracer les détails de cette guerre, où les Turcs opposèrent à l'aggresseur une résistance inattendue. Malgré leur supériorité en troupes et en matériel, les Russes ne franchirent les Balkans qu'après une année de luttes. Mais, ainsi que l'avait trop bien prévu le Czar, la régénération de la Turquie était encore incomplète, et ses armées n'avaient pas eu le temps de se former aux grandes guerres. L'entrée des Moscovites à Andrinople, au mois de juin 1829, contraignit la Porte à subir la paix. Le succès couronnait encore une fois les ambitieuses menées du Czar.

Le traité d'Andrinople (14 septembre 1829) fut rédigé avec une perfide habileté qui donnait au vainqueur toutes les apparences du désintéressement. Ainsi il renonce à toutes ses conquêtes territoriales, rend à l'empire ottoman la Valaquie et la Moldavie, du côté de l'Asie les pachaliks de Kars, de Bayazid, d'Erzeroum. Mais la Russie conserve la passe de Sulinah et les iles à l'embouchure du Danube, modeste compensation qui la rend maîtresse de la navigation du fleuve.

Les stipulations qui concernent les pays roumains semblent une série de bienfaits : les forteresses turques sur la rive gauche du Danube et sur les bords du Pruth sont rasées, et le territoire dépendant des forteresses restitué aux principautés ; les hospodars seront nommés à vie ; la

Porte renonce au droit de contribution en nature et en argent, au droit de corvée, au droit de fixer le prix des denrées, et consent à la pleine liberté de commerce. Une redevance annuelle fixe lui sera accordée, comme compensation de l'abandon de tous ces droits.

C'étaient là, sans doute, d'incontestables améliorations; mais ne faut-il pas se donner le mérite du bien, pour mieux dissimuler le mal? Ainsi, par l'art. 5, la Russie se déclare *garante* des droits qu'elle fait accorder; consacrant ainsi pour elle le droit d'intervention.

En même temps qu'elle fait nommer les hospodars à vie, elle ajoute : « Ils ne pourront être dépossédés que du consentement de la Russie. » Ce qui signifie qu'ils pourront toujours être dépossédés par la Russie.

Par un autre article, la Porte s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs qui ont été faits durant l'occupation des deux provinces par les armées de la cour impériale, comme devant servir de base au règlement organique; c'est-à-dire que les volontés du Russe envahisseur vont être la loi du pays.

Enfin, comme dernier bienfait, les principautés doivent rester sous le poids de l'occupation militaire, et être gardées à titre de dépôt par la Russie, jusqu'au parfait paiement des frais de guerre, fixés à 125 millions de francs. Dix ans sont accordés à la Turquie pour ce paiement; c'est plus qu'il n'en faut pour accoutumer les Roumains à la domination moscovite, et pour changer tout doucement le transitoire en définitif.

Au surplus, la Russie ne dissimulait guère son ardent désir de posséder le pays en toute souveraineté. Car, à cette époque, le comte Orloff fit offrir au Sultan, au nom

du Czar, d'acheter les deux principautés, moyennant trois millions de ducats (36,000,000 fr.) (1). C'était un moyen de faciliter le paiement de l'indemnité de guerre, et la proposition soumise au divan y rencontra des approbateurs; elle ne fut rejetée qu'après une orageuse discussion. Assurément, le traité eut été nul; car la Turquie n'avait pas le droit de vendre des pays qui ne lui appartenaient pas; mais la Russie aurait validé le traité par ses armées, et les cabinets de l'Europe auraient été heureux de trouver dans un contrat synallagmatique un prétexte pour s'abstenir.

Parmi les clauses générales du traité d'Andrinople, n'oublions pas la reconnaissance par la Porte de l'indépendance grecque, et la consécration officielle de son affaiblissement territorial aussi bien que de sa déchéance morale. Désormais le Czar va commander à Constantinople; et les puissances occidentales, distraites par de misérables rivalités, assistent en silence aux progrès du colosse, qui d'une main touche à l'Amérique du Nord, et de l'autre aux deux extrémités de l'Asie, la Chine et le Bosphore.

(1) M. Colson, p. 50.

CHAPITRE VIII.

Double physionomie de la famille impériale à Saint-Pétersbourg. — M. de Kisseleff. — Rédaction du réglement organique. — Article introduit en fraude. — Vain semblant de représentation nationale. — Causes de désordres dans le réglement. — Violation du droit électoral. — Michel Stourdza et Alexandre Ghika. — La Russie se rapproche de la Turquie. — Révolte et succès du pacha d'Égypte. — Traité d'Unkiar-Skelessi. — Vaines protestations de la France et de l'Angleterre. — Convention de Kutayeh. — Les Russes sortent des principautés. — Intrigues du consuj russe Rukmann. — Position difficile d'Alexandre Ghika.

Il y a dans la famille impériale de Saint-Pétersbourg une double physionomie, qui rappelle constamment sa double origine, l'Allemand greffé sur le Moscovite. Tantôt c'est la greffe qui domine, tantôt c'est la plante sauvage. Quelquefois les deux types se réunissent et se combattent dans une seule individualité; quelquefois chaque type conserve son empreinte sans mélange, et deux frères d'un même lit sont de race différente. Les fils de Paul Ier ont présenté toutes ces diversités. Alexandre était un peu Allemand, sévère, ascétique, beau de visage et de taille, affable et complimenteur, les yeux toujours tournés vers l'Occident pour lui demander des leçons. Constantin était un Tartare de vieille roche, brutal, farouche, affreux à voir, et plein de mépris pour les mollesses de l'Europe centrale. Nicolas tient de l'un et de l'autre, avec la figure d'Alexandre et l'âme de Constantin, gracieux par occasion, sauvage par nature, gentilhomme

quand il s'observe, mal appris quand il s'emporte, perfide surtout alors qu'il prend des airs de candeur, et nourrissant les vieux préjugés nationaux, tout en affichant des prétentions de réformateur.

Les mêmes oppositions se continuent aujourd'hui parmi les enfants de Nicolas. L'héritier présomptif, Alexandre, est un Allemand pacifique; le puiné, Constantin, est un Tartare emporté; l'un est ami des arts et de la civilisation; l'autre ne rêve que combats, et se croit appelé par son nom à prendre Constantinople.

Ces contrastes, qui se résument dans la famille impériale, se rencontrent à tous les degrés dans le personnel diplomatique. Mais là, c'est un calcul du Czar; il y tient en réserve des hommes pour toutes les circonstances; jouant lui-même plusieurs rôles, il lui faut plusieurs masques, et selon qu'il a besoin de menacer ou de feindre, d'opprimer ou de séduire, il envoie au dehors un Moscovite ou un Allemand, un Tartare ou un Russe germanisé, un Menschikoff ou un Nesselrode. Dans le commencement de l'occupation des principautés moldo-valaques, en 1828, il fait agir l'élément barbare, la force et la terreur; Zeltouchine le représente dignement. Mais lorsqu'après la paix, il veut ramener les cœurs par les séductions d'une législation nouvelle et d'une administration régulière, il confie le rôle de protecteur au général Kisseleff, et jamais choix plus habile ne fut fait pour endormir les colères et masquer la tyrannie.

M. de Kisseleff, avec toutes les formes extérieures de la bienveillance et du savoir-vivre, fit preuve des talents réels de l'administrateur consommé. Affable à tous, mais ferme dans le commandement, n'ôtant rien à la force de

l'autorité, mais en dissimulant les rigueurs, il apportait tout d'abord par ses qualités extérieures un grand soulagement aux esprits; car il était dans un pays qui n'avait connu le pouvoir que par les côtés oppressifs, jamais par les côtés utiles.

Les améliorations matérielles introduites par M. de Kisseleff, furent de véritables bienfaits : organisation des tribunaux, des écoles, de la milice, des magasins de réserve, fondation du port d'Ibraïla, transformation en villes des citadelles du Danube, développement de l'agriculture, tout annonça chez lui le désir sincère de donner à ce beau pays un bien-être inaccoutumé. Il avait pour mission de gagner les Moldo-Valaques; il se prit lui-même à les aimer. Attaché à son œuvre, il en fit sa joie et son orgueil, et trouva dans la reconnaissance générale une digne récompense. Ces bienfaits extérieurs étaient d'ailleurs autorisés par Saint-Pétersbourg. On réservait les piéges pour le règlement organique, et l'on ne pouvait avoir de meilleur instrument pour tromper, que l'homme qui avait su se concilier les cœurs.

Le comité de rédaction du règlement organique avait repris, le 29 juillet 1829, ses travaux interrompus. Le consul russe Minziaki en usurpa la présidence, afin qu'il fût bien avéré que la Russie voulait être maîtresse des délibérations. Cela ne suffisait pas. Chacun des articles dût être communiqué au cabinet de Saint-Pétersbourg, qui les renvoyait amendés, mutilés, transformés, et les mettait en opposition directe avec les lois fondamentales du pays, avec l'esprit et la lettre des traités. C'était là le pouvoir constituant rendu au pays. La constitution se faisait par courriers, et la pensée nationale était dictée

sur les bords de la Newa. Avec ces allées et ces venues, l'enfantement du règlement organique était sinon très pénible, au moins très lent. L'arrivée du général Kisseleff, au mois de novembre, eut pour premier avantage d'abréger les délais. Ses pouvoirs étant illimités, les rapports avec la puissance *garante* devinrent plus directs, le travail mis en œuvre par lui, sans intermédiaire, fut promptement achevé, et une assemblée générale extraordinaire des deux provinces fut convoquée, non pour discuter, mais pour approuver.

De tout temps, le président légitime de l'assemblée avait été le métropolitain. Mais le métropolitain Grégoire était en exil. Ce fut une occasion de jeter un outrageant défi à tous les souvenirs, à tous les sentiments nationaux. M. de Kisseleff nomma président le consul russe Minziaki. La soumission des boyars était dès le début mise à l'épreuve; en subissant cette première honte, il ne leur restait plus qu'à tout accepter.

Quelques-uns seulement firent acte de courage. Le plus jeune des boyars, J. Vacaresco, protesta hautement contre cette façon d'assemblée nationale, qui n'avait pas, pour la diriger, son président légal, le métropolitain. Il fut aussitôt livré à des juges militaires. Chacun s'attendait à le voir fusiller; mais M. de Kisseleff jugea prudemment qu'un sacrifice sanglant pouvait être nuisible à la politique du Czar. Dans sa haute clémence, il se contenta d'exiler de la capitale le boyar insurgé.

D'autres cependant, parmi les vieux boyars, s'associèrent à la protestation, le ban G. Balaceano, le logothète Campiniano, le ban Vacaresco, et le vornic D. Chrysoscoleo Buzoiano. « Mais, dit M. Héliade, par un de ces

miracles qui viennent quelquefois très à propos, tous quatre moururent dans la même semaine, avant la clôture de l'assemblée générale : ce n'est pas sans raison que l'empereur Nicolas proclame dans tous ses manifestes que Dieu est avec lui (1). »

Ces avertissements d'en haut aussi bien que les menaces d'ici-bas assouplirent les esprits. Et cependant, même avec une assemblée aussi complaisante, M. de Kisseleff usa d'une indigne surpercherie, en introduisant subrepticement un article qui n'avait été communiqué à aucun des signataires. Voici comment M. Héliade raconte une fraude qui constitue un faux en écriture publique :

« Les livres illustrés se terminent, comme chacun sait, de manière à n'avoir pas la dernière ligne au bas de la dernière page. L'avant-dernier article devait laisser, selon toutes les règles, le quart final de la page blanche ; et comme les 190 signatures des membres de l'assemblée ne pouvaient entrer dans ce dernier quart, M. le président Minziaki s'adressa aux représentants du pays : « Archondas, dit-il, ayez la bonté d'apposer vos signa- » tures sur la page suivante ; car vous voyez bien qu'il » n'y a pas de place au bas de celle-ci. » C'était une raison très naturelle, et les bons boyars, l'un après l'autre, apposèrent leurs signatures, suivant tous les droits de la hiérarchie, sur la page suivante.

» L'assemblée fut close ; le règlement, relié en argent et en or, déposé dans les archives ; mais la même main, qui avait si bien calligraphié le livre d'or, s'introduisit dans l'ombre des archives, et ajouta sur le dernier

(1) Le Protectoral du Czar, p. 22.

quart de la dernière page un seul article, très petit, l'article qui ravit au pays le droit d'autonomie (1). »

En effet, cet article portait qu'aucune loi votée par l'assemblée et confirmée par le prince, ne pourrait être promulguée, si elle n'était préalablement approuvée par la cour protectrice.

C'était rendre le pouvoir législatif illusoire, et faire de toutes les assemblées futures des vassales de Saint-Pétersbourg. Ce droit d'autonomie, tant de fois invoqué, disparaissait devant l'œuvre d'un faussaire. Digne conquête du Czar, touchant exemple de la morale moscovite.

Nous verrons plus tard comment la Russie fit consacrer ouvertement sa fraude, et comment la Turquie l'aida de ses lâches complaisances, trahissant ses propres droits avec ceux des Roumains.

Du reste, tout est tromperie dans cette prétendue constitution. On annonce que le droit de nommer les princes est rendu à la nation, et au lieu d'appeler à l'élection, comme autrefois, le pays tout entier, ou au moins une représentation sérieuse, on limite l'assemblée générale extraordinaire à cent quatre-vingt-dix électeurs en Valaquie, à cent trente-deux en Moldavie. Et encore sur ce nombre, dans la première province, il y a cent soixante-trois boyars et vingt-sept députés du commerce; dans la seconde cent onze boyars et vingt-un députés du commerce. Cette vaine représentation du tiers état est une véritable fiction.

Ajoutons que, depuis ce fameux règlement, il y a eu

(1) Le Protectorat du Czar, p. 22.

cinq changements de princes, et qu'une seule fois, en 1842, l'assemblée a usé du droit d'élection. Les quatre autres nominations ont été faites, en violation du règlement, par les deux cours, c'est-à-dire par la Russie dictant son choix à Constantinople.

L'assemblée générale extraordinaire, convoquée pour nommer le hospodar, est dissoute aussitôt après l'élection ; alors intervient l'assemblée générale ordinaire, qui se réunit tous les ans, et, à l'instar de nos parlements, vote les lois et les impôts, et contrôle le gouvernement du prince.

Mais dans ce parlement, plus de trace du tiers-état. Quarante-trois députés représentent la Valaquie, quarante la Moldavie, et tous doivent être choisis parmi les boyars. Or, sur les quarante-trois députés de la Valaquie, vingt doivent être élus par les boyars de première classe et choisis exclusivement parmi eux ; en outre, quatre autres députés, pris dans le clergé, siégent à vie, l'un comme archevêque métropolitain et président de l'assemblée, les trois autres comme évêques diocésains ; il résulte de cette disposition que sur quarante-trois membres, vingt-quatre, c'est-à-dire la majorité, ne représentent que les grands boyars. Or, ceux-ci dans la Valaquie, sont au nombre seulement de soixante-dix. Les dix-neuf autres députés doivent être nommés par les deux mille électeurs qui forment la masse des boyars de seconde classe. En Moldavie, le système est le même, avec un peu moins d'iniquité, parce qu'il s'y trouve trois cents grands boyars au lieu de soixante-dix.

Mais, c'est surtout dans la définition des pouvoirs de

l'assemblée et des prérogatives des hospodars, que la Russie a placé les piéges inévitables.

D'un côté, l'assemblée est « toute-puissante et *souveraine*, votant les lois et les impôts, discutant et approuvant les contrats de la ferme générale des impôts, veillant à la conservation des propriétés publiques, à l'encouragement de l'agriculture et de l'industrie, réglant tout ce qui est relatif à l'encouragement et à la facilité du commerce, et réunissant enfin le pouvoir législatif au pouvoir administratif. »

De l'autre côté, le règlement ajoute : « les attributions de l'assemblée générale ne pourront, dans aucun cas, entraver l'exercice du pouvoir *souverain*, administratif et conservateur du bon ordre et de la tranquillité publique, qui est dévolu au prince. »

Ainsi, l'on met face à face deux pouvoirs souverains, mal définis, fortifiés l'un contre l'autre par le texte de la loi non moins que par ses réticences, gouvernant tous deux, ou plutôt incapables de gouverner ; car ils s'excluent mutuellement par des droits égaux. C'est la collision devenue obligatoire, la discorde en permanence, le litige perpétuel appelant un juge.

Et c'est là ce qui est prévu ; car le juge sera le seul souverain, et le juge est à Saint-Pétersbourg.

« En cas de sédition dans l'assemblée, dit l'art. 53, le hospodar la proroge, et fait son rapport à la Sublime Porte et à la cour protectrice, en sollicitant l'autorisation de pouvoir convoquer une autre assemblée générale. »

Voilà pour le recours du prince. Voici pour l'assemblée :

Art. 54. L'assemblée générale ordinaire a le droit d'exposer, par des *anaphorai* (rapports) adressés au prince, les griefs et les doléances du pays, et même, en cas de besoin, de les porter à *la connaissance supérieure*, en désignant les moyens les plus propices pour leur redressement.

On comprend combien il est facile pour le prince de trouver un cas de *sédition* dans l'assemblée ; combien il est facile pour l'assemblée de trouver un motif de *griefs* contre le prince ; combien, par conséquent, l'appel à *la connaissance supérieure* doit trouver d'occasions. Aussi, peut-on affirmer que depuis le règlement organique, la Russie règne en souveraine dans les principautés moldo-valaques. La présence ou l'absence de ses troupes n'est qu'une modification de formes dans l'exercice de sa souveraineté, tantôt brutale, tantôt hypocrite ; il y a même pour les Roumains cet avantage dans l'occupation militaire, qu'elle fait ouvrir les yeux aux aveugles de l'Occident.

En signalant les déceptions du règlement organique, M. Saint-Marc Girardin ajoute : « Le règlement organique n'a jamais été qu'un papier, et n'est guère plus qu'un souvenir (1). » Trop heureux les Roumains si le spirituel écrivain disait vrai ! Sans doute pour les bienfaits qu'il promet, le règlement n'est qu'un papier ; mais pour le mal qu'il consacre, c'est un monument de bronze.

Veut-on un nouvel exemple de la perfidie avec laquelle la Russie sait dissimuler, sous des apparences d'amélioration, des combinaisons toutes à son profit. Sous prétexte de pourvoir aux éventualités malheureuses, le règlement

(1) Souvenirs de voyage, t. Ier, p. 599.

ordonne qu'il y ait toujours des provisions de maïs en dépôt dans les magasins des villages, de sorte que la totalité des réserves forme au moins quatre millions d'hectolitres. Qui n'admirerait cette paternelle prévoyance en faveur du pauvre paysan? Mais ce n'est au fond qu'une prévoyance en faveur du soldat russe. Car à chaque occupation militaire, et elles sont fréquentes, l'armée envahissante trouve des magasins tout garnis, et vit pendant plusieurs mois sur la réserve du paysan.

Chaque article du règlement, chaque ligne est une embûche, et les belles manières de M. de Kisseleff ont mieux réussi à enchaîner le pays que toutes les brutalités des Turcs. Seulement il a couvert les chaînes de fleurs. Que pouvaient d'ailleurs sur lui les plaintes des patriotes? n'avait-il pas pour lui les suffrages des salons de Bucharest?

Enfin, comme dernier complément à l'usurpation moscovite, il introduisit dans le préambule du règlement le droit de protection. Chaque progrès d'une politique astucieuse se révèle par une nouvelle formule : d'abord, la remontrance, puis la surveillance, en troisième lieu la garantie, enfin le protectorat; plus le mot est sympathique, plus la chaîne s'alourdit.

La Porte, d'ailleurs, est impuissante à défendre ses propres droits. Invitée à reconnaître la constitution nouvelle, elle la sanctionne par le traité de Saint-Pétersbourg, en date du 29 janvier 1834, et, par ce même traité, le suzerain et le protecteur commencent par violer la constitution dans son article le plus essentiel. Il est décidé entre eux que les hospodars seront nommés de gré à gré par les deux cours; il est vrai qu'ils ajoutent

que c'est *pour cette fois-ci seulement et comme un cas tout particulier*. Mais la suite prouvera que cette fois ne sera pas la seule, et que le cas tout particulier pourra se généraliser. Il est bon d'ailleurs d'apprendre aux Roumains, dès le principe, qu'on peut transiger avec la constitution, et qu'ils ne doivent pas prendre trop au sérieux leurs droits électoraux.

Le traité cependant resta quelque temps secret, et la Russie invita les boyars des deux principautés à dresser les listes de candidats, comme pour une élection. Alors s'agitèrent les ambitions et s'ourdirent les intrigues. Il n'y eut pas un grand boyar qui n'aspirât au trône. Les promesses et les menaces furent mises en jeu ; on fit appel aux passions, aux faiblesses, aux sympathies, aux souvenirs, et la corruption électorale s'exerça sous toutes les formes.

Pendant que chacun était ainsi en quête de voix et de partisans, dans l'attente de l'assemblée qui devait élire, Constantinople et Saint-Pétersbourg débattaient leurs choix. La Porte se montrait de facile composition, et acceptait tout d'abord pour la Valaquie Alexandre Ghika qui lui était présenté par la Russie ; mais celle-ci rejetait Michel Stourdza, présenté par la Porte pour la Moldavie. Le Czar ne voulait pas de partage d'influence. Cette arrogante prétention réveilla l'énergie du Sultan ; il déclara que si son candidat n'était pas admis, il publierait un manifeste à l'Europe pour exposer la conduite ambitieuse de la Russie. Celle-ci céda enfin à la crainte d'un éclat. Depuis quelque temps d'ailleurs l'Angleterre insistait vivement sur l'évacuation des principautés, et il venait de se passer de graves événements, qui avaient changé l'at-

titude du Czar vis-à-vis de la Turquie, et converti en alliance intime de longues hostilités.

Le plus puissant vassal de la Porte, Mehemed-Ali, pacha d'Égypte, était en guerre ouverte avec le Sultan. Ses armées, mieux aguerries, marchaient de succès en succès, sous la conduite de son fils Ibrahim et d'un officier français, Soliman Selves. La réduction successive de Gaza, Jaffa, Beyrouth, Tripoli, Jérusalem et Saint-Jean-d'Acre, le rendait maître de la Palestine et du Liban; la chute d'Alep, d'Aintab, de Tarsous, lui ouvrait la Syrie. Les deux combats d'Emesse et de Beylan, livrés le 9 et le 30 juillet 1832, avaient constaté la supériorité des troupes égyptiennes. Peu après, Ibrahim franchissait le Taurus, pénétrait dans l'Anatolie, et s'emparait de Konieh. Ce fut dans les plaines de cette ville qu'il se rencontra, le 21 décembre, avec l'armée du grand-visir Reschid-Mehemet. Un nouveau triomphe, plus éclatant que les premiers, conduisit Ibrahim à Kutayeh. Cinquante lieues seulement le séparaient de Constantinople.

La situation paraissait désespérée. D'un côté, les Égyptiens, excités par un double triomphe, de l'autre les populations de l'Asie Mineure en insurrection, enfin Constantinople travaillé par le vieux parti musulman qu'avait irrité la réforme; tout était péril pour le Sultan, battu à l'extérieur, menacé à l'intérieur. L'occasion était heureuse pour la Russie. Depuis le commencement des hostilités, elle faisait offre de son assistance, et pressait le Sultan d'accepter l'appui de ses troupes et de ses trésors. La vieille politique du protectorat devenait applicable à la Turquie épuisée. Une usurpation violente

n'eût pas d'ailleurs été permise par les cabinets de l'Europe, et il y avait plus à gagner par une habile tutelle. Le Sultan, néanmoins, en comprenait tous les dangers. Mais dans l'extrémité où il était réduit, il aima mieux se livrer à un rival qu'à un vassal, et, à l'insu du divan, il implora secrètement les secours de la Russie. Le Czar, trop heureux de se voir introduit au cœur de l'empire par la main même du Sultan, s'empressa de mettre en mouvement une flotte et une armée : celle-ci devait camper à deux pas de Constantinople, celle-là jeter l'ancre dans le Bosphore.

A la nouvelle de cette menaçante intervention, les puissances occidentales se réveillèrent de leur léthargie. Le chargé d'affaires de la France, M. de Varennes, s'adressa au divan, lui démontra les périls d'une tutelle armée, et, secondé par Khosrew-Pacha, il décida le Sultan à revenir sur un acte de faiblesse qui devait le perdre. Les secours de la Russie furent en conséquence officiellement contremandés, et, des deux parts, au Caire et à Constantinople, on accepta la médiation de la France.

Les négociations furent difficiles. Le sultan Mahmoud ne voulait céder au vainqueur que la ville et le territoire de Saint-Jean-d'Acre; Mehemed-Ali réclamait toute la Syrie et le district d'Adana. D'un autre côté, le Czar furieux de voir échapper sa proie, encourageait la résistance du Sultan et les prétentions du pacha, et rendait impossible tout accord. En même temps, sans tenir compte des contre-ordres, il pressait la marche de ses bataillons : bientôt seize mille hommes de ses meilleures troupes se concentraient à Unkiar-Skélessi, et la flotte de

Sébastopol, composée de cinq vaisseaux et de sept frégates, jetait l'ancre à la pointe du Sérail.

Depuis deux jours seulement, l'amiral Roussin, ambassadeur de France, était arrivé à Constantinople. Il fit entendre aussitôt d'énergiques protestations, déclarant au divan qu'il ne débarquerait ses bagages qu'après qu'on aurait notifié à la flotte russe l'ordre de se retirer. Le Sultan se trouvait dans un embarras extrême. D'un côté, l'attitude vigoureuse de l'ambassadeur le rassurait contre les Russes, mais la France appuyait les prétentions de Mehemed-Ali; d'un autre côté, l'intervention active du Czar l'effrayait, mais les Russes l'encourageaient à se refuser aux exigences d'un insolent vassal. Dans ce dilemme embarrassant, il voulut se sauver, à la manière des faibles, par de doubles ménagements. Pour satisfaire la France, il obtint la retraite des Russes; et, pour s'attacher les Russes, il signa, le 8 janvier 1833, le traité d'Unkiar-Skélessi, par lequel la Porte ottomane s'obligeait à ne laisser pénétrer dans le Bosphore aucun vaisseau étranger, et à ne recourir, à l'avenir, à d'autre intervention morale ou militaire qu'à celle de la Russie. Le Czar gagnait à ce traité plus qu'il n'aurait osé espérer après plusieurs victoires. Il était enfin revêtu de ce haut protectorat, instrument invariable, mais toujours efficace, de sa politique extérieure. Le Sultan n'était plus désormais qu'un préposé à la garde des *clefs de sa maison.*

De vives rumeurs accueillirent en Europe le traité d'Unkiar-Skélessi. La France et l'Autriche protestèrent; mais la protestation est l'arme des timides, et le Czar ne s'en émut guère. L'Angleterre, plus audacieuse, proposa à la France de réunir les flottes des deux pays, de forcer

le détroit des Dardanelles, et d'aller sous les murs de Constantinople contraindre la Porte et la Russie à déchirer le traité. Ces moyens énergiques convenaient peu à la politique de Louis-Philippe; les embarras de la négociation turco-égyptienne suffisaient à la mesure de ses forces. C'était beaucoup d'ailleurs que la Russie, contente de ce qu'elle avait obtenu, cessât de faire obstacle à la paix. La convention de Kutayeh, signée dans le courant d'avril 1833, consacra l'adjonction de la Syrie et du district d'Adana au gouvernement du vice-roi d'Egypte. Toutes les provinces de langue arabe furent arrachées à l'autorité directe de la Sublime-Porte ; et comme les Grecs de l'Attique et du Péloponèse, les Arabes de l'Egypte, de la Syrie et de la Péninsule reconquirent leur nationalité. Les puissances occidentales travaillaient de concert au démembrement de l'empire Ottoman ; la Russie seule devait avoir le bénéfice de toutes les insurrections.

Aussi, pour regagner la confiance de l'Europe qu'elle a dupée, de la Turquie qu'elle tient sous ses pieds, consent-elle enfin à l'évacuation des principautés. Longtemps on avait fait espérer aux Moldo-Valaques le départ des troupes, longtemps ils l'avaient espéré en vain. Un paysan moldave disait à son boyar, en parlant des Russes : « Je les vois aller, venir et se tourner le dos » les uns aux autres, comme on fait à la danse. Pour » qu'ils partent, il faut qu'ils nous tournent le dos tous » à la fois (1). »

Enfin ils partirent au mois d'octobre 1834, et avec eux partit M. de Kisseleff, accompagné des vœux de tous

(1) M. Saint-Marc Girardin, Souvenirs de voyages.

les boyars courtisans, et surtout des regrets des boyaresses désolées. Un si charmant cavalier ne pouvait se remplacer, et ces dames eussent volontiers prolongé les douceurs de l'occupation.

Lui-même n'abandonnait qu'à contre-cœur un pays où il avait, pendant plus de cinq ans, gouverné en véritable souverain. Il s'était si bien habitué à la domination, qu'à peine avait-il songé que son pouvoir aurait un terme. On assure même qu'il s'était bercé de hautes espérances, en méditant la conversion des principautés en un grand-duché de Dacie, dont la couronne n'aurait pu être disputée au bienfaiteur de la Moldo-Valaquie. Mais ces rêves n'entraient pas dans les calculs de l'autocrate.

Il avait bien été question à Saint-Pétersbourg de la réunion des deux principautés en un seul État, mais ce n'était pas pour en faire le profit de M. de Kisseleff. La proie était assez belle pour un membre quelconque de la famille impériale. Le comité du règlement organique fut donc chargé de rédiger un projet de réunion. Le comité y mit une complaisance empressée ; seulement il se permit, par exception, d'avoir une idée non communiquée, en insérant une clause qui, à l'imitation de ce qui s'était fait en Grèce, excluait du trône en perspective les princes des maisons régnantes de Turquie, d'Autriche et de Russie (1). En même temps, comme pour se faire pardonner cette audace, le comité proposait un prince de la maison d'Oldenbourg, alliée, comme on le sait, à la famille impériale de Russie. Mais aux yeux du Czar, l'impertinence de la première clause effaçait le mérite de

(1) M. Saint-Marc Girardin, Souvenirs de voyages, t. I, p. 302.

la seconde. Un si mauvais exemple d'indépendance ne pouvait se tolérer; le Czar rejeta ce qui était offert, en dépit de ce qui était refusé, et il ne fut plus question ni de la réunion des principautés, ni de l'introduction d'un prince étranger.

D'ailleurs, à vrai dire, le Czar n'avait pas grand souci de se mettre en brouille avec l'Europe par une prise de possession hautement avouée. Sa pensée se trouve révélée dans une dépêche de M. de Nesselrode : « Nous » pouvions, écrit-il, garder les principautés en 1831. Mais » c'eût été réveiller les susceptibilités de l'Occident. En » leur laissant un semblant d'indépendance, nous en » sommes bien plus effectivement maîtres, soit en guerre, » soit en paix. »

M. de Kisseleff, avant son départ, comme pour témoigner son intérêt aux nouveaux hospodars, avait eu soin de leur laisser, à titre d'aides-de-camp, plusieurs de ses officiers, comme autant d'appuis, ou plutôt comme autant de surveillants. En même temps, il livrait à ses créatures les principaux emplois, imposant comme chargés d'affaires des hospodars à Constantinople, deux Phanariotes éprouvés, Aristarchi pour la Valaquie, Vogoridès pour la Moldavie. Les plaintes des Roumains devant passer par leur bouche, il était certain que jamais elles ne seraient entendues de la Porte. Un autre Phanariote, non moins zélé, Mavros, fut nommé inspecteur général des quarantaines, sur tout le littoral. Sa véritable mission était de conduire les intrigues intérieures. Dans la milice valaque, M. de Kisseleff imposa comme chefs Odobesco, Garbaski, Banow, et pour officiers subalternes, des russes ou des créatures russes. Enfin, le baron Rukmann, con-

sul général de Russie, était muni de pouvoirs étendus, qui devaient le rendre maître de l'administration intérieure, et mettre à sa discrétion tous les emplois publics.

Ainsi enchaînés, circonvenus, placés sous la domination du consul russe, sous la dépendance de fonctionnaires russes, les hospodars, sans liberté dans leurs mouvements, dans leurs actes, dans leur volonté, ne pouvaient être que les instruments aveugles de la puissance protectrice.

On comptait surtout sur Alexandre Ghika, nommé par l'influence moscovite. De bienveillantes insinuations l'invitaient à craindre l'indiscipline des Roumains peu accoutumés aux institutions représentatives. Si, d'accord avec l'assemblée, il voulait seulement demander au généreux protecteur deux divisions de troupes, on s'offrait de le garantir contre tout trouble intérieur. Ghika ne se laissa pas prendre au piége. Déjà sa puissance était assez amoindrie par la présence du consul russe; que deviendrait-elle au milieu de vingt-quatre mille baïonnettes tutélaires? Avec tous les témoignages du plus profond respect, il repoussa la proposition bienveillante du paternel empereur, déclarant que les esprits étaient assez calmes pour lui permettre de prendre sous sa responsabilité la paix intérieure. Le cabinet de Saint-Pétersbourg s'indigna de cette profonde ingratitude; on ne l'avait pas fait prince pour donner aux Roumains des exemples d'indépendance.

Dès-lors, la perte d'Alexandre Ghika fut résolue. Mais ce n'est pas à découvert, ce n'est pas ostensiblement par la Russie qu'il doit être frappé : la Russie n'use de violence que dans les occupations militaires; quand elle est

protectrice, elle a pour armes les embûches. Ghika s'est montré gardien des intérêts du pays, il faut qu'il soit compromis aux yeux du pays ; il a protégé les droits nationaux, il faut qu'il succombe sous une opposition nationale. Tel est le plan tracé avec une perfide habileté par le consul Rukmann.

Les moyens d'intrigue et de corruption ne lui font pas défaut. Armé des priviléges du protectorat, il impose au prince les choix de la Russie pour toute fonction importante, et accuse la mauvaise volonté du prince auprès de ceux qui sont écartés. Les candidats heureux gardent leur reconnaissance pour le consul ; les candidats malheureux leurs rancunes pour le hospodar. Toute récompense envers un fonctionnaire zélé, toute punition d'un prévaricateur, rencontre pour obstacle la main du consul russe, et le consul fait accuser par ses créatures ou l'ingratitude de Ghika ou sa faiblesse. Les boyars viennent en aide aux intrigues moscovites. Les charges publiques leur sont réservées, mais ces charges sont amovibles, triennales et généralement marchandées et vendues. C'est dans les antichambres du consulat russe que se pressent les compétiteurs et les rivaux, les dénonciateurs et les dénoncés. Ceux qui sont en fonction, ceux qui sont en expectative, ceux qui triomphent, ceux qui sollicitent, ceux qui se plaignent, tous s'adressent à Rukmann. Rukmann devient l'arbitre des mécontentements contre le prince. Celui-ci, pour se défendre, accourt au même tribunal. Boyars et hospodars abdiquent entre les mains des Russes ; l'autonomie n'est plus qu'une insignifiante formule à l'usage des vanités aveugles.

Hâtons-nous toutefois de le dire : il restait encore des esprits généreux, de sincères patriotes qui rougissaient de ces abaissements, et formaient, au dedans et au dehors de l'assemblée, une opposition énergique, décidée à combattre l'influence étrangère, et à demander compte au prince de ses compromettantes faiblesses. On rendait justice aux bonnes qualités, aux bonnes intentions d'Alexandre Ghika ; mais on lui demandait plus d'énergie, et un meilleur soin de sa dignité.

La présence d'un parti national, hardi, entreprenant, comptant des noms illustres dans la boyarie, Campiniano, Rosetti, Cantacuzène, et des hommes célèbres dans les lettres, Hèliade et Aristias, ne devait pas être vue de bon œil par le consul dominateur. Mais un diplomate russe sait tirer parti de ce qu'il ne peut empêcher. L'opposition nationale pouvait devenir un bon instrument pour combattre le hospodar. Rukmann sut habilement circonvenir l'honnête Campiniano, s'associa à ses indignations contre un système de faiblesse et de corruption, lui promit secrètement son appui pour la répression des abus, et le lança sur la brêche où l'opposition entière le suivit avec une aveugle bonne foi.

En même temps Rukmann encourageait le hospodar à faire justice d'une opposition tracassière, qui avilissait l'autorité, et méconnaissait les bienfaits de la puissance protectrice. Ghika eut la maladresse de donner dans le piége. Par un acte officiel, il dénonce à l'assemblée les opposants comme des perturbateurs du repos public, invitant celle-ci à ne plus se laisser guider dorénavant par leurs conseils, et enjoignant au président d'extirper de la chambre cet esprit dangereux, contre lequel il se verra

forcé de sévir. Ces vaines menaces furent accueillies comme elles le méritaient ; dans une protestation énergique la chambre reprocha au prince la nonchalance et l'incapacité de ses ministres (1).

Ce premier échec déconsidérait le hospodar. Rukmann lui en préparait un plus éclatant. Au commencement de 1837, l'assemblée avait été renouvelée par les élections, et l'opposition était revenue plus forte et plus compacte. Le prince affaibli avait besoin d'agir avec une excessive réserve ; le consul le poussa à d'extrêmes témérités.

(1) M. Vaillant, La Romanie.

CHAPITRE IX.

Le consul russe Rukmann fait consacrer par l'assemblée l'article frauduleusement introduit dans le règlement organique. — Impulsion nouvelle donnée à la littérature nationale. — Intrigues de Rukmann. — Il se compromet par un mariage valaque. — Sa mort. — La France envoie un agent politique à Bucharest. — M. Billecocq, consul général. — M. Guizot et madame de Liéven. — — Daschkoff, consul de Russie. — Complots russes. — Affaire d'Ibraïla. — Bibesco et Stirbey. — Complot imaginé par Daschkoff et Bibesco pour perdre Héliade. — Le couvent de Cernica. — La Serbie et le prince Milosch. — Conférences nocturnes de Milosch avec le consul français. — Chute d'Alex. Ghika.

On n'a pas oublié l'article glissé subrepticement à la fin du règlement organique : la Russie voulut donner à la supercherie une sanction de légalité. Ce n'est pas qu'elle eût des scrupules ; mais il suffisait d'un homme énergique, pour arguer de faux la clause la plus importante du règlement : une pareille discussion devait être évitée.

Le consul ordonna donc à Ghika de faire consacrer l'article par l'assemblée. Cette manœuvre avait un double avantage : si le hospodar réussissait, la Russie arrivait à ses fins ; s'il échouait, il était de nouveau compromis ; enfin, soit qu'il réussît, soit qu'il échouât, il se perdait aux yeux du parti national, qui ne devait lui pardonner ni un succès, ni l'odieux d'une tentative.

D'un autre côté, l'opposition nationale devenait assez sérieuse, pour inquiéter le protectorat. Afin d'avoir occasion de frapper, il fallait la pousser à d'énergiques démonstrations. Dans ce dédale d'intrigues, Rukmann excitait les opposants, échauffait Ghika, soufflait la dis-

corde, attentif à se ménager tous les profits de la lutte, et bien décidé à punir et l'opposition formée par lui, et le prince dont il faisait un instrument.

Alexandre Ghika avait la conscience de sa triste position, d'autant plus malheureux qu'avec le désir de relever la nation, il n'avait pas le courage de se refuser à son abaissement. Ne sachant ni se rallier au parti national qu'il aimait, ni résister au consul qu'il détestait, également faible pour le bien comme pour le mal, il entra dans un système de ménagements et de compromis, blessant pour tous les partis, et provoqua les colères des uns par son audace, des autres par son impuissance.

Ses malheureuses complaisances lui valurent une double disgrâce. Accablé par les boyars qui rejetèrent l'article d'une voix presque unanime, accusé de connivence avec l'opposition par le consul irrité, il portait la peine de ses mauvaises actions et de ses bons sentiments.

Rukmann n'avait pas attendu de l'assemblée une aussi fière attitude. En introduisant dans le règlement organique une ombre de représentation nationale, la Russie n'entendait pas rencontrer l'esprit d'indépendance. Elle faisait grand bruit de ses bienfaits, mais à condition qu'on n'en userait pas ; et lorsqu'elle accordait une poignée de représentants à la Moldo-Valaquie, c'était pour donner à ses propres décisions une apparence de sanction nationale, non pour laisser à la nation un droit de libre arbitre. Elle avait stipulé le mensonge et elle recueillait la vérité. Un tel mécompte ne pouvait être toléré.

Il ne restait plus à Rukmann que les ressources de la violence; mais le rusé diplomate n'en voulait pas laisser l'odieux à son gouvernement. La Sublime-Porte était là

sous sa main, docile instrument, toujours plus complaisant après des intermittences d'énergie. Rukmann se rendit à Constantinople, solliciteur impérieux, qui ne faisait pas de différence entre demander et commander. Le Divan consentit à tout, sacrifia ses propres droits avec ceux des Valaques, et Rukmann revint à Bucharest, porteur d'un firman qui prescrivait l'insertion au règlement de l'article contesté, et enjoignait au prince et aux boyars d'y apposer leur signature.

Malgré l'affaissement des esprits, la séance du 15 mai 1838, où les boyars étaient convoqués pour obéir aux ordres du Sultan, présenta une scène de douleur. Campiniano refusa d'y assister ; deux fois avant de signer, Ghika rejeta la plume ; mais il n'osa persévérer dans ses refus muets. Les boyars furent entraînés par cet exemple de faiblesse : tous étaient consternés ; aucun ne fut courageux.

Désormais le droit de législation n'appartient plus au pays qu'avec les restrictions de la domination russe. Déjà, depuis deux ans, la Moldavie avait fait le même sacrifice à la peur.

Toutefois, au milieu de ces défaillances, les traditions nationales revivaient dans le mouvement littéraire, seule protestation politique qui pût échapper aux censures de l'étranger. La guerre de 1828 et l'occupation moscovite avaient apporté quelque ralentissement aux travaux des écrivains nationaux. Mais au retour des princes indigènes, il y eut un nouvel élan. Constantin Golesco était mort ; d'autres patriotes reprirent son œuvre. Campiniano, de concert avec Héliade et Aristias, fonda une société philharmonique pour la création d'un

théâtre national. On ne pouvait débuter que par des traductions ; plusieurs jeunes gens reproduisirent les chefs-d'œuvre de Molière; Héliade, le Mahomet de Voltaire ; d'autres, des tragédies d'Alfiéri, des drames de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas. Les solennités théâtrales, où se reproduisaient en roumain les beautés du génie occidental excitaient un juste orgueil dans toutes les classes de la société ; chaque représentation nouvelle était un jour de fête, et même les cœurs les plus indifférents se trouvaient entraînés vers les idées de nationalité, en reprenant du goût pour la langue nationale.

Le mouvement littéraire était activement secondé par un Français, qui connaissait mieux la Roumanie et la littérature roumaine que pas un des grands boyars. M. Vaillant, appelé à Bucharest en 1829, par le grand ban George Philippesco, avec mission d'organiser l'instruction publique, avait, par contrat passé avec le gouvernement, pris possession des bâtiments de Saint-Sava pour y fonder un collège interne. Par ses soins et son intelligence, cette institution nationale prit un rapide essor, et la jeunesse valaque fut initiée aux bienfaits d'une éducation nouvelle. M. de Kisseleff lui-même avoua publiquement que nulle part, en Europe, il n'avait vu un collège mieux dirigé, un instituteur plus habile.

Mais les mérites mêmes de M. Vaillant furent cause de sa perte. Les vieux boyars, qui n'avaient d'autres enseignements que les intrigues phanariotes ou moscovites, regardaient en pitié des études sérieuses, et s'effrayaient du contraste d'une éducation toute française avec les principes qui les avaient guidés. L'histoire du pays enseignée par M. Vaillant, les droits du pays invoqués par lui, la

langue du pays remise en honneur, le sentiment national réveillé, les théories libérales qui ressortaient de ses leçons, tout cela faisait l'effet de dangereuses nouveautés. Russes et Phanariotes agirent auprès du prince. Avec sa faiblesse ordinaire, Ghika céda aux obsessions; et M. Vaillant se vit enlever, en 1834, et la direction du collège et la chaire de littérature. Entre des mains inhabiles, le collège de Saint-Sava ne tarda pas à décheoir. C'est ce que l'on voulait.

M. Vaillant se vengea en poursuivant ses études sur la langue nationale. En 1836, il publia une grammaire franco-valaque; en 1838, il donna un spécimen de son grand dictionnaire, ouvrage qui fait défaut à la langue roumaine.

Honteuse de la conduite du gouvernement envers un homme dont les travaux méritaient une tout autre récompense, l'assemblée vota, en 1839, une souscription de cinq cents exemplaires du grand dictionnaire de M. Vaillant; c'était une subvention de 30,000 piastres, qui facilitait la publication d'une œuvre nationale. Mais Rukmann ne permit pas au prince Ghika de donner sa sanction au vote de la chambre en faveur d'un Français.

Nullement découragé, M. Vaillant n'en continua pas moins à seconder de ses efforts les écrivains patriotes, pour le développement de la littérature roumaine.

Les poètes et les savants de la Moldavie, de la Bessarabie et de la Transylvanie apportaient aussi leur concours à l'œuvre de régénération, et l'unité roumaine se reconstituait par les arts et la science.

Alexandre Ghika, quoiqu'avec une extrême réserve, encourageait les efforts des écrivains nationaux, plus que

la Russie ne l'aurait voulu. Héliade fut nommé membre de la curatelle de l'instruction publique et inspecteur général des écoles ; grâce à la bonne volonté du Hospodar, il réussit à former plus de quatre mille écoles lancastériennes dans les villages de la Valaquie. Il fit imprimer les tableaux de l'enseignement mutuel en lettres latines, et publia un parallélisme entre la langue roumaine et la langue italienne, démontrant, par cet ouvrage, qu'il existe plus de différence entre les quatre dialectes helléniques enseignés par une seule grammaire, qu'entre l'italien, le roumain, le français et l'espagnol. Ces quatre langues, ajoutait-il, ne sont que quatre dialectes de la langue latine, et pourraient être apprises avec plus de facilité et de perfection par une seule grammaire (1).

Les sympathies d'Alexandre Ghika pour les écrivains nationaux avaient excité les mécontentements de Rukmann. Son échec dans la discussion du règlement les redoubla. Il eut de nouveau recours à la tactique parlementaire, mais à une tactique plus savante et mieux combinée. Le parti national, éclairé par les évènements, n'était plus un docile instrument dans les mains du consul. Mais pour tenir ce parti en éveil, Rukmann comptait sur les fautes du prince, sauf à les provoquer lui-même. Il lui suffisait donc de laisser agir ces éléments d'opposition. Mais il en créait d'autres qui, dirigés par lui seul, devaient obéir à toutes ses inspirations. Pendant la dernière occupation, les Russes avaient rappelé dans les principautés les familles phanariotes chas-

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.

sées à la défaite d'Ypsilanti. C'étaient pour eux autant de créatures, pour le pays autant d'agents de troubles. Les Phanariotes, en effet, rentraient en Moldo-Valaquie comme dans le domaine de leurs pères ; il semblait que toutes les grandes fonctions dussent leur appartenir, et que les indigènes ne fussent que des usurpateurs. Leur retour était imposé par la Russie ; leur rentrée dans les charges pouvait également l'être : ne dissimulant pas leurs insolentes intrigues pour regagner les positions perdues, ils se mettaient à la discrétion du consul, et attendaient de lui la récompense de leurs bons offices.

A côté des alliés grecs, marchaient d'ambitieux boyars, aspirant à renverser le prince pour le remplacer, concurrents vaniteux, servant le protectorat moscovite pour y trouver un appui. Parmi eux, les plus remuants étaient le ministre de la justice, Stirbey, son frère Georges Bibesco, et A. Villara. Enfin venaient les vieux boyars, fidèles à d'antiques illusions sur la mission libératrice du Czar, ayant foi dans Saint-Pétersbourg, et préférant la finesse des Russes à la barbarie des Turcs. Ceux-ci formaient une fraction qu'on appelait le parti des *vieux valaques*. Mais comme c'étaient les plus honnêtes parmi les associés du consul, celui-ci eut l'habileté de faire confondre avec eux, sous cette dénomination de *vieux valaques*, et les Grecs ses affidés, et les ambitieux ses complices. Le parti national, mieux éclairé, les appelait tous ensemble Roumano-phanariotes.

Les calculs de Rukmann étaient savamment combinés. Avec l'opposition intéressée des Roumano-phanariotes, il ébranlait le hospodar ; avec l'opposition désintéressée du parti national, qu'on appelait aussi le parti des *jeunes*

valaques, il donnait de la force aux Roumano-phanariotes. Malheureusement Ghika, frappé des deux côtés, n'eut pas assez d'énergie pour s'appuyer sur le parti national, qui seul pouvait le défendre contre les Moscovites ; et, suivant une de ces contradictions qui se rencontrent chez les faibles, il voulut, dans un accès d'énergie, gouverner tout seul et affecter la dictature. Puis, reconnaissant son impuissance, il se laissa imposer le secours des Phanariotes, dont il se défiait à bon droit. Le parti national irrité ne garda plus de mesure, servant sans s'en douter les projets de Rukmann.

Mais un incident bien étrange vint compromettre le consul, en offrant à Ghika l'occasion d'une vengeance tout orientale. Rukmann, déjà vieux, et d'une figure peu attrayante, se trouva pris d'une folle passion pour une des plus jolies femmes de Bucharest, madame Glogoviano, née Balatchiano. Ce fut bientôt l'histoire de toute la ville; et le prince, heureux de surprendre une faiblesse chez l'adversaire qui lui avait tant fait de mal, mit tout en œuvre pour la rendre plus éclatante. Encourageant avec perfidie la passion du diplomate suranné, il fit offre de son influence pour obtenir un divorce, qui devait mettre Rukmann en possession légitime de l'objet de ses vœux. Madame Glogoviano, avec ce sans-façon de la boyarie qui fait du mariage un contrat rédhibitoire, se prêtait volontiers à une permutation profitable. Tous les boyars, comme une troupe d'écoliers qui veulent jouer un tour à leur maître, se liguèrent pour entraîner Rukmann dans le piége. Le pauvre Glogoviano seul, qui aimait sincèrement sa femme, de laquelle il avait plusieurs enfants, s'efforçait d'échapper à un cruel sacrifice.

Mais tout le monde était d'accord pour conspirer contre lui. L'église même fit apport de son autorité; par suite de cet échange habituel de procédés entre Russes et prêtres grecs, le divorce fut prononcé, et Rukmann conduisit à l'autel sa facile conquête.

Les déboires, toutefois, ne se firent pas attendre. Jaloux à l'excès, Rukmann s'effaroucha bientôt, comme mari, des habitudes de ce milieu social où il s'était condamné à vivre. On s'aperçut de ses terreurs, on se plut à les entretenir; et le séjour de Bucharest ne fut plus pour lui qu'un long supplice et une ridicule comédie.

Le Czar vint à son aide en l'envoyant à Constantinople comme chargé d'affaires. Les détails du mariage valaque y étaient déjà racontés avec de malicieux commentaires, et les dames du corps diplomatique accueillirent les nouveaux époux avec des airs de hauteur et de vertu blessée. Bientôt la santé de Rukmann s'altéra; il dut aller demander à l'Italie un adoucissement à ses maux. La complaisance du Czar le suivit partout; une mission politique expliquait sa présence là ou sa maladie incurable le conduisait. Il prit enfin refuge à Vienne, où il devint fou, et mourut dans les plus tristes circonstances, victime d'un trait de politique hospodarale.

Rukmann eut pour successeur à Bucharest, M. de Titoff, beau-frère de M. de Boutenieff et allié par son mariage à M. de Nesselrode. Fidèle aux traditions du protectorat, Titoff continua la lutte contre le hospodar, mais avec plus d'adresse et de réserve, et il sut profiter non moins habilement des mécontentements du parti national. Quelques patriotes cependant, mieux informés, démêlèrent les intrigues russes, et refusèrent de s'associer

à des attaques qui partaient de Saint-Pétersbourg. Héliade prit ouvertement le parti de Ghika, tenta d'éclairer l'opposition nationale, et voulut ramener le pays vers le prince, en ramenant le prince vers le pays. C'était aussi la politique du nouveau représentant de la France dans les principautés moldo-valaques.

Le poste consulaire venait d'être confié à un agent diplomatique depuis longtemps initié aux intrigues moscovites. Ancien chargé d'affaires à Berlin et à Stockholm, arrivant de Constantinople où il venait de résider comme premier secrétaire d'ambassade, au milieu des circonstances les plus graves pour l'empire ottoman, M. Adolphe Billecocq s'était trouvé mille fois en face des agents du Czar; il apportait à Bucharest une expérience et une énergie devenues bien nécessaires au centre des opérations hétairistes, phanariotes et panslavistes. Ses prédécesseurs au consulat, agents commerciaux plutôt qu'hommes politiques, n'avaient jamais fait un effort pour combattre les usurpations de la Russie, ou plutôt ils n'avaient pas voulu les voir, soit pour échapper aux difficultés de la lutte, soit pour n'avoir pas compris l'importance de leur mission. Il faut ajouter, d'ailleurs, que les différents ministres qui s'étaient succédé en France, depuis 1830, n'avaient pas eu conscience des périls du protectorat russe, et ne soupçonnaient pas qu'il y eût de grandes questions sur le Danube. M. Thiers, le premier, en eut quelques pressentiments, et il se proposait, en 1834, d'y envoyer un agent politique qui pût tenir d'une main ferme le pavillon français. Sa retraite du ministère avait laissé en oubli les questions danubiennes, lorsqu'en 1839, M. Molé, éclairé par les intelligentes alarmes de son

prédécesseur, jugea que la mission consulaire en ce pays devait être essentiellement politique. Ce fut donc lui qui confia le poste de Bucharest à M. Billecocq, comme à un homme capable de comprendre et capable de lutter.

M. Billecocq était arrivé à Bucharest au plus fort des combats entre Ghika et les deux oppositions. Il ne lui fallut pas longtemps pour se convaincre que le parti national faisait fausse route, et servait, sans le savoir, les desseins du consul russe. Quelques mois de séjour et une étude approfondie des faits lui révélèrent tous les dangers du protectorat : son passé diplomatique lui avait déjà donné de sérieux avertissements ; mais jamais il n'avait vu se développer avec tant de méthode et d'ensemble les savantes intrigues de Saint-Pétersbourg, et les conquêtes pleines de menaces pour l'avenir qui s'accomplissaient à l'ombre des chancelleries. Des bords de la Newa aux montagnes de l'Epire, du golfe de Finlande à la pointe de l'Adriatique, il voyait la même action, remuante, infatigable, mystérieuse, enserrant dans les mêmes filets l'Autriche et la Turquie, se faisant des créatures dans les deux empires, ici révolutionnaire et faisant appel aux nationalités, là mystique et invoquant l'idée religieuse ; tantôt humble et caressante, tantôt fière et impérieuse. Dans les principautés, le Czar régnait par ses consuls ; dans la Serbie et la Bosnie, par ses missionnaires ; dans la Grèce et la Bulgarie, par les hétairistes ; dans Constantinople même, par son or et par ses menaces. L'absolutisme traçait en silence un cercle immense autour de l'Occident, se rapprochant de jour en jour de la Méditerrannée, d'où il devait se précipiter au cœur de l'Europe. M. Billecocq placé au centre des manœuvres, poussa un

cri d'alarme; M. Thiers, rentré aux affaires étrangères, l'entendit, et se montrait disposé à seconder le consul. Mais le ministère du 29 octobre fut installé, et sa politique se révéla par les premières paroles de M. Guizot : « Je suis plus préoccupé du dedans que du dehors (1). » Singulier programme pour un ministre des affaires extérieures ! M. Guizot ne voulait pas laisser troubler ses triomphes parlementaires par des embarras éloignés.

M. Billecocq avait le tort de voir trop bien et trop loin. « Un jour viendra, écrivait-il, où les Russes, traversant le Pruth, jetteront un défi à l'Europe ; » et on le traitait de visionnaire. Une autre fois, il signalait le panslavisme s'agitant dans la Serbie et l'Herzegovine, et ses dépêches restaient sans réponse. Plus tard, il annonçait les progrès de l'hétairie dans les montagnes de la Grèce, dans les îles de l'Archipel, dans Athènes même, et jusque sous les yeux du roi Othon, n'attendant qu'un mouvement des armées russes pour faire partout explosion; et l'on s'étonnait dans les bureaux de la rue des Capucines des hallucinations diplomatiques de l'agent de Bucharest. Enfin, si une observation se glissait à l'oreille de M. Guizot sur la gravité des dépêches en ce qui concernait les principautés, il répondait avec une compatissante roideur: « Mon Dieu! je ne doute pas des bonnes intentions de » M. Billecocq, mais il veut tout *magnifier*; et pour agran- » dir son théâtre, il prend des verres grossissants. »

M. Guizot tenait à demeurer dans l'ignorance, non-seulement par crainte des difficultés, mais aussi par de coupables connivences.

Ambassadeur à Londres, M. Guizot y avait fait ren-

(1) Séance du 28 janvier 1841.

contre d'un de ces diplomates féminins qu'entretient la Russie dans toutes les capitales, comme les meilleures sources d'information, et les instruments les plus actifs d'intrigues secrètes. Madame de Lieven, veuve d'un parvenu, prince de fraîche date, se plaisait à l'étranger où personne ne connaissait l'origine de son titre. Argus de salon, ambassadrice *in partibus*, elle exploitait, au profit du Czar, les réceptions du grand monde, les confidences de ruelles, les coquetteries de boudoir; artificieuse sous des airs de légèreté, d'autant plus dangereuse lorsqu'elle se faisait naïve, et jamais plus virile que lorsqu'elle affectait des timidités féminines. Prompte à deviner les hommes, et réglant sa conduite suivant leur tempérament, la princesse de Lieven vit en M. Guizot un nouveau débarqué dans le grand monde diplomatique, ne connaissant ni les hommes ni les choses de ces régions mystérieuses, et cherchant autour de lui un initiateur. Bien certaine que ses leçons ne resteraient pas sans profit, elle sut se mettre sur le chemin du doctrinaire effaré, guida ses premiers pas, écarta les rideaux de la diplomatie, le mena dans les coulisses, lui nomma tous les masques, et sut lui donner en quelque temps une surface d'ambassadeur. M. Guizot ne se montra pas ingrat : un oracle qui lui apprenait tant de choses, si bien et si vite, devait être consulté souvent : l'âge mutuel du néophyte et de la pythie tolérait de longues assiduités; et en dépit des pruderies britanniques, les enseignements se poursuivirent sans interruption et sans accident.

Elle ne lui disait pas tout cependant. Tandis qu'elle le formait au droit international par des anecdotes et des biographies, elle lui cachait avec soin les côtés sérieux

de la politique extérieure, et surtout les actives manœuvres de la politique moscovite. Voilà tout le secret de la grande mystification du 15 juillet 1840. Le traité Brunow se fit à Londres, sous les yeux de M. Guizot, sans que M. Guizot en vît rien. L'ombre effilée de madame de Lieven lui interceptait la lumière.

Et cependant l'ambassadeur mystifié devint ministre des affaires étrangères. L'empire d'Egérie s'accrut avec la fortune de Numa. Egérie le suivit à Paris, et par un accouplement diplomatique des plus étranges, on vit l'agent confidentiel du Czar devenir l'oracle et le guide du ministre de Louis-Philippe.

La princesse de Lieven fut néanmoins, dans les premiers temps, un bon appui pour son pupille. Elle avait besoin de le bien asseoir, et de le rendre assez fort pour qu'il devînt utile. A cet effet, il fallait le délivrer de la coalition du 15 juillet, et lui préparer un renom d'habileté, par une rentrée solennelle dans le concert européen. La Russie avait tout fait dans le traité Brunow; après une si grande preuve d'influence, elle ne risquait rien à quelques concessions. Alors intervint le traité des détroits (13 juillet 1841) qui garantissait l'intégrité de l'empire ottoman. C'était quelque chose de nouveau : la Turquie exclue des conventions du traité de Vienne, se trouvait enfin admise dans la famille européenne, jouissant des bénéfices de l'assurance mutuelle. Il semblait que la Russie fût vaincue dans ses intrigues. Mais la Russie, mieux que toute autre, savait juger la valeur de ce contrat nouveau. Parmi les puissances garantes de l'intégrité de l'empire ottoman, tous les signataires, moins la Prusse, l'avaient démembré tour à tour, ou méditaient

de nouveaux démembrements. L'Angleterre tenait les îles Ioniennes, et convoitait l'Egypte; la France occupait l'Algérie, menaçait Tunis et avait fait la campagne de Morée; la Russie gouvernait sans opposition les deux principautés du Danube, et regardait Constantinople comme son héritage; l'Autriche préparait sa domination dans la Bosnie et la Serbie pour le jour du partage définitif. Quelle moralité pouvait avoir la nouvelle convention? Elle faisait, il est vrai, les affaires de M. Guizot, et donnait à son existence ministérielle une certaine solidité; mais comme acte diplomatique c'était un leurre, une déception, un vain motif de protocoles, le jour où l'un des signataires violerait le contrat; et celui qui dès-lors était bien résolu à le violer à la première occasion, le Czar, s'inquiétait fort peu d'un engagement illusoire. Il ne craignait guère que les quatre autres puissances s'unissent contre lui, et même, dans cette éventualité, il se décidait à les braver. Qu'on ne s'y trompe pas en effet. A dater de ce jour ont commencé les préparatifs de guerre de la Russie; toutes ses mesures ont été prises en silence; toutes ses pensées ont été concentrées vers un seul but. Voilà quinze ans qu'elle réunit ses soldats et ses vaisseaux; et la France et l'Angleterre ont dû lui faire face en quinze jours.

Le grand mérite de M. Billecocq est d'avoir dès-lors deviné la pensée du Czar, d'avoir suivi sa marche tortueuse, et annoncé d'avance ce qui se préparait. Mais sa voix se perdait en vains avertissements; on était à Paris si peu au courant des choses éloignées, on voyait si mal, et on voulait si peu voir, que l'on ne considérait l'agent consulaire que comme un homme cherchant à se donner

de l'importance par des rapports exagérés. Ses dépêches furent accueillies avec mécontentement, bientôt avec dérision; et M. Guizot s'impatientait ou s'amusait des fantômes de M. Billecocq.

La Russie le jugeait mieux. Elle voyait pour la première fois le représentant de la France sur le Danube, surveillant ses manœuvres, les combattant avec énergie, les signalant avec persévérance; elle mit tout en œuvre pour annuler une influence dangereuse, et pour compromettre un homme courageux et clairvoyant. A Paris, ce n'était pas difficile : madame de Lieven avait l'oreille du ministre. Mais dans les principautés, où les Roumains, témoins de ses efforts généreux, fiers des sympathies du consul de France, reprenaient confiance à sa voix, M. Billecocq avait pris une position trop forte pour être ouvertement attaqué. L'appui d'ailleurs qu'il prêtait au prince Alexandre Ghika avait affermi sa position officielle, en même temps que ses encouragements au parti national lui assuraient l'alliance des hommes énergiques. Sachant faire la distinction entre l'opposition des ambitieux et des Phanariotes, créée par la Russie, et l'opposition nationale, il s'efforçait d'ouvrir les yeux à Ghika qui les confondait toutes deux, et l'engageait sans cesse à s'appuyer sur la dernière, pour combattre la première. C'était là surtout ce qui effrayait le consul russe.

Le consulat russe était alors occupé par M. de Daschkoff, aujourd'hui ministre à Stockholm. M. de Titoff, après un an de séjour, avait été nommé ambassadeur à Constantinople. Car il est bon de remarquer que la Russie appréciait si bien l'importance politique du poste de Bucharest, qu'elle y envoyait ses plus habiles diploma-

tes, comme dans le centre d'action le plus propre à les former aux grandes ambassades. Daschkoff, digne héritier de Rukmann, ne se dissimulait pas que sa tâche était devenue plus difficile avec un consul de France placé hardiment sur le terrain politique, et comprenant que la question danubienne était une question européenne. M. Billecocq, ami des Roumains et de Ghika, devait prendre une influence que ne pouvaient effacer les mauvais vouloirs de Paris. Il fallait de toute nécessité empêcher la bonne entente de se raffermir; il fallait y introduire des éléments de discorde.

Un homme, que les boyars jugeaient peu important, mais que Daschkoff avait mieux deviné, Héliade, pouvait servir de lien entre le consul français et les Roumains patriotes. Ses nombreux enseignements, son active propagande, son influence sur les paysans et sur la classe moyenne, en faisaient un adversaire bien autrement redoutable que les grands boyars de l'assemblée, inspirés par l'envie plutôt que par le patriotisme.

Par suite de circonstances particulières, qu'il est inutile de rapporter, Héliade et M. Billecocq ne se recherchaient pas, et s'ils se rencontraient, ils ne se parlaient qu'avec réserve. Mais les luttes politiques pouvaient les rapprocher, et ils avaient une telle conformité de vues, qu'il suffisait d'une occasion pour créer entre eux une formidable intimité.

Le danger ne pouvait être prévenu qu'en les séparant avec éclat, et en changeant leur froideur actuelle en hostilité ouverte. C'est ce que fit le consul Daschkoff, secondé par Georges Bibesco et quelques-uns des Roumano-phanariotes. Mais ce fut l'objet d'intrigues si com-

pliquées, qu'il devient nécessaire d'entrer dans quelques détails.

Le Czar, si empressé à la défense de la Turquie contre la France en 1840, n'avait fait aucune trêve à ses propres machinations. Pendant qu'aux yeux de l'Europe, il provoquait le traité Brunow pour témoigner ses sympathies envers la Porte, il lui préparait, dans le secret des chancelleries, des embarras nouveaux sur tous les points. Le mouvement guerrier qui s'était manifesté en France à la suite de la quadruple coalition, avait eu un immense retentissement aux bords du Danube. Roumains des deux provinces, Slaves de la Serbie et de la Bulgarie, palicares de la Thessalie et de la Macédoine, croyaient déjà voir la France aux prises avec l'Autriche et la Russie, et appelaient impatiemment le jour de la lutte générale des empires, pour y mêler de leur côté de nouveaux projets d'indépendance.

La démission de M. Thiers arrêta tout à coup l'essor des nationalités. Mais cette prudente réserve ne faisait pas le compte de la Russie. Ses agents, partout mêlés aux projets d'insurrection, alimentèrent l'incendie prêt à s'éteindre. Les hétairistes avaient formé un parti puissant parmi les slaves de la Bulgarie, offrant au Czar un prétexte pour intervenir, et pour se créer un nouveau protectorat. Partout, en effet, on annonçait qu'une insurrection en Bulgarie était sur le point d'éclater.

Dans le même temps les hétairistes, les Roumano-phanariotes et Daschkoff intriguaient dans la petite Valaquie, et organisaient un mouvement, qui devait trouver un appui à Bucharest, et amener le renversement d'Alexandre Ghika. Le plan du Czar était de profiter des dé-

sordres causés par la double révolution bulgare et valaque, pour envoyer sur-le-champ ses troupes tutélaires à Bucharest, y rétablir l'ordre, et surveiller de près le mouvement futur en Bulgarie, en Serbie et dans la Thrace, espérant bien y trouver une occasion de détacher quelques provinces de l'empire turc.

Sur ces entrefaites, au commencement de juin 1841, le prince Alexandre Ghika fut prévenu que deux ou trois cents Grecs, Albanais ou Bulgares, refugiés en Russie, accouraient à Ibraïla, et demandaient à passer le Danube, pour voler au secours de leurs frères insurgés. Simon Andrejewitch, consul russe à Galatz, les protégeait, et leur avait en pleine rue donné des encouragements. Le hospodar se trouvait en face d'un double péril.

S'il livrait le passage aux bandes insurgées, il trahissait la Turquie, et offrait à ses ennemis un juste sujet d'accusation; s'il s'y opposait, la Russie, qui dirigeait le complot, ne pouvait lui pardonner. Dans cette extrémité, ne sachant que résoudre, Ghika demanda conseil à M. Billecocq. Le consul français n'hésita pas à se prononcer pour le parti le plus honorable, démontrant d'ailleurs avec facilité que c'était le parti le plus sûr. « N'es-» pérez pas, dit-il au prince, apaiser la Russie par un » acte de faiblesse; car le consul russe sera votre pre-» mier accusateur, et vous tomberez avec ignominie. Si » au contraire, après une éclatante preuve de fidélité, » la Turquie vous abandonne, sur elle retombera la » honte. »

Ghika reconnut la force de l'argument. Il arma ses milices valaques, les envoya sur le bord du Danube, cerna les principaux chefs gréco-bulgares dans la qua-

rantaine d'Ibraïla, fit mitrailler ceux qui tentèrent le passage du fleuve, et livra aux tribunaux tous ceux qui furent arrêtés. Beaucoup d'entre ceux-ci étaient des Grecs hétairistes. Le consul Daschkoff en fit évader les plus marquants. La complicité russe était assez flagrante pour n'avoir rien à ménager. Cependant le consul de de Galatz, Simon Andrejewitch, fut rappelé. Les agents de la Russie sont coupables lorsqu'ils échouent.

Quand le récit de cette échauffourée fut communiqué par le prince à la Porte, le Divan fit adresser à Ghika de solennelles félicitations sur son énergique fidélité, lui envoya un sabre d'honneur, avec de magnifiques récompenses pour les officiers qui commandaient les troupes. Sous tout autre gouvernement, le prince aurait pu se croire à jamais affermi; mais il connaissait trop bien l'ennemi qu'il venait de vaincre, et sa victoire le faisait trembler.

Ce n'était pas sans raison. L'opposition dans l'assemblée se réveilla plus implacable, dirigée par deux frères de caractères et de noms différents, Georges Bibesco et Stirbey. Leur grand-père, établi à Craïova, était marchand de chevaux, et son commerce avait été assez lucratif pour faire sortir sa famille de l'obscurité. Les deux frères, élevés en France, s'étaient ensuite enrichis par de brillants mariages, et surtout par la protection de M. de Kisseleff, auquel ils s'étaient montrés particulièrement dévoués. Stirbey, laborieux, actif et réservé, occupe auprès de Ghika le ministère de la justice. Partisan déclaré des Russes, il fait bon marché des répugnances du prince, auquel il commande plutôt qu'il n'obéit. Avec plus de routine que de savoir, il manque d'initiative

et reçoit ses inspirations de Saint-Pétersbourg. Bibesco a tous les dehors brillants d'une éducation parisienne; son intelligence, prompte à saisir, a plus d'éclat que de profondeur, et il apporte dans les discussions plus d'imagination que de lumières. Tantôt il affecte un profond dédain pour les affaires, tantôt il s'y jette à corps perdu, abordant toute question avec témérité, improvisateur d'arguments, et jamais embarrassé pour une solution. Doué de l'esprit d'intrigue, il connaît, comme son frère, tout le prix de l'alliance russe; mais il se garde bien de faire étalage de ses connivences, et se réserve de combattre le hospodar au nom des principes de liberté et des souvenirs de nationalité. Dans Stirbey, le Czar a un complice qui dirige et fortifie le parti phanariote; dans Bibesco un complice qui dirige et affaiblit le parti national. Hargneux et jaloux, Stirbey se fait craindre; séduisant et superficiel, Bibesco se fait aimer. L'un a la roideur du parvenu, l'autre la grâce du gentilhomme; tous deux compromettent les adversaires de la Russie : le premier en les jetant dans des violences par la menace, l'autre en les endormant par des espérances.

A la faveur de cette double intrigue, tous les partis se réunissaient contre Ghika. Héliade seul et le consul français comprenaient qu'il fallait défendre le prince, et contre les animosités des Phanariotes, et contre les maladresses du parti national.

Nous avons dit qu'au moment de l'insurrection bulgare, il se préparait en même temps un mouvement en Valaquie. Ce mouvement était secrètement dirigé par Daschkoff et Georges Bibesco. La fermeté de Ghika l'empêcha d'éclater. Mais Bibesco avait eu l'imprudence de

correspondre par écrit avec les émissaires de la Petite Valaquie ; l'échec d'Ibraïla amena des défections, et les lettres de Bibesco furent livrées au hospodar. Elles contenaient des preuves manifestes contre lui, contre Daschkoff et une foule d'autres conspirateurs. Tous surent bientôt qu'ils étaient à la discrétion du prince. Ils ne pouvaient nier des projets dont ils avaient tracé le plan ; ils ne pouvaient méconnaître leurs propres signatures. De jour en jour, ils s'attendaient à être mis en accusation.

Ghika cependant restait silencieux dépositaire de ce terrible secret, soit qu'il attendît une occasion, soit qu'il fût effrayé lui-même des proportions du complot.

Inquiets et ne sachant que résoudre, les conspirateurs se réunissaient chez Daschkoff et invoquaient les ressources d'un esprit fertile en intrigues. Bibesco surtout le harcelait de ses terreurs, et le pressait de trouver un subterfuge qui pût conjurer le danger.

Daschkoff n'était que trop intéressé à rassurer son complice. Après maintes conférences, il révéla ses projets.

Imaginer un complot antérieur au sien, complot populaire dirigé contre les privilégiés ; présenter la tentative Daschkoff-Bibesco comme une organisation de défense, une mesure d'ordre et de prévoyance ; désigner comme chef du complot Héliade, ennemi déclaré des Russes et des boyars phanariotes ; le perdre, si l'accusation réussissait, ou, au moins, donner le change au prince, si elle ne réussissait pas ; créer, par de fausses dénonciations, une hostilité ouverte entre Héliade et le consul français, et ainsi les affaiblir tous deux, enfin inventer des complicités parmi les officiers intimes du

prince, afin de le troubler par des soupçons domestiques, tel fut le plan infernal arrêté dans la maison consulaire.

Il ne s'agissait plus que de trouver des accusateurs et des témoins; mais ce ne fut jamais là un embarras pour un diplomate moscovite.

Il y avait alors à Bucharest un médecin français, nommé Tavernier, qui avait rendu de grands services à la population, à l'époque du choléra, en 1831 et 1832. On avait mal reconnu son zèle et son courage. D'une humeur difficile, d'ailleurs, et d'un esprit inquiet, Tavernier rencontrait peu de sympathies, et, partant, peu de ressources. Après de longues luttes contre les difficultés de la vie, il en était arrivé à cet épuisement moral qui accompagne trop souvent la misère, et qui offre des facilités aux tentations. A tort ou à raison, Tavernier se plaignait ouvertement d'Héliade, et ses verbeux ressentiments étaient confiés aux oreilles du premier venu. Un homme aigri par les rancunes et les souffrances parut à Bibesco un instrument facile. Tavernier fut attiré au consulat russe; ses colères furent exaltées, ses services rappelés avec indignation et pitié, toutes ses passions mises en jeu, et ses misères soulagées par un cadeau de cent ducats (1,200 francs). Circonvenu par de fausses sympathies, par de magnifiques promesses, le malheureux consentit à se faire l'agent d'une odieuse imposture.

Dans les premiers jours de février 1842, M. Billecocq reçut à son consulat la visite de Tavernier, qui lui fit d'un air mystérieux la déclaration suivante : « Un des » hommes les plus éminents de ce pays, M. le profes- » seur Héliade, m'a fait, hier, la proposition de con-

» duire en Bulgarie, où j'ai longtemps résidé auprès du
» pacha de Widdin, mille Bulgares ou Grecs révoltés
» contre les droits de la Porte-Ottomane. J'ai toute rai-
» son de penser, M. le consul général, que cette propo-
» sition est un piége, qui a pour but de donner à un
» sujet du roi tout l'odieux des menées récemment
» attribuées à la Russie. J'ose compter sur votre éner-
» gie si connue, pour me protéger, dans cette circons-
» tance, moi, mes compatriotes, et le pavillon du roi. »

M. Billecocq, ainsi que nous l'avons dit, avait peu de rapports avec Héliade. Rien ne le portait à soupçonner la bonne foi de Tavernier. Mais il avait fort à cœur de ne voir aucun Français mêlé aux intrigues locales, et encore moins à de folles entreprises, qui pouvaient fournir au consulat russe une heureuse occasion de trouver la France en défaut. Ajoutons que Tavernier, après cette première confidence, fit une déclaration officielle dans les bureaux du consul, développant tous les plans de la conspiration, portant à cinq mille le nombre d'hommes soldés par Héliade, prêts à prendre les armes au premier signal, et répétant les offres qui lui avaient été faites de prendre part à ce complot.

Le consul français courut aussitôt au palais de Ghika, se plaignit vivement du piége tendu à un citoyen français, demanda l'arrestation d'Héliade, et la saisie de ses papiers.

Peu de jours après, toute la ville de Bucharest était en émoi, à la lecture d'un décret du prince qui nommait une haute commission, à l'effet de juger au criminel Héliade, accusé de conspiration avec plusieurs complices importants qu'on ne nommait pas. Au milieu de

l'agitation générale, Héliade, qui demeurait en dehors de la ville, était le seul qui ne fût pas instruit de la nouvelle du jour. Vers l'après-midi, un de ses parents court chez lui, le trouve entouré de ses enfants auxquels il faisait la lecture de l'Évangile, le regarde avec étonnement, et le prie, après la lecture finie, de descendre avec lui au jardin.

Là, il interroge Héliade; mais, voyant bientôt qu'il ne sait rien, il lui fait connaître le décret du prince, la dénonciation de Tavernier, la nomination de la commission, composée de MM. Argyropoulo, président du divan criminel, et Jean Mano, directeur du ministère de l'intérieur.

Héliade, ne voyant dans toutes ces confidences qu'une mystification, répondait par des plaisanteries, lorsqu'un cavalier se présenta porteur d'une lettre ainsi conçue:

« Le soussigné a l'honneur d'inviter M. Héliade à vouloir bien passer chez lui, ce soir, à dix heures précises. »

Signé: Jean Mano.

Dans la même soirée, un homme se présentait chez un officier des dorobans, offrant de confirmer les dépositions de Tavernier, donnant de nouvelles proportions au complot, et nommant de nouveaux personnages. Il prétendait que lui-même y avait été introduit comme complice, que des réunions se faisaient dans la cave d'Héliade, où étaient accumulées des armes, et qu'il y avait rencontré, entre autres personnes, le colonel Blaremberg, beau-frère du prince, le colonel Grammont, maréchal du palais, et les frères Golesci, aides-de-

camp de Ghika. Ce nouveau dénonciateur, qui se nommait Sorano, était un des scribes de l'assemblée générale.

Sa déposition parut à l'officier tellement grave, que le directeur de la police fut aussitôt averti. Il ordonna que Sorano fût amené à son hôtel. Là, interrogé de nouveau, Sorano reproduisit les mêmes détails; après quoi, il fut enfermé dans une chambre obscure, sous la garde de deux soldats.

Pendant que ces choses se passaient à l'hôtel de la police, Héliade était chez M. Mano, en présence de la commission, les deux commissaires ayant comme assesseurs le drogman du consulat russe et celui du consulat français.

Il ne lui fut pas difficile de démontrer l'absurdité de l'accusation imaginée par le docteur Tavernier. Cinq mille hommes, dit-il, ne se recrutent pas dans une ville comme Bucharest, sans que personne en entende parler; cinq mille hommes d'ailleurs ne se rassemblent pas sans argent, et il me faudrait, ajoutait-il, être plus riche que le trésor public, qui peut à peine solder trois mille hommes. En supposant d'ailleurs la réunion de cinq mille hommes, en les supposant tous discrets, il n'était pas à présumer que lui, Héliade, le prétendu chef du complot, irait, la veille de l'émeute, confier un secret de cette importance au premier venu. Et il prouva, par les témoignages les plus irrécusables, que Tavernier lui était à peine connu, et qu'il avait au plus passé dix minutes avec lui, en plein air, l'entretenant d'une affaire particulière, dont il donnait tous les détails.

Les paroles d'Héliade avaient un tel caractère de sin-

cérité, elles étaient fortifiées de preuves si décisives, que les juges furent honteux d'avoir donné tant d'éclat à une misérable intrigue. Tavernier confondu reçut l'ordre de quitter la Valaquie.

La calomnie était si flagrante, qu'on n'osa pas faire usage de la déposition de Sorano. Héliade n'en avait aucune connaissance, et le public n'était pas mieux instruit. Quant à ce malheureux, il fut enlevé la même nuit de Bucharest, sans qu'aucun des siens pût rendre compte de sa mystérieuse disparition.

Quatre mois s'étaient écoulés depuis ce singulier procès, lorsque, vers la fin de juin, un oncle d'Héliade, M. Racota, lui proposa d'aller ensemble passer la fête des apôtres dans le couvent de Tzernica, situé à trois lieues de la capitale. Ces espèces de pélerinages sont dans les habitudes religieuses du pays. Héliade y consentit.

Dans la soirée du 28 juin, vers le crépuscule, M. Racota était descendu à l'église avec tous les moines pour assister au service appelé *Preveghiera* (la Veille). Héliade comptait l'y suivre peu d'instants après. Resté seul dans sa chambre, il feuilletait quelques journaux, lorsque tout à coup la porte s'ouvre ; un personnage étrange se présente. Il ne porte pas le vêtement des moines, mais une robe de chambre de couleurs bigarrées où dominent le rouge et le jaune, retenue à la ceinture par une courroie monacale ; une chevelure longue et en désordre tombe sur ses épaules ; une barbe épaisse, des moustaches hérissées, une large cicatrice sur la figure donnent un caractère sombre à sa physionomie ; ses yeux sont hagards, ses traits contractés.

Avant qu'Héliade pût demander compte de cette sin-

gulière apparition, l'inconnu s'était précipité vers lui, et tombant à ses genoux qu'il saisissait à deux mains :

— Pardonnez-moi, s'écria-t-il, pardonnez-moi.

Héliade crut avoir affaire à un fou : sa première pensée fut d'appeler les gens de la maison. Mais toutes les chambres étaient désertes ; tous les moines étaient à l'église. Il se contint.

— Qui êtes-vous, monsieur, dit-il ? Je ne vous connais pas. Veuillez vous relever.

— Je ne me releverai pas avant de m'être assuré de votre pardon.

— Mais, je vous le répète, je ne vous connais pas. Que m'avez-vous fait ? qui êtes-vous ?

— Je suis Sorano.

— Je ne connais pas ce nom.

— Moi, je vous connais, monsieur. Je suis bien coupable envers vous. Pardonnez-moi.

— Mais relevez-vous d'abord. Nous nous expliquerons ensuite.

— Promettez-moi de me pardonner.

— Eh bien, je vous pardonne.

— Sur tout ce que vous entendrez ?

— Sur tout ; mais relevez-vous.

Enfin après être parvenu à dégager ses jambes des étreintes du suppliant, Héliade le fit asseoir, et l'interrogea.

— Voyons, dit-il, de quoi s'agit-il ? que m'avez-vous fait ?

— Je suis Sorano. Je vous ai indignement calomnié au moment où vous étiez appelé devant la commission criminelle.

Et alors Sorano raconta tout ce que nous avons déjà fait connaître.

— Après trois heures d'attente, ajouta-t-il, dans la chambre où l'on m'avait relégué, l'officier revint. Je croyais que c'était pour me conduire devant la commission. Mais c'était pour me reprocher la fausseté de ma dénonciation. En même temps je fus saisi, et je dus subir cinquante coups de phalanga (bastonade sur la plante des pieds, punition ordinaire du pays); puis on me mit les fers aux jambes, on me jeta dans une voiture escortée par deux dorobans, et je fus amené ici dans la même nuit. Personne parmi mes parents ne connaît mon sort. Les caloyers même du couvent ignorent la cause de ma captivité. Ayant appris ce soir votre arrivée ici, j'ai demandé la permission de vous voir, afin de vous confesser ma faute, mon crime ou plutôt ma folie, et d'obtenir de vous un pardon qui me rende quelque repos.

— Tout ce que vous venez de me dire, monsieur, est nouveau pour moi, et ne peut que m'étonner profondément. Mais quel est donc le motif qui a pu vous pousser à inventer une pareille fable, dans des circonstances si graves, lorsque je me trouvais sous le coup d'une accusation capitale? était-ce méchanceté? était-ce folie?

— Je ne suis pas méchant, et je n'étais pas fou. Mais j'étais placé sous une funeste influence.

— Et cette influence, quelle était-elle?

— J'étais un des scribes de l'assemblée nationale, et comme tel souvent appelé chez M. Bibesco pour y copier des écritures.

— Je ne vous comprends pas. Est-ce que M. Bibesco vous a fait la leçon pour cette odieuse fable?

— J'allais souvent chez M. Bibesco.

— Qu'y a-t-il de commun entre M. Bibesco et votre invention?

— Vous m'avez promis, monsieur, de me pardonner. Ne m'interrogez plus. Le danger est passé pour vous. Moi, je souffre dans la captivité; j'ai mérité mon sort; j'ai expié ma faute.

— Je vous pardonne, sans doute. Mais vous, pouvez-vous pardonner à ces hommes qui vous ont fait jouer un rôle infâme, d'où pouvait résulter la perte d'un père de famille, qui vous a valu la bastonnade, l'exil, la captivité, et qui a tué votre honneur et votre avenir?

— Non, je ne puis leur pardonner. Mais j'ai peur de prononcer leurs noms.

— Vous les craignez; mais moi, je dois les connaître. Ils ont voulu me perdre; j'ai besoin d'être éclairé pour me tenir sur mes gardes. Répondez donc sans crainte; je n'abuserai pas de votre confiance. Est-ce M. Bibesco qui vous a poussé à jouer ce rôle?

Sorano soupira, se tut, regarda Héliade avec des yeux pleins de larmes.

— Vous avez deviné, dit-il, mais ne me forcez pas à prononcer son nom, soyez généreux jusqu'au bout.

— Allons, reprit Héliade, je vois qu'il faut que nous terminions ici notre conférence. Que puis-je faire pour vous?

— Me pardonner d'abord; m'envoyer ensuite quelques livres, car je suis dévoré d'ennui et de remords, et..., si vous le pouvez, tâcher de m'obtenir ma grâce.

— Je ferai tout ce que je pourrai pour vous être

utile. Pour le moment, avez-vous besoin de quelque chose ?

— De plusieurs.....

Héliade comprit le regard suppliant du captif, lui remit une petite somme d'argent, et le renvoya plein de repentir et de reconnaissance.

Pour lui, les révélations inattendues du couvent de Tzernica devenaient de sérieux avertissements. Il avait bien entrevu les intrigues moscovites, mais sans en soupçonner la profondeur ; et, tout en surveillant les manœuvres de Bibesco, il n'avait guère imaginé tant de bassesse dans la calomnie, tant de lâchetés dans la trahison. L'accusation de Tavernier l'avait étonné ; les aveux de Sorano l'éclairèrent, et lui donnèrent la mesure morale de ce Bibesco, qui se faisait chef d'opposition à l'assemblée, accusait Ghika au nom des intérêts nationaux, et devenait chez Daschkoff le pourvoyeur de la police russe, arrogant avec le prince qu'il voulait remplacer, rampant devant l'agent étranger de qui il attendait sa fortune.

La misérable issue du complot qu'ils avaient imaginé ne déconcerta cependant ni Daschkoff, ni Bibesco ; ils n'avaient pas réussi à perdre Héliade, mais ils avaient effrayé le hospodar, qui mesurait l'audace de ses adversaires à la hardiesse même de leurs calomnies. Que n'avait-il pas à craindre d'hommes si bien doués du génie de la corruption et du mensonge ?

Malheureusement, Ghika manquait de l'énergie nécessaire pour faire face à des ennemis entreprenants ; il manquait aussi d'intelligence politique, et ne savait aucunement distinguer la critique désintéressée du pa-

triotisme qui demandait la réforme des abus, et l'hostilité calculée des ambitieux qui s'en faisaient une arme pour l'attaquer. Avec trop d'honnêteté pour se livrer au parti russe, et trop peu de courage pour se mettre ouvertement à la tête du parti national, il expiait et sa probité et ses faiblesses, dans une double lutte où il restait sans appui. Vainement avait-il compté sur les sympathies de la France : le consul français, malgré ses nombreux avertissements, était abandonné par le ministère des affaires étrangères à l'impuissance et à l'isolement. Chaque jour cependant Ghika révélait à M. Billecocq les silencieuses usurpations de la Russie; chaque jour M. Billecocq appelait l'attention de M. Guizot; ses dépêches restaient sans réponse. Citons, entre mille exemples, un fait qui intéressait essentiellement le commerce français. Le prince Ghika prévient M. Billecocq que le consul Daschkoff se propose d'assujettir à un timbre particulier les importations françaises pour les principautés du Danube. Admettre ce droit, c'était reconnaître la suzeraineté russe. M. Billecocq s'empresse d'avertir M. Guizot; la dépêche a le sort de toutes les autres, et le timbre russe vient frapper sans opposition les marchandises françaises. Vainement aussi M. Billecocq signale les entreprises des Russes sur les îles qui commandent les bouches du Danube, leurs constructions qui transforment des magasins en forteresses, et leurs coupables manœuvres pour l'obstruction de la passe de Soulinah, où leurs travailleurs vont jeter pendant la nuit des blocs de rocher. Soulinah est beaucoup trop loin de M. Guizot pour occuper sa pensée; la chambre ne s'en inquiète guère, et les électeurs de

Lisieux n'ont pas souci de ce qui se passe sur le Danube.

Jamais meilleure occasion cependant ne s'était offerte d'assurer dans les principautés l'influence française; le prince l'appelait de tous ses vœux, et le parti national l'aurait appuyée avec ardeur. Aussi ses sympathies pour la France étaient-elles, aux yeux de la Russie, le plus grand crime d'Alexandre Ghika. Elles faisaient de sa chute une question vitale pour Daschkoff. Secondé par Bibesco, ce dernier fit mettre en jeu les passions bonnes et mauvaises de l'assemblée; toutes les nuances de l'opposition se réunirent contre le hospodar; Phanariotes, vieux Valaques, jeunes Valaques, votèrent d'ensemble une adresse au prince, dont chaque paragraphe était un acte d'accusation. L'adresse communiquée aux deux cours de Constantinople et de Saint-Pétersbourg devint un prétexte pour envoyer à Bucharest deux commissaires impériaux, chargés de mettre un terme aux scandales des discussions intérieures. L'envoyé russe était le général Duhamel, le commissaire turc était Chekib-Effendi.

Duhamel avait à l'avance son opinion toute faite; sa mission était, non de faire une enquête, mais de venir en aide aux accusateurs de Ghika.

Quant à Chekib-Effendi, il ne voulait pas se faire une opinion. Un fonctionnaire turc, envoyé en mission, ne se prononce que sur la balance des sommes offertes par les parties intéressées. Ghika lui remit 4,000 ducats; ses ambitieux rivaux en versèrent 15,000. Ghika fut nécessairement signalé comme coupable de tous les désordres.

Cependant, malgré l'accord des deux commissaires, la Porte ne se prononçait pas. A Constantinople, l'ambassadeur de France, M. de Bourqueney, apportait à Ghika un patronage timide, et, dans ses instructions à M. Billecocq, il lui recommandait d'user de ménagements, tout en l'engageant à persévérer dans la route qu'il s'était tracée. La voix de la France, quoique bien faible, suffisait au moins pour amener des hésitations, lorsqu'un incident nouveau fit changer en colères les intrigues moscovites. Saint-Pétersbourg cessant de négocier auprès du divan, lui signifia ses ordres.

Pour bien faire connaître les causes de ce changement d'attitude et de langage, il nous faut entrer dans quelques détails extérieurs, qui tiennent à l'histoire du protectorat russe, et qui peuvent surtout servir à montrer quelles ressources trouverait la France dans l'appui des nationalités chrétiennes, qui aspirent à l'affranchissement.

A la suite de sanglants démêlés avec les Serbes, dont il était depuis plusieurs années le chef politique, le prince Milosch avait dû renoncer à un trône conquis par de vaillants services, mais compromis par de maladroites amitiés. Sa vie avait été des plus étranges et des plus agitées. Comme Sixte-Quint, il avait été dans son enfance gardien de pourceaux; comme Czerni-George, son prédécesseur au trône, il avait été chef de bandits, si l'on peut appeler bandits ces hommes qui, sous une oppression étrangère, réunissent autour d'eux les cœurs vaillants qui préfèrent l'indépendance des forêts à la servitude, et font expier aux exacteurs officiels les souffrances de leurs concitoyens. Comme Czerni-George,

il avait transformé ses bandes en armées régulières, et soutenu de longues et glorieuses luttes contre tous les efforts de la puissance ottomane. Bien différents des Valaques, dont la douceur et la patience peuvent tenter tout oppresseur, les Serbes, jaloux de leur indépendance, offrent à tout chef entreprenant une armée prête à le suivre aux combats. Leurs habitudes d'ailleurs semblent faites pour la guerre; hiver ou été, ils dorment, comme dans un bivouac, sur une peau de mouton ou sur un vieux tapis; en voyage, à la tête de leurs troupeaux, ils sont équipés comme pour le combat, à cheval, le fusil en bandoulière, la ceinture garnie de pistolets et d'un yatagan (1). Le pâtre Milosch rencontra donc pour compagnons d'armes des pâtres comme lui, rudes combattants, toujours prêts à le suivre, et lui donnant la suprématie qu'il avait méritée par ses exploits et ses talents. Sa femme, comme une amazone antique, partageait ses périls; et plus d'une fois, pendant les engagements nocturnes avec les Turcs, les combattants apercevaient la princesse Milosch entourée de ses femmes, et portant avec elles les flambeaux qui servaient de signe de ralliement à l'armée serbe (2). Aussi le prince rendait-il publiquement hommage aux qualités héroïques de sa compagne. « La moitié des lauriers, disait-il, que j'ai conquis sur tant d'ennemis, lui revient de droit. »

Un homme de cette importance était trop utile à la Russie, pour qu'elle ne cherchât pas à se l'attacher par des services. Aussi, grâce à l'intervention du Czar, l'acte

(1) M. Ubicini. Revue de l'Orient, novembre 1853.
(2) M. A. Billecocq. Mémoire lu à Société orientale de France.

additionnel du traité d'Ackerman, confirmé trois ans après par la paix d'Andrinople, érigea la Serbie en une principauté tributaire de la Turquie, avec les priviléges d'une administration intérieure indépendante. Il est vrai que, par les mêmes conventions, la Russie se réservait en Serbie les droits de protectorat. Mais les Serbes ne se montraient pas d'aussi facile composition que les Valaques; et leur exemple put prouver que les usurpations du protectorat dépendent autant de la faiblesse morale des protégés, que de l'ambition du protecteur.

Quoi qu'il en soit, Milosch, dépossédé en 1829, s'était retiré en Valaquie où il possédait de riches et vastes territoires; et, dans ses loisirs forcés, l'ancien pâtre méditait encore de gigantesques projets.

Ainsi que tant d'autres chrétiens en lutte avec la domination ottomane, ou courbés sous le joug, Milosch avait compté d'abord sur l'appui de la Russie. Mais bientôt, instruit par de nombreux exemples, il avait vu les périls d'une intervention intéressée. Bien convaincu que l'affranchissement de son pays ne pouvait se faire par la Russie, il osa projeter de l'accomplir contre elle, et de braver à la fois deux adversaires redoutables. Les éléments de lutte devaient être puissants; il les trouvait au sein même du panslavisme mal coordonné sous la main oppressive de Saint-Pétersbourg. Malgré les efforts de la propagande moscovite, il existait des germes de méfiance, de répulsion même, entre les Slaves du sud et ceux du nord. Les premiers avaient bien pu, sous la pression immédiate du despotisme ottoman, accepter les secours des hommes de leur race; mais ces hommes apportaient avec eux un despotisme non moins à craindre

le jour où il serait moins éloigné. Les Slaves du sud devaient donc s'affranchir par eux-mêmes ou rester à jamais asservis. Pour accomplir cette grande œuvre, que fallait-il? La réunion des Slaves du sud dans une alliance commune, qui put en même temps attaquer de front la puissance Ottomane, et servir de barrière à l'ambitieuse intervention des Slaves du nord. Telle était la pensée de Milosch. Les Serbes, les Illyriens, les Croates, les Bosniaques, les Bulgares devaient former ses premières armées. Les autres nationalités se prononceraient au premier cri d'affranchissement. Mais il ne se dissimulait pas que les difficultés seraient proportionnées à la grandeur de l'entreprise, et il ne doutait pas que l'Autriche alarmée ne comptât aussi parmi ses ennemis. Toute espérance était donc vaine, toute tentative impossible, s'il ne rencontrait l'appui d'une puissance occidentale, assez forte pour faire face aux despotismes coalisés, assez désintéressée pour ne demander aux nationalités soulevées aucun sacrifice de leurs droits, assez intelligente pour comprendre la gloire de son rôle. Milosch avait placé son espoir dans la France.

Ce ne fut pas sans étonnement qu'un jour notre consul général à Bucharest reçut mystérieusement du prince Milosch la demande d'une entrevue nocturne. Il est bon de remarquer, en passant, que la police russe était, à Bucharest, tellement active et tellement redoutée, que les plus grands personnages lui dérobaient le secret de leurs pas, et rendaient hommage à sa puissance par leurs terreurs. Aller en plein jour, autrement que pour des affaires officielles, chez le consul français qui tenait tête aux entreprises moscovites, c'eût été se compromettre ; et ce

n'était qu'en tremblant que les fonctionnaires turcs en mission, ou les principaux agents de l'Autriche, voire même les hospodars, allaient s'asseoir à l'ombre du pavillon tricolore.

M. Billecocq accueillit la demande de Milosch, et le vieux prince serbe pénétra dans la maison du consulat, au plus profond de la nuit. Cette entrevue avait quelque chose de si étrange et de si peu motivé, que le consul ne pouvait se défendre d'une certaine méfiance. Environné d'embûches, dans un pays où l'intrigue moscovite ne reculait devant aucun moyen, ne risquait-il pas de rencontrer dans Milosch, qu'il connaissait à peine, un instrument de la Russie ou de l'Autriche, ou au moins un homme servant à son insu quelque menée ténébreuse? Les pensées secrètes du consul donnèrent à son attitude une froideur réservée, qui se communiqua au prince. L'entretien fut sans abandon, presque sans confiance ; et ces deux hommes, pleins de bonnes intentions, passèrent ainsi une heure de nuit à s'observer mutuellement à la lueur des flambeaux, l'un étudiant comme un piége chaque parole de son interlocuteur, l'autre cherchant vainement une occasion de faire éclater la grande pensée qui l'obsédait.

Le prince se retira sans se dévoiler, en demandant toutefois la permission de revenir.

D'autres conférences, en effet, suivirent, aux mêmes heures et avec le même mystère, mais non avec la même réserve. La physionomie ouverte du vieillard héroïque, ses nobles traits, qui s'illuminaient aux récits des combats de la liberté, cette voix retentissante dans le silence des nuits, soit qu'elle appelât l'affranchissement des

peuples, soit qu'elle accablât de malédictions le despotisme de la Turquie, de la Russie et de l'Autriche, tous ses gestes, tous ses élans, toutes ses aspirations, firent naître en M. Billecocq la confiance, et souvent l'admiration. On en vint, de part et d'autre, à une entière franchise, et les explications furent complètes. Milosch développa son plan, raconta ce qu'il avait fait avec les Serbes, ses compatriotes, promettant de faire mieux encore, et prophétisant la chute des despotismes et la régénération des nationalités, avec la ligue des Slaves du sud dirigée par son bras, et commandée par la France. « La France, s'écriait-il, est le seul espoir des peuples » opprimés; si France s'abstient, les peuples n'ont » plus qu'à courber la tête. Est-ce que votre roi ne » comprend pas la grandeur de sa mission? Est-ce que » vos ministres seraient insensibles à de si hautes » gloires? Est-ce que votre presse, si intelligente, refu- » serait d'écouter et de répéter les plaintes et les béné- » dictions des peuples? Pour moi, dans cette lutte qui » se prépare en faveur de la liberté et des nationalités, » je me sens irrésistiblement entraîné vers vous; ne » rencontrerai-je pas chez vous des sympathies qui » fassent écho à mes sympathies? »

« Prince, répondit le consul, il m'en coûte de mettre » un frein à de si généreuses ardeurs. Comme vous, » je vois un grand avenir dans l'union de la France avec » les nationalités régénérées, dans la ligue des Slaves » du sud contre les Slaves du nord. Mais si je com- » prends, du premier mot, l'importance de la question, » c'est que je suis ici au centre des éléments d'oppres- » sion qui menacent, et des éléments de régénération qui

» font espérer. En France, il n'en est pas de même.
» La grande politique française, qui embrassait tout le
» monde extérieur, a fait place à une politique locale,
» qui ne s'occupe que de querelles intérieures. Le roi
» Louis-Philippe redoute les aventures, et sa prudente
» vieillesse n'aspire qu'au repos. Ses ministres ne sau-
» raient l'entraîner plus loin qu'il ne veut aller. M. Thiers
» lui-même (1), le seul des ministres français de notre
» époque qui sache la géographie politique, pourrait
» peut-être par tempérament être porté à oser quel-
» que chose. Mais il est arrêté par les difficultés inté-
» rieures; et, contraint de lutter tous les jours pour
» son existence, il n'a guère souci de chercher d'autres
» combats aux bords du Danube et de la Save. Les
» premiers obstacles lui viendraient d'ailleurs de nos
» chambres, qui n'ont ni l'intelligence ni le courage
» des grandes choses. Au sein de la presse, quelques
» rares écrivains de l'extrême démocratie s'occupent,
» sans succès, des nationalités lointaines; les autres
» s'amoindrissent dans des questions de personnes.
» Quant au pays entier, son éducation politique est
» trop peu faite, pour qu'il prenne de l'intérêt à ce qu'il
» ne voit ni ne comprend; et les bourgeois de Paris
» seraient bien étonnés, si on leur demandait leur
» argent et leur sang, pour venir en aide aux Slaves du
» sud contre les Slaves du nord.

» Moi-même, chargé cependant d'éclairer mon gou-
» vernement sur les choses du dehors, je n'oserais

(1) Ces conférences avaient lieu dans les premiers temps du ministère du 1er mars.

» lui transmettre vos vœux et les sympathies qu'ils
» m'inspirent. Mes dépêches seraient suivies d'une
» disgrâce éclatante. »

A mesure qu'il entendait ces paroles, qui respiraient une douloureuse franchise, Milosch courbait en silence sa tête blanchie. Le vieux pâtre de Serbie s'étonnait d'avoir conçu des pensées trop grandes pour la France.

M. Billecocq cherchait vainement à le consoler par des promesses d'avenir. « Attendez, prince, disait-il, atten-
» dez ainsi que moi, que le temps ait marché, qu'il ait
» mûri tous ces aperçus si élevés... »

Mais Milosch savait trop bien que l'avenir n'appartient pas aux vieillards, et, dans son impatience de faire quelque chose pour son pays, quoique avec moins de gloire et avec moins de sûreté, il se jeta dans les bras de ceux qu'il voulait combattre. Depuis l'avénement du jeune empereur d'Autriche, Milosch est devenu, au milieu des Slaves du sud, l'émissaire le plus actif des Slaves du nord, l'agent accrédité de l'empereur Nicolas. Mais il n'a pu, dans sa défection, emporter avec lui l'esprit indépendant des nations, qui ont toujours leurs regards tournés avec espoir vers la France.

Il y avait déjà quelque temps que ces mystérieuses conférences avaient cessé, sans autre résultat que de stériles vœux, lorsque les Serbes furent appelés à élire un prince en remplacement de Michel, fils de Milosch, tombé à son tour victime des manœuvres de Saint-Pétersbourg. C'était au moment le plus actif des intrigues contre Ghika, lorsque, après le rapport des deux commissaires, la Porte suspendait encore sa décision. L'empereur Nicolas crut l'occasion venue de faire valoir son

droit de protectorat sur la Serbie, en plaçant sur le trône un prince de son choix. Il envoya en conséquence à Belgrade un de ses aides-de-camp, le général baron Lieven, pour diriger l'élection dans le sens de la politique Russe. L'envoyé n'épargnait en effet, ni les promesses, ni les menaces. Mais à Belgrade il n'avait plus affaire à des boyars; la corruption et l'intimidation furent impuissantes. Au jour désigné pour l'élection, trente mille Serbes se présentèrent, l'épée au poing, dans la plaine qui avoisine Belgrade; et là, votant à ciel ouvert et à haute voix, en présence même des agents du czar, ils élurent le fils de Czerni-Georges, et le proclamèrent sous le nom de Kara-Georgiewitch. Double échec et pour la Turquie et pour la Russie. La Turquie avait fait décapiter Czerni-Georges; la Russie, par ses intrigues mêmes, rendait plus éclatant le triomphe du parti national.

Le Czar avait besoin de réparer une défaite publique, n'ignorant pas que son influence sur les populations Slaves dépend de l'idée qu'elles ont de son irrésistible autorité. Aussi a-t-il pour système, au lendemain d'un échec, de chercher une compensation capable d'effacer les souvenirs d'un mécompte. A peine le général Lieven, parti en toute hâte de Belgrade, eut-il apporté aux bords de la Néwa la nouvelle de l'élection Serbe, que l'empereur Nicolas donna l'ordre à M. de Boutenieff de se rendre sans délai à Constantinople, et d'y exiger, dès son arrivée, la déchéance du prince Alexandre Ghika. Il fallait prouver à tous que le protectorat n'avait rien perdu de sa force.

Arrivé à Constantinople, M. de Boutenieff parla de manière à ne pas être désobéi. L'ambassadeur français,

M. de Bourqueney, qui avait tant recommandé au consul de Bucharest de couvrir de son appui le prince Ghika, ne sut pas lui-même le protéger auprès du divan. Le 7 octobre 1842, le prince Ghika reçut la nouvelle officielle de sa destitution. La Porte révélait hautement sa faiblesse, la Russie son autorité, la France son impuissance.

CHAPITRE X.

Intrigues à Bucharest. — Daschkoff uni aux Caïmacans. — Trente candidats. — Élection de Bibesco. — Ses premières dilapidations. — Vénalité de la magistrature. — Loi sur le régime dotal. — Scandales intérieurs. — Les mineurs russes. — *Le jardinier et la ronce.* — Suspension de l'assemblée. — Agiotages de Bibesco. — Hostilités contre le consul français. — Intrigues à Paris. — La maîtresse du hospodar et madame de Lieven. — Divorce et mariage du hospodar. — Lettre du Val-Richer. — Rappel de M. Billecocq. — Réception à Paris. — Nouvelles élections en Valaquie. — Menées de Bibesco. — Abaissement de l'assemblée. — Mécontentement général.

Aussitôt s'agitèrent à Bucharest toutes les ambitions. Pour la première fois, on allait faire essai du principe d'élection appliqué à la nomination du prince, et, quoique le droit électoral fût singulièrement restreint, chaque parti voyait des chances favorables et se livrait à l'espoir. Russo-phanariotes, vieux Valaques, jeunes Valaques étaient en mouvement, tous pleins d'ardeur, et se promettant le triomphe dans une lutte dont aucun n'avait l'habitude. Mais à côté d'eux était un habile maître en intrigues, qui devait profiter de leur inexpérience, le consul Daschkoff.

D'après les clauses du règlement organique, en attendant l'élection du hospodar, le pouvoir était remis aux mains d'une *caïmacanie*, c'est-à-dire d'un gouvernement provisoire, composé de trois ministres responsables,

recevant pour la circonstance, le nom de *caïmacans*. Les trois qui furent choisis ne pouvaient qu'être dévoués aux intérêts russes : ils préparèrent, avec le consul Daschkoff, le travail des candidatures.

Parmi les prétendants, Stirbey était le candidat avoué du parti russo-phanariote; le pacte de corruption était ouvertement reconnu et publié. Plus adroit, son frère Bibesco, qui avait combattu Ghika, au nom des intérêts publics, s'offrait comme représentant des vieux Valaques et des souvenirs d'indépendance, quoiqu'au fond entièrement dévoué à Daschkoff, ayant déjà conspiré avec lui, et lui promettant pour l'avenir les plus dociles complaisances.

L'agent moscovite se ménageait donc une double chance : si les Phanariotes étaient assez forts, l'élection de Stirbey devenait pour Saint-Pétersbourg un triomphe éclatant; si les vieux Valaques l'emportaient, le triomphe, quoique caché, n'était pas moins efficace. Ce n'était qu'une journée de dupes, dont Bibesco et Daschkoff devaient partager les profits.

Contre de si habiles manœuvres, le parti des jeunes Valaques aurait dû concentrer ses forces. Il fit tout le contraire ; de misérables rivalités se substituèrent à l'intérêt national. Chacun se crut fait pour être hospodar; il y eut trente candidats, divisés entre eux, affaiblissant l'action commune, et se perdant eux-mêmes dans des luttes d'amour-propre, au grand contentement de Daschkoff, qui n'eut qu'à les laisser faire. Un seul avait quelques chances : c'était Campiniano. Les caïmacans effacèrent son nom de la liste, sous prétexte que la Porte refuserait de confirmer sa nomination. Ces honorables

fonctionnaires ne prenaient pas la peine de dissimuler leurs connivences avec l'agent moscovite. L'art. 26 du règlement organique n'admettait dans la liste des candidats que ceux dont la noblesse remontait au moins au grand-père. Or, il était connu de tous que le grand-père de Stirbey et de Bibesco était marchand de chevaux à Craïova. On invoqua donc contre les deux frères le texte même de la constitution. Les caïmacans n'en tinrent aucun compte ; ils ne pouvaient sacrifier le double espoir de la Russie.

Enfin l'article 32 du règlement portait que l'on voterait pour chaque candidat séparément. Or, il s'en présentait trente. Les caïmacans, prétextant une trop grande perte de temps, partagèrent les trente candidats en six séries, et remirent à chaque électeur cinq boules, dont une blanche. De cette manière, en classant les candidats sérieux de l'opposition par deux ou par trois dans une même série, on les paralysait l'un par l'autre, tandis qu'en plaçant les deux frères, comme on le fit, chacun dans une série différente, et en compagnie de candidats sans appui, sans aucune chance, on assurait à l'un ou à l'autre une majorité certaine.

Et cependant ces précautions ne semblèrent pas suffisantes. Dans le parti des vieux Valaques, celui qui avec Bibesco s'était montré le plus acharné contre Alexandre Ghika, était le boyar Villara, qui avait occupé sous ce prince des fonctions importantes. Villara était devenu l'agent le plus actif de la candidature Bibesco. D'accord avec le consul Daschkoff, il fut convenu que l'on ferait enrégimenter par Villara tous ceux qui, parmi les électeurs, lui avaient servi, à diverses

époques, d'instruments pour ses malversations : on leur promettait la curée des emplois publics, si Bibesco parvenait au hospodarat. Pour qui connaît les fonctionnaires de la Valaquie, espèce de janissaires civils, s'enrichissant par le pillage, cette honteuse transaction devait réussir. Le parti de la rapine et de la corruption, allié au consul russe, ne pouvait rencontrer d'obstacle (1).

Sur ces entrefaites, arriva de Constantinople un nouveau plénipotentiaire turc, Safved-Effendi, chargé de surveiller les opérations électorales. De lui devait dépendre la confirmation par la Porte du choix des électeurs. Aussi les complaisances, les empressements, les caresses ne lui firent pas défaut. Les boyars, partisans des deux frères, le tentaient par l'argent, l'éprouvaient par la menace : l'intrigue marchait à front découvert. Mais le consul français, auquel M. de Bourqueney avait recommandé de guider le plénipotentiaire au milieu de ce dédale d'intérêts opposés, prit bientôt sur Safved-Effendi l'ascendant qui appartient à la droiture intelligente. Trop bien au courant des manœuvres du consulat russe, et de la comédie jouée par les deux frères dans leur double candidature, M. Billecocq mit en garde Safved-Effendi contre les boyars corrompus et les candidats de l'étranger. Effrayés de l'influence que prenait le consul français et tremblant pour leurs protégés, les Caïmacans imaginèrent une misérable ruse qui ne méri-

(1) La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco, par M.A. B., ancien agent diplomatique dans le Levant. Bruxelles, 1847. — Le témoignage de l'auteur de cette brochure est d'autant moins suspect, qu'il ne dissimule pas ses sympathies pour la Russie.

terait guère d'être racontée, si elle n'était en même temps une peinture de mœurs. Sous prétexte de réparer un des conduits d'eau les plus considérables de Bucharest, on coupa la seule rue carrossable par laquelle M. Billecocq pouvait communiquer avec Safved-Effendi et le reste de la ville. Il faut connaître l'état des rues de Bucharest pour comprendre l'efficacité de ce singulier blocus. On n'a que le choix, selon les saisons, entre des océans de boue et des montagnes de poussière. Aussi n'appartient-il qu'aux misérables de s'y aventurer à pied. Mais M. Billecocq ne se laissait pas facilement mystifier; il somma les Caïmacans de mettre une prompte fin à cette indigne comédie, et, sur ses injonctions pressantes, de nombreux ouvriers rétablirent en trente-six heures les communications interrompues.

Trois mois se passèrent ainsi, au milieu des déchaînements des plus basses passions. Le jour de l'élection était fixé au 1er janvier 1843. Au moment venu, les chances paraissaient tellement prononcées en faveur de Stirbey, que plusieurs boyars de l'opposition redoutant cet homme ouvertement dévoué aux Russes, et désespérant de réussir avec un candidat national, reportèrent leurs voix sur Bibesco, dont ils ne soupçonnaient pas les complicités avec Daschkoff.

Le résultat de l'élection ne fut connu que bien avant dans la nuit. Stirbey avait 91 voix; Philippesco, candidat de la vieille boyarie, Baliano, candidat des jeunes Valaques, avaient, l'un 84 voix, l'autre 79; 131 suffrages s'étaient prononcés pour Bibesco. Il est facile de voir que, si le parti national avait agi avec accord et intelligence, il aurait triomphé; car les voix partagées

entre Philippesco et Baliano auraient, si elles eussent été réunies, donné 163 suffrages. Mais les vanités personnelles l'emportèrent; et, pour la première fois où les boyars purent user du droit d'élection, ils semblèrent prendre à tâche de s'en montrer indignes.

Plusieurs cependant, même parmi les plus honnêtes, acceptèrent la nomination de Bibesco comme un échec pour Daschkoff. Celui-ci le laissa croire, et M. de Bourqueney partagea l'illusion commune. Aux dépêches de M. Billecocq, qui déplorait un pareil choix, il répondait : « Vous aurez déjà compris de vous-même, monsieur le » consul général, que nous n'avons aucun intérêt à » faire l'influence russe plus victorieuse qu'elle ne se » considère elle-même. »

Pour juger le mérite des appréciations de M. de Bourqueney, il suffit de rapporter une dépêche de M. de Nesselrode au consul Daschkoff, à la même date et sur le même sujet.

« Nous ne pouvons assez louer la sagesse des mesures » prises, selon votre recommandation, pour arriver à ce » résultat. L'élection du jeune Georges Bibesco a par» faitement répondu à notre désir. Nous vous prions » d'exprimer au prince nos félicitations les plus sin» cères, au sujet de son élection. Vous lui communi» querez nos instructions, et vous lui ferez connaître en » même temps toutes les espérances de succès que nous » fondons sur son administration. Ces espérances, il » saura les réaliser, nous n'en doutons point, et il » répondra dignement ainsi à la haute idée que l'empe» reur a eue de ses principes, de son caractère et de » ses talents distingués. »

Bibesco cependant ne négligeait aucun moyen de tromper l'opinion publique. Prétendant se faire accepter comme le représentant de la nationalité roumaine, il commanda pour son installation un costume de cérémonie semblable à celui de Michel le Brave, d'après un vieux portrait renfermé au couvent de Tzernica. Indigne travestissement sur le dos d'un agent moscovite! Les peuples opprimés n'ont de consolations que dans leurs légendes; et Bibesco savait que tous les souvenirs de l'illustre guerrier dont il empruntait les habits avaient encore une action puissante au fond des cœurs. Aussi la mascarade eut-elle un plein succès; les Valaques attendris crurent voir renaître les anciens jours, et saluèrent avec bonheur une mensongère évocation. Quelques-uns seulement, mais en petit nombre, devinaient le renard sous la peau du lion.

Il y avait d'ailleurs dans l'avénement de Bibesco quelque chose de nouveau qui disposait les esprits aux complaisances. C'était un prince élu, et même pour ceux qui blâmaient le choix, l'élection semblait un retour au droit national. On s'efforçait d'avoir confiance, et dans la crainte de compromettre ce droit tant de fois invoqué, on imposait silence même aux ressentiments.

Bibesco s'empressa de profiter des bonnes dispositions de l'assemblée, pour s'assurer de grosses allocations pécuniaires; ses premiers actes ne furent qu'un audacieux agiotage. Réservant pour les réceptions officielles le palais hospodaral, précédemment habité par Ghika, il continua de résider dans sa propre maison, mais en se faisant payer par l'État 1,500 ducats de loyer (18,000 f.). Il sollicita de plus et obtint 15,000 ducats (180,000 fr.)

pour agrandissement de cette même maison qui lui appartenait : 5,000 ducats (60,000 fr.) lui furent accordés pour frais de voyage à Constantinople, et 130,000 ducats (1,560,000 fr.) pour dépenses d'investiture. En véritable parvenu, il commençait par le pillage.

Fidèle aux engagements électoraux pris par Villara, il fit rétablir dans leurs fonctions plusieurs comptables infidèles qui, sous l'administration précédente, avaient été condamnés et soumis à restitution des deniers publics détournés à leur profit, leur faisant remise de leur peine en même temps qu'il leur donnait occasion de recommencer leur coupable industrie.

Villara, pour récompense de son zèle, avait obtenu le ministère de la justice, un des plus lucratifs dans un pays où les arrêts judiciaires, multipliés d'ailleurs à l'infini par l'incertitude de la propriété, s'achètent et se vendent publiquement. Quatre mille procès de délimitation se trouvaient alors pendants devant les tribunaux des diverses instances, et autant d'autres procès civils sur différentes matières. Ce vaste champ, ouvert aux prévarications, était considéré par les magistrats comme un légitime patrimoine. Un d'eux disait hautement : « Mon père m'a laissé sa signature pour la faire valoir, et deux mains pour prendre (1). » Ni juges ni plaideurs ne dissimulaient leurs transactions. Les trafics se faisaient publiquement, comme un courtage de marchandises ordinaires, à la promenade, au théâtre, dans les salons ; on prenait avec les juges des engagements par écrit, et toute

(1) De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie, par M. Colson, p. 206.

la ville connaissait le tarif de chaque procès gagné. Il était de notoriété publique que deux juges seulement étaient incorruptibles à l'argent (1), et on les citait comme des singularités plutôt que comme des exemples.

Cet abaissement du sentiment moral existait sans doute avant Bibesco; mais il l'encourageait par ses tolérances, et si quelque homme honnête lui signalait les abus de cette scandaleuse vénalité, il s'emportait et criait à la calomnie. Il lui fallut cependant une fois sévir contre un magistrat pris littéralement en flagrant délit d'enchère. La haute cour de justice ne put s'empêcher de le condamner; mais le prince commua la peine en un doux exil, et quelques semaines après, le prévaricateur était nommé procureur à la Cour des délits criminels (2).

De nouveaux impôts sur les paysans, de nouvelles charges à l'entrée des villes, révélaient l'esprit fiscal de ce gouvernement qui avait promis la réforme des abus. Le costume de Michel le Brave ne trompait plus personne, et à travers le manteau national se découvrait un cœur digne du Phanar.

L'assemblée elle-même commençait à se repentir de ses trop grandes facilités. Une nouvelle spéculation de Bibesco, plus audacieuse que les précédentes, contraignit les députés à faire acte de courage. Une loi fut présentée par le gouvernement pour modifier la loi civile sur le régime dotal, en accordant au mari le droit d'hypothéquer les biens de sa femme. Cette question, très-grave

(1) Dernière occupation des principautés danubiennes, par G. Chainoi. Paris, 1853,

(2) *Ibid.*)

en elle-même, devenait un immense sujet de scandale, par suite de circonstances matrimoniales particulières au prince Bibesco. Marié très-jeune à Mlle Maurocordato, fille adoptive du dernier Brancovano, il avait recueilli de cette alliance de grandes richesses (environ trois cent mille francs de rente). L'union cependant n'avait pas été heureuse : peu d'années après, la jeune femme était dans un état complet d'aliénation mentale, et le mari, disait-on, n'avait pas adouci, par ses procédés, le sort de l'infortunée dont les revenus demeuraient en sa possession. Il parait toutefois que les revenus ne lui suffisaient pas, et tel était le secret de la nouvelle loi; secret qui, du reste, n'échappait à personne. Mais ce qui ajoutait à l'immoralité de l'entreprise, c'est que la loi semblait être faite au bénéfice d'un amour illégitime. Bibesco, en effet, prince et législateur, vivait maritalement avec Mme Ghika, femme de Constantin Ghika, frère du dernier hospodar. On proposait donc à l'assemblée de consacrer par ses votes la spoliation de l'épouse légitime au profit d'un double adultère.

La conscience des boyars est d'ordinaire assez facile; mais, en cette occasion, on en faisait si bon marché, que la proposition devenait une insulte. Au jour de la discussion, des paroles indignées retentirent dans l'enceinte de cette assemblée naguère si complaisante; de flétrissantes allusions perçaient dans les discours; et, quoique les lois les plus ordinaires de la morale fussent d'assez forts arguments, il semblait que toute la discussion fût dominée par l'image de deux es : la triste épouse, privée de raison, et l'au- naitresse, chargée d'honneurs. Une forte

majorité condamna cette loi comme une tentative de vol.

Pour rendre l'échec plus éclatant, Bibesco ne mit aucun frein à ses fureurs. Ce parvenu d'un jour s'étonnait de rencontrer un obstacle à sa puissance. On eût dit un roi des vieilles dynasties, traitant de rébellion tout acte contraire à sa volonté; Louis XIV défendant ses adultérins n'eût pas été plus violent qu'un Bibesco. Il destitua de leurs emplois judiciaires et administratifs tous les députés qui avaient voté contre la loi dotale; et, continuant à braver l'opinion publique, il demanda formellement le divorce.

Cette question était d'abord du ressort des autorités religieuses. Nous y reviendrons.

Avec les résistances de l'assemblée, on vit redoubler les servilités de Bibesco auprès de la puissance protectrice. Un agent russe, nommé Trandafiroff, était venu en Valaquie sous prétexte d'établir une grande exploitation de mines. Bien accueilli du prince, recommandé par lui à ses ministres, il avait obtenu des concessions illimitées, sans égard pour les droits des propriétaires, et annonçait hautement qu'il allait faire venir de Russie cinq mille travailleurs. C'était une véritable aliénation du sol; c'était, de plus, l'introduction d'une garnison russe, à l'ombre d'un contrat pacifique. Tout cela se faisait sans prendre avis de l'assemblée, seul juge légitime d'une question qui touchait en même temps et à la propriété, et à la sécurité de l'État. Les hommes éclairés prirent l'alarme, et l'on commençait à parler inquiétude de cette hypocrite transaction, lor circuler dans la ville une fable intitulée *le*

la Ronce, chef-d'œuvre de poésie et de fine satire, où l'on signalait les lâches complaisances du prince, les perfidies du contrat, et les déguisements de cette nouvelle invasion moscovite. L'apologue eut un succès immense; plus de trente mille exemplaires furent imprimés et distribués en quelques jours, sans que tous les efforts de la police pussent en arrêter la circulation ou en découvrir l'auteur. L'auteur était Héliade.

L'opinion publique, avertie, se souleva tout entière contre la convention Trandafiroff. L'assemblée, entraînée par l'émotion générale, demanda des explications, et, dans une adresse au prince, lui signifia qu'il n'était pas en droit de faire une concession de cette nature, sans consulter préalablement les représentants du pays.

Une discussion des plus vives s'éleva entre les députés et les ministres. Un des plus jeunes boyars, Constantin Philipesco, se signala par l'énergie de ses accusations. Il dévoila sans ménagement la trahison que cachait la concession faite à l'agent moscovite, et son indignation s'éleva jusqu'à la hauteur de la véritable éloquence. Le public accueillit avec enthousiasme un discours qui semblait révéler un homme de talent et un citoyen courageux, deux choses rares dans le monde boyar (1).

Bibesco, que toute opposition entraînait à de puériles fureurs, fit une réponse en termes inconvenants : « Je considère, dit-il, cette assemblée comme incapable de toute délibération sérieuse. » En même

(1) Constantin Philipesco est mort tout récemment à Paris.

temps il ordonna la suspension de l'assemblée, quoique le budget ne fût pas encore voté.

Daschkoff lui vint en aide; la Russie était en cause. Les lettres du consul représentèrent à St-Pétersbourg le prince comme une victime des intrigues de quelques boyars jaloux, et l'assemblée comme hostile aux intérêts moscovites. A Constantinople, le capou-kiaya (délégué) du prince, déclara le gouvernement valaque impossible avec une assemblée qui rejetait, disait-il, tous les projets utiles, et qui se laissait gouverner par les ennemis personnels du prince. Aux plaintes du capou-kiaya, se joignirent les menaces de l'ambassade russe. La Porte, épouvantée, accorda par un firman la suspension de l'Assemblée pour un temps indéterminé. En toute occasion, la Turquie consacrait par sa faiblesse les usurpations du Czar, et se montrait indigne d'une suzeraineté qu'elle n'exerçait qu'au bénéfice de son rival.

A la réception du firman qui le délivrait de tout contrôle, Bibesco fit montre d'une joie scandaleuse. Le jour où il en donna lecture publique, son insolent maintien trahit toutes les basses rancunes en ce jour satisfaites. Sans dignité dans le triomphe, sans tenue, sans aucun sentiment des convenances, il faisait étalage de ses contentements, moins semblable à un prince qu'à un bohémien enivré.

Il se trouvait enfin seul maître, maître absolu, sans contrôle; et, par la plus étrange des anomalies, aucun monarque des vieilles races ne possédait une autorité aussi illimitée que ce produit de l'élection, prince d'un jour, sorti des écuries de Craïova.

Dans nos révolutions de l'Occident, le parvenu, quel

qu'il soit, cherche à masquer son origine par de grandes entreprises. Bibesco rappelait continuellement la sienne par des tours de maquignon. Il dilapidait partout et sur toutes choses. Tout fournisseur ou entrepreneur partageait avec lui, et il donnait lui-même les leçons de vol avec le plus effronté cynisme. Mélik, ingénieur chargé de la construction du théâtre de Bucharest, avait refusé livraison de vingt mille briques, qui figuraient pour cent mille; Bibesco lui en fit de vifs reproches : « Que diable! dit le hospodar, il faut hurler avec les loups. — Je ne sais pas hurler, répondit Mélik. — Eh bien, retirez-vous, reprit le prince, et laissez hurler les autres. » Et il chargea des travaux un entrepreneur plus complaisant. En 1846, année où, à la suite d'une abondante récolte, le blé était à très bas prix, on avait fait pour la ville de Bucharest d'énormes approvisionnements. En 1847, alors que partout en Europe les récoltes étaient compromises, la municipalité, sur un ordre du prince, vendit son approvisionnement au prix coûtant. L'acheteur était un certain Patziouri, associé de la famille Bibesco. Les besoins de l'Europe produisirent des bénéfices immenses (1). Enfin, l'auteur auquel nous empruntons ce fait, homme considérable dans le pays, affirme que, sous le gouvernement de Bibesco, le total des sommes détournées sur le seul département des travaux publics, fut de trente-trois millions de francs (2).

(1) Dernière occupation des principautés par la Russie, par G. Chainoi, p. 66. On sait que ce pseudonyme cache le nom de Jean Ghika, aujourd'hui gouverneur de Samos.

(2) *Ibid*, p. 65.

Il est vrai que, dans son œuvre de spoliation, le hospodar avait pour auxiliaires et co-partageants ses parents et ses créatures, qui vendaient les fonctions publiques aux plus offrants, et tenaient bureau ouvert de corruption. Jamais, aux plus mauvais jours des Phanariotes, on n'avait vu tant d'effronterie dans la rapine.

Tous ces désordres faisaient le compte de la cour protectrice. L'oppression sans frein pouvait amener des troubles, les troubles justifier une intervention. Aussi y avait-il entre Daschkoff et Bibesco un merveilleux concert, ou plutôt Daschkoff avait su s'emparer habilement de toute l'autorité. Plus digne et plus réservé, il imposait sa volonté à tous, et commandait en maître. Bibesco pillait, mais Daschkoff gouvernait. Celui-ci ne se croyait pas même obligé de dissimuler son pouvoir, et ne craignait pas de dire tout haut que le hospodar n'était que son *aide-de-camp* (1).

Ainsi livré sans pudeur à l'influence moscovite, Bibesco n'avait pas besoin de continuer la comédie des premiers jours sur les souvenirs nationaux. Les traditions de Michel le Brave s'étaient effacées de son esprit ; et, comme pour faire amende honorable à d'anciennes erreurs, il se prit à persécuter avec acharnement les hommes qui travaillaient à la régénération de la langue nationale. Se vantant, avec une puérile vanité, de son éducation parisienne, il tournait en ridicule le jargon roumain, et fermait les écoles ouvertes par Alexandre Ghika.

En même temps, par une contradiction qu'expliquent

(1) Le Protectorat du Czar, par J. R., p. 29.

des ordres venus de Saint-Pétersbourg, il prenait occasion d'une distribution des prix au collége national de Saint-Sava, pour démontrer publiquement tous les inconvénients de la langue française dans l'éducation des Valaques. Une dépêche de M. de Nesselrode venait d'appeler toute l'attention du gouvernement hospodaral ***sur le danger de l'éducation reçue en France.***

Vassal du consul russe, Bibesco devait nécessairement être hostile au consul français. Il n'oubliait pas d'ailleurs que M. Billecocq avait énergiquement défendu Alexandre Ghika, et il se sentait mal à l'aise avec l'homme qui tenait tous les fils de ses intrigues, soit dans les anciens complots de la Bulgarie, soit dans les nouvelles menées de Daschkoff. Dans Alexandre Ghika, M. Billecocq avait rencontré, sinon un auxiliaire, au moins un allié discret qui, environné de périls, mettait son espoir dans la France. Dans Bibesco se révélaient, au contraire, les mauvais vouloirs, les arrogantes maladresses, les complicités avec la Russie. Mais M. Billecocq qui ne savait pas transiger avec le puissant agent de Saint-Pétersbourg, redressait fièrement les écarts du hospodar, et, tout en surveillant les intrigues, se maintenait dans une froide réserve. Aussi Bibesco employait-il les plus actives manœuvres pour être débarrassé de ce diplomate incommode, placé au-dessus de la corruption et de la crainte. Un certain grec, nommé Piccolos, ancien censeur impérial russe à Bucharest, avait su, à Paris, gagner les bonnes grâces de M. Guizot; il reçut mission du hospodar de travailler au renversement de M. Billecocq. En même temps, Bibesco et Stirbey, son frère, agissaient auprès de l'ancien consul, M. Cochelet, pour

l'engager à venir reprendre sa place à Bucharest. M. Cochelet répondit avec indignation à ces basses ouvertures. « On oubliait trop, disait-il, ses cheveux blancs et sa position d'homme marié. Il ne pourrait, ajoutait-il, être vingt-quatre heures dans la capitale valaque témoin de tout ce qui s'y passait, non-seulement dans les affaires publiques, mais dans l'intimité de la famille Bibesco, sans demander aussitôt son rappel. »

Les sollicitations continuèrent néanmoins auprès de M. Guizot. Le ministre se fatigua de tant d'insistance; et, bien inspiré alors, il répondit que, comme l'état de la principauté de Valaquie paraissait fort gravement compromis par les intrigues du consul russe, il ne pouvait songer au rappel de M. Billecocq qu'autant que l'empereur Nicolas, de son côté, débarrasserait les Valaques de M. Daschkoff.

On résolut alors de vaincre M. Guizot par les influences intimes. En attendant que le divorce lui permit de partager le trône hospodaral, la favorite, Mme Ghika, était devenue enceinte. Malgré le sans-façon des mœurs de la boyarie, les couches ne pouvaient honnêtement se faire à Bucharest. Mme Ghika fut donc, au printemps de 1844, expédiée à Paris, munie d'une lettre de recommandation pour Mme de Lieven, et bien approvisionnée de ducats et de diamants à l'appui des négociations.

Mme Ghika fut promptement admise dans le boudoir de la protectrice, et les choses avaient été disposées pour qu'elle y rencontrât M. Guizot. Dès la première conférence, les rancunes se firent jour. Le rappel de M. Billecocq fut instamment demandé au ministre. Mais pour le ministre la situation était délicate. Que

Mme de Lieven, par compassion pour d'illustres amours, émue d'ailleurs peut-être par d'irrésistibles arguments, fît bon marché des services d'un fonctionnaire distingué, elle n'avait à redouter aucune responsabilité. Pour M. Guizot, il n'en était pas de même; la presse et la tribune pouvaient lui demander compte. Il se montra donc de moins facile composition qu'on ne l'avait prévu.

De son côté, Daschkoff écrivait lettres sur lettres à Saint-Pétersbourg, pour qu'on l'aidât à se débarrasser de M. Billecocq, dont l'intraitable audace affaiblissait, à Bucharest, l'influence moscovite. Il en résulta que Mme de Lieven reçut de St-Pétersbourg des instructions qui s'accordaient merveilleusement avec les touchantes sollicitations de Mme Ghika. Le rappel de M. Billecocq, qui n'avait été d'abord qu'une affaire de matrone, devenait pour Mme de Lieven une mission politique.

Elle y mit un nouveau zèle. M. Guizot fut supplié, harcelé, persécuté. Enfin, ne sachant comment faire face aux cajoleries de la princesse moscovite, il lui opposa une fin de non-recevoir motivée, le croira-t-on, sur la morale. Il ne pouvait, disait-il, prendre aucune décision tant que, les doubles divorces n'étant ni autorisés, ni accomplis, la position équivoque de Bibesco et de Mme Ghika laisserait prise au scandale.

Le hospodar, dès-lors, mit tout en œuvre pour renverser les obstacles que lui opposaient la loi, la religion et la morale. Il lui fallait, à toute force, consacrer son union sur les débris de deux mariages. En vain cependant, à plusieurs reprises, il avait sollicité du métropolitain de Valaquie une sentence de divorce. Le prélat s'y était toujours refusé, quoique Daschkoff joignît ses ins-

tances à celles de Bibesco. Car Saint-Pétersbourg avait fort à cœur de purifier son protégé.

On prit donc le parti de s'adresser au patriarche de Constantinople, et l'ambassadeur de Russie servit de médiateur. Mais là encore on rencontra des scrupules, et le prince malencontreux se heurtait avec étonnement contre des objections morales dont il n'avait jamais eu conscience. Toutefois, à Constantinople, dans toute question, il y a un moyen sûr de triompher. Avec de l'argent habilement distribué parmi les membres du divan, on acheta le changement du patriarche, et le successeur fut averti des premières obligations qu'il aurait à remplir. Il fallait néanmoins respecter les formes, et subir encore une épreuve qui aurait pu faire reculer un honnête homme. Pour prononcer le divorce, le patriarche exigea que trois témoins appelés devant le haut synode grec vinssent attester par serment que, dans les différends survenus au sein du ménage Ghika, tous les torts devaient être attribués au mari. Or, le public tout entier savait trop bien le contraire. Les trois témoins cependant se rencontrèrent : trois grands boyars, dont il faut signaler les noms, MM. E. Floresco, B. Cornesco et J. Slatiniano n'hésitèrent pas à se déshonorer par un parjure, pour satisfaire aux passions d'un prince de cette espèce.

Sur d'aussi respectables témoignages, les divorces furent prononcés, et le mariage, objet de tant d'intrigues, put enfin s'accomplir au mois de septembre 1845.

Les circonstances commandaient quelque réserve, Bibesco fit au contraire de fastueux étalages, qui rendirent plus éclatantes les hontes qui avaient précédé. Par suite du voyage de madame Ghika, les noces furent célébrées

à Fokshani, frontière des deux principautés. Bibesco s'était porté au-devant de l'heureuse fiancée. Le prince Stourdza, hospodar de Moldavie, présidait à la cérémonie en qualité de *père assis*, selon le rite grec. Mais il ne dissimulait pas que ce rôle, auquel il se prêtait de mauvaise grâce, lui avait été imposé par le consul Daschkoff.

Les folles dépenses de ce mariage, mélange de luxe et de bouffonnerie, furent un scandale dans tout le pays. Chacun savait que la corbeille coûtait la somme énorme de 3,840,000 piastres, et chacun savait aussi que de nouvelles exactions devaient pourvoir à ce que Bibesco appelait lui-même effrontément *les prodigalités de son bonheur*.

Au retour des époux vers Bucharest, des magnificences royales furent ordonnées pour leur réception dans les différentes villes, et les municipalités furent contraintes à se ruiner pour faire face aux réjouissances qui accueillaient le prince, la princesse et tous les conviés à la noce.

La rentrée dans la capitale fut signalée par un dernier spectacle plus pittoresque, sinon plus avilissant que tous les autres. En tête de l'escorte, caracolait en grand costume de spathar, le mari évincé, Constantin Ghika, qui avait bien consenti à perdre sa femme, mais non à perdre sa place. Personne ne fut tenté de plaindre une victime aussi complaisante, faisant cortége à ses propres hontes.

Après les joies, Bibesco songeait à la satisfaction des vengeances. Les bénédictions de l'Église avaient effacé le double adultère; la conscience de M. Guizot pouvait se rassurer; madame de Lieven pressa de nouveau le rap-

pel de M. Billecocq. Celui-ci, pendant ce temps, était l'objet des plus obséquieuses attentions de la nouvelle princesse Bibesco. Dans les réceptions, dans les bals, les égards et les courtoisies se multipliaient autour de lui, et, dans un grand dîner d'apparat, le hospodar se conforma, pour la première fois, au bérat du Sultan, qui voulait qu'en qualité de représentant du plus ancien allié de la Porte, le consul français prît le pas sur tous les envoyés des puissances étrangères. En tout autre pays, ces démonstrations eussent présagé un retour à de meilleurs sentiments; en Valaquie, où dominent les traditions orientales, elles annonçaient la reprise des hostilités. Les Valaques, amis de M. Billecocq, ne le lui laissaient pas ignorer. Ils assuraient de plus que Bibesco avait entre ses mains une lettre de M. Guizot lui-même, écrite du Val-Richer, dans laquelle il s'engageait au rappel de M. Billecocq. Chaque courrier de Paris avertissait celui-ci que madame de Lieven gagnait du terrain, et que la place de consul général à Bucharest était arrivée, entre les mains de M. Guizot, à l'état de monnaie courante. On l'avait d'abord offerte à M. Ferdinand de Lesseps, puis à M. Adolphe Barrot. Tous deux avaient refusé par égard pour M. Billecocq.

Cependant madame de Lieven, impatiente d'annoncer une victoire à Saint-Pétersbourg, ne voulait plus ni délais ni ménagements. Dans les premiers jours de mars 1846, M. Billecocq reçut la lettre suivante :

Paris, 19 février 1846

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous annoncer que, par une ordonnance rendue

le 17 de ce mois, sur ma proposition, le Roi vous a admis an traitement d'inactivité affecté à votre grade, et a nommé, an poste que vous occupez, M. de Nyon, qui vient de remplir les fonctions de consul général à Tanger. Je m'empresse d'ajouter, Monsieur, que la disposition qui vous concerne n'a été motivée par aucun sujet de mécontentement, et que vous me trouverez très-disposé à proposer an Roi de vous nommer à un poste dans lequel vous puissiez acquérir de nouveaux titres aux bontés de Sa Majesté. Vons pouvez vous mettre en route pour Paris, quand vous le jugerez convenable, et sans vous croire obligé d'attendre votre successeur.

Agréez, etc.

Signé : GUIZOT.

Il conviendrait peu, sans doute, à la dignité de l'histoire de donner une importance exagérée à des questions personnelles; mais il s'agit ici moins de personnes, que d'un fait bien grave, l'influence de la Russie dans les conseils du gouvernement français. Au moment où les usurpations du protectorat moscovite ont mis les armes aux mains de tant de nations, il est bon de savoir par quels antécédents elles ont été encouragées; il est bon d'apprendre que la plus grande force de l'action russe était dans les complicités parisiennes. Daschkoff demande à Saint-Pétersbourg le sacrifice de M. Billecocq; Saint-Pétersbourg le demande à Paris, et Paris livre la victime. Nicolas ne commande pas seulement à Bucharest, il commande aussi aux bords de la Seine, avec madame de Lieven pour ministre des affaires étrangères, et M. Guizot pour premier commis. Celui-ci d'ailleurs n'avait-il pas dit au début de son ministère, qu'il s'occupait bien plus du dedans que du dehors? Que pouvait-il mieux faire, que laisser le gouvernement du dehors en des mains étrangères!

Et l'on dit que la guerre actuelle est une surprise ! un fait imprévu ! Mais c'est le fait le mieux médité, le mieux prévu qui se puisse rencontrer ; préparé par les lâches complaisances et les honteuses concessions des bureaux de Paris, non moins que par les ambitieux complots de la Néwa.

M. Guizot, du reste, se gardait bien d'avouer la fatale influence qui le dominait. Au jour du départ de M. de Nyon, il lui dit, comme à un homme à qui on ferait la leçon : « N'oubliez pas de répéter au prince Bibesco que c'est sur les instances expresses de son ami le duc de Broglie que je le débarrasse d'un agent qui l'importunait. » Digne invention de la fraternité doctrinaire ! attribuer à M. de Broglie les actes de madame de Lieven !

A la nouvelle officielle du rappel de M. Billecocq, le hospodar lui témoigna les regrets les plus touchants, déclarant, en termes exagérés, qu'il ne voulait pas se séparer de lui. Le consul ne fut pas dupe de cette grossière comédie. En effet, le lendemain il apprit, de la bouche d'un des intimes du prince, que celui-ci, rentré dans ses appartements, s'était livré aux éclats d'une joie indécente, comme un écolier délivré de son pédagogue.

Ce n'était ni la dernière injure réservée au consul, ni la dernière faiblesse de M. Guizot. Malgré l'avis contraire du ministre, M. Billecocq jugea qu'il était imprudent d'abandonner son poste avant l'arrivée de son successeur. Il demeurait donc, suivant tous les usages diplomatiques, le représentant de la France. Mais Bibesco ne le considérait plus que comme un homme sacrifié, et prit une occasion solennelle pour le braver

publiquement. Il était d'usage que le 1er mai, jour de la fête du roi des Français, les ministres du hospodar se rendissent en corps chez le consul, pour faire hommage, en sa personne, au souverain de la France. Le 1er mai 1846, la visite habituelle n'eut pas lieu. M. Billecocq avait supporté avec une dédaigneuse patience des offenses personnelles. Mais ici l'injure remontait jusqu'au roi, et portait même atteinte à la dignité de la France. Il fallait une réparation. M. Billecocq amena le pavillon consulaire, confia la protection des sujets français au consul général d'Angleterre, demanda ses passeports, et quitta Bucharest.

Une singulière réception l'attendait à Paris. Jeter M. Guizot dans les embarras d'un acte énergique, c'était méconnaître tous les enseignements de sa politique extérieure; c'était la plus maladroite preuve de zèle qu'on pût apporter au ministre. A la première entrevue, les sentiments de M. Guizot se trahirent par une de ces phrases significatives où un homme se peint tout entier. M. Billecocq, rappelant ses services, ajoutait qu'il avait suivi une ligne toujours droite. « *Droite*, *droite*, *droite*, s'écria M. Guizot, les boulets de canon aussi, monsieur, vont très-droit ! » M. Billecocq, qui, dans son éloignement, n'avait pas soupçonné en quelles mains se trouvait la France, fut, à ces tristes paroles, éclairé d'une lumière soudaine. Tout alors lui était expliqué.

Le désaveu du consul restait pour couronnement de l'œuvre. Sortir honorablement d'un pas difficile, importait moins à M. Guizot, que d'en sortir promptement. Le chevaleresque n'est pas dans ses habitudes; il appelle cela de la petite politique. M. de Nyon reçut en consé-

quence l'ordre de relever le pavillon consulaire, sans en effacer la souillure de Bibesco. Demander réparation à un prince protégé par le czar et par Mme de Lieven ! M. Billecocq seul était capable de cette double maladresse. Aussi une carrière honorable de vingt-huit années de services fut-elle brisée sans pitié. Daschkoff put juger ce que valait, entre les mains de M. Guizot, le pavillon tricolore ; et Bibesco, qui était d'abord plongé dans une profonde consternation, s'étonna d'avoir tremblé pour si peu.

Sa reconnaissance se manifesta par mille empressements auprès de M. de Nyon. Il s'occupa lui-même de lui chercher une maison : le consul désirait un jardin ; il en fut créé un, comme par enchantement, dessiné et planté par le jardinier allemand Mayer, attaché à Bibesco (1). Il est vrai que M. de Nyon n'avait pas craint de blâmer publiquement la conduite de M. Billecocq, ce qui lui valut même une assez verte leçon. Recevant, à son installation, les Français résidents, il parla en termes ironiques des susceptibilités de son prédécesseur, et ajouta ces mots : « Je pensais vraiment qu'un de vous avait été décapité. — On a fait pis que cela, M. le consul général, s'écria un des assistants, M. Pigalle, on a décapité le pavillon. » M. de Nyon put se convaincre que les Français de Bucharest jugeaient les insolences de Bibesco autrement que ne le faisait le héros de la rue des Capucines.

Il tint moins compte cependant des avertissements de ses compatriotes, que des flatteries empressées de

(1) La principauté de Valaquie sous le hospodar Bibesco,

Bibesco. Ébloui, fasciné par de si gracieux mérites, il ne tarissait pas en éloges sur le compte du hospodar : ses dépêches au gouvernement disaient précisément le contraire de celles de son prédécesseur (1). On se félicitait, au ministère des affaires étrangères, d'être affranchi des alarmants messages de M. Billecocq.

Les Valaques, toutefois, étaient loin de partager les admirations du nouveau consul. Un événement tout à fait inusité en Orient leur offrit l'occasion de faire entendre leurs doléances. Le Sultan s'était mis en voyage et venait de convoquer, à Routschouk, les princes de Serbie, de Valaquie et de Moldavie. Les boyars valaques, qui avaient déjà inutilement envoyé plusieurs mémoires à Constantinople pour protester contre la suspension de l'assemblée, renouvelèrent leurs plaintes auprès de Reschid-Pacha, qui accompagnait le sultan à Routschouk. Bibesco fut donc peu agréablement surpris, lorsqu'à sa première visite au visir, il reçut ordre de régulariser son gouvernement par la convocation des représentants.

C'était précisément l'époque où expirait le mandat de l'assemblée suspendue. Il fallait convoquer les colléges électoraux. Bibesco se promit bien de vaincre les oppositions : ce n'était pas difficile pour un homme qui ne tenait compte ni de la légalité ni des droits acquis. A son retour, il parcourut la principauté dans tous les sens, comptant les voix, altérant les listes, distribuant des places et des grades, prodigue tour à tour d'inso-

(1) **La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco. Bruxelles, 1847.**

lences et de bassesses, comme un courtier de dernier étage.

Les collèges électoraux étaient convoqués pour le 15 novembre 1846. Bibesco envoya aux administrateurs des instructions en opposition directe avec l'esprit de la loi électorale. Les lois n'étaient pas faites pour lui ; le règlement organique lui-même, ce palladium de la Russie, accordait trop à la libre volonté des citoyens. Autorisé par Daschkoff, il en viola les principales dispositions. De sa pleine autorité, il élimina les neuf dixièmes des éligibles, sans prétexte, à la façon d'un pacha. Quant aux électeurs, il n'en diminua pas le nombre, mais il changea toutes les circonscriptions électorales, en obligeant la plupart d'entre eux d'aller voter dans la capitale.

Par ce système, il y eut dans le district d'Ilfov, à Bucharest, près de mille électeurs ; tandis que les autres collèges n'en comptaient que de cinq à vingt (1). Il sacrifiait un collège pour être maître de tous les autres.

Au surplus, de pareils faits ne s'accomplissent que dans un pays qui les justifie par un lâche silence. Deux boyars seulement tentèrent auprès de Daschkoff de timides représentations, en invoquant son assistance plutôt que leurs droits. Le dédaigneux accueil qu'ils rencontrèrent leur démontra une complicité dont ils n'auraient pas dû douter.

Le prince eut donc une assemblée selon ses vœux, et les dilapidations se poursuivirent avec d'autant plus

(1) Dernière occupation des principautés danubiennes par la Russie, p. 70.

d'effronterie, qu'elles étaient consacrées par la servilité. Le vol, auparavant arbitraire, prit une apparence de légalité, et se développa sur une large échelle.

Le bail d'exploitation des mines de sel, malgré les énormes profits réalisés par les fermiers antérieurs, fut renouvelé par l'assemblée, avec une diminution considérable. Les sommes que perdait le trésor public étaient réparties en pots-de-vin entre le prince et les votants.

Le revenu de l'impôt sur l'exploitation des céréales, montant à trois ou quatre millions de piastres, fut accordé à Bibesco, à titre d'allocation supplémentaire et viagère de la liste civile.

L'instruction universitaire, gratuite jusque-là, et qui aurait même nécessité une prime d'encouragement pour chaque élève, tant l'étude était peu recherchée, fut soumise à un droit de 3 ducats (36 francs) par mois, par élève externe.

La ferme de l'entreprise des postes, donnée l'année précédente, avec de prodigieuses réductions, à des protégés du hospodar, fut légalisée par l'assemblée.

Enfin, chose inouïe dans les fastes mêmes du despotisme ! un vote de cette chambre ardente accorda à Bibesco le droit de confirmer sans appel les arrêts des tribunaux de première instance! C'était livrer à ses mains avides tous les intérêts particuliers, et faire de la justice un jeu de prince, ou plutôt de courtier.

Et, comme si ce n'était pas assez de tant de bassesses, ces tristes représentants, véritables bouffons, votèrent, à la clôture de la session, une adresse au hospodar, dans laquelle ils le félicitaient sur son excellente

administration, son économie et son patriotisme (1).

Ces exemplaires servilités méritaient des récompenses. Villara passa du ministère de la justice à celui de l'intérieur, où les produits se multipliaient avec les attributions. Les hautes fonctions devinrent tellement avilies, que deux portefeuilles de ministres furent donnés à deux des infâmes parjures qui avaient signé le faux témoignage à l'appui des divorces. Les boyars, députés de Bucharest, furent mis en possession de charges considérables. Quant aux plus humbles représentants des districts, on leur distribua des places secondaires, avec toute latitude pour aller pressurer leurs districts. A l'exemple du prince, chacun, dans sa localité, se fit le centre d'un despotisme dilapidateur; la multiplicité des tyrannies fut le résultat le plus direct de la représentation. Les fonctionnaires faisaient curée de leurs emplois; le gouvernement n'était plus qu'une orgie.

Dans un pays depuis si longtemps accoutumé aux abus, la conscience publique ne s'émeut pas facilement; et, pourtant, elle se réveillait au spectacle de tant de hontes. Il y avait d'ailleurs des ambitions mécontentes; et plusieurs grands boyars, qui auraient volontiers partagé les bénéfices de la spoliation, s'indignaient d'être tenus à l'écart, et favorisaient par leurs mécontentements les oppositions désintéressées.

La jeunesse, jusque-là peu soucieuse des affaires publiques, faisait, pour la première fois, entendre d'énergiques réclamations. Plus de deux cents jeunes gens, exclus du collége de Saint-Sava, par suite de la nouvelle

(1) La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco.

taxe universitaire, devinrent d'ardents accusateurs du gouvernement. L'expulsion de la langue roumaine des écoles était pour eux une question nationale.

L'hiver de 1847 fut une époque de fermentation générale. Les paysans eux-mêmes, d'ordinaire si patients dans leur misère, mêlaient leurs voix aux plaintes; et, ce qu'il y avait de plus étrange, c'est que les ministres, et Bibesco lui-même, déploraient les malheurs du pays ; chacun des ministres rejetant les fautes sur ses collègues et sur le prince, le prince sur les boyars et sur le consul russe. Pour la première fois, tous ces grands coupables disaient la vérité, en s'accusant mutuellement.

Vers la fin de l'année 1847, Daschkoff, appelé à une autre résidence, laissait à son successeur, Kotzebue, une situation remplie d'embûches, que lui-même avait préparée. La Russie, en effet, avait intérêt au désordre, son action devenant nulle dans des moments tranquilles. Aussi Daschkoff avait-il encouragé tous les excès de Bibesco, pour tirer ensuite parti des mécontentements créés par ces excès. Fidèle à ses vieilles traditions, le consulat russe poussait le prince aux rigueurs, les boyars à la révolte, se mêlant même, par ses agents, au parti national, pour l'égarer et le compromettre.

Kotzebue continua les mêmes manœuvres. Depuis six ans, consul à Jassy, il s'y était signalé par ses intrigues; aucun agent moscovite ne montrait un zèle plus ardent. Fils du fameux Kotzebue, il l'avait vu tomber à Manheim sous le poignard de Sand ; et cette affreuse leçon ne lui avait rien appris.

Tout le monde à Bucharest conspirait à la fois : le prince, pour raffermir sa domination par la gloire d'une

insurrection vaincue ; le consul, pour appeler, par le désordre, l'intervention d'une armée russe ; les boyars, pour regagner le profit des dilapidations publiques ; la classe moyenne, quelques boyars éclairés, les écrivains nationaux, la masse des paysans, pour débarrasser le pays du protectorat moscovite. Chacun, à l'envi, appelait un changement.

Tel était l'état des esprits, lorsque retentit la nouvelle de la Révolution française de 1848.

CHAPITRE XI.

Caractère de la révolution de Bucharest. — Conditions sociales de la Valaquie.— Boyars. — Paysans. —Clergé. — Classe moyenne. Tziganes. — Mockans.

La révolution de février 1848, si stérile en France, donna aux peuples du dehors une impulsion féconde, et fit naître au loin d'énergiques mouvements, sans même que la nouvelle république y prît aucune part. Partout où il y avait des opprimés, retentit un long cri d'espérance et d'enthousiasme; partout les cœurs furent émus au récit d'un grand exemple; il y eut à peine un intervalle entre l'admiration et l'imitation.

Il est vrai que les causes nationales n'eurent que d'éphémères triomphes. Mais les défaites elles-mêmes ont leurs enseignements. Un premier élan est trop souvent accompagné de fautes qui le compromettent; peut-être faut-il de grandes leçons pour arriver plus dignement a la liberté.

Il y avait d'ailleurs depuis dix ans, dans l'Europe orientale, des agitations qui n'attendaient, pour faire explosion, qu'une occasion ou un exemple. Les Magyars luttaient contre l'Autriche, les Croates contre les Magyars, et autour des Croates se groupaient toutes les populations slaves du Midi, Dalmates, Esclavons, Serbes, Illyriens et Bulgares. A l'est de la Hongrie, une résistance opiniâtre

se préparait contre le magyarisme chez les Roumains de la Transylvanie. Ce dernier mouvement, qui appartient essentiellement à notre histoire, sera le sujet d'un chapitre spécial : mais il nous faut d'abord bien apprécier le caractère de la révolution qui s'accomplit alors à Bucharest.

La pensée politique de cette révolution ne fut autre chose qu'un soulèvement contre le protectorat russe, et surtout le désir d'appeler l'attention de l'Europe sur les usurpations de Saint-Pétersbourg, qui devenaient un grave péril pour les puissances de l'Occident. Mais une fois cette manifestation bien formulée, tout caractère politique disparaît du mouvement, et les efforts des novateurs ne tendent plus que vers une réforme sociale intérieure. Leur respect avoué pour la suzeraineté turque écarte toute idée insurrectionnelle ; leurs proclamations sont moins des appels à la liberté nationale, qu'à l'affranchissement de l'individu. Ce qui y domine, c'est la question économique, l'invocation de la justice et du droit contre les servitudes du travail : la constitution qu'ils rédigent n'est pas un programme politique, mais un programme social ; et voués exclusivement à la régénération du citoyen, les Roumains semblent ajourner la régénération de la patrie.

Pour bien faire comprendre le mouvement de 1848, il nous faut donc examiner les conditions sociales de chaque classe d'habitants en Moldo-Valaquie, telles que les ont faites de longues traditions de tyrannie ; il nous faut signaler les rapports entre les boyars propriétaires, et les paysans cultivateurs ; en d'autres termes, entre le travail et la propriété territoriale.

Boyars.

Le mot boyar signifiait autrefois homme de guerre; il désigne aujourd'hui un homme exempté du service militaire. Les boyars autrefois consacraient leurs trésors au bien de la patrie; les boyars aujourd'hui ne paient aucun impôt, et, possesseurs de toutes les richesses du pays, ils en laissent toutes les charges au paysan qui n'a rien. Les boyars autrefois étaient les hommes forts et vaillants, qui combattaient l'envahisseur et assuraient l'indépendance de la patrie Roumaine; les boyars, aujourd'hui, sont les premiers courtisans de l'étranger, les hôtes empressés de l'envahisseur auquel ils livrent leurs maisons, complices de toutes les hontes, associés à toutes les spoliations.

Cette profonde dégradation date malheureusement de bien loin, et c'est ce qui la rend incurable. Un mal récent peut être un mal passager; il n'en est pas de même de ces maux enracinés par le temps, que les physiologistes appellent des maladies constitutionnelles. Le poison s'est infiltré dans les dernières ramifications de l'organisme, et défie toutes les prescriptions de la science.

Ainsi en est-il de la boyarie. Chaque siècle y a déposé sa couche de corruption, et cet amas de souillures en a fait quelque chose d'informe, qui n'appartient plus ni à l'histoire, ni à la politique, ni à rien de ce qui touche le monde intellectuel ou moral.

Toutefois, dans le triste tableau que nous avons à tracer, nous sommes heureux de rencontrer de consolantes exceptions. Des hommes courageux ont voulu se dégager

d'une atmosphère de corruption; ils ont tenté d'y introduire des éléments de pureté et de salut. Mais, vaincus dans la lutte, ils expient sur la terre étrangère le tort d'avoir mieux valu que ce qui les entourait. Leur exil est un témoignage de plus.

Ils peuvent donc sans se troubler entendre des accusations qui ne les atteignent pas. Car, en devenant hommes, ils ont cessé d'être boyars.

La boyarie n'est pas une aristocratie de naissance; encore moins une aristocratie de talents; sans mérite dans le présent, elle n'a donc pas même la valeur d'un vieux souvenir. En Valaquie, sur trente familles dans lesquelles on trouve des grands boyars, il n'y en a que dix-neuf dont les titres remontent au-delà de vingt ans (1). En Moldavie, en faisant le dénombrement des grands boyars, à peine pourrait-on trouver une famille sur dix qui date de plus loin que 1828 (2).

Assurément, nous n'en sommes plus chez nous aux questions de naissance; mais il est permis de ramener à leur obscurité des hommes qui tirent vanité de leurs titres, et s'en font un droit à de monstrueux priviléges et à de coupables oppressions.

Nous avons vu quelle est l'origine des hospodars Stirbey et Bibesco. Une autre famille hospodarale, aujourd'hui riche et puissante, a pris sans droit le nom de Cantacuzène, comme si elle appartenait à la dynastie des empereurs grecs. Son véritable nom est Magoureano. Les familles les plus considérables par leur influence et

(1) G. Chanoi, Dernière occupation des Principautés danubiennes.

(2) *Ibid.*

leurs richesses, toutes comptant dans leur sein un ou plusieurs candidats au trône, ne sont pas même de race roumaine. Les Maurocordato et les Maurojeni sont originaires de l'île de Miconi (Archipel); les Ghika viennent de l'Albanie, les Racoviça de l'Asie Mineure, les Ypsilanti et les Mourosi de Trébisonde, les Soutzo sont Bulgares, les Caradja Ragusais, les Rosetti Génois, etc. De toutes parts les étrangers sont accourus dans ces riches contrées pour en déposséder les Roumains.

Par contre, les véritables descendants des anciennes familles, les Golesci, les Gradistiani, les Bratiani sont en exil pour avoir voulu, en 1848, améliorer le sort des cultivateurs indigènes. D'autres enfants des vieux boyars roumains, depuis longtemps dépouillés de leurs patrimoines, sont réduits à conduire la charrue, quelques-uns devenus paysans à corvées, quelques autres relégués dans les emplois subalternes de l'État, et rampant sous les petits-fils des valets de leurs grands-pères. Et comme pour leur conserver le souvenir de ce qu'il ont perdu, on a fait une classification de ces victimes, sous le nom de *Neamuri* (hommes de bonne origine). Les Phanariotes ne songeaient pas que c'était perpétuer contre eux-mêmes une accusation toujours vivante.

En effet, c'est avec les princes du Phanar que commence l'abaissement et la transformation du boyarisme. Le nombre des boyars n'étant pas limité, et ce titre étant attaché à toute fonction importante, les Grecs introduits dans tous les ministères, dans la magistrature, dans les hauts emplois militaires et civils, prenaient aussitôt le titre et le rang de boyar. Or, comme toutes les faveurs étaient réservées à ces nouveaux venus, il se

forma bientôt deux classes rivales, les boyars indigènes et les boyars phanariotes; et dans les luttes qui durent nécessairement suivre, l'appui du prince donnait aux derniers une force irrésistible.

Les indigènes cependant conservaient un avantage. Le titre du Phanariote n'était pas immuable; il cessait d'être boyar quand son protecteur cessait d'être prince (1), et rentrait avec lui dans son obscurité première. Or, comme le prince n'avait jamais un long règne, les boyars de sa création n'avaient comme lui qu'un titre éphémère. Le hospodar nouveau amenait de Constantinople ses créatures, qui devenaient de nouveaux boyars, pour disparaître à leur tour au premier changement. Ils avaient sans doute le temps de s'enrichir par le pillage, mais non de consolider leur grandeur; et si leur avidité était satisfaite, leur vanité ne l'était pas. Ces mutations d'ailleurs, ces dignités transitoires, rendaient les boyars phanariotes inférieurs aux indigènes possédant depuis longtemps leur titre, et le transmettant à leurs fils. Le prince dut venir au secours de ses fidèles. Une loi nouvelle décida que l'union de la fille d'un boyar indigène avec un Grec phanariote, donnait à l'époux le titre de boyar indigène, avec toutes les prérogatives de la naturalisation. Les effets de cette loi furent désastreux. Aucun boyar indigène n'eut assez de force ou de résolution pour refuser sa fille à un ministre, à un grand juge, à un spathar, au fils même du hospodar. Car le hospodar, pour enraciner ses droits dans le pays, était jaloux d'assurer le titre de boyar indigène à

(1) Zallony, Essai sur les Phanariotes.

un ou plusieurs de ses fils. Bientôt se présentèrent les fonctionnaires de second ordre : le Grec pénétra dans toute famille ; il se fit une invasion par alliance ; on consomma le sacrifice de la nationalité roumaine au pied de l'autel nuptial, et, par un double déshonneur, le boyar vendait la patrie en faisant commerce de sa fille. Bien peu de familles illustres demeurèrent à l'abri de la souillure phanariote ; car les Grecs s'adressaient de préférence aux grandes familles et aux grands noms. Ceux qui eurent le courage de résister furent persécutés, dépouillés, chassés de leurs domaines ; et leurs descendants allèrent grossir les rangs des paysans neamuri.

Doit-on s'étonner ensuite qu'à chaque invasion de l'étranger, les boyars soient empressés à lui tendre la main, eux dont le sang est mêlé de tant d'éléments étrangers ? Produits hybrides, nés de croisements impurs, où puiseraient-ils le sentiment de la nationalité ? A l'exception d'un petit nombre de familles, parmi tout ce qui s'appelle si faussement boyar indigène, il n'y a pas un Roumain.

Les Russes achevèrent l'œuvre de décomposition. Le règlement organique divisa les boyars en trois catégories, grands boyars, boyars de deuxième et de troisième classes. Jusque-là, il n'existait, quant à l'exercice des droits politiques, aucune différence de boyar à boyar. Le nombre des gens à corrompre était trop étendu. En réservant la plénitude des droits politiques à quelques privilégiés, l'action moscovite se fortifiait en se concentrant. Ainsi, en Valaquie, les boyars, au nombre de soixante-dix, étaient représentés à l'assemblée par vingt députés, tandis que trois mille boyars de deuxième et de troisième

classes étaient représentés par dix-huit députés seulement. Il ne pouvait plus y avoir unité d'action, esprit d'ensemble, dans un corps ainsi morcelé.

On sut l'affaiblir encore par des adjonctions au profit des partisans de l'étranger. Tout officier dévoué à la Russie, tout fonctionnaire ami du protectorat, put être nommé boyar. Ce devint une récompense toujours offerte à la servilité. La boyarie n'avait jamais été une noblesse, mais un titre personnel, justifié dans l'origine par un mérite personnel. Elle ne fut plus désormais qu'une hiérarchie d'antichambre, une faveur réservée à la tourbe bureaucratique. Or, comme la plupart des employés sont Russes ou placés par les Russes, il en résulte que tous ces petits boyars nés de la poussière des bureaux, sont autant d'agents entre les mains du protecteur.

Par la terreur et la corruption, il gouverne les grands boyars; par la domination et les recrutements, il discipline les petits.

Avec un pareil système, longuement prémédité, savamment appliqué, servant de complément aux hontes phanariotes, que peut-on attendre de la boyarie? quel souffle peut sortir de ce foyer pestilentiel?

Peut-être aussi dans cette profonde démoralisation faut-il signaler la complicité des femmes, et les funestes résultats de leurs habitudes sociales.

On ne saurait nier, en effet, l'influence importante des femmes sur l'état moral des sociétés, et leur immense part de responsabilité dans l'abaissement des hommes. Les grandes leçons doivent venir d'elles, soit comme mères, soit comme épouses, et les traditions historiques s'accordent si bien avec cette vérité, que les légendes de

l'antique Rome ont rattaché aux deux plus grandes révolutions intérieures le nom de deux femmes, Lucrèce et Virginie. La mort de l'une chasse les rois, la mort de l'autre donne les tribuns.

Partout où la femme a de grands sentiments, l'homme prend exemple d'elle pour la surpasser; partout où elle manque d'intelligence et d'honneur, l'homme la suit dans la fange pour y descendre plus bas. La mère d'Etienne le Grand ferme à son fils vaincu les portes de Niamzo, et Etienne lui répond par une victoire éclatante. La femme du boyar ouvre à l'officier russe ou turc la porte de son alcôve, et le boyar devient l'esclave de l'étranger qui le déshonore.

C'est que la femme de la région boyaresque dépasse de bien peu le niveau moral et intellectuel des femmes d'un gynécée turc. Etrangère aux idées du monde extérieur, absorbée dans la contemplation de ses étoffes et de ses bijoux, souvent dans la contemplation de ses propres attraits, ne sortant que pour faire admirer ses équipages, ne rentrant que pour essayer de nouvelles coquetteries, jugeant le mérite d'un homme par ce qu'il donne ou peut donner, comment pourrait-elle entendre raconter les malheurs du pays, elle si heureuse et si riche? comment pourrait-elle croire aux oppressions de l'étranger, elle qui reçoit ses adorations? Qu'a-t-elle à faire des bruits du dehors, des idées d'indépendance nationale, des sentiments chevaleresques de dévouement et de devoir? pour elle, la vie est la langueur de l'oisiveté, l'univers est un boudoir, la patrie un divan.

Le sang phanariote si largement mêlé à la boyarie est pour beaucoup dans cet amoindrissement du sens

moral chez les femmes : leur éducation y contribue encore; ou plutôt, la manière dont se disposent les mariages rend toute éducation inutile. Les questions d'attachement, de sympathie, de convenances même, ne sont pour rien dans les alliances. Le mariage n'est autre chose qu'une opération financière traitée sans façon entre les parents, la dot balancée avec l'apport du futur, les deux parts discutées denier à denier, jusqu'à ce que, les arrangements pécuniaires étant terminés, les futurs y sont ajoutés comme des appoints. Qu'importent, après cela, les qualités morales d'une jeune fille, son esprit, son savoir, sa beauté même ou sa laideur? Tout cela ne se traduit pas en chiffres ; et le père s'est bien gardé de dépenser en maîtres l'argent qui a pu servir à grossir la dot. L'intelligence et la vertu seraient de pauvres recommandations; la dot parle plus haut. Sans doute, il se passe chez nous quelque chose de semblable, mais on y met plus de retenue, et avant d'être unis à jamais, les futurs ont pu se rencontrer quelquefois, ne fût-ce que pour sauver les apparences ; tandis qu'à Bucharest et à Jassy, souvent c'est à l'autel qu'une jeune fille voit pour la première fois celui qui dans cinq minutes va être son mari. Une anecdote à peine croyable et assez récente, peut montrer combien, en fait de mariage, on tient peu de compte des personnes. Une jeune fiancée accompagnée de sa famille était arrivée à l'église pour la cérémonie nuptiale; mais le fiancé ne paraissait pas. On l'envoya chercher ; il ne se rencontra pas chez lui. Il fallut encore attendre, lorsqu'un des parents, impatienté, s'écria qu'il n'y avait qu'à le remplacer par son frère. L'avis fut adopté ; le frère mandé en toute hâte, accepta l'offre qui

lui était faite, et le mariage s'accomplit sans que personne en fût scandalisé : on ne dit pas qu'il soit plus malheureux que tout autre.

Le boyar, en effet, ne prend pas une femme pour en faire sa compagne : si elle est laide, c'est un associé en commandite ; si elle est belle, c'est un ornement, et l'ornement devient bientôt une plaie.

Il faut moins peut-être accuser les femmes que les prendre en compassion ; car, si la femme agit sur l'homme par de nobles conseils ou de funestes entraînements, la femme n'est après tout que ce que l'homme l'a faite. Que peuvent-elles devenir entre les mains de ces tristes contrefaçons de pachas qui président à leurs destinées? Que peuvent-elles apprendre du monde intellectuel, lorsqu'on les retient dans une vie indolente et passive, où étouffe la pensée, où la passion même est absente. La passion du moins est une ressource ; souvent elle réveille les cœurs endormis, et, par de nobles élans, poétise les fautes. Chez les boyaresses il n'y a point de passion, il n'y a que de l'intrigue ; et elles déshonorent même l'amour, en se donnant sans aimer.

Ajoutons néanmoins que cet état passif des femmes, est déjà bien différent de ce qu'il était autrefois. La lumière de l'Occident s'est fait jour à Bucharest et a donné à la femme une meilleure conscience d'elle-même. Il y a cinquante ans encore, elles n'étaient que des femmes de harem, et d'un harem sans gardiens. Assises toute la journée, les jambes croisées sur un divan, mâchant des racines de lentisque, passant leur temps à leur toilette ou à de futiles bavardages, elles n'avaient d'autre occupation que l'étude des cosmétiques et les raffinements d'une co-

quetterie de mauvais goût. Leurs ongles étaient peints en rouge, leurs sourcils épaissis en noir, leurs joues chargées de peinture, leurs cheveux parsemés de pièces d'or, leur cou étincelants de pierreries, et, comme complément à tout cet étalage, elles s'affublaient d'un vêtement héréditaire enrichi de tous les diamants transmis d'âge en âge dans la famille. Elles portaient snr elles tout leur avoir, et l'on pouvait savoir au premier coup d'œil ce que valait chaque femme. Un incident inattendu opéra tout à coup une révolution dans ces étranges mascarades, et ce fut encore une révolution française. En 1805, le général Sébastiani, allant en ambassade à Constantinople, dut passer par Bucharest, route obligée en ce temps-là. Il était accompagné de sa jeune épouse, naguère Mademoiselle de Coigny. Son arrivée fut l'occasion d'un grand bal à la cour du hospodar. Le soir venu, les boyaresses déployèrent leurs plus splendides appareils; les robes héréditaires, portant les provisions en diamants de deux ou trois siècles, étincelaient aux feux des flambeaux; le noir des sourcils, le carmin des joues étaient renouvelés, et d'innombrables pièces d'or pesaient dans les cheveux. Rangées dans le salon comme autant de châsses, elles attendaient avec impatience l'arrivée de l'illustre voyageuse, faisant mille conjectures sur les merveilles de sa toilette. Que ne devait-on pas attendre d'une ambassadrice de France, demoiselle de haute noblesse, épouse d'un général parent de Napoléon? Quelle fut la stupéfaction de ces dames, lorsqu'à l'entrée de l'ambassadrice conduite par le hospodar, elles la virent s'avancer, vêtue d'une robe des plus simples, en crêpe blanc, sans peinture sur les joues, sans autre ornement dans ses che-

veux qu'un peigne en écaille, mais belle de sa jeunesse, de ses attraits et d'une dignité naturelle! Toutes restèrent immobiles de saisissement; mais avec leur instinct de femmes, elles reconnurent la vraie grandeur, la vraie beauté. Elles avouèrent depuis, qu'il leur avait semblé voir s'avancer une reine. Quelques-unes, plus naïves, s'imaginèrent que le peigne d'écaille devait avoir une valeur fabuleuse, puisqu'il était le seul ornement du front d'une ambassadrice. Les autres comprirent qu'une femme pouvait être belle sans or dans ses cheveux, sans carmin sur ses joues, sans diamants sur ses robes. Depuis ce temps, plus de simplicité fut de mode; les toilettes françaises furent recherchées, et les femmes renoncèrent au vêtement héréditaire, bien plus promptement que les boyars à leurs pelisses et à leurs calpacs.

Les nouvelles communications avec l'Occident ont aussi, depuis vingt ans, introduit la vie intellectuelle chez quelques femmes d'élite. Mais c'est le petit nombre. Toutes les autres, pauvres des qualités du cœur, dépourvues des ornements de l'esprit, sentent pourtant le besoin d'être remarquées, et c'est dans les profusions du luxe qu'elles cherchent la célébrité. Quelles tristes leçons doivent recevoir les maris, obligés de satisfaire aux vanités de femmes qui font assaut de dépenses et de folies! En 1847, dans une réunion nombreuse, un juge, nouvellement marié, avoua tout haut que la corruption des tribunaux devait être attribuée à l'amour effréné du luxe, dont la nouvelle princesse Bibesco donnait l'exemple à son entourage; et il ne craignit pas d'ajouter que lui-même préférait transiger avec sa conscience, plutôt

que de refuser satisfaction aux goûts somptueux de sa femme (1).

Une autre cause profonde de démoralisation est dans la facilité des divorces. Nous avons vu l'exemple scandaleux donné par Bibesco. Les boyars n'avaient certes pas besoin de cette leçon ; mais on peut croire facilement qu'elle ne leur inspira pas des idées de retenue. Nous ne pouvons mieux signaler les funestes effets du divorce, qu'en recueillant les aveux faits par un grand boyar à M. Saint-Marc Girardin.

« Chez nous, dit-il, la famille, grâce à la facilité des divorces, n'a aucune stabilité. Le mariage est un essai perpétuel que l'homme et la femme font l'un de l'autre. Vous ne sauriez vous figurer la vacillation et l'ébranlement général que cet usage jette dans la société. On dit que quelques bons esprits veulent introduire le divorce dans vos lois. Que ne viennent-ils vivre quelque temps chez nous, afin de voir les étranges effets de cet usage ; ces enfants qui ont leur mère dans une famille, leur père dans une autre, et qui ne sachant à qui attacher leur respect et leur amour, n'ont ni centre ni point de ralliement ; ces femmes qui dans une soirée rencontrent leurs deux ou trois premiers maris, sont au bras du quatrième, et sourient aux agaceries du cinquième ; le sentiment de promiscuité que cela jette au sein de la société, et surtout la liberté que cette facilité de se quitter donne à tous les caprices du cœur humain ! Soyez sûr que l'adultère, tel que vous l'avez, serait chez nous un progrès, et que

(1) Dernière occupation des Principautés danubiennes, par G. Chainoi.

ce qui est votre maladie, serait pour nous un commencement de santé. L'adultère est impossible dans notre société, car ce n'est que le prélude d'un second mariage ; quel mal peut-il y avoir à faire la cour à une femme mariée, si je puis l'épouser? Ce qui peut devenir bien d'un jour à l'autre ne peut pas passer pour un mal ; et pour que l'homme démêle le bien du mal, il lui faut un autre signe qu'une date fugitive. Ce que j'admire chez vous, c'est que l'adultère même ne rompt et ne détruit point la famille, parce que la société a pensé qu'elle avait intérêt surtout au maintien de la famille. Chez nous, la famille est toujours à la merci d'un caprice ; et nous avons si bien fait, que ce qui doit être le fondement de la société est devenu aussi vacillant et aussi mobile que les sentiments du cœur de l'homme. Il est bon pour la société que l'homme ait des devoirs plus durables et plus solides que ses attachements. Que diriez-vous, Monsieur, si vous vous étiez marié toutes les fois que vous avez eu un caprice de cœur pour une femme? On peut dans sa vie avoir plusieurs romans, je ne veux point être trop sévère ; mais il ne faut avoir qu'une histoire (1). »

Nous soupçonnons fort M. Saint-Marc Girardin d'avoir donné au grand boyar un peu de son propre esprit. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre : il suffit qu'il n'ait pas altéré le tableau en le colorant.

Il n'y a plus de famille, en effet, il n'y a plus de société, lorsqu'on peut changer la femme comme un meuble d'occasion. L'homme n'a plus de devoirs, la femme

(1) Souvenirs de voyage, p. 285.

n'a plus de dignité, l'enfant n'a plus de foyer, et la famille reste sans tradition et sans avenir.

Un des plus puissants liens sociaux, sans contredit, est la solidarité entre époux, et c'est cette idée de solidarité qui engage la femme à relever son mari quand il tombe, à le fortifier quand il est faible, à le développer quand il est fort. C'est l'influence de la femme sur les chevaliers du moyen âge qui disciplina les rudes courages, et adoucit la férocité des mœurs. C'est l'absence de cette influence qui a permis aux boyars de tomber de chute en chute à l'état où nous les voyons.

Ecoutons une autre partie de la confession du boyar à M. Saint-Marc Girardin.

« Nos mœurs sont un peu les mœurs ou plutôt les vices de tous les peuples qui nous ont gouvernés ou protégés. Nous avons emprunté aux Russes leur libertinage, aux Grecs leur manque de probité en affaires, aux princes phanariotes leur mélange de bassesse et de vanité, aux Turcs leur indolence et leur oisiveté; les Polonais nous ont donné le divorce et cette fourmilière de Juifs de bas étage que vous voyez pulluler dans nos rues : voilà nos mœurs. (1) »

Que saurions-nous ajouter à ces tristes aveux? Et qu'avons-nous de mieux à dire sur cette institution des boyars? Quelle est sa raison d'être? Que signifient dans la société ces hommes investis de tous les droits, sans remplir aucun devoir? Leurs services, depuis cent cinquante ans, ne sont plus inscrits que dans les archives du Phanar ou de Saint-Pétersbourg; leur existence politique

(1) Souvenirs de voyages, p. 385.

n'est plus qu'une dérision, leur nom même de boyar est une constante épigramme, et la seule condition pour eux de redevenir quelque chose, c'est de demander avec tous les Roumains la suppression de la boyarie.

Paysans.

Au premier aspect, on reconnait dans le paysan roumain une forte race, demeurée pure de tout mélange, belle comme un type primitif, naïve comme quelque chose d'antique. C'est dans les montagnes surtout, et dans le banat de Craïova, que la population se présente avec la vraie physionomie de la nationalité roumaine. Les villageois de la Transylvanie ont aussi conservé dans toute sa vérité l'empreinte de leur origine, et restent fidèles aux souvenirs de fraternité qui les unissent aux Roumains de la Valaquie. Lorsqu'ils les rencontrent, ils les saluent toujours du nom de *frate*. Ils sont frères, en effet, non pas seulement par la naissance, mais par le malheur et l'oppression, les uns accablés par les Magyars et les Saxons, les autres par leurs propres boyars. Tous se ressemblent également par les traits extérieurs : robustes allures, type méridional, beau profil, longs cheveux noirs, encadrant un large front, épais sourcils ombrageant des yeux moins vifs que caressants, la finesse du regard italien, où domine cependant l'ironie plutôt que l'astuce. La misère, d'ordinaire si féconde en abrutissements et en désespoirs, n'a rien ôté aux facultés intellectuelles du paysan roumain, et n'a éveillé en lui aucune passion farouche. Chez lui la conception est restée prompte et mobile, vive et pénétrante. Chez lui la haine a peu de

prise, excepté peut-être contre le Mouscal (Russe) ; mais contre le boyar qui a mérité les plus cruelles vengeances, il n'emploie d'autres armes que les fines moqueries. Il ne lui vient pas dans l'idée de poignarder son tyran, mais il trouve un plaisir ineffable à le parodier dans son costume, ses manières et son langage. Il se venge avec un mot, qui est à ses yeux la plus cruelle des flétrissures, le mot *ciocoï*.

Rien n'a pu altérer chez cette population opiniâtre le caractère toujours vivant de l'antique Italie. Aucun élément étranger n'a eu de prise sur elle, ni les Turcs, ni les Russes, ni les Grecs, ni les boyars qui n'appartiennent à aucune nation. Il y a chez le paysan roumain une telle puissance d'assimilation, que c'est lui qui absorbe tous les mélanges introduits pour le modifier. De nombreuses émigrations conduisent des villages entiers en Serbie ou en Bulgarie ; ils y conservent obstinément leur langue et leurs coutumes. Ce sont les Serbes et les Bulgares qui sont contraints d'apprendre le Roumain, et de se transformer, pour communiquer avec ces nouveaux venus. De grandes colonies de Bulgares viennent-elles au contraire en Valaquie, elles ont promptement oublié leur langue, leurs traditions, leurs ancêtres, et la seconde génération devient entièrement valaque. On dirait une espèce de magnétisme social qui, chez ce paysan roumain si pauvre, si patient et si doux, assujettit à sa volonté tous les éléments qui l'environnent, et lui donne une force d'expansion qu'ambitionneraient vainement la richesse et la grandeur.

Cette opiniâtreté dans les habitudes se retrouve dans les souvenirs. Sans qu'il sache l'ancienne histoire de son pays,

il reste au paysan comme un vague sentiment de son illustre descendance, et le nom de Trajan, qui lui a été transmis dans les récits du foyer, est pour lui le reflet de toutes les antiques splendeurs. Trajan est le héros de plusieurs légendes, une espèce de dieu national dont la présence se révèle dans les phénomènes de la nature. La voie lactée, par exemple, c'est le chemin de Trajan *drumu Trajan*; l'orage qui gronde, c'est la voix de Trajan. En Valaquie, Moldavie et Transylvanie, bien des plaines sont appelées *pratul lui Trajan*, *campul lui Trajan*. Enfin à côté même des consécrations chrétiennes, se retrouvent des souvenirs du grand chef païen. Ainsi, le pic le plus élevé des Karpathes Moldaves porte le nom de la vierge toute sainte, Panagia; et à cinq cents pieds au-dessous du sommet, un rocher qui s'élève en pointe effilée porte le nom de Dokia. C'est, dit le paysan, une maîtresse infidèle de Trajan, changée en pierre.

Quelques légendes parlent aussi d'Aurélien, sous le nom de *Lerum Domnu* (Aurel Dominus.)

Parmi ces populations naïves, les superstitions conservent aussi leur empire. La croyance aux sorciers, aux fées et aux loups-garous n'a rien qui doive surprendre; car on la retrouve encore dans beaucoup de villages de France. Mais d'autres vieilles superstitions, effacées chez nous, s'y maintiennent dans toute leur énergie. Le vampire fait toujours parler de ses mystérieuses apparitions; et toute mort inattendue devient un de ses sanglants sacrifices.

Le vampire se reconnaît à des signes qui n'échappent pas aux sages de l'endroit. Celui qui, pendant sa vie, a encouru la censure ecclésiastique, court grand risque

d'avoir le terrible privilége de la résurrection nocturne. Ensuite, les signes matériels viennent à l'appui. Si le cadavre est lent à se décomposer, si, après l'inhumation, la terre qui recouvre le cercueil vient à se déranger, l'âme semble ne vouloir pas se séparer du corps. Bientôt des plaintes nocturnes, de lamentables bruits dans la forêt ou la montagne viennent changer les soupçons en certitudes. Les paysans alarmés vont trouver les parents du défunt, qui sont contraints à faire exhumer le cadavre et à payer le prêtre pour le délivrer de l'excommunication. Les exorcismes qui suivent deviennent naturellement un profit pour le pope qui, du reste, est presque toujours aussi pauvre que le paysan. On a remarqué que depuis quelque temps les vampires exhumés sont le plus fréquemment des officiers de police ou des marchands de comestibles, gens odieux au peuple, qui cherche volontiers une occasion d'arracher aux héritiers d'un exacteur un peu d'argent au profit du pope (1).

L'ignorance et l'abandon où il se trouve perpétuent aussi, chez le paysan roumain, des préjugés qui n'appartiennent qu'aux peuples les moins civilisés. La représentation de tout objet par le dessin et la peinture lui semble une profanation; il est persuadé que l'homme dont on fait le portrait doit mourir dans l'année. Un artiste français, M. Michel Bouquet (2), parcourant le pays en 1840, ne put jamais obtenir qu'un paysan consentit à po-

(1) Voyage en Valachie et en Moldavie, traduit de l'italien par M. R. Lejeune, p. 32.

(2) L'un des auteurs des charmants dessins de l'*Album moldo-valaque*, publié par l'ancien consul, M. Billecocq, dans les colonnes de *l'Illustration*.

ser devant lui. Il fallut que le prince Alexandre Ghika en fit placer un entre deux gendarmes, et le malheureux était persuadé que chaque coup de crayon ôtait un jour à son existence : c'était, il faut en convenir, une cruauté ; car on ne pouvait chasser de son esprit ni ses croyances ni ses terreurs.

Une autre fois, le même artiste copiait dans la campagne les ruines d'un vieux monument, lorsqu'il fut assailli par un tzigane, qui se précipita sur lui, le couteau à la main, le chargeant de malédictions de ce qu'il venait profaner la demeure des anciens héros. L'artiste était robuste ; il lui fallut néanmoins l'aide du consul de France, qui l'accompagnait, pour venir à bout de ce furieux.

Un autre préjugé plus funeste a créé, chez les Roumains, d'invincibles répugnances pour les travaux métallurgiques. Tous les ustensiles de fer et de cuivre étant fabriqués exclusivement par les tziganes, qui sont aussi les seuls maréchaux-ferrants du pays, le paysan se croirait déshonoré s'il faisait le même métier que des esclaves. Il en résulte un déplorable abandon de l'industrie du fer, dans un pays où abondent les richesses minérales. Au surplus, les boyars entretiennent à dessein ce préjugé : ils savent que si le paysan fabriquait des charrues, il arriverait promptement à fabriquer des armes.

Les Roumains de la Transylvanie sont moins arriérés. Le gouvernement autrichien. exploitant dans ce pays des mines d'or et d'argent, prend volontiers pour ouvriers des Valaques, faciles à diriger et à satisfaire.

C'est dans les montagnes de Zalathna que sont situés les fourneaux les plus importants.

« Il y a quelque chose d'étrange, dit M. de Gérando, à rencontrer l'industrie dans ce pays de légendes et de traditions, à voir un Valaque aux longs cheveux, vêtu comme l'étaient les Daces il y a quinze siècles, et qui croit volontiers aux sorciers, observer tranquillement un piston ou entretenir le feu d'une machine à vapeur (1). »

Zalathna était une ville romaine, appelée *Auraria minor*. On y rencontre encore beaucoup de traces romaines, statues, pierres tumulaires, bas-reliefs.

L'Autriche retire aujourd'hui des mines de Zalathna environ 1,250 kilog. d'or pur, et 1,500 kilog. d'argent, chaque année.

La Valaquie pourrait se créer les mêmes ressources; car les mêmes gisements se continuent à travers les Karpathes. Ce qui démontre d'ailleurs de nombreuses couches aurifères, c'est que plusieurs rivières, surtout l'Olto et l'Argis, roulent des sables chargés du métal précieux. Parmi les tziganes, beaucoup font métier de laver les sables, et sont admis à payer leurs impôts en poussière d'or.

Partout, dans ce pays, une nature prodigue offre au travail de l'homme les plus riches récompenses. Mais qu'a de commun une idée de travail avec les hospodars et les boyars? Toute leur science économique n'a qu'un seul mot : le pillage.

Nous nous trompons ; les boyars se sont créé un genre de commerce : ils tiennent cabaret et alimentent l'ivrognerie. Les propriétaires boyars, en effet, ayant par la

(1) La Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 275.

loi le monopole de toutes les productions alcooliques de leurs domaines, établissent des cabarets à leur compte, et, par une honteuse industrie, enlèvent au paysan les derniers *paras* échappés à leur rapacité. Malheureusement le paysan, comme tous les infortunés auxquels il ne reste ni espérance ni avenir, cède trop facilement aux tentations qui apportent l'oubli, et passe tous les jours de fête dans ces tristes réduits. Or, les jours de fête, dans le rite grec, sont multipliés à l'infini; de sorte que le boyar trouve plus de profits dans l'oisiveté du paysan que dans son travail.

Propriétaire, il lui dispute son salaire; cabaretier, il l'en dépouille. Cette dernière spéculation est un double crime : elle encourage, chez le paysan, un vice qui le dégrade; elle enrichit le boyar par le produit du vice.

Quant au malheureux paysan, on peut lui pardonner les funestes jouissances du cabaret, lorsque toutes les autres lui sont interdites. Rentré chez lui, la seule nourriture qu'il partage avec sa famille est une pâte de farine de maïs apprêtée à l'eau. Ce mets simple et grossier s'appelle *mamaliga;* il a l'avantage de pouvoir se préparer promptement et facilement; si le paysan est aux champs à travailler avec sa famille, en quelque endroit qu'il se trouve, il allume du feu et suspend, au moyen de trois morceaux de bois debout et croisés, sa marmite remplie d'eau. Dès que l'eau est en ébullition, il y verse, avec un peu de sel, la farine, qui prend à l'instant la consistance d'une bouillie fort épaisse. Le refroidissement la rend plus compacte, et chacun en coupe un morceau avec un fil. Dans les bons jours, la mamaliga se mange avec du lait, du fromage frais ou du poisson salé.

Les cabanes des paysans n'étaient, il y a quelques années, que d'obscures tanières, appelées *bordei*, des trous creusés dans le sol, avec un toit formé de perches recouvertes de terre, et dépassant à peine la superficie de la plaine. La terre qui garnissait le toit se recouvrait bientôt d'herbe, de sorte que de loin on eut dit une légère ondulation de terrain, si l'on n'eut vu s'échapper de temps à autre quelques nuages de fumée qui révélaient une habitation. L'intérieur était indescriptible : ni meubles, ni ustensiles, à l'exception de planches servant de lits et de siéges, et de la marmite où se cuisait la mamaliga.

Aujourd'hui, presque partout, ces tristes habitations ont fait place à des chaumières d'un aspect plus consolant, et les *bordei* sont devenus les retraites des tziganes.

Nous devons reconnaître que M. de Kisseleff a été pour beaucoup dans cette amélioration de la demeure du paysan. Par ses soins, des plans de villages furent tracés, avec des modèles de constructions simples et commodes. Ses encouragements et ses ordres garantissaient aux paysans une sécurité qu'ils n'avaient jamais connue : ils se mirent promptement à l'œuvre, et bientôt de riants villages couvrirent les plaines sur un vaste rayon autour de Bucharest.

Ce n'était, en effet, ni l'intelligence ni la bonne volonté qui faisaient défaut au paysan roumain. Du jour où il voyait sa propriété garantie, il renonçait volontiers à sa tanière pour se bâtir une maison.

Les paysans roumains sont bienveillants et hospitaliers ; mais ceux de la Moldo-Valaquie ont si cruellement souffert des visites de l'étranger, qu'ils ne se confient plus volontiers à tout venant, et qu'on ne retrouve plus

chez eux certaines habitudes d'antique charité conservées chez les Roumains de la Transylvanie. Dans cette dernière contrée, M. De Gérando, parcourant la montagne de Zalathna, y rencontra des marques touchantes de sollicitude pour le voyageur isolé : « Je vis, dit-il, sur le chemin, attachée à un arbre, une sorte de niche faite en bois. Sur le devant se trouvaient deux vases; au fond on distinguait à peine une madone grossièrement peinte. Le lieu était désert. Personne ne passait. L'un de ces vases était plein d'eau, l'autre était déjà vide. Qui les avait placés là? Je l'ignorais. Pour qui avaient-ils été remplis? Pour moi, si je l'eusse voulu. Quand je parcourus à cheval ces montagnes, j'en rencontrai souvent. Un jour, en moins de deux heures, je comptai onze vases mis sous les arbres par des mains inconnues, et auxquels j'aurais pu me désaltérer. Chaque matin, les Valaques vont les remplir pour le voyageur qui passera dans la journée, et qui peut être un ennemi (1). »

Singulier raffinement dans ces discrètes attentions du paysan roumain, qui semble, comme une divinité secourable et invisible, se dérober aux offrandes et aux remerciments!

Le costume du paysan roumain n'a pas varié depuis Trajan; il est en tout semblable à celui des prisonniers Daces représentés sur la colonne romaine, ou de ces captifs barbares dont les statues se rencontrent dans les salles du Louvre. Une chemise ou tunique de toile grossière, serrée à la taille par une large ceinture de cuir qui sert de poche, un pantalon de toile, très ample

(1) La Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 275.

sur les cuisses, et se resserrant depuis le genou jusqu'à la cheville; pour chaussure, des sandales, *opinci*, qui ne sont autre chose qu'un morceau de peau écrue, coupé suivant la forme du pied, et attaché par des courroies croisées sur le bas des jambes; un haut bonnet de laine, *cuciula*, aux poils longs et frisés, et qui retombe en manière de bonnet phrygien, tel est l'accoutrement ordinaire du paysan. Quelquefois le bonnet est remplacé par un chapeau à larges bords. C'est une introduction moderne. Dans les temps froids, il jette sur ses épaules un épais par-dessus de laine à longs poils, appelé *guba*. C'est une toison de mouton à peine apprêtée; quelques-uns portent un surtout de drap blanc fait par leurs femmes.

Le costume des femmes est propre et élégant. Elles ont une chemise de toile, ornée sur la poitrine et aux poignets de broderies en laine rouge ou bleue. Une ceinture de couleur fixe sur le corps la chemise qui est fort courte, et qui rejoint une longue jupe blanche. Devant et derrière, flotte un double tablier de laine, à raies de diverses couleurs, appelé *catrinza*, dont les extrémités inférieures sont garnies de longues franges barriolées, qui voltigent autour d'elles à chacun de leurs mouvements. Durant les saisons froides, elles ajoutent à leurs vêtements une pelisse de drap blanc, à longues manches, serrée par une ceinture de couleur. Comme les hommes, elles ont pour chaussures les *opinci*, mais souvent elles ajoutent autour de la jambe une pièce de drap blanc que maintiennent les courroies. Quelques paysannes de la Transylvanie recherchent les bottes rouges ou jaunes, à l'imitation des Hongrois. Lorsqu'elles se rendent aux foires, elles portent leurs bottes sous le bras, et ne les

mettent qu'au moment d'arriver. Elles se débottent également quand elles rencontrent un torrent, et entrent jambes nues dans l'eau. Celles de la Valaquie remplacent quelquefois les opinci par des bottes ordinaires.

Pour coiffure, les femmes mariées roulent autour de leur tête un mouchoir blanc dont les bouts retombent par derrière, et en dessous duquel paraît une tresse de cheveux noirs qui entoure le front. Jusqu'au mariage, les jeunes filles ont la tête nue, et réunissent leurs cheveux en une seule natte qui tombe sur le dos. Elles mêlent à leurs cheveux des pièces de monnaie qui représentent leur dot, et plus leur tête est garnie, plus elles sont recherchées.

Les demandes en mariage, les cérémonies des fiançailles et de la noce, forment chez les paysans roumains de petits drames entremêlés de luttes guerrières, et se terminant comme chez les anciens Romains, par un simulacre d'enlèvement (*uxorem ducere*) (1).

Cependant la femme roumaine n'est pas comme celle de l'antiquité, soumise au despotisme du mari (*in manum viri*). « La femme, dit M. Desprez, au lieu d'être esclave et sequestrée, règne au foyer roumain; elle en fait librement les honneurs. Le mari ne songe nullement à la cacher aux regards curieux et charmés du visiteur inconnu; et comme elle sait la puissance pénétrante des femmes de sa race, elle manque rarement de paraître pour recueillir d'humbles hommages (2). »

(1) Revue de l'Orient, mars 1854. Coutumes du pays roumain, par J. Voinesco.

(2) Revue des Deux-Mondes, 1er juin 1848. Les questions sociales dans la Turquie d'Europe.

Les profondes souffrances du paysan roumain ont étouffé en lui le besoin du bien-être matériel ; mais elles n'ont rien amoindri des aspirations vers la liberté. C'est le contraire des boyars, qui n'ont plus un souvenir de liberté, et ne demandent de jouissances qu'au luxe. Aussi la boyarie ne doit-elle compter pour rien dans les espérances d'une régénération ; sur le paysan, repose tout l'avenir de la patrie roumaine. Ceux qui vivent de ses sueurs et s'engraissent de sa substance lui font un reproche de paresse et d'apathie. Et pourquoi ferait-il de plus grands efforts, quand chaque sillon qu'il creuse est un profit pour d'autres, quand chaque grain qu'il sème est un épi pour ses oppresseurs? Pourquoi sortirait-il de son indifférence pour ajouter quelque chose à son chétif mobilier, quand chaque amélioration dans sa chaumière serait un appel à de nouvelles exactions? Il y a une grande raison, une logique profonde dans son dégoût du travail : il ne travaille pas pour lui.

C'est ce que va démontrer un examen rapide des lois qui régissent la propriété.

A l'époque des invasions successives des hordes asiatiques, la propriété territoriale en Dacie avait complétement disparu. D'abord les riches et les familles patriciennes avaient suivi les légions d'Aurélien ; ensuite, devant les flots multipliés d'envahisseurs, les pauvres s'étaient retirés dans les retranchements des Karpathes. Personne ne les avait remplacés dans leurs champs abandonnés, les barbares ayant un profond mépris pour la culture de la terre, qu'ils considéraient comme un travail d'esclave. Lors donc qu'après trois siècles d'attente, les réfugiés redescendirent dans les plaines évacuées par les barba-

res, ils reprirent le travail en commun, et firent de toute la plaine une propriété commune. C'était l'*ager publicus* des Romains, domaine de l'État, propriété de tous, et n'appartenant à personne.

Dans les montagnes, cependant, de longues habitudes de domicile et d'exploitation avaient consacré des propriétés individuelles, héréditaires de père en fils; c'est cette appropriation, cette incorporation d'une terre à un seul individu, qui créa la classe des propriétaires mosneni, par opposition aux propriétaires collectifs.

Plus tard, par des transformations arbitraires ou consenties, il y eut aussi des mosneni dans la plaine. Mais à l'origine des principautés modernes, c'est-à-dire à l'époque de Radu-Négru et de Bogdan, la propriété territoriale était individuelle dans la montagne, collective dans la plaine.

Cependant par cela même qu'ici elle était collective, c'est-à-dire appartenant au domaine public, les princes se crurent en droit d'en détacher des lambeaux. D'abord, ce fut pour récompenser les services de quelques boyars ou chefs militaires, et le peuple s'associait volontiers à un acte public de reconnaissance. Quelques donations furent aussi faites à des bourgs, des villes ou des villages, en y attachant des conditions de charité publique. Ainsi, une commune du district d'Ilfovul est tenue, par la charte de donation de Radu-Négru, de nourrir les impotents et les pauvres de la ville de Kimpolongo (1).

Beaucoup de ces donations, administrées par le régime communal, sont restées intactes jusqu'à nos jours.

(1) Questions économiques des principautés danubiennes, p. 9.

Mais bientôt les donations privées cessèrent d'être des récompenses nationales, et le peuple se vit dépouillé, selon le caprice des princes, au profit de flatteurs adroits ou d'indignes courtisans.

Une autre cause de spoliation naquit aussi d'un sentiment de bienfaisance, qui dégénéra bientôt en abus. Des églises et des couvents furent dotés de vastes propriétés, comme ayant la tutelle des pauvres et devant leur venir en aide. Toutes les donations reposent sur ces conditions : établissements d'écoles et d'hôpitaux, aumônes obligatoires, soulagement et entretien des pauvres, obligation de recueillir et nourrir les voyageurs gratuitement pendant trois jours.

Les moines n'étaient réellement que des fidéi-commissaires. Nous verrons, dans un chapitre spécial, comment en cette qualité ils s'acquittèrent de leurs devoirs. Ici, nous les considérons comme propriétaires, quoique ce soit, à vrai dire, une usurpation de titre.

Cependant, sur ces terres ainsi détachées du domaine de l'État, il y avait des cultivateurs, propriétaires incontestables, non il est vrai à titre individuel, mais à titre collectif. Les chasser de leur propriété eût été une iniquité. N'oublions pas que les premières aliénations étaient des récompenses nationales ou des œuvres de bienfaisance : il eût été étrange de leur donner le caractère d'une spoliation. Il se fit donc une transaction, qui fut comme une consécration du droit antérieur du paysan. Les nouveaux propriétaires, boyars, monastères ou communes, divisèrent le sol en trois parties égales ; deux de ces parties furent cédées, subdivisées en petits allotements, aux colons possesseurs. La troisième était ré-

servée à la propriété nouvelle, et devait être cultivée par les colons au profit du propriétaire.

Il est très important de constater cette transformation de la propriété, d'en déterminer l'origine et d'en bien apprécier le caractère. C'est, comme nous l'avons dit, une transaction entre la propriété collective et la propriété individuelle; une association entre deux propriétaires, le propriétaire cultivateur, et le propriétaire domanial. La propriété du premier est, il est vrai, soumise à des conditions; mais ce n'en est pas moins une propriété, seulement une propriété grevée. Il y a une hypothèque, non en argent, mais en travail, et tant que le paysan satisfait aux clauses de l'hypothèque, il demeure propriétaire. L'hérédité même, cette consécration sociale de toute propriété, s'y rencontre ; car le cultivateur transmet son allotement à sa famille, c'est son droit ; et, malgré toutes les violations, son droit existe, droit de propriété aussi incontestable, aussi sacré que le droit du propriétaire domanial.

Nous insistons fortement sur ces principes, parce que, la division territoriale étant encore la même aujourd'hui, les deux tiers en allotements aux cultivateurs, le tiers au seigneur, ces principes doivent nous conduire facilement aux solutions que l'on cherche.

Nous les trouverons mieux encore, en faisant rapidement l'histoire de tous les abus à l'aide desquels les propriétaires domaniaux ont violé le droit des propriétaires cultivateurs.

Nous avons vu le honteux avilissement des boyars devant les princes, nous allons voir leur monstrueuse tyrannie à l'égard des paysans.

D'abord cette constitution nouvelle de la propriété, introduite petit à petit, à mesure des donations, n'eut d'autre règle fixe que la division du sol en trois parties. Ce principe reste invariable, et c'est ce qui ne doit pas s'oublier. Mais dans les détails, tout fut livré à l'arbitraire. Ainsi pour la corvée ou le travail du paysan sur la terre domaniale, le nombre de jours n'était pas régulièrement déterminé, ou il n'était pas proportionné au nombre des cultivateurs. Il se trouvait donc alors, ce qui se trouve aujourd'hui, que le paysan, entièrement occupé aux travaux du seigneur, était obligé de laisser ses propres champs en friche et ses enfants dans le besoin.

Dès le premier pas que l'on fait dans cette histoire de la propriété en Moldo-Valaquie, on est épouvanté du prodigieux entassement de misères d'un côté, d'impitoyables dilapidations de l'autre, qui s'amoncèle depuis cinq siècles, sans qu'on puisse dire qu'aujourd'hui même, il y ait un soulagement.

Mais ce qui caractérise cette première époque, et qui se continue aujourd'hui dans de moindres proportions, parce qu'à force de spoliations on a épuisé la matière, c'est l'avide acharnement avec lequel les grands propriétaires, boyars ou communautés religieuses, poursuivirent la destruction de la petite propriété. Il s'était formé en effet dans la plaine une foule de petites propriétés individuelles, probablement à la suite des premiers établissements de Radu et de Bogdan. De là une nouvelle classe de *mosneni*.

Ces mosneni constituaient une classe moyenne, active et indépendante, gardienne du sol, et pouvant fournir une armée de soldats-laboureurs, prête en toute occasion,

à défendre la patrie. Mais déjà les intérêts individuels parlaient plus haut que la voix des intérêts nationaux. Une fois en possession de domaines considérables, les boyars et les moines souffraient impatiemment un partage. Toute terre devait leur appartenir ; et ils commencèrent contre les mosneni une savante guerre de chicanes et de violences.

D'abord, les boyars et le clergé obtinrent des princes le droit d'exemption de toute contribution pour leurs terres et pour les villages qui en dépendaient ; les charges retombaient en surcroît sur les mosneni.

Puis, les guerres contre les Polonais, les Hongrois, les Turcs et les Tartares, obligeant les mosneni à fournir incessamment des hommes et de l'argent pour la défense du pays, ils recouraient à d'onéreux emprun's. Or, il n'y avait pas d'autres prêteurs que les boyars et le clergé : l'abime de l'usure s'ouvrit sous les pas des mosneni, et ne pouvant plus se libérer, ils tombèrent eux et leurs propriétés aux mains des usuriers.

Enfin, les iniquités judiciaires vinrent en aide à l'usure. On exigea des titres d'origine, quand il était su de tous que beaucoup de propriétés s'étaient formées par droit de premier occupant, à la descente des montagnes. Là où il y avait des titres écrits, les boyars ou les agents des princes les falsifiaient ou les faisaient disparaitre ; et lorsque malgré toutes ces fraudes, le mosnen pouvait arriver jusqu'aux tribunaux, il rencontrait, dans les boyars qui siégeaient, les hommes qui le dépouillaient, juges et parties dans leur propre cause, plaignants et exécuteurs, prononçant une sentence dont ils avaient signé la requête. Dans cette œuvre de rapine, le clergé

appuyait les boyars; les boyars appuyaient le clergé; le château et l'église partageaient les dépouilles.

Avec de si puissants adversaires, la décomposition de la petite propriété fut rapide. La plupart des mosneni furent convertis en corvéieurs; la classe moyenne disparut, et avec elle les forces vitales de la nation.

Alors commencèrent les temps de déchéance et d'abjection. « Ce ne furent ni les guerres du moyen âge, dit un écrivain valaque, ni les incursions annuelles des Tartares, ni les ravages des terres, qui firent la décadence du pays; la plaie vive, la gangrène qui le rongeait au cœur, en temps de paix comme en temps de guerre, fut la boyarie (1). »

Cependant, par une juste expiation, les boyars indigènes reçurent promptement le châtiment de leurs méfaits. A la venue des Phanariotes, les Grecs de la suite du prince trouvèrent la leçon bonne à suivre. Maitres à leur tour de la force publique, maitres des tribunaux, ils usèrent contre les boyars indigènes des mêmes violences et des mêmes fraudes que ceux-ci avaient employées contre les mosneni, les dépouillèrent de leurs domaines et de leurs titres, et les contraignirent d'aller labourer la terre à côté des victimes qu'ils avaient faites. Une forte classe moyenne aurait pu défendre les boyars contre l'étranger. Mais les boyars avaient détruit la classe moyenne, et ils méritèrent de tomber dans l'abîme qu'ils avaient creusé. Les néamuri d'aujourd'hui, qui sont leurs descendants, ont droit sans doute à la compassion de l'histoire. Mais ces grands coupables n'ont eu que le sort qui leur était dû.

(1) Question économique des principautés danubiennes, p. 13.

Reste encore l'expiation pour les continuateurs de leur œuvre impie ; car les boyars phanariotes ou phanariotisés perpétuent aujourd'hui le même système de pillage sur les derniers débris des mosneni. Les procédures les plus révoltantes, les trafics les plus odieux entre les juges et les spoliateurs, se poursuivent encore devant les tribunaux des deux principautés. On peut signaler les fortunes modernes, qui depuis trente ans se sont élevées sur des procès de délimitation, qui n'avaient d'autre fondement que les subterfuges de la chicane et la vénalité des juges. Prenons pour exemple le spoliateur le plus haut placé. Stirbey, le hospodar ramené par les Autrichiens, avait pour bien patrimonial, près de Craïova, la terre de Mehedinezi contenant un petit nombre d'hectares. Cette terre est devenue un des plus vastes domaines des principautés, produisant cinquante mille francs de rente, grâce aux procès intentés à tous les mosneni d'alentour. Et que l'on ne croie pas que ces riches possesseurs de domaines mal acquis perdent en considération ce qu'ils gagnent en argent. Voici à cet égard le témoignage d'un Valaque : « Ravir à un paysan sa parcelle de terre est un titre d'honneur, une lettre de change tirée sur l'estime publique (1). »

Mais si tout sentiment de justice et de morale est éteint parmi les dilapidateurs, il n'en est pas de même parmi ceux dont ils portent les dépouilles. Le paysan roumain ne s'est pas laissé dégrader par la misère, et c'est là un caractère très remarquable dans cette popula-

(1) Question économique des principautés danubiennes, p. 13.

tion : en dépit de tant de siècles d'oppression, elle a conservé un sentiment de dignité et de justice qui doit donner à penser à ses oppresseurs. Écoutons les paroles d'un paysan appelé, en 1848, dans une commission qui avait pour objet de rédiger un projet de loi relatif à la population rurale.

« Si le ciocoï (boyar) avait pu mettre la main sur le soleil, il s'en serait emparé et aurait vendu au paysan, contre de l'argent, la lumière et la chaleur de Dieu! Si le ciocoï avait pu prendre possession des eaux de la mer, il en eût fait un objet de spéculation ; et alors il aurait asservi le paysan par les ténèbres, par le froid, par la soif, comme il l'a asservi par la faim, en s'emparant de la terre ! »

La commission se composait de dix-huit boyars et dix-huit paysans. Le même paysan, il se nommait Negou, s'adressant aux boyars, examine leurs titres à la propriété.

« Direz-vous que vous avez acheté la terre avec de l'argent? Mais votre richesse n'est pas le fruit de votre travail, elle est faite au prix de la sueur de nos fronts, sous les coups de votre fouet, joint au fouet gouvernemental. Voudriez-vous dire que vous avez conquis cette terre avec le glaive, dans les siècles passés et oubliés? Mais nous, où donc étions-nous alors? N'étions-nous pas par hasard avec vous et dans vos rangs?

» Depuis que vous l'avez conquise par le sabre, l'avez-vous si bien gardée avec le sabre, que le pied d'un ennemi ne l'ait foulée?... Non, messieurs; vous avez, pour sauver lâchement votre vie, abandonné au sabre cette terre que vous aviez gagnée par le sabre. Vous avez

fui sans penser au pays, sans penser à nous. Qui a gardé vos propriétés, qui a empêché qu'un autre ne vînt s'en emparer, et en prendre possession en votre lieu et place? Elles ont été gardées par le vigneron, par le laboureur, par le pâtre et par tout le peuple avec le sabre de la sagesse et la fatigue de son front. Avec la sagesse, le peuple a émoussé le sabre de l'ennemi, avec sa sueur et la fatigue de ses bras, il a nourri l'ennemi qui lui passait sur le corps (1). »

Ces éloquentes paroles, vraies aujourd'hui, n'étaient pas entièrement applicables aux anciens boyars indigènes. Ceux-ci conservèrent jusqu'à la mort de Michel le Brave leurs qualités guerrières. Mais ils s'affaiblissaient eux-mêmes en affaiblissant le paysan ; ils eurent des corvéieurs et n'eurent plus d'auxiliaires ; ils eurent des bras pour les enrichir et n'eurent plus de bras pour les défendre : les forces militaires du pays furent épuisées dans leur source, et cette vaillante population que n'avait pu réduire l'invasion étrangère, fut ruinée et asservie par les boyars et les moines.

La décadence s'acheva par la constitution de Serban, qui, transformant en serf le propriétaire cultivateur, en fit un meuble du domaine.

Dès-lors les cultivateurs se vendent avec la terre, et leurs noms figurent dans l'acte de vente.

Le propriétaire hérite du serf à défaut d'héritiers directs.

Le propriétaire fixe lui-même la durée du travail.

En échange de la liberté, on semble offrir aux paysans

(1) Question économique des principautés danubiennes.

des gages de sécurité matérielle. Le propriétaire est tenu de fournir les instruments de travail, et de nourrir le paysan en cas de disette ou de maladie. C'est la garantie de l'esclave qu'on a intérêt à conserver.

Le propriétaire n'a pas le droit de séparer le serf de la glèbe ; le tout se vend ensemble. Mais cette dernière prescription est promptement éludée. En Moldavie, surtout, où les boyars ont toujours été de plus rudes maîtres qu'en Valaquie, les serfs étaient confondus avec les tziganes esclaves, vendus à la pièce, séparés, la femme du mari, l'enfant de la mère, et livrés nominativement en donation dans les actes de mariage des riches héritières.

L'excès des souffrances amena des révoltes qui furent plus d'une fois encouragées par les princes phanariotes intéressés à exciter les haines populaires contre les boyars indigènes. Ces luttes continuelles engagèrent, ainsi que nous l'avons dit, Constantin Maurocordato à dépouiller les boyars à son profit, en couvrant ses projets d'une apparence de justice. L'acte du 5 août 1746 prononça l'abolition du servage, et le 6 avril 1749, l'assemblée générale de Moldavie prit la même décision.

Mais ce décret d'émancipation ne fut qu'un mensonge. L'abominable institution des Scutelnici créa pour des milliers d'émancipés un nouveau genre d'esclavage ; et ceux qui continuèrent à cultiver la terre, furent condamnés à d'onéreuses redevances, qui rendaient illusoires les promesses de liberté.

Le propriétaire, d'ailleurs, était affranchi de l'obligation de fournir les instruments de travail, et de nourrir le paysan dans les jours de disette et de maladie ; celui-

ci était tenu plus que jamais sous la dépendance absolue du maître.

Seulement, il n'était plus partie inhérente à la terre, et il avait gagné la liberté de locomotion. C'était beaucoup pour sa dignité, ce n'était rien pour son bien-être.

Rappelons toutefois que le décret de Maurocordato obligeait le propriétaire de mettre à la disposition des cultivateurs les deux tiers du domaine, rendant ainsi au peuple sa part de *l'Ager publicus,* et consacrant de nouveau ses droits de propriété.

Le travail obligatoire du paysan, pour le compte du propriétaire, fut fixé à vingt-quatre jours, outre la dîme des produits. Mais les habitudes de tyrannie l'emportaient sur les dispositions de la loi, et les actes officiels de l'époque avouent que « les paysans, accoutumés de longue main à la soumission envers les maîtres du sol, travaillaient *indéfiniment* (1). »

De nouvelles charges leur sont aussi imposées avec cette prétendue liberté. Dans le servage, ils étaient exempts de toute contribution envers l'Etat. L'acte d'émancipation les accable du poids des impôts et des réquisitions.

Dès-lors le paysan fut soumis à une double persécution. Les boyars le dépouillaient au nom de la propriété; les princes au nom de l'État : il y eut concurrence dans la rapine, concurrence sans règle, sans frein, sans mesure. La position devint intolérable, les émigrations se multiplièrent; en 1768, la Valaquie se dépeuplait si ra-

(1) Question économique des principautés danubiennes.

pidement, que la Porte enjoignit avec menaces à Charles Ghika de mettre un frein aux exactions.

Le prince effrayé réussit, à force de promesses, à faire rentrer les émigrés. Un décret du 6 février de cette année semble leur offrir des garanties de soulagement.

1° Les paysans en rentrant pouvaient s'établir sur un domaine de leur choix.

2° Les journées de corvée étaient réduites à trois pour la première année, six pour la seconde et neuf pour la troisième et les suivantes à perpétuité. La dîme était encore réservée au propriétaire.

Ces engagements furent encore illusoires. Les boyars, bravant les lois et le prince, multiplièrent à leur gré le nombre des journées. Bientôt les paysans reprirent le chemin des forêts et des frontières. En 1775, dix mille cultivateurs abandonnèrent à la fois la charrue, se répandirent dans le pays et se vengèrent par le brigandage du brigandage des propriétaires.

Il est à remarquer qu'à cette époque, les princes phanariotes s'efforçaient de réprimer la rapacité des boyars. Ces continuelles dépopulations faisaient tort aux recettes du fisc ; et l'intérêt même du trésor hospodaral les engageait à lutter pour le peuple. Alexandre Ypsilanti renouvela les promesses de 1768; l'opiniâtre avidité des boyars en fit de nouvelles déceptions.

Les mêmes abus, les mêmes luttes se rencontrent en Moldavie, et les soulèvements des paysans appellent l'intervention du prince. Par un chrysobule du 1er janvier 1766, Grégoire Ghika réduit la corvée à douze journées. Cet acte d'humanité provoque les ressenti-

ments des boyars, qui n'ont conservé d'énergie que pour le mal. Ils s'indignent de voir réduire leurs dilapidations, se coalisent pour ressaisir leurs victimes, et après quelques années de ténébreux complots, ils éclatent. En 1775, sept grands boyars, l'évêque métropolitain en tête, se présentent devant le prince, le sommant d'abroger le chrysobule, et demandant trente-six journées de travail. Grégoire Ghika n'était pas homme à se laisser intimider; il repoussa la demande ; et cependant, malgré son énergie, après deux ans de résistance, il se vit obligé de faire des concessions aux exigences des dilapidateurs. Le 30 septembre 1777, il accorda un surplus de deux journées, et ajouta aux obligations du paysan,

1° Un transport gratuit au bénéfice du propriétaire.

2° Les réparations des dépendances de la propriété, magasins, aires, moulins, cabarets, digues d'étangs, etc., etc.

Les haines des boyars contre Grégoire Ghika n'en furent pas moins violentes : elles encouragèrent les Turcs à le faire assassiner, lorsque par un autre acte de patriotisme, il protesta contre la cession de la Bucovine.

Ce qu'il y eut de vraiment étrange dans ce long cours d'iniquités, c'est qu'en dérobant tous les jours quelque chose aux droits du paysan, les boyars trouvaient toujours insuffisante la part qui leur était faite. On eût dit, à les entendre, que c'était le paysan qui s'enrichissait de leurs dépouilles. En 1790, une protestation générale des propriétaires devint l'occasion d'une nouvelle constitution rurale appelée *urbarium*. Elle supprimait les journées de travail, et les convertissait en tâches déterminées

par mesures de superficie, tant en labourage, qu'en sarclage et fauchage, etc.

Cette loi était une garantie contre les heures de paresse, et cependant elle reposait sur des principes d'équité; car le paysan connaissait au moins les limites de son travail. Mais la loi pour le boyar était une lettre morte, n'ayant de valeur que lorsqu'elle offrait un texte à de nouvelles chicanes. Il avait constamment multiplié les journées de travail, il multiplia les mesures de superficie : le paysan eut à supporter les mêmes surcharges; rien n'était changé, excepté la manière de compter.

Cependant l'on conserva la division du sol en trois parties, dont deux tiers pour les cultivateurs.

Un nouvel urbarium, décrété par Caradja, en 1816, devint une combinaison des deux modes de pillage. Il ajouta aux dispositions précédentes deux journées de travail, une à l'automne, l'autre au printemps, plus le transport d'un chariot de bois, aux approches de Noël, de la forêt à la maison seigneuriale, et un autre transport à six heures de distance.

Il faut encore signaler dans le code Caradja une modification qui dénaturait le caractère de la propriété collective des cultivateurs, en la transformant en emphytéose, sous le nom de *claca*. « La *claca*, dit l'article premier, est une espèce d'emphytéose usitée en Valaquie. Elle a lieu quand le propriétaire reçoit le *clacas*, c'est-à-dire l'emphytéote, pour demeurer sur sa propriété. » Cet article, et tout le code dont il est la base, n'est qu'un frauduleux renversement de principes. Ainsi que nous l'avons vu, ce furent dans l'origine les cultivateurs qui reçurent le propriétaire domanial sur la propriété collec-

tive, et leur droit de domicile était antérieur à tous les droits de ce prétendu seigneur, qui semblait leur faire l'aumône d'une emphytéose.

Les autres Phanariotes avaient tenté de diminuer les abus des propriétaires, pour ajouter proportionnellement aux impôts du paysan. Caradja, en offrant un surcroît d'aliments aux exactions des boyars, augmenta en même temps les exigences du fisc. Jamais les charges ne pesèrent plus lourdement sur les cultivateurs. Caradja, par ses dilapidations, dépassa les autres Phanariotes. Il fallait pour un tel mérite, une science fiscale bien raffinée.

Aussi ce règne oppressif fut-il pour beaucoup dans l'insurrection de Vladimiresco, faite au nom des paysans contre les boyars et contre le fisc.

Les boyars n'osèrent pas faire face au chef populaire ; ils s'enfuirent honteusement de Bucharest, laissant le champ libre aux réformes qu'il méditait ; mais le bras des assassins phanariotes les délivra de leurs terreurs, et retarda le jour de la justice.

L'avénement des princes indigènes fut pour les paysans un soulagement momentané. La tentative de Vladimiresco avait d'ailleurs fait impression sur les boyars. Le chef national avait parlé au nom des paysans ; la plus grande partie de son armée s'était recrutée parmi les paysans, et l'on avait appris qu'il se trouvait dans la glèbe des pensées audacieuses. La crainte de réveiller ces pensées fit plus que les sentiments de justice. On ménagea le cultivateur assez longtemps pour affaiblir les souvenirs d'un succès passager.

Il faut ajouter que Grégoire Ghika, en Valaquie, se montra résolument protecteur du paysan, et sut châtier

avec sévérité les propriétaires oppresseurs. Le règne de ce prince fut, pour le cultivateur, une ère exceptionnelle de justice. Six années s'écoulèrent de 1822 à 1828, telles que le paysan n'en avait pas vues depuis bien longtemps, telles qu'il n'en a jamais retrouvées dans la suite.

L'invasion russe de 1828 ramena les calamités. Le paysan roumain fut transformé en bête de somme pour traîner les canons et les chariots de guerre. Les boyars prirent part cette fois aux colères du paysan; car c'était autant de cultivateurs qu'on leur enlevait.

Cependant à la paix, les Russes annoncèrent à grand bruit de bienfaisantes réformes. M. de Kisseleff se proclama le protecteur des paysans; ceux-ci crurent de bonne foi à une condition meilleure; mais le travail de réforme était confié à une commission de boyars parmi lesquels figuraient Bibesco et Stirbey, qui commençaient alors leur carrière politique à l'ombre du drapeau russe, et qui devaient nécessairement travailler à ce que les boyars ne perdissent rien à la nouvelle législation. Deux ans se passèrent à élaborer cette constitution, qui fut enfin mise en vigueur en 1831, sous le nom de réglement organique.

Quelques articles du règlement semblaient annoncer des promesses d'avenir.

1° La loi garantit aux paysans une possession perpétuelle sur les deux tiers du domaine de tout propriétaire.

Ce principe invariable, qui traverse toutes les lois et fait la base des différentes constitutions rurales, est la reconnaissance du droit primitif de la propriété collec-

tive, la consécration nouvelle, répétée, de la propriété inaliénable des cultivateurs.

2° Pour mieux établir ce droit, la loi interdit au propriétaire domanial la faculté d'expulser le cultivateur. Il n'y a d'exception que dans les cas indiqués par la loi, et alors l'expulsion devient une peine individuelle, motivée ; et encore faut-il l'autorisation et l'intervention de l'État. Dans tous les cas, l'expulsion en masse n'est jamais permise.

3° Le paysan devient propriétaire personnel des améliorations ; il les laisse en héritage à ses enfants ; il a le droit de les vendre.

4° Enfin, quand le cultivateur est forcé par le propriétaire domanial d'abandonner le domaine, il a le droit d'exiger une indemnité, pour l'abandon de sa maison, de son enclos, de son jardin, de ses arbres fruitiers.

Voilà les droits du propriétaire cultivateur parfaitement établis.

Mais il s'agit encore de fixer les droits du propriétaire domanial, et c'est ici que se révèlent toutes les ruses de l'iniquité, toutes les ressources de l'oppression.

Le règlement organique débute, il est vrai, par des principes équitables.

« La mesure du terrain à céder doit être basée sur les » vrais besoins du cultivateur, et le travail de celui-ci » doit correspondre à la valeur de cette terre. »

Le règlement ajoute : « La réciprocité entre le cultivateur et le propriétaire doit, pour être équitable, compenser, autant que possible, les avantages et les obligations de part et d'autre. »

Il est évident, par conséquent, que l'équité doit se

mesurer sur la balance entre les avantages et les obligations.

Commençons par établir les avantages.

La mesure agraire n'étant pas la même en Valaquie et en Moldavie (1), il en résulte une légère différence dans les concessions faites aux cultivateurs de chaque pays. Elles sont un peu plus étendues en Moldavie qu'en Valaquie, mais par compensation il est exigé plus de travail du cultivateur. Pour simplifier les détails, nous nous servirons des mesures de la Valaquie, tout ce que nous dirons d'une province, pouvant s'appliquer à l'autre, avec cette différence toutefois qu'en Moldavie, les propriétaires sont plus rapaces, les paysans plus accablés.

En Valaquie, le cultivateur reçoit :

1° Pour l'emplacement de sa maison et de son jardin, 400 stagènes (2) en plaine, et 300 dans les montagnes ;

2° 3 pogones (1 hect. 1/2) de terrain de labour ;

3 3 pogones de prairie à foin.

Les 3 pogones de prairie sont affectés à l'entretien de 5 bêtes à cornes. Si le paysan n'en possède pas autant, les 3 pogones diminuent proportionnellement; s'il n'en possède pas du tout, on ne donne pas de prairie.

N'oublions pas que ces concessions, appelées avantages par le règlement, sont faites à de véritables propriétaires ; que par conséquent, en bonne justice, il ne devrait en résulter aucune obligation. Mais en réalité, le règlement

(1) La mesure en Valaquie est le *pogone*, qui équivaut à un demi-hectare; en Moldavie la *falche*, qui équivaut à 1 hectare 15 ares.

(2) La stagène équivaut à environ 2 mètres carrés.

transforme les propriétaires en fermiers ; dans l'application le boyar en fera des serfs.

Les obligations sont de deux sortes : 1° une rente ; 2° des journées de travail et des corvées.

La rente consiste dans la dîme des produits (1). De cette manière, si les produits représentent une valeur totale de 1,000 fr. sur lesquels le bénéfice net soit de 200 fr., la dîme représentera la moitié des bénéfices ; si le bénéfice n'est que de 100 fr., la dîme l'absorbera tout entier.

Si l'on traitait ainsi des fermiers, assurément les conditions seraient fort onéreuses ; et cependant ces conditions sont faites aux propriétaires du sol.

Ce sont encore-là les charges les plus douces, car on connaît au moins la mesure des sacrifices ; mais dans les corvées et les journées de travail, les abus sont illimités.

Tout paysan doit à la propriété :

1° 12 jours de travail ; 2° 1 jour de labour ; 3° 1 transport de bois. En Moldavie, le troisième article est plus onéreux ; il exige : 1° 2 transports, l'un en automne, l'autre au printemps ; 2° 1 autre transport à Noël, de 1 à 16 heures de distance, ou 2 transports de 1 à 8 heures.

Ces obligations, ajoutées à la dîme, ne sont assurément pas trop modérées. Mais nous n'avons encore affaire qu'à des chiffres fictifs. En effet, les journées ne se calculent pas sur la mesure du temps, mais sur la mesure de la tâche. Aussi le réglement organique porte-t-il

(1) En Valaquie la dîme se décompose ainsi qu'il suit : dîme de tous les produits 1/10e ; du foin 1/5e ; du vin 1/20e ; en Moldavie, les vins donnent 1/10e. Nous comptons une moyenne, c'est-à-dire, la dîme simple.

que les 12 jours de travail équivaudront en main-d'œuvre à 36 jours, le jour de labour à 3 jours, le transport à 3 jours. Total, 42 jours. Voilà pour la Valaquie. En Moldavie, les 2 transports d'automne et de printemps sont portés pour 4 jours ; le transport ou les transports de Noël également pour 4 jours. Il faut y ajouter 4 jours, que l'on compte pour les réparations des dépendances du domaine. Total, pour la Moldavie, 48 jours.

Ce n'est pas tout. Avant le réglement organique, si le boyar avait à faire quelques travaux qu'il n'avait pas pu achever avec les journées accordées par la loi, il s'adressait aux paysans, en les invitant à lui prêter leur assistance. Toujours, cependant, il attendait pour cela que les paysans eussent achevé leurs propres travaux, et toujours en reconnaissance de leurs services volontaires, il les faisait danser et boire. C'est ce qui s'appelait faire la *claca*, ce mot signifiant complaisance. Aujourd'hui encore les paysans ont l'habitude, malgré leur misère, de prêter collectivement cette assistance aux veuves et aux pauvres du village. Or, cette claca, cette œuvre de bienfaisance du paysan envers le propriétaire, fut convertie, par les boyars, rédacteurs du réglement, en une servitude obligatoire. Les villages furent tenus de fournir au propriétaire, pour travail extraordinaire, 4 hommes sur 100 familles ; 3 lorsqu'il y avait 63 à 75 familles, 2 pour 38 à 50, 1 pour 13 à 25. En Moldavie, la dime humaine fut fixée à 1 homme sur 10 familles dans les villages de 200 familles et au-dessus, et à 2 hommes sur 10 familles, dans les villages moins peuplés.

Cette nouvelle obligation fut appelée *iobagie*, mot étranger à la langue roumaine, et signifiant *servitude*.

Cette fois, au moins, les Russes et les boyars leurs partisans faisaient montre de franchise.

Cette *iobagie* équivaut, en journées de travail, à 14 jours pour chaque paysan en Valaquie, à 36 en Moldavie, pour les habitants des villages de 200 familles; à 72 pour les autres. Si l'on ajoute ces nombres à ceux que nous avons déjà inscrits, on verra que le paysan, en Valaquie, à 56 jours de travail au compte du propriétaire; en Moldavie, 84 jours dans un cas, 120 dans l'autre.

Or, à cause des rigueurs de longs hivers, l'année agricole n'a que 210 jours. Il faut en déduire 30 dimanches, 10 jours fériés, 30 de mauvais temps; total, 70. Restent 140 jours. Le paysan n'aurait donc en Valaquie que 84 jours de travail à son profit, en Moldavie que 56, et 20 seulement dans les villages au-dessous de 200 familles.

Tels sont les nombres officiels de journées exigées du paysan, nombres avoués par le règlement, garantis au propriétaire par la loi. Le règlement y ajoute encore, en déterminant la tâche de chaque journée, de manière à ce qu'il y ait toujours, pour terminer la tâche, à prendre sur le lendemain.

Pour toutes les semailles qui se jettent avec la main, commé blé, avoine, seigle, millet, chanvre, etc., on comptera pour le travail d'un jour trois pogones ensemencés (1 hectare 1/2). Art. 142 du règlement, § 5.

La moisson et la mise en meules de deux meules et demie, et chaque meule de 26 gerbes, dont chacune d'une grosseur à être liée par le milieu avec une corde de la longueur d'une demi stagène (1 mètre) compteront pour une journée de travail (*id.*)

Pour la récolte du maïs et son effeuillaison, on comp-

tera 10 bonitzas et chaque bonitza de 40 okes (100 kil.(ce qui fait 1000 kilog. par jour.

Nous pourrions multiplier ces détails, et chaque article serait un témoignage d'iniquité.

La journée de sarclage estimée douze perches, en imposant une tâche double en étendue de celle que peut exécuter un homme en un jour, se compose d'une foule d'accessoires qui multiplient la main d'œuvre. D'abord, l'opération du sarclage, fort importante dans un pays dont la richesse agricole consiste surtout en plantations de maïs, exige les soins les plus minutieux. Il faut extirper les plantes parasites qui étouffent le maïs, puis espacer les pieds de maïs dans une mesure à peu près de 40 centimètres ; vingt jours après, il faut recommencer et quelquefois y revenir une troisième fois. Dans cette même journée de sarclage, est comprise l'obligation de recueillir le produit, de dépouiller le fruit de l'épi, de charrier et d'emmagasiner la récolte ; et comme si cette journée ne se trouvait pas suffisamment remplie, le paysan est encore chargé des magasins et des hangars ; si bien que ce qu'on appelle la journée du sarclage, suivant le règlement, commence au mois de mai pour finir au mois d'octobre (1).

«Remarquons, en outre, dit l'auteur de la brochure intitulée : *Question économique*, que le boyar réclame le travail du paysan dans le temps le plus favorable de chaque saison. Pendant que le paysan sarcle le maïs du seigneur, le sien est étouffé par les plantes parasites ; les diverses opérations de l'agriculture, premier et second sarclage, fauchage, mois-

(1) Question économique des principautés danubiennes, p. 32.

son, etc., se succédant, le paysan n'a pas eu le temps de s'occuper de son champ, en sorte que mal ou peu soigné, il ne donne qu'une récolte maigre et insuffisante. L'impôt et la faim nécessitent l'emprunt, et l'emprunt creuse l'abîme sans fond de la misère. Le prêteur du paysan est le propriétaire, et la chose prêtée n'est pas de l'argent mais du *pain*, au prix courant, c'est-à-dire au prix que le vendeur pourrait obtenir à Galatz ou Ibraïla. Dans les principautés, comme ailleurs, il n'y a pas de prêt sans garantie ; le paysan, ne possédant rien autre chose que ses deux bras, les donne en gage, et hypothèque son travail libre. L'accumulation du travail obligé par le règlement, et du travail imposé par la nécessité, consume tout le temps de la population rurale. Sa concession de terrain devient entièrement illusoire, puisque le temps et les instruments d'exploitation lui font défaut à la fois ; elle n'est en réalité qu'une charge sans nul bénéfice, qui absorbe le peu de temps qui lui reste disponible (1). »

Pour ceux qui croiraient ces détails exagérés, nous devons constater ici l'aveu que nous a fait à nous-même un grand boyar de la Moldavie, propriétaire de vastes domaines, et appartenant à une des familles les plus considérables parmi les indigènes. « En Moldavie, nous disait-il, pour un grand nombre de propriétaires, les douze jours de travail du paysan, accordés par le règlement, équivalent en fait à trois cent soixante-cinq jours. »

Ce n'était pourtant ni un révolutionnaire, ni un réfugié qui nous parlait ainsi : nous pourrions le nommer

(1) Question économique, etc., pag. 36.

sans le compromettre, et plusieurs témoins entendirent avec nous cette sincère confession.

Nous devons ajouter qu'en Valaquie, les boyars montrent plus de retenue ou plus de raffinement. Chez les boyars moldaves, l'oppression marche à découvert, brutalement et sans pudeur ; chez les boyars valaques, elle se dissimule sous des formes de légalité, et enchaîne ses victimes par des contrats. Les Moldaves agissent en barons féodaux, les Valaques en juifs du moyen-âge. Partout où le règlement ouvre une voie aux contrats onéreux, le boyar valaque se fait homme d'affaires. Ainsi, par un article du règlement, les boyars ont le droit d'exiger des paysans les journées corvéables, soit en travail, soit en argent. Le Moldave préfère, en général, se faire payer en travail, parce que, comme nous l'avons dit, il fait durer le travail toute l'année. Mais le Valaque, spoliateur hypocrite, aime mieux la spéculation financière. Dès que le règlement permettait de se faire rembourser en argent, il fallait un tarif légal pour la main-d'œuvre. Or, la fixation de ce tarif est encore livrée à la décision du propriétaire. Par une disposition du règlement, c'est l'assemblée générale qui fixe, tous les trois ans, le prix légal de la main-d'œuvre. Mais ce prix légal, évalué arbitrairement par les boyars, n'est jamais en rapport avec la valeur réelle, qui nécessairement varie suivant les localités. Ainsi, à l'époque où la main-d'œuvre se trouvait estimée à une piastre et demie (1), elle n'était réellement dans les montagnes que d'une piastre, tandis que dans les plaines elle en valait deux. Qu'arrive-t-il alors? Le

(1) Une piastre vaut environ 35 centimes.

propriétaire exige des montagnards la redevance en argent, suivant le taux légal, et puis rachète leur travail au rabais. Dans les plaines, au contraire, il exige la corvée en travail ; et le paysan, voulant se racheter, paie nécessairement le rachat à un prix au dessus du prix légal ; de sorte que dans un cas, le prix légal est oppressif, dans l'autre, il ne sert pas de règle (1).

Enfin viennent les contrats de gré à gré ; et c'est là que se déploient les habiletés de l'usure. Par un arrangement signé entre le boyar et le paysan, le travail est transformé en valeur monnayée. Or, il arrive presque toujours, et cela est parfaitement prévu, que le paysan est dans l'impossibilité de s'acquitter. Alors le boyar se laisse attendrir, et transforme de nouveau l'argent en travail, décuplé par les intérêts.

Mais en supposant qu'il n'y ait aucun fait d'usure, en supposant qu'on s'en tienne à la lettre de la loi, au tarif légal, il en résulte que le paysan qui rembourse son travail en argent, paie 22 piastres de fermage pour chaque pogone concédé. Or, le prix d'achat à perpétuité d'un pogone est de 96 piastres ; d'où il suit que le paysan paie le fermage à raison de quatre fois et demie l'intérêt du capital en terrain, ou 22, 91 pour cent.

Quelques chiffres feront connaître les résultats mathématiques de cette iniquité.

Sur 330,000 familles de paysans en Valaquie, si le fermage se payait à 5 0/0 de la valeur du terrain, il aurait dû être payé annuellement à la propriété 11,550,000 piastres. Or, d'après l'évaluation du règlement, il est

(1) Question économique des principautés danubiennes.

payé 51,810,000 piastres, formant un excédant annuel de 40,260,000. Ce chiffre, multiplié par 22 années depuis que le règlement fonctionne, donne la somme de 885,720,000 piastres, prélevée usurairement par les boyars sur le peuple.

En Moldavie, les 190,000 familles corvéables devraient payer annuellement 9,500,000 piastres. Elles en paient 39,900,000; surplus 30,400,000. Ce surplus, multiplié également par 22, produit 668,800,000. Total des intérêts usuraires prélevés au profit de la propriété dans les deux principautés, 1,554,520,000 piastres, représentant en monnaie de France, somme ronde, 540,000,000 fr.

Dans cette somme ne sont compris ni la dîme, ni les transports, ni la claca, ni les abus dont le montant serait incalculable.

C'est ainsi que le règlement fait l'application de ce principe : « Le travail du paysan doit correspondre à la valeur réelle de la terre qu'on lui cède. »

Il existe encore d'autres charges indirectes dont nous n'avons pas tenu compte dans nos calculs.

En vertu de l'article 146 du règlement, le propriétaire seul a le droit de vendre sur sa propriété le vin, l'eau-de-vie et autres boissons, ainsi que de tenir boucherie et magasin d'épicerie, d'avoir des moulins, et de pêcher dans les étangs. Le propriétaire a donc le monopole de tous les objets de consommation. Ce monopole est vendu par lui à des juifs ou à des Grecs qui tiennent les boutiques, et qui ne sont pas gens à se contenter de petits bénéfices ; de sorte que les denrées de première nécessité coûtent dans les villages 50 p. 100 plus cher que dans les villes.

Le boyar lui-même ne se fait pas faute de débiter directement sa marchandise. Pendant l'hiver, il échange son eau-de-vie contre le travail d'été du paysan, escompte ainsi son avenir, et l'abrutit en l'appauvrissant.

Il n'est que trop vrai de dire avec un auteur valaque (1) : Le réglement organique est *la charte de la misère* du peuple, élaborée au plus grand bénéfice des boyars.

Mais à côté du propriétaire spoliateur, se présente encore le fisc.

Par un renversement de tout principe, les riches boyars, les opulents monastères, ne contribuent en rien aux charges de l'Etat. Le poids de l'impôt retombe tout entier sur la population agricole. Le paysan, après avoir amassé des trésors pour le propriétaire, doit encore engraisser tous les fonctionnaires, depuis les hospodars jusqu'aux derniers commis.

Pour l'assiette de l'impôt, les auteurs du réglement ne se sont pas mis en frais d'imagination. Elle repose sur le principe barbare de la capitation. Chaque paysan paye annuellement 30 piastres ; injustice criante sous les apparences de l'égalité. La capitation, fort légère pour le paysan aisé, pèse lourdement au pauvre. Qu'il ait ou non du pain, la capitation doit être payée.

A cette première charge, il faut ajouter :

1° 6 journées de corvée pour la confection et la réparation des grandes routes, ce qui fait, d'après le système ordinaire, 24 journées ;

2° 2 *paras* par chaque bête d'attelage, pour droits

(1) M. Jonesco.

d'entrée et de circulation dans les villes, et 4 *paras* pour la capitale;

3° Droits de péage des ponts particuliers ou publics, construits par les paysans eux-mêmes;

4° Service militaire par conscription, 1 homme sur 50 familles.

Enfin, *par suite de l'allègement des impôts*, dit naïvement le réglement, le prix du sel a dû être haussé. Nouvelle charge pour le paysan, auquel le sel est de première nécessité, tant pour sa nourriture, que pour celle de ses bestiaux.

Après les obligations envers l'État, viennent les obligations envers les communes.

1° Chaque paysan doit verser annuellement dans la caisse communale, le dixième de la capitation; soit, 3 piastres.

La loi autorise encore les communes, en cas de déficit par décès ou par toute autre cause, à s'imposer d'un second dixième; le paysan donne alors 6 piastres.

Si le déficit n'est point couvert, on en réfère au ministre des finances, qui peut autoriser un troisième dixième. En 1845, sous le ministère de Stirbey, il fut arrêté, en conseil des ministres, l'assemblée étant suspendue, que les villages pourraient s'imposer même d'un quatrième dixième. De sorte qu'il y a des villages dont les paysans payent 12 piastres au delà de la capitation.

2° Confection, entretien et réparation des chemins vicinaux;

3° Paiement du cachet et des registres du village;

4° Paiement des préposés du village et de l'instruction

primaire, à raison de 6 piastres par famille, pour les préposés, et de 2 piastres pour l'instituteur;

5° Enfin, dépôt dans les magasins de réserve d'une quantité de maïs, équivalant à 25 piastres par famille.

En somme, d'après les comptes officiels, la quotité annuelle payée par chaque paysan, tant à l'État qu'à la commune, monte, en Valaquie, à 150 piastres.

Voilà ce qu'il faut ajouter aux charges de la propriété.

Dirons-nous maintenant les perfides précautions prises par le règlement pour enchaîner le paysan à la terre, et pour en faire un véritable serf de la glèbe?

En principe, le cultivateur peut abandonner la terre où il se trouve; car en fait de principes, le règlement est généreux. Mais aussitôt viennent les restrictions qui font du principe un mensonge.

D'abord, deux familles seulement peuvent quitter une même terre dans le courant de l'année. Ensuite, le paysan qui veut changer de domicile est tenu :

1° D'en donner avis six mois avant la Saint-Georges à l'ispravnik (préfet) et au propriétaire.

2° De payer en argent comptant, et d'avance, toutes les prestations auxquelles il est tenu envers le propriétaire, dans le cours d'une année, qui comptera du jour où il quittera la propriété;

3° De verser dans la caisse du village qu'il quitte une somme égale à son imposition communale annuelle;

4° De s'acquitter d'avance de sa capitation pour toutes les années qui restent à courir jusqu'au recensement; (art. 144 du règlement.)

Or, le recensement ne se fait que tous les sept ans.

De sorte que le paysan qui se déplace peut avoir à payer d'avance la capitation de cinq ou six années.

Enfin, la maison qu'il a bâtie, les arbres qu'il a plantés, les champs qu'il a travaillés, restent en possession du propriétaire, sans indemnité (id.).

On le voit : à de telles conditions, le changement de domicile est impossible ; et le cultivateur, quoiqu'il fasse, reste parmi les meubles du propriétaire domanial. Le règlement lui dit qu'il est libre, et l'empêche en même temps d'user de sa liberté.

Tel est le fameux code de réforme imaginé par la puissance protectrice ! Voilà les soulagements promis au paysan par M. de Kisseleff ! Il faut en faire honneur aussi aux boyars qui l'ont rédigé, et parmi lesquels figurent en première ligne Bibesco et Stirbey. Le règlement organique n'est pas seulement un monument consacré au vol et à l'oppression ; c'est aussi un arsenal de guerres civiles, d'où doivent sortir un jour le massacre et l'incendie. Il est temps encore cependant de prévenir d'immenses calamités que les opprimés appelleraient la justice divine ; mais il faut pour cela qu'intervienne au plus tôt la justice humaine.

Rédigé à l'ombre d'une occupation militaire, mis au jour par une administration étrangère, le réglement organique fut inauguré dans le sang. En Valaquie, les paysans protestèrent contre les tyranniques bienfaits de M. de Kisseleff ; les soldats russes, envoyés dans les villages, prouvèrent à coups de fusil la douceur du réglement. En Moldavie, le mécontentement prit un caractère d'insurrection ; la répression fut plus cruelle. Des flots de sang inondèrent les sillons où l'on enchaînait le

paysan. Ce fut un beau jour pour la grande propriété ; le boyar prit possession d'une terre fertilisée par des cadavres.

Alors la rapacité se donna libre carrière. Car si les Russes étaient d'impitoyables protecteurs, les boyars étaient de rudes propriétaires, et le régime nouveau fut développé par eux avec toutes les ruses d'une savante usure.

Le pays tout entier en ressent bientôt les funestes effets. Les victimes, incapables de résister, cherchent un asile à l'étranger. Les paysans moldaves passent en Bucovine, en Bessarabie et dans la Dobrudja ; les Valaques, en Transylvanie, en Serbie et en Bulgarie. En vain les bords des fleuves sont activement surveillés et comme en état de siége ; les émigrants franchissent les intervalles libres de troupes. L'hiver surtout, les émigrations se multiplient, lorsque le Danube, arrêté par les glaces, forme un pont toujours ouvert. Plus de 40,000 familles s'établissent le long de la rive serbe ; en Bulgarie et jusqu'en Romélie, on en compte aujourd'hui plus de 100,000, qui ont quitté le pays depuis le règne du réglement organique, et leur nombre augmente tous les jours (1).

Même les populations étrangères qui avaient fui le régime turc, aimèrent mieux y retourner que d'accepter le réglement. Après la guerre de 1828, une colonie de Bulgares, composée de plus de 30,000 familles, avait créé en Valaquie de magnifiques établissements agricoles qui promettaient un riche avenir. Les oppressions du réglement

(1) Question économique, p. 48. — Dernière occupation des principautés danubiennes, par Chainoi, p. 101.

forcèrent la colonie de se dissoudre; les Bulgares repassèrent le Danube; et ceux d'entr'eux qui restèrent, fondèrent deux petits bourgs, mais renoncèrent à l'agriculture. Pendant les années 1834, 1835 et 1836, plus de 12,000 familles transylvaines, établies en Valaquie depuis près d'un demi-siècle, retournèrent dans leur pays.

La dépopulation se faisait si rapidement, les plaintes du paysan devenait si vives, que le prince Alexandre Ghika en fut effrayé. De 1837 à 1842, on le vit lutter contre les boyars en faveur du paysan, et ce sont ces justes réclamations, il faut le dire, qui soulevèrent contre lui les oppositions de l'assemblée. Les offices (1) du prince sont de constants réquisitoires contre les méfaits de la grande propriété. Les boyars n'y répondent que par des récriminations, où ils accusent les dilapidations du gouvernement. Il y avait matière à critiquer sans doute, mais ce n'était pas une réponse aux reproches qu'ils méritaient. D'ailleurs, dans les dilapidations du gouvernement, les boyars eux-mêmes étaient complices et bénéficiaires, tandis que le prince était désintéressé dans la question des paysans. On doit donc savoir gré au prince Alexandre Ghika, d'avoir pris hardiment la défense des opprimés, d'autant mieux que ce fut une des causes de sa chute.

On ne saurait se faire une idée de l'audacieux acharnement avec lequel les boyars de l'assemblée se firent les champions de leurs propres abus. En pleine séance, dans la session de 1842, un d'entre eux s'écriait avec un véritable enthousiasme de financier : « Le paysan est

(1) Communications à l'assemblée.

le capital du boyar (1). » De telles paroles n'ont pas besoin de commentaires. Ajoutons que ce boyar était l'écho des sentiments de la majorité.

Les trompeuses espérances qu'avait inspirées l'avènement de Bibesco firent croire aux paysans qu'ils allaient obtenir quelque soulagement ; les pétitions, les plaintes se multiplièrent. Mais Bibesco était parmi les propriétaires qui avaient combattu Ghika : complice des oppresseurs, il ne pouvait les mécontenter. Tout en diminuant de deux jours l'iobagie (2), il augmenta les jours de travail aux grandes routes, doubla le péage des barrières, et enchaîna davantage le paysan à la terre du boyar.

Tel est l'état de choses qui existe encore aujourd'hui en Moldo-Valaquie ; telles sont les relations entre propriétaires et cultivateurs. Le tableau n'a rien d'exagéré. Nous craignons même de l'avoir décoloré, tant il est difficile de peindre ce contraste inouï entre la misère et l'opulence, entre la victime et l'oppresseur. Pour résumer en quelques mots la constitution rurale des principautés, nous n'avons pas d'expression plus concluante que le fameux axiome socialiste, si faux comme principe général, mais devenu vrai dans cette application particulière : Dans les mains des boyars et des moines, *la propriété c'est le vol.*

(1) Question économique, p. 41.
(2) L'iobagie fut, en 1843, réduite de 14 jours à 12.

Clergé, monastères.

« Lorsque, dit Héliade (1), on parle des prêtres de village en Moldo-Valaquie, il faut se représenter un simple paysan égal en tout à ses paroissiens : même instruction, même costume, mêmes charges ; il laboure la terre, il nourrit sa femme et ses enfants; il paye les impôts, il fait la corvée quand les armées protectrices envahissent le pays ; il n'est censé savoir que lire les livres imprimés de l'Église; s'il sait, par hasard, écrire ou lire des manuscrits, c'est du luxe; il ne doit faire que l'office divin, et réciter les évangiles dans la langue nationale, tels qu'ils sont, sans commentaires. »

Cette touchante égalité du travail, de l'ignorance même, entre le paysan prêtre et le paysan cultivateur, est un lien qui fortifie le sentiment religieux ; et la parole du prêtre gagne une autorité plus grande par la souffrance commune. Quand le prêtre exhorte à la patience, il en offre l'exemple; quand il encourage au travail, il s'y met le premier. Mais aussi quand le paysan accuse ses oppresseurs, le prêtre laboureur s'associe à ses plaintes, et il puise dans l'évangile des métaphores qui sont tantôt des leçons de résignation, tantôt des leçons de colère. « Le paysan, c'est le fils de l'homme-Christ, ou l'humanité souffrante, n'ayant où reposer sa tête ; le propriétaire, c'est le représentant de César, ennemi de la doctrine du Sauveur, tyran de l'humanité. »

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine, en 1848, p. 27.

C'est par de telles paroles qu'il calme ou qu'il excite, soit en rappelant la patience du Christ, soit en signalant les iniquités de César. Aussi voit-on, dans le mouvement de 1848, les prêtres de village associés aux paysans, et donnant, par leur présence, une discipline à l'insurrection. Il est à remarquer, en effet, que ces paysans, auxquels assurément beaucoup pouvait être pardonné, car ils avaient beaucoup souffert, ne commirent dans la révolution aucun excès, même lorsqu'ils étaient maîtres de punir leurs bourreaux. Cette attitude indulgente dans la victoire, s'explique non-seulement par le caractère bienveillant et facile du paysan, mais aussi par la simplicité religieuse de son éducation. Il ne connaît d'autre lecture que l'évangile; c'est avec l'évangile que ses prêtres le dirigent, et c'est avec les textes de l'évangile que les chefs politiques de la révolution agissaient sur lui, soit pour le calmer, soit pour le soulever.

Une foi naïve et débonnaire le laisse sans doute en proie à une foule de superstitions. Les indulgences du prêtre, ses exorcismes et ses anathèmes, ont un grand pouvoir et donnent naissance à de ridicules pratiques; mais ce qui domine toutes les relations entre prêtres et paysans, c'est l'association de la douleur et l'action bienfaisante de la consolation religieuse.

Les prêtres des villes ne sont ni aussi malheureux ni aussi sympathiques. Ils prennent part aux intrigues des familles, dans ces pays où l'intrigue se mêle à toutes les actions; et de même que le prêtre du village offre dans sa physionomie morale les caractères du paysan souffreteux et patient, de même le prêtre de la ville, enveloppé dans l'atmosphère de la boyarie, est frappé par la conta-

gion, et tombe dans des relâchements qui partout ailleurs le compromettraient.

En politique, le clergé des villes n'est ni plus intelligent ni plus courageux que les boyars, et les métropolitains eux-mêmes, sauf quelques bons exemples que nous avons cités, ont plus d'une fois aidé l'étranger de leurs vœux et de leur influence. Nous avons vu aussi le métropolitain de Moldavie se joindre aux boyars pour contraindre Grégoire Ghika à augmenter le nombre des journées de corvée; nous verrons bientôt le triste rôle joué, pendant la révolution de 1848, par le métropolitain de Valaquie.

En dehors du clergé, un rôle important appartient aux monastères des deux principautés. Car il y a là une question plus nationale qu'ecclésiastique, plus politique et financière que religieuse.

Nous avons vu que de grandes portions de *l'ager publicus* avaient été concédées à des monastères et couvents, à la charge d'en appliquer les revenus à des œuvres de charité ou d'utilité publique. C'était, ainsi que nous l'avons dit, une espèce de fidéi-commis; les moines n'étaient pas propriétaires, mais simples dépositaires de biens consacrés aux pauvres, véritables gérants d'établissements de bienfaisance. Même les donations privées, faites par des boyars, portent le caractère conditionnel; elles sont toujours subordonnées à une œuvre de charité. Il y a obligation, tantôt de fonder et d'entretenir un hospice, tantôt de nourrir un certain nombre de familles indigentes, tantôt de doter annuellement un nombre déterminé de jeunes filles orphelines, etc.

Mais déjà sous les princes indigènes, les monastères,

ligués avec les boyars pour dépouiller le paysan, oubliaient les clauses des donations, et laissaient à l'abandon les pauvres, dont ils avaient la tutelle et les biens. Par le fait même des abbés, la donation se trouvait annulée; mandataires infidèles, ils n'avaient plus droit au dépôt territorial qui leur était confié. La propriété aurait dû rentrer au domaine public, qui ne s'en était dessaisi que sous certaines conditions. Mais princes et boyars usurpaient comme les moines; les usurpateurs se ménagèrent mutuellement.

Le châtiment leur vint des exemples qu'ils avaient donnés. Les Phanariotes, séduits par la richesse de la proie, s'immiscèrent promptement au gouvernement des biens monastiques. D'abord ils firent disparaître les titres originaux des donations, et les remplacèrent par des chrysobules émanés de leur propre autorité. En même temps, ces chrysobules *dédiaient* (en langue roumaine *inchinare*) les plus riches monastères du pays aux communautés grecques du Saint-Sépulcre, du mont Sinaï ou du mont Athos. Cette dédicace n'est présentée d'abord que comme un simple hommage, tendant à établir la suprématie de la race grecque sur la race indigène; elle n'impliquait nullement un droit de propriété, ni même un droit d'usufruit. Seulement, les monastères roumains prirent dès-lors l'habitude d'envoyer, à titre d'offrande, soit au Saint-Sépulcre, soit au mont Athos, une somme annuelle qui variait selon les revenus. Bientôt les bénéfices de la dédicace ne semblèrent pas suffisants aux communautés grecques. Elles obtinrent des princes phanariotes l'autorisation d'avoir, dans les monastères dédiés, des Igoumènes (abbés) pour les représenter et gérer en

leur nom. L'hommage dégénéra en servitude; à la place de l'offrande annuelle, les abbés grecs s'emparèrent de tout le revenu ; ils prétendirent même disposer des fonds. Les biens des indigens roumains étaient donnés aux riches couvents du Sinaï et de l'Athos, et près d'un tiers de la propriété foncière, dans les deux provinces, était livré à des mains étrangères.

Les boyars indigènes tentèrent vainement de réclamer ; ils avaient d'ailleurs assez à s'occuper de la défense de leurs propres biens. De longues discussions dans les assemblées, de fréquentes protestations demeurèrent sans effet. Les Phanariotes maintinrent les Igoumènes grecs; les trésors des monastères roumains continuèrent de passer à l'étranger.

Ces usurpations durèrent jusqu'à l'expulsion des Phanariotes. Alors Grégoire Ghika et Jean Stourdza, interprètes des sentiments publics, réclamèrent de nouveau à Constantinople; et la Porte, trouvant une occasion de plus pour châtier les Phanariotes, obligea, par un firman, les moines grecs à rendre ce qu'ils avaient pris.

Cependant les Roumains ne conservèrent pas longtemps ce qui leur appartenait. Le Russe, protecteur du saint Sépulcre, et patron des moines grecs, les ramena dans les principautés, en 1828, et les remit en possession des monastères, et le règlement organique consacra cette nouvelle spoliation.

Pour pallier cependant l'iniquité, une légère concession fut faite aux Roumains. Le règlement décida qu'une redevance annuelle de 2,000,000 piastres (700,000 fr.) serait allouée par les couvents à la Caisse des écoles moldo-valaques. Et encore sur cette somme,

300,000 piastres étaient-elles attribuées au patriarche de Constantinople, pour subvention aux écoles grecques de la Turquie.

Or, il y a en Valaquie 59 monastères, 43 en Moldavie ; sur ce nombre, 28 sont dédiés au mont Athos. Il est reconnu que le revenu total de ces établissements se monte aujourd'hui à 10 millions de francs. C'est donc un tribut de plus de 9 millions, que les deux principautés réunies paient chaque année aux monastères grecs situés hors du pays. Le couvent du mont Athos figure approximativement pour le quart.

Et cependant avec tous ces avantages, les moines grecs protestèrent contre le faible tribut qu'on leur imposait, et refusèrent de se soumettre au règlement. Une commission fut nommée, et sur son rapport, M. de Kisseleff condamna les moines à payer la redevance annuelle. Mais à Constantinople, l'ambassade russe en décida autrement ; les deux cours protectrices ordonnèrent que, pendant dix ans, les moines grecs ne paieraient aucune contribution à l'Etat dont ils détenaient les biens. A l'expiration de ce terme, c'est-à-dire en 1843, la Russie, profitant du moment où l'on allait avoir besoin d'elle pour une nouvelle décision, voulut se ménager des avantages personnels dans une discussion dont elle se faisait arbitre. Elle proposa donc de transformer les cultivateurs habitant les terres des couvents, et les moines grecs eux-mêmes, en sujets russes, dépendant des consulats de Bucharest et de Jassy. C'était faire relever de la juridiction consulaire russe le cinquième du territoire des principautés. Les moines, justement effrayés de cette offre de naturalisation, repoussèrent ce dangereux

honneur. Dès lors le czar, retirant sa main protectrice, les livra aux hostilités des Roumains, bien assuré qu'ils seraient obligés de revenir à lui. Bibesco, en effet, profita de l'isolement des moines grecs pour les soumettre à des contributions de toute nature. Non seulement il frappa les monastères d'emprunts forcés, qu'il ne devait jamais rembourser ; mais encore il les contraignit de lui faire des dons considérables, chaque fois qu'il s'agissait de la reconnaissance de leurs abbés, de la confirmation de leurs fermages, et de la signature des sentences judiciaires. Un exemple entre mille donnera la mesure de ses actes. L'abbé du monastère de Saint-Georges à Bucharest avait perdu les titres des terres dépendantes de ce monastère, dans l'incendie qui dévora, en 1847, une notable partie de la ville. Il demanda que les copies qui existaient de ces titres fussent légalisées. Mais il lui fut répondu qu'on ne lui accorderait le paraphe nécessaire que moyennant le don d'une terre qui rapportait 65,000 piastres de revenu. Il dut subir la condition de cet onéreux pot-de-vin (1).

Les exigences devenant de jour en jour plus oppressives, les moines, en 1847, furent obligés, ainsi que cela se prévoyait, de recourir de nouveau à la protection moscovite. Un firman, dicté par l'ambassadeur russe, régularisa la contribution annuelle des couvents, soumis désormais à payer 20,000 ducats (240,000 fr.) pour les deux principautés. Tout le monde fut mécontent : les Roumains, parce que l'impôt n'était pas proportionné aux richesses; les moines, parce qu'ils préten-

(1) La principauté de Valachie sous le prince Bibesco.

daient être affranchis de tout impôt. Mais on avait soin de les avertir qu'ils ne deviendraient indépendants qu'en devenant sujets russes.

Il est important d'ajouter que ce sont les immenses revenus des couvents moldo-valaques qui donnent aux moines grecs de la Palestine une si grande influence dans leurs querelles avec les Latins. Tout l'argent cependant ne va pas chez eux ; une bonne partie est réservée à la légation russe de Constantinople, qui s'en aide merveilleusement dans ses intrigues. Quand donc la diplomatie occidentale se mettra-t-elle au courant des choses secrètes qui font la force de la Russie dans la paix comme dans la guerre ?

Tziganes.

La Moldo-Valaquie est le seul pays de l'Europe chrétienne où se rencontre encore l'esclavage ; et ce n'est pas un des moindres griefs de l'histoire contre cette population de boyars, qui implorent la compassion des grandes puissances, et sont eux-mêmes sans compassion ; qui demandent l'indépendance, et ne savent pas respecter la liberté humaine. Ce n'est jamais impunément qu'on dédaigne les plus saintes lois de la morale. On compromet par-là sa propre dignité ; on perd surtout le droit de se recommander à la protection des autres.

Les Tziganes forment dans les deux principautés une population d'environ 300,000 âmes, plus nombreux cependant en Moldavie qu'en Valaquie. Il s'en trouve aussi 140,000 dans les autres pays roumains : Transylvanie, Bucovine et Banat de Temeswar. Dans aucune autre

contrée de l'Europe, ils ne se sont maintenus si nombreux ; cela tient sans doute à ce qu'aucune autre contrée n'a si obstinément conservé les habitudes et les mœurs du moyen âge.

Mais d'où viennent-ils? A quel siècle faire remonter ces prodigieuses émigrations qui ont envahi toutes les terres de l'ancien hémisphère? C'est une question longtemps débattue, et jamais parfaitement résolue. Le nom de *Gypsies*, que leur donnent les Anglais, fait supposer qu'ils viennent d'Egypte ; l'appellation de *Bohémiens*, en France, indique une autre origine ; dans un décret du roi de Hongrie, Uladislas, en 1496, ils sont nommés *Pharaones;* et enfin on les appelle *Gitanos* en Espagne, où on les croit venus de la Tangitane, etc. Eux-mêmes dans leur propre langue s'appellent partout *Rômes*.

Pour s'accorder sur toutes ces différentes origines, peut-être est-il un moyen bien simple ; c'est de reconnaître qu'ils viennent de partout. En effet, à la naissance des sociétés modernes, on les rencontre en tout pays ; ce qui prouve que leurs invasions remontent à la plus haute antiquité. M. Vaillant, dont les savantes recherches en cette matière doivent faire autorité, les retrouve dans les anciens cyclopes, et démontre leur affinité avec les *abas* de Perse et les *anak* de Tartarie, avec les *abantes* de l'Eubée et les *anax* de la Grèce, avec les *abases* du Caucase, et les *anakins* de Kanaan, avec les *curètes* de Colchide et de Crète, avec les *curi* et les *quirites* du Latium, avec les *curils* des Gaules et les *couri* de la Baltique (1).

(1) Origine, état actuel, aptitudes et croyances des Jases ou

Envahisseurs de toutes les terres de l'ancien continent, les Rômes venaient des Indes, ainsi que le démontre le langage de ces derniers débris de la race, connus dans les pays roumains sous le nom de Tziganes. Leur idiome, en effet, n'est, selon M. Vaillant, autre chose que le sanscrit, que, depuis longtemps, on ne parle plus aux Indes, et qui est resté déposé dans les livres sacrés, comme un antique monument dont les plus savants parmi les Hindous possèdent seuls la clef. La clef est aussi restée aux mains des Tziganes roumains, qui, en outre, par l'étrange puissance des traditions perpétuées depuis plus de trois mille ans, sont encore dépositaires des sciences astronomiques de la Bactriane et de la Chaldée. Il n'appartient pas à notre sujet de raconter les mystérieuses révélations faites à M. Vaillant par les Tziganes sur les anciennes cosmogonies de l'Orient, d'où dérivent tous les symboles du christianisme. Qu'il nous suffise d'indiquer la conclusion à laquelle a été amené le savant ethnographe, par ses longues conversations avec les Tziganes, et par ses fréquentes visites à la tanière des parias du Danube · conclusion singulière et qu'il lui appartient de développer. Les Rômes, selon lui, Bohémiens, Gypsies, Gitanos, Zingaris, Vagaris, Zakindis ou Tziganes, ont été les premiers habitants des contrées occidentales de l'Europe, descendus des plateaux de l'Inde, dépossédés ensuite par les peuples qui ont précédé le monde gréco-romain, Pélasges, Etrusques, Hellènes, Latins, Celtes, Germains, Kimris et Gaëls. En un mot, les Rômes sont

Rômes, dits bohémiens, par J. A. Vaillant (de Bucharest), n[os] 590, 593, 596, 601 et 605 de l'*Illustration*, rue Richelieu, 60.

relativement à notre monde moderne les premiers indigènes.

Aussi disions-nous plus haut que peut-être les Bohémiens (pour nous servir du terme français) viennent de partout. Les Rômes de l'Inde, établis dans tous les pays de l'Occident, avaient pu, par suite de guerres et de nouvelles invasions, se déplacer de nouveau, et apparaître en fuyards au milieu de peuples qui, déjà assis par la conquête, avaient depuis longtemps chassé ou réduit en esclavage les ancêtres des arrivants.

Ce qui a fait croire à une autre origine, beaucoup plus récente, c'est qu'au treizième et au quatorzième siècle, au moment des grandes invasions mogoles de Djengyz-Khan et de Tamerlan, il se fit en Occident de nombreuses émigrations de fuyards, qui, menant une vie errante, passant d'un pays à l'autre, vivant en dehors des lois sociales, furent promptement confondus avec les nomades anciens.

Il est facile pourtant de reconnaître les deux types bien caractérisés de deux races différentes, parmi les Tziganes actuels, dans les pays roumains. Les uns ont les cheveux crépus, les lèvres épaisses, le teint fortement basané. Les autres ont le profil droit, le teint olivâtre ou d'un blanc mat, les cheveux lisses, les traits réguliers, tous les caractères de la race Indo-Caucasienne. Ceux-ci descendent des anciens émigrants; ceux-là des fuyards du treizième et du quatorzième siècle. Les premiers ont l'intelligence vive et prompte à se plier aux leçons de la civilisation; les seconds se plaisent dans leur ignorance et résistent à tous les essais d'amélioration. Les uns se font une demeure, espèce de tanière creusée en terre, qu'on

appelle *bordeil*; souvent même ils se fixent dans les villes : les autres conservent opiniâtrément la vie erraute. En Transylvanie, Joseph II essaya de les attacher à la terre. Ils furent placés sur des domaines seigneuriaux, qu'il leur était défendu de quitter. A force d'inconduite, ils s'en firent chasser. On leur construisit des maisons : ils y établirent leurs vaches, et dressèrent leur tente à côté. Les enfants mis chez les villageois en apprentissage, se sauvèrent et regagnèrent les tentes de leurs parents.

D'autres essais furent plus heureux; c'est qu'on avait affaire à des Tziganes de race indienne.

C'est parmi ceux-ci que se rencontrent les hommes initiés aux traditions orientales. Selon M. Vaillant, et nous pouvons l'en croire, leurs vieillards expliquent avec une merveilleuse sagacité, par les phénomènes de l'astronomie, toutes les diverses religions. Les enfants mêmes recueillent de la bouche de leurs pères de poétiques inspirations qui étonnent le voyageur. Un jour, en 1837, que M. Vaillant parcourait avec quelques-uns d'entre eux la route de Schumla à Razgrad, les enfants qui marchaient en avant, voyant le soleil poindre à l'orient, s'écrièrent : *Io panuel*, c'est-à-dire, voici celui qui est *Pan*, *Tout*, l'homme du ciel, Dieu, le soleil.—*Jese de sobo Krin*, il sort de dessous le lis, dit l'un d'eux. — *Urgaha*, il monte au ciel, dit un autre, et celui-ci montrant au voyageur la lune, dont le disque blanchi se perdait à l'occident dans l'azur du ciel : *Iak ebhu dabes*, continua-t-il, l'œil de la terre pâlit (1).

Pour les Tziganes, toute religion repose sur les affinités

(1) **Illustration**, *ut supra*, n° 605.

et les harmonies des phénomènes astronomiques ; et le brahminisme, le judaïsme, le christianisme, ne sont que des formes de la religion dont leurs ancêtres leur ont révélé les mystères cosmogoniques. Le ciel est une vaste mer de ténèbres, d'où sort, où rentre la lumière, où voguent et voyagent sans cesse la lune, le soleil et les astres, comme les vaisseaux des hommes sur l'Océan terrestre. Dieu est l'*ix* ou l'*axe* invisible, inconnu, autour duquel tourne le temps éternel, comme le ciel tourne par son axe autour de Dieu qui l'emplit ; la zone sidérale, que nous appelons zodiaque, est la *stole* ou l'étole, la robe étoilée dont Dieu se revêt à l'orient, quand le soleil se couche à l'occident ; et c'est de cette robe (*apo-stole*) que sortent toutes les grandes voix qui, dans tous les siècles, se sont fait entendre aux hommes ; les quatre points des solstices et des équinoxes sont les quatre principaux messagers célestes ; les quatre saisons ou temps, que ces points déterminent, sont les quatre grands livres de Brahma ou d'Hermès, les quatre grandes voix ou oracles de Dieu, ses quatre grands prophètes ou évangélistes ; les douze mois qui remplissent ces quatre grands temps sont les douze petits livres de Dieu, les douze bœufs ou taureaux de la nuit et du jour, qui soutiennent l'océan des temps et le mur d'airain du temple de Salomon, les douze tables de la loi de Moïse et de Romulus, où sont écrits les dix commandements de *Bud-dha* ou de Moïse, les douze fils de Jacob, rochers d'Israël au Sinaï et au Jourdain, et les douze apôtres de Jésus, rochers du Christ au Jourdain et sur le Golgotha (1).

(1) M Vaillant, l'Illustration, n° 605.

Quelle que soit la valeur de ces poétiques conceptions, fortes ou faibles, vraies ou erronées, elles annoncent du moins chez les Tziganes des habitudes de méditation bien étrangères assurément aux maîtres qui les achètent ou les vendent sur le marché.

Il est vrai que ces connaissances mystérieuses n'appartiennent qu'aux sages des tribus ; mais elles se perpétuent d'âge en âge, et toujours quelques élus restent dépositaires des secrets de la vérité sociale.

Quant à la masse de ces populations deshéritées, voici le portrait qu'en fait M. Vaillant.

« Les Rômes sont partout tels qu'on les a rencontrés en Europe, tels qu'on les retrouve en Bucharie et aux rives du Sind, à Bucharest et au Malabar, en Europe et en Syrie ; nomades par esprit d'indépendance, comme le mogol et l'arabe ; comme eux durs à la fatigue, tannés de peau et vigoureux ; d'une douce âpreté comme les fruits dont ils se nourrissent, fiers et superbes comme le ciel des Indes, comme les montagnes qu'ils ont franchies pour arriver jusqu'à nous ; aimant la vie, et y tenant telle qu'elle est ; riant et chantant sur leurs chevaux qu'ils aiment et leurs ânes qu'ils abhorrent, comme Bacchus et Silène à leur retour des Indes ; lubriques comme les satires et danseurs comme les bacchantes ; humbles et résignés sans honte comme le captif, souples et discrets comme l'esclave ; grossiers comme le sauvage et voleurs comme le singe ; bavards, querelleurs, violents comme des enfants mal élevés, par surabondance d'imagination et dérèglement d'esprit ; timides dans les actes ordinaires de la vie, intrépides dans le péril, presque toujours misérables et nus, ou couverts de haillons ; souvent laids et

défigurés par la cruauté des particuliers dont ils sont le jouet en naissant, par les maladies contre lesquelles ils n'ont ordinairement que les plaintes et les sortiléges; indifférents pour toute religion, et ne se faisant aucun scrupule d'en changer selon les temps et les lieux; cependant intelligents, actifs, industrieux, bons imitateurs, musiciens nés, aptes à se façonner à toute civilisation; mais ne voulant être façonnés que par une main sans rudesse et des lois fortes sans cruauté; dignes enfin de l'être par les souffrances d'un long martyre, pendant lequel ils ont poussé le courage jusqu'au stoïcisme (1). »

A l'appui des dernières lignes de cette citation, nous devons rappeler l'enthousiasme des Tziganes lorsqu'en 1848, le gouvernement provisoire proclama leur affranchissement : ils s'en montrèrent dignes et par leurs sentiments et par leur conduite. A cette époque, une statue de la liberté s'élevait dans la cour du palais du gouvernement. Les Tziganes ne s'en approchaient pas sans se découvrir, s'inclinaient devant elle, et lui criaient tantôt avec des rires, tantôt avec des larmes : *Liberté, sainte liberté, bonne mère! nous te ferons trois bandeaux d'or.*

A Craïova, dans le mouvement dirigé par Maghiero, celui-ci était secondé par un Tzigane. « Nous ne pouvons pas oublier, dit Héliade, un personnage à stature herculéenne qui se faisait remarquer au-dessus de la foule, à Craïova, le brave et loyal David, un esclave, un Tzigane. On croyait voir Spartacus brisant les chaînes de ses frères et conduisant les masses à la conquête de la liberté. Cet homme joua un beau rôle durant les trois

(1) L'Illustration, *ut suprà*, n° 601.

mois du mouvement. Maghiero eut en lui un puissant auxiliaire pour dompter la réaction et maintenir l'ordre (1). »

Les Tziganes avaient aussi, en 1830, lorsqu'on rédigea le règlement organique, attendu de M. de Kisseleff des paroles d'affranchissement. Mais les boyars, déjà mécontents de perdre les Scutelnici, supplièrent le protecteur de leur laisser les esclaves, et firent légaliser de nouveau leurs droits de possession.

Les premières lois connues dans les deux principautés, sur le règlement de l'esclavage, remontent à Radu IV et à Etienne le Grand, qui firent du cinquième des Tziganes une propriété de l'Etat. Après eux, Mathieu et Basile le Loup, Caradja et Callimachi livrèrent les quatre autres cinquièmes en propriété aux boyars et aux monastères.

Les Tziganes sont aujourd'hui divisés en trois classes :

1° Les Rômes de tribus ou *laïesi*, formant diverses corporations selon leurs états, orpailleurs (aurarii), oursiers (ursarii), faiseurs de cuillers de bois, charbonniers, étameurs, serruriers, maquignons et maréchaux ferrants, luthiers ou musiciens.

2° Les Rômes de foyer ou *vatrari*, c'est-à-dire domestiques. Ceux-ci exercent dans les grandes maisons les emplois inférieurs, servant d'aides et de victimes aux domestiques à livrée. Quelques-uns cependant s'élèvent jusqu'aux fonctions de cocher, de cuisinier ou de valet de chambre.

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, par J. Héliade Radulesco, p. 94.

3° Les *netotsi* ou athées, demi-sauvages et demi-nus, toujours errant sans but, vivant de rapines, se nourrissant de la chair des chats et des chiens, des souris et des rats, n'ayant ni tentes, ni bordeils, ni chariots, couchant sur la terre ou s'abritant sous des ruines, ne ressemblant aux *laïesi* et aux *vatrari* ni par la physionomie extérieure, ni par les facultés intellectuelles, mais offrant tous les caractères de la race nègre. Ils descendent probablement des émigrants du treizième ou du quatorzième siècle. Leur nombre, du reste, diminue de jour en jour. Beaucoup ont été bannis par suite de leurs méfaits; et, la loi ne permettant plus la vie errante, d'autres se sont fondus avec les Laïesi.

Chaque tribu élit son juge et son chef suprême. Celui-ci se nomme *Bul-basha* et représente l'autorité légale. L'élection se fait en pleine campagne, et le Bul-Basha est porté sur les bras de ses compagnons comme sur un pavois. Le juge et le Bul-Basha vont presque toujours à cheval, portent la barbe longue, en signe de noblesse, et prennent pour insignes de leur dignité un long manteau rouge, des bottines de couleur, le bonnet phrygien et un petit fouet à trois lanières. Ce sont eux qui décident les contestations judiciaires : le juge prononce en première instance; le Bul-Basha en appel. Les jugements en dernier ressort appartiennent au grand *Armash* ou directeur général des prisons, duquel ils relèvent tous. Le Bul-Basha est chargé par l'Etat de percevoir les contributions des familles de sa tribu, sur lesquelles il reçoit deux pour cent, en guise de liste civile.

Quoique dégénérée par une longue servitude, cette

race orientale conserve encore des traces visibles de la haute intelligence qui appartenait à ses ancêtres.

Les Laïesi surtout ont l'esprit vif, souple et délié. Les maquignons, qui prennent aussi le nom de mohani, ne le cèdent en rien à la réputation des gens de cet état. Ils avouent eux-mêmes en toute franchise qu'ils sont *mohani* c'est-à-dire faux et trompeurs, comme *Mohana*, déesse indienne de la misère, qui s'appelle ainsi parce que, pour vivre, elle a besoin de la fausseté et de la ruse (1). Une habileté de meilleur aloi est celle qu'ils montrent dans la serrurerie, la chaudronnerie et la fabrication de mille babioles en cuivre et en étain, le tout sans autres maîtres qu'eux-mêmes, sans autres instruments qu'une enclume, des pinces, des marteaux, des limes, et *leur double soufflet*, toujours semblable, dit M. Vaillant, depuis trois mille ans, à celui de cet Abas de l'Eubée qui, dans un antre d'Arcadie, s'occupait à forger les cercles de fer qui devaient relier le cercueil d'Oreste.

Mais où ils excellent, c'est dans la musique. C'est un art qui naît avec eux, une poésie qu'ils tiennent de leur organisation. Sans études, sans efforts, sans savoir une note de musique, ils exécutent, après une première audition, les morceaux les plus compliqués de nos grands maîtres; et eux seuls sont les conservateurs traditionnels des airs nationaux de la Moldo-Valaquie et de la Transylvanie. Dans les deux principautés, il n'y a pas d'autres ménétriers pour les orchestres des bals.

Leurs instruments favoris sont le violon, qu'ils appellent *sbah-aldja*, c'est-à-dire roi des instruments; la *kobza*,

(1) M. Vaillant, *ut supra*.

espèce de mandoline, et la *neï* ou flûte de Pan, qu'ils ont apportée de Perse.

En Transylvanie, beaucoup de Tziganes, rendus à la liberté, savent se créer avec leur talent musical une existence indépendante et heureuse, sans cependant se mêler aux autres races. Dans la ville de Clausenbourg, à une extrémité des faubourgs, deux cents maisons qui longent les remparts sont occupées par une tribu de Tziganes, tous musiciens. Ils se réunissent par bandes, où ne sont admis que ceux qui ont fait preuve de talent, et vont se faire entendre de côté et d'autre. Au retour, ils se partagent la recette, et il arrive quelquefois que le lot de chacun de ces artistes ambulants monte à une somme considérable. (1)

En 1830, Constantin Soutzo, de Valaquie, eut l'idée de composer avec les Tziganes un orchestre régulier, capable d'exécuter la musique européenne. Il fit, en conséquence, venir d'Allemagne un maître de chapelle, acheta des instruments, disposa pour logements et salles d'étude sa propre maison, choisit parmi ses laïesi une centaine de sujets jeunes et bien faits, qu'il fournit de vêtements convenables, laissa au maître le soin de guider chacun dans le choix de l'instrument, et fut si bien récompensé de son œuvre, qu'au bout de deux ans, ses musiciens remplaçaient au théâtre les artistes absents, et formaient un orchestre intelligent, qui rivalisait avec la musique des régiments valaques, et qui abordait avec succès les morceaux les plus savants des compositeurs de l'Europe. Appelés tout à coup à la vie intellectuelle,

(1) De Gérando, la Transylvanie et ses habitants.

ces hommes s'en montrèrent dignes : on ne pouvait mieux protester contre les abrutissements de l'esclavage.

La leçon put profiter aux maîtres non moins qu'aux esclaves. Déjà quelques boyars commençaient à comprendre tout ce qu'il y avait d'offensant pour la morale dans cette possession de troupeaux humains. Des discussions s'engagèrent à ce sujet ; malgré des clameurs intéressées, le droit fut mis en question, et les hommes honnêtes se montrèrent prêts à faire des sacrifices. En 1834, le colonel Campiniano donna l'exemple, en affranchissant tous ses esclaves. Malheureusement, son empressement fut nuisible à ceux même qu'il voulait servir. La plupart d'entre eux, ignorants et nus, ne surent que faire d'une liberté qui les affamait ; ceux-là seulement qui avaient une profession ressentirent les bienfaits de cette mesure ; les autres, jetés sans ménagement dans une vie nouvelle, se prirent à regretter la servitude. Cependant, malgré les déceptions d'un essai malheureux, on dut rendre hommage au désintéressement de Campiniano ; et ce désintéressement parut plus méritoire par le triste contraste d'un tout autre exemple. Stirbey, poussé par la protection de M. de Kisseleff à de hautes fonctions, se trouvait trop à l'étroit dans une maison ordinaire, et faisait construire à grands frais un hôtel fastueux. L'argent venant à manquer, il fit ressource de ses Tziganes, les vendant à droite et à gauche, sans tenir compte ni des alliances ni des liens de parenté. On se rappelle encore à Bucharest le lamentable spectacle que présentait le faubourg de Gorgan, tout encombré de femmes et de mères éplorées redemandant leurs maris, appelant par leurs noms les enfants qu'on leur a ravis,

s'arrachant les cheveux, déchirant avec les ongles leurs poitrines mises à nu, et vouant l'impitoyable vendeur à l'exécration des hommes et à la malédiction de Dieu.

Après de profitables ventes en détail, Stirbey livra en masse le reste de son troupeau au banquier Oprano pour une somme de dix mille ducats (120,000 fr.).

L'émotion fut générale dans la ville, peu accessible cependant aux tendres compassions. Mais jamais, même dans ce pays à esclaves, la traite des blancs ne s'était faite sur une si grande échelle, avec tant d'impudeur.

Ce scandaleux débit de chair humaine eut néanmoins pour effet d'appeler de nouveau les esprits vers des pensées de réforme. Aucun boyar, il est vrai, même parmi les plus libéraux, n'était disposé à suivre l'exemple de Campiniano. Mais la question d'affranchissement s'agitait entre eux, et les boyars de l'opposition nationale préparaient une loi qui pût, au moyen d'une indemnité, concilier les intérêts des maîtres avec les droits de l'humanité. Quelle fut cependant leur surprise et leur indignation, en apprenant que Stirbey voulait les prévenir, en présentant lui-même une loi de rachat. Cet effronté maquignon, qui, un an auparavant, avait soulevé tant de colères par un épouvantable commerce, prétendait dérober le mérite d'une initiative dans une mesure de réparation : chargé des bénéfices d'un crime, il voulait les profits d'un bienfait !

L'irritation publique se manifesta si vivement contre cette audacieuse hypocrisie, que Stirbey dut mettre fin aux élans de sa philanthropie, et laisser les honneurs d'une bonne œuvre à de plus dignes que lui. Malheureusement l'essor se trouva ralenti par ce fâcheux inci-

dent ; l'opposition fut distraite de sa bonne pensée par ses querelles avec le prince ; et d'ailleurs l'indemnité pécuniaire demandée, même par les plus généreux, devenait un obstacle.

Tous les projets d'affranchissement se perdaient donc en des vœux stériles, lorsque le prince Alexandre Ghika donna un exemple qui doit lui faire pardonner bien des fautes. En 1837, il ordonna l'affranchissement de tous les Tziganes appartenant à l'Etat. Quatre mille familles furent rendues à la liberté, et réparties dans les villages des boyars, à charge, par ceux-ci, de leur donner des terres de labour, et de les considérer à l'égal des paysans. Il est vrai que, d'après ce que nous avons vu, ce n'était guère améliorer leur bien-être matériel. Mais au moins ces affranchis entraient-ils dans la grande communauté des hommes ; ils devenaient enfants du sol, Roumains au lieu de Tziganes ; ils s'appartenaient à eux-mêmes.

Les Rômes, ainsi colonisés, furent divisés en 89 intendances, relevant d'autant d'intendants par eux élus, et placés sous la surveillance suprême du grand *Armash*. Ceux qui avaient des états, chaudronniers, serruriers, maréchaux ferrants, etc., les ont conservés. Chaque affranchi paie annuellement au trésor 11 fr., et à l'administration des prisons 1 fr. 50 c. Les orpailleurs sont taxés à 17 fr. pour le trésor et à 3 fr. pour ladite administration. Ce second droit versé entre les mains du grand Armash est affecté au rachat à venir des Tziganes appartenant aux boyars.

Ces sages mesures, quoique bien incomplètes, furent suivies d'heureux résultats. Les quatre mille familles

esclaves ne rapportaient à l'Etat que quarante-cinq mille francs de revenu. Aujourd'hui ce produit est doublé. Hommes et femmes s'occupent du labour, et les enfants envoyés à l'école, prouvent par leur intelligence que cette race tant méprisée est digne de partager les droits de tous.

Le prince Alexandre Ghika avait lutté en vain pour améliorer le sort des paysans. Mais au moins eut-il la satisfaction de pouvoir attacher au sol les esclaves nomades : il n'en fit d'abord, il est vrai, que des corvéïeurs ; mais c'était préparer des citoyens pour un prochain avenir.

Ces heureux essais furent d'un bon exemple. Il ne manquait pas de gens qui avaient contesté l'aptitude des Tziganes à une vie fixe et laborieuse : ils durent se rendre à l'évidence, et reconnaître que les Tziganes méritaient d'être comptés au nombre des hommes. Des poètes se plurent à célébrer dans leurs vers la régénération d'une race maudite. La voix de l'humanité retentit jusqu'en Moldavie, et bientôt à Jassy comme à Bucharest, de généreux accents firent appel à la sollicitude du prince. Stourdza ne fuyait pas l'occasion de bien faire, quand il ne lui en coûtait rien. Cédant aux entraînements de l'opinion publique, il présenta le 31 janvier 1844, à l'assemblée moldave, un projet d'affranchissement des esclaves des monastères et du clergé.

Suivant les dispositions de cette loi, les Rômes domiciliés sur les terres du clergé rentrèrent dans la classe des autres hommes libres, ayant les mêmes droits, et remplissant les mêmes obligations que les cultivateurs indigènes.

Ceux qui exerçaient des métiers dans les villes, furent compris dans la classe des patentés. « En vertu de ces

principes, dit la loi, les Rômes appartenant au clergé, considérés désormais comme les autres hommes, auront le droit de se marier avec des Moldaves. »

Ainsi d'un côté, les Tziganes de l'Etat en Valaquie, de l'autre, ceux du clergé en Moldavie, sont rendus à la liberté par des actes publics, qui deviennent des hommages au principe de fraternité humaine. Tout le monde applaudit aux deux hospodars, même les boyars possesseurs d'esclaves ; leur enthousiasme cependant ne va pas jusqu'à l'imitation. Ils avouent l'injustice de l'esclavage, mais ils connaissent la valeur d'un esclave, et le suprême effort de leur vertu serait de consentir à un acte d'humanité moyennant indemnité pécuniaire. En pareille matière, selon nous, l'indemnité est un contre-sens ; car l'indemnité est la reconnaissance d'un droit. L'affranchissement des esclaves est une expropriation, non pour cause d'utilité publique, mais pour cause de morale publique. L'utile veut une indemnité, parce que l'utile a une représentation matérielle qui s'estime en argent. La morale n'a pas de signe matériel, et doit se placer au-dessus des lois d'indemnité et d'escompte.

Les Moldo-Valaques demandent à l'Europe à être remis en possession de leurs droits. Ils ont raison sans doute. Mais pour mériter la liberté, ils doivent rendre la liberté à des hommes nés sur le même sol qu'eux, possesseurs du sol avant eux et qui, plus qu'eux, ont droit à une indemnité pour toutes les afflictions de la servitude.

Ou bien si le cri d'affranchissement ne part pas spontanément de tous les cœurs, c'est aux nations de l'Occident à faire justice. Elles sont aujourd'hui, par la force

des événements, investies de la tutelle des deux principautés. Que leur premier acte de gestion soit une grande leçon de morale, le baptême de la liberté pour des frères nouveaux. Qu'en même temps elles assurent aux Roumains l'indépendance nationale. Ce sera, n'en doutons pas, une suffisante indemnité (1).

Classe moyenne, Juifs et Grecs.

Nous avons vu comment, dans la propriété territoriale, la spoliation du mosnen détruisit la classe moyenne. Elle aurait pu se constituer dans les villes par le commerce et l'industrie. Mais les habitudes agricoles de la population, le défaut de capitaux, les préjugés mêmes d'une société à peine sortie des idées du moyen-âge, ont livré toutes les transactions commerciales à des mains étrangères. Et, de même aussi qu'au moyen-âge, ce sont les Juifs qui sont devenus les traficants de toutes les denrées, les escompteurs et les fournisseurs. Il est vrai que, dans ces pays, les marchands grecs leur ont fait concurrence ; mais le Grec, en fait d'usure, est aussi savant que le Juif. C'est ce que la Valaquie a trop bien appris à ses dépens. Le gouvernement de cette province, fatigué des exactions des Juifs, ordonna leur expulsion. Ils furent remplacés par des Grecs. Rien ne fut changé que le nom de l'usurier, et, dans les deux principautés, le commerce devint entre les mains des deux tribus rivales,

(1) Nous ne pouvons abandonner ce sujet, sans remercier M. Vaillant, qui a bien voulu, à l'appui de ses savantes publications, nous communiquer des documents inédits, sans lesquels il nous eût été difficile de nous guider dans l'histoire obscure d'une race dédaignée.

un métier de ruses, de malversations et de rapines. Le commerçant fut, en Valaquie et en Moldavie, méprisé comme il méritait de l'être ; mais le mépris retomba sur le commerce même, et personne, parmi les indigènes n'aurait voulu se compromettre dans une profession avilie. Il en résulte que la nation est privée de ces forces intermédiaires, qui touchant d'un côté au peuple dont elles sortent, de l'autre, aux classes élevées où elles tendent, sont comme les grandes artères de la vie sociale qu'elles transmettent d'une extrémité à l'autre par une circulation toujours active. Nous ne croyons pas, quant à nous, que la classe moyenne soit douée d'une grande puissance politique ; nous estimons qu'elle ne doit être mêlée aux choses publiques que dans une certaine mesure ; mais quant à la force matérielle, quant à cette puissance vivifiante, qui, même par de simples échanges, ajoute au bien-être d'une nation et met à la portée de chacun les produits réunis de toutes les civilisations, nous ne pouvons nier qu'elle ne soit le partage de ces humbles intermédiaires, qui sont les bienfaiteurs de tous en étant les serviteurs de tous. La classe moyenne, c'est la sève de l'arbre social, qui part du tronc pour aller vivifier les branches les plus élevées ; la classe moyenne, c'est le peuple à son premier degré d'affranchissement ; c'est le noble, dans la première force de son origine. Par noble, nous entendons l'homme notable, l'homme fort et intelligent. Et de même que c'est le peuple qui doit alimenter et renouveler la classe moyenne, de même c'est la classe moyenne qui doit alimenter et renouveler la noblesse. Mais si la classe moyenne manque, le peuple ne grandit pas, et la noblesse

dépérit. C'est ce qui est arrivé en Moldo-Valaquie. Les Grecs en Valaquie, les Juifs en Moldavie n'appartiennent pas à la nation. Bien loin de former un lien entre le peuple et la boyarie, ils font obstacle à tout rapprochement et séparent, dans l'édifice social, le sommet de la base. Occupant la place qui appartient aux indigènes, ils empêchent le peuple de s'élever, la boyarie de se fortifier, et fondent sur tous deux comme des oiseaux de proie, grevant la propriété et dépouillant le cultivateur. Leurs gains illicites concentrés en leurs mains, ne sont que les sources de nouvelles rapines, et au lieu de s'enrichir par l'activité régulière d'un commerce légitime, le pays s'appauvrit par l'industrie mal famée d'astucieux agents.

Une bonne part des reproches doit revenir aux boyars. Oisifs et dissolus, incapables de surveiller même leurs propres intérêts, ils afferment leurs propriétés aux Grecs et aux Juifs. Ceux-ci prennent souvent des sous-fermiers de leur race, et les bénéfices des traitants et sous-traitants se prélèvent sur le cultivateur. La plaie des *middle-men* de l'Irlande se retrouve dans toute l'étendue des principautés. Et encore, ce n'est ni sur la valeur des terres, ni sur leur étendue, ni sur les frais d'exploitation que se fondent les baux : c'est sur le nombre des paysans qui y sont attachés ; en d'autres termes, on n'afferme pas la terre, mais le paysan. Voilà ce qu'en ces pays on appelle la grande culture : c'est l'exploitation en grand de la population agricole.

Les boyars trouvant aussi que les Grecs ou les Juifs sont les meilleurs débitants de leur eau-de-vie, leur confient la direction des cabarets. « Le Juif, dit M. Saint-

Marc-Girardin, leur est commode pour tous leurs vices (1). »

Il est vrai que souvent le boyar devient victime à son tour des Juifs qu'il a enrichis. Le faste et la vanité épuisant ses ressources, il a recours aux usuriers qui prêtent souvent à 20 p. 100, jamais au-dessous de 12, et toujours sur hypothèque à de courtes échéances. A l'époque du paiement, le boyar n'étant pas en mesure, n'a de ressource que dans le renouvellement des obligations, de sorte qu'en peu d'années, les intérêts ont doublé la dette primitive. Il en résulte qu'aujourd'hui la plus grande partie des terres est hypothéquée au profit d'étrangers qui sont arrivés dans le pays, nus et mendiants.

Avec la vicieuse organisation de la propriété, avec la vénalité d'une magistrature qui n'offre aucune sécurité au droit, tout établissement d'une institution de crédit est impossible; et c'est ainsi que toute la puissance de la circulation métallique est aux mains d'avides agioteurs, qui ne viennent dans le pays que pour le dépouiller.

Beaucoup de choses sont à faire pour remédier à un mal si profond. Mais la première mesure à prendre, est le rétablissement de la petite propriété, et nous montrerons plus loin que c'est une mesure facile et juste. La petite propriété, en créant la petite industrie, est un premier pas fait vers la constitution d'une classe moyenne. L'exclusion des Grecs et des Juifs de toutes les voies commerciales est aussi une mesure transitoire devenue indispensable. Car le commerce, pour s'établir avec profit et loyauté, ne veut pas être deshonoré par d'odieux

(1) Souvenirs de voyages.

exemples. Quand il n'y aura plus ni Juifs ni Grecs, les indigènes oseront se faire et se dire commerçants. Il faudra, en outre, abolir ce privilége aussi ridicule que tyrannique, en vertu duquel le boyar a seul droit, dans les villages, d'avoir boutique d'épicerie, de boucherie et de spiritueux, comme aussi d'avoir seul droit de mouture.

Qu'on ouvre d'abord ces issues à de modestes ambitions, et bientôt l'esprit d'entreprise agrandira la voie. Déjà, grâce aux communications multipliées avec l'Occident, il s'est formé dans les grandes villes quelques maisons consacrées au débit des importations étrangères. Mais cela ne suffit pas. Le pays est assez riche pour fournir aux développements d'une industrie nationale. Ses trésors minéralogiques, ses ressources agricoles et forestières ouvrent un vaste champ aux exploitations. Pour féconder ce champ, il faut une classe moyenne ; car sans classe moyenne, la Moldo-Valaquie restera ce qu'elle a été jusqu'ici, un pays à esclaves, sans force, sans morale et sans avenir.

CHAPITRE XII.

Lutte des Roumains de la Transylvanie contre les Magyars. — Populations diverses de la Transylvanie. — Les trois nations, Szeklers, Magyars et Saxons. — Tyrannie des Magyars. — Mouvement général parmi les Slaves et les Roumains. — Congrès de Blajium. — Les Roumains se séparent des Hongrois. — Proclamation de l'indépendance nationale.

Parmi les peuples soulevés en 1848, nul plus que les Hongrois ne s'est signalé par de grands actes de courage, nul n'a mérité les revers par de plus grandes fautes. Ce n'est pas l'Autriche, ce n'est pas même la Russie qui a fait succomber le Magyar. Ce sont les nationalités voisines, auxquelles il apportait le joug dont il s'était lui-même délivré. Le Magyar ne voulait pas devenir Autrichien, et il voulait que les Serbes, les Croates et les Roumains de la Transylvanie devinssent Magyars. Son fol orgueil l'avait placé dans une telle condition, qu'il fallait nécessairement qu'il eut tort d'un côté ou de l'autre. Si à l'égard de l'Autriche le droit était pour lui, en face des autres peuples il avait le droit contre lui. Oppresseur autant qu'opprimé, son triomphe non moins

que sa défaite devait être une offense pour la morale, et il mettait en lutte les sympathies que méritait la Hongrie avec les sympathies que méritaient les autres nationalités. Quel fut le résultat de cette triste politique? Les Serbes et les Croates relevèrent le trône renversé de l'Autriche, et les Roumains de la Transylvanie ouvrirent aux armées russes le passage des Karpathes. Les Hongrois auront encore longtemps à se reprocher d'avoir contraint des peuples avides de liberté à chercher un refuge sous les drapeaux du despotisme.

Les Roumains de la Transylvanie jouèrent un rôle important dans cet épisode des insurrections nationales de 1848. Mais avant de prendre les armes contre le despotisme Hongrois, ils avaient épuisé tous les moyens de conciliation; avant de consentir avec l'Autriche une alliance dont ils sentaient tous les périls, ils avaient tendu la main aux Magyars, qui les repoussèrent obstinément, leur offrant le vasselage quand ils demandaient l'égalité. L'histoire de cette lutte pacifique, qui précéda la guerre ouverte mérite d'être connue.

Pour comprendre les déchirements intérieurs qui suivirent, il faut étudier les éléments divers de la population.

Les Roumains de la Transylvanie s'étaient maintenus libres jusqu'au xe siècle. Cependant quelques débris des soldats d'Attila s'étaient fixés dans les montagnes qui avoisinent la Moldavie, aux sources de l'Olto, et ils y avaient formé une population à part, restée sans mélange et conservant le véritable type des Huns, beaucoup plus beau, il faut le dire, que ne le représentent les légendes romaines ou gauloises. Ces peuples ayant pris posses-

sion par droit de conquête d'un coin de l'ancienne Dacie, s'appellent Szeklers. On sait que ce sont des Hussards de cette race qui assassinèrent les plénipotentiaires français envoyés à Radstadt.

Lors donc que les Magyars, venus plus tard de l'Asie, envahirent la Transylvanie, ils y trouvèrent des hommes de leur race, parlant la même langue qu'eux, et devenant leurs premiers alliés. Les bandes hongroises conduites par le roi Tuhutun rencontrèrent l'armée des Roumains près de Gyula. La victoire resta aux envahisseurs, et les Roumains découragés jurèrent fidélité aux Magyars, dans une plaine appelée aujourd'hui Eskiello, de *Eskudni*, prêter serment (1).

Maîtres du pays, les Magyars réduisirent les Roumains en vasselage, et se partagèrent entre eux les terres et les forteresses.

Vers le milieu du XIIe siècle, des colonies saxonnes, agricoles et commerçantes, furent appelées dans le pays par le roi Geyza II, qui leur accorda des garanties pour leurs biens et leurs droits civils. Leurs principales résidences étaient Hermanstadt et Cronstadt. N'étant ni vaincus comme les Roumains, ni vainqueurs comme les Magyars, il n'y avait parmi eux ni seigneurs ni serfs : ils étaient simplement sujets du roi, et leurs terres s'appelaient *fundus regius*. Ils formaient des corporations libres de commerçants et d'agriculteurs, avec des institutions municipales qui les plaçaient sous l'administration de chefs de leur nation, élus par eux. Sous

(1) M. de Gérando. La Transylvanie et ses habitants, t. I, p. 64.

la domination autrichienne, les colonies saxonnes prirent de grands développements.

Cependant les Magyars furent à leur tour vaincus par les Ottomans : Soliman, séparant la Transylvanie de la Hongrie, laissa le gouvernement de cette province entre les mains d'Isabelle, veuve de Jean Zapolya. Mais, quoique tributaire de la Turquie, la Transylvanie conserva les mêmes divisions intérieures, les seigneurs magyars demeurant propriétaires des terres et des châteaux, les Roumains cultivateurs et vassaux. Dans toutes les guerres qui se livrent en Transylvanie, tantôt contre les Turcs, tantôt contre les Autrichiens, on voit toujours des Magyars à la tête des armées, les Bathori, les Bethlen, les Rakotzi.

Les Magyars de la Hongrie, pour se délivrer des Turcs, se donnèrent volontairement à l'Autriche, en 1526 ; ceux de la Transylvanie, en 1698, par le traité de Carlowitz. Mais quoique la Transylvanie eût été si longtemps séparée de la Hongrie, les Magyars ne cessèrent pas de considérer cette province comme une dépendance de leur royaume. Aussi, dans tous leurs projets d'indépendance nationale, méditent-ils aujourd'hui de faire une grande Hongrie qui s'étendrait d'un côté aux bords de la Save et de la Drave, de l'autre, jusqu'aux Karpathes, sans tenir compte des nations qui se trouvent sur la route ; tout prêts même à invoquer de vieux droits de souveraineté sur la Valaquie. Il semblerait qu'ils se révoltent contre l'Autriche, moins encore pour s'affranchir d'elle, que pour se substituer à elle. Qu'importerait donc aux autres peuples d'affaiblir l'Autriche pour agrandir la Hongrie ? que leur importerait de changer d'oppresseur ?

D'ailleurs le Roumain de la Transylvanie sait trop ce qu'il faut attendre des Magyars. Placé sous la main de ces orgueilleux seigneurs, courbé sous leur domination immédiate, il y a trop longtemps qu'il les connaît, pour qu'il puisse consentir à suivre leur bannière. Qu'y a-t-il de commun entre eux et lui? La loi magyare a ouvert entre les deux races un infranchissable abîme.

Rappelons quelques passages de la constitution politique de la Transylvanie, en vigueur jusqu'en 1848; on y conteste même aux Roumains le droit d'exister comme nation.

« Si l'on considère les nations de ceux qui sont appelés aux comices, la première est la nation hongroise, qui figure très souvent dans les lois sous le nom de la noblesse et les nobles; la seconde est la nation sicule (les szcklers), la troisième, la nation saxonne. Les autres, tant qu'elles sont, sont des nations *tolérées*, et elles ne jouissent d'aucun droit de suffrage dans les comices. (*Diætæ, sive rectius, comitia Transylvanica*) (1). »

Ainsi les Roumains étaient frappés d'interdit chez eux, et assimilés aux Grecs, aux Juifs, aux Slaves, aux Arméniens et aux Tziganes.

D'autres textes sont plus formels :

« Les Roumains sont provisoirement tolérés, tant du moins que cela sera agréable aux princes et aux régnicoles du pays (2). »

(1) Lettres hongro-roumaines, par D. Bratiano. Paris, 1851, p. 13.
(2) *Ibid.*

Ici l'on réserve la qualité de régnicoles aux étrangers, Hongrois, Szeklers et Saxons.

Plus loin, on leur interdit les armes et le costume des hommes libres :

« Défense est faite aux Roumains de faire usage de fusils, sabres, épées, cannes ferrées ou de toute autre arme (1). »

« Il n'est pas permis aux Roumains de porter habits et pantalons de drap, bottes, chapeau de la valeur d'un florin et chemise de toile fine (2) ».

Lorsque la Transylvanie fut réunie à l'Autriche, les Roumains demandèrent à l'empereur des droits politiques, analogues à ceux des trois autres nations. Ils rencontrèrent chez les Hongrois une opposition invincible. Ces impérieux tyrans se placèrent entre eux et la couronne, s'écriant hautement que l'organisation de la principauté serait renversée, si l'on admettait *la plèbe vagabonde* au rang des nations (3).

N'oublions pas que les Roumains forment, en Transylvanie, les deux tiers de la population, tandis que tous les autres éléments réunis, Hongrois, Szeklers, Saxons, Grecs, Arméniens, etc., forment dans leur ensemble l'autre tiers.

Il est vrai que d'éminents services ou de grandes richesses acquises permettent aux Roumains de siéger à la diète ; mais ils n'y sont admis qu'en perdant leur nationalité, et parce qu'ils sont censés être devenus hon-

(1) Lettres hongro-roumaines, par D. Bratiano.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

grois : *Sunt inter toleratas etiam nationes, Valachos præsertim, qui omnium in Transylvania habitant numerosissimi, pauci saltem nobiles qui jure comitiorum gaudent; sed non qua tales, verum hi in gremio Hungaricæ nationis censentur* (1). Cela devait être. Le principe fondamental de la loi magyare est dans cet axiome : *Nobilitas Hungarica est;* et elle l'applique aux Roumains du banat de Temeswar, comme à ceux des comitats hongrois, tous confondus dans un servage commun.

Aussi l'histoire des deux peuples pendant les 12e, 13e et 14e siècles est-elle remplie des détails de luttes sanglantes entre les opprimés et les dominateurs. Plus d'une fois même, les Roumains, réduits par les Magyars à l'état de serfs, appuyèrent les invasions des Ottomans, et ce fut une des principales causes qui mirent ces derniers en possession du Banat. Pour prix de leur coopération, les Roumains rentrèrent dans leurs droits. Auprès de la domination hongroise, la suzeraineté turque devenait un soulagement et un bienfait.

Avec les Autrichiens, le joug magyar s'appesantit de nouveau sur les populations roumaines. La cour de Vienne elle-même fut plus d'une fois obligée d'intervenir, soit pour adoucir les tyrannies, soit pour opposer des mécontentements populaires aux entreprises des Magyars. Nous avons vu que dans l'insurrection conduite par Hòra, elle avait volontiers laissé aux paysans le temps d'exercer de cruelles représailles. Elle avait d'ailleurs constamment encouragé les souvenirs de la nationalité roumaine, qui restait toujours un obstacle à

(1) Lettres hongro-roumaines, p. 32.

l'agrandissement des Magyars ; sur le piédestal de la statue de Joseph II, à Vienne, on lisait : FELICITAS DACIÆ.

Cependant les Autrichiens effrayés se firent les bourreaux du chef roumain, et leurs sanglantes exécutions développèrent plus qu'elles n'apaisèrent les ardeurs du sentiment national. Hòra par ses succès avait été une espérance ; par sa mort, il devint un martyr, et son nom fut désormais inscrit dans les fastes du culte national.

Dans les insurrections légitimes, un échec semble fortifier la conscience du droit. Ainsi en fut-il chez les Roumains de la Transylvanie. Ces hommes proscrits chez eux, dénationalisés comme dans une terre d'exil, acceptèrent la séparation proclamée par leurs tyrans. Rejetés de la communauté des trois nations, ils commencèrent à se sentir une nation à part ; l'exclusion même révélait une existence.

Ce fut alors que s'accomplit le mouvement intellectuel qui fit éclore des écrivains nationaux. Le génie littéraire vint en aide aux idées d'indépendance : un peuple qui a une littérature, n'est plus un peuple sans patrie. Les écrits patriotiques multiplièrent les communications avec les frères des deux principautés, qui avaient le bonheur de conserver leur autonomie. Cet avantage, quoique bien illusoire, faisait considérer la Moldo-Valaquie comme l'asile des souvenirs et des espérances ; et tous les Roumains de la Transylvanie, du Banat et de la Bucovine la désignent encore sous le nom de *tzara* (la patrie), comme le centre de leurs affections et la garantie de leur avenir.

Depuis la mort de Hòra, le parti national en Transylvanie a eu conscience de lui-même. Exclus de tous les

droits politiques, les Valaques s'unirent plus fortement contre l'ennemi commun ; la propagande se fit dans les écoles des villages, et prit un caractère plus élevé dans les chaires des villes. Écrivains et professeurs devenaient les apôtres de l'indépendance, en réveillant les souvenirs, et le gouvernement des Magyars ne pouvait rien contre les pacifiques progrès de l'enseignement.

L'insurrection de Vladimiresco donna une nouvelle impulsion aux esprits. Souvent une espérance déchue fortifie les sentiments. Un journal spécial, organe des Roumains, fut fondé à Cronstadt, sous le nom de *Gazette de Transylvanie*. On niait l'existence de la nation roumaine : elle répondait en se révélant par la pensée et par la parole.

Tel était, au moment de la révolution de 1848, l'état des choses en Transylvanie : les Magyars et les Szeklers se disant maîtres du sol, par droit de conquête; les Saxons enrichis par le commerce; les Valaques restés un peuple paysan, et aspirant à devenir un peuple libre, ayant pour chefs des littérateurs, des professeurs et des avocats, tous hommes fortifiés par l'étude et par la persécution.

Déjà depuis plusieurs années, les Hongrois, peu tolérants pour les autres peuples, mais très exigeants pour eux-mêmes, avaient obtenu du gouvernement autrichien diverses concessions, parmi lesquelles la plus importante à leurs yeux était le changement de la langue officielle. Le magyar, idiôme national, avait été substitué au latin. C'était un triomphe pour eux, mais non pour les autres peuples qui relevaient de la couronne de saint Etienne, Slaves, Croates, Roumains : ceux-ci protestèrent contre une décision qui portait atteinte à toutes les

habitudes, à tous les souvenirs de nationalité. *Nolumus magyarisari*, s'écriaient-ils d'une commune voix ; et peu s'en fallut que dès 1846, une explosion générale ne vînt consoler la cour de Vienne des concessions qu'elle n'avait accordées qu'à regret. Les députés croates, seuls parmi les Slaves qui fussent admis à la représentation, firent entendre à la diète d'énergiques réclamations, déclarant que, s'ils savaient peu la langue latine, ils ignoraient complétement l'idiome magyar, qui ne se rattachait à aucune famille des langues européennes. Tout ce que fit en réponse à ces plaintes le gouvernement hongrois, fut d'accorder des délais. Ce n'était qu'ajourner des hostilités devenues inévitables.

Les avertissements toutefois et les bons conseils ne faisaient pas défaut, même au sein de la diète. Celui qui avait été le plus ardent promoteur de l'idée nationale, l'apôtre de la langue magyare, celui qui avait le plus contribué à son triomphe, Széchényi, avait compris l'injustice et les périls de l'intolérance à l'égard des autres. Plus d'une fois il avait conjuré les Magyars de ne pas compromettre leurs propres droits, en combattant les droits des nations voisines. « La Hongrie, disait-il, peut être heureuse, mais elle peut aussi, luttant contre elle-même, accélérer l'arrivée de sa dernière heure. »

Il y avait, en effet, autour d'elle de formidables agitations. Ce que Széchényi avait entrepris pour la nationalité magyare, un jeune homme, un inconnu, l'entreprenait en 1835, pour la nationalité des populations illyriennes de l'Autriche. Sans autre ressource que son talent d'écrivain et une conviction profonde, Louis Gaj prit dans la ville d'Agram une influence qui s'étendit

bientôt chez toutes les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Une histoire de tous les peuples illyriens écrite par lui, en langue nationale, réveilla fortement les souvenirs de la patrie et le sentiment du droit. D'autres publicistes, des savants, des poètes, des orateurs deviennent les auxiliaires de Louis Gaj ; la jeunesse des écoles écoute avidement ces leçons qui lui révèlent une patrie, et contribue par une active propagande à développer les espérances d'une régénération. Le mouvement se communique même aux tribus illyriennes qui dépendent de la Turquie, Monténégrins, Bosniaques, Serbes et Bulgares. Depuis les Alpes tyroliennes jusqu'au Bosphore, une pensée commune appelle tous les regards vers Agram, devenu le centre de l'action illyrienne. L'idée première de Louis Gaj avait été d'amener la séparation des deux royaumes de Croatie et de Hongrie ; le développement de cette idée était la formation d'une fédération générale pour centraliser l'action de l'illyrisme et créer une grande nation.

Il ne dévoilait cependant pas sa pensée tout entière. La soupçonneuse Autriche commandait des ménagements. Combattre la centralisation magyare, défendre contre les Hongrois la langue illyrienne et les libertés locales de la Croatie, tel était le plan qu'il communiquait au cabinet de Vienne, qui ne vit pas avec déplaisir une lutte dont il pouvait tirer parti (1).

Dans ce grand mouvement qui agitait toutes les populations orientales, il est à remarquer que ce sont les

(1) Voir le livre de M. Hippolite Desprez, intitulé : Les peuples de l'Autriche et de la Turquie.

hommes d'étude et d'intelligence, tous plébéiens, qui donnent l'impulsion : à Agram, Louis Gaj ; à Prague, les savants Palaçki et Schafarik ; en Transylvanie, le professeur Siméon Barnutz ; à Bucharest, Héliade ; Manin, à Venise ; en Hongrie, l'avocat journaliste Kossuth. Les hommes d'épée viennent plus tard, et lorsqu'ils se présentent, la voie leur a été aplanie par les écrivains et les orateurs. Ils n'ont plus qu'à marcher en tête des soldats que leur ont préparés la plume et la parole.

Il semblait, au surplus, que les Hongrois se plussent à provoquer les colères. Plus ils affaiblissaient la suprématie de l'Autriche, plus ils voulaient fortifier leur propre domination ; et, dans leur orgueilleux vocabulaire, l'indépendance hongroise à l'égard de Vienne, signifiait la dictature hongroise à l'égard des autres peuples.

La diète de 1847 révéla hautement les ambitieuses prétentions ; on fit montre des plus injurieux mépris envers les Slaves et les Roumains, et l'on ne dissimula plus l'intention bien arrêtée de fondre toutes les nationalités dans la nationalité hongroise. Kossuth, ardent promoteur de cette idée, qui flattait l'orgueil de la diète, prenait de jour en jour une plus haute influence. Les députés croates, cependant, lui opposaient une résistance énergique ; toutes les séances des mois de novembre et de décembre s'étaient passées dans de violentes agitations, qui se continuèrent pendant les premiers jours de 1848. L'esprit d'intolérance et de domination s'était emparé de Kossuth : soutenu par les encouragements de la majorité, il proposa ouvertement d'introduire la langue hongroise dans les écoles primaires des Slaves et des Roumains, de proscrire tout autre idiome, et de

contraindre même les prêtres à officier en magyar. La tyrannie n'usait plus de ménagements : les peuples étaient avertis. Slaves et Roumains se préparèrent à défendre leurs droits. On était à la veille d'une conflagration générale, lorsque les événements de Paris vinrent un instant faire diversion aux colères.

Les principes d'égalité partout proclamés, rendirent l'espoir aux Slaves et aux Roumains. Ils crurent que les Magyars, avertis par le cri populaire, renonceraient à leurs idées de domination. Les Magyars au contraire, ne tenant aucun compte d'une aussi grande leçon, s'imaginèrent voir arriver le moment de fonder sur les ruines des autres nationalités, *la grande patrie hongroise, la forte et puissante nation magyare.*

La révolution de Vienne, au 13 mars, écho bruyant de celle de Paris, vint fortifier leurs espérances : l'occasion se présentait de faire sanctionner leurs ambitieuses pensées par la signature de l'empereur vaincu. Le 14 mars, Kossuth propose qu'une députation soit envoyée à Vienne pour porter à l'empereur les vœux des Hongrois : ces vœux doivent servir de base à une constitution nouvelle.

Trois cents magnats, en effet, partirent pour Vienne : revêtus de l'attila national, le kalpack en tête, et le sabre au côté, ils présentèrent au souverain l'adresse de la diète, et revinrent en triomphe à Pesth, avec la signature royale.

La facile acceptation de leurs vœux assurait sans doute l'indépendance des Magyars ; mais elle sacrifiait en même temps les droits des autres peuples. L'art. 12, en effet, décrétait l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie.

Cette injuste usurpation sollicitée et obtenue par la Hongrie, eut une importante influence sur ses destinées. La prise d'armes des Croates a seule frappé les regards de l'Europe, parce qu'elle fut dès les premiers jours active et menaçante. Mais l'intervention des Roumains de la Transylvanie, quoique plus tardive, fut non moins fatale aux Magyars. C'est ce qu'il appartient à notre sujet de faire connaître.

La diète hongroise s'était empressée de rédiger la constitution dont les bases avaient été acceptées à Vienne. Tout y semble calculé pour exciter les ressentiments. Le territoire entier de la Transylvanie est déclaré pays hongrois; la langue hongroise est seule admise, non-seulement dans la diète, mais aussi dans les municipalités et dans les comités des districts chargés de l'élection des députés. De cette façon, les élections seront nécessairement dirigées par des Hongrois. Le droit électoral est fondé sur le cens; or, tous ceux qui possèdent sont des Hongrois. Dans la séance du 18 mars, Kossuth déclare que la Hongrie ne doit son existence qu'à la noblesse, et que c'est à la noblesse à guider la nation. Or, le noble, c'est le Magyar, et ces paroles sortant de la bouche de Kossuth, lorsqu'il traite de la convocation d'une nouvelle diète, réservent tous les suffrages aux Magyars.

Kossuth était d'autant moins excusable, que ses hostilités avaient tout le caractère d'une apostasie. Il était en effet Slovaque, fils d'un pauvre laboureur de Tjkely. Son nom, en slave, veut dire *cerf*. Mais élevé dans la partie magyare de la Hongrie, trouvant auprès des Magyars de plus faciles chances de fortune, il s'était associé à

leurs passions et à leur orgueil. Ses succès comme avocat et comme publiciste, l'avaient fait bien accueillir, et son union avec Thérèse Wesselenyi, fille d'un des magnats les plus illustres, prouva que ses mérites étaient reconnus. Lorsque le comte Louis Batthyany luttait à la tête de la noblesse contre l'influence germanique, il avait jugé utile d'attacher à son parti un orateur populaire dont l'influence grandissait. Ce fut à l'abri de cette haute protection que Kossuth fut introduit à la diète; non sans peine cependant. Car l'élection de ce parvenu, semblable à une élection anglaise, coûta, dit-on, à Batthyany, environ 100,000 florins (1). Le protecteur comptait bien que l'homme élevé par lui servirait docilement d'instrument à ses desseins. Il fut trompé, comme le sont tous les politiques de second ordre. Kossuth était destiné à le supplanter, héritier en même temps de son pouvoir et de ses superbes mépris envers les peuples annexés.

Dans l'article 18 de la Constitution, le paragraphe 6 soumet à quatre années d'emprisonnement tous ceux qui oseraient parler contre *la parfaite unité de la nation hongroise*. Kossuth et après lui plusieurs autres députés avouent que parler contre l'unité, signifie parler en faveur des autres nationalités. Ainsi quinze millions d'habitants, Croates, Dalmates, Illyriens, Slavons, Serbes et Roumains doivent disparaître, ou consentir à être absorbés par quatre millions de Hongrois.

Non contents de la Constitution votée au milieu de commentaires injurieux pour tous les peuples voisins,

(1) M. H. Desprez. Les peuples de l'Autriche et de la Turquie, t. II, p. 350.

les Hongrois provoquaient les colères par d'outrageantes publications. Un de leurs journaux demandait qu'on chassât les Croates de leur pays, pour en livrer le territoire aux Szeklers. Un catéchisme politique répandu à profusion prêchait en faveur du magyarisme. On y lisait entre autres formules : « D. Comment les différents habitants de la patrie pourront-ils un jour tous devenir Hongrois ? — R. Si l'accès en tout et partout n'est ouvert qu'à ceux qui parlent le hongrois. »

Ces imprudents égarements de l'orgueil apportaient aux passions de nouveaux aliments. Au nord de la Hongrie, les Slovaques et les Ruthéniens, au sud, les Serbes, les Croates et les Esclavons, à l'ouest, les Allemands jalonnés sur la frontière, s'agitaient tous à la fois sans rien décider. Mais à l'est, les Roumains et les Saxons commencèrent un mouvement régulier d'opposition. L'art. 7 de la constitution votée prononçait l'incorporation de la Transylvanie : les autres peuples étaient menacés ; eux, ils étaient atteints.

L'agitation des premiers moments fut toute spontanée, tout instinctive. Aucun chef, aucun guide ambitieux ne souleva les masses : une idée commune, l'idée nationale mit tout le pays en mouvement, chacun se demandant ce qu'il y avait à faire, mais tous décidés à maintenir l'existence de la patrie roumaine.

Des réunions se font dans tous les villages, réunions pacifiques sous la présidence des vieillards ou des popes, mais imposantes par leur ensemble et par leur multiplicité. La diète de la Transylvanie, toute composée de Hongrois, s'alarme ; les seigneurs magyars, épouvantés du mouvement général des campagnes, abandonnent

leurs châteaux et s'enfuient à Clausenbourg, siége du gouvernement. Là, ils pressent la diète d'agir et de prononcer l'incorporation, qui seule, disent-ils, peut empêcher le massacre général des Hongrois, médité par les Roumains. Toujours les mêmes calomnies se rencontrent chez les oppresseurs, toujours les mêmes erreurs de logique. Le projet d'incorporation avait amené les soulèvements ; les soulèvements, selon les Magyars, ne pouvaient être apaisés que par l'incorporation.

Le gouvernement, au reste, était décidé à persévérer dans l'imprudente voie où il était engagé. Mais il voulait aussi se fortifier par quelques adhésions d'hommes notables parmi la population roumaine. Léményi, évêque de Blajium, fut appelé à Clausenbourg, et l'on obtint de lui, à force de flatteries et de séductions, qu'il élevât sa voix pastorale en faveur de l'union. De retour à Blajium, il tint parole; mais ses mandements ne furent point écoutés. Le peuple, habituellement si docile à la voix de ses prêtres, refusa de s'associer à un acte de faiblesse.

Tous les esprits étaient dans l'attente, lorsque, le 25 mars, une proclamation manuscrite fut mise en circulation parmi les Roumains de Hermanstadt. Elle ne portait pas de signature ; mais chacun y reconnaissait la parole du professeur Siméon Barnutz. Elle se terminait par ces mots : *Pas d'union avec les Hongrois, avant que nous ayons le droit de traiter avec eux de nation libre à nation libre !* Par une remarquable coïncidence, en ce même jour, 25 mars, les Croates formulaient de leur côté une énergique protestation, dans laquelle ils refusaient de reconnaître le ministère hongrois et la nouvelle constitution.

Le lendemain, 26, une seconde proclamation de

Barnutz explique au peuple ses droits, l'invite à se réunir en assemblée générale, et lui dicte les vœux qu'il doit faire entendre au gouvernement. Elle est lue et commentée avec plus d'enthousiasme que la première; les jeunes gens de la ville en prennent des copies qui sont colportées dans toutes les campagnes.

Dans la soirée du même jour, la jeunesse de Blajium se réunissait dans la maison d'Abraam Janko. Il y fut décidé que l'on convoquerait le peuple à Blajium pour le 30 avril, dimanche de la Quasimodo. L'acte de convocation, rédigé par le professeur de philosophie au gymnase de Blajium, Aaron Pumno, répétait les énergiques enseignements de Barnutz. Les jeunes gens se chargèrent de faire la distribution de l'acte parmi les populations. « Allez, leur disait le professeur Pumno, en en délivrant à chacun une copie, allez, acquittez-vous dignement de votre mission, et ne craignez pas de mourir pour la patrie. »

De son côté, le gouvernement cherchait à provoquer des manifestations contraires. Un acte d'adhésion à l'union était déposé dans toutes les chancelleries des villes, et offert à la signature des Roumains, tantôt par voie de séduction, tantôt par voie de contrainte. A Oschiorheï, de jeunes Roumains employés à la *tabula regia judiciaria*, se virent obligés d'assister à l'assemblée Hongro Szeklere, tenue à l'effet de recevoir les signatures des adhérents. Lorsqu'ils furent sommés de signer à leur tour, un d'eux se leva. « Je souscris, dit-il, à la pétition que vous me présentez; mais je ne puis le faire qu'en Roumain, et à la condition que toutes les nationalités domiciliées en Hongrie et en Transylvanie seront respectées, que leurs

droits seront garantis, que l'égalité politique et civile sera proclamée et mise en pratique. Je demande en même temps que ma déclaration soit insérée au protocole des chancelleries organisées pour l'adhésion à l'union. » Et il ne signa qu'avec les restrictions qu'il avait énoncées. Son exemple fut suivi par ses collègues roumains, nonobstant les injonctions d'une assemblée hostile.

Vaincu jusque dans les réunions qu'il avait lui-même provoquées, le gouvernement hongrois eut recours à la violence. De nombreuses arrestations furent faites, parmi lesquelles eut un grand retentissement celle de l'avocat Michès, renommé par son talent et son patriotisme. Il réussit aussi à effrayer l'évêque Léményi. Chargé de notifier officiellement au peuple le jour de la réunion, il gardait un silence équivoque : les patriotes durent recourir à de pressantes instances pour le décider à publier une circulaire pleine de tiédeur.

Mais tous les esprits étaient preparés à répondre au premier appel. Malgré l'insouciance de l'évêque, malgré les obstacles créés par le gouvernement, le dimanche de la Quasimodo fut un jour de fête nationale. De toutes parts, le peuple accourut à Blajium, et bientôt, places, rues, maisons, furent insuffisantes à contenir la foule enthousiaste.

Cependant le gouvernement alarmé d'un mouvement qui se manifestait avec tant de calme et de résolution, avait fait environner de troupes la salle improvisée destinée aux délibérations. Le moindre désordre pouvait tourner au profit des Magyars. Mais les chefs populaires veillent à ce qu'aucun prétexte ne soit offert à la violence, et les deux commissaires du gouvernement Faszto-

Menyhardt et Miksa Janos, admis dans l'assemblée, y sont reçus avec des hommages qui les réduisent au silence. Venus dans le dessein de dissoudre la réunion, ils la consacrent par leur présence.

Sur ces entrefaites, de bruyantes acclamations retentissent dans les rues. Ce sont des cris de joie qui saluent Ianko et Butéano arrivant avec les montagnards. Ianko, fils d'un riche paysan des environs d'Abrud-Banya, avait d'abord fait ses études pour entrer dans l'église; puis changeant de direction, il s'était fait recevoir avocat. Mais les possessions territoriales de son père assuraient son existence, et il vivait retiré au milieu des montagnes, où l'influence de sa famille le plaçait en vue de tous.

Depuis que s'agitait la question de l'incorporation, Ianko s'était montré des plus ardents à propager les idées de résistance. Aimé des paysans auxquels il appartient par sa naissance, les dominant par la supériorité de son instruction, respecté de tout le monde, à cause de son énergie, il a tous les avantages réservés aux hommes d'élite dans les émotions civiles. Son action est surtout puissante parmi les paysans de la montagne, toujours plus indomptables que les habitants de la plaine, toujours plus disposés à suivre de courageux entraînements. C'est avec eux qu'il se présente à Blajium.

Le peuple les entraîne avec leurs chefs à l'église où l'évêque officiant célèbre la fête nationale.

Peu d'instants après, on annonce l'arrivée de Barnutz. Le peuple se porte à sa rencontre et veut s'atteler à sa voiture. « Laissez, dit-il, cette tâche aux animaux. Assez longtemps vous avez été sous le joug; le moment est venu de le repousser à jamais. »

Barnutz était impatiemment attendu à l'assemblée. Premier instigateur du mouvement, c'est de lui qu'on attendait une direction et une règle. Chacun était venu avec empressement à Blajium, mais sans trop savoir ce qui devait s'y dire ou s'y faire. Rien n'était concerté que l'appel aux Roumains ; aucun acte n'avait été préparé comme émanation de l'assemblée populaire. Il semblait qu'on ne se fût réuni que pour se compter, que pour faire une première épreuve des forces nationales.

C'est ce qui ressortit, en effet, du discours de Barnutz.

« Le temps est arrivé, dit-il, où les Roumains doivent compter dans leur patrie comme nation libre. Mais pour reprendre possession de nos droits, il faut que chacun apporte sa part de travail ; il faut surtout que l'accord et l'harmonie fassent de nous tous un seul homme, comme une origine commune fait de nous un seul peuple. Soyez fermes pour combattre l'injustice, mais soyez calmes pour déjouer la calomnie. Déjà elle vous a représentés comme de misérables rebelles, soulevés pour le massacre et le pillage, et vous vous êtes présentés en citoyens paisibles, parlant au nom des lois de la morale éternelle.

« Mais un si grand mouvement ne doit pas être un vain bruit. Un peuple qui s'assemble doit formuler ses droits. Concertez-vous donc avec les hommes en qui vous avez confiance, pour rédiger les demandes qui doivent être soumises au gouvernement. Aujourd'hui, vous vous êtes réunis pour fraterniser ; prenez un autre jour pour délibérer sur l'acte officiel de régénération. Jusque-là que chacun se retire chez soi, et médite en silence sur les graves questions d'où dépend l'avenir national. »

Barnutz en terminant fixa au 15 mai le jour de la prochaine assemblée.

Tous les assistants répondirent par des applaudissements, et promirent de se retrouver au rendez-vous patriotique. La nouvelle de l'ajournement circula promptement dans la ville, et la multitude s'écoula dans le plus grand ordre, les paysans par groupes regagnant leurs villages, fiers de cette première journée, qui leur présageait d'autres victoires.

Les commissaires du gouvernement hongrois, témoins passifs de cette imposante manifestation, ne purent s'empêcher de donner acte à Barnutz et aux autres tribuns, de l'ordre constant qui avait présidé à la réunion. Dans leur rapport envoyé à Clausenbourg ils dirent qu'ils n'avaient pas eu occasion d'employer les troupes mises à leur disposition, avouant en même temps que, si l'occasion s'était présentée, ils n'auraient pas été les plus forts.

Et cependant, même dans ce rapport, les commissaires hongrois refusent de reconnaître une nationalité qui venait de se manifester si énergiquement. La réunion des Roumains y est appelée *Réunion de la plèbe contribuable.*

L'annonce d'une nouvelle assemblée nationale redoubla les alarmes et les colères du gouvernement hongrois. Ce n'était plus comme en 1744, 1791 et 1834, alors que les plaintes des Roumains lui étaient transmises par la voix d'un ou deux évêques promptement réduits au silence. Aujourd'hui tout un peuple se levait et voulait être écouté.

Un auxiliaire d'ailleurs se présentait aux Roumains. Les Saxons commençaient à se prononcer hautement

contre l'union, et se montraient résolus à défendre leurs droits. Le gouverneur civil Teleky se rendit à Hermanstadt, soit pour les intimider, soit pour les convaincre. Dans une conférence qu'il eut avec les principaux d'entre eux, il osa leur dire que si leurs députés à la diète parlaient contre l'union, il ne répondait pas de leur sûreté. Ces vaines menaces n'eurent d'autre effet que de mieux éclairer les Saxons sur la tyrannie du Magyar.

Alors commencèrent les persécutions de détail. Les soldats hongrois parcouraient les campagnes pour empêcher les rassemblements des paysans ; dans les rues des villes, on arrêtait, on flagellait tout individu qui parlait de la réunion projetée du 15 mai. On voulait effrayer, on irrita davantage. La jeunesse pleine d'ardeur, colportait des proclamations. Les professeurs Barnutz, Baritz, Cipario, Lauriano préparaient le programme de l'assemblée. Les journaux roumains prenant pour devise : « Pas d'union avec la Hongrie, » éclairaient la question, et donnaient de l'ensemble au mouvement. Ces journaux étaient : L'*Organe de la lumière*, publié à Blajium, et la *Gazette de la Transylvanie*, publiée à Cronstadt, sous la direction de Baritz.

D'un autre côté, les écrivains du gouvernement accablaient de leurs diatribes le parti national. Toutes les accusations à l'usage des pouvoirs mal engagés furent mises en jeu ; on faisait appel à la peur et à l'intérêt, on annonçait le désordre et le pillage, on signalait les Roumains comme des bandits déchaînés, et l'on réservait pour dernier argument le grand épouvantail de l'époque, le communisme.

Mais ces vains retentissements d'une colère impuis-

sante ne peuvent arrêter le mouvement. Déjà de tous les points de la Transylvanie les populations se mettent en marche, malgré tous les obstacles que leur opposent des fonctionnaires dévoués aux Magyars.

Dès le 12, les habitants de plusieurs villages font leur entrée à Blajium. L'évêque Schaguna, de Hermanstadt, y arrive dans la même journée; Ianko et Butéano avec les montagnards dans la soirée. Chaque groupe d'arrivants défile dans les rues au milieu des acclamations.

Le lendemain, de nouvelles multitudes accoururent, et le dimanche 14 mai, on se réunit de grand matin dans la salle qui avait servi à l'assemblée précédente. Ianko monta à la tribune: « Le Christ a ressuscité, s'écrie-t-il, la liberté a ressuscité. » Le peuple lui répond par des cris d'enthousiasme. Ianko engage les Roumains à se tenir en garde contre les faux conseillers qui voudraient les pousser aux excès; il leur demande d'agir avec la même prudence, le même calme, la même fermeté qu'à la réunion du 30 avril; c'est ainsi qu'ils feront respecter la dignité nationale. « Frères, dit-il en terminant, endurez et patientez, jusqu'à ce que l'heure arrive. »

A la suite de cette première conférence, les chefs populaires, suivis de la multitude, se rendirent à la cathédrale. L'évêque officiait; et après le service, il fit aux assistants une allocution patriotique: « Qu'une seule pensée, dit-il, nous guide à l'avenir, celle de ne faire qu'un peuple de frères, et de travailler au bonheur de la grande famille roumaine. »

Dès que le service fut terminé, de nouvelles députa-

tions populaires pénétrèrent dans la cathédrale, et il s'y tint une séance préparatoire qui dura cinq heures. Les premiers moments furent très-orageux; car il s'était introduit dans l'assemblée plusieurs partisans des Hongrois, qui voulurent parler en faveur de l'union. Au milieu du tumulte, toutes les voix appelaient Barnutz à la tribune. Il s'y présenta. Après avoir dans un éloquent résumé, rappelé l'histoire passée des Roumains, après avoir cité les lois oppressives des Hongrois, et raconté les actes de leur cruelle domination, « Frères, dit-il, il faut que la nation roumaine soit proclamée libre, et indépendante de toutes les autres nationalités qui demeurent sur son territoire; que les Roumains jurent de défendre leurs droits; qu'ils retirent des mains des évêques la direction des affaires politiques et civiles; que la nation entière veille à la garde de la cause nationale; que les communes jouissent de droits qui leur permettent de s'acquitter des nouvelles charges qui leur incombent. »

Après Barnutz, Lauriano, Baritz et plusieurs autres proclamèrent les mêmes principes comme devant servir de bases aux délibérations de l'assemblée générale. Tout à coup, la voix des orateurs est interrompue : un jeune homme s'avance au milieu de la cathédrale, tenant par la main un vieillard dont la tête blanchie semble courbée par la douleur autant que par l'âge. « Frères, s'écrie le jeune guide, vous voyez devant vous le père de Michès, il vous prie par ma voix de lui rendre son fils. »

Aussitôt mille voix s'écrièrent qu'il fallait obtenir la liberté de Michès; on formula une demande au gouver-

nement, et une députation fut nommée pour aller la présenter.

Le soir, la ville fut illuminée, et dans l'attente de la grande journée du lendemain, tous les chefs populaires veillèrent à ce qu'aucun désordre n'en vînt troubler les espérances.

Le 15 à 6 heures du matin, l'évêque Lemenyi, assisté de douze chanoines, célébra le saint office, que la multitude vint écouter avec recueillement. A huit heures, la grande cloche de la cathédrale annonça au peuple que le moment était venu de se rassembler ; à neuf heures, une députation populaire alla inviter les commissaires du gouvernement à se rendre à la réunion.

Ils s'y présentèrent en grand costume hongrois, et y firent lecture d'une instruction en langue magyare, que l'évêque Schaguna dut répéter en roumain.

Cette instruction contenait plusieurs piéges. Elle voulait, entre autres choses, qu'on n'admît à l'assemblée que ceux qui avaient reçu des lettres de convocation personnelles, et qu'on n'accordât le droit de parler qu'aux indigènes domiciliés dans le pays.

La première clause tendait à réduire considérablement le nombre des assistants, la seconde à éloigner de la tribune Lauriano, Majoresco, et plusieurs autres Transylvains distingués, qui étaient venus de la Valaquie où ils remplissaient les fonctions de professeurs. Plusieurs Moldaves aussi étaient présents à l'assemblée, prenant un vif intérêt à cette question de la nationalité roumaine. Des Valaques avaient également voulu s'y rendre. Mais Bibesco leur avait refusé des passeports ; il avait même tenté d'empêcher le départ de Majoresco.

La commission s'étant retirée, on délibéra sur l'acceptation des instructions. Il fut reconnu d'une commune voix qu'il ne fallait pas s'arrêter à la question des convocations personnelles. Quant à l'interdiction de la tribune aux non domiciliés, l'évêque Léményi lui-même reconnut que les professeurs Lauriano et Majoresco étant Transylvains, on n'avait aucun droit d'étouffer leur voix.

Restait à fixer le lieu où se tiendraient les séances. Les partisans des Magyars voulaient que ce fût dans l'église, où le nombre des assistants serait nécessairement réduit. D'autres demandaient que ce fût sur la place publique de Blajium. Mais la place elle-même ne pouvait contenir toutes les députations des villages, et les chefs populaires tenaient à ce qu'aucun des paysans, venus de toutes parts, ne fût exclu de la fête nationale. Barnutz proposa donc de tenir les séances dans une vaste plaine boisée qui s'étend aux portes de la ville. Chacun applaudit à la motion, et aussitôt tout le peuple se mit en mouvement, s'avançant dans le plus grand ordre, l'étendard national tricolore en tête, portant cette inscription : Virtus Romana Rediviva. Cette inscription est celle qui se trouve sur le drapeau du régiment roumain de Transylvanie, donné par Marie-Thérèse : elle figure aussi sur le cachet du régiment roumain de Nasaud, dans les lettres initiales V. R. R. Les couleurs étaient le rouge, le bleu et le blanc, qui ont été de tout temps arborées en Transylvanie. Au-dessus de l'étendard, flottait un ruban jaune et noir, représentant les couleurs de l'Autriche. Car les Magyars avaient eu l'imprudence de poser pour dilemme la Hongrie ou l'Autriche,

et les Roumains avaient choisi l'Autriche, pour placer leur nationalité sous le patronage de l'empereur.

A côté de l'étendard national figuraient plusieurs autres bannières avec diverses inscriptions : *Liberté et indépendance nationale; Fidélité à la nation et au trône; Pas d'union avec la Hongrie.*

A mesure que les populations de chaque village arrivaient sur le terrain, elles se groupaient autour de leurs popes, et bientôt sur une vaste étendue se déployèrent plus de cinquante mille hommes, tous animés d'une commune pensée.

Une magnifique journée de printemps donnait à la scène populaire un aspect de jeunesse et de beauté. A travers une atmosphère limpide, le soleil versait ses rayons sur cette plaine de fleurs et de verdure, animée par les agitations de la foule empressée. Placés sous la chaude voûte du ciel, les paysans déposèrent leurs vestes; et leurs chemises blanches, brodées de rouge sur la poitrine, semblaient de loin tracer sur le gazon de grandes lignes éclatantes, ou représenter de profonds massifs encadrés dans les arbres.

On avait à la hâte élevé une tribune au milieu de la plaine, et comme, sur ce vaste forum, la voix ne pouvait parvenir jusqu'aux groupes éloignés, d'autres tribunes étaient disposées sur différents points de la circonférence, d'où les orateurs populaires devaient se faire les échos de la tribune centrale (1).

(1) Tous les détails de ce chapitre sont empruntés à un ouvrage écrit en roumain par un témoin oculaire, Papiu Ilarianu, sous le titre de *Istoria Romaniloru din Dacia superiore* (Histoire des Roumains de la Haute-Dacie), Vienne, 1852.

Ces dispositions étant prises, le premier acte de l'assemblée fut la nomination des deux évêques comme présidents; les deux vice-présidents furent le professeur Barnutz et le rédacteur de la *Gazette de Transylvanie*, Baritz.

Après la constitution des bureaux par la nomination des secrétaires, les commissaires du gouvernement et le général Schurter, commandant des forces hongroises, furent invités à assister à l'inauguration de l'assemblée. L'évêque Schaguna, environné d'un clergé nombreux, fit une invocation religieuse, pendant laquelle le recueillement du peuple excita l'admiration du général Schurter. Lorsque la prière de l'évêque fut terminée, les commissaires du gouvernement et le général se retirèrent; mais leur présence avait consacré la légalité de l'assemblée populaire.

Aussitôt après leur départ, toutes les voix appelèrent Barnutz à la tribune.

« L'assemblée, dit-il, a pour mission d'exprimer les volontés et les vœux de la nation roumaine. Parmi ses vœux, les suivants doivent occuper la première place.

» 1° La présente assemblée se déclare assemblée générale nationale de la nation roumaine en Transylvanie;

» 2° Le champ où se tient la première assemblée nationale roumaine de la Transylvanie sera nommé, en mémoire éternelle de cette œuvre glorieuse, le Champ de la Liberté;

» 3° La nation roumaine déclare vouloir rester fidèle à l'empereur d'Autriche, grand prince de Transylvanie, et à l'auguste maison d'Autriche;

» 4° La nation roumaine se déclare et se proclame nation

indépendante, et partie intégrante de la Transylvanie, avec les droits que donnent l'égalité et la liberté.

Ces différentes clauses furent successivement adoptées à l'unanimité.

Puis Barnutz lut au peuple la formule du serment national, qui fut répété par tous sous les drapeaux tricolores; après quoi on donna lecture de la pétition en faveur de Michès. Adoptée d'une commune voix, elle fut recommandée à la diligence du secrétariat, pour être transmise aux commissaires, avec invitation de la faire promptement parvenir au gouvernement.

Cette première journée se termina dans le plus grand calme, et la séance fut remise au lendemain à huit heures du matin.

Les Magyars cependant ne se tenaient pas pour battus. Profitant de la nuit pour rallier leurs partisans, ils surent encore agir sur l'évêque Leményi, qui avait déjà donné plus d'un signe de faiblesse, et l'effrayèrent sur les conséquences des mouvements populaires. Barnutz, Lauriano et les autres chefs nationaux, informés de ce qui se tramait, eurent soin, avant la réunion, de mettre le peuple en garde contre les hésitations de l'évêque. Aussi, lorsqu'à l'heure de la réunion, Leményi se dirigeait vers le Champ de la Liberté, pour présider la séance, partout sur son passage la foule lui criait : « Pas d'union » avec la Hongrie; ne vendons pas notre pays. » Comme tous les esprits faibles qui passent rapidement d'une impression à une autre, l'évêque fut autant ému par ces énergiques apostrophes qu'il l'avait été par les sombres prophéties des Magyars. En ouvrant la séance, il déclara qu'en présence des manifestations unanimes du peuple,

il n'y avait plus à songer à l'union. Ses paroles furent consignées au procès-verbal.

Après que plusieurs orateurs eurent successivement pris la parole, Barnutz invita les paysans à satisfaire provisoirement à toutes les redevances envers les propriétaires fonciers, jusqu'à ce que l'iobagie (servage) fût légalement abolie. « Volontiers ! s'écrièrent les paysans, mais hâtez la promulgation de la nouvelle loi. » Même avec la conscience de sa force et de son droit, le paysan consentait à attendre sa délivrance de la sanction législative.

Lauriano, succédant à Barnutz, développa tous les principes qui devaient servir de bases à la pétition nationale. Ces principes, résumés en 16 articles, étaient les mêmes déjà formulés la veille : égalité entre toutes les nations de la Transylvanie, droit de représentation à la diète, proportionnellement au nombre des citoyens de chaque nationalité, indépendance de l'église roumaine, suppression de l'iobagie, liberté commerciale, liberté de la presse, liberté individuelle, institution du jury avec publicité des débats, garde nationale, délimitation exacte des propriétés, entretien du clergé par l'Etat, fondation d'écoles et d'universités roumaines, impôt proportionnel et abolition des priviléges, nouvelle constitution et rédaction d'un code, interdiction aux autres nationalités de la Transylvanie de délibérer sur la question de l'union, avant que les Roumains fussent proportionnellement représentés à la diète.

La pétition rédigée par Lauriano fut adoptée à l'unanimité, et deux députations furent nommées, l'une pour

aller porter la pétition à l'Empereur, l'autre pour la soumettre à la diète.

La première députation se composait de trente Roumains sous la présidence de l'évêque Schaguna, la seconde de cent membres sous la présidence de l'évêque Léményi. Il fut en outre nommé un comité permanent de douze membres, qui devait résider à Hermanstadt, communiquer par une correspondance régulière avec les deux députations, et convoquer l'assemblée générale nationale, pour lui faire connaître les résultats de la pétition. Schaguna fut choisi pour président du comité, Barnutz pour vice-président.

Il y eut une troisième et dernière séance le 17 mai, dans laquelle furent adoptés les procès-verbaux des réunions. Les commissaires du gouvernement y furent appelés, pour assister officiellement à la clôture de l'assemblée nationale. Ils se plurent à reconnaître, dans une courte allocution, la bonne tenue du peuple, et promirent de recommander à la diète la pétition des Roumains. Ils ajoutèrent que toute demande formulée en dehors de l'assemblée, ne serait pas prise en considération, comme n'étant pas le vœu du peuple. Il était difficile de mieux constater le caractère légal de tout ce qui venait de s'accomplir.

Et cependant les Magyars ne tinrent aucun compte de ces pacifiques démonstrations. La diète de Transylvanie convoquée le 29 mai, vota l'incorporation; et la députation envoyée de Blajium à Pesth vit que rien n'était changé à d'arrogantes prétentions. Il lui fut répondu qu'il n'y avait plus dans toute l'étendue du royaume de Hongrie qu'une seule nation, la nation hongroise, et que

ceux qui ne reconnaîtraient pas ce nouvel ordre de choses, seraient traités en rebelles. Le gouvernement de Pesth s'étonnait même qu'il se rencontrât des hommes assez insensés pour ne pas accepter avec orgueil et reconnaissance l'honneur d'être comptés parmi les Hongrois.

Ces funestes aveuglements devaient tourner au profit de l'Autriche. Les Roumains, si scrupuleux à se maintenir dans les voies légales, furent trop heureux de voir leurs oppresseurs aux prises avec l'autorité souveraine. Leur cause se confondait avec celle de l'Empereur. Après les épreuves d'une longue patience, la fortune leur offrait l'occasion de se venger, et en même temps l'espoir de conquérir leur nationalité à l'ombre du drapeau impérial.

C'est ainsi que le fol orgueil des Magyars devint pour les peuples une source de confusions déplorables et de sanglants malentendus; pour Vienne, une ancre de salut.

CHAPITRE XIII.

Mouvements en Moldavie. — Michel Stourdza. — Troubles et exécutions à Jassy. — Le commissaire russe Duhamel. — Mouvement de Bucharest. — Camp d'Islaz. — Principaux chefs du mouvement. — Démission de Bibesco. — Gouvernement provisoire. — Révolte d'Odobesco. — Arrestation du gouvernement provisoire. — Soulèvement du peuple. — Rétablissement du gouvernement provisoire. — Discussions intérieures. — Fuite du gouvernement provisoire. — Caïmacamie. — Nouveau soulèvement du peuple. — Retour du gouvernement provisoire.

Le caractère le plus remarquable des mouvements de 1848 aux bords du Danube, de la Theiss, de la Drave et de la Save, c'est leur spontanéité et en même temps leur identité. Tous les peuples annexés à l'empire d'Autriche, furent debout à la fois; les Roumains annexés à l'empire turc se levèrent au même instant. On eût dit qu'ils obéissaient à une pensée commune, à un mot d'ordre général; et, par une coïncidence si frappante qu'elle ressemblait à un accord, ni les uns ni les autres ne se soulevaient contre la puissance suzeraine, mais contre des étrangers ennemis de cette puissance. Les Slaves combattirent les Magyars sous le drapeau de l'Autriche ; les Roumains opposèrent aux Russes l'étendard ottoman.

Depuis deux ans, en Moldavie, se manifestaient les symptômes d'une vive irritation ; les boyars se plai-

gnaient hautement de l'administration de Michel Stourdza; les paysans accusaient la tyrannie des boyars. Les terribles scènes de la Gallicie se racontaient dans les campagnes : dangereux enseignements pour des hommes au désespoir !

Nommé hospodar, en 1834, par le général Kisseleff, Michel Stourdza, s'était signalé par une grande habileté de conduite. Opposant aux hostilités des Phanariotes les votes de l'Assemblée, gouvernant l'Assemblée à l'aide du consul russe, réservant à celui-ci assez d'influence pour ne pas l'irriter, ne lui en laissant pas assez pour en être effacé, il avait su, jeune encore, tirer parti du système de bascule, comme un vieux ministre constitutionnel. Mais en même temps, li se compromettait aux yeux de tous par son âpreté fiscale et ses dilapidations effrénées. Infidèle au vieil adage phanariote : « Plumer la poule sans la faire crier, » il dépouilla les contribuables sans compassion et sans pudeur. Les boyars eux-mêmes furent révoltés de ses brutales exactions : sur une plainte adressée par eux à St-Pétersbourg, Ruckmann reçut mission d'aller à Jassy demander compte au prince de ses malversations. Michel Stourdza fut obligé de remettre entre les mains du consul une somme de cinq cent mille francs, qu'il venait de distraire des caisses de l'Etat. Le sacrifice était médiocre pour un aussi grand concussionnaire, mais ce qui suffisait à Ruckmann, c'était de faire acte d'autorité.

Stourdza cependant se garda bien de conserver rancune à la Russie : elle lui servait d'appui dans ses démêlés avec les boyars et avec Constantinople. Plus énergique que Ghika, il cédait moins à la cour protectrice, et se maintenait en faveur; moins étourdi que Bibesco,

il pillait autant que lui, mais ne laissait pas piller les autres. Sa fortune personnelle est aujourd'hui de quarante millions.

Cependant, la révolution du 24 février 1848 avait eu à Jassy le même retentissement qu'à Bucharest ; et si elle n'y réveilla pas autant d'espérances, elle y souleva plus de craintes. Les boyars crurent entendre sonner pour les paysans l'heure de la vengeance. Les fantômes de la Gallicie se présentaient à eux dans leur appareil sanglant. Les propriétaires couraient les uns chez les autres, se communiquaient leurs alarmes, et tous convenaient qu'il fallait transiger, pendant qu'il en était temps encore. (1) Bientôt on apprit dans toute la Moldavie que les propriétaires devaient se réunir à Jassy, pour débattre les changements à introduire dans la loi du travail des paysans. De tous les côtés on accourut dans la capitale, et, le 15 mars, plus de deux mille propriétaires se réunirent dans l'hôtel de Regensbourg ; le chef de la police Prunco et le ministre de l'intérieur Stefanica Catardji assistaient à la séance.

Après une courte délibération, on signa une adresse au prince, contenant une esquisse de constitution, et la demande de quelques changements insignifiants dans les redevances des paysans. Les propositions les plus démocratiques contenues dans la constitution étaient des articles sur la responsabilité des ministres, et sur la punition des fonctionnaires prévaricateurs. Le prince ré-

(1) Dernière occupation des Principautés danubiennes, par G. Chainoi, p. 88.

pondit gracieusement à la députation, et promit de prendre ces demandes en considération.

Stourdza cependant, ne voyait pas sans alarmes cette initiative prise par les boyars, et quoiqu'ils eussent obéi à un sentiment de crainte plutôt que de justice, il s'imaginait voir une menace de révolution. Il espérait donc trouver l'occasion de les épouvanter à son tour, et de les éloigner pour longtemps de toute idée de réforme.

D'un autre côté, les agents moscovites cherchaient à exciter des troubles. Il était important pour la Russie d'avoir un prétexte d'intervenir. L'Europe occidentale, les yeux fixés sur Paris et sur Vienne, n'avait guère le loisir de s'occuper des principautés Danubiennes; le moment était donc venu pour la Russie de s'y glisser à la faveur de quelques mouvements intérieurs.

Les éléments d'agitation ne faisaient pas défaut. La générosité des boyars n'avait eu pour mobile que la peur. Mais au milieu d'eux, dans le sein même de leurs familles, les jeunes gens, inspirés par de plus nobles sentiments, songeaient à l'indépendance de la patrie, et méditaient le renversement d'un prince livré à la Russie et chargé de la haine publique. Ils s'étaient mis en communication avec les Roumains de la Bucovine, et dans leurs ardentes aspirations, ils rêvaient la réunion de toutes les populations latines comprises dans les limites de l'ancienne Dacie. Mais rien n'était préparé pour une si grande entreprise; tous les moyens d'action manquaient; et les agents russes étaient au milieu d'eux, poussant aux extrêmes et encourageant les témérités. Stourdza, de son côté, mis au courant des complots, ne se souciait guère d'être sauvé par une intervention du

protecteur. Son dévouement à la Russie était affaire de calcul plutôt que de sentiment ; et il mesurait les périls d'un patronage armé. Il voulut donc agir par lui-même, et arrêter par de promptes mesures les progrès de la conspiration.

Sachant que les jeunes gens se réunissaient dans la maison Maurocordato, près de la promenade de Copo, il leur envoya, dans la journée du 28 mars, ses deux fils pour les exhorter à renoncer à toute mesure de violence, et à venir plutôt conférer avec lui sur les intérêts du pays. Confiants dans ces pacifiques ouvertures, les jeunes gens au nombre d'une vingtaine, consentent à se rendre auprès du hospodar, lorsque des soldats apostés dans la cour, se précipitent sur eux, les garrottent et les trainent en prison. Cet infâme guet-à-pens, excita dans la ville de formidables ressentiments. Les victimes appartenaient aux premières familles de la Moldavie. Mais Stourdza ne laissa pas aux colères le temps de se prononcer. Dans la nuit même, il fit cerner et envahir par ses soldats les maisons des principaux patriotes. La plupart, surpris dans le sommeil, passèrent du lit à la prison, quelques-uns résistèrent et furent fusillés à bout portant. Les arrestations se poursuivirent le lendemain et les jours suivants ; les exils, les déportations se multiplièrent, et une terreur profonde régna dans le pays. Michel Stourdza se vantait tout haut d'avoir écrasé l'hydre révolutionnaire, et se félicitait tout bas de l'avoir fait sans le secours des baïonnettes russes.

Ses assassinats nocturnes restèrent alors impunis. Mais il en subit aujourd'hui le châtiment moral. Plusieurs jeunes moldaves ayant juré de venger sur lui les

mânes de leurs frères, font partout marcher avec lui l'épouvante. Retiré à Paris, après l'entrée des Russes à Jassy, en 1848, il obtint du préfet de police l'autorisation de se faire accompagner d'un chasseur armé, tant il redoutait de trop justes vengeances.

Ajoutons qu'en prudent diplomate, il ménage encore le czar, dont l'influence reste toujours puissante en Moldavie. Peu soucieux d'habiter un pays en guerre avec la Russie, Michel Stourdza s'est empressé de fuir Paris dès le début des hostilités, et s'en est allé ensevelir ses terreurs à Baden-Baden.

Revenons à ses triomphes de 1848. Il avait espéré par un brusque coup de main échapper à l'appui de l'auguste protecteur. Aucune armée, en effet, ne se présenta; mais on vit paraître au lendemain des exécutions un commissaire russe, le général Duhamel, agent aposté d'avance sur la frontière par la merveilleuse prévoyance de Saint-Pétersbourg.

Duhamel parla aussitôt en maître, déclamant en termes emphatiques contre l'esprit révolutionnaire, et menaçant en même temps Stourdza d'ouvrir une enquête sur les actes illégaux qui avaient excité le soulèvement des Moldaves.

Cependant, à vrai dire, il jugeait qu'il n'avait plus rien à faire à Jassy, les rapides mouvements de Stourdza ayant déconcerté tous les projets d'intervention armée. Il tourna donc ses regards vers Bucharest. Là, de plus sérieuses agitations ouvraient une plus vaste carrière aux intrigues, et un prince sans résolution offrait de meilleures chances à l'action protectrice. Il faut avouer d'ailleurs qu'en ce moment Bucharest méritait par son atti-

tude de causer quelques soucis à Saint-Pétersbourg. Les sentiments qui l'agitaient avaient une autre portée que les manifestations d'Iassy. Il ne s'agissait plus d'une vaine conspiration contre le hospodar, d'un changement de personnes qui aurait laissé subsister tous les vieux abus. Des pensées plus graves avaient créé un parti vraiment national, dont l'objet principal était de délivrer le pays de l'influence étrangère. C'était la Russie qui maintenait la nation dans l'abaissement et l'anarchie ; c'était la Russie qui faisait obstacle à tout progrès sérieux, à toute idée généreuse, à tout esprit de liberté ; c'était de la Russie qu'il fallait s'affranchir.

Aux idées d'indépendance nationale se mêlaient aussi des projets de réforme intérieure, l'égalité civile et politique, l'amélioration du sort des paysans, le redressement des abus de l'administration, etc. C'était encore combattre la Russie ; car elle seule avait intérêt à ce que la corruption régnât dans le gouvernement, et le désordre dans les lois.

Pour se préserver des embûches et des téméraires excès, le parti national n'entendait rien affaiblir des liens qui l'unissaient à la Porte comme à une puissance suzeraine. Jaloux de se maintenir dans les termes de la plus scrupuleuse légalité, il offrait à la Turquie de la défendre contre un ambitieux rival, lui demandant seulement de s'associer aux Roumains dans la défense de ses propres droits, et de se rallier énergiquement à une cause qui était la sienne.

Les chefs du parti national, les guides du mouvement, représentaient les divers éléments de la société, boyars, militaires, écrivains et prêtres ; mais il y avait entre eux

des contrastes qui amenèrent plus tard de graves dissentiments.

Les quatre frères Golesci, descendants des vieilles races de la boyarie indigène, apportaient aux patriotes l'autorité de leur nom et les souvenirs vénérés de leur père, Constantin Golesco, noble complice de Vladimiresco, et premier protecteur d'Héliade. Une grande famille de boyars, restée pure de toute tache, à l'abri même du soupçon, donnait une force morale au parti roumain, et se fortifiait en même temps par lui.

Les quatre frères unis par une communauté de sentiments et d'opinions, s'étaient adjoint leur cousin Alexandre Golesco, et tous, sans même se concerter, avaient cédé le premier rôle à leur aîné, Nicolas Golesco. Il le prit avec modestie, et le remplit avec loyauté.

Deux chefs militaires appuyaient de leur influence la cause nationale, Christian Tell et Georges Maghiero. Tell, major de la milice, d'un esprit calme et réfléchi, semblait donner au mouvement la sanction de la discipline ; on le savait incapable de rien faire à l'aventure, et ses résolutions inspiraient d'autant plus de confiance qu'elles étaient plus lentes à se prononcer.

Pour se faire une idée de Georges Maghiero, il faudrait remonter aux temps fabuleux de la Grèce antique, alors que Thésée et Pirithoüs parcouraient les campagnes et les forêts, pour y combattre le brigandage et assurer aux populations un commencement de sécurité. Né dans la petite Valaquie, il s'était livré dès son enfance aux exercices périlleux de la chasse. Sur les bords torrentueux de l'Olto, dans les escarpements abruptes des Karpathes, il avait eu à lutter plus d'une fois contre les dents et les

griffes des ours, et cette formidable gymnastique lui avait donné une vigueur et une agilité qui l'avaient préparé à de plus sérieux combats. Sous le règne des Phanariotes, une imprévoyante administration n'avait aucun souci de la sécurité des campagnes; les paysans accablés d'un travail qui ne leur rapportait rien, cherchaient dans le brigandage des ressources et des occasions de vengeance, et souvent des bandes d'Albanais déserteurs ou d'aventuriers cruels se joignaient à eux sans avoir les mêmes excuses. Aucune route n'était sûre; tout fermier isolé avait à redouter le massacre et l'incendie. Maghiero résolut de purger son pays des brigands qui l'infestaient. Il avait toutes les qualités extérieures qui assurent l'autorité sur les masses, une taille élevée, une belle figure, une force éprouvée, et l'audace qui inspire la confiance. A son premier appel, il trouva des compagnons prêts à le suivre, et il commença contre les bandes armées une guerre d'extermination. Connaissant depuis longtemps tous les détours des Karpathes, il attaquait les brigands dans leurs retraites, les poursuivait de rocher en rocher, et revenait vainqueur de toutes ses expéditions. Partout où l'on signalait l'apparition d'une troupe de bandits, soit dans la plaine, soit dans la montagne, il se mettait à ses trousses, et dans d'obscures retraites se livraient de furieux combats, dignes d'un plus vaste théâtre; car souvent, parmi les bandits, se rencontraient des hommes de cœur, qui avaient pour eux les excuses du désespoir.

Bientôt la reconnaissance publique fit à Maghiero une grande réputation. Sa police militaire avait rendu la tranquillité aux campagnes de la petite Valaquie. En-

touré de compagnons dévoués, Maghiero était pour les cultivateurs le plus respecté des magistrats.

A l'insurrection de Vladimiresco, les patriotes comptèrent d'abord sur Maghiero. Mais il avait voué aux Turcs une haine implacable, comme aux auteurs de tous les maux de la patrie, et Vladimiresco proclamant la suzeraineté ottomane, s'avançait environné de Turcs. Maghiero refusa de marcher avec de pareils compagnons.

Les mêmes sentiments de haine le poussèrent sous les drapeaux russes en 1828. Pour avoir occasion de combattre les Turcs, il alla, suivi de sa troupe de pandours, prendre rang dans la division du général Geismar; mais il ne se mêla pas aux soldats russes, et ne voulut recevoir d'ordres que du général en chef directement. Comme les chevaliers du moyen-âge, suivis de leurs vassaux, il avait sa bannière à part et sa discipline spéciale. Souvent, sans aucun ordre, il allait avec sa troupe enlever une redoute ou une forteresse, et ménageait à Geismar des surprises bien accueillies; souvent il refusait de suivre les plans du général en chef, et menait à fin ses entreprises suivant sa stratégie particulière.

On tolérait ses écarts à cause de ses bons services. Faisant aux Turcs une guerre impitoyable, il ne leur laissait ni trève ni repos, et les troublait tellement par ses coups audacieux, que son nom devint un épouvantail dans le camp musulman. En le voyant se jeter au plus épais de leurs bataillons, les traverser et retourner sur ses pas au milieu d'une grêle de balles, les Turcs remplis d'une crainte superstitieuse le croyaient protégé par une main invisible. Ceux qui osaient se mesurer avec lui,

faisaient graver sur leurs sabres des versets du Koran, ou mettaient dans leurs fusils des balles d'or et d'argent, propres à détruire le charme du sortilège.

Après ces précautions prises, quelques fanatiques le provoquèrent dans des combats singuliers, dont toujours il sortit vainqueur. Au combat de Baïlesci, il prit, avec les siens, le trésor de l'armée turque, et appela en duel un officier russe qui voulait lui disputer cette capture.

Cependant malgré les exploits de Maghiero, beaucoup d'officiers russes voyaient en lui un allié incommode : ses allures indépendantes blessaient leur orgueil. Ces mauvais sentiments étaient entretenus par un nommé Salomon, capitaine d'un autre corps de volontaires roumains. A force de bassesses et de flatteries, Salomon parvint à se faire donner le commandement général de tous les volontaires. Mais Maghiero refusa hautement de le reconnaitre comme chef, et fit désormais la guerre pour son propre compte.

L'éloignement que lui inspirait Salomon empêcha également Maghiero d'entrer dans l'armée régulière nationale, lorsque la paix se fit. Il était convaincu qu'avec un tel officier, les soldats roumains ne pouvaient être initiés qu'à de mauvais exemples.

Depuis 1830, Maghiero a été appelé aux fonctions de juge de paix, de président de tribunal, et en 1848, il fut nommé par Bibesco Ispravnick ou préfet du district de Romanati. C'est dans cette situation que vinrent le surprendre les évènements de 1848.

Nous avons déjà parlé d'Héliade. Son influence en 1848 fut considérable. Héliade est un homme à part dans le monde valaque, non-seulement par l'étendue de

son intelligence, mais aussi par la singularité de sa physionomie extérieure. Il n'a rien du beau type italien qui caractérise les Valaques. Une taille courte et ramassée, une figure carrée, une grande bouche, des pommettes saillantes, lui donnent l'aspect d'un Tartare. Il semblerait qu'il fallut un type véritablement plébéien pour signaler l'apôtre des serfs de la glèbe. Mais un œil vif et intelligent annonce, chez lui, la vigueur de la pensée, en même temps que des traits mobiles et animés révèlent les fécondités d'une active imagination.

Les jugements les plus divers ont été portés sur Héliade. Les uns le dénigrent avec violence, les autres l'exaltent outre mesure, et l'historien impartial a peine à se prononcer au milieu de ces contradictions. Une chose cependant est certaine, c'est que les colères, comme les admirations, sont une marque d'importance pour celui qui en est l'objet : un homme n'est pas d'une étoffe ordinaire, lorsqu'il excite en même temps l'enthousiasme et la haine.

Pour nous, étranger aux passions et aux rivalités d'un monde éloigné, nous avons pu étudier sérieusement cette physionomie originale, sans parti pris, sans entraînement comme sans prévention, écoutant avec autant de complaisance les accusations que les éloges, et prenant ensuite les faits comme contrôles des ressentiments injustes, ou des aveugles sympathies.

Les admirations pour Héliade s'expliquent facilement; les services éminents rendus par lui à la cause nationale ne sont contestés par aucun même de ses détracteurs.

Reste à rendre compte des hostilités, à en chercher les causes, à en apprécier la valeur.

Les causes sont diverses ; les unes sont indépendantes d'Héliade, les autres viennent de lui. Les premières tiennent à la situation exceptionnelle où il se trouve parmi les hommes qui font cause commune avec lui ; les autres à des défauts de caractère et à des maladresses personnelles.

Héliade ne doit à ses ayeux ni richesse, ni importance. Il est fils de ses œuvres ; grandi par le travail, il s'est fait un rang par ses écrits et par son intelligence. C'était en Valaquie quelque chose de nouveau. On y rencontre cependant bon nombre de parvenus ; mais des parvenus riches, et qui doivent leurs richesses soit aux concussions, soit aux asservissements. Ceux-là sont bien accueillis et marchent la tête haute. Mais un homme parvenu par les lettres ! un homme qui vit de sa plume ! On en chercherait vainement un second exemple ; et ce qui partout ailleurs serait un mérite, devient en Valaquie un chef d'accusation. Le prince Jean Ghika croit écraser Héliade par ces terribles mots : « Il était le seul homme vivant des lettres ! » (1) N'oublions pas que Jean Ghika figure parmi les insurgés de 1848, et qu'il affiche des prétentions de réformateur. Admirons les naïves animosités du prince écrivain, qui serait fort empêché, sans doute, de vivre de ses écrits. « Chose remarquable, dit-il, Héliade, quoique dénué d'idées et de talent, finit par acquérir une popularité immense. » (2) Pour nous, nous estimons qu'il faut plus que du talent, pour acquérir sans talent une popularité immense. Voilà cependant le se-

(1) Dernière occupation des Principautés danubiennes, p. 76.
(2) *Ibid.*

cret de bien des ressentiments : Héliade est un plébéien, faisant cause commune avec des gens qui se croient patriciens , disposés , par conséquent , à ne lui rien pardonner ; fort indulgents entre eux , mais très-sévères pour lui. Le boyar peut avoir des défauts ; l'homme de lettres n'a que des vices.

Héliade est donc , parmi les hommes qui l'entourent , une espèce d'anomalie. Il fait exception encore par un autre côté. Ceux qui combattent avec lui pour la cause nationale , le font avec les facilités et les loisirs qu'assurent des richesses acquises. Héliade est obligé de travailler pour le pain quotidien ; père de famille, il doit se partager entre les enfants et la patrie ; aux combats du dehors se mêlent les difficultés intérieures , et dans cette double lutte. on porte nécessairement atteinte soit aux intérêts privés, soit aux intérêts publics, souvent même à tous deux. C'est là le secret de bien des faiblesses non-seulement chez Héliade , mais chez d'autres. Il est permis , sans doute , à un père de famille sans patrimoine de s'abstenir des luttes publiques; mais s'il s'y mêle avec ardeur , surtout aux premiers rangs , il entreprend une tâche qui est la plus rude épreuve du courage et de la vertu. Le plus vigoureux athlète des temps modernes , O'Connell , fut obligé, pour continuer sa carrière politique , d'accepter une subvention populaire. Héliade , tourmenté par les besoins domestiques , avec le tentateur à sa porte , sous la forme d'un hospodar ou d'un consul russe , était, plus que ses compagnons, exposé à des défaillances. Cela n'est pas une excuse , mais une explication. Car pour juger un homme avec impartialité, il faut avant tout étudier sa condition sociale.

Quant au caractère personnel d'Héliade, il offre à la critique quelques sujets de blâme. Puissant et audacieux dans la polémique, il est dans l'action faible et irrésolu; avec le courage enthousiaste du tribun, il manque du courage vulgaire du soldat. Voilà du moins ce que disent ses accusateurs. Nous devons ajouter que parmi les hommes qui l'ont environné, aucun, à l'exception de Maghiero, n'a de titres militaires suffisants pour faire autorité en pareille matière.

Ce que nous aurions voulu ne pas rencontrer chez Héliade, c'est l'esprit de dénigrement et de méfiance envers les hommes qui marchaient avec lui sous la même bannière politique. Sans doute, il lui est permis, avec son intelligence, de juger les boyars selon leurs mérites. Mais c'est pécher contre la justice, que de ne pas rendre hommage à de nobles exceptions. Intolérant et soupçonneux, il formule avec légèreté les plus graves accusations. Nous savons trop combien, dans les révolutions, il se présente de méthodes diverses et de prétentions contraires. Avec Héliade, tous ceux qui ne pensent pas comme lui, ou n'agissent pas avec lui, sont accusés de trahison; quand on ne suit pas sa voie, on est complice de la Russie : il semble qu'il n'y ait pas de milieu entre Héliade et le czar. De là des jugements téméraires ou de provoquantes insinuations. Ses écrits ont un caractère dénonciateur, une physionomie de réquisitoire; et comme il est le seul qui ait raconté les évènements de 1848, il abuse de sa plume, pour accuser les hommes et dénaturer les intentions. Il est vrai que, sous ce rapport, ses adversaires ne le ménagent guère, et ne se font pas faute envers lui d'épithètes méprisantes. Mais

nous aurions voulu voir Héliade donner l'exemple de la réserve et du bon goût. Trop souvent, l'émigration ne produit pas autre chose que des échanges d'injures entre les exilés. Personne ne veut avoir la charge des fautes ou des mécomptes.

Si maintenant, après les appréciations morales, nous entrons dans le domaine des faits, nous sommes obligé de reconnaître que les services rendus par Héliade à la cause nationale, dépassent de beaucoup les mécomptes qu'ont pu amener un caractère incertain et une énergie intermittente. Avec les imperfections de notre nature, il est téméraire d'exiger qu'un homme soit complet. La seule base d'un sage jugement est la balance entre le bien et le mal accomplis.

A ce compte, nous tenons qu'Héliade a droit, entre tous, à la reconnaissance publique. Dès sa jeunesse, champion des plus ardents parmi les régénérateurs de la langue nationale, voué au culte et à l'enseignement de l'antique parole, il mit en poussière les traditions du phanar, et mérita d'être distingué par Constantin Golesco, homme honnête parmi les boyars. La lutte fut longue, et finit par de pacifiques triomphes. La part qu'y eut Héliade ne fut pas des moindres.

Mais, c'est vers 1830 que commencent les grandes luttes. Après de cruelles déceptions, les périls du protectorat russe lui étaient révélés dans toute leur étendue. Combattre le protectorat, fut désormais l'unique souci d'Héliade; signaler à tous les menaces d'une incorporation, et préparer les cœurs à d'énergiques résistances, telle devint sa mission. Toutes les ressources d'un remarquable talent

furent mises en œuvre; toutes les formes variées de la littérature, odes, fables, dissertations, et enfin les forces actives de la presse. Le *Courrier roumain* devint entre les mains d'Héliade un organe important, qui fit retentir au loin la question nationale. On peut affirmer qu'Héliade, le premier, créa en Valaquie une opinion publique. Jusqu'à lui, il y avait eu des dissentiments de boyars, des querelles d'ambitieux, dont le bruit ne dépassait pas les limites de Bucharest. Les écrits du poète journaliste firent pénétrer dans toutes les classes la pensée politique; les étudiants des écoles, les négociants des villes, les cultivateurs des campagnes se réveillèrent aux accents d'une voix infatigable : Héliade acquit cette immense popularité qui fait l'étonnement de Jean Ghika. Le nom d'Héliade devint un drapeau, et sous ce drapeau, la nation prit conscience d'elle-même.

Voilà ce qu'on ne saurait méconnaître, voilà ce que l'histoire est contrainte de raconter. Quand même elle reconnaitrait les faiblesses de l'homme privé, elle avoue l'action puissante de l'homme politique. En admettant qu'Héliade se trouble dans de vulgaires périls, il n'en faut pas moins admettre que toute sa vie a été, depuis vingt ans, un long acte de courage, dans un combat opiniâtre contre les besoins de la vie et contre le czar, qui aurait richement suppléé à ces besoins, si Héliade avait tendu la main. Il ne faut pas, sans doute, lui faire un mérite de ne s'être pas laissé corrompre, quoique ce soit un mérite rare en ce pays. Mais il faut lui savoir gré d'avoir affronté avec une incroyable énergie le redoutable autocrate, d'avoir saisi corps à corps le colosse de Saint-Pétersbourg, d'avoir pris le premier rang dans une lutte

qui pouvait tous les jours le conduire à l'exil et à la misère. C'est un genre de courage qui n'appartient pas à tout le monde.

Au surplus, nous le répétons, nous ne voulons juger Héliade que par les faits. Or, en 1848, quand se préparait le mouvement insurrectionnel, Maghicro et Tell ne consentaient à s'y associer qu'à condition d'y voir Héliade; les étudiants avant d'y participer, prirent avis d'Héliade; les frères Golesci pensèrent qu'on ne pouvait se passer d'Héliade. Qu'est-il besoin de chercher d'autres témoignages?

Il est vrai que les mêmes hommes l'accusent aujourd'hui. Que s'est-il passé depuis? Des malentendus, selon nous, bien plus que des faits graves. C'est ce que nous aurons à voir plus loin. Toujours est-il qu'en 1848, Héliade fut l'âme de la révolution. A-t-il changé plus tard? C'est ce que rien ne prouve. Il l'aurait fait, qu'il serait comme tant d'autres dont la carrière s'est interrompue avant que ne vienne la mort; leurs dernières défaillances peuvent jeter un voile sur leurs premiers services, mais sans rien ôter à l'utilité réelle des actes accomplis.

Il nous reste à parler des prêtres de villages, qui furent dans l'insurrection les guides du paysan, comme ils avaient été, dans les mauvais jours, les compagnons de ses souffrances. Leur influence respectée contribua beaucoup à généraliser le mouvement, ainsi qu'à le discipliner. Car les paysans, en cette occasion, firent preuve d'un esprit d'ordre et de douceur qui se rencontre rarement dans les insurrections soudaines.

Parmi les popes villageois qui, à cette époque, élevèrent la voix au nom de la patrie, le plus renommé fut

Jean Chapca. Curé de Celeïu, dans le district de Romanati, il labourait la terre à côté de ses fils spirituels, et faisait le commerce des grains, partageant avec le pauvre et le voyageur les bénéfices de son industrie. Aucun étranger ne passait par Celeïu sans aller voir le pope Chapca, qui l'accueillait avec tous les empressements d'une hospitalité primitive. Un cœur droit et un bon sens naturel lui dictaient des enseignements qui profitaient aux paysans comme de modestes oracles. Il se faisait aussi le défenseur des intérêts matériels des cultivateurs, les instruisant de leurs droits en même temps que de leurs devoirs, et les éclairant sur les lois, afin qu'ils ne devinssent pas victimes des intendants et des fermiers. Il était l'épouvantail des fonctionnaires avides, dont il dévoilait hautement les spoliations, dont il combattait les violences. Non moins ennemi des abus ecclésiastiques, il fit abolir, dans son arrondissement, une foule de coutumes oppressives, et fit renoncer les laboureurs à d'anciennes superstitions qui les enlevaient au travail. Aussi la réputation de Chapca s'étendait-elle au delà de son district, et, dans toute la petite Valaquie, on ne parlait que du bon prêtre de Celeïu. Chapca, aujourd'hui proscrit, fut, en 1848, exilé au mont Athos.

Parmi les meneurs de la révolution, il y avait aussi un homme de souche dynastique. Le prince Jean Ghika, boyar éclairé, comprenait que les idées libérales de l'Europe se faisaient jour sur les bords du Danube, et qu'il était temps, pour la Moldo-Valaquie, de sortir des vieilles traditions orientales qui perpétuaient son abaissement. Prêchant de hardies réformes, il s'était hautement associé au parti national, plus ardent peut-être

que ne le comportaient ses antécédents, et déguisant mal des ressentiments personnels. Car on ne pouvait oublier que Bibesco avait supplanté un Ghika.

A tous ces éléments insurrectionnels venait se joindre un élément révolutionnaire, pouvant paraître trop vigoureux pour le tempérament du pays, et trahissant, plus qu'il ne l'aurait fallu, une importation exotique. De jeunes Roumains élevés à Paris, nourris des traditions démocratiques de la France, témoins d'une victoire populaire qui avait en quelques heures renversé une monarchie, voulaient appliquer à Bucharest les méthodes françaises. Parmi les plus ardents étaient les deux frères Démétrius et Jean Bratiano, desquels il est permis de penser qu'ils avaient le tort d'être par trop Parisiens. Dans la même voie, auprès d'eux, marchait Rosetti. Ils consentaient cependant, avec Héliade et les Golesci, à prendre pour programme du mouvement la suzeraineté ottomane, en opposition au protectorat moscovite. Mais, pour ces derniers, la réalisation de ce programme était le but sérieux et définitif de leurs efforts; pour les premiers, ce n'était qu'un moyen d'arriver plus loin. Les uns faisaient de la politique locale, moins hardie dans ses conceptions, mais plus faite pour réussir; les autres faisaient de la politique générale, plus large dans ses développements, mais plus périlleuse dans l'exécution. Héliade et ses amis restaient dans la question roumaine; Bratiano et Rosetti s'aventuraient dans les questions démocratiques de l'Occident. Il se produisit nécessairement de graves désaccords, suivis de réactions mutuelles qui augmentaient les ressentiments. Les imprudences des jeunes gens rendaient Héliade plus circonspect; les prudences d'Héliade poussaient les jeunes

gens aux témérités. Ajoutons que la Russie trouvant son compte aux exagérations, les excitait sous main, afin qu'il en sortit des troubles ou au moins des dissentiments.

Telle était la situation générale, lorsqu'on apprit à Bucharest la tentative avortée de la Moldavie. Bibesco épouvanté jusque-là par l'agitation qu'il voyait autour de lui, reprit courage au récit des exploits de Stourdza, et se promit de les imiter. Voulant s'appuyer d'abord sur le commissaire russe, il envoya son ministre de l'intérieur, Villara, auprès de Duhamel, et en obtint des assurances de protection.

Cependant Héliade et Maghiero, la tête et le bras du mouvement national, ne méditaient pas le renversement de Bibesco. Voulant rester fidèles à la légalité, ils espéraient l'amener à prendre la direction de la réforme, sous la tutelle de la Porte et de l'Europe. Illusion naïve! dont ils ne tardèrent pas à être détrompés. Les promesses de Duhamel avaient rendu à Bibesco toute son arrogance; il s'emportait hautement contre le parti national, déclarant que la Russie seule pouvait mettre les deux pays sur le chemin du bien-être, et plus tard, de l'indépendance. (1)

Bientôt le commissaire russe se montra dans Bucharest, affectant des airs de colère et de mépris. Le métropolitain et le corps des boyars étant allés le visiter, il les reçut en robe de chambre et le cigare à la bouche, exprima son étonnement d'entendre murmurer contre le gouvernement, et annonça qu'il venait anéantir l'esprit révolutionnaire.

Bibesco triomphait. Mais ses joies ne furent pas de

(1) Protectorat du Czar, p. 32.

longue durée. Duhamel lui fit entendre que, dans l'état de trouble où se trouvait le pays, il ne voyait pour lui d'autre ressource que de réclamer l'intervention armée du protecteur. Cette offre généreuse n'était pas du goût de Bibesco ; accoutumé au régime absolu, il sentait que la présence des Russes lui ôterait tout pouvoir. Aux insinuations du commissaire il répondit par de vagues promesses, et fit à la hâte appeler Maghiero. Celui-ci reçut mission de former un corps de pandours et de mettre au complet le corps des dorobans, Bibesco l'assurant confidentiellement que les mouvements qui se faisaient de l'autre coté des Karpathes devenaient menaçants pour la Valaquie. Son véritable motif était d'avoir, en cas de soulèvement intérieur, des troupes disponibles qui pussent l'exempter de recourir à la Russie. Placé dans une situation doublement fausse, entre deux forces qui le menaçaient, il ne voulait ni se livrer entièrement aux Russes, ni faire des concessions au sentiment national.

Duhamel vit qu'il était joué, et il résolut de se venger suivant les traditions de la diplomatie moscovite. Mavros, créature éprouvée, fut chargé de monter une conspiration contre le hospodar : elle avait pour double but d'effrayer Bibesco, et de dérouter le parti national. Bientôt on n'entendit parler que de complots ; des bruits menaçants circulaient, et les mécontentements s'exprimaient avec une audace qui paraissait sûre de l'impunité. Aux agents russes de Mavros s'étaient réunis quelques anciens hétairistes d'Ibraïla. Ceux-ci réussirent par leurs exaltations à entraîner avec eux quelques jeunes gens sincères, qui crurent que la révolution était là où s'entendaient les paroles les plus énergiques.

Tout était confusion, et le temps se passait en douloureux tiraillements. Héliade voulut éclairer et rallier les esprits par ses écrits dans le *Courrier roumain;* Duhamel exigea la suppression du journal ; Bibesco s'empressa d'obéir.

La situation devenait chaque jour plus incertaine. Bibesco, revenu de ses terreurs, se lança dans les violences ; on arrêta plusieurs patriotes ; on fit des perquisitions domiciliaires ; Duhamel demandait impérieusement l'exil d'Héliade. Les chefs nationaux ne pouvaient plus reculer le moment d'agir. Ils étaient d'ailleurs encouragés par les solennelles agitations de la Transylvanie ; sur les deux versants des Karpathes, on pouvait se tendre la main. Une active propagande s'était faite dans les campagnes, où les intrigues russes, ayant moins d'accès, ne pouvaient troubler l'accord des esprits; et les paysans auxquels on promettait une vie meilleure, attendaient avec impatience l'heure de l'affranchissement.

L'arrivée à Bucharest d'un commissaire de la Porte, Talaat Effendi, avait fait espérer aux patriotes qu'ils trouveraient un appui contre Duhamel. Mais Talaat Effendi se laissa, aussi facilement que ses prédécesseurs, tromper ou effrayer. Les Roumains ne pouvaient compter que sur eux-mêmes.

Il était dangereux cependant de tenter un mouvement à Bucharest. Le chef de la petite armée valaque, Odobesco, nommé par M. de Kisseleff, était entièrement dévoué à la Russie, et il avait sur tous ses officiers une grande influence ; notamment sur le commandant de la garnison de Bucharest, Salomon, ce courtisan des Russes, qui, en 1828, avait supplanté Maghiero. Le concours mi-

litaire ne pouvait donc se trouver qu'au dehors. Dans Islaz, petit port sur le Danube, la garnison, formée d'une compagnie, était sous les ordres du capitaine Plessoiano. Quelques patriotes firent des ouvertures à ce dernier. Il se montra disposé à s'associer à l'œuvre nationale, pourvu que le major Tell y prit part. Celui-ci commandait un bataillon à Giurgevo ; il mit pour condition de son consentement la coopération d'Héliade. L'influence qu'avait prise sur les négociants et les chefs des corporations le rédacteur du *Courrier roumain* rendait son action nécessaire ; ses ennemis mêmes auraient trouvé dangereux de l'écarter. Héliade demanda pour toute condition d'être chargé de la rédaction de la constitution nouvelle. Décidé à maintenir le mouvement dans les limites de la légalité, il voulait éviter tout programme exagéré.

Pour ce qui concernait les plans et la direction du mouvement, les conférences se tenaient chez les frères Golesci. Tell venu à Bucharest y assista. Contrairement à l'avis de la majorité qui voulait commencer le mouvement dans la capitale, il soutint que l'initiative devait partir de la province et de plusieurs districts à la fois, le contre-coup devant ensuite promptement retentir à Bucharest. On reconnut la sagesse de son avis, et tous finirent par s'y ranger. En conséquence, Tell, Héliade et Stephan Golesco furent désignés pour aller dans le district de Romanati, d'où ils devaient se réunir à Plessoiano et à sa compagnie. Nicolas Balcesco reçut mission d'aller dans le district de Pracova où il avait des relations ; Constantin Balcesco dans le district de Vulcea. Jean Ghika demanda à être envoyé à Constantinople, pour obtenir l'appui de la Porte, intéressée comme les Rou-

mains à être délivrée du protectorat. C'était d'ailleurs une bonne occasion pour Ghika d'arriver en silence à ses fins personnelles. Les autres chefs nationaux devaient rester à Bucharest, pour s'entendre avec les différents meneurs, attendre le mouvement du dehors, et précipiter en temps opportun celui du dedans.

Ces dispositions faites, Héliade prit prétexte des ravages du choléra pour envoyer sa famille en Transylvanie, annonça hautement son propre départ, régla les comptes des ouvriers de son imprimerie, et les congédia pour une vacance de quarante jours, n'en conservant que deux, qui étaient initiés au mouvement, pour imprimer avec eux une proclamation au peuple et le projet de constitution. Deux mille exemplaires furent promptement tirés. Héliade en confia la moitié à Mossoïu, homme sûr et énergique, pour en faire des distributions parmi les chefs des négociants, des corporations, du clergé et de la jeunesse, lui recommandant toutefois de ne mettre en circulation aucun exemplaire avant qu'il ne reçût des nouvelles d'Islaz. Les jeunes Maghiero, fils et neveu, et d'autres jeunes gens élèves de l'école des cadets, furent chargés de proclamer la constitution dans la caserne et dans les rues, au jour qui leur serait désigné. Il leur était recommandé, ainsi qu'aux chefs des corporations, de répandre, en même temps, le bruit de l'adhésion du hospodar à la constitution, et d'inviter les masses à se rendre au palais pour le remercier. C'était un moyen propre à faire descendre le peuple dans la rue, en force assez imposante pour contenir les soldats.

Tout étant ainsi préparé, Héliade et Stephan Golesco partirent ensemble de Bucharest le dimanche 6 juin : ils

arrivèrent dans la soirée du lendemain à Islaz. Tell les attendait avec Plessoiano, le prêtre Chapca et Constantin Alexandresco. Toute la journée du 8 fut consacrée à compléter leurs dispositious. Le lieutenant Zalyc qui commandait une compagnie à Celeïu fut invité à se réunir au camp d'Islaz; les frères Racotsi, stationnés à Zimnicea avec un corps de cavalerie, reçurent le même avis; Maghiero, à Caracal, fut informé de l'arrivée de ses compagnons; les habitants de plusieurs villages des environs furent priés de venir assister le lendemain à une cérémonie religieuse; enfin dans la soirée, un soldat intelligent fut envoyé à Bucharest, avec des lettres adressées aux chefs nationaux, leur annonçant que le mouvement devait éclater à Islaz, le lendemain 9 juin.

Le lendemain, en effet, la place du village d'Islaz présentait un spectacle inaccoutumé. Il s'y pressait de nombreux groupes de paysans, curieux de savoir dans quel but on les avait convoqués. Des négociants, des fermiers, des matelots du port, se mêlaient à la multitude. D'un côté de la place était l'administration avec ses dorobans; de l'autre, Plessoiano avec ses soldats sous les armes et en grande tenue; puis le cortége des nouveaux arrivants, Tell, Stéphan Golesco, Héliade, et les deux capitaines Racotsi, le lieutenant Serrurius, entourés d'autres officiers civils et militaires.

Au milieu de la place, sur une table, en guise d'autel, brillait la croix et l'évangile; vingt flambeaux allumés et des encensoirs fumants annonçaient une solennité imposante. Au pied de l'autel se voyait un grand baptistaire, rempli d'eau, placé à l'abri de deux étendards aux couleurs nationales.

Le pope Chapca, assisté de deux autres prêtres, revêtus des ornements sacerdotaux, et la tête nue, était debout devant l'autel. Sur un signe de lui, les officiants entonnèrent le service divin. L'eau fut bénie ; les ministres de la religion se prosternèrent, et, à leur exemple, tous les assistants, et les soldats mirent genou en terre, la tête découverte (1).

Ce mélange des choses religieuses aux choses politiques est un des traits caractéristiques du paysan Roumain : il puise dans l'évangile ses théories sociales, et la voix de ses prêtres l'excite et le modère.

L'office terminé, Chapca promena ses regards sur la foule empressée de l'entendre, et prononça d'une voix sonore, la prière suivante :

« Dieu de la force et de la justice ! vois ton peuple prosterné devant ton évangile et ta croix. Il n'invoque que ta justice ; exauce et bénis sa prière. Donne la force à son bras, et tes ennemis seront vaincus. Verse dans son sein le courage, dans son cœur la mansuétude, et l'ordre dans son esprit.

» Dieu de la lumière, tu dressas jadis la colonne de feu pour conduire Moïse dans le désert. Dis, Seigneur, que l'ange des bons conseils descende au milieu de nous, et nous guide dans tes voies. Bénis, du haut du ciel, nos étendards couronnés de la croix de ton fils bien-aimé ; fais les flotter sur le chemin de l'ordre et de la véritable gloire.

« Seigneur ! ton fils unique fut envoyé par toi en sa-

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, par J. Héliade Radulesco, p. 66.

crifice pour le salut des hommes. Dans son amour, il *devint anathême*, pour déifier le travail du pauvre; il devint la proie de la mort pour donner la vie et la liberté aux humains. Tu es le même Dieu : la victoire et la liberté sont à toi. Sauve et délivre tout homme qui souffre, relève et vivifie ce peuple qui se meurt pour faire vivre ses oppresseurs. Sauve-le des abus qu'on fait naître de ses institutions et même de ses vertus; délivre-le de l'abus de la *claca*, de l'infâme *iobagie*, inconnue à nos pères, de la corvée des chemins et des chaussées, de ces travaux des Pharaons. Rends-lui le temps et l'espace dont tu dotas l'homme; fais-le jouir du produit de son travail.

« Lève-toi, Seigneur, et fais connaître au monde que tu es le Dieu des laborieux et de tout homme qui s'approche de toi par le travail, seule prière que tu bénisses et que tu exauces. Ton fils a promis aux opprimés la justice, aux affamés le pain, aux désolés la consolation. Rends à tes enfants leurs biens et leur pain, selon ta justice. Car à toi est la domination et la force et la gloire, à toi le Père, le Fils et le Saint-Esprit, dans le présent et dans l'éternité, et dans les siècles des siècles. Amen. »

Cette touchante homélie, récitée par un prêtre vénéré, ces leçons politiques, empruntées aux Ecritures, pénétraient profondément les âmes naïves des paysans, et leur semblaient l'annonce du jour de la délivrance. Lorsque les officiants entonnèrent le cantique : « Seigneur, sauve ton peuple et bénis ton patrimoine, » mille accents se mêlèrent à leurs voix, et les canons du port répondirent aux chants religieux par des salves répétées.

Les deux étendards ayant été baptisés par Chapca, Héliade en prit un, et après une chaude allocution, le

déposa entre les mains du peuple; Tell déploya l'autre, et le confia aux soldats.

Puis, Héliade donna lecture du projet de constitution, rédigé en 22 articles, et précédé d'une proclamation qui en expliquait les différents paragraphes. Cette constitution renfermait plusieurs principes empruntés aux institutions de l'Occident : responsabilité des ministres, représentation nationale sur une large base d'élection, garde nationale, liberté de la presse et de la parole. Ce qui était, pour ainsi dire, plus local, frappait davantage les esprits; savoir, expulsion des Igoumènes grecs, et restitution des monastères au clergé national, droit de propriété assuré aux paysans, et abolition de toutes les redevances, moyennant indemnité; abolition de l'esclavage des Tziganes, sauf également indemnité aux maitres.

Dans la question de politique extérieure, la constitution maintenait la suzeraineté turque, suivant les traités de Mircea et de Vlad V, et ordonnait la suppression du réglement organique.

Le chef de l'État reprenait le titre de Domnu, et devait être élu pour cinq ans, et éligible dans toutes les classes.

La proclamation, lue par Héliade, se terminait ainsi :

« Frères Roumains, respectez la propriété et les personnes. Réunissez-vous, réunissez-vous en masse ; armez-vous; mais imitez vos frères de la Transylvanie. Voyez comme ils se sont rassemblés par dizaines de mille sans causer le moindre désordre. N'ayez d'autre crainte que la crainte de Dieu, et alors vous pourrez chanter sans rougir :

« Le Seigneur est avec nous ;

« Le Seigneur est avec nous, frères ; levez-vous en son nom, et l'ange de la justice céleste écrasera tout ennemi ; il renversera le cavalier et son cheval ; les chars et les armes de l'ennemi seront réduits en poussière, ses projets seront dissipés comme la fumée.

« Aux armes, Roumains, aux armes du salut ! »

Les signataires de la proclamation étaient le prêtre Chapca, Héliade, Tell, Stéphan Golesco et Plessoiano ; ils se constituèrent en gouvernement provisoire, en s'adjoignant Maghiero ; et tous les assistants prêtèrent entre leurs mains le serment de fidélité à la Constitution.

Maghiero était à Caracal, chef-lieu du district de Romanati ; ses collègues lui expédièrent une estafette pour l'avertir de leur succès, et pour le charger de transmettre sans retard, à Bucharest, une lettre adressée à Bibesco.

Après avoir raconté les inquiétudes causées au public par l'arrivée du commissaire russe, et signalé les projets de complot qui se tramaient sous l'influence de Duhamel, la lettre ajoutait :

« Les soussignés, redoutant que le mouvement ne dégénérât en anarchie, et voyant que l'opinion publique se concentrait autour d'eux, se sont déterminés à se mettre à la tête d'un mouvement régénérateur, dont le but est de maintenir l'ordre et de proclamer la volonté du peuple...

» Au nom du peuple roumain, ils ont l'honneur de vous communiquer la manifestation nationale et la Constitution qui est basée sur nos anciennes lois et coutu-

mes ; ils vous invitent à obéir à la voix de la patrie, et à vous mettre à la tête de cette grande entreprise.

« Les soussignés n'attendent que votre réponse, et, dès qu'ils seront convaincus, par des preuves suffisantes, de la sincérité de votre cœur, ils cesseront de gouverner, et s'estimeront heureux de recevoir vos ordres. »

« *Signé :* Les membres du gouvernement provisoire.

« Islaz, du camp de la Régénération, 9 juin 1848. »

Maghiero croyait encore que Bibesco aurait le courage et l'habileté de se placer à la tête du mouvement ; Héliade, sans avoir la même confiance, voulait le mettre en demeure de se prononcer ; il tenait aussi à démontrer que le mouvement de la Valaquie n'était qu'une mesure de défense contre les embûches de la Russie.

En attendant la réponse de Bibesco, toutes les dispositions furent prises, pour donner de la force et de la régularité au soulèvement populaire.

Le capitaine Racotsi, qui venait de prêter serment à la Constitution, reçut ordre d'aller rejoindre son corps de cavalerie et de le conduire à Caracal ou à Craïova ; le lieutenant Zalyc fut invité à venir, avec sa compagnie, rejoindre le gouvernement provisoire par le chemin de Caracal. Car on allait lever le camp d'Islaz et se diriger vers le chef-lieu du district de Romanati, administré par Maghiero. On se mit effectivement en marche à dix heures du matin, et le lendemain on rencontra Zalyc avec sa compagnie, accompagnée de plusieurs centaines de paysans en armes, conduits par leurs prêtres.

Pendant toute la journée, le gouvernement provisoire vit grossir son escorte; l'enthousiasme gagnait toutes les campagnes; ceux des paysans qui n'avaient pas de fusils, se présentaient avec des faulx et des instruments de labourage.

Le 10 au soir, le camp fit halte à Crussov, à deux lieues environ de Caracal, pour y passer la nuit, et annoncer aux habitants du chef-lieu l'arrivée des membres du gouvernement provisoire. Ceux-ci reçurent, vers dix heures, la visite de Maghiero; il leur donna communication d'une lettre qu'il venait de recevoir du ministre de l'Intérieur, lui annonçant la disparition subite d'Héliade et de Stéphan Golesco, et lui enjoignant de s'assurer de leurs personnes et de les envoyer sous bonne escorte à Bucharest. Maghiero, commençant à se désabuser sur le compte de Bibesco, passa la nuit à se concerter avec ses collègues, et, à l'aube du jour, il était de retour à Caracal.

Le camp fut levé dans la même matinée. Partout, dans les villages placés sur la route de Caracal, on voyait la bannière tricolore flotter sur la tour de l'église : à la limite de l'arrondissement de Caracal, des milliers de paysans, avec les bannières de leur église, et le protoprêtre à leur tête, attendaient le gouvernement provisoire. Les prêtres, ornés de leurs vêtements sacrés, portaient l'évangile et la croix; les enfants portaient des palmes et chantaient des cantiques religieux; tout le peuple criait : « Hosannah à ceux qui viennent au nom du Seigneur; » les hommes et les jeunes gens prenaient rang sous le drapeau tricolore, et fortifiaient l'expédition armée.

Un peu en avant de Caracal, le président de la muni-

cipalité, ses collègues et les notables parmi les habitants, se présentèrent à la rencontre du gouvernement provisoire, lui offrant le pain et le sel, symboles antiques de bon accueil. A la barrière, Maghiero, à la tête des dorobans à cheval, et suivi de la foule des habitants reçut le gouvernement avec tous les honneurs dûs au souverain, et lui présenta ses rapports comme administrateur. La journée se passa en fêtes; l'accord unanime du peuple donnait au mouvement national un caractère pacifique, qui semblait néanmoins irrésistible. Mais dans la soirée du 12, on pût présager des obstacles, peut-être une lutte ouverte. Les membres du gouvernement provisoire suivis des soldats et des paysans, se dirigeaient vers Craïova, lorsqu'ils furent rejoints par Maghiero à la tête de deux cents dorobans à cheval, bien armés et bien équipés. Il avait reçu la réponse de Bibesco. Tracée sur un petit morceau de papier, elle était ainsi conçue : « Vous m'é-
» crivez que cinq hommes avec quatre-vingts indivi-
» dus (1) se sont soulevés dans votre district et se sont
» constitués en gouvernement provisoire.... Vous me
» demandez ce que vous devez faire. — Leur donner la
» mort. » Cette brutale réponse était assez significative. Maghiero indigné se réunit à ses collègues pour ne considérer dorénavant Bibesco que comme un ennemi : il fut résolu de mettre en insurrection toute la petite Valaquie.

(1) Maghiero n'avait pas écrit qu'il y avait dans le mouvement quatre-vingts individus ; car dès le premier moment on avait réuni plus de quatre cents soldats et deux mille paysans. Bibesco voulait sans doute se montrer facétieux.

Les premiers obstacles se rencontrèrent dans Craïova. Jean Bibesco, frère du hospodar, était administrateur de la ville : il employa tous les moyens de crainte et de persuasion pour exciter les habitants contre le gouvernement provisoire, les exhortant même à prendre les armes pour repousser les rebelles qui, venaient, disait-il, apporter le massacre et l'incendie. Le major Vladoyano, commandant de la garnison, dévoué à Bibesco, prenait des dispositions militaires pour défendre l'entrée de la ville. Mais les habitants, ne dissimulant pas leurs sympathies pour la cause nationale, déclarèrent à l'administrateur et au commandant que s'ils engageaient une lutte, ils devaient s'attendre à voir la ville entière prendre parti contre eux. Ils se tinrent pour avertis; Jean Bibesco prit la fuite avec quelques boyars, et Vladoyano sortit de la ville avec les soldats, se dirigeant vers le nord, où il était sûr de ne pas rencontrer le camp des insurgés.

Ceux-ci avait fait halte à quelque distance de Craïova, lorsque, vers minuit, ils reçurent avis de ce qui s'était passé dans cette ville. Presque au même instant, un courrier venant de Bucharest leur transmit de plus importantes nouvelles. Voici ce qui s'était passé.

A la réception des lettres d'Islaz, le parti national avait résolu d'agir suivant les instructions données à l'avance. Le 11 juin, le neveu de Maghiero, suivi de quelques jeunes gens, se présenta sur la place du marché, porteur de la proclamation et de la Constitution que lui avait confiée Héliade, en fit lecture à haute voix, affirma que Bibesco y donnait son adhésion, et invita le peuple à se rendre au palais pour remercier le prince. En un clin-d'œil, dix mille personnes se rassemblèrent autour

de lui, et se dirigèrent avec des cris de joie vers la demeure du hospodar. Les soldats de garde surpris par cette soudaine irruption, et ne voyant dans la foule aucune attitude hostile ne songèrent pas à l'arrêter ; et Bibesco effaré se trouva en présence d'une multitude enthousiaste qui le chargeait de bénédictions. Un plus courageux que lui n'aurait osé les désavouer : empressé de se faire un mérite de ce qu'il ne pouvait plus refuser, il signa la Constitution, et parut s'associer de tout cœur au mouvement national.

Peu d'instants après, on lui soumit la liste d'un nouveau ministère qu'il approuva également de sa signature. Les chefs nationaux devenaient maîtres de toutes les forces admistratives ; mais par une incroyable maladresse qu'on ne saurait expliquer, Odobesco, l'homme de M. de Kisseleff, le représentant militaire des Russes, fut porté au ministère de la guerre. Quelques-uns ont dit, pour se justifier, que l'influence immense d'Odobesco sur la troupe les obligeait d'en faire un allié. Singulière tactique, et bien mal calculée ! on ne convertit guère un ennemi en le rendant plus fort. C'était bien moins attirer Odobesco au service de la révolution, que mettre la révolution à la discrétion d'Odobesco. Comme complément à cette étrangeté, Maghiero était appelé au ministère des finances. En même temps qu'on livrait toutes les forces actives à un partisan déclaré des Russes, on paralysait le bras du seul chef insurgé connu par ses exploits militaires.

Ces nouvelles, parvenues au camp, y refroidirent un peu la joie produite par les succès de la révolution. Héliade, prompt à soupçonner, y voyait une trahison ; c'était bien assez d'une maladresse. Les chefs du camp

s'empressèrent d'envoyer dans la nuit une réponse à Bucharest, par laquelle ils déclaraient qu'ils ne pouvaient confier la force armée à un homme qui ne jouissait pas de la confiance publique; ils demandaient que le ministère de la guerre fut confié à Tell, et que Maghiero fut nommé capitaine général de tous les dorobans et de l'armée irrégulière. Ils finissaient leur lettre en exigeant que tous les actes promulgués par le gouvernement provisoire, depuis le 9 juin, fussent reconnus : « Si ces conditions ajoutaient-ils, sont acceptées, le pays sera tranquille; sinon, les représentants de la nation viendront, avec le camp, traiter aux portes de Bucharest. » Ces dernières paroles s'adressaient moins à leurs collègues, qu'à Bibesco, dont les engagements inspiraient une médiocre confiance.

Les soupçons n'étaient que trop fondés. Duhamel, voyant le mouvement national se prononcer avec un ensemble menaçant, et se fortifier par la sanction légale que lui apportait l'acquiescement de Bibesco, ne trouva plus d'autre ressource que la séparation du prince et du peuple. Il lui importait de créer le désordre; la régularité d'une révolution placée sous les auspices du chef de l'Etat, offrait trop peu de chances à l'intervention du protectorat. Il s'attacha donc à détourner Bibesco de ce qu'il appelait une dangereuse complicité, le menaçant de toute la colère du czar s'il y persistait, et lui promettant un prompt rétablissement, s'il voulait abandonner momentanément un pouvoir compromis.

Bibesco était facile à effrayer, et il se sentait toujours fort peu d'attachement pour une révolution qui l'amoindrissait. Le 14 juin, il donna sa démission et se retira en

Transylvanie. Duhamel et Kotzebue quittèrent en même temps la capitale, et s'arrêtèrent à Focksbani, d'où ils pouvaient à la fois continuer leurs intrigues et communiquer avec les troupes russes.

La fuite du prince, laissant le pays sans direction, les chefs de mouvement de Bucharest consacrèrent le gouvernement provisoire avec quelques modifications. L'archevêque métropolitain, Néophyte, en était président; les membres étaient Stéphan Golesco, Héliade, Tell, Maghiero et Scurto; les secrétaires, A.-G. Golesco, N. Balcesco, C. Rosetti, J. Bratiano. Maghiero avait été remplacé au ministère des finances par Constantin Philippesco; mais Odobesco restait au ministère de la guerre.

La nouvelle de tous ces changements était arrivée au camp dans la nuit du 15 juin. Les lettres d'avis exhortaient Stéphan Golesco, Héliade, Tell et Maghiero à laisser la troupe en arrière, à prendre des chevaux de poste et à se rendre le plus tôt possible dans la capitale.

Héliade n'était pas d'avis d'obéir à cette invitation. Ses collègues et lui avaient, à leur départ de Craïova, adopté un programme qui lui semblait offrir plus de chances de succès : révolutionner et rassurer en même temps les districts par lesquels ils devaient passer, grossir le camp par l'adjonction de volontaires, appeler dans chaque village un prêtre et trois représentants, pour former la base d'une assemblée constituante, qui serait convoquée dans le camp, arriver ainsi aux portes de la capitale avec les masses et la force armée, de manière à imposer aux mauvaises volontés, tel était le plan qui lui semblait le plus sage. Mais l'opinion des autres membres l'emporta. Ils renvoyèrent donc les dorobans et les

paysans à leurs foyers, ôtant ainsi à la révolution son appareil populaire, et se désarmant eux-mêmes. L'expédition ne se composa plus que des deux compagnies de Plessoïano et de Zalyc, du corps de cavalerie de Racotsi et de quelques centaines de volontaires; elle reçut ordre de marcher lentement vers la capitale, où devaient la devancer les membres du gouvernement.

Ceux-ci partirent en effet, le 16 juin, de grand matin, seuls, en blouses, dans trois voitures.

Ils arrivèrent à Bucharest dans la soirée. Leur présence y devenait nécessaire; car il se produisait déjà des désaccords, suites inséparables des premiers jours d'une insurrection triomphante. J. Bratiano et Rosetti avaient, dans le conseil du gouvernement, proposé des mesures révolutionnaires, dont l'énergie convenait peu au tempérament de leurs collègues. Indignés de ne pas se voir écoutés, ils avaient donné leur démission. Malheureuse révélation des discordes intérieures, qui devaient rassurer les agents moscovites! Ceux-ci, plus habiles, manœuvraient avec ensemble pour compromettre un gouvernement mal assis, et faire avorter la victoire populaire. Beaucoup de boyars, alarmés des articles de la Constitution qui assuraient aux cultivateurs le droit de propriété, criaient à la spolation, et murmuraient tout bas l'accusation banale de communisme. Revenus de leur première stupeur, encouragés secrètement par Odobesco, ils formèrent une réunion, appelée club des propriétaires, qui se sentait assez appuyée pour menacer le gouvernement. Les triomphateurs du camp d'Islaz tombaient, à leur arrivée, dans un réseau de pièges.

Dès la première séance régulière du gouvernement, de-

venu complet par la présence de Stéphan Golesco, d'Héliade et de leurs compagnons, Odobesco ne déguisa pas ses mauvais vouloirs. On avait ouvert l'avis de réunir l'armée dans la capitale, pour en faire la sauvegarde de la révolution et de l'ordre public. Odobesco s'y opposa, sous prétexte qu'on ne pouvait dégarnir les frontières et les quarantaines; et, comme on insistait, il osa répondre que de semblables mesures déplairaient à la Russie, et qu'il ne pouvait pas, lui, ancien officier de la Russie, susciter des difficultés à cette puissance. Etonnés de ces audacieuses paroles, quelques membres lui firent remarquer que son langage était peu d'accord avec le rôle qu'il avait accepté, que, s'il était l'ami des Russes, il serait plus honorable de sa part de se retirer. Odobesco répondit avec l'arrogance d'un homme qui se sentait le plus fort. Ainsi, ce gouvernement à peine naissant, était déjà déchiré par la retraite de deux de ses membres, et insulté par un ennemi qu'on avait eu l'imprudence d'introduire dans son sein.

Il recueillit bientôt le fruit de sa faiblesse. Dans la journée du 18, pendant que le gouvernement était en séance, cinq individus se présentèrent au nom des propriétaires, et se plaignirent hautement d'être dépouillés par la Constitution, qui était, disaient-ils, une atteinte à la propriété. Odobesco était présent; on crut le voir échanger avec les plaignans quelques signes d'intelligence. Ceux-ci, après de longues récriminations que l'on s'efforça vainement de combattre, déclarèrent qu'ils reviendraient le lendemain avec une députation plus nombreuse.

A la fin de la soirée, Odobesco proposa, comme chef

de l'armée, de présenter au gouvernement l'état-major et les officiers de la garnison ; sa demande étant accueillie, la réception fut indiquée pour le lendemain, à midi.

En effet, à l'heure fixée, les membres du gouvernement se trouvant tous dans la salle de réception, Odobesco fit entrer les officiers, et adressa, comme organe de l'armée, un discours de félicitations au gouvernement. Héliade remercia, au nom de ses collègues, se réjouissant de voir le triomphe de la cause nationale assuré par l'heureux accord du peuple et de l'armée.

Cependant, l'attitude des officiers paraissait équivoque ; quelques-uns mêmes d'entre eux critiquaient avec amertume certains articles de la Constitution. La reddition d'hommages dégénérait en une discussion déplacée, lorsqu'on entendit tout à coup crier par une voix du dehors : « Les propriétaires arrivent ! » Aussitôt Odobesco s'approchant d'Héliade, et le prenant par le bras : « Au nom des propriétaires, dit-il, je vous arrête, monsieur, et vous tous, continua-t-il en s'adressant aux autres membres du gouvernement, vous êtes arrêtés pareillement. »

En même temps, quelques officiers entourèrent Héliade ; d'autres se précipitèrent sur Tell, le désarmèrent et le firent sortir pour le conduire à la caserne ; Stephan et Nicolas Golesco, et N. Balcesco furent emmenés et enfermés dans une même chambre avec Héliade. Quant à Maghiero, dès le premier instant, il avait tiré son sabre, s'était frayé un passage à travers le groupe des officiers, et suivi de deux dorobans, il s'était barricadé dans une chambre, décidé à s'y défendre contre toute attaque.

La trahison était si évidemment concertée, que Salo-

mon apparut au premier tumulte, suivi de deux compagnies qui s'étaient tenues en embuscade dans une rue adjacente. Les soldats envahirent le palais, la baïonnette en avant; dix factionnaires furent placés devant la chambre où étaient les prisonniers ; et Salomon parcourut les salles et les corridors à la recherche de Maghiero.

Mais le triomphe des traitres ne fut pas de longue durée. Quelques amis du gouvernement, qui étaient venus au palais pour assister à la cérémonie, s'étaient sauvés par les fenêtres du rez-de-chaussée, et avaient aussitôt donné l'alarme. En un clin-d'œil toute la ville fut debout, étudiants, ouvriers, négociants, jeunes boyars, se précipitèrent à la fois ; la cour du palais ne pouvait contenir la foule indignée ; Tell, délivré en chemin par un groupe de jeunes gens, franchit l'escalier avec les plus intrépides. En quelques instants les soldats furent chassés des appartements, les prisonniers délivrés , et Maghiero sortit de sa retraite.

Au milieu du désordre, Salomon avait pu gagner la cour, et s'était remis à la tête de ses compagnies. Odobesco, resté dans la grande salle, entouré de la foule, fût désarmé et arrêté; le peuple demandait à grands cris qu'on lui livrât le traître.

Cependant, Salomon avec ses soldats, se tenait encore dans la cour du palais ; la foule grondait autour d'eux, indignée de son audace après un attentat avorté, lorsqu'une dame, Madame Ipatesco, armée de deux pistolets, alla droit à Salomon, le somma d'évacuer la place, et fit appel aux citoyens. Entraîné par son exemple, électrisé par sa voix, le peuple se précipite en poussant des cris terribles. Une sanglante collision était imminente ;

il fallut qu'Odobesco, sur les ordres du gouvernement, enjoignit à Salomon de se retirer. Mais au lieu de regagner leur caserne, les soldats se remirent en embuscade à l'endroit qu'ils avaient occupé dans la matinée. Quelques hommes du peuple les aperçurent, donnèrent l'éveil, et la foule s'élança de nouveau pour les débusquer. A l'approche des masses, Salomon commanda le feu; neuf hommes furent frappés de mort; une dizaine furent blessés. La fureur du peuple redoubla, et les soldats, épouvantés de leur sanglant exploit, se dirigèrent à pas précipités vers la caserne.

Sur leur chemin, ils furent encore assaillis par un groupe populaire; de nouveau ils firent feu, et de nouveau il y eut des victimes. Après ce dernier exploit, ils gagnèrent leur caserne. L'indignation était au comble; toutes les voix de la capitale s'unissaient dans une clameur immense qui appelait la mort d'Odobesco et de Salomon. D'un côté, le peuple, pour empêcher l'évasion d'Odobesco, élevait des barricades autour du palais; de l'autre, il assiégeait la caserne et menaçait de l'incendier. Le carnage allait recommencer; car Salomon, maître de l'artillerie, prenait toutes les mesures de défense, lorsque le métropolitain, envoyé par le gouvernement avec N. Balcesco et quelques notables de la ville, vint proposer à Salomon de se rendre et de livrer l'artillerie. A cette condition, on lui promettait indulgence pour son crime. Salomon se soumit; les canons furent rendus et transportés au palais; le peuple, prompt à pardonner, consentit à fraterniser avec les soldats.

Tout rentra dans le calme; les deux coupables étaient arrêtés, et une commission d'officiers fut nommée pour

les juger. Mais telle était encore l'influence de la Russie, que trois jours se passèrent avant qu'on put trouver un avocat qui consentit à se faire leur accusateur au nom du peuple et des parents des victimes. Enfin, l'ex-capitaine Ciocardia, juge du district d'Ialomitza, eut le courage d'accepter cette mission de justice.

Le peuple avait témoigné sa force, mais le gouvernement semblait encore étourdi de sa chute momentanée et de sa soudaine restauration. A la première séance qui suivit les troubles, Rosetti et Bratiano reprirent leur place au conseil, sans que ni de leur part ni de celle de leurs collègues, il fut question de leur démission donnée. Malgré ce rapprochement, les esprits n'étaient pas d'accord; et les méfiances mutuelles, ainsi qu'il arrive d'habitude, se multipliaient avec les dangers.

On avait appris cependant à mesurer l'audace des ennemis, et leur échec ne semblait pas les avoir découragés. Les boyars conspiraient tout haut; les officiers de la caserne préparaient une nouvelle tentative pour délivrer les deux prisonniers, tout le monde des fonctionnaires s'agitait, semant des bruits d'alarme, annonçant l'arrivée prochaine des Russes, et poussant aux désordres pour y trouver des ressources.

Le lendemain de l'attentat d'Odobesco, le gouvernement avait fait venir à Bucharest deux compagnies du camp d'Islaz sous les ordres de Plessoïano devenu colonel. C'était un appui contre les soldats de Salomon. Mais pour déjouer les intrigues des boyars, et les menées des agents russes, pour rassurer le peuple et donner du cœur aux hommes de bonne volonté, il aurait fallu prendre une attitude énergique, marcher avec ensemble et

commander avec autorité. Malheureusement, le temps se perdait en incertitudes et en fluctuations. Quinze jours s'étaient passés sans résultats apparents. Quinze jours stériles au début d'une révolution ! C'était presque une défaite.

Le bruit de la marche des Russes prenait de la consistance ; on les disait arrivés à Fockshani, et le gouvernement, quoiqu'informé du contraire par les rapports des administrateurs de Buzeo, d'Ibraïla et de Romanic, craignait lui-même d'être trompé, et n'avait pas assez d'autorité pour détromper les autres. Enfin, il en vînt à donner encore un triste exemple de défaillance qu'on s'étonne de rencontrer chez des hommes ayant pris en main les destinées publiques.

Dans la journée du 28, Rosetti vint au siége du gouvernement annoncer d'un air effaré que décidément les Russes étaient à Fockshani, qu'il tenait cette nouvelle du consul anglais, M. Colqhoun, que par conséquent on pouvait la considérer comme officielle (1). Cette assertion cependant n'était pas plus fondée que les bruits précédents ; mais à la manière dont elle était rapportée, on l'accepta comme vraie, et toutes les têtes s'égarèrent. Le gouvernement décida de se retirer à Tirgovist, où le voisinage des montagnes offrait des ressources à la résistance.

Comment se prit cette étrange résolution? C'est ce qu'il est difficile d'établir au milieu des contradictions

(1) Héliade assure que le consulat anglais protesta plus tard officiellement contre cette allégation qu'on lui avait prêtée. (Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, p. 123.)

et des accusations mutuelles. Quelques membres du gouvernement font tomber le blâme sur Héliade, que l'on chercha en vain, disent-ils, au moment de délibérer. Mais en supposant qu'Héliade ait donné un exemple de faiblesse, la majorité n'était pas tenue de s'y conformer ; et c'est reconnaître à Héliade une bien haute importance, que d'avouer qu'il suffisait de son absence pour affaiblir tous les cœurs. Non, il n'y eût pas, en cette circonstance, des hommes plus ou moins coupables ; la faute fut commune à tous, et c'est déjà une réparation que d'en faire l'aveu. Maghiero lui-même, le brave Maghiero, demandait également à partir, et pas une voix ne proposa une résolution contraire.

Le seul tort peut-être que l'on puisse reprocher à Héliade, c'est d'être parti isolément. Le gouvernement ayant pris une décision aussi grave, devait marcher en corps vers sa destination. Héliade assure qu'il croyait rejoindre ses collègues sur la route principale de la poste ; mais ceux-ci avaient pris un autre chemin.

Le départ s'était fait dans la nuit du 28 au 29 juin. A l'aube du jour, les boyars se réveillèrent maîtres de la ville, en possession d'un pouvoir abandonné, étonnés d'une victoire qui leur coûtait si peu. Réunis, dès le matin, chez le métropolitain, Néophyte, ils y formèrent une caïmacamie, gouvernement ordinaire des interrègnes. Le métropolitain, la veille président du gouvernement provisoire, mais instrument inerte de la révolution, se fit, avec le même abandon, mais peut-être avec plus de sympathie, l'instrument de la réaction. Sur tous les murs on put lire bientôt la circulaire suivante :

« Les rebelles se sont enfuis de la capitale dans la nuit

« du 28 au 29 juin, dès qu'ils ont appris que les armées « des hautes cours suzeraine et protectrice, s'appro- « chaient de nos frontières. Nous nous empressons « d'annoncer cette bonne nouvelle à tous les habitants « du pays. En même temps nous les avertissons que, de « concert avec MM. les boyars qui se trouvent dans la « capitale, des mesures ont été prises pour le rétablis- « sement de la tranquillité publique, et, à cette occasion, « les habitants de toute classe et de tous rangs sont in- « vités à accueillir, avec des sentiments de reconnais- « sance et d'amour, les sauveurs du pays.

« † Néophyte, métropolitain.

« 29 Juin 1848. »

En même temps, les caïmacans improvisés annonçaient leur avènement dans des affiches ainsi conçues :

« La caïmacamie de la Valaquie,

« A la suite de l'événement du 11 juin, connu du « public, le domnu régnant, Georges Démétrius Bibesco, « par sa retraite dans les états autrichiens, cessant de « gouverner le pays, nous, en vertu du dix-huitième « article du réglement organique, en nous chargeant des « rênes du gouvernement, portons, par cela, cet événe- « ment à la connaissance de tous les habitants du pays. « Nous avertissons en même temps tous les anciens « fonctionnaires qui n'ont pas pris une part directe au « renversement du gouvernement légal, de reprendre

« les fonctions qui leur avaient été confiées par le domnu
« régnant.

« Le ban, Théodore Vacaresco,

« Emmanuel Baliano.

« Bucharest, 29 juin 1848. »

Enfin, C. Cheresco, en qualité de secrétaire d'Etat, adressa une note aux consuls des puissances étrangères, dans les termes suivants : « L'ancien état de choses étant « rétabli définitivement, comme il existait avant l'évé- « nement fâcheux du 11 juin, nous nous empressons de « vous annoncer qu'une caïmacamie vient d'être nom- « mée, et que tout va rentrer dans l'état normal. »

Dès le matin, Odobesco et Salomon, mis en liberté, reprirent, l'un le commandement de l'armée, l'autre celui de la garnison. La réaction, si facilement remise en possession du pouvoir, ne garda pas de ménagements. Des arrestations furent faites dans tous les quartiers de Bucharest ; en dérision de la Constitution qui avait aboli les peines corporelles, des citoyens de toute classe furent fouettés en pleine rue ; le capitaine des gendarmes (dorobans), criait à haute voix qu'il allait ajouter dix livres de plomb aux lanières de son fouet, et qu'il en recouvrirait le manche de peau roumaine. Les caïmacans expédièrent dans tous les districts, l'ordre d'arrêter les membres du gouvernement provisoire, et de rétablir tous les anciens fonctionnaires.

Héliade avait gagné Tirgovist sans rencontrer ses collègues, mais aussi sans être inquiété. Plus loin, dans le village de Puciosa, sur des ordres venus de Bucharest, il fut arrêté et gardé à vue dans la maison du sous-administrateur. En même temps, il apprenait que Philippesco était détenu à Tirgovist.

Quant aux autres membres du gouvernement provisoire, partis ensemble de Bucharest avec les deux compagnies de Plessoïano, ils avaient, dès les premiers pas, goûté les amertumes de la mauvaise fortune. Non loin de la capitale, les soldats refusèrent de les suivre ; il fallut encore leur payer les frais de route pour retourner chez eux. La nouvelle de leur chûte les avait précédés à Tirgovist, et lorsqu'ils y arrivèrent le 30 au matin, ils rencontrèrent, aux portes de la ville, les créatures et les domestiques des boyars réactionnaires, assemblés et armés au nombre de plus de six cents, pour s'opposer à leur passage. Cette foule était composée en grande partie des ouvriers et des tziganes d'une fabrique appartenant à Baliano. Cependant, malgré la supériorité de leur nombre, ces misérables n'osaient attaquer le petit groupe où se trouvaient des hommes comme Tell et Maghiero, dont ils connaissaient la résolution. Leurs hostilités se bornaient à obstruer la route de leurs masses compactes, et à charger d'injures les hommes qui avaient voulu les affranchir. « Qui êtes vous, s'écriaient-ils, pour venir changer les choses ? Ne pouvez-vous les laisser telles que Dieu les a établies ? Le boyar est destiné par le ciel à être boyar, et nous autres, pauvres pécheurs, nous sommes destinés à souffrir et à supporter les charges. Le tzigane aussi est maudit et destiné à être esclave. Vous

êtes des apostats, des papistes, qui osez renverser les décrets de la divinité (1). »

Les patriotes étaient au nombre de soixante, bien armés, et ne redoutant guère une lutte avec ces bandes mal ordonnées ; mais quelques-uns avaient au milieu d'eux leurs femmes et leurs enfants. Ceux-ci exposés à un soleil ardent, étaient dévorés de soif, et pleuraient en demandant à boire. Les gémissements de ces infortunés et le désespoir des mères troublaient l'âme des plus résolus. Ils tentèrent de parlementer. Mais les boyars de Tirgovist, parcourant la foule, et l'excitant au massacre, empêchaient toute transaction. Les clameurs et les injures redoublaient, et la foule grossissait, toujours plus menaçante. Cependant, même les plus furieux, n'osaient commencer une attaque ; il semblait qu'ils voulussent épuiser cette petite troupe par la chaleur et la fatigue. Six heures se passèrent ainsi, sous un ciel brûlant, dans des flots de poussière, au milieu des vociférations de la multitude, des cris des enfants, des pleurs des femmes. Les patriotes résolurent d'en finir. Déjà ils disposaient leurs armes, lorsqu'un des plus bruyants parmi les meneurs appelant à part les frères Golesci, Tell et Maghiero, leur demanda trois cents ducats, promettant à ce prix de leur livrer passage, pourvu qu'ils s'abstinssent d'entrer dans la ville.

Ces derniers jugeant qu'il valait mieux consentir à ce sacrifice, que se frayer un passage à travers des cadavres, lui remirent cette somme, et il s'en alla d'un air fanfa-

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine, par J. Héliade Radulesco, p. 140.

ron disperser la foule, qui, depuis qu'elle avait vu reluire les sabres, était fort disposée à se retirer d'elle-même. Les fontaines et les puits furent libres ; les femmes et les enfants purent se désaltérer. Enfin, Maghiero et ses compagnons se remirent en route pour pénétrer dans le district de Monticelli, et gagner les montagnes du côté de Rucar.

Arrivés à ce dernier endroit, le 2 juillet, ils apprirent que les gardes des frontières valaques, à l'instigation des fonctionnaires de la quarantaine et de quelques boyars, se préparaient à leur interdire le passage des montagnes. Une lettre de Bibesco qui se trouvait près de là, à Cronstadt, faisait appel aux paysans, promettant de grosses récompenses à ceux qui arrêteraient, morts ou vifs, les membres du gouvernement provisoire, et spécialement Héliade, Tell et Maghiero.

Les fugitifs, avertis à temps cette fois, faisaient donc leurs dispositions pour s'ouvrir un chemin en combattant, lorsque les nouvelles de Bucharest vinrent les arrêter.

La caïmacamie s'était montrée, dès les premières heures, si follement insolente, si lâchement cruelle, que toute la ville fut bientôt en rumeur. La majorité des citoyens avait déjà prouvé qu'elle s'associait de grand cœur à la révolution, et la plus vulgaire prévoyance aurait dû avertir les boyars qu'il était dangereux d'abuser d'un succès de hasard. Toute la journée cependant avait été consacrée à des mesures de rigueur et de vengeance, comme si l'on eût pris à tâche de provoquer les colères. Le lendemain les persécutions redoublèrent; l'indignation publique croissait d'heure en heure; il était facile de prévoir qu'au premier incident elle éclaterait. Le capi-

taine des dorobans, voyant un négociant sur la porte de son magasin, l'apostropha en termes grossiers, et sur une réplique ferme, mais convenable, du négociant, il se précipita sur lui, le fouet à la main et l'accabla de coups. En ce moment, passait un jeune homme, âgé de seize ans, nommé Martinesci. Excité par la brutalité du soldat, il remplit toute la rue de ses clameurs, appela le peuple à la vengeance, et, s'exaltant lui-même à mesure qu'il parlait, il chargea de malédictions les caïmacans et leurs sicaires, invoqua les serments prêtés à la Constitution, et convia les citoyens à se réunir pour chasser les traîtres et les parjures. Les ardentes paroles du jeune homme, qui répondaient aux pensées de tous, eurent bientôt rassemblé une foule compacte et menaçante. Au premier tumulte, l'officier avait pris la fuite : l'attention ne se portait plus sur lui; elle était tout entière attirée vers un gouvernement odieux. « A bas la caïmacamie ! » criait-on de toutes parts; « Vive la Constitution ! » En un instant toute la ville est debout; une troupe nombreuse se porte vers le palais du gouvernement : mais elle n'y trouve aucune résistance; la caïmacamie avait disparu devant le souffle populaire.

Pour ne pas laisser la ville sans autorité, un groupe de jeunes gens se rendit auprès du métropolitain, l'invitant à prendre la direction des affaires jusqu'au retour des membres du gouvernement, et lui demandant un désaveu public de sa proclamation de la veille. Une heure après, on lisait sur tous les murs une encyclique de l'archevêque, commençant par ces lignes :

« Ce qui a été publié hier, le 29 du courant, sous notre » signature, et où nous qualifions le gouvernement provi-

» soire de rebelle et d'autres choses semblables, aujour-
» d'hui, selon le désir du peuple roumain, nous le re-
» gardons comme non avenu et nous le renions com-
» plètement. »

Les plus exaspérés parmi la foule s'étaient portés vers la maison du capitaine des dorobans, qui ne présenta bientôt qu'un monceau de ruines. La maison de Baliano fut également maltraitée, ainsi que celles de Cheresco et du secrétaire de l'archevêque, rédacteur de la proclamation du 29.

Là s'arrêtèrent les désordres. Odobesco et Salomon avaient donné leur démission ; un gouvernement intérimaire venait d'être formé, composé du métropolitain, de Campiniano, Cretzulesco, Minco et J. Bratiano, secrétaire. C'était le troisième gouvernement provisoire, en tête duquel figurait le métropolitain Néophyte, triste jouet des évènements et des faiblesses de sa conscience.

Nitsesco, ministre du contrôle, et le préfet de la ville, Florian Arons, furent désignés pour aller à Rucar rappeler les membres du gouvernement provisoire. Déjà Héliade et Philippesco, avertis par les bruits publics, se dirigeaient vers Bucharest, où ils firent leur entrée le 2 juillet à la lueur des flambeaux, et au milieu des acclamations d'une foule enthousiaste.

Arons et Nitsesco rejoignirent Maghiero et ses compagnons au moment où ils se disposaient, ainsi que nous l'avons dit, à franchir les montagnes. Trois jours après, ils entraient à Bucharest, escortés par la population entière qui s'était portée au-devant eux.

CHAPITRE XIV.

Projet de réforme. — Commission mixte de boyars et de paysans. — Discussions orageuses. — Intrigues des agents russes. — Dissolution de la commission. — Entrée des Turcs en Valaquie. — Omer-Pacha et Suleyman-Pacha. — Décision du gouvernement provisoire. — Lieutenance princière. — Rappel de Suleyman-Pacha. — Fuad-Effendi. — Désunion des patriotes. — Soulèvement du peuple. — Le règlement organique est brûlé en place publique. — Portrait d'Omer-Pacha. — L'armée turque aux portes de Bucharest. — Dissolution de la Lieutenance princière. — Caïmacamie. — Arrestation d'une députation roumaine. — Entrée des Turcs dans Bucharest. — Excès des Turcs. — Collision sanglante dans la caserne. — Départ des chefs patriotes — Entrée des Russes en Valaquie. — Maghiero au camp de Trajan, s'apprête à marcher contre les Russes. — Énergie des paysans roumains. — Licenciement de l'armée de Maghiero.

Deux fois en trois semaines, le gouvernement provisoire était tombé, d'abord sous un audacieux coup de main, ensuite par un acte spontané de faiblesse. Deux fois le peuple l'avait rétabli, donnant résolument à ses chefs des leçons de conduite. Il est digne d'intérêt de signaler cette population toute neuve en politique, qui marque ses débuts par le courage et la sagesse, s'effaçant devant ses chefs quand ils triomphent, les remettant

debout quand ils tombent, et faisant preuve tour à tour d'énergie et de modération.

Au surplus, cette double épreuve attestait les forces de la révolution. Les boyars purent se convaincre que leurs intrigues habituelles n'étaient plus de saison, et qu'une nation n'abdiquait pas aussi facilement qu'un hospodar. Le gouvernement de son côté, qui n'avait failli que par défiance de lui-même, reprit du cœur en présence des sympathies populaires, et, fort de l'adhésion générale, se mit énergiquement à l'œuvre.

Il importait avant tout de rassurer la puissance suzeraine, afin que son adhésion au mouvement national ôtât tout prétexte à l'intervention moscovite. Déjà le divan commençait à comprendre le véritable caractère de la révolution ; et ce n'était pas sans une certaine satisfaction qu'on avait vu les Roumains se soulever hardiment contre le protectorat. Mais il fallait autre chose que de stériles sympathies. A la marche des choses, il était facile de prévoir que la Russie ferait intervenir ses armées. Déjà même elles étaient aux abords du Pruth. La dignité de la Turquie, sa sécurité même lui commandaient de faire cause commune avec un peuple qui ne demandait qu'à resserrer les antiques liens qui unissaient ses destinées à celles de l'empire ottoman. L'occasion se présentait à elle de faire acte de virilité : elle aussi avait besoin de s'affranchir d'un protectorat tyrannique ; mais elle aussi avait besoin d'un appui au dehors, et vainement elle avait tendu vers l'Occident une main suppliante. La France toute meurtrie des sanglantes journées de juin, incertaine elle-même de son lendemain, n'avait guère le loisir de songer aux questions lointaines. Il s'agissait bien

vraiment d'envoyer des troupes et du canon sur le Danube, lorsque les troupes campaient sur les places de Paris, lorsque l'artillerie était concentrée autour du palais législatif et de l'Hôtel-de-Ville. L'Autriche, disloquée et cherchant à recueillir ses membres épars, pouvait-elle songer à l'intégrité de l'empire ottoman? l'Angleterre troublée au milieu de ces bouleversements, n'avait pas souci de se compromettre avec la Russie, seule puissance restée dans l'intégrité de sa force. La Turquie n'avait donc rien à espérer du dehors, la Russie rien à craindre, et les Roumains, engagés dans les voies révolutionnaires sur la foi du manifeste de M. de Lamartine, reconnurent trop tard les vanités d'une trompeuse éloquence.

A l'intérieur cependant, le gouvernement provisoire, resté vainqueur de la boyarie, recueillait dans les sympathies populaires de nouveaux encouragements. De tous les districts accouraient de nombreuses députations de paysans apportant au gouvernement leurs félicitations et l'offre de leur appui. Les villages les plus éloignés envoyaient leurs représentants, toujours accompagnés du maître d'école et du pope. Les habitants des montagnes, qui jamais n'avaient abandonné leurs retraites, se mirent en route dans leurs chariots traînés par des bœufs, et vinrent à Bucharest, revêtus de leurs vieux costumes daces, et fiers de tendre la main aux chefs de la nation régénérée. C'était Héliade qui d'habitude répondait aux discours des députations, et qui, dans un langage pittoresque, savait se mettre en harmonie avec les naïves inspirations des villageois.

Il y eut alors de beaux jours pour le gouvernement provisoire. Deux mois se passèrent dans une fête géné-

rale qui se célébrait sur toute la surface du pays. La réaction se taisait. Quelques mécontents seulement, mais en petit nombre, s'étaient retirés dans la petite Valaquie, d'où ils correspondaient avec Bibesco et Duhamel. Maghiero fut envoyé dans cette province avec le titre de commissaire-général et plénipotentiaire de toute la petite Valaquie. Il avait, en outre, mission d'organiser une troupe de pandours et de réunir tous les dorobans en un seul corps pour former un camp central. Sa présence mit promptement fin à toute tentative de désordre.

A Bucharest, le gouvernement poursuivait activement le cours des réformes. Plusieurs commissions furent nommées pour préparer les projets de loi à soumettre aux délibérations de l'assemblée constituante; instruction publique, administration, travaux publics, impôts, industrie, agriculture, organisation de l'armée, lois électorales, etc., tout fut soumis à l'examen de ces commissions, qui ne manquaient ni de zèle, ni d'intelligence, mais qui délibéraient en face des canons russes, et croyaient à peine elles-mêmes à l'achèvement de leur œuvre.

La question vitale cependant, la seule d'où pût sortir la régénération du pays, la question de propriété, ne fut traitée que plus tard, alors que la contre-révolution était à la veille de triompher. Pour ne pas interrompre le cours des évènements politiques, nous devons dès-à-présent donner le récit des luttes qu'amenèrent de généreuses tentatives.

Les hésitations de la Porte, et l'indifférence des cabinets de l'Occident avaient arrêté l'élan du gouvernement de Bucharest. Les hommes qui dirigeaient le mouvement

avaient tellement compté sur la France républicaine, qu'ils n'avaient pas même songé qu'ils auraient peut-être à marcher sans appui. L'abandon où on les laissait était pour eux une surprise ; déçus dans leurs espérances, quelques-uns naïvement criaient à la trahison, tous s'abandonnaient à l'incertitude et à l'irrésolution. Les boyars, au contraire, reprenaient courage, et leurs insolentes clameurs ramenaient le désordre. La question de propriété surtout était le thème de leurs déclamations et de leurs menaces, et ils protestaient hautement contre toute violation de leurs droits. Le gouvernement pouvait par une vigoureuse initiative, imposer silence aux mauvaises volontés. C'était à lui de rendre aux paysans ce qui leur appartenait de temps immémorial, sans attendre les lenteurs et les embûches d'une discussion. Le droit des paysans sur les deux tiers des propriétés avait été reconnu par toutes les législations ; mais toutes avaient abusivement grevé ce droit de redevances onéreuses. Maintenir le droit et abolir les redevances, devait être le premier acte du gouvernement, sauf à réserver à la constituante la question d'indemnité. Au lieu de cela, le gouvernement ajourna l'application du droit et livra les intérêts populaires aux antagonismes d'une commission. Cette commission, ainsi que nous l'avons déjà dit, était composée de dix-huit boyars et de dix-huit paysans. On mettait en présence deux éléments qui ne pouvaient se confondre, deux intérêts hostiles entre lesquels l'accord était impossible. Le gouvernement n'osait faire une loi qu'il était de son devoir de ne pas retarder d'un jour, et il croyait faire sortir une loi de la réunion de deux principes à l'état de guerre.

Ce ne pouvait être qu'une occasion nouvelle de co-

lères et de haines. Le paysan venait aux réunions avec la conscience de son droit, le boyar avec la ferme résolution de céder le moins possible de ce qu'il avait usurpé. Tant qu'on se maintint dans les questions de principes, il ne fut pas difficile de s'entendre; en fait de formules, le boyar était généreux. Dans la première séance, les voix furent unanimes pour proclamer la liberté du travail; dans la seconde, même unanimité pour accorder aux paysans le droit de propriété. Mais, dès qu'en pénétrant dans le domaine des faits, il fallut déterminer la mesure du terrain nécessaire à l'entretien du paysan et de son bétail; dès qu'il fallut fixer les conditions de l'indemnité, les orages commencèrent. Tous les boyars s'accordaient pour rendre illusoire la propriété nouvelle; cependant chacun d'entre eux avait encore sa méthode de déception, et ils ne purent réussir à formuler ensemble un même projet.

Les uns proposaient d'abandonner sans indemnité aux paysans l'emplacement du village et le pâturage très circonscrit d'alentour. Les paysans répondaient que la Constitution leur promettait le sol nécessaire à leur entretien et à celui de leurs bestiaux, et non pas seulement l'emplacement des villages.

Les autres voulaient que le même emplacement fut payé par le paysan au prix courant du sol; en outre, le propriétaire eût été tenu de céder aux paysans tout le terrain qu'ils demanderaient, à condition que ceux-ci donneraient au propriétaire le cinquième en nature de tous les produits, le tiers du foin, et paieraient en outre un droit de pacage. C'était plus que doubler la dime, et faire de la réforme une mystification.

Un troisième projet bornait la concession du propriétaire à l'emplacement du village, avec un rayon de terrain de vingt stagènes carrées, estimées à une piastre chaque stagène, c'est-à-dire 1296 piastres la pogone, ou treize fois et demie le prix courant de la terre.

Enfin, un quatrième projet, prenant pour base des évaluations les prix qui avaient cours trois mois avant la révolution, proposait de céder à ce taux six pogones de terrain dans la plaine, quatre dans les vignobles ou deux dans les montagnes (1).

Il y avait un article qui se reproduisait dans les quatre projets : cet article conservait au propriétaire le monopole sur la vente des objets de consommation. Cette réserve n'était autre chose que la négation de la propriété. on dérobait en fait ce qu'on promettait en principe; et le touchant accord des boyars, sur ce point, démontrait qu'ils n'avaient rien retenu des enseignements de la révolution; la logique et les sentiments de justice leur faisaient également défaut.

Il était évident que les boyars marchaient en sens contraire de leur mission. Appelés à déterminer la mesure de leurs sacrifices, ils s'efforçaient d'accroître leurs avantages. Admis dans une réunion qui avait pour but d'améliorer le sort du paysan, ils en prenaient occasion pour rendre sa condition plus mauvaise. Le réglement organique lui-même valait mieux que leurs prétendues réformes ; car il reconnaissait le droit du paysan sur les deux tiers du domaine, tandis qu'on le réduisait à la propriété de son toit de chaume et de son jardin ; on lui accordait

(1) Question économique des Principautés danubiennes.

la liberté du travail, et on l'assujettissait au boyar par le besoin ; on prétendait abolir le servage, et, en doublant la dîme, on allourdissait les redevances.

Mais les cultivateurs, plus éclairés qu'on ne l'imaginait, ne se laissaient pas prendre à ces pièges grossiers, et repoussaient avec énergie de telles offres de conciliation. Avec cet air narquois qui caractérise le paysan roumain, ils disaient aux boyars : « Nous comprenons, frères, que vous voulez nous débarrasser du sac qui nous gène, pour le remplacer par un bissac ; » et au lieu de discuter des propositions mal sonnantes, ils déterminèrent, d'un commun accord, la mesure du terrain indispensable à leur entretien et à celui de leur bétail, dans les proportions suivantes :

Habitants des plaines, 14 pogones ; des localités marécageuses, 16 pogones ; des pays vinicoles, 11 pogones; des montagnes, 8 pogones, le tout divisé en terre de labour, pâturage, prairie et emplacement de maison et jardin (1). Ils offraient d'ailleurs d'indemniser les propriétaires dans des termes et des proportions équitables.

En les entendant énoncer leurs prétentions avec tant d'assurance et de netteté, les boyars furent stupéfaits.— Et où prendrez-vous, s'écrièrent-ils, l'argent nécessaire au rachat du terrain ? — Un paysan, étendant vers l'assemblée ses mains ouvertes, répondit : — Voyez-vous nos mains noires et calleuses ? Ce sont elles qui produisent toutes les richesses de ce pays ; l'or et l'argent ne descendent pas du ciel tout exprès pour vous ; ils proviennent de nos chaumières. — Il y a de l'argent suffi-

(1) Question économique, etc.

samment pour vous en donner, s'écrie fièrement un autre paysan : l'Etat paie, le trésor public paie ; et l'Etat, c'est nous, car nous le soutenons; le trésor public, c'est nous, car c'est nous qui l'emplissons. — Oui, reprit un troisième, si l'Etat est pauvre, aux fruits de nos travaux, perdus en vain jusqu'ici, nous ajouterons de nouveaux travaux; nous redoublerons d'efforts, et l'or et l'argent jailliront de nos bras comme d'une source; à nous, trois cent mille familles de la campagne, nous parviendrons à payer votre sol (1).

Cette fière attitude et ce fier langage, en portant témoignage de l'émancipation intellectuelle du paysan, démontraient la justice et l'urgence de son émancipation matérielle. Fort de son droit, il faisait encore preuve de modération, en offrant de payer les deux tiers qui lui appartenaient. Mais que signifiait pour les boyars le droit ou la logique? On leur parlait une langue inconnue, et ils ne virent, dans de justes réclamations, que l'esprit de révolte et de pillage. Vaincus au sein de la commission par le bon sens des villageois, ils semèrent au dehors l'alarme et la calomnie, prophétisant d'affreux désordres, et annonçant le prochain bouleversement de l'édifice social. Toujours les mêmes arguments sont invoqués pour protéger l'abus, et presque toujours, chose étrange, les mêmes arguments réussissent. Les bruits tumultueux des boyars, leurs terreurs, vraies ou simulées, eurent dans Bucharest plus de retentissement que la voix calme et sensée des paysans. Les agents russes profitaient d'ailleurs de l'irritation des esprits, provoquaient les haines,

(1) Question économique des Principautés danubiennes.

poussaient les propriétaires à la révolte, les paysans aux excès. Ainsi que nous l'avons dit, la commission, telle qu'elle se composait, ne pouvait devenir qu'un instrument de guerre civile. Le gouvernement en comprit enfin tous les périls, et, le 19 août, deux jours après la séance dont nous venons de rapporter quelques incidents, la commission fut dissoute. Aussi bien, le gouvernement lui-même ne marchait plus qu'à l'aventure, environné de pièges et incertain du lendemain.

Pour rendre compte des changements politiques qui s'étaient opérés, il nous faut un peu revenir en arrière. Après les tentatives avortées des 19 et 29 juin, la Russie, avertie par l'énergique attitude de la nation, avait compris qu'il n'y avait plus d'espoir pour elle dans les intrigues intérieures. Impuissant en Valaquie, le cabinet moscovite dirigea tous ses efforts vers Constantinople, terrain fertile des manœuvres diplomatiques, où il était facile de mettre à profit l'ignorance et la crédulité des Turcs, en même temps que l'opiniâtre aveuglement des représentants de la France et de l'Angleterre. Aux uns et aux autres il fut représenté que le mouvement roumain n'était qu'un soulèvement anarchique contre l'autorité du sultan, un nouveau trouble ajouté aux autres troubles de l'Europe, et dont il fallait faire prompte justice. L'Angleterre, en ce moment, ménageait la Russie, et ne voyait aucun intérêt direct à s'immiscer dans les querelles danubiennes; la France avait assez de ses plaies intérieures, quand même elle eut été plus au courant de la question qui s'agitait. La Turquie, mieux instruite, savait bien que la révolution roumaine n'était pas dirigée contre le sultan; mais l'ambassadeur mosco-

vite disait hautement que si la Porte n'agissait pas, la Russie agirait. Le sultan se trouvait dans cette étrange alternative ou d'envoyer une armée en Valaquie, ou d'y voir entrer les troupes du czar; il choisit nécessairement le premier parti. Omer-Pacha reçut ordre de s'avancer à la tête de vingt mille hommes, conduisant avec lui Suleyman-Pacha, en qualité de haut commissaire du Divan. Le 31 juillet, le gouvernement provisoire fut informé que l'armée ottomane, arrivée depuis quelques jours à Routschouk, avait franchi le Danube, et campait à Giurgevo.

Le même jour, paraissait un manifeste de l'empereur Nicolas, qui représentait la révolution roumaine comme « l'œuvre d'une minorité turbulente, dont les idées de « gouvernement n'étaient qu'un plagiat emprunté à la » propagande démocratique et socialiste de l'Europe. »

Les Roumains étaient menacés des deux côtés à la fois. Plus que jamais la prudence leur conseillait de se maintenir dans la légalité, et de garder l'accord avec la puissance suzeraine, pour l'opposer aux entreprises du protectorat. La Turquie, à vrai dire, n'avait aucun droit d'entrer à main armée sur le territoire des principautés; il y eut même une protestation populaire, faite en termes dignes et énergiques. Mais l'union avec la Porte était nécessaire à conserver, non-seulement pour déjouer les projets de Saint-Pétersbourg, mais aussi pour mériter la protection des cabinets européens.

Cependant au début, Suleyman-Pacha ne montra guère de dispositions conciliantes. Une lettre officielle apportée à Bucharest par son secrétaire, et communiquée aux boyars et aux notables convoqués en assemblée publique,

était un manifeste contre la révolution, plein d'insultes et de menaces. Nous n'en citerons que quelques passages.

« Un certain nombre d'individus, y était-il dit, se donnant le nom de Valaques, ont paru inopinément dans cette principauté, et après avoir séduit la milice du pays et renversé le gouvernement, ils ont profité de cette occasion pour imposer au prince, sous le nom d'institutions nouvelles, des conditions inadmissibles, de sorte que le hospodar ne pouvant résister à la violence, et se voyant dans une situation dangereuse, a été obligé de quitter sa résidence. Alors ces mêmes individus, saisissant cette circonstance si favorable à leurs vues, ont eu l'audace de former une nouvelle administration illégale sous le nom de gouvernement provisoire..... »

Il était facile de reconnaître, à ce passage et à plusieurs autres, que la lettre avait été dictée par l'ambassade russe à Constantinople. Elle ordonnait en outre aux Roumains de mettre fin au gouvernement provisoire, et de nommer, selon l'usage, une Lieutenance ou caïmacamie.

L'insolence de cette missive causa une indignation générale ; une commission fut nommée pour rédiger une réponse au nom de la nation. Mais le gouverment provisoire, tout en repoussant les fausses accusations du manifeste turco-russe, ne voulut pas entrer en lutte avec la puissance suzeraine ; c'eut été répondre aux calculs de la Russie.

Il publia donc le décret suivant :

Citoyens Roumains,

« Les ennemis de notre prospérité ont dans leur agonie poussé un cri de rage qui a retenti jusqu'aux portes de Stamboul; et le divan, en l'entendant, s'égara lui-même et pensa un moment que votre gouvernement ne représentait pas le peuple.

« Leur méchanceté est allée jusqu'à donner un sens criminel à la qualification de *provisoire* que vous avez donnée au gouvernement de votre choix.

« Sachant que la révolution roumaine est prête à faire de grands sacrifices pour assurer la Sublime-Porte de son dévouement et de son amour pour l'auguste Padishah, libérateur de l'Orient; nous déposons le pouvoir entre les mains du peuple, et nous appuyant sur l'esprit d'ordre qui vous anime et sur la confiance que vous avez mise en nous, nous vous invitons à vous réunir et à procéder sans retard à l'élection d'un autre gouvernement, qui, selon la demande de l'envoyé, prendra le nom de Lieutenance princière de la terre roumaine, et sera reconnu officiellement par la Sublime-Porte.

« Les membres du gouvernement provisoire.

» 25 juillet 1848. »

Le peuple, toujours prêt à seconder ses chefs, se réunit docilement à leur voix, et choisit pour membres de la Lieutenance Héliade, Nicolas Golesco et Tell. Le commis-

saire de la Porte, de son côté, s'empressa, par une note officielle, d'annoncer au corps diplomatique de la capitale qu'il reconnaissait, au nom du sultan, la Lieutenance princière comme gouvernement régulier, et l'invita à entrer en relations avec elle.

Suleyman-Pacha, malgré les paroles acerbes de son premier manifeste, comprenait parfaitement les avantages d'une révolution dirigée contre les usurpations de St-Pétersbourg. Lorsque, par une prompte condescendance, les patriotes l'eurent mis en mesure de reconnaître publiquement un gouvernement nouveau, il ne dissimula plus ses sympathies, et se montra disposé à seconder le mouvement national. Une commission ayant été nommée pour porter à Constantinople le projet de constitution, Suleyman la reçut avec empressement dans son camp de Giurgevo, et en invita tous les membres à un splendide repas. Héliade y assistait, chacun des lieutenants s'étant rendu tour-à-tour auprès du commissaire impérial. Plusieurs toasts furent portés, de part et d'autre, au sultan et à la prospérité des nations turque et roumaine; Suleyman s'exprima dans le style allégorique de l'Orient :

« Je vois un beau jardin, dit-il; entre lui et le soleil, qui devait vivifier ses fleurs et ses arbres, des nuages jaloux s'étaient interposés; le jardin avait tardé de répandre dans l'univers le parfum de ses fleurs et le bénéfice de ses fruits. Je porte un toast à la dispersion des nuages! Le soleil, c'est le sultan; le jardin, c'est la Roumanie; moi, je m'estimerai heureux d'être le jardinier. »

Basiliade, un des membres de la commission, lui répondit :

« Je porte un toast à la santé du jardinier. Des rimats du Nord s'étaient posés sur le jardin, un hiver sibérien couvrait toute herbe et tout arbre comme un linceul de mort ; pas le moindre signe de vie ou de végétation. Un nouveau soleil de l'Orient, multipliant ses rayons, fondit la neige et les glaces ; le sol en reçut la chaleur bienfaisante ; toute plante sourit et s'épanouit à la vue du jardinier. Mais hélas ! des plantes parasites abondent aussi dans le jardin ; le terrain a besoin de culture ; il demande à être dégagé de toutes les broussailles nuisibles à sa fécondité. Le jardinier est appelé pour distinguer la bonne plante des plantes parasites et vénéneuses ; il doit détacher les branches flétries par un long hiver, et par le souffle des autans. — Vive le jardinier ! »

Vingt autres paraboles furent répétées au milieu des acclamations. Nicolas Golesco avait déjà été reçu à Giurgevo avec les mêmes empressements ; Tell, qui s'y rendit après Héliade, eut également à se féliciter de l'accueil qui l'attendait. Omer-Pacha lui fit, comme à un collègue, les honneurs du camp. Le meilleur accord régnait entre le gouvernement roumain et les envoyés de la Porte. Il allait devenir facile de mettre fin aux troubles et aux incertitudes par la consécration de la Constitution nouvelle au sein du Divan. Suleyman vint à son tour passer trois jours à Bucharest, et les hommages de toutes les populations lui démontrèrent que la révolution n'avait fait que resserrer les liens qui unissaient la Roumanie à l'empire ottoman.

Cela ne faisait pas le compte de la Russie ; il fallait à toute force empêcher une entente qui devait être funeste au protectorat. Les intrigues et les menaces recommen-

cèrent à Constantinople. D'imprudentes violences dans la presse roumaine fournissaient un prétexte à l'ambassadeur moscovite. Le journal *Prounco* (le bambin), rédigé par Rosetti, ne gardait pas de ménagements. L'écrivain usait, sans doute, de son droit. Mais il venait d'être admis au gouvernement en qualité de directeur du ministère de l'intérieur ; l'ambassadeur russe était heureux de rendre le gouvernement roumain solidaire des écrits de Rosetti, et le gouvernement turc solidaire du gouvernement roumain.

« La Russie, disait-il au Divan, n'entend pas s'opposer à l'amélioration de la Valaquie; peu lui importent les nouvelles institutions qu'elle se donne, si la Sublime-Porte veut les reconnaître. Mais le gouvernement de la Valaquie insulte l'Empereur et provoque la Russie. Cet Empereur a déclaré jadis la guerre au sultan Mahmoud lui-même, lorsqu'il se crut insulté par lui. Il ne s'arrêtera pas devant la Valaquie, ni devant aucune autre puissance qui approuverait la conduite de cette principauté (1). »

La menace était assez directe. Abandonnée par la France et l'Angleterre, la Turquie ne pouvait accepter le défi de la Russie, et devait subir les suites de son isolement. La députation roumaine, qui s'était rendue à Constantinople pour obtenir la confirmation de la Constitution, ne fut pas admise au Divan. Suleyman-Pacha fut désavoué et remplacé par Fuad-Effendi, et celui-ci reçut ordre de n'agir que sous la direction de Duhamel. Triste condition de la faiblesse ! La révolution roumaine s'était accomplie

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.

à l'ombre du drapeau turc, et le Turc la livrait en proie à l'aigle moscovite! Et, ce qui est triste à confesser, cette trahison était justifiée par la coupable indifférence de l'Europe occidentale.

En même temps, de plus graves désordres s'introduisaient au sein du gouvernement roumain. C'est là une conséquence nécessaire des premiers essais d'une révolution. Les chefs roumains manquaient d'accord et d'ensemble. Il ne nous appartient pas de leur en faire reproche; et il serait singulier de leur demander un mérite que nous n'avons pas eu nous-mêmes. La politique d'Héliade et de ceux qui avaient prêché avec lui la légitimité turque, recevait un grave échec, puisque cette politique conduisait à l'abandon, puisque cette légitimité, dans ses terreurs, se reniait elle-même. Les révolutionnaires exaltés, qui auraient voulu d'autres méthodes, avaient beau jeu pour accuser la marche qui avait été suivie; et les accusations, nécessairement, retombaient toutes sur Héliade. Il s'y mêlait aussi des plaintes sur l'influence personnelle prise par un seul homme, sur l'esprit de domination qui se révélait en lui. Héliade, membre de la Lieutenance, ministre de l'instruction publique et des cultes, avait sous ses ordres tous les prêtres, les professeurs, les maîtres des villages; Tell, comme chef de l'armée régulière, Maghiero, comme chef des dorobans et des pandours, étaient ses deux bras; le chef de la police, Mossoïu était son cousin; son influence sur les étudiants était connue; il prenait une importance qui pouvait avoir ses périls; et c'était par lui que le pays se trouvait entraîné dans la fausse voie des concessions.

Ces réflexions étaient fortifiées par la tournure fâ–

chense des affaires. Les collègues d'Héliade eussent été des hommes exceptionnels, s'ils y fussent restés insensibles. Nicolas Golesco lui-même, jusque-là entièrement dévoué à Héliade, prit de l'ombrage; et la nomination de Rosetti à la direction de l'intérieur fut un commencement d'opposition contre Héliade. Bientôt N. Golesco exigea la destitution de Mossoïu, et la nomination de J. Bratiano au ministère de la police. Tell et Héliade s'y refusèrent d'abord; mais Golesco menaçant de donner sa démission, ses deux collègues durent céder pour ne pas offrir un témoignage public de désunion. Vains ménagements qui pouvaient un instant sauver les apparences, mais non éloigner les discordes que l'on redoutait. Jusque là le gouvernement avait, même dans ses fautes, marché avec unité; dès lors, il suivit une double voie qui menait en sens contraire. Bratiano et Rosetti croyaient fortifier la révolution par les agitations populaires; Héliade et Tell, par le calme et la prudence; N. Golesco, sans être complice des témérités, les encourageait par une bonté trop facile. Rosetti, directeur du ministère de l'intérieur, donnait dans son journal des armes à la Russie; Bratiano, ministre de la police, organisait des clubs, provoquait des réunions populaires, et ne ménageait pas dans ses discours la puissance suzeraine. Les imprudences allèrent si loin, qu'Héliade les explique par de coupables connivences. Qu'est-il besoin d'une aussi fâcheuse interprétation? Des ardeurs exagérées n'excluent pas un cœur sincère, et quand des fautes amènent une défaite, il n'est pas généreux d'en faire un reproche de trahison. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que des paroles violentes sont au moins inutiles,

quand les forces manquent pour les convertir en actes. Ajoutons encore que toutes les agitations profitaient à la Russie ; tantôt elle les provoquait elle-même, tantôt elle laissait faire les imprudents, secondait les turbulences, et poussait aux mesures extrêmes.

Un nouvel incident lui vint en aide. Le 6 septembre, les trois membres de la Lieutenance se trouvant réunis dans le palais administratif, une vingtaine d'individus portant un drapeau tricolore, pénétrèrent dans la cour du palais et demandèrent à se présenter devant le gouvernement. Admis sans opposition, ils entrèrent dans la salle du conseil. « Nous sommes envoyés, dit l'un d'eux, par le peuple, pour prier la Lieutenance de nous livrer l'original du règlement organique et l'archontologie (le livre d'or où sont inscrits les noms des boyars). Le peuple veut brûler publiquement ces livres en face des ennemis qui approchent. »

Les lieutenants, étonnés à l'aspect de ces étranges députés, leur demandèrent en vertu de quels mandats ils prétendaient représenter le peuple.

« Nous vous prouverons notre mandat, répondirent-ils, en revenant bientôt à la tête de dix mille hommes ; » et sur le refus du gouvernement d'accéder à leur demande, ils se retirèrent en menaçant.

Restés seuls, les membres de la Lieutenance se consultèrent sur cet incident imprévu. Eux qui toujours s'étaient attachés à rester dans la légalité, ils allaient se trouver entraînés à un mouvement irrégulier, alors que l'armée des Turcs était sur le territoire, et celle des Russes aux bords du Pruth. Le règlement organique était encore pour Constantinople la loi constitutionnelle

du pays. Brûler un livre, n'ôtait rien à l'autorité de la loi; et ce vain auto-da-fé, après trois mois de négociations avec la cour suzeraine, n'avait plus d'autre caractère que celui d'une insulte tardive. En supposant même de l'indulgence chez le commissaire ottoman, il allait avoir la main forcée par Duhamel, pour qui tout désordre était une bonne fortune.

Telles étaient les réflexions qu'échangeaient entre eux les membres de la Lieutenance, lorsque des clameurs immenses retentirent dans la rue. Une foule compacte se pressant aux abords du palais, inonda bientôt les cours et les appartements : le *règlement*, criait-on de toutes parts, l'*archontologie*. Le ministre de la police, Bratiano, se distinguait à la tête des groupes les plus bruyants.

Pressés par la foule, les membres du gouvernement se portèrent sur le balcon. De là, Héliade tenta de haranguer la multitude, pour la détourner d'un acte imprudent. Mais on lui répondait par les cris : « A bas le règlement ! vive la Constitution ! »

« Vous voulez la Constitution, répliqua-t-il. Ce n'est pas par des moyens semblables qu'elle pourra devenir la loi du pays; mais par l'esprit d'ordre dans lequel vous avez su vous maintenir jusqu'ici, et par lequel vous avez forcé vos ennemis à s'arrêter sur nos frontières... Nous n'avons pour nous que la force morale, la force des traités et de notre justice. Pourquoi abandonner cette force véritable pour recourir à la force matérielle, qui ne fera que révéler notre faiblesse?.....

« Si de pareils actes s'étaient faits dans le premier élan du mouvement, lors de l'abdication du domnu qui abandonna le peuple sans guide, ils pouvaient être excusés;

mais dans ce moment, après trois mois de modération et de prudence, après le rétablissement d'un gouvernement régulier et reconnu au nom du sultan, je vous dis, mes frères, que cet excès sera sévèrement jugé et justement critiqué par toute l'Europe. C'est peu de compromettre trois individus qui gouvernent au nom du peuple et qui doivent respecter la suzeraineté de la Porte, proclamée par vous avec tant de solennité ; mais vous compromettez, citoyens, la cause commune ; car vous donnez un prétexte au nouveau commissaire turc, pour traiter la ville et la nation tout autrement que ne les a traitées Suleyman-Pacha. Ne savez-vous pas que Duhamel l'accompagne ? Ne voyez-vous pas le Méphistophélès moscovite se réjouir de vos troubles, et suivre d'un rire infernal le spectacle de vos égarements ?... »

Héliade parlait encore au peuple de la rue, lorsque à l'intérieur du palais, les bandes envahissantes avaient enfoncé les portes du secrétariat d'État et enlevé les douze volumes in-folio de l'archontologie. Mais le règlement ne se trouvait pas. Il avait été en effet, déposé chez un français, M. Lagrange, chargé par le gouvernement d'en faire deux copies. Bratiano, instruit de cette circonstance, invita le peuple à le suivre.

Un lit mortuaire avait été préparé dans la cour : on y déposa l'archontologie. La musique entonna le chant des morts, et la foule se mit processionnellement en marche, poussant des lamentations ironiques, et mêlant des accents simulés de douleur aux rires et aux cris de joie. Bientôt le convoi arriva devant le domicile de M. Lagrange. Celui-ci était absent. Les portes furent enfon-

cées, et le règlement fut enlevé au milieu des acclamations de triomphe (1).

Un autre lit mortuaire était disposé en bas, couvert de drap noir. Le livre maudit y fut déposé. Les cris et les larmes ironiques se renouvelèrent. La procession reprit sa marche, et on arrêta les deux lits devant la porte cochère du consulat russe. Il est d'usage dans les pompes funèbres en Moldo-Valaquie, de faire trois haltes, où les prêtres prononcent des prières pour l'expiation des péchés du trépassé. Une de ces trois haltes se fit devant la porte consulaire, et ceux qui remplissaient le rôle des prêtres, récitèrent les prières des morts, en rappelant les péchés du feu règlement et de la feue archontologie, et en invoquant la clémence divine pour le repos de l'esprit de ces grands coupables, criminels de lèse-nationalité (2).

A cette parodie des cérémonies les plus augustes, faite par un peuple essentiellement dévot, à ces grotesques pasquinades qui se mêlent à un acte solennel de vengeance patriotique, ne reconnait-on pas les mobiles contrastes et les fécondes diversités de la physionomie italienne?

Le convoi suivit sa marche jusque dans la cour de l'évêché. Là, le peuple invita le métropolitain à descendre dans son grand costume pontifical de service funèbre, afin de prononcer l'anathême contre les livres infâmes.

Quand Néophyte descendit, le bûcher était dressé et

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.

(2) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine, p. 297.

commençait à pétiller. Après un discours de félicitation au peuple, prononcé par Bratiano, on fit approcher un paysan, en l'invitant à livrer aux flammes les deux livres souillés des sueurs et du sang des laboureurs. Le paysan les déchira, et les sema feuille par feuille sur le bûcher, aux applaudissements frénétiques de tous les assistants. A mesure que chaque feuille était consumée par la flamme et emportée par le vent, de toutes les voix de la foule sortaient de joyeux quolibets, de folles épigrammes; tous les lazzis des anciens soldats romains, lorsqu'ils rentraient triomphants dans la métropole.

Quand les dernières cendres de la dernière feuille furent dispersées, le métropolitain, s'avançant revêtu de ses habits pontificaux et la croix à la main, prononça les paroles suivantes :

« J'anathématise le règlement qui vient d'être brûlé, » l'édition de 1832 ainsi que la seconde. Je maudis tous » ceux qui voudraient le rétablir et gouverner suivant » ses lois. Je bénis le peuple chrétien de la terre rou- » maine. »

Pendant que retentissaient les paroles d'anathème, le peuple était à genoux, la tête découverte, aussi grave et recueilli qu'il avait été facétieux et emporté.

Au sortir de l'archevêché, les masses se dirigèrent vers la colline de la Métropole. Là, se voyait un monument, élevé sous les auspices de Kisseleff, en commémoration du règlement organique. Toutes les mains l'assaillirent à la fois, et il fut abattu au milieu des cris de joie et de triomphe. Puis la foule se dispersa, et tout rentra dans le calme.

Cette étrange journée ne fut pas sans grandeur. On y

avait vu un peuple déchaîné concentrant ses fureurs sur les archives de son esclavage; des appareils de mort, sans sacrifice humain; un holocauste solennel, avec son cortége ordinaire, le bûcher, le prêtre, le bourreau, sans autre victime qu'un code et un armorial, le tout accompagné de rires et de joies; et avec cela le côté sérieux d'une grande pensée nationale, un acte public d'affranchissement, un défi à l'étranger, tous les signes du réveil et de la force sûre d'elle-même. Tout cela sans doute était digne de sympathies; le peuple auquel on avait appris depuis si longtemps à maudire le réglement, faisait preuve de bonne logique en le livrant aux flammes. Mais la logique elle-même a besoin d'être opportune; et ceux qui avaient excité le peuple à cet acte de justice, devaient être prêts à l'appeler aussitôt aux armes. En allumant les feux du bûcher, on s'obligeait à faire luire les éclairs de cent mille baïonnettes; en s'arrêtant à une provocation impuissante, à un stérile défi, sans moyens de combattre, on préparait à la révolution un échec, aux ennemis une occasion.

Duhamel le comprit trop bien. Il avait rejoint Fuad-Effendi, et lui seul dirigeait les conseils au camp de Giurgevo. Ses espions environnaient le commissaire ottoman, auprès duquel les Roumains patriotes n'avaient plus accès. La Lieutenance avait cependant dépêché vers Fuad-Effendi quelques hommes sûrs, pour le mettre en garde contre les embûches moscovites; mais ils n'étaient pas écoutés.

Sur ces entrefaites arriva la nouvelle du dernier mouvement de Bucharest : les colères de Duhamel ne manquèrent plus de prétexte. L'injure faite au sultan fut

signalée en termes énergiques. Fuad subjugué, donna ordre à Omer-Pacha de marcher avec son armée vers Bucharest.

Nous voici en présence d'un homme qui doit, à plusieurs reprises, jouer un rôle important dans les destinées roumaines, et sur lequel il est encore difficile de porter un jugement exact. Omer-Pacha (autrefois Jean Lattas) appartient à cette vaillante tribu des Croates, qui, depuis vingt ans, se montre la plus active à propager les idées d'indépendance nationale parmi les Slaves du Sud. Mais avant que ce mouvement de réveil se manifestât publiquement et avec ensemble, bien des hommes isolés se révoltèrent en silence contre le joug étranger. Le jeune Lattas fut de ce nombre, et, quittant le drapeau de l'Autriche qu'il ne reconnaissait pas pour le sien, il alla demander une patrie à la terre ottomane. Il y trouva des honneurs et des occasions de gloire. A-t-il, en disant adieu à sa religion, dit adieu à ses souvenirs nationaux? Il est permis d'en douter. Car il reste bien fidèle à ses ressentiments contre l'Autriche. Qui sait si le slave du Sud n'a pas cherché la puissance pour en faire un instrument de délivrance? Puisque les nations occidentales ne comprennent pas la portée des agitations illyriennes, qui sait parmi nous si cet enfant de l'Illyrie n'a pas choisi le croissant comme la meilleure arme contre l'Autriche? De telles résolutions, il est vrai, conduisent trop souvent à des situations équivoques. Ainsi l'a éprouvé Omer-Pacha. Renégat, il a ébranlé la confiance des populations chrétiennes; musulman de fraiche date, il n'a pas encore gagné celle des vieux sectateurs de l'Islam. De là une double gêne dans ses allures, qui paralyse

ses inspirations et lui ôte son initiative. Lorsqu'en 1850, il ira en Bosnie combattre les pachas fanatiques qui repoussent le tanzimat, il n'osera pas faire partager les bénéfices de sa victoire aux populations chrétiennes qui, l'ayant aidé, comptent sur lui; tant il lui est difficile de ne pas être sur la liste des suspects. Puis viennent les intrigues intérieures du divan, qui l'obligent à d'excessives précautions. Omer-Pacha est avant tout contraint de dissimuler son mérite, de se faire plus petit que sa fortune; semblable à ces riches banquiers arméniens de Constantinople, qui sous les règnes précédents, ne sauvaient leurs trésors, qu'en se donnant l'apparence extérieure de la pauvreté. Qu'on ajoute à cela les hostilités non dissimulées des agents autrichiens, très influents à Constantinople, et qui le considèrent toujours comme un sujet déserteur; et l'on verra combien Omer-Pacha doit avoir d'habileté, pour se maintenir puissant au milieu de tant d'éléments de défaveur.

Lors de son entrée en Valaquie, Omer-Pacha était encore peu connu dans le monde occidental. Son action dans les Principautés ne devait guère ajouter à sa réputation. Placé sous la direction de Fuad-Effendi, il prit un rôle tout passif, et Fuad, obéissant aux inspirations de Duhamel, fit d'Omer-Pacha un instrument aveugle des projets de la Russie.

Toutefois son séjour en Valaquie lui devint profitable. Ce fut une occasion pour lui d'étudier un pays qui devait plus tard lui servir de champ de bataille, de reconnaitre les mérites d'une population intelligente, les ressources d'une contrée fertile, et de constater les fautes du gouver-

nement turc, qui livrait de si belles provinces en proie à la Russie.

Lorsque la nouvelle de l'approche des Ottomans parvint à Bucharest, il se fit dans la ville une immense agitation. Les uns s'indignaient, les autres s'alarmaient; les plus sages attendaient les inspirations du gouvernement. Mais le gouvernement savait trop bien qu'il n'y avait rien à faire. Après avoir recommandé l'obéissance à la Porte, après avoir pris pour mot d'ordre de la révolution la suzeraineté de la Turquie, il n'était plus possible d'entrer en lutte avec elle, même quand, se présentant en armes, elle outrepassait ses droits.

Maghiero à la tête de quinze cents réguliers et de deux mille pandours, était dans la petite Valaquie, à un endroit nommé camp de Trajan ; ses services pouvaient être utiles. On lui expédia de Bucharest six pièces de canon.

Cependant, la Lieutenance, convaincue que les voies pacifiques étaient les seules possibles, envoya le ministre secrétaire d'Etat pour complimenter Fuad-Effendi de la part du gouvernement. Le ministre dût revenir sans être reçu.

Le camp turc n'étant plus qu'à deux lieues de la capitale, une nouvelle députation composée d'une foule de citoyens, avec le métropolitain en tête, s'y présenta sans être mieux accueillie ; et l'armée turque vint se placer à l'occident de la ville, sur une colline située au nord du monastère de Cotracéni. Au milieu du camp s'élevait la tente de Duhamel, véritable maître de la situation, et gouvernant le commissaire ottoman au gré de ses caprices. De nouvelles députations se présentèrent vaine-

ment auprès de Fuad-Effendi : celui-ci resta invisible. Enfin, le 24 septembre au soir, il fit prévenir le métropolitain, que le lendemain,-à midi, il recevrait, dans son camp, une députation des boyars et des notables de la ville, pour leur faire entendre les volontés du sultan.

Le lendemain, en effet, une députation, composée de plus de deux cents personnes, se présenta dans le camp. Fuad-Effendi l'attendait debout dans sa tente, tenant à la main une proclamation dont il donna lecture. C'était un violent manifeste contre la révolution, « inspirée, y était-il dit, par l'esprit du communisme ; » puis venaient de vulgaires déclamations sur les bienfaits du sultan et l'ingratitude des Roumains ; après quoi le commissaire ottoman prononça la dissolution de la Lieutenance, et la nomination d'un seul caïmacan, dans la personne de Constantin Cantacuzène. Averti d'avance par Duhamel, Cantacuzène se trouvait au milieu des membres de la députation roumaine ; ceux-ci, indignés, le sommèrent de refuser une mission qui lui était donnée en violation des droits du pays. Son fils même, qui était présent, s'écria d'un ton de douleur : « Mon père ! n'acceptez point une pareille fonction (1). » Une vive discussion s'engagea au sein de la députation, qui comptait quelques hommes dévoués à la Russie, lorsqu'au plus fort de la dispute, Fuad-Effendi sortit de la tente en s'écriant : « Que les hommes fidèles au réglement me suivent. » Cantacuzène et une quarantaine de ciocoï sortirent avec lui ; les autres demeurèrent, et avec eux le jeune Cantacuzène. La popula-

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

tion entière de la ville, réunie au bas de la colline, attendait le retour de ses députés.

Tout à coup retentit un coup de pistolet ; à ce signal mille soldats se précipitèrent et entourèrent les députés restés dans la tente; toutes les mesures étaient prises pour qu'aucun ne pût, en s'échappant, aller annoncer au peuple ce qui se passait au camp. Pendant plusieurs heures, les prisonniers placés entre trois rangs de soldats, et sous la bouche de deux canons, furent tenus debout sous un soleil ardent. Le soir, on les renferma dans le monastère de Cotracéni.

Pendant ce temps, le nouveau caïmacan et les boyars réactionnaires rentraient dans Bucharest, escortés par les bataillons turcs. D'autres divisions de l'armée ottomane descendirent la colline vers l'endroit où était assemblé le peuple. Des masses de paysans, ignorant ce qui s'était passé, se portèrent à leur rencontre, en les saluant de leurs étendards ; les Turcs les arrachèrent des mains de ceux qui les portaient et les brisèrent sur leurs épaules; les croix furent également enlevées, jetées et foulées dans la poussière ; les coups de plat de sabre retentissaient dans la foule ; la pointe et les tranchants rougirent plus d'une poitrine. Eperdue et furieuse, la multitude se précipita au-devant des barbares qui allaient pénétrer dans la ville, et parvint à les arrêter par un mélange de supplications et de menaces. Si en ce moment un chef s'était présenté aux braves paysans, nul doute qu'ils n'eussent, quoique sans armes, châtié les assaillants. Mais que pouvaient-ils abandonnés à eux-mêmes? Après quelques instants d'hésitation, la cavalerie turque

poussa ses chevaux au milieu des masses confuses, et se fit jour en passant sur des corps mutilés.

Quelques citoyens accourus au palais administratif, annoncèrent à la Lieutenance l'arrivée des Turcs et la nomination arbitraire du nouveau caïmacan. Depuis deux jours, les lieutenants s'y tenaient en permanence. Mais ils différaient entre eux sur la conduite à suivre. Le général Tell et N. Golesco avaient décidé d'avance de rester à leur poste, quand même Fuad-Effendi les destituerait dans son camp. « Le peuple nous a élus, disaient-ils, le peuple seul a le droit de nous destituer. » Héliade, tout en reconnaissant la puissance de cet argument, répondait : « Légalement nous ne devons nous retirer que devant une nouvelle élection ; en fait, nous devons nous retirer devant un gouvernement imposé par la force. Nous avons fait la révolution sous les auspices de la suzeraineté ottomane ; nous maintenir par le peuple contre les volontés de la suzeraineté, serait changer le caractère de la Constitution que nous avons proclamée. Pour cela, sommes-nous en mesure ? L'insurrection armée est-elle prête ? Non. Eh ! bien, dans ces conditions, il n'y a de possible que l'inertie, et, en fait de résistance, l'inertie touche au ridicule. »

Ils en étaient encore à cette discussion dans la journée du 25, lorsqu'ils apprirent les nouvelles du dehors. Héliade se leva, porta un toast à l'avenir de la patrie, ôta son écharpe et dit : « J'ai rempli ma charge. La capitale et le pays sont entre les mains des Turcs. Ce sont eux qui répondront désormais de toutes les conséquences

de leurs actes. Quant à moi, je me retire. » Et il fit ses adieux (1).

Cependant la cour du palais se remplissait des habitants inquiets; lorsqu'ils virent descendre Héliade, ils lui demandèrent ce qu'ils devaient faire. Héliade les invita au calme. Les mêmes conseils furent répétés par les deux autres lieutenants. Mais le peuple insistait, et voulait prendre les armes. « Vous n'avez pas d'armes, répondait N. Golesco. » — « L'ennemi nous en fournira, criait-on de toutes parts ; laissez-nous faire, et avant le soir, tout sera fini, même l'enterrement des Turcs. » Tell et Golesco parvinrent à modérer ces ardeurs, et à obtenir du peuple qu'il se retirât en ordre. Pour ôter même tout prétexte à une collision, Tell enjoignit à la compagnie qui était de garde de se retirer dans la caserne.

Les deux lieutenants restèrent seuls au palais, sans armes, sans gardes, et y passèrent la nuit dans l'attente. Déjà les Turcs occupaient toute la ville. Le lendemain seulement, une compagnie d'infanterie et un peloton de cavalerie vinrent prendre possession du palais. Tell et Golesco crurent qu'on allait les arrêter. Mais les Turcs se contentèrent de poser des sentinelles aux portes du trésor public, sans même s'occuper de la présence des lieutenants. Ceux-ci, après quelques heures d'attente, se retirèrent librement, et rentrèrent dans leurs familles.

Mais durant cet intervalle, la brutale férocité des Turcs avait servi d'instrument à de perfides meneurs,

(1) Mémoire sur l'histoire de la régénération roumaine.

ayant intérêt au désordre et aux violences. Le sang avait coulé, le canon avait grondé.

Lorsque, le 25 septembre, les Turcs étaient entrés dans la ville, une de leurs principales colonnes se dirigea vers la caserne d'infanterie. Les soldats roumains avaient reçu l'ordre de s'y réunir avec la compagnie des pompiers, de recevoir les Turcs avec les honneurs militaires, et de se retirer en leur cédant la caserne. A l'annonce de l'approche des Turcs, la compagnie des pompiers s'étant mise en marche pour pénétrer dans la caserne, arriva au même instant qu'eux devant la porte. Les Turcs, au lieu d'y entrer, firent une halte et semblèrent prendre des dispositions hostiles : la marche des canons fut arrêtée, et les soldats se tinrent mèche allumée auprès des pièces.

Le capitaine des pompiers, Zaganesco, fut obligé de se frayer avec les siens un passage à travers les lignes serrées qui obstruaient la porte, lorsque, dans ce mouvement, un soldat turc, heurté par un pompier, trébucha. Un officier turc frappa aussitôt le pompier de son sabre, et un de ses soldats, excité par cet exemple, déchargea son fusil à bout portant, et fit tomber un Valaque. Les pompiers, qui n'avaient pas leurs fusils chargés, précipitèrent le pas pour pénétrer dans la caserne, lorsqu'au moment où ils dépassèrent les canons, les artilleurs approchèrent les mèches, et la mitraille laboura tous les derniers rangs. Furieux de cette trahison, les pompiers, rejoints par les soldats de la caserne, se retournèrent sur les assaillants, s'emparèrent des premières pièces, et firent à leur tour, dans les rangs des Turcs, de terribles ravages. Mais bientôt les chefs accoururent de part et

d'autre. Les Turcs, effrayés, criaient : *Dour, dour, cardaches !* (Arrêtez, arrêtez, frères!) Ils disaient que c'était un malentendu, et leur commandant s'évertuait à faire les protestations les plus pacifiques. Il demandait néanmoins que les soldats évacuassent la caserne en déposant les armes. Les officiers roumains y consentirent; les soldats désarmés se retiraient, et à peine étaient-ils réunis dans la rue, que la mitraille pénétra de nouveau dans leurs masses confuses, et couvrit de nouveau le pavé de cadavres. Ceux qui ne furent pas atteints, se dispersèrent en fuyant.

Quels funestes conseils guidèrent les Turcs dans cette folle et sanglante exécution? Il est certain qu'Omer-Pacha y fut étranger. On ne peut accuser du crime que ceux qui en profitèrent, et qui, déjà plus d'une fois, avaient prouvé que tout moyen leur était bon. Duhamel venait de présider à l'arrestation des députés de la ville; il avait bien pu diriger de loin les massacres de la caserne.

Il importait aux intérêts de la Russie que les Turcs fussent signalés par leurs excès à la haine des habitants. Aussi les désordres continuèrent-ils après l'occupation de la ville. Dans la nuit du 25 au 26, plusieurs maisons furent pillées, des églises dépouillées de leurs vases sacrés; le lendemain, des magasins furent dévalisés, des passants arrêtés et fouillés en pleine rue; les étrangers même n'étaient pas épargnés; la femme d'un Français fut assassinée avec son enfant : les Turcs se conduisaient comme en pays conquis. Enfin, après deux jours de vols et de meurtres, les habitants étrangers coururent chez leurs consuls pour obtenir protection.

Ceux-ci, réunis en corps, se rendirent chez Fuad-Effendi et chez Omer-Pacha, pour leur demander raison de ces saturnales. Omer-Pacha se montra aussi indigné qu'eux-mêmes; mais l'autorité était entre les mains de Fuad-Effendi. Celui-ci, comprenant enfin le rôle que lui faisait jouer Duhamel, ne put dissimuler ni son inquiétude, ni son impuissance.

Le commissaire russe arrivait à ses fins. Les Turcs eux-mêmes lui offraient par leurs violences un prétexte légal pour l'intervention protectrice. Il écrivit au général Lüders, qui campait sur la frontière. Le 29 septembre, les Russes entrèrent en Valaquie, et s'avancèrent, selon leur tactique ordinaire, comme des libérateurs. Mais cette fois, ils ne trompaient personne,

Pendant ces jours de désordre et d'angoisses, les chefs du mouvement national étaient restés libres dans Bucharest. Mais, prévoyant l'arrivée prochaine des Russes, ils avaient demandé leurs passeports. Héliade et Tell voulaient se rendre en Transylvanie, Golesco à Constantinople. Les citoyens arrêtés dans le camp d'Omer-Pacha, et enfermés à Cotrocéni, avaient été relâchés, à l'exception de dix-sept, qui devaient être expulsés du pays. Ceux-ci furent conduits sous escorte à Giurgevo. Ils y rencontrèrent N. Golesco qui avait été arrêté en route et conduit dans la prison de cette ville. Ce dernier ne fut pas peu surpris à l'arrivée inattendue des dix-sept prisonniers de Cotrocéni! Les proscrits bénirent le ciel de les avoir réunis, même dans une prison. Ils passèrent quelques heures en d'affectueux épanchements; puis, relâchés tous ensemble, ils se firent

de touchants adieux, et gagnèrent séparément la terre étrangère.

Cependant la révolution était encore debout dans la petite Valaquie. Retiré au camp de Trajan, entouré d'hommes dévoués, Maghiero refusait de reconnaître le nouveau caïmacan. Prévoyant la prochaine entrée des Russes, il espérait encore que la Porte repousserait une périlleuse intervention, et il faisait de nombreux enrôlements pour amener au secours des Turcs une armée nationale. Deux proclamations furent publiées par lui le 26 septembre, l'une adressée au pays, l'autre aux gardes nationales et aux dorobans, les appelant aux armes contre l'ennemi commun ; et, quarante-huit heures après, des députations des neuf districts qu'il avait sous son autorité immédiate accoururent au camp pour lui exprimer la décision unanime des paysans de se joindre à lui pour la défense de leurs droits. Déjà les cinq districts de la petite Valaquie avaient envoyé de nombreux volontaires armés de faulx, de lances et de haches. Maghiero se voyait à la tête d'une armée, lorsqu'une lettre, datée du 26 septembre et signée du caïmacan et d'Omer-Pacha, vint lui enjoindre de licencier ses forces. Maghiero apprenait en même temps la nouvelle des massacres de la caserne. Il y reconnut la main des Russes. Plus convaincu que jamais de l'invasion imminente des troupes protectrices, il refusa d'obéir à des ordres dictés par la faiblesse. Mais, comprenant en même temps qu'il lui fallait la sanction de l'autorité suzeraine pour maintenir en armes les soldats de la cause nationale, il écrivit à Fuad-Ef-

fendi une lettre, dans laquelle il lui expliquait les motifs de son refus, et l'exhortait à prendre contre la Russie une attitude digne d'une grande puissance. Cette lettre, remarquable à plus d'un titre, démontre que le chef des pandours peut également être considéré comme un homme politique. Qu'il nous soit permis d'en donner quelques extraits :

« Excellence, les déplorables évènements qui se sont passés le 25 à Bucharest, sans avoir entièrement effacé l'attachement des Roumains envers la Sublime-Porte, ont néanmoins fait naître des soupçons sur la sincérité des projets de Votre Excellence. Le peuple a pu croire que vous étiez déterminé à servir les intérêts de la Russie, intérêts directement opposés à ceux de l'empire ottoman. Cependant les hommes éclairés du pays et les bons patriotes ont reconnu les auteurs de ce drame sanglant; ils ont deviné le résultat qu'on se proposait d'en obtenir. Votre Excellence, nous n'en doutons pas, connaît cela tout aussi bien que nous. Les instigateurs de ces massacres, ce sont les Russes; le résultat qu'ils en attendaient, c'était d'aliéner à tout jamais de la Sublime-Porte l'attachement des Roumains, en les amenant à ne plus considérer la brave armée de l'illustre Padischah que comme une armée ennemie, ayant reçu mission d'égorger des innocents, et de faire main basse sur les biens des habitants.

» Les intrigues moscovites eussent réussi à faire accréditer de pareilles calomnies, s'il ne s'était trouvé dans ce pays tant calomnié des patriotes éclairés, qui ont mis en garde les habitants contre ces perfides insinuations. Car, il faut l'avouer, les apparences ont servi

à souhait les projets de la diplomatie russe, et se montraient complètement à la charge de la Sublime-Porte. Or, grâce à ces patriotes (qui néanmoins sont aujourd'hui l'objet d'une colère inexplicable de la part de Votre Excellence), la Russie n'a gagné à ce jeu, que quelques justes malédictions de plus, et un surcroit de haine de la part des Roumains.

» Nous avons toujours considéré Votre Excellence comme un des plus fermes soutiens de l'empire ottoman, et votre conduite politique, si pleine de dignité, dans les capitales où vous avez représenté l'empire, enfin tous vos antécédents comme homme d'état, nous portent à espérer que, dans les Principautés aussi, vous saurez défendre avec énergie les intérêts de la Porte, sans vous laisser égarer par les mensonges de la politique moscovite, et des agents russes, étrangers ou indigènes. C'est pourquoi, fort de cette conviction, j'ai pris, avec toute l'activité qui est en moi, les dispositions convenables, afin de seconder, dans la mesure de nos moyens matériels, la politique que vous suivrez dans les circonstances actuelles.

» Cette confiance dans les vues de Votre Excellence, pourra expliquer mon refus d'obéir à la lettre qui m'a été adressée par le caïmacan et son excellence Omer-Pacha......

» Évidemment, il n'y a que la Russie qui trouverait son compte à voir licencier une armée roumaine, qui ne s'est formée que pour servir d'avant-garde à l'illustre armée ottomane..... »

Après avoir fait appel à la dignité et à l'intérêt de l'empire ottoman, pour engager Fuad-Effendi à oppo-

ser la force à l'invasion des Russes, Maghiero fait le dénombrement des ressources que peut offrir l'alliance des Roumains.

« Excellence, ajoute-t-il, les forces roumaines sont considérables, et conjointement avec les braves armées de notre auguste suzerain, elles feraient des prodiges de valeur.

» Il se trouve à l'heure qu'il est dans mon camp, et à ma disposition :

» Deux régiments de troupes irrégulières (pandours) bien organisées et exercées;

» Un régiment de troupes de ligne;

» Une batterie de six canons avec les artilleurs;

» Une division de cavalerie;

» 1,500 dorobans bien armés;

» 8,000 volontaires qui attendent des armes;

» Quant à la landsturm, pour ne parler ici que des neuf districts sous mon autorité, elle serait de 135,000 hommes, à 15,000 par district.

» Il faut en outre calculer les forces qui ne se trouvent pas momentanément à ma disposition immédiate, savoir :

» Deux régiments de troupes de ligne;

» Deux divisions de cavalerie;

» 4,500 dorobans bien armés, répartis dans les autres districts;

» 2,000 ploïesi (gardes-frontières) armés de fusils;

» Enfin la landsturm des onze autres districts, et les forces assez considérables dont pourrait disposer la Moldavie.

» Ces forces, ajoutait Maghiero, réunies aux armées de l'empire, seraient invincibles sur le sol national. Les populations n'attendent qu'un mot pour se mettre à la disposition de la Sublime Porte. Quant à moi, je réponds sur ma tête de leur fidélité et de leur détermination.

» 30 septembre 1848. »

Les hardis projets de Maghiero offraient à la Turquie une occasion favorable. Dans toutes les guerres antérieures des Russes avec la Porte, leurs invasions n'avaient réussi qu'avec l'appui des populations chrétiennes. En 1828, Maghiero lui-même les avait puissamment secondés. En 1848, les conditions n'étaient plus les mêmes, et les chances étaient tout autres. Mais le divan, effrayé de l'indifférence de l'Europe, reculait devant une lutte : Fuad-Effendi, homme faible, et choisi à cause de sa faiblesse, n'était qu'un agent inerte entre les mains de Duhamel. Il persista à demander le licenciement. D'un autre côté, les membres de la Lieutenance, avant de quitter Bucharest, avaient écrit une lettre à Maghiero, l'exhortant à ne pas compromettre le pays par une résistance inutile. Mais le chef patriote sachant que les signataires étaient tous prisonniers, recevant d'ailleurs leur lettre par l'intermédiaire de la caïmacamie, jugea qu'elle était dictée par la force, et n'en tint aucun compte.

Il venait d'apprendre, en outre, que les Russes avaient passé la frontière, et il était résolu de les combattre à outrance. Les paysans des cinq districts de la petite Valaquie accouraient chaque jour grossir son armée, pleins

d'enthousiasme et de colère. L'annonce de l'arrivée des Russes exaltait les ardeurs.

Fort de son droit, fort des sympathies populaires, Maghiero fit tous ses préparatifs pour aller au devant des Russes, qui s'approchaient du district d'Argis. Une compagnie fut envoyée comme avant-garde à Pitesci, sous le commandement du capitaine Zalyc, pour se mesurer avec l'avant-garde des Cosaques qui venait avec l'ex-spathar Constantin Ghika, ce malheureux époux victime de Bibesco, devenu Russe pour se venger.

Pour mieux encore s'assurer des dispositions de l'armée et des paysans, Maghiero avait commandé une revue pour le 9 octobre. Ce fut un jour de fête nationale: soldats, pandours, dorobans et paysans l'environnèrent au nombre de plus de trente mille, appelant la guerre d'une voix unanime, et jurant de mourir à ses côtés.

Heureux de voir tant de fidèles compagnons partager ses ardeurs, Maghiero donna l'ordre de se préparer au départ. Les Russes s'avançaient par le nord; les Turcs s'approchaient par le midi. Maghiero, dans un accès de fierté guerrière, avait dit : « mon sabre a deux tranchants. » Mais il sentait la nécessité d'éviter un conflit avec les Turcs. Il fut donc décidé que l'armée entière et les paysans munis d'une arme quelconque, réunis en un seul corps, iraient au devant des Russes, et que les paysans non armés se porteraient au devant des Turcs pour les recevoir en amis.

Ces dispositions venaient d'être prises, lorsque le secrétaire du consul anglais à Bucharest, se présenta au camp, porteur d'une lettre pour Maghiero.

Dans cette lettre, l'agent britannique, M. Colqhoun,

exhortait vivement le chef national à ne pas engager le pays dans une lutte disproportionnée, qui devait compromettre les intérêts de tous. « La Valaquie, disait-il, en se maintenant sur le terrain légal, conserve la garantie de ses anciens traités, la garantie de la Turquie et des autres États européens ; si elle se livre aux hasards de la guerre, elle peut être réduite à l'état de pays conquis, et perdre tout droit à une médiation européenne. »

Après la lecture de cette lettre et une longue conférence avec l'envoyé, Maghiero rassembla ses officiers en conseil, leur communiqua la missive, ainsi que les explications données par le secrétaire du consul ; et, dans une discussion calme et sérieuse, recueillit les avis de chacun. D'un commun accord, il fut décidé qu'il fallait céder à l'invitation du représentant de l'Angleterre ; mais non sans protester auprès de toutes les grandes puissances.

En conséquence, la pièce suivante fut adressée à chacun des représentants des puissances occidentales ;

« Monsieur le consul général,

» A la suite de l'occupation de la Terre roumaine (Valaquie), par l'armée turque, le général Lüders nous annonce, par sa proclamation du 29 septembre, que les troupes russes ont aussi passé la frontière roumaine. Je viens donc, monsieur le consul, protester, devant le gouvernement que vous représentez, contre cette nouvelle violation du territoire roumain, violation de tous les traités qui garantissent l'inviolabilité du pays.

» En outre, monsieur le consul, puisque deux grandes puissances ont concentré de nombreuses armées sur le territoire roumain, le soussigné, chargé par la nation du commandement de l'armée régulière et irrégulière, pour ne pas attirer sur le pays les suites d'une guerre disproportionnée, et pour ne pas fournir le moindre prétexte à l'occupation moscovite, dépose cette fonction, après avoir invité à se retirer dans leurs foyers les braves soldats roumains réunis sous son commandement, dans le but de prévenir tout trouble à l'intérieur du pays; et, après avoir exhorté les habitants, en général, à rentrer dans le calme et à espérer que la justice ne leur sera pas refusée, grâce à l'intervention des autres puissances de l'Europe.

» Agréez, etc.

» *Le général commandant des armées de la Roumanie,*

» G. MAGHIERO.

» Du amp de Trajan, le 10 octobre 1848. »

A cette même date, le 10 octobre, tout le camp fut sous les armes au lever du soleil, et Maghiero apparaissant au milieu des soldats et des paysans, leur donna lecture de sa protestation.

Après quelques instants de morne stupeur, il se produisit dans la foule un long murmure, qui se transforma bientôt en un bruit éclatant. *La guerre! la guerre!* criait-on de toutes parts. Soldats et pandours juraient de combattre malgré le général. « Nous avons pris les armes, disaient-ils, pour défendre la Constitution, nous ne les déposerons que quand nous l'aurons vengée » Les paysans

étaient encore plus animés. « Nous sommes venus, s'écriaient-ils, pour demander l'heure du départ contre les ennemis ; nos pères, nos femmes, nos enfants même, veulent marcher avec nous ; et c'est vous qui arrêtez nos pas ! c'est vous qui nous désarmez ! » Maghiero, les larmes aux yeux, courait des soldats aux paysans, des dorobans aux pandours, les conjurant de réserver leur ardeur pour de meilleurs moments. *La guerre ! la guerre !* répondait-on de tous les rangs. Le brave partisan eut longtemps à lutter contre ces élans désespérés ; la résistance même qu'il rencontrait mêlait à sa douleur de justes sentiments d'orgueil. Ses supplications, enfin, l'emportèrent : tous ces hommes réunis pour combattre, se firent des adieux entrecoupés de gémissements et d'imprécations. Les paysans se dispersèrent pour regagner leurs foyers ; les officiers et les soldats, destinés à retourner dans la capitale avec l'artillerie et les munitions, se dirigèrent vers Bucharest, et Maghiero partit pour Hermanstadt, suivi d'une vingtaine d'officiers qui avaient donné leur démission pour ne pas servir sous le gouvernement de l'étranger.

Ainsi s'accomplit le dernier acte du mouvement de 1848, peu remarquable, assurément, dans ses résultats, mais bien digne d'intérêt dans ses enseignements, et, pour ainsi dire, dans ses révélations. Sous l'atmosphère corrompue d'un monde officiel, une nation se manifeste : un peuple de paysans que l'on croyait à jamais flétris par la servitude, se dégage de la poussière du boyarisme, avec le sentiment de ses droits et la conscience de sa force, donnant, aux chefs mêmes des réformateurs, de grands exemples d'intelligence et de

courage. Au camp d'Islaz, le peuple inaugure la révolution; à Bucharest, il la sauve; au camp de Trajan, il est seul à n'en pas désespérer.

Cette apparition soudaine d'une population virile n'offre pas seulement l'intérêt d'une révolution locale; elle mérite d'être mise en ligne de compte dans les calculs de la politique européenne. Lorsque la Moldo-Valaquie n'était qu'un pays de boyars, incapable d'offrir à l'Europe la moindre garantie de défense, l'Europe avait raison d'en faire peu de cas. Mais lorsqu'un peuple s'y rencontre, tout prêt à faire obstacle aux entreprises de Saint-Pétersbourg, et digne d'être accepté comme une vaillante avant-garde, il appartient aux cabinets de l'Occident de venir en aide à ce peuple, de le fortifier, et d'assurer son avenir; car aux destinées de ce peuple sont liées, plus qu'on ne le pense, les destinées de l'Europe.

CHAPITRE XV.

Proscriptions et violences. — Abaissement des boyars. — Évènements de la Transylvanie. — Soulèvement des Roumains. — Jellachich et les Croates. — Entrée du général Puchner en Transylvanie. — Ianko soulève les montagnards. — Lutte contre les Magyars. — Défaite du major Hatvany. — Lettre de Maghiero à Kossuth. — Entrée des Russes en Transylvanie.

Fuad-Effendi, dont les passives complaisances avaient ouvert la porte aux Russes, eut la naïveté de s'indigner à leur approche. On l'avait cru complice; une protestation faite au nom du Sultan vint apprendre à tous qu'il avait été dupe. En réponse à sa protestation, les Russes établirent leur camp, le 11 octobre, aux portes de Bucharest, dans la plaine de Kolentino; ce qui ne changea rien aux bons rapports de Fuad avec Duhamel. Aussi docile qu'auparavant, il dressa une liste de proscrits, à la tête desquels figuraient les membres de la Lieutenance. Mais il ne put échapper aux accusations des boyars, qui lui reprochaient hautement sa faiblesse, pour avoir permis à ces grands coupables de gagner la frontière.

On se dédommagea sur les paysans. Ceux qui s'étaient rendus en députation à Bucharest et à Giurgevo, furent

saisis, garottés et chargés de coups de fouets. Les flagellations se faisaient en grand, dans le monastère de Ploumbouita, où l'on avait parqué les paysans par troupeaux. Ceux qui voulaient éviter ou abréger le supplice, devaient avouer qu'ils n'avaient demandé la Constitution que contraints et forcés par le gouvernement *révolutionnaire.*

Que signifiaient, d'ailleurs, les souffrances de misérables villageois ? La véritable opinion publique n'était-elle pas dans la haute société de Bucharest ? Et la haute société donnait des bals aux libérateurs. Madame Stirbey commença la première ; le hospodarat pouvait dépendre d'une fête bien ordonnée. D'autres intrigues furent mises en jeu. Les dames de la haute boyarie luttèrent de séductions auprès de l'état-major étranger, et chaque officier russe portait les couleurs d'une Armide. Fuad-Effendi, cavalier charmant, du reste, se conduisait en véritable Turc, prenant plusieurs cœurs à la fois. Omer-Pacha lui-même, le Croate renfrogné, eut aussi sa part dans les bonnes fortunes. On nous permettra sans doute de ne pas citer de noms : les curieux peuvent consulter les chroniques de Bucharest.

Ces abominables scandales ne sont, au surplus, que les accompagnements ordinaires des invasions moscovites. Mais un fait nouveau bien important doit sortir cette fois de l'occupation des Principautés danubiennes. Le Czar laisse volontiers ses officiers s'arrêter aux distractions qu'ils rencontrent en route. Mais sa pensée, à lui, ne se repose jamais. En jetant ses soldats en Valaquie, il n'avait guère souci, pour le moment, de Bucharest ou des Valaques. Ses regards portaient plus loin.

Franchissant les Karpathes, il voyait l'Autriche aux abois, réduite bientôt à mendier une protection ; et Bucharest était la route la plus courte pour pénétrer au cœur des États autrichiens. Dans la pensée du Czar, la question roumaine, soit en Valaquie, soit en Transylvanie, se liait intimement aux luttes des Magyars et des Autrichiens. Nous ne pouvons que justifier cette logique, en reprenant le récit des évènements qui s'étaient accomplis au-delà des Karpathes, depuis la mémorable assemblée de Blajium.

La diète de Transylvanie qui avait voté l'incorporation, se composait de 300 députés, dont 24 Saxons et 3 Roumains. Tous les autres étaient Magyars, peu disposés, par conséquent, à faire droit aux justes réclamations des nationalités opprimées.

Immédiatement après le vote, l'administration prit toutes les mesures de rigueur propres à vaincre les résistances. Au moins, elle ne faisait pas mystère de ses cruautés. Des potences et des pals furent dressés dans toute l'étendue du territoire, surmontés des drapeaux magyars, portant pour inscription : l'*union ou la mort.* Les colères étaient poussées jusqu'au vertige; de sanglantes rencontres se multipliaient dans les campagnes entre les populations des deux races, et les fureurs du gouvernement entretenaient la guerre civile.

Une diète générale avait été convoquée à Pesth. A l'exemple des Croates, les Roumains de la Transylvanie refusèrent d'y prendre part. Ceux des comitats du Banat de Témeswar et de la Hongrie orientale, jugèrent cependant plus utile d'user de leur droit électoral, et formèrent un noyau d'opposition roumaine au sein même de

la diète hongroise. Le député Murgu, défenseur ardent de la cause nationale, était le chef de cette opposition qui comptait de 15 à 16 voix.

Au surplus, ce n'était plus le temps des discussions pacifiques : les violences des Magyars appelaient les luttes armées; un soulèvement général, en Transylvanie, fut provoqué par l'arrestation des deux orateurs patriotes, Barnutz et Lauriano. Une nouvelle assemblée fut convoquée à Orlat, près Hermanstadt. Le premier régiment roumain de Transylvanie tenait garnison dans cette ville; il fit cause commune avec le peuple. L'assemblée d'Orlat protesta contre l'union, déclara qu'elle ne reconnaissait pas le ministère de Kossuth, et qu'elle s'adresserait directement au cabinet de Vienne.

Les populations roumaines, entraînées par cet exemple, se mirent en mouvement, et un rendez-vous général fut désigné au *Champ de la liberté*, près de Blajium. Soixante mille hommes s'y rencontrèrent au jour fixé, armés de piques, de haches et de faulx ; il ne s'y trouvait que 500 fusils. Cependant le commissaire magyar qui siégeait en Transylvanie avec des pouvoirs illimités, n'osa opposer aucun obstacle à la convocation populaire.

Comme à Orlat, il fut résolu de rester attaché à l'Autriche, qui promettait des droits égaux à toutes les nationalités ; on décréta, en outre, l'armement général de tous les Roumains.

Chaque jour la cause nationale gagnait du terrain. Le deuxième régiment roumain de la Transylvanie, campé au nord, dans le voisinage des Szeklers, se prononça à son tour. Dans une assemblée tenue à Nasaud, près de la Bucovine, il protesta contre l'union, et ordonna des

mesures générales de défense. Le colonel Urban adressa au peuple une proclamation qui se terminait par un appel aux armes, et organisa la guerre nationale, au nom de l'Empereur. Puis, entrant immédiatement en campagne, il fit occuper, dans le voisinage, plusieurs villes et bourgs magyars.

Enfin, à la diète de Pesth, les députés saxons et les roumains ayant protesté en faveur de la suprématie autrichienne, avaient été obligés de fuir pour se soustraire aux fureurs de la populace magyare, et s'étaient réfugiés à Hermanstadt. Là, réunis en assemblée mixte, ils avaient conclu une alliance offensive et défensive entre Saxons et Roumains. Par un incroyable contre-sens, la Hongrie, luttant avec l'Empire, mettait contre elle les peuples.

Avec leurs autres voisins, qu'ils appelaient leurs autres vassaux, les Magyars n'étaient ni plus justes, ni plus habiles. Les tribus illyriennes, dédaignées comme les Roumains, se préparaient comme eux à la résistance, avec des ressources militaires plus étendues et des moyens d'action mieux combinés. Jusque là le mouvement illyrien avait été conduit par la plume et la parole. Les temps réclamaient un homme d'épée; car toutes les tentatives de conciliation étaient épuisées. Quelques patriotes songèrent au vieux Milosch, qui avait depuis longtemps médité la grande ligue des Slaves. Mais son caractère offrait moins de garanties que son courage; et l'on craignait de désunir les Serbes, qui l'avaient détrôné. Louis Gaj, qui se connaissait en hommes, jeta les yeux sur un chef des colonies militaires, Joseph Jellachich, esprit cultivé, slaviste érudit, et initié aux secrets du

monde occidental. Le tribun et le soldat avaient les mêmes pensées d'indépendance nationale ; ils furent aussitôt d'accord sur le programme : guerre aux Magyars, alliance avec l'Autriche. Louis Gaj, encore influent à Vienne, fit nommer Jellachich Ban de Croatie.

La reconnaissance de ce nouveau chef se fit dans Agram avec un éclat inusité. Les députés de toutes les nations slaves accoururent en foule, et ce qui n'était d'ordinaire qu'une cérémonie inaperçue, bornée à une simple prestation de serment, devint l'occasion d'une grande manifestation nationale, et d'une protestation menaçante. C'était au moment où la nouvelle insurrection de Vienne, au 28 mai, avait contraint l'Empereur à chercher un refuge dans le Tyrol. Les Magyars, encore ménagés par l'Autriche, se plaignaient hautement des allures séditieuses de Jellachich, l'accusant de panslavisme et d'intrigues avec la Russie. Le Ban fut sommé d'aller se justifier devant son souverain. Il obéit, se rendit à Inspruck, et l'Empereur n'eut pas de peine à se convaincre que ce fier accusé n'était pas un ennemi. Cependant, soit pour gagner du temps, soit pour rendre plus éclatants les torts des Magyars, Ferdinand exigea l'ouverture de conférences destinées à ménager une conciliation entre les Hongrois et les Croates.

Les conférences eurent lieu à Vienne. Le comte Batthiany parlait au nom de la Hongrie, Jellachich plaidait la cause de sa nation. Aucune concession ne fut faite de part ni d'autre, et la séance ne fut qu'une suite de défis et de menaces. « Nous nous reverrons bientôt sur la Drave, » dit en terminant le Hongrois. « Non, répondit Jellachich, j'irai moi-même vous trouver sur le Danube. »

On sait comment Jellachich tint sa parole. Cependant le gouvernement autrichien s'effrayait lui-même de cette insurrection nationale, qui pouvait accoutumer les peuples à une complète indépendance; et il faisait défense aux Croates de combattre même en son nom. Mais les ressentiments parlaient trop haut, et les peuples réveillés ne prenaient plus conseil que d'eux-mêmes. Les Croates répondirent aux injonctions du cabinet autrichien par un manifeste à l'Empereur, fidèle expression des sentiments populaires, présage trop certain des évènements qui suivirent: « Empereur, disaient-ils, si tu repousses nos vœux, nous » saurons conquérir notre liberté sans toi. Nous préfé- » rons mourir héroïquement, comme un peuple slave, » plutôt que de porter plus longtemps un joug tel que » celui que nous impose une horde asiatique, de laquelle » nous n'avons rien de bon à recevoir, rien de bon à » attendre. Empereur! sache que nous préférons, au be- » soin, le knout russe à l'insolence magyare. Empereur! » pour la dernière fois, nous t'en supplions, conserve » nous dans ton intérêt et dans celui de ta monarchie : » mieux vaudrait pour toi perdre le plus beau fleuron » de ta couronne, que de nous abandonner. Non, nous » ne voulons, à aucun prix, appartenir aux Magyars. » Empereur! songe que si la Croatie ne forme que la » trente-cinquième partie de ton empire, nos soldats » composent le tiers de l'infanterie de ton armée (1).»

Les sentiments de Jellachich étaient peut-être moins désintéressés que ceux de ses soldats. Ceux-ci ne son-

(1) Guerre de Hongrie, en 1848 et 1849, par M. Félix Martin pag. 20.

geaient qu'à la cause nationale; le Ban s'occupait aussi de la cause impériale. Aux ordres de l'Empereur qui lui enjoignait de cesser ses préparatifs militaires, il répondait: « Je vous demande pardon, mais j'ai promis de sauver l'Empire malgré vous! » Toujours est-il que s'il était guidé par des vues d'ambition personnelle, les maladresses des Magyars le servirent merveilleusement.

Les Croates, d'ailleurs, n'étaient pas les seuls en armes. A la pointe orientale de l'Esclavonie, dans les pays limitrophes du Banat de Témeswar, les Serbes, fatigués des lenteurs de Jellachich, avaient commencé la guerre par l'attaque des bourgs magyars voisins de la frontière. Ils marchaient au combat sous les inspirations de l'évêque et patriarche de Carlowitz, le vénérable et belliqueux Raiachich. A côté de ce guide spirituel, se faisait remarquer Stratomirovich, jeune héros de vingt-trois ans, élevé par ses compatriotes du grade de lieutenant à celui de général, et qui, par ses exploits pendant toute la guerre, se montra digne de la confiance qu'on avait en lui.

Au Nord, les Slovaques étaient en pleine insurrection; pas un peuple ne voulait accepter la domination magyare.

Il est impossible de décrire l'élan des Croates, lorsque Jellachich, renonçant à toute hésitation, fit un appel public à leur courage. Soldats et paysans accouraient autour de lui, poussant avec éclat le cri de *jivio*, expression de la joie nationale, et répondant à ses exhortations par des tressaillements frénétiques. « Père, lui disaient les » soldats, nous irons avec toi chercher à Bude la cou» ronne de Saint-Étienne, et nous te suivrons jusqu'au

» bout du monde (1) » Ce fut le 11 septembre que le Ban pénétra sur le sol magyar. Jamais général à son entrée en campagne, ne rencontra plus d'enthousiasme.

Toutes ces leçons étaient cependant pour les Magyars de stériles avertissements. Les mêmes aveuglements en Transylvanie conduisaient aux mêmes résultats. Mais la guerre en Transylvanie, faite dans l'origine sans chefs militaires, sans règles de discipline, prit un caractère sauvage, et ne fut bientôt qu'une suite d'atrocités réciproques. Les journaux magyars prêchaient le meurtre et l'incendie ; l'*Ellenor*, publié à Clausenbourg, demandait mille têtes de Roumains, pour étouffer, disait-il, la rébellion dans son germe. Le *Kol hirado* (nº du 29 octobre) engageait ses lecteurs à porter le fer et la flamme dans les villages roumains, et à massacrer jusqu'aux enfants au maillot, *afin qu'il ne restât pas de traces de la génération actuelle.* Enfin, le gouverneur de la Transylvanie, représentant officiel des Magyars, invita publiquement les Szeklers à faire la chasse aux Roumains, leur assurant en toute propriété chaque portion de terre qu'ils enlèveraient aux hommes de cette race. Les Szeklers répondirent avec empressement au sanglant appel du gouverneur. Une horrible guerre de partisans se fit dans toutes les campagnes : d'un côté, les Roumains et les Saxons, de l'autre, les Magyars et les Szeklers luttèrent de férocité. C'étaient moins des combats que des surprises et des égorgements, suivis d'affreuses représailles.

L'arrivée du général autrichien Puchner, avec le titre

(1) Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie, par M. H. Desprez, t. II, p. 23.

de gouverneur-général de la Transylvanie, apporta quelque soulagement à ces excès, en régularisant la guerre. Mais aussi la révolution roumaine se trouva enchaînée par les lenteurs et les méfiances de la politique autrichienne. A la venue de Puchner, 120,000 Roumains s'étaient offerts à l'enrôlement, mais ils ne purent obtenir des fusils : le général s'effraya d'un si grand nombre d'auxiliaires, et se contenta de distribuer des piques et des haches, pendant que 10,000 fusils restaient en dépôt à Belgrad, et 6,000 à Hermanstadt. Il est vrai que Puchner n'avait pas besoin d'avoir recours aux forces populaires. Conduisant à sa suite dix mille hommes de troupes régulières, il n'avait rien à redouter des Hongrois, trop occupés chez eux pour envoyer des renforts en Transylvanie. Bientôt Puchner fut maître de toutes les campagnes.

Il avait, d'ailleurs, dans un coin des montagnes, un auxiliaire qui, sans communiquer avec lui, tenait les Magyars constamment en haleine.

Après la réunion de Blajium, Ianko, persuadé que toute conciliation avec les Hongrois était désormais impossible, s'était retranché, avec quelques compagnons dévoués, dans les montagnes qui l'avaient vu naître, près d'Abrud-Banya. Ses premiers efforts s'étaient bornés à surprendre quelques petits bourgs magyars, afin de s'y procurer les armes qui lui manquaient. C'est ainsi que furent désarmés et saccagés tour à tour les petits bourgs de Zalathna, Turda, Aiud et autres. Bientôt accoururent autour d'Ianko les habitants des montagnes voisines; il agrandit le cercle de ses opérations; et ce qu'on appelait le Pays des Mines, comprenant trois sous-

préfectures, dont les chefs-lieux étaient Zalathna, Turda et Abrud, devint le centre de ce qui fut en Transylvanie la véritable guerre nationale.

Les derniers jours de 1848 furent pour le chef montagnard un temps de repos. Les Magyars, consternés des faciles succès de Puchner, se tenaient partout sur la défensive. Mais bientôt l'entrée de Bem en Transylvanie, à la fin de décembre, changea complètement la face des affaires.

Quinze jours de combats avaient suffi à l'impétueux général polonais pour chasser Puchner de ses positions. Dans toute la Transylvanie, il ne restait plus aux Impériaux que les villes saxonnes de Hermanstadt et de Cronstadt ; les Szeklers campaient autour de cette dernière ville, et Bem vint, le 21 janvier, mettre le siége devant la première. Dans cette extrémité, les vaincus eurent la faiblesse d'invoquer le secours des Russes qui occupaient les Principautés. L'évêque Schaguna, au nom des Roumains, le professeur Gottfried, au nom des Saxons, allèrent officiellement demander à Lüders une intervention armée. Puchner, de son côté, adhérait à la requête.

Les prévisions du Czar commençaient à se justifier. Une intervention armée entrait si bien dans les vues politiques de Saint-Pétersbourg, que l'occasion ne devait pas être négligée. Le Czar, consulté par Lüders, s'était hâté de donner son acquiescement. Le 1er février, dix mille Russes franchirent les défilés des Karpathes, sous les ordres du général Engelhart et du commandant Skariatin, et occupèrent les deux villes d'Hermanstadt et de Cronstadt. Roumains et Saxons se crurent sauvés. Mais

leur illusion fut de courte durée. D'abord, Bem attaqua les Russes avec la vigueur qu'il avait déployée contre les Autrichiens. Ensuite, la cour de Vienne, plus effrayée que touchée de l'empressement des Russes, désavoua hautement Puchner, et lui enjoignit de faire immédiatement reprendre aux troupes du Czar le chemin des Karpathes. Les généraux russes, n'ayant pas mission de défendre l'Autriche malgré elle, durent rentrer en Valaquie quinze jours après en être sortis, et Bem prenant possession du Sachsenland (pays des Saxons), compléta la conquête de toutes les plaines de la Transylvanie. Les malheureux Roumains, abandonnés aux vengeances des Magyars triomphants, furent partout poursuivis et massacrés; les villageois qui échappèrent au glaive, durent chercher un abri dans les forêts, et Bem ne put empêcher des cruautés qu'il déplorait.

Cependant, il y avait encore un asile national où les Roumains restaient debout, défiant les Magyars vainqueurs, et faisant honte aux Impériaux en fuite.

Ianko et ses frères d'armes se maintenaient fièrement dans les montagnes d'Abrud-Banya, et appelaient autour d'eux les hommes de courage. Maîtres de tout le reste de la Transylvanie, les Hongrois voulurent détruire ce dernier foyer de résistance. Le major Hatvany fut chargé d'y pénétrer à la tête d'un corps de trois mille hommes. Il se mit en campagne dans les derniers jours d'avril, et pénétra sans résistance jusqu'au petit bourg d'Abrud. Ce bourg est situé au fond d'une vallée étroite, dominée par quelques hauteurs. Les compagnons d'Ianko, au nombre d'environ trois mille, étaient dispersés dans les villages des vallons adjacents. Il les réunit aussitôt

sous sa main, et envoie les plus alertes occuper les hauteurs placées derrière Hatvany; les uns doivent l'assaillir au milieu du combat, les autres l'attendre sur sa route de retraite. Après avoir pris ces dispositions, Ianko avec le gros de sa troupe aborde de front les soldats magyars. Bientôt il est secondé par les Roumains qui ont tourné les hauteurs. Hatvany, attaqué de tous les côtés à la fois, se replie sur la seule route qui conduise à Brad (dans le comitat de Zarand), et tombe dans l'embuscade qui l'y attendait. Ses rangs fuient en désordre, et l'arrière-garde entièrement coupée du reste de la troupe, est presque entièrement détruite.

Cette victoire avait une grande importance morale. Pendant que les armées impériales fuyaient de toutes parts, les Roumains, abandonnés à leurs propres ressources, combattaient et triomphaient au nom de la patrie. Ceux qui s'étaient associés au drapeau autrichien étaient vaincus et dispersés; ceux qui avaient suivi le drapeau national étaient debout et vainqueurs.

Bem n'avait pas besoin de cet avertissement, pour reconnaitre l'injustice et l'imprévoyance des persécutions exercées par les Magyars contre les Roumains de la plaine. Mais il en profita pour exhorter les Magyars à une politique plus habile. Les meneurs de Pesth reconnurent eux-mêmes qu'il fallait tenir compte d'une nationalité qui se manifestait par une victoire. Ils se montrèrent donc disposés à des concessions, et envoyèrent en mission près d'Ianko un Roumain, membre de la Diète, nommé Dragos, qui plus d'une fois avait élevé la voix en faveur de ses frères.

Les offres de Dragos étaient une espèce de compromis

entre l'incorporation prononcée par les Magyars, et l'indépendance réclamée par les Roumains : il proposait la constitution de chaque comitat en une province nationale à part, de manière à former une grande fédération sous la suzeraineté de la Hongrie. Butiano et Dobra, les deux principaux compagnons d'Ianko, étaient d'avis de traiter sur ces bases. Les Hongrois étaient alors partout victorieux, et la duplicité des Impériaux s'était ouvertement révélée. Mais Ianko repoussait toute transaction. Rappelant le programme de Blajium, il voulait y rester fidèle, et ne cachait pas ses méfiances envers les Hongrois, qui reviendraient, disait-il, sur leurs concessions momentanées, aussitôt qu'ils auraient mis un terme à leurs différends avec l'Autriche.

Les conférences, cependant, étaient considérées comme un armistice, lorsque le major Hatvany obtint du gouvernement hongrois l'autorisation de faire entrer des troupes dans Abrud, sous prétexte d'y empêcher les troubles. Il s'avança donc sans bruit, et enveloppa le bourg de ses soldats, pendant que les chefs magyars discutaient avec Dragos dans une profonde sécurité. Ianko, plein d'activité et d'adresse, parvint à se sauver dans les gorges des montagnes; Butiano et Dobra, confiants dans les efforts qu'ils avaient faits en faveur de la conciliation, attendirent sans crainte. Le major Hatvany les fit saisir tous deux ; Dobra fut massacré sur place; Butiano fut pendu le lendemain.

Une aussi lâche trahison exaspéra les Roumains ; en quelques jours trois mille combattants furent réunis autour d'Ianko. Hatvany comptait deux mille soldats de cette fameuse cavalerie dont les Hongrois sont si fiers.

Ianko, cependant, ne déguisa pas ses mouvements, et fit sommer le chef magyar d'avoir à sortir d'Abrud dans les vingt-quatre heures, s'il ne voulait, le lendemain, subir le châtiment de sa trahison. Le lendemain, en effet, Hatvany ayant méprisé cet avertissement, Ianko se montra avec ses paysans sur les hauteurs qui dominent la ville. Il avait eu soin, comme dans la première rencontre, de placer sur la route de Brad, une forte embuscade. L'action, cette fois, fut plus longue et plus meurtrière; forcé de se replier, Hatvany rencontra le détachement qui lui coupait la retraite, et pris entre deux feux, il fut réduit à se faire jour à travers les hauteurs adjacentes, où les Roumains le poursuivirent sans relâche. Sur les deux mille hussards, quatre-vingts seulement parvinrent à s'échapper avec leur chef.

Ce nouveau succès grandissait le nom d'Ianko; mais ce qui rendait la victoire plus profitable, c'est qu'elle fournissait aux Roumains des fusils et des munitions. Ianko put armer un nouveau corps de paysans, et même lui adjoindre une batterie de quatre canons. Son armée se monta, dès lors, à près de six mille hommes.

Les premiers moments du succès furent consacrés à la vengeance; tout le quartier d'Abrud habité par les Hongrois fut livré aux flammes, et le massacre se joignit à l'incendie. Dans les premiers emportements de leur fureur, les Roumains firent même expier à Dragos sa trop aveugle confiance, et le tuèrent comme complice de celui qui l'avait trompé.

Bem qui réprouvait hautement la conduite des Magyars envers les Roumains, s'indignait surtout de voir ses victoires compromises par cette maladroite politique.

Mais ses observations étaient accueillies avec un mécontentement mal déguisé. Kossuth avait dit en parlant des Roumains : « Ou nous serons exterminés, ou nous les exterminerons. » Aux députations premières venues de Transylvanie et du Banat, il avait répondu : « Quand on veut une nationalité, on la conquiert par le sabre (1). » Kossuth ne se doutait pas que les Roumains le prendraient au mot.

Aussi ne pouvait-on pardonner à Bem ce qu'on appelait de coupables sympathies, et un ministre du gouvernement disait que ce Polonais était une gêne (2). Mais Bem avait fanatisé ses soldats, et surtout les farouches Szeklers ; ils assuraient, dans leur admiration, qu'il était à l'épreuve de la balle, et l'un d'eux racontait qu'il l'avait vu frapper d'une bombe en pleine poitrine. Les Magyars étaient donc contraints de faire taire leurs ressentiments.

Mais ils s'opiniâtraient à vouloir dompter la résistance des Roumains. Et cependant, alors, ils recevaient des offres d'alliance des Roumains de la Valaquie. Nicolas Balcesco, envoyé près de Kossuth, au nom de l'émigration valaque, cherchait en vain à le ramener à des sentiments de justice. Ce jeune homme, qu'une mort prématurée a enlevé à l'affection et à l'estime de ses compatriotes, se distinguait non moins par l'étendue de son intelligence, que par l'énergie de son patriotisme. Nous avons eu souvent occasion de citer un de ses écrits inti-

(1) Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie, par M. H. Desprez.

(2) *Ibid.*

tulé : *Question économique des Principautés danubiennes.* Il ne tint pas à lui, en 1849, que les Hongrois ne fussent mieux inspirés. Maghiero, de son côté, écrivait au dictateur hongrois pour lui montrer combien il affaiblissait la cause magyare en combattant les Roumains, combien il la fortifierait en les acceptant pour alliés. Sa lettre, datée de Bade, le 29 mars 1849, est remarquable par la force du raisonnement et la justesse des aperçus. Prévoyant, dès cette époque, l'intervention russe, il annonce à Kossuth des désastres inévitables, si la nation magyare ne s'appuie pas sur les sympathies des peuples voisins.

« Le peuple roumain, dit-il, ne s'est soulevé que pour » défendre les plus sacrés des droits... Aussi, aujour- » d'hui que l'intervention armée de la Russie parait » inévitable, le peuple roumain sent le besoin de fuir « un ami perfide, pour s'approcher d'un ennemi loyal...

» C'est dans ce but et dans un intérêt tout aussi » magyar que roumain, que je viens, monsieur le » président, vous présenter brièvement les bases sur » lesquelles on pourrait fortement cimenter une union » indissoluble entre la grande nation magyare et les neuf » millions de Roumains qui l'avoisinent. Ces bases sont » comprises dans les deux paragraphes suivants :

» 1° Reconnaître immédiatement la nationalité et les » droits politiques des peuples roumains de la Transyl- » vanie, du Banat et de la Hongrie, et sanctionner cet » acte par un statut organique régulièrement émané du » gouvernement magyar, et promulgué officiellement; de » leur côté, les Roumains de ces trois contrées s'enga-

» geraient à faire cause commune avec la nation magyare.

» 2° Former une alliance fédérative, offensive et défensive entre les peuples magyar et roumain, qui présenterait une barrière infranchissable aux Slaves du Nord.

» Si, conformément aux lois de la prudence et de l'équité, ajoutait Maghiero, l'honorable gouvernement magyar acquiesçait aux légitimes exigences des Roumains de la Transylvanie, du Banat et de la Hongrie, nous aussi, Roumains des Principautés danubiennes, nous nous engageons à payer notre tribut de reconnaissance à la magnanime nation magyare, en formant une légion pour combattre de notre côté l'ennemi de toute liberté et de tout progrès. »

Si les propositions de Maghiero eussent été acceptées, si le gouvernement hongrois se fut appuyé sur les nationalités soulevées, la face des évènements aurait été complètement changée. Les braves montagnards d'Ianko eussent été de puissants alliés; Bem, libre de ses mouvements, aurait opposé aux Russes une résistance invincible. La Transylvanie, d'ailleurs, tout entière, aurait défendu le passage des Karpathes, et l'intervention russe devenait impossible sur cette frontière. Le général russe, Lüders, a lui-même avoué depuis à un diplomate français à Bucharest, que sans les Roumains de la Transylvanie, commandés par Ianko, les Russes n'auraient pas été en état de se mesurer avec Bem (1).

Mais un fol orgueil aveuglait les Magyars. La lettre de

(1) Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine.

Maghiero parvenait à Kossuth avec la nouvelle des brillantes victoires de Dembinski et de Gœrgey. Les offres des Roumains furent repoussées avec mépris, et d'autres mesures furent ordonnées pour exterminer les bandes du rebelle Ianko. Huit mille hommes de troupes aguerries allèrent camper au pied des montagnes, sous les ordres de Kemeny Forkos, chef magyar, qui ne doutait pas d'une facile victoire. Mais Ianko avait aussi augmenté ses forces; son camp devenait le rendez-vous de tous les Roumains qui cherchaient une occasion de vengeance, de tous ceux qui avaient foi dans le courageux chef des montagnards.

Aussi les combats prenaient-ils une tout autre importance que dans les commencements de la lutte. Ianko, plein de confiance en lui-même et en ses soldats, ne se bornait plus à une courageuse défensive ; il harcelait les Magyars par des attaques continuelles, et ne leur laissait ni trève ni repos. Lorsque les Roumains s'élançaient de leurs plateaux en colonnes serrées, les piques en avant, on eut cru voir les vieux légionnaires de Rome courant à la victoire; la mousqueterie avait à peine le temps d'éclaircir les rangs, et les Magyars, repoussés au premier choc, étaient obligés d'aller se reformer à l'abri de leurs batteries. Plusieurs depuis ont avoué l'épouvante qui les saisissait, lorsqu'ils voyaient descendre ces colonnes hérissées de fer, avec l'impétuosité d'un roc détaché du sommet de la montagne.

Ceux des Roumains qui étaient complètement équipés, poussaient leurs excursions bien au-delà des lignes hongroises; et l'on vit Acentie, un des lieutenants d'Ianko, traverser les troupes ennemies, aller ravitailler

la forteresse de Belgrad, et se faire de nouveau passage dans le camp de Kemeny, pour reprendre son poste sur la montagne. Bem fut obligé d'ajouter un nouveau corps de dix mille hommes aux troupes de Kemeny, pour circonscrire les mouvements des Roumains, et les tenir cernés dans les hauteurs d'Abrud-Banya.

La réputation d'Ianko grandissait de jour en jour. On ne l'appelait plus que *le roi des montagnes :* les Roumains avaient une armée nationale qui paralysait les brillantes victoires de Bem. Malheureusement, elle servit d'auxiliaire à l'invasion des Russes, au lieu d'être une avant-garde contre elle, ainsi que l'avait proposé Maghiero. Funestes malentendus, qui frappaient d'un juste châtimen tl'opiniâtre orgueil du Magyar, mais qui perdaient en même temps la cause des peuples !

Les Roumains, délivrés des Magyars, retombèrent sous le joug de l'Autriche, sans que la cour de Vienne tint aucune des promesses faites aux jours du danger.

Ianko réclama en vain les intitutions nationales pour lesquelles il avait combattu. On lui offrit une décoration et des récompenses personnelles; il les repoussa en protestant contre l'ingratitude d'une cour parjure, et se retira, le cœur ulcéré, au milieu des montagnes natales, témoins de ses victoires.

CHAPITRE XVI.

Intervention des Russes en Hongrie. — Convention de Balta-Liman. — Nouveaux hospodars : Stirbey et Grégoire Ghika. — Règne de Stirbey. — Les Russes franchissent le Pruth. — Connivence de Stirbey avec les Russes. — Leur départ. — L'Autriche et la Russie. — Attitude habile de l'Autriche. — Intelligences valaques à Vienne. — L'Autriche se rapproche des puissances occidentales. — Elle empêche l'intervention des nationalités. — Les émigrés valaques font des offres de service. — Inutiles démarches à Constantinople et à Schumla. — Héliade et Omer-Pacha. — Traité du 14 juin 1854. — Évacuation des Principautés par les Russes. — Entrée des Autrichiens. — Leurs excès. — M. de Bruck et lord Redcliffe. — L'ambassadeur anglais protecteur des Grecs à l éra. — Conséquences pour les soldats français. — Rappel de Stirbey. — Colère d'Omer-Pacha. — Les Autrichiens font renvoyer Héliade de Bucharest. — Mashar-Pacha. — Sa proclamation. — Arrivée à Bucharest du consul-général de France, M. Poujade. — Enquête sur Stirbey. — Rappel de M. Poujade. — Traité du 2 décembre 1854.

Le 12 mai 1849, M. Drouyn de l'Huys, ministre des affaires étrangères, disait à la tribune de l'assemblée nationale : « Si les négociations ne suffisent pas pour prévenir un acte aussi déplorable que l'intervention des Russes dans les affaires de l'Autriche, le gouvernement demandera le concours de l'assemblée pour prendre une

autre résolution. » Les négociations ne suffirent pas, et le gouvernement français ne tint pas sa parole. Le 17 juin, le général Paskiewitsch franchissait les Karpathes du côté de la Gallicie ; dans les premiers jours de juillet, le général Grotenhjelm pénétrait en Transylvanie par la Bucovine, le général Lüders par la Valaquie. Bem à l'arrivée des Russes, fit des prodiges de valeur. Combien dût-il regretter de voir en ce moment vingt mille hommes de ses meilleures troupes tenus en échec par un paysan roumain ? Sans cette puissante diversion, peut-être eût-il changé la fortune des évènements. Mais les Magyars se trouvèrent seuls, isolés, en face des deux Césars armés au nom du despotisme, et des nationalités soulevées au nom de l'indépendance. Comprirent-ils alors toute l'étendue de leur faute ? Il est permis d'en douter, car le 10 juin, alors que les Russes étaient à la frontière, le ministre des affaires étrangères, Casimir Batthiany écrivait aux agents politiques et aux commandants militaires : « Il y a trois principes sur lesquels » nous ne céderons rien, et à aucune condition ; car autant vaudrait nous suicider de nos propres mains : » 1° l'unité de l'état ; 2° l'intégrité du territoire de l'état, » telle qu'elle existe depuis des siècles ; 3° la suprématie » de l'élément magyar, acquise depuis mille ans, consacrée par l'usage de la langue magyare comme langue » diplomatique (1). » Paroles insensées d'un orgueil agonisant, qui appellent, après tout, plus de pitié que d'indignation, lorsqu'on songe qu'elles conduisaient à un héroïque martyre !

(1) Les peuples de l'Autriche et de la Turquie, par M. H. Desprez, t. I, p. 245.

La cause des Magyars devait être celle des peuples; ils en firent celle d'une caste : elle était dès-lors condamnée à succomber. Mieux éclairée aujourd'hui, elle pourra se relever.

L'Autriche du moins ne pouvait être accusée du même excès d'orgueil. La fière maison de Lorraine tendait vers le nord ses mains suppliantes. Le dernier venu des monarques européens, qu'on eut autrefois dédaigné pour rival, que plus tard à peine on acceptait comme auxiliaire, était imploré alors comme une dernière ressource. La diplomatie de Saint-Pétersbourg, toujours à la recherche des protectorats comme acheminement aux dominations, exerçait enfin un haut protectorat qui mettait à sa merci le plus jaloux et le plus puissant de ses voisins. Le czar, sauveur de Vienne, héritier de Sobieski, c'était dans les destinées européennes un évènement immense, et, dans une année féconde en révolutions, la révolution la plus grande et la plus menaçante. A dater de ce jour s'est rompu le contrepoids politique, et l'Europe porte aujourd'hui la peine des faiblesses de 1849.

Au surplus, l'intervention de la Russie à Vienne n'était que la corrélation de l'intervention de la France à Rome. Les deux patronages s'exerçaient au même titre. Il s'agissait de relever les vieux débris du passé, la double représentation du moyen-âge, le pape et l'empereur.

Il y avait cette différence, que la république française qui avait proclamé le principe de la non-intervention, avait été la première à le violer, et s'était ôté tout droit de protester contre une autre violation. Il y avait encore cette différence que la France ne gagnait à son intervention aucun surcroît de puissance, tandis que le czar,

devenu l'arbitre des destinées de l'Allemagne, se plaçait au cœur des possessions européennes, avec un vassal de plus qui portait la double couronne des Césars.

Il n'appartient pas à notre sujet de suivre les dernières opérations de la guerre de Hongrie. La Russie seule eut le profit des insurrections ; Illyriens, Croates et Serbes, Magyars et Roumains contribuèrent, chacun pour leur part, à son agrandissement. Et les discussions patriotiques d'Agram, et l'enthousiasme délirant de Pesth, et le pacifique soulèvement de Blajium, et les combats énergiques d'Abrud-Banya, tout, depuis les mouvements de Bucharest jusqu'à la capitulation de Vilagos, devint pour la Russie un surcroît de puissance. Et, il faut l'avouer, elle remplit son rôle jusqu'au bout avec une habileté consommée.

Dans la Moldo-Valaquie, son œuvre était facilitée par les faiblesses de la Porte. Chaque invasion nouvelle amenait de nouvelles concessions qui fortifiaient l'action de la cour protectrice. La convention de Balta-Liman, signée le 1er juin 1849, vint enlever aux Roumains leurs dernières garanties d'indépendance. Annulation des droits électoraux, nomination des hospodars par les deux cours, suppression de l'assemblée générale, remplacée dans les fonctions délibératives par un divan *ad hoc*, nomination arbitraire de commissions de boyars pour la révision du règlement, tels furent les principaux articles offerts à la signature complaisante du sultan. C'était, à vrai dire, une constitution nouvelle, qui plaçait la nation à la merci du hospodar, et le hospodar à la merci de Saint-Pétersbourg. Les candidats dociles ne pouvaient faire défaut. Mais pour laisser à la Turquie un semblant

d'indépendance, on lui abandonnait d'habitude le choix pour la Moldavie : la Valaquie était réservée aux dévouements les mieux garantis. A ce titre, Stirbey fut désigné pour Bucharest par le général russe Grabbe. Grégoire Ghika, candidat de Reschid, fut installé à Jassy.

Ce qui restait de patriotes en Valaquie n'avaient plus à se faire illusion. Stirbey, le rédacteur du règlement organique, le spoliateur des mosneni, le vendeur des Tziganes, ne pouvait que continuer les traditions du vieux hospodarat : dilapidateur au dedans, servile au dehors. Le dernier coup était porté à la révolution. Autant valait le rétablissement de Bibesco.

Ce serait abuser de la patience du lecteur, que de raconter en détail les hontes et les malversations d'un gouvernement qui ne fut qu'un perpétuel trafic de fonctions et de consciences. Après ce que nous avons fait connaître du règne de Bibesco, il semblait difficile d'aller plus loin ; et cependant Bibesco fut dépassé.

Stirbey parut même prendre à tâche de braver la conscience publique en appelant aux plus hauts emplois les hommes qui, par leurs méfaits, avaient le plus compromis le hospodar déchu. Jean Mano avait été, parmi les fonctionnaires de Bibesco, celui qui s'était attiré le plus de mépris et de haines; Stirbey lui confia le ministère de l'intérieur. Argyropoulo, président, avant 1848, de la cour criminelle, s'était signalé par le scandaleux commerce qu'il faisait des décisions judiciaires; il fut nommé par Stirbey ministre de la justice. J. Ottetelichano avait commis de telles concussions, que M. de Kisseleff, pendant son séjour en Valaquie, l'avait fait inscrire dans le livre noir, comme indigne d'occuper jamais une

fonction publique ; Stirbey le choisit pour ministre du contrôle (1).

Tous les hommes des anciens abus, gens du phanar, agents de la Russie, coryphées de la boyarie, juges prévaricateurs, préfets concussionnaires, hauts et bas employés d'une bureaucratie avide, reprirent à l'envi le cours des méfaits traditionnels, et se vantèrent de rétablir l'édifice social.

En Moldavie, les excès furent les mêmes, avec cette différence que le prince ne s'y associait pas. D'un caractère faible et indolent, sans puissance pour le bien, sans volonté pour le mal, Grégoire Ghika ne pillait pas, mais laissait piller tout le monde. Stirbey, au contraire, avait ses préférences, et il tenait, surtout, à enrichir sa famille. Son frère, Jean Bibesco, ministre des cultes, mit aux enchères les fonctions d'igoumène, et fit des profits considérables sur les fermages des terres conventuelles (2). Son gendre, Plaginos, chef de la police, intenta un procès scandaleux à des centaines de mosneni qui avaient le malheur d'être propriétaires dans le voisinage de ses terres, dans le district de Slam-Rimnik. Les mosneni passèrent par tous les degrés de juridiction, et eurent partout gain de cause. Mais le grand divan jugeait en dernier ressort. Stirbey dicta la décision, qu'il confirma de sa signature. Son gendre Plaginos eut pour apanage les propriétés de soixante-dix familles (3).

(1) Coup d'œil sur l'administration de la principauté de Valachie, de 1849 à 1853 ; par un Valaque. Paris, 1854.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

Tous les actes de ce règne sont de même nature. Les raconter en détail, serait faire de ce chapitre un long réquisitoire. Nous préférons renvoyer nos lecteurs à la brochure que nous venons de citer, qui signale les faits, comme les personnes, et contient l'expression bien sentie de l'indignation générale.

Tel était le triste régime auquel étaient soumises les Principautés danubiennes, lorsque, le 3 juillet 1853, les Russes franchirent le Pruth.

On sait qu'à leur entrée dans les Principautés, les Russes signifièrent aux Hospodars d'avoir à leur payer les tributs destinés à la Porte. Grégoire Ghika, peu soucieux de changer de suzerain, ne voulut pas obéir et se retira à Vienne. Stirbey, accoutumé au contraire à recevoir les ordres de Saint-Pétersbourg, se montra empressé à se faire bien venir; et courant au-devant de la servitude, il n'attendit point pour se soumettre que les troupes russes fussent en Valaquie, mais envoya ses officiers sur le territoire moldave porter à Gortchakoff l'assurance de son dévouement. Vainement les consuls de France et d'Angleterre tentaient d'arrêter les élans de sa ferveur moscovite. Stirbey voyait les Russes en force, et ses constantes sympathies étaient parfaitement d'accord avec les nécessités du moment. Ses basses complaisances envers l'envahisseur qui s'approchait prenaient un tel caractère de révolte, que, le 25 juillet, le consul général d'Angleterre, lui remit l'invitation formelle de la Porte de quitter de suite et provisoirement le territoire des Principautés. Il refusa d'obéir. Le consul général de France à Bucharest était M. Poujade, homme connu depuis longtemps dans le corps consulaire par

une haute capacité et une énergie éprouvée. Il fit à Stirbey les mêmes injonctions que le consul anglais, et le voyant persister dans ses refus, il amena le 8 août son pavillon et quitta Bucharest. Peu après cependant Stirbey s'effraya lui-même de son audace, et se réfugia à Vienne pour y commencer de nouvelles intrigues.

Cependant l'audacieuse détermination de la Russie, qui, en franchissant le Pruth, coupait court à toute incertitude, n'avait rien d'inattendu pour l'Europe; depuis trois mois chacun prévoyait cet évènement et cependant personne n'avait pris de résolution pour le moment de l'accomplissement. Les cabinets de l'Europe se conduisirent comme s'ils étaient victimes d'une surprise, et au moment où le czar tirait l'épée du fourreau, ils déclarèrent naïvement que ce n'était pas un cas de guerre. C'est alors que se révélèrent les aveuglements traditionnels de notre diplomatie. Personne au ministère des affaires étrangères ne savait ou ne voulait savoir quelle était la pensée de la Russie. On se refusait à reconnaître les longues préméditations de Saint-Pétersbourg, et l'on s'arrêtait à la question accidentelle des lieux saints. On accusait du trouble général les fanfaronnades personnelles de Menschikoff, et l'on ne voyait pas que l'insulte lui avait été commandée, et qu'au lieu d'un négociateur, on avait envoyé un missionnaire de guerre. Menschikoff ne faisait de demandes que pour être refusé: quelles qu'eussent été les concessions, il en aurait voulu d'autres; et s'il eut obtenu d'emporter à Saint-Pétersbourg les clés du Saint-Sépulcre, il aurait ensuite exigé les clés de Constantinople.

La guerre actuelle n'est point sortie des frivoles cir-

constances d'une ambassade ; elle est sortie de la volonté du czar, de l'ensemble des évènements, des longs préparatifs d'une politique invariable dans ses desseins.

Nous avons retracé son action incessante, opiniâtre, infatigable dans les Principautés danubiennes. En franchissant le grand fleuve, nous l'eussions également rencontrée à l'œuvre. A partir de 1840, des officiers russes en grand nombre ont été successivement envoyés en Bulgarie, pour y faire toutes les études stratégiques nécessaires à une invasion. Pendant plus de quinze mois, ils y ont été au nombre de dix-huit, travaillant avec ardeur à un grand plan d'ensemble : leur mission était d'étudier les trois routes principales de Toutcha à Varna, de Routschouk à Andrinople par Jamboli, et de Widdin à Philippopoli, au point de vue de la marche de trois corps d'armée, l'nu de 80,000 hommes, le deuxième de 60,000, le troisième de 80,000, envahissant à la fois la Bulgarie par ces trois points. Toutes les étapes furent soigneusement prises, avec les noms des villages et le tableau des ressources des armées sur leur passage. Avec les préparatifs militaires, on ne négligeait pas la puissance de l'influence morale. Une active propagande moscovite se faisait dans le clergé et parmi la jeunesse bulgare, et l'on annonçait partout les jours d'affranchissement. Voilà ce que le gouvernement français devait savoir. Disons mieux : voilà ce qu'il savait. Car nous avons puisé ces détails à des sources officielles. Mais la tradition des bureaux veut qu'on méprise tout avis utiles, et il ne fait pas bon pour les agents à l'extérieur d'être trop prévoyants. Les avertissements de M. Billecocq étaient, par M. Guizot, traités de chimères ;

les successeurs de M. Guizot n'ont pas aimé, plus que lui, être dérangés dans leur quiétude.

Après s'être si bien rendu maître du terrain en Moldo-Valaquie, après l'avoir si bien préparé en Bulgarie, le czar n'avait plus qu'à endormir ou à maîtriser l'Autriche, quand la fortune lui apporta l'heureuse occasion de 1849. Le patronage qui lui était offert, non-seulement mettait l'Autriche à sa discrétion, mais rapprochait de lui les Slaves du sud, alliés de l'Autriche, liant ainsi ses influences secrètes en Bulgarie avec son action officielle en Serbie et en Illyrie.

L'Autriche était pour longtemps enchaînée par un éclatant bienfait. Ainsi du moins, le jugeait-on à Saint-Pétersbourg; et il y avait quelque raison de croire que si la chaîne était lourde, elle était solide. On n'ignorait pas, il est vrai, que certains hommes d'état de Vienne nourrissaient des pensées d'affranchissement, et supportaient avec impatience la menaçante suprématie de la Russie. On connaissait à Saint-Pétersbourg cette fameuse parole du prince de Schwartzenberg : « Le moment n'est » pas éloigné où l'Autriche étonnera le monde par la gran- » deur de son ingratitude. » Mais Schwartzenberg était mort, et l'on savait aussi qu'il n'est pas pour l'Autriche très facile d'être ingrate. Sa situation, en effet, lui commande de singulières réserves. D'un côté, elle tend à se soustraire à la tyrannique influence de Saint-Pétersbourg, de l'autre, elle est toujours en garde contre l'esprit de révolution. Placée entre ces deux périls, elle ne s'éloigne de l'un que pour se rapprocher de l'autre, sans autre système qu'un jeu d'équilibre qui la maintient sur une route étroite audessus d'un double abîme. Elle rougit de

son abaissement, et tremble de se faire indépendante; dès qu'elle veut se dégager de la main qui pèse sur elle, elle sent remuer sous sa propre main les nationalités frémissantes. Sa politique est toujours subordonnée à ce menaçant dilemme : le czar ou la révolution. Quand elle songe à sa dignité, elle deviendrait volontiers ingrate; quand elle prévoit les dangers, elle se fait reconnaissante. Or, les dangers restaient encore trop récents, pour que Saint-Pétersbourg craignît un retour de fierté. Rien donc ne semblait faire obstacle à l'accomplissement de projets depuis tant d'années conçus et préparés, et les confidents du czar savaient à quoi s'en tenir, même avant la mission du prince Menschikoff. Au commencement de 1853, le baron de Meyendorff, ministre plénipotentiaire de la Russie auprès de l'empereur d'Autriche, écrivait à ses amis de Paris et de Londres : « Je n'ai point la prétention » de prophétiser, mais tout simplement, je crois pouvoir » vous dire que la paix générale de l'Europe ne durera » pas un an, et qu'avant un an nous verrons de grands » évènements. »

L'influence de M. de Meyendorff s'était encore accrue à Vienne par son mariage avec mademoiselle de Buol-Schauenstein, sœur du ministre : il dominait à ce point les conseils de Vienne, qu'en juin 1853, l'empereur d'Autriche écrivait au czar une lettre autographe dans laquelle il lui disait : « Qu'il s'en rapportait à lui de tout » ce qu'il faudrait faire à Constantinople, que d'avance » il approuvait tout, et qu'il se tiendrait prêt à tout » (1).

(1) Journal des Débats, 19 septembre 1854.

Il était difficile d'être plus catégorique, et le czar était autorisé à ne plus garder de ménagements.

Mais dans les conseils intimes du jeune empereur dominait encore le vétéran de la diplomatie, Metternich, qui, dans les moments d'imprudence, savait interposer une autorité respectée. Il avait trop longtemps surveillé les desseins de la Russie, pour n'en pas connaître les périls. François-Joseph fut à temps averti; M. de Buol ne voulut pas être compromis par son trop ardent beau-frère, et, peu de temps après, des dépêches adressées à Londres et à Berlin, déclaraient expressément que si l'empereur Nicolas faisait la guerre à la Turquie, l'Autriche ne le seconderait pas. De plus, M. de Buol en définissant et en limitant la neutralité de l'Autriche, laissait pressentir les cas où cette neutralité cesserait.

La vieille et constante politique du prince de Metternich se révélait tout entière dans ces dépêches. Aux puissances occidentales elles offraient les possibilités d'une alliance, au czar les probabilités d'une neutralité; et les deux parties se trouvèrent forcées aux ménagements, l'une pour amener l'Autriche à se rapprocher davantage, l'autre pour empêcher l'Autriche de s'éloigner un peu plus. Il en sortit pour l'Autrîche une situation des plus commodes. Arbitre sans engagement, amie des deux côtés sans faire alliance, demandant partout des garanties sans en donner, elle domina les premières phases d'une lutte à laquelle elle ne prenait point part, et se réserva un rôle d'autant plus important, qu'elle affectait de n'en vouloir pas prendre.

Ainsi placée, elle n'avait qu'à se laisser guider par les circonstances. Sans parti pris, elle défiait les conjectures

des habiles ; et l'on avait beau se demander ce que ferait l'Autriche, quand l'Autriche elle-même ne le savait pas encore. Ce qui lui importait, c'était de tirer profit des embarras de chacun, et de faire payer à qui de droit sa décision quelle qu'elle fut.

Mille chances d'ailleurs s'ouvraient à d'ambitieuses pensées. Qui pouvait prévoir l'issue des bouleversements qui se préparaient ? L'Autriche, pas plus que la Russie, ne prenait au sérieux l'intégrité de l'empire ottoman; et, aussi bien que la Russie, elle était disposée à prendre sa part des dépouilles. Il existe toujours deux ennemis contre lesquels l'Autriche a besoin de se fortifier : les Hongrois et les Italiens. Pour qu'ils ne soient plus à craindre, il lui faut s'arrondir par l'incorporation de la Serbie, de la Bosnie, du Monténégro et de l'Herzegovine. Enfin pour compléter son système de défense, il lui faudrait encore la Moldo-Valaquie, dont l'adjonction donnerait une vigoureuse unité à ses possessions roumaines. Mais sur ce terrain, elle rencontre la Russie, et c'est à ce point de vue qu'elle sent le besoin d'être appuyée par l'Occident; c'est là peut-être le secret de ce qui se passe aujourd'hui. Un incident peu connu mérite ici d'être rapporté.

Vers le mois de septembre 1853, alors que chacune des puissances qui se préparaient à la guerre cherchait à se concilier les bonnes grâces de l'Autriche, un mémoire secret signé par les ex-hospodars Stirbey, Bibesco, Stourdza et Grégoire Ghika, fut remis au cabinet de Vienne. Les signataires, se donnant comme les représentants des deux provinces, et promettant le concours des plus notables boyars, s'engageaient à faire placer la

Moldo-Valaquie sous la suzeraineté autrichienne, dans le cas où la Russie viendrait à être vaincue. L'Autriche ne devait assurément pas s'abuser sur la validité d'un pareil titre; mais il pouvait servir à ses desseins : elle accepta volontiers la concession faite par les quatre princes déchus, et envoya un certain major Thom à Bucharest et à Jassy, pour recueillir les adhésions des boyars, et faire de la propagande en faveur du gouvernement autrichien. Ce qu'il y avait de curieux, c'est que la mission du major Thom s'accomplissait au centre de l'occupation russe, alors que les soldats campaient sur toutes les places de Bucharest et de Jassy. Cependant la police russe est toujours bien au courant de ce qui se passe autour d'elle. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer ses complaisances en cette occasion; peut-être en trouverait-on le secret, en voyant à peu de temps de là le major Thom attaché à l'état-major de Gortschakoff.

Quoiqu'il en soit, les évènements avaient marché, et l'alliance de la Turquie avec la France et l'Angleterre était signée au mois de mars 1854. La Porte, sûre désormais d'un appui, voulait agir, en faisant précéder ses armées d'un appel aux Roumains. Le firman était prêt; l'autonomie des principautés, leurs droits et leurs priviléges étaient solennellement consacrés; on encourageait une insurrection nationale : lorsque tout à coup l'Autriche, renonçant au silence, se déclara disposée à entrer dans l'alliance des puissances occidentales, à condition qu'on lui céderait la Moldo-Valaquie, en compensation des sacrifices qu'elle ferait à la cause commune. Cette proposition semblait mettre fin aux incertitudes; elle délivrait la Turquie du périlleux voisinage

de la Russie ; elle offrait à l'ambassadeur anglais, lord Stratford Redcliffe, l'occasion d'une de ces intrigues embrouillées, où se plait sa politique. Celui-ci crut le moment venu de gagner l'Autriche par l'appât d'une riche proie, et de dominer le divan en se rendant nécessaire dans la négociation. Une chose cependant l'arrêtait, quoiqu'il soit d'ailleurs peu scrupuleux dans le choix de ses moyens : les Roumains, dont on avait tant de fois reconnu les droits, ne pouvaient être livrés sans façon, même pour acquérir une précieuse alliance. Ce fut la seule objection qu'il opposa à l'Autriche. Celle-ci exhiba en réponse le pacte secret des hospodars, et Redcliffe, édifié ou feignant de l'être, prit à tâche d'arracher le consentement de la Porte. Il obtint au moins comme premier gage le retrait du firmin relatif aux droits des Moldo-Valaques. Cela suffisait pour le moment à l'Autriche ; elle tenait surtout à ce qu'aucune population armée ne servit d'exemple aux autres nationalités. A cette condition, elle promettait son adhésion prochaine à l'alliance turco-anglo-française. Les empressements des alliés la servirent à souhait.

D'abord, pour la mieux attirer à eux, ils représentèrent l'invasion des Principautés danubiennes comme une atteinte aux intérêts allemands, comme une prise de possession du grand fleuve allemand ; la diplomatie semblait invoquer la divinité du Danube, pour exciter l'élan et l'enthousiasme germanique

C'était prendre sans doute l'Allemagne par son faible ; mais cette condescendance avait un double inconvénient.

En premier lieu, on amoindrissait la question ; on dénaturait la pensée de la guerre. Quand l'Europe menacée se soulevait contre les entreprises moscovites,

quand la France et l'Angleterre armaient leurs soldats et leurs vaisseaux, il s'agissait d'autre chose que des intérêts allemands; le nom de Constantinople parlait bien plus haut que celui de Vienne, et le détroit des Dardanelles avait une tout autre importance que les eaux du vieux Danube. Le mérite de la France et de l'Angleterre fut de sacrifier leurs intérêts propres aux intérêts généraux, et lorsqu'à Vienne elles faisaient de la captation au nom des intérêts allemands, elles affaiblissaient leur cause, et transformaient une grande croisade politique en une spéculation locale.

Le second inconvénient de cette condescendance, c'est qu'on abandonnait ainsi à l'Autriche le rôle principal dans tout ce qui devait se faire aux abords du Danube. Dès qu'on invoquait l'intérêt allemand, elle avait un droit de suprématie, et les faits même de la guerre se trouvaient placés sous son contrôle. C'est ce qui se vit, en effet; et, par une étrange anomalie, une puissance qui ne prenait aucune part à la guerre, eut une action directe sur la marche des soldats.

Faut-il rappeler les funèbres souvenirs de la Dobrudja? Nos soldats, conduits dans un foyer de pestilence, ont succombé par milliers sans livrer un combat. Pourquoi cet effrayant itinéraire? Pour ne pas exciter les ombrages de l'Autriche en pénétrant dans les Principautés. On a voulu faire retomber la culpabilité sur des généraux. Mais les généraux n'ont été que les passifs instruments de la diplomatie. Les coupables ne sont pas dans les camps, mais dans les chancelleries, et ce sont les généraux qui auraient le droit d'accuser.

Ce qui importait avant tout à l'Autriche, c'était d'arrê-

ter toute intervention des nationalités dans le grave conflit qui s'engageait. Les armées de l'Occident la rassuraient pour le moment contre le czar, mais elle voulait être en même temps rassurée contre son autre épouvante, la révolution. Toute l'action de sa diplomatie se concentra sur ce point, et quoique son alliance demeurât encore à l'état de vagues promesses, elle y mettait pour première condition l'exclusion absolue de tout élément populaire ou national.

Cette exigence eut dès l'origine de la lutte de funestes résultats. Avec les souvenirs de 1848, avec les ressentiments depuis si longtemps accumulés contre les Russes en Moldo-Valaquie, augmentés encore par une invasion nouvelle, les alliés pouvaient former dans les Principautés une armée auxiliaire nombreuse et pleine d'ardeur. Les Roumains ne demandaient que des armes pour mettre sur pied cinquante mille hommes en quelques jours. Les chefs de l'émigration valaque accourus de toutes parts, croyaient qu'on allait utiliser leurs services et leur zèle. Dès le mois d'octobre 1853, Nicolas et Alexandre Golesco s'étaient rendus à Constantinople ; Héliade et Tell y étaient venus de Chio ; Maghiero de Vienne ; Rosetti et Stephan Golesco de Paris. Bien accueillis de Reschid-Pacha, ils jugeaient que la Turquie avait tout intérêt à leur ouvrir l'entrée de leur pays, pour y lever des légions nationales, destinées à combattre l'ennemi commun. Mais l'internonce d'Autriche, M. de Bruck, pesait sur le divan ; il était appuyé d'ailleurs par lord Redcliffe, toujours empressé à ménager Vienne. Après trois mois d'attente et de vaines promesses, quelques-uns des émigrés valaques gagnèrent Belgrade et de là

Widdin, pour tenter un soulèvement dans la petite Valaquie. Mais ils ne rencontrèrent chez les autorités turques ni appui ni bonne volonté. Un fait d'ailleurs tout récent devait leur servir d'avertissement. Quelques jours seulement avant leur arrivée, quatre cents ploiësi valaques (gardes-frontières) s'étaient présentés en armes au commandant de l'armée de Kalafat, Achmet-Pacha, lui offrant de prendre rang parmi ses troupes. Achmet les fit désarmer, et les renvoya avec mépris. Environ soixante d'entr'eux furent, à leur retour, faits prisonniers par les Russes, et fusillés sur place. C'est ainsi qu'on encourageait les efforts du patriotisme. Il était avéré cependant, et Achmet-Pacha le savait, que, depuis Kalafat jusqu'à Tzernetz, sur un parcours de trente lieues le long du Danube, toutes les populations riveraines n'attendaient qu'un signal pour se joindre aux troupes ottomanes. Les insurrections nationales devaient avant tout être évitées, et l'on se privait de ressources qui pouvaient, il est vrai, arrêter les Russes, mais qui présentaient l'inconvénient d'effrayer l'Autriche.

Les émigrés valaques se persuadant que les refus d'Achmet-Pacha tenaient à une mauvaise volonté personnelle, résolurent d'agir directement auprès d'Omer-Pacha. Stéphan Golesco, reçut donc de tous ceux qui étaient à Widdin, mission de se rendre, en leur nom, auprès du général en chef à Schumla. Quand il arriva dans cette ville, le général Tell s'y trouvait depuis quelques jours, avec plusieurs officiers roumains venus comme lui pour demander du service. Héliade s'y était rendu de son côté, appelé par Omer-Pacha qui faisait grande estime de lui, et l'avait attaché à sa personne. Aux yeux des Turcs, il

était le représentant de l'émigration roumaine ; ils l'appelaient *Vlak Bey* (prince valaque). Pour Omer-Pacha , il était un conseiller précieux , qui pouvait l'éclairer sur les hommes et les choses d'un pays fertile en intrigues. Héliade avait, en outre, depuis le commencement de ses luttes politiques, constamment opposé à la Russie la suzeraineté ottomane, et malgré de nombreuses déceptions, il jugeait utile à la cause nationale de persister dans cette tactique. Le pacha lui en savait gré, d'autant mieux que plusieurs, parmi les émigrés, avec plus de logique que d'adresse, avaient invoqué plus d'une fois une Roumanie indépendante. La prétention de ces derniers était légitime sans doute, mais à la condition qu'ils seraient par eux-mêmes assez forts pour la soutenir ou assez habiles pour se faire appuyer ; et c'est parce que Héliade se rendait compte des difficultés, qu'il n'était pas d'accord avec eux. Mais ces divergences d'opinion augmentaient les haines : on accusait Héliade d'être vendu aux Turcs ; tandis qu'il ne faisait que rester fidèle à son programme. Ceux, au contraire, qui l'accusaient ,manquaient au leur, puisqu'ils demandaient à prendre rang dans les armées ottomanes.

Ce défaut de logique ne pouvait échapper à Omer-Pacha. Lorsque Stephan Golesco alla se présenter à lui au nom des Roumains émigrés, il lui répondit qu'il accueillerait avec satisfaction dans son camp tous ceux qui avaient pris part au mouvement de 1848; que cependant il avait été publié, en 1850, un manifeste signé de plusieurs d'entre eux, qui rejetait la suzeraineté de la Porte ; qu'il était disposé à oublier ce qu'il pouvait considérer comme un fait de rébellion ; mais que, pour

accepter leurs services, il lui fallait un désaveu public de cet acte. Omer-Pacha imposa la même condition à Nicolas Golesco, qui se présenta dans le camp quelques jours après son frère. Tous deux refusèrent.

Il est certain qu'Omer-Pacha aurait été fort embarrassé s'ils eussent consenti à sa demande; car on avait toujours espoir dans l'alliance de l'Autriche, et l'Autriche ne permettait pas qu'on armât des émigrés. A Constantinople, d'autres réfugiés, Italiens, Polonais, Hongrois, attendaient vainement qu'on voulut les employer. Reschid-Pacha les trompait par de feintes bienveillances, faisant de leur inaction un gage pour le cabinet de Vienne, mais les réservant encore comme une menace. Plusieurs fois Magliero fut averti de se tenir prêt à partir pour former une légion valaque; autant de fois, il fut trompé. Toutes les roueries traditionnelles du Divan étaient mises en jeu : caresses et mystifications pour les émigrés, stratégie diplomatique vis-à-vis de l'Autriche, grand étalage d'énergie et signes trop visibles de faiblesse. Cependant des manœuvres sans issue ne pouvaient pas toujours durer, et les concessions du Divan méritaient bien quelque récompense du cabinet de Vienne. Alors intervint le fameux traité du 14 juin 1854, par lequel l'Autriche consentait à occuper les principautés de Valaquie et de Moldavie, en faisant sommation à la Russie de les évacuer. Si la Russie se montrait complaisante, l'Autriche restait son alliée tout en l'expulsant, dépouillait la Turquie plutôt qu'elle ne la protégeait, et devenait une gêne plutôt qu'un aide pour les opérations des armées alliées. Ce n'était ni la paix, ni la guerre, ni une alliance, ni une neutralité; et c'était en même temps

quelque chose de tout cela, un ensemble de contrastes dont s'offensait la logique, une marche militaire qui contredisait la paix, une occupation pacifique qui entravait la guerre, un loisir fait aux Russes pour agir sur d'autres points, et l'inactivité forcée de l'armée ottomane. Le traité du 14 juin a été une des plus merveilleuses conceptions de cette diplomatie autrichienne si féconde en expédients.

Aussi, l'empereur Nicolas, qui sait reconnaître les bons services, se montra-t-il de facile composition. Par sa note du 7 août, il annonça que *par considération pour l'Autriche*, il consentait à retirer ses troupes des provinces danubiennes. Et, en effet, il lui devait bien cela.

Cet échange de bons procédés ne se borna pas là. Lorsque le comte Coronini fit son entrée à Bucharest, le 7 septembre, avec les troupes autrichiennes, Omer-Pacha qui l'avait précédé, avait pris toutes ses dispositions pour porter vigoureusement la guerre en Bessarabie. Son avant-garde était à Bouzéo; ses convois étaient en marche, et une puissante diversion aurait donné de l'occupation aux Russes entre le Pruth et le Dniester. Mais à son arrivée, Coronini enjoignit au généralissime d'arrêter sa marche aggressive; et comme Omer-Pacha se récriait: « J'ai des ordres, lui dit le général autrichien, de m'opposer à tout mouvement en avant, même par la force. » Omer-Pacha n'osant engager une lutte ouverte, expédia aussitôt des courriers à Constantinople, et fit arrêter la marche de ses troupes. Or, à Constantinople, les décisions sont toujours lentes, surtout dans des questions qui demandent de l'énergie; et dans l'intervalle, le général de Hess désavoua Coronini.

Mais le temps avait marché, l'armée ottomane était restée inactive dans ses campements, et les divisions de Liprandi, Engelhart et Dannenberg avaient pu être détachées de l'armée russe du Danube, pour aller livrer la sanglante bataille d'Inkermann. Il fallut l'héroïsme de nos soldats pour ennoblir les fautes de notre diplomatie.

Successeurs des Russes sur le terrain des Principautés, les Autrichiens s'attachèrent à les faire regretter. Non-seulement, on laissa toute carrière aux brutalités du soldat; mais les officiers eux-mêmes donnèrent l'exemple des violences. On vit en pleine rue de Bucharest, un lieutenant autrichien à la tête de sa compagnie, abattre d'un coup de sabre le bras d'un paysan, parce que celui-ci ne dérangeait pas assez promptement sa charette. Un autre officier, logé chez un négociant, demande comme supplément de mobilier une *chiffonnière*, et comme le pauvre Valaque déclarait ne pas connaître ce genre de meuble, l'officier lui ouvre le ventre d'un coup de sabre. Ces faits incroyables se renouvelaient tous les jours impunément. Un négociant des plus honorables, M. Léoni Tcherlenti, décoré de l'ordre impérial du *Nicham-i-Iftihar* reçut ordre de loger des soldats. Habitant une maison composée de quatre chambres, il en offrit deux, réservant les deux autres pour sa famille. Les Autrichiens virent dans ce partage un acte de rébellion, saisirent M. Tcherlenti, le traînèrent sur la place, et le fustigèrent en public. Les Russes au moins, s'étaient présentés en conquérants; les Autrichiens venant en alliés, se comportaient en bandits. Dans leur proclamations, les généraux avaient déclaré que, pour ne pas obérer le pays, l'Autriche paierait elle-même les frais de

l'occupation. Mais comme on n'allouait que 15 centimes par jour pour l'entretien de chaque soldat, et 30 centimes pour celui de chaque officier, et comme ce paiement se faisait en papier-monnaie, qui à Vienne même perdait 30 pour cent, le désintéressement autrichien n'était qu'une dérision de plus. Souvent huit ou dix soldats étaient mis en garnison chez de pauvres gens qui n'avaient que leur grabat; et l'on exigeait pour chaque garnisaire, non-seulement un matelas, mais une commode ou une armoire. Ceux qui n'en avaient pas, recevaient des coups de bâton ou de sabre. Et cependant les Turcs étaient censés avoir l'autorité en main, et le quartier-général d'Omer-Pacha était assiégé de malheureux qui venaient lui adresser leurs réclamations. Mais Omer-Pacha, enchaîné par la faiblesse de son gouvernement, ne pouvait pas même faire justice, et dévorait ses colères en silence.

De nouveaux ennuis lui étaient réservés. Par l'article 3 du traité de juin, le cabinet de Vienne prenait l'engagement de rétablir, autant que possible, l'ordre légal dans l'intérieur des Principautés. Il profita de cette disposition, pour appliquer le principe du *statu quo ante bellum.* C'était une double injure faite en même temps aux puissances occidentales et à la Moldo-Valaquie.

Lorsque par la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, en date du 22 juillet 1854, la France avait formulé pour base des négociations futures les quatre garanties, il avait été formellement reconnu qu'il ne pouvait plus être question du *statu quo ante bellum.* L'Autriche en ramenant ce principe, même pour un fait local, jetait le trouble dans l'ensemble des négociations, et ce fait, qui

pour le moment pouvait passer inaperçu à cause de son peu d'importance, n'en créait pas moins un antécédent.

L'injure pour les Principautés n'était pas moins grave; car c'était ramener les anciens hospodars, et rendre à la Valaquie Stirbey avec toutes ses hontes, ses trahisons et ses connivences moscovites. Lorsque les Roumains apprirent que l'Autriche leur préparait une aussi triste restauration, il n'y eut dans tout le pays qu'un cri d'indignation et de désespoir. De vives réclamations furent adressées à Constantinople. Omer-Pacha trop bien informé des justes répugnances de chacun, excité d'ailleurs par Héliade qui frémissait de ce nouvel abaissement de la Valaquie, fit entendre au divan d'énergiques protestations. Mais la voix de M. de Bruck avait plus de poids que celle d'Omer-Pacha; l'Autriche dominait à Constantinople, non-seulement par les promesses d'alliance dont elle berçait la Turquie, mais par l'habile attitude prise par M. de Bruck. Signalant au divan les dangers qui ressortaient non-seulement de l'ambition moscovite, mais aussi de l'alliance franco-anglaise, il lui disait : « La Russie veut vous démembrer par la conquête; mais la France et l'Angleterre veulent vous compromettre par des réformes européennes. Le péril est égal des deux côtés; et la réforme sera pour l'islamisme aussi mortelle que le canon. L'Autriche seule vous aime tels que vous êtes; seule elle désire maintenir l'intégrité de votre territoire et l'intégrité de vos institutions. Voyez en elle votre meilleure conseillère et votre meilleur appui. » C'était véritablement dire en d'autres termes : « L'Autriche se plait à vous maintenir dans votre faiblesse. » Mais on se

laisse volontiers prendre au côté flatteur des choses, et les adroites insinuations de M. de Bruck étaient fort goutées dans les conseils intimes du divan. Car les Turcs sont, bien moins qu'on ne le pense, disposés à être réformateurs ; et les ardeurs de réforme dont on fait bruit doivent être rangées parmi les mystifications diplomatiques dont on amuse l'opinion. Reschid-Pacha lui-même n'a guère fait jusqu'ici que formuler des programmes, sans pouvoir les mettre sérieusement en application.

En dehors de ses influences personnelles, M. de Bruck était secondé par les complicités de lord Stratford Redcliffe. L'ambassadeur anglais, avec les apparences extérieures d'une indépendance bourrue, n'a cessé, depuis le commencement des hostilités, d'être l'intermédiaire aveugle de toutes les faiblesses envers l'Autriche. Obéissait-il à des inspirations venues de Londres? Il est permis de le croire en étudiant la politique extérieure de lord Aberdeen. Le parlement anglais s'est étrangement trompé en ouvrant une enquête sur les faits de la guerre : c'est sur les faits de la diplomatie que l'enquête devait s'ouvrir, et là se fussent rencontrées les véritables sources du mal. Le duc de Newcastle ne le savait que trop ; et il aurait pu faire retomber sur un autre ministre les accusations qui frappaient le ministre de la guerre. Mais il a mieux aimé se sacrifier lui-même que de faire des révélations compromettantes ; et il est tombé en grand seigneur, enveloppé dans un dédaigneux silence.

Un des ministres du nouveau cabinet voulait le rappel de lord Redcliffe. Il avait raison; et la France aussi

aurait droit de le vouloir ; car elle aurait à lui demander compte du sang de plus d'un de nos braves, versé dans de ténébreux réduits.

Qui n'a entendu parler des nombreux assassinats commis sur les militaires français dans les quartiers de Pera et de Galata? Or, les auteurs de ces crimes sont des Grecs agents des Russes, et ces Grecs sont les protégés de l'ambassade anglaise. Qu'on ne s'étonne pas de ce singulier mystère : il y a là une affaire de commerce, et les chancelleries anglaises sont, en fait de commerce, aussi avides qu'une boutique de la cité. Lorsqu'en juin 1854, ordre fut donné par la Porte à tous les Grecs de sortir de Constantinople, lord Redcliffe obtint des exceptions en faveur d'un certain nombre, en les plaçant sous la protection du pavillon britannique. Il va sans dire que chaque protégé payait un droit à la chancellerie qui le favorisait. Par suite de ces marchés, un certain Pisani, drogman de l'ambassade anglaise, s'est amassé un trésor de plusieurs millions. Mais aussi, les hétairistes russes sont en nombre dans les rues de Pera, et les soldats français y tombent assassinés dans l'obscurité de la nuit. Des plaintes répétées en ont été portées au sultan lui-même, qui a toujours répondu : « J'ai voulu chasser tous les Grecs, mais Redcliffe les protège. » Voilà les faits sur lesquels le parlement anglais devait appeler la lumière, plutôt que sur des détails de bureaux et de fournitures. Que le soldat tombe victime du canon ou du froid, c'est le sort de la guerre ; mais qu'il tombe victime du commerce des chancelleries et des complaisances diplomatiques, c'est ce qui mérite une éclatante discussion et un châtiment exemplaire.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'après quelques feintes résistances, lord Redcliffe ait accepté de M. de Bruck le rappel de Stirbey. Le divan savait cependant que c'était replacer au cœur des Principautés un instrument de la Russie; mais que pouvait-il sous la pression austro-britannique ? Quant à l'ambassadeur de France, le général Baraguay-d'Hilliers, jeté au centre d'intrigues dont il n'avait aucune idée, il ne se faisait pas faute d'afficher ses mépris pour de ténébreuses menées, mais sans pouvoir prendre l'autorité nécessaire pour en empêcher la réussite.

Lorsque Omer-Pacha connut le résultat de ces négociations, il bondit de colère; résolu de ne pas être témoin de l'entrée du hospodar, il s'absenta de Bucharest pour aller inspecter ses troupes sur les bords du Danube. L'Autriche venait d'ailleurs de lui donner une nouvelle preuve de sa malfaisante influence, en faisant éloigner de lui Héliade dont la présence pouvait être une gêne pour Stirbey. Ce fut le consul général anglais, M. Colqhoun, qui se fit, en cette occasion, le complaisant de M. de Bruck, et obtint de la Porte l'expulsion d'Héliade de Bucharest. Omer-Pacha, qui avait déjà plus d'une fois combattu en faveur d'Héliade contre l'influence autrichienne, dût enfin céder, et donna à son fidèle lieutenant un congé temporaire. Depuis ce temps, Héliade n'a pu obtenir du ministère ottoman de sortir de Constantinople, malgré les instances d'Omer-Pacha, qui voulait encore l'emmener avec lui en Crimée.

En quittant momentanément Bucharest, Omer-Pacha y laissait comme commandant de place, Mashar-Pacha, personnage singulier, même dans une armée composée,

comme celle des Ottomans, d'éléments hétérogènes. Mashar-Pacha est anglais, point renégat, grand chercheur d'aventures, non par besoin, car il est fort riche, mais par cette ardeur de locomotion qui appartient à la race britannique. Avant d'être Mashar-Pacha, il se nommait sir Steven Lakeman ; avant de prendre les armes aux bords du Danube, il avait guerroyé contre les Cafres au Cap-de-Bonne-Espérance, en amateur, et à la tête de 150 hommes qu'il avait levés à ses frais. Encore jeune, à peine âgé de trente ans, il accourut à Constantinople aux premiers bruits de guerre, et se fit accueillir par les Turcs comme général de brigade. Les Anglais ayant toujours le bon esprit de se soutenir mutuellement en pays étranger, le nouveau général prit promptement une bonne position, et sur les recommandations du colonel Simons, commissaire anglais près d'Omer-Pacha, il fut nommé commandant de Bucharest.

Il plaisait d'ailleurs à Omer-Pacha par son audace, et surtout par la haine vigoureuse qu'il portait aux Autrichiens. Ceux-ci le lui rendaient bien, et il y avait entre ces alliés de fraîche date un continuel échange de taquineries blessantes.

La rentrée de Stirbey devint une nouvelle occasion de querelles. Les généraux autrichiens ne pouvaient se dissimuler que tout le pays voyait avec mécontentement le retour d'un hospodar méprisé. A l'exception de quelques boyars partisans de la Russie, qui étaient devenus, avec une étrange facilité, partisans de l'Autriche, toute la population laissait éclater son indignation. Un maladroit courtisan voulut essayer de tromper l'opinion publique par une démonstration apprêtée. Jean Mano,

l'ancien ministre de Stirbey, qui avait accepté des fonctions publiques sous les Russes, et rampait bassement sous les Autrichiens, loua, la veille de l'entrée de Stirbey, une centaine de fiacres qu'il devait remplir de filles de joie, avec des bouquets et des fleurs, pour en joncher la route du hospodar. Mashar-Pacha averti de ce projet burlesque, fit afficher sur les murs, l'ordre suivant adressé au préfet de police.

« Monsieur le Préfet de police,

» Vu les accusations graves et officielles qui pèsent sur le prince Stirbey; vu la haine de la majorité des habitants notables de la ville; vu surtout les circonstances au milieu desquelles s'accomplit le retour du prince, j'ai cru devoir me conformer à l'opinion publique, en vous ordonnant, M. le Préfet, d'empêcher qu'on ne lise des adresses ou autres discours, enfin qu'aucune manifestation inconvenante n'irrite le peuple et ne fasse naître le désordre.

» Pour le commissaire impérial ottoman.

» Mashar-Pacha. »

Il n'y avait pas besoin sans doute de recommander à la population un silence désapprobateur; elle y était assez disposée. Mais les basses flatteries se trouvèrent déjouées; Mano en fut pour ses frais de fiacres, et au lieu de fleurs, Stirbey ne recueillit sur sa route que des malédictions. Le général Coronini cependant, fai-

sait contraste, par son zèle, à la froideur générale. Entouré de son état-major, il attendit le hospodar pendant plus d'une heure dans la cour de l'hôtel princier (style local), et, à son arrivée, il abaissa devant ce réprouvé les aigles autrichiennes.

Cependant, la lettre de Mashar-Pacha faisait grand bruit. Outre les termes offensants pour le prince, elle contenait une critique directe de la conduite de l'Autriche : avec *les accusations graves et officielles*, avec *la haine de la majorité des habitants*, on condamnait moins celui qui était ramené, que ceux qui le ramenaient. Les agents de l'Autriche jetèrent feu et flammes à Constantinople ; et à son retour à Bucharest, Omer-Pacha reçut des mains de Coronini l'ordre transmis par la Porte de destituer Mashar. Le généralissime qui avait eu d'avance communication de la lettre au préfet de police, et qui l'avait approuvée, refusa d'obéir. Il fut encouragé dans son refus, par le consul-général de France, M. Poujade, qui venait d'arriver à Bucharest. Parti de Paris depuis quelques jours seulement, M. Poujade devait nécessairement avoir pour mission de surveiller la marche équivoque de l'Autriche. Son rôle pouvait être d'autant plus intéressant, qu'à Paris on ignorait encore la pensée de Vienne. M. Poujade, homme d'intelligence et de savoir, la connaissait bien, autant du moins qu'elle pouvait se connaître elle-même, incertaine et flottante, entraînée par ses sympathies vers le czar, par ses craintes vers la France, et attendant les circonstances pour se décider. Ce qu'il connaissait encore mieux, c'était l'opinion générale des Roumains sur Stirbey, et l'indignation produite par son retour. Il fallut

enfin que l'Autriche tînt compte d'une réprobation si universellement exprimée : par décision commune de la Porte et des représentants des puissances occidentales, on ordonna qu'une enquête serait ouverte sur les faits reprochés au hospodar.

C'était au moins consoler les esprits par la possibilité d'un châtiment. Seulement c'était ajourner une décision qui pouvait être prise aussitôt; la meilleure enquête contre Stirbey était l'histoire de son gouvernement, et elle était connue de tous.

Mais on y mit d'autant plus d'apparat, qu'on voulait moins vite en finir. Les consuls généraux de France, d'Angleterre et d'Autriche furent chargés de l'enquête, de concert avec Dervish-Pacha, commissaire de la Porte. M. Poujade se mit vigoureusement à l'œuvre; Dervish-Pacha le secondait de ses vœux, mais n'osait ouvertement faire preuve de zèle; quant à M. Colqhoun, sa conduite était tout opposée : faisant grand étalage de rigueur dans les réunions communes, il appuyait sous main les indulgences de l'Autriche. On voulait surtout gagner du temps; mais l'activité et la résolution de M. Poujade étaient une gêne. Il troublait la bonne entente des temporisateurs. Quelles furent les réclamations adressées de Vienne à Paris? Nous l'ignorons. Toujours est-il que le *Moniteur* du 27 novembre annonça le rappel de M. Poujade et son envoi à Tunis. Le diplomate français a quitté Bucharest, et Stirbey est encore debout.

Peu de jours après cet incident, on eut l'annonce du traité du 2 décembre. Est-ce une phase vraiment nouvelle pour la politique autrichienne? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

CONCLUSION.

Si l'histoire des pays roumains n'était que le triste résumé des gestes moldo-valaques, elle n'aurait guère d'autre importance que le souvenir d'une douloureuse légende. Un peuple qu'il faut toujours plaindre, un gouvernement qu'il faut toujours flétrir, ne peuvent être le sujet d'un travail bien utile; et le public jaloux d'apprendre, veut autre chose que les monotonies de la compassion ou du mépris.

Les écrivains valaques, qui ont fait appel aux sympathies de l'Europe, ont constamment invoqué les souvenirs de Décébale et de Trajan, de Michel-le-Brave et d'Étienne-le-Grand. Tout cela est bien vieux, et les gloires des anciens jours ont été profondément effacées, il faut en convenir, par les hontes de plusieurs siècles. Mais l'histoire des Roumains vient de puiser un intérêt immense dans les évènements modernes. Après n'avoir guère fourni qu'une suite d'épisodes dans les intrigues

des vizirs de la Porte, la Moldo-Valaquie se trouve mêlée aux fastes de l'Occident, placée dans la sphère la plus active de la diplomatie moscovite, et destinée à répandre un jour lumineux sur le système menteur des protectorats. Elle entend le premier coup de canon de la grande guerre qui commence; elle est appelée peut-être à en suivre les derniers retentissements. Enfin, elle est le centre d'une nationalité importante, à qui peut appartenir un rôle considérable, si l'on sait lui faire la place qui lui revient. C'est là ce qu'à Saint-Pétersbourg on comprend à merveille. Il ne faut pas croire, en effet, qu'en convoitant les Principautés danubiennes, la Russie se préoccupe seulement d'un agrandissement de territoire. Sa politique ne se compromettrait pas pour si peu. Ce qui la porte à s'acharner sur ces régions, c'est qu'il y a là une population étrangère au Slavisme, qu'elle ne peut s'assimiler, qu'elle ne peut tromper par de fausses paroles de fraternité. Avec les Serbes, les Bulgares, les Illyriens, on invoque, à l'occasion, des affinités de race; il n'en saurait être de même avec les colonies latines du Danube. Leur langue, leurs habitudes, leurs souvenirs, tout les éloigne de la sphère moscovite. Désespérant de les séduire, la Russie veut les enchaîner; ne pouvant les affilier à la ligue panslaviste, elle veut les comprimer sous sa main de fer. Chez les autres tributaires de l'empire ottoman, elle provoque les agitations; chez les Roumains, elle étouffe tout sentiment. La Moldo-Valaquie est donc un point de la plus haute importance dans la stratégie panslaviste, parce que le panslavisme y rencontre des éléments qui lui sont contraires; et c'est l'importance qu'y attache Saint-Pétersbourg,

qui doit servir d'avertissement à l'Europe. La première mesure de défense est de bien étudier le centre d'attaque.

Ce n'est qu'à ce point de vue que la question moldo-valaque offre de l'intérêt, ou plutôt la question moldo-valaque disparaît, pour se confondre avec la question européenne. A vrai dire, ce livre n'a d'autre but que d'éclairer les questions européennes par leur côté le moins connu, et peut-être le plus important, et de montrer combien réagissent sur notre intérieur les faits éloignés, qui, mieux étudiés, auraient pu avoir une tout autre issue. Nous sommes convaincus, par exemple, que Paris et Londres ont autant contribué à la guerre actuelle par leurs fautes pendant vingt ans, que Saint-Pétersbourg par ses habiletés. Toutes les complicités ne sont pas des connivences ; il y a aussi les complicités d'ignorance, et ce sont les plus dangereuses. Il est assez étrange que ce soit le barbare du Nord, qui, dans les régions intellectuelles de la politique, se soit montré constamment supérieur aux hommes d'état de l'Occident.

Un seul jour il fut en défaut, lorsque trop confiant dans la politique du cabinet Aberdeen, rassuré peut-être par des lettres confidentielles de personnages augustes, égaré par les assurances officielles de M. de Brunow, il regarda comme impossible l'alliance de l'Angleterre avec la France. Ce jour là, il s'est compromis par trop de précipitation. Ne nous en plaignons pas ; remercions au contraire tous ceux qui ont contribué à cette guerre, d'où doivent sortir, comme sous le soc de la charrue, de fertiles mouvements. Déjà les traités de 1815 ne comptent plus ; déjà, ce qu'on appelait l'équilibre euro-

péen ressemble à une machine détraquée, tournant dans le vide, sans contrepoids et sans engrenage. Les programmes du passé, vieux rouages, sont usés ; la géographie veut être refaite, et des nations étouffées demandent leur place au soleil. On nous annonce aujourd'hui la réunion d'un congrès à Vienne : s'il veut s'occuper sérieusement d'assurer la paix de l'Europe, ce congrès sera forcé, quoiqu'on fasse, de traiter les questions de rénovation.

Une des premières qui se présentera, sera de régler le sort des deux Principautés du Danube. La solution sera facile, si le congrès ne perd pas de vue sa principale mission, qui est d'arrêter à jamais l'action menaçante de la Russie sur l'Occident. Il faut que des barrières soient élevées, solides et infranchissables ; et les meilleures barrières seront des populations fortes et homogènes. La diplomatie des gouvernements a fait preuve de toute son impuissance, même alors que les soldats de ces gouvernements faisaient des prodiges. La masse des notes et des protocoles échangés depuis un an n'a pas arrêté un seul coup de canon. Il est temps que l'Europe confie les garanties de son repos au bras robuste des nationalités régénérées. Voilà quel doit être le sens du congrès futur, ou il n'en aura pas.

Cela posé, examinons dans quelles conditions devront être placés les pays roumains.

Divers systèmes se présentent :

1° Le *statu quo*. Suzeraineté turque ; séparation des deux provinces sous deux hospodars, et protection collective des grandes puissances.

Ce ne serait que recommencer la misérable histoire

du passé. La suzeraineté turque n'a servi qu'à consacrer par une signature officielle les usurpations successives de la Russie; la Turquie n'a usé de ses droits que pour les amoindrir. Puis renaîtraient la domination des consuls, les intrigues des hétairistes, les traditions des Phanariotes. Avec la séparation des provinces, se perpétuerait la faiblesse de la nation; avec les deux hospodars, la corruption et l'abaissement, et l'exploitation du gouvernement comme une ferme de jeux. Le système électif même, ce principe vital des sociétés modernes, resterait un trafic entre des mains impures, une industrie effrontée, dont le siège social serait encore à Saint-Pétersbourg.

2° Réunion des deux principautés sous un chef héréditaire, duc, prince ou roi, choisi au sein d'une dynastie européenne; indépendance du royaume nouveau, formant une Belgique orientale, sous la protection collective.

Ce second projet présenterait sans doute plus d'avantages que le premier, en créant l'unité nationale avec un ensemble de forces mieux établies. Mais, placées aux frontières de la Russie, ces forces ne seraient que faiblesse; et en supposant la Russie vaincue et cédant la Bessarabie, elle souscrirait volontiers à l'indépendance d'un petit royaume si bien à sa portée. L'indépendance de ses voisins a été un des grands arguments de sa politique usurpatrice. En 1671, elle défendait contre les Turcs l'indépendance des cosaques de l'Ukraine, et, en 1716, l'Ukraine, incorporée à la Russie, voyait son hetman transformé en colonel moscovite; par le traité de Kaïnardji, elle faisait proclamer l'indépendance de la Crimée, et elle en prenait la souveraineté par le traité

d'Iassy. Ainsi ferait-elle pour la Belgique orientale qu'on édifierait à ses portes.

Le protectorat collectif serait, en de telles occasions, une pauvre garantie. Avec l'envahisseur à une portée de fusil, que feraient les protecteurs éloignés de huit cents lieues? L'Autriche, il est vrai, se trouve plus voisine; mais le voisinage même pourrait créer des connivences; et en admettant que cela ne fut pas, en admettant que la Russie fut seule, comme aujourd'hui, ne verrait-on pas, comme aujourd'hui, l'Autriche perdre une année en hésitations et en incertitudes? D'ailleurs, on peut bien le croire, ni la France ni l'Angleterre ne seraient disposés à recommencer à tout propos une guerre comme celle dont nous sommes les témoins; et si le passage du Pruth, frontière de l'empire ottoman, a pu ne pas être un *casus belli*, il le serait encore moins, lorsqu'il s'agirait du Pruth frontière d'un royaume Moldo-Valaque. La violation de territoire cesserait d'être une question européenne, pour devenir une question locale; et les forces de l'Occident, qui ont eu tant de peine à s'ébranler pour Constantinople, ne franchiraient certes pas les mers en l'honneur de Bucharest. La politique la plus vulgaire commanderait d'oublier des engagements collectifs, dont l'utilité serait loin d'égaler les périls. Que si, par point d'honneur, on voulait y être fidèle, il faudrait tenir en permanence les armées sur le pied de guerre, pour répondre à une éventualité qui pourrait arriver tous les jours; de sorte que le fait seul du protectorat, même sans guerre, serait une cause de ruine par les précautions qu'il nécessiterait.

L'indépendance de la Moldo-Valaquie doit donc nécessairement offrir à la Russie une proie plus facile, et

devenir pour l'Europe une perpétuelle menace de guerre.

L'Occident aurait ainsi tous les désavantages de la position. D'un côté, il ne pourrait jamais désarmer; de l'autre, il risquerait des armements et des dépenses inutiles, agité par de continuelles incertitudes, sans compensation pour les sacrifices de la veille, sans garantie pour le repos du lendemain. Avec le système des protectorats, les protecteurs sont toujours à la merci de l'imprévu ; l'agresseur au contraire choisit son moment, et ne frappe qu'à coup sûr, parce qu'il frappe quand il est prêt.

Le protectorat collectif n'est, comme on l'a fort bien dit, qu'une assurance mutuelle; et de là certains publicistes ont voulu conclure que c'était le meilleur système pour empêcher la guerre. Il est permis de contester l'analogie. La compagnie d'assurances, pour parer aux risques, a son capital social toujours disponible; mais le capital social d'un gouvernement assureur ou protecteur ne peut consister qu'en armées, en flottes, en munitions de guerre : or, s'il conservait ce capital social toujours complet et disponible, il se ruinerait d'avance. La compagnie d'assurances ne fait de grosses dépenses qu'au moment du sinistre; le gouvernement assureur dépenserait tous les jours et sans sinistre, ou plutôt chaque jour serait pour lui un sinistre; car, chaque jour, il lui faudrait nourrir ses armées et ses flottes, qui forment le capital d'assurance. D'un autre côté, le capital d'assurance de la compagnie est productif par lui-même, et se multiplie d'heure en heure ; le capital d'assurance du gouvernement serait consommateur, et s'amoindrirait d'heure en heure. Voilà qui suffit ce nous semble, pour démontrer : 1° qu'il

n'y a aucune analogie entre l'assurance civile et l'assurance mutuelle des gouvernements; 2° que le système du protectorat, s'il est appliqué sérieusement, est ruineux pour le protecteur, s'il n'est qu'une formule ou un protocole, est inefficace pour le protégé; 3° que ce système laisse à l'agresseur tous les profits du repos, s'il veut en user, tout le loisir des préparatifs, et toutes les occasions de l'attaque.

Placer aux frontières de la Russie un royaume qui aura toujours besoin d'être protégé, c'est mettre aux mains de la Russie l'épée de Damoclès.

Il n'y aurait donc ni sécurité pour l'Occident, ni garantie pour l'empire nouveau, ni enfin satisfaction donnée au sentiment national.

Et, en effet, pourquoi les autres Roumains, soit de la Transylvanie, soit de Temeswar, de la Bucovine ou de la Bessarabie, seraient-ils séparés de leurs frères? Pourquoi les exclure de la *tsara* (patrie), qu'ils invoquent? Dans les plaines de Blajium, dans les montagnes d'Abrud-Banya, n'ont-ils pas témoigné qu'ils voulaient être libres, et qu'ils savaient défendre leur liberté? Réunis sous le drapeau de l'indépendance nationale, les Roumains n'auront plus besoin de protecteurs pour arrêter les bataillons moscovites. Il est temps, d'ailleurs, de renoncer au système équivoque des protectorats, et de confier la défense des frontières aux peuples régénérés.

De ce principe ressort naturellement une autre organisation pour les pays roumains, dans la forme suivante :

3° Réunion en un seul empire de tous les Roumains,

depuis le Dniéster jusqu'à la Theiss, depuis la frontière de la Gallicie jusqu'aux bords du Danube, comprenant par conséquent la Bessarabie, la Bucovine, la Moldavie, la Valaquie, la Transylvanie et le Banat de Temeswar. Malgré des déchirements séculaires, tous ces pays ont conservé l'unité de race, l'unité de langue, l'unité de mœurs et de sentiments; tous ils aspirent à l'unité politique. Il y a là dix millions de Latins, répandus sur une terre riche et fertile, qui offrirait des ressources à une population de quarante millions. Ils connaissent et vantent leurs affinités d'origine avec les peuples de l'occident. Ils accepteraient avec orgueil la mission qu'on leur ferait d'opposer une invincible barrière au slavisme du nord. Impuissants jusqu'ici parce qu'ils ont été morcelés, ils puiseraient une vie nouvelle dans l'unité nationale; ils entreraient dans cette phase de développement et de force, où entrèrent les contrées de l'Occident en supprimant les subdivisions du régime féodal. Plus de Valaquie donc, plus de Moldavie, plus de ces fiefs du moyen âge, qui ont perpétué les faiblesses; mais une grande Roumanie, sœur de l'Occident et gardienne vigilante de ses frontières. Car, avec cette géographie nouvelle, les rôles doivent changer. C'est à la Roumanie, avec ses jeunes bataillons, qu'il appartiendra de protéger l'extrême occident, au lieu de recevoir la protection de l'occident central.

Ajoutons que cette régénération de la Roumanie ne doit pas se faire isolément : elle tient à un ensemble politique, le seul efficace contre les efforts de la Russie. Aujourd'hui, depuis les bords du Pruth jusqu'aux montagnes de la Gallicie, tous les chemins sont ouverts aux

bataillons moscovites : on peut les fermer tous, en confiant aux peuples la mission que n'ont pu accomplir les gouvernements. Pour cela, à côté de la Roumanie, il faut que se relève la Pologne; et alors les Polonais au nord-est, les Roumains au sud-est, formeront deux grandes armées auxiliaires, qui en se protégeant elles-mêmes, mettront désormais l'Occident à l'abri de toute atteinte.

Nous savons bien, sans doute, que la diplomatie n'acceptera pas ce moyen de salut; mais nous soutenons que c'est le seul, et nous croyons avec conviction à son accomplissement, en dépit de la diplomatie et de ses ajournements.

Mieux vaudrait, à coup sûr, que la régénération des peuples se fît avec l'aide des gouvernements qu'avec l'arme des révolutions. Mais les gouvernements n'auront pas à se plaindre d'une surprise; car les avertissements ne leur ont pas manqué. Depuis vingt ans, l'histoire d'Autriche nous montre les populations de l'Empire faisant offre au souverain de leur sang et de leurs trésors, pour obtenir en retour des garanties d'indépendance : toutes ont voulu pactiser avec la maison de Habsbourg-Lorraine; toutes ont voulu conserver son drapeau comme signe de ralliement. Egalité des nationalités dans un gouvernement commun, sous la maison d'Autriche, tel a été leur programme. Ils y restèrent fidèles dans les grands jours d'infortune, alors que la monarchie errante n'avait plus ni armée ni capitale; et c'est au nom de l'indépendance nationale que d'un côté les Croates avec Jellachich, de l'autre les Roumains avec Ianko combattirent pour le salut de l'Empire.

On sait comment ce grand mouvement de régénération fut arrêté par l'intervention de la Russie. Les perfides bienfaits du czar comprimèrent, non-seulement l'insurrection magyare, mais aussi l'essor national des Roumains, des Illyriens et des Serbes. Les peuples qui avaient aidé l'Autriche ne furent pas mieux traités que ceux qui l'avaient combattue. D'un côté, le czar accablait l'Autriche du joug d'une humiliante protection; de l'autre, il l'empêchait de se fortifier et de se rajeunir en appelant à la vie politique les nationalités qui venaient de donner de si énergiques preuves de virilité. Il étouffait son passé, en la réduisant en vasselage; il arrêtait son avenir, en la maintenant dans ses vieilles traditions.

La Russie du moins avait intérêt à empêcher la résurrection des nationalités; c'est le seul danger qu'elle redoute. Mais que penser des puissances occidentales pour qui c'est le seul salut ?

Et cependant, même depuis, les chefs nationaux n'ont cessé de tendre la main vers la cour de Vienne, pour lui offrir une alliance commune entre les peuples et la couronne.

Louis Gaj, à Agram, a continué de prêcher la confédération des peuples sous les auspices de la maison d'Autriche; le tchèque Palaçki, à Prague, formulait un plan d'ensemble, qui devait régénérer l'Empire, en le divisant en autant d'États provinciaux qu'il renferme de races distinctes, et chacun de ces États se gouvernant lui-même dans une diète provinciale, devait représenter ensuite les intérêts généraux dans une diète commune.

Faisons mieux connaître ce plan par ses détails géographiques.

Sept nationalités différentes composent l'empire d'Autriche : Allemands, Magyars, Roumains, Italiens, Illyriens ou Croates, Tchèques ou Bohêmes, et Polonais.

Palaçki proposait de faire entre ces nationalités le partage suivant : l'archiduché d'Autriche avec le Tyrol, le Salzbourg et la Styrie septentrionale formerait une province allemande ; la Magyarie s'étendrait entre la Drave et le pied des Karpathes, de Presbourg à la Theiss ; la Bucovine, la Transylvanie et le banat de Temeswar seraient un pays roumain. La Lombardie et la Vénétie représenteraient les populations italiennes ; l'Illyrie comprendrait la Styrie méridionale, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, la Dalmatie, la Slavonie, la Voïvodie serbe et la Croatie ; la Bohême s'adjoindrait la Moravie et la portion occidentale de la Hongrie du nord ; enfin les éléments polonais de la Silésie et de Cracovie se coordonneraient autour de la Gallicie (1).

L'Empire, ainsi reconstitué, n'eut plus été l'Autriche d'aujourd'hui, la vieille Autriche teutonique et engourdie, mais une Autriche, sœur de tous les peuples, rajeunie par leurs embrassements, et recevant dans ses veines le sang généreux de fortes races. C'est alors qu'elle eût cessé d'être enchaînée à la fortune et aux alliances de l'Allemagne. C'est alors qu'elle eut été délivrée des deux fantômes qui l'assiègent, la révolution et le czar ; car elle aurait conjuré la révolution, en donnant satisfaction aux peuples ; et avec l'appui des peuples, elle aurait pu défier le czar.

En proposant ce nouveau pacte d'alliance, Palaçki

(1) Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie, par M. H. Desprez.

avait peu d'espoir, sans doute, de le voir adopter; mais nous avons dû le rappeler, pour bien constater que les patriotes ont épuisé tous les moyens pacifiques. Leur longue patience n'a servi qu'à les livrer à la merci des invasions russes, à la discrétion d'un nouveau congrès de Vienne. Et que prétend ce congrès? Chercher un contre-poids à la puissance de la Russie? S'il le cherche dans les gouvernements, il ne le trouvera pas; car il n'y a pas d'autre contre-poids que la force des nationalités appelées à l'indépendance. Et tous les éléments sont à portée : d'un côté, trente millions de Slaves du Sud, placés entre l'Adriatique et la mer Noire, de l'autre dix millions de Roumains appuyés sur le Danube et les Karpathes, enfin vingt millions de Polonais rangés en bataille depuis la Baltique jusqu'aux montagnes de la Gallicie; dans les intervalles, les Magyars et plus loin les Italiens. Là sont les vraies ressources d'une politique éclairée; là sont les éléments d'une géographie nouvelle, qui seule peut rétablir l'équilibre rompu. Qu'on essaie de tout le reste : tout le reste n'est qu'ajournement. Or, l'ajournement conduit les gouvernements à ces moments d'angoisse, où ils se déterminent à faire aux peuples une offre suprême, et reçoivent pour réponse ces mots sacramentels : Il est trop tard.

FIN.

TABLE DES MATIERES.

